



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

BULLETIN
DE
L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Sci

BULLETIN

DE

L'INSTITUT

///

NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES NATURELLES ET MATHÉMATIQUES ; 2^o DES
SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET
D'HISTOIRE ; 3^o DE LITTÉRATURE ; 4^o DES BEAUX-ARTS ;
5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XLIII

GENÈVE

KÜNDIG, LIBRAIRIE DE L'INSTITUT, RUE DU RHÔNE
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1919

618838
20.9.55

AS

322
155

t.42-44

TABLE DES MATIÈRES

I. — TRAVAUX ORIGINAUX

BESSON, Henri. — <i>Les moyens qu'offrent les richesses naturelles de la Suisse pour s'affranchir de la tutelle économique étrangère</i> (tiré à part, 25 exemplaires, juin 1917)	399
BROCHER, Frank. — <i>Observations sur le développement et la vie larvaire du Pseudagenia carbonaria Scop</i> (11 vignettes; tiré à part, 25 exemplaires, mars 1918)	283
BROCHER, Frank. — <i>De l'Education et de l'Instruction</i> (tiré à part, 25 exemplaires, novembre 1918)	505
CHAPUISAT, Edouard. — <i>Propos du temps passé</i> (3 portraits hors texte; tiré à part, 75 exemplaires, décembre 1917)	1
Index alphabétique	271
FAZY, George. — <i>La Cour pénale fédérale est-elle constitutionnelle ?</i> (tiré à part, 25 exemplaires, juillet 1918).	425
FAZY, George. — <i>Le futur traité de paix et la sanction des conventions de La Haye</i> (tiré à part, 300 exemplaires, octobre 1918)	491
KARMIN, Otto. — <i>Documents sur l'histoire religieuse de Genève à l'époque de la Restauration</i> (tiré à part, 25 exemplaires, avril 1918)	291
Table des matières	396
LADAME, P.-L. — <i>A la mémoire d'Emile Yung</i>	439
PICET, Arnold. — <i>Les mécanismes qui provoquent l'éclosion des papillons</i> (4 vignettes; tiré à part, 100 exemplaires, novembre 1918)	459

II. — DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Compte rendu des travaux de l'Institut pendant l'année 1916	515
Compte rendu des travaux de l'Institut pendant l'année 1917	519
Comptes des exercices 1916 et 1917 approuvés par l'assemblée générale	525
Etat des membres de l'Institut national genevois au 31 décembre 1918.	527
Sociétés et institutions correspondantes de l'Institut national genevois. Listes des publications reçues par voie d'échange	561

I

TRAVAUX ORIGINAUX

PROPOS DU TEMPS PASSÉ¹

PAR

EDOUARD CHAPUISAT

I

Suisses et Genevois de 1750

PROPOS DU MARQUIS D'ARGENS

« Les Genevois, en général, sont gros et gras. Ils passent pour être de mauvaise humeur et peu hospitaliers ; mais on leur fait tort de leur donner ce caractère : ils sont polis et affables beaucoup plus que tous leurs voisins. »

Ainsi s'exprime dans les *Lettres juives* qu'il publia en 1754, Jean-Baptiste de Boyer, marquis d'Argens. Son

¹ Les documents que nous reproduisons proviennent des Archives d'Etat, des Archives municipales et du département des manuscrits de la Bibliothèque de Genève, des Archives nationales (Paris), du département des manuscrits du British Museum et d'archives privées.

témoignage n'est pas suspect. Le marquis d'Argens n'avait aucune raison de blâmer les Genevois ou de les encenser — première excuse pour cette citation d'un ouvrage aujourd'hui oublié. Nous en avons une autre. Les *Lettres* du marquis d'Argens lui valurent sinon la célébrité, du moins la notoriété, et ce fut après leur publication que Frédéric II appela leur auteur à Berlin, le créa chambellan et décida de lui servir six mille livres de pension.

Dans ces *Lettres*, correspondance supposée « entre un juif voyageur en différens Etats de Europe et ses correspondans en divers endroits », l'auteur mêle à ses souvenirs des appréciations, et si le sous-titre qu'il a choisi, *Correspondance philosophique, histoire et critique*, en exagère l'importance, il marque une intention, suivie parfois d'exécution.

Boyer d'Argens décrit assez bien ce que devait être Genève vers le milieu du dix-huitième siècle.

Je suis arrivé à Genève depuis six jours, narre son Jacob Brito à Aaron Monceca, et j'ai resté plus longtemps dans cette ville que je n'aurais cru. Elle était autrefois assez mal bâtie, mais, depuis quelques années, elle est fort embellie par un grand nombre de maisons qu'on a faites nouvellement et dont l'architecture est d'un fort bon goût. Les fortifications de Genève sont bonnes et régulières ; on y travaille perpétuellement ; les bourgeois contribuent avec plaisir aux frais nécessités pour les perfectionner. Ils ont renouvelé pour dix ans les impôts qu'on avait mis pour subvenir aux dépenses qu'elles causent.

« Cette lettre, ajoute l'auteur dans une note, a été écrite avant les derniers troubles de Genève. » On se

rappelle qu'en effet le Conseil général, loin de ratifier la proposition de renouvellement d'impôts, la rejeta à la majorité des trois quarts des suffrages.

Sans doute, Boyer d'Argens ne voulut pas s'ôter le mérite, en modifiant son premier texte, d'avoir été, lui, étranger, de l'avis de la bourgeoisie genevoise ; il nous donne ses raisons qui ne sont point sans intérêt :

Les Genevois auraient pu se passer de ces fortifications qui leur coûtent infiniment. L'alliance qu'ils ont avec la France et les cantons protestants les garantissait des insultes et des invasions des Savoyards, leurs ennemis ordinaires et de la domination desquels ils se sont autrefois soustraits. Deux raisons obligent la France et les Suisses à protéger cette République : les Français ne doivent point souffrir que les Savoyards et les Piémontais s'accroissent au-deçà des Alpes, et les Cantons protestants ne doivent point laisser détruire ou subjuguier une ville qui peut être regardée comme la métropole de la religion réformée.

La politique et la religion conspirant toutes les deux à la défense de Genève, le marquis d'Argens blâme les Genevois de vouloir faire de leur cité — l'idée devait être reprise par Napoléon — un boulevard grandiose et inexpugnable.

C'est risquer beaucoup que d'exposer une belle femme aux regards d'un homme dont le regard s'enflamme aisément et qui peut trouver le secret d'être heureux. Peut-être les Genevois se repentiront-ils un jour d'avoir paré et habillé leur ville comme une nouvelle mariée. Quelque roi de France pourrait bien s'en rendre amoureux et l'épouser contre les règles.

Un demi-siècle ne devait pas s'écouler sans que se réalisât la prédiction du marquis, le Directoire, à vrai

dire, se chargeant de remplir l'office assigné au roi très chrétien.

D'Argens donne encore plusieurs renseignements sur la Genève du milieu du XVIII^e siècle. Il signale ses principales industries, son important commerce d'exportation, sa soie et ses livres.

Ce qu'il y a de particulier, c'est qu'on imprime dans cette ville peu de livres qui traitent du protestantisme : on aurait peine à les débiter, à cause des libraires de Hollande et d'Angleterre, qui sont à même d'en favoriser plus commodément tous les Nazaréens réformés — (je rappelle que d'Argens se présente comme un juif voyageur) — et surtout les réfugiés de France. On imprime donc à Genève tous les docteurs espagnols et italiens. Sanchez, Escobar, Suarès, Molina, Bellarmin, Cajetan, etc., ont obligation aux protestants de la conservation de leurs ouvrages. Les Genevois les donnent même tels qu'ils sont. Malgré la différence de religion, ils ne changent jamais un seul mot dans les livres qui leur sont les plus contraires.

Ce qui n'est pas le cas, affirme d'Argens, des « Nazaréens papistes qui augmentent et diminuent à leur fantaisie tous les écrits qui passent par leurs mains ».

Bien qu'au cours des huit volumes de ses *Lettres juives* et de nombreux tomes de ses autres ouvrages, d'Argens ne se fasse pas faute de ridiculiser les moines, de plaisanter au sujet de la pantoufle du pape et de rire des miracles de St-Jacques-secoue-chevaux, il blâme les Genevois et « l'espèce d'enthousiasme » qui les anime contre les papistes. Il leur trouve cependant une excuse dans les apostrophes de ceux-ci et la réputation faite à Genève en terre romaine : « Lorsqu'un Italien veut obtenir quelque chose de sa famille, il la menace de se reti-

rer à Genève. Un père de famille qui entend prononcer ces paroles à son fils, n'en reste pas moins frappé que s'il lui disait : « Je m'en irai à tous les diables ».

Quantum mutatus ab illo !

. . .

En route pour Lisbonne, Jacob Brito, venu je ne sais d'où, passe à Lausanne. Cette ville ne lui déplait pas.

Le vin y est assez bon. On n'y manque pas d'oiseaux et de toutes les autres choses nécessaires à la vie. La nature, dans ce climat, n'est avare que des choses qui introduisent le luxe et autorisent la débauche.

Suit un éloge des Suisses en général, « endurcis à toutes les incommodités de la faim et de la soif, du froid et du chaud », vivant de peu dans des maisons « médiocres », vêtus d'habits « faits pour leur utilité et non pour éblouir ». Ivrognes d'ailleurs, au souverain degré, et mesurant leur estime à la capacité en libations de leurs hôtes.

D'autres cerveaux seraient rapidement en déroute, mais, écrit Brito, le Suisse reste toujours dominé par l'idée de ce qui convient à l'utilité de sa patrie.

C'est à leur union que les cantons doivent leur conservation et l'estime qu'ils se sont attirée par toute l'Europe, où il n'est point de princes qui ne soient bien aise d'être leurs alliés.

Le marquis d'Argens expose à ce propos en quoi consiste l'éducation militaire des Suisses, qui ne coûte rien à leur propre pays : leur jeunesse sert à l'étranger,

« mais à mesure que les jeunes gens s'engagent et sortent de la patrie pour un certain temps, ceux qui les avaient précédés retournent dans leur pays, parfaitement instruits dans l'art militaire ». Là, ils sont astreints à des exercices prévus pour certains jours marqués de l'année.

Bien qu'il ait rencontré peu de philosophes en Suisse et qu'il lui paraisse qu'un poète y est aussi rare qu'un éléphant à Paris, d'Argens se montre sympathique à ces bourgeois, à ces artisans, à ces paysans qui emploient une partie de leur temps « au bien public et au salut de la patrie ». Nul prince en Europe ne voudrait les subjuguier :

Si les Suisses doivent craindre d'être détruits, ils ne doivent l'appréhender que d'eux-mêmes. Tant qu'ils seront unis, ils subsisteront tels qu'ils ont toujours été : mais s'ils viennent à se diviser, si la haine, la discorde, l'envie se glissent dans leurs cœurs, ils feront eux-mêmes dans peu de temps ce que l'Europe n'aurait pu exécuter.

D'Argens loue à maintes reprises la franchise et la loyauté des Suisses. Elles n'étaient pas sans le surprendre, car, au cours de ses nombreux voyages, il avait été exposé aux pillages organisés ou tolérés.

Lui-même avait, un temps, mené une vie fort aventureuse. Cadet aux régiments de la marine, capitaine dans celui de Richelieu, il fut blessé au siège de Philisbourg et abandonna le métier des armes. Encore qu'il eût été chevalier de Malte, d'Argens s'amouracha de la belle Sylvie et s'enfuit avec elle à Barcelone, où son père le fit arrêter.

Mais il était dit que le jeune marquis aurait une existence romanesque. Envoyé à Constantinople, son séjour y fut marqué par une série d'incidents dont il ne craint

pas de livrer tous les détails dans ses *Mémoires*. Le jugement qu'il porte sur les Turcs est tout à leur avantage :

Dans le Levant, la bonne foi sert de notaire. Il serait absurde de croire qu'il n'y arrive jamais aucune fripouillerie. Les Turcs sont hommes et sujets à l'humanité, mais, sur ce qui regarde la probité, je les crois plus exacts que les autres.

D'Argens, nous l'avons dit, devait, après de réels succès littéraires, avoir rang à la cour de Frédéric III. Erudit, spirituel, podagre plus encore, il y eut quelque affaire avec M. de Voltaire et faillit se brouiller avec le roi pour avoir épousé M^{lle} Cochois, créant ainsi marquise Babet la danseuse !

Il mourut à Toulouse, le 11 janvier 1771, des suites d'une indigestion. Frédéric-le-Grand, qui en avait tant ri, le pleura et lui éleva un monument dans l'église des Minimes d'Aix ¹.



¹ Cf. *Journal de Genève*, 20 oct. 1913.

De Jean-Jacques

ROUSSEAU ET USTERI

Au mois de juillet 1761, un jeune ecclésiastique zurichois, à peine échappé des études, descendait à Paris, en l'hôtel Royal de la rue Richelieu. Il était alors d'usage en Suisse — et l'usage s'est transformé en une quasi-obligation — de ne pas se lancer dans la carrière sans avoir glané sur les chemins étrangers quelques connaissances utiles à la discussion des méthodes. Plus facilement qu'un autre, Léonard Usteri put, dès sa vingtième année, boucler le sac du *studiosus* et s'en aller courir le monde. Il appartenait à l'une des plus anciennes familles de son pays ; son père, négociant aisé, esprit cultivé, ami de Haller, comprenait mieux que qui que ce fût l'utilité des voyages. De bonnes recommandations introduisirent auprès de Paul Moulton, à Genève, et de Winkelmann, à Rome, le jeune Léonard qui avait cru devoir visiter les deux pôles de la pensée religieuse. La dernière étape, celle qu'il avait choisie dans un beau rêve, devait lui permettre d'atteindre Montmorency, où séjournait alors « le premier des hommes ».

Ce que bien des gens « en place » n'avaient osé faire, Usteri le tenta. Avec tout l'entrain que l'on apporte à

vingt ans pour amener la réalisation de ses plus chers desirs. Usteri, à peine débarqué à Paris, se rend à Montmorency « pour le plaisir de voir Rousseau et de lui parler ». Repoussé à la porte du philosophe comme un vulgaire curieux, il prend la plume et lui adresse le billet qui inaugure la curieuse correspondance éditée par MM. Paul Usteri et Eugène Ritter¹. A vrai dire, elle ne s'échelonne que sur un espace de cinq années et le dossier en est assez mince ; mais elle montre, en des lignes dont plusieurs sont d'un haut intérêt, Rousseau s'essayant à pénétrer la pensée suisse et y rencontrant ce qu'il n'eût point été, dit-il, chercher à Berne, « la solidité et le coloris, la justesse et l'agrément, la raison d'un homme et l'esprit d'une femme, la plume de Voltaire et la tête de Leibnitz ».

Pour être adressé à M^{lle} de Bondeli, cet éloge passe un peu par dessus sa tête. Sans doute, la bonne Julie avait répondu de façon brillante aux critiques adressées à la *Nouvelle Héloïse* : sans doute, le sage se réjouissait très particulièrement de l'hommage rendu à son œuvre par la jeunesse et la beauté ; mais, derrière Julie, il savait atteindre Usteri, Gessner, Hess, « chers et respectables hommes », auprès desquels il souhaita mourir et dont le pays lui apparaissait comme la terre classique de la liberté. Non sans quelque ingénuité, Usteri avait tenté de le lui faire connaître, et il y avait réussi. A sa première lettre, Rousseau avait répondu en alléguant que l'état de sa santé ne lui permettait pas d'agréer les visites. Le

¹ *Correspondance de J.-J. Rousseau avec Léonard Usteri*, publiée par MM. les professeurs Paul Usteri et Eugène Ritter (Zurich et Genève), 1910, in-12. — Cf. *Révolution française*, t. LVIII., p. 502.

jeune Suisse ne s'était pas découragé et Rousseau, touché par les expressions de sa seconde missive, le pria de fixer lui-même le rendez-vous. La conversation n'erra pas dans la banalité et la confiance réciproque dut s'établir bien rapidement, puisque, deux jours plus tard, Usteri soumet à Rousseau les critiques que suscitent à son esprit la lecture de l'*Emile*. Rousseau ne méprise pas ces critiques, et ses explications en trois lignes sont un complément important au *Traité de l'éducation*. « Je ne vois, écrit-il, que trois moyens de mener un être intelligent, quel qu'il soit : la force, l'adresse ou la raison. Or les enfants ne sont pas capables de raison, la force n'a point d'empire sur les volontés ; reste donc l'adresse ; jamais on ne fera parmi nous une heureuse éducation sans cela. »

La correspondance se poursuit. De philosophiques, les relations deviennent amicales ; Usteri entre dans l'intimité de Rousseau ; il fait siennes ses préoccupations et le console, à sa manière, des jugements de l'humanité sur son œuvre. Ainsi, faisant allusion aux arrêts du Parlement jetant aux flammes les livres du citoyen de Genève, il lui mande : « C'est le sceau qu'ils mettent sur les livres excellents, et on leur a de l'obligation de faire ainsi connaître, d'un coup, des ouvrages qui, sans cela, ne seraient connus que peu à peu. » Il ne lui cache pas d'ailleurs, que les arrêts de Paris et de Genève ont eu leur répercussion à Berne et qu'il est interdit aux libraires d'y vendre l'*Emile*, mais il lui présente, dans les mêmes lettres, des hommes qui l'estiment et comprennent sa pensée. C'est le cas de Hirzel, l'auteur de ce *Socrate* rustique, dont la traduction française est dédiée à Mirabeau ; de Gessner, l'auteur de ces *Idylles*, dont Rousseau disait : « Je voudrais qu'il écrivît toutes les années 365 idylles.. »

et que je pusse en lire tous les jours une nouvelle » ; du professeur Hess qui, comme Usteri lui-même, vint, au cours de son voyage de noce, lui présenter son épouse : de Weguelin, dont il louait si vivement les *Dialogues* et qui, de pasteur à Saint-Gall, devait devenir l'une des illustrations de l'Académie de Berlin.

Usteri et ses amis invitèrent Rousseau, « aussi bien que M^{lle} Le Vasseur », à se rendre auprès d'eux et firent miroiter à ses yeux les avantages d'un séjour à la campagne, loin des importuns et dans la liberté. Rousseau se laissa séduire. Il partit de Môtiers, non point avec Moul-tou, qui avait envie de l'accompagner, mais avec de Saut-tern — dont il parle dans ses *Confessions* (xii) — qu'il jugeait meilleur piéton. Empêchés par le temps de continuer leur route, les deux voyageurs demeurèrent plusieurs jours dans un cabaret avant de revenir sur leurs pas. C'est à ce fait, évidemment, que l'on doit la lettre dans laquelle Rousseau, « quoique excédé de disputes et d'objections », répond d'une manière si vibrante, si noble parfois, aux observations qu'Usteri lui présente sur le *Contrat social*. Dans sa correspondance, Rousseau avait eu, sur l'exclusivisme de l'esprit national et le christianisme, des mots dont Usteri n'avait pas saisi le sens large. Rousseau tint à lui donner une explication dans laquelle, loin d'attaquer les sentiments patriotiques, il les déclare cependant résultats de l'organisation terrestre de l'humanité et subordonnés à un christianisme dépassant de toute la grandeur d'un idéal celui des « chrétiennes hypothétiques ».

Avec Julie de Bondeli, Rousseau, une fois de plus, côtoya l'idylle. Un ami commun, Kirchberger, ne s'était pas borné, comme Usteri, à vanter l'esprit de l'aimable

Bernoise ; il avait fait d'elle à Rousseau la description la plus avantageuse. « Ah ! Monsieur, s'écria le philosophe, vous m'en dites trop ; vous allez me faire perdre la tranquillité. » Lorsqu'ils furent plus avant dans leur connaissance, Julie subit le charme du « joli minois » de Jean-Jaques et mandait à Zimmermann : « Trente fois en ma vie j'ai voulu écrire des lettres tendres : toujours elles devenaient seulement spirituelles. Hier, je voulus écrire une lettre fort spirituelle à Rousseau et je restais toute émerveillée d'en avoir écrit une très tendre : quel singulier accident ! si tendre, si tendre, que je n'ai pas osé la laisser partir sans l'avoir fait voir à M^{me} de V. et à Marianne ; je ne sais encore ce qu'elles décideront. »

Quoi qu'il en dise, Rousseau malheureux comptait les amitiés fidèles. Suzanne Curchod n'écrivait-elle pas : « Depuis que Rousseau est malheureux, M. Moulton et M. Usteri se tutoient et se donnent des marques d'affection incroyables, et des ouvrages en proportion. Ces gens-là me font mourir de rire : j'en demande pardon à Rousseau, mais je crois voir deux ivrognes qui pleurent de joie en s'embrassant, parce qu'ils sont tous deux dans le même état. » Mieux que M^{lle} Curchod, Moulton et Usteri étaient capables d'apprécier la pensée de Rousseau et de demeurer attachés au côté romantique de son caractère. Jean-Jaques leur avait beaucoup donné, et c'était là une première cause de reconnaissance. Mais eux-mêmes, leur pays, leurs traditions, la culture genevoise et la culture suisse — sensiblement différentes — avaient fait impression sur le philosophe et ils le sentaient des leurs — seconde cause de reconnaissance et d'affection ; habitués, enfin, par leurs études et leur religion, à rechercher l'expression de la vérité, ils ne pouvaient qu'aimer celui

qui répondait au jésuite lui demandant des principes de rhétorique: « Mon secret est très simple : c'est que je suis fortement persuadé de tout ce que je dis : soit que je dise la vérité ou non, je dis, du moins, tout ce que je pense. »





Dans une intéressante allocution qu'il prononça au cours d'une assemblée générale de la Société de l'histoire de la Révolution, Jules Claretie parla du commissaire-priseur Chariot, « rousseauiste » avant la lettre. La *Révolution française* a reproduit dans son numéro du 14 mai 1912, la requête de Chariot à la Comédie-Française. Elle est datée du 11 juillet 1790. Le commissaire-priseur demandait à la Maison de Molière d'organiser une représentation « au profit de M^{me} Rousseau. »

Trois semaines auparavant, Chariot avait adressé à l'Assemblée nationale un buste de Jean-Jacques et son présent avait été accepté par « acclamation ». Sans doute pensa-t-il que l'enthousiasme manifesté dans la circonstance par l'Assemblée nationale devait avoir sa répercussion ailleurs, car il écrivit au gouvernement genevois pour lui faire part de l'événement. Intervention assez maladroite : en 1790, le Conseil de Genève n'avait point encore annulé les décrets rendus contre Rousseau et ses ouvrages ; inféodé au parti aristocratique, il n'avait pas les mêmes raisons que l'Assemblée nationale pour « acclamer » la mémoire de l'auteur du *Discours sur l'inégalité*. Chariot l'ignorait, et, le 9 juillet 1790, il écrivait au Conseil la lettre suivante¹ :

¹ Cette lettre a été résumée par Galiffe, *D'un siècle à l'autre*, (Genève, 1877, 2 vol. in-8°), t. I, p. 204. — Cf. *La Révolution française*, t. LXIII, p. 16.

« A Genève on ne trouvera que des hommes : mais pourtant un tel spectacle a bien son prix et ceux qui le rechercheront vaudront bien les admirateurs du reste. »
Épître dédicatoire de J.-J. Rousseau à la République de Genève.

Magnifiques. Très Honorés
et Souverains Seigneurs,

Instruit dès ma jeunesse à rendre aux grands hommes qui naissent autant pour le bonheur que pour la gloire de l'humanité le juste tribut de respect et de vénération qui leur est dû, j'ai rassemblé quelques portraits et bustes des plus célèbres et, entre autres, celui de votre concitoyen Jean-Jacques Rousseau, ce philosophe dont les grands principes en politique viennent d'être consacrés par les augustes représentants de ma nation dans leur plus bel ouvrage, la Constitution, ce philosophe qui a si bien mérité d'eux le surnom d'*Immortel*.

On leur fit, il y a quelques jours, l'hommage des bustes de Franklin et de Washington, citoyens américains, mais on parut regretter que l'on ne rendît pas la même justice à votre illustre concitoyen. Je conçus à l'instant l'idée de faire présenter à l'Assemblée le buste que je possédais et au pied duquel j'avais déposé un exemplaire du *Contrat social*. J'eus l'honneur de m'adresser à M. Barère, député, aussi distingué par ses lumières que par son respect pour la mémoire de Rousseau, et dont la réclamation a été la plus fortement exprimée ; il voulut bien en faire la présentation et l'hommage a été accepté par acclamation.

Je prends aujourd'hui la liberté, Magnifiques, Très Honorés et Souverains Seigneurs, de joindre ici l'extrait du procès-verbal de l'Assemblée nationale qui contient son décret, portant que le buste offert demeurera exposé dans la salle de l'Assemblée nationale et que ma lettre à M. Barère sera insérée et imprimée dans ce même procès-verbal.

Puisse cette justice éclatante rendue publiquement à un de vos concitoyens, respectables à tant de titres, puisse cette vive effusion de mon cœur, qui n'a ni la

vanité ni l'indiscrétion pour objet, obtenir votre suffrage, Magnifiques, Très Honorés et Souverains Seigneurs !

Pourrais-je, en parlant de vertueux citoyen, en oublier tant d'autres, si recommandables par leurs éminents savoirs et qui ont pris naissance dans vos murs ? me taire sur la République elle-même, devenue, par sa sagesse, le modèle des peuples libres et que la plume énergique et éloquente de Rousseau, en peignant si bien vos mœurs, a présentée à tous ses contemporains comme un exemple du vrai bonheur ?

Que si, Magnifiques, Très Honorés et Souverains Seigneurs, vous daignez excuser cette liberté de ma part de vous entretenir d'un de vos plus illustres concitoyens (dont nous nous honorons tous), et agréer mes hommages les plus respectueux, rien ne manquera à ma félicité, et mon vœu le plus sincère, le plus constant, sera pour votre parfait bonheur et pour la gloire de la République.

Je suis avec un très profond respect, Magnifiques, Très Honorés et Souverains Seigneurs.

Votre très humble et très obéissant serviteur,

CHARIOT,

commissaire-priseur, rue Plâtrière.

Paris, ce 9 juillet 1790.

A cette lettre, et comme il l'avait annoncé, Chariot joignit une copie de celle qu'il avait adressée à Barère et un extrait du procès-verbal de la séance du 22 juin de l'Assemblée nationale, le tout certifié conforme par les secrétaires.

Voici ces deux documents :

Paris, le 21 juin 1790.

Monsieur,

J'ai applaudi comme tous les amis de la liberté à l'hommage rendu au milieu de l'Assemblée nationale à Franklin et à Washington par l'offrande de leurs bustes faite par un artiste célèbre. Je porterai mon hommage aux augustes représentants de la nation en leur offrant

le buste du citoyen de Genève, si vous voulez bien le faire agréer à l'Assemblée nationale. Je dépose à côté du buste de Rousseau un ouvrage dont elle applique tous les jours les principes au bonheur de la France et bientôt du genre humain. C'est en présence de la Constitution que le *Contrat social* doit être posé sur l'autel de la patrie.

J'ai l'honneur d'être, avec un très profond respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé: CHARIOT.

huissier, commissaire-priseur.

Collationné à l'original par nous, secrétaires de l'Assemblée nationale. Paris, le 6 juillet 1790.

POPULUS, *secrétaire*, DE ROBESPIERRE; DU PONT
DE NEMOURS, *secrét.*; PIERRE DE DELAY, *secrét.*;
REGNAUD DE SAINT-JEAN D'ANGÉLY, *secrét.*

Les signatures des cinq secrétaires sont accompagnées, dans la marge, du sceau de l'Assemblée nationale.

Extrait du procès-verbal du 22 juin 1790

L'assemblée, toujours sensible au souvenir des grands hommes, a entendu avec la plus grande satisfaction la lecture d'une lettre par laquelle M. Chariot, citoyen de Paris, la supplie d'agréer le don et l'hommage qu'il lui fait du buste et du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève. Le don a été accepté par acclamation et l'Assemblée a ordonné que la lettre de M. Chariot serait insérée dans le procès-verbal de la séance et imprimée.

Bien que, selon toute vraisemblance, la lettre de Chariot et les documents qui l'accompagnaient eussent dû parvenir dans la première quinzaine de juillet aux « Magnifiques Seigneurs syndics de la République de Genève », elle ne fut enregistrée que le 30 juillet. Le registre du Conseil porte à cette date :

On a lu une lettre signée Chariot, commissaire-priseur, et datée du 9 de ce mois, dans laquelle ledit sieur Chariot marque que l'Assemblée nationale a décrété que le buste de Jean-Jacques Rousseau, à elle par lui offert, demeurerait exposé dans sa salle, et que la lettre par laquelle il lui fait hommage de ce buste serait insérée dans le procès-verbal de la séance ; et qu'il croit devoir informer la République de cette justice éclatante rendue à l'un de ses citoyens respectables à tant de titres et qui honore aux yeux de l'Europe une patrie qui a produit d'ailleurs tant d'hommes célèbres et est devenue le modèle des peuples libres.

Arrêté que Nob [le] Puerari écrira au sieur Chariot pour lui témoigner la sensibilité du Conseil aux éloges que sa lettre contient à l'égard de la République et des citoyens distingués auxquels elle a donné naissance.

Comme on le voit, l'accueil fait à la lettre de Chariot par le Conseil de Genève fut plus réservé que celui de l'Assemblée nationale. Le Conseil marque même dans sa réponse que Rousseau se confondait pour lui avec les autres citoyens distingués auxquels Genève avait donné naissance. Pourtant il fit quelque honneur à l'envoi de Chariot en l'annexant au registre de ses délibérations. C'était un acheminement à la réhabilitation officielle du citoyen de Genève : le gouvernement de son pays ne le traitait pas en paria ; il reconnaissait explicitement qu'il était au « nombre des citoyens distingués ». Le temps, d'ailleurs, fit son œuvre et ce fut bien sous le gouvernement aristocratique que, le 12 décembre 1792, tous les décrets pris à Genève contre Rousseau et ses œuvres furent annulés.

LES FÊTES GENEVOISES EN L'HONNEUR DE
JEAN-JACQUES ROUSSEAU

« On rencontre des gens si bassement attachés à la religion d'une mémoire célèbre, qu'ils vous font l'effet de laquais d'une immortalité. » Ces paroles cinglantes des frères Goncourt dans leur *Journal* sont trop souvent exactes ; elles ne sauraient s'appliquer au plus grand nombre de ceux qui, aujourd'hui, rappellent la mémoire de Rousseau. Avec le temps, avec le recul de l'histoire, grâce à l'éducation de la pensée, aux comparaisons et constatations chères à l'esprit du vingtième siècle, Rousseau et ses idées sont jugés en toute liberté, comme ce champion de la liberté l'eût désiré lui-même. D'aucuns ont renouvelé leurs reproches, d'autres leur ont répondu, tous se sont inclinés devant le philosophe laborieux, échafaudant des théories ou sapant des préjugés, et se sont plu à reconnaître ses efforts pour enseigner à la nature humaine à prendre une juste notion d'elle-même.

Trop souvent, il est vrai, Rousseau fut accaparé, après sa mort, par ceux qui croyaient faire de lui le protagoniste de leurs vues politiques. Les Genevois n'échappèrent pas toujours à l'envie de le représenter comme incarnant seul l'esprit de leur cité et commémorèrent à plusieurs reprises l'anniversaire de sa naissance.

Il serait oiseux de retracer toutes les fêtes qui eurent

lieu à Genève en l'honneur de Jean-Jacques¹, mais peut-être une brève narration nous permettra-t-elle de pénétrer dans les préoccupations des Genevois aux diverses époques où ils les célébrèrent.

* * *

Le mois de décembre 1792 consacra à Genève une réaction contre l'opinion que les concitoyens de Rousseau avaient eue de lui. Le 12 décembre, le peuple souverain annula les décrets pris antérieurement contre le philosophe et contre ses écrits. A cette date, le gouvernement genevois était encore inféodé au parti aristocratique mais quelques jours plus tard, le 28 décembre, ce gouvernement tombait, et deux comités provisoires, l'un dit « d'administration », l'autre « de sûreté », le remplaçaient.

Les nouveaux magistrats ne voulurent pas laisser à la France seule le mérite d'honorer la mémoire de Rousseau. En 1790 déjà, le citoyen d'Eymar — qui devait devenir plus tard préfet du département du Léman — avait proposé à l'Assemblée nationale de son pays d'ériger une statue au « citoyen de Genève »; en 1791, il avait demandé et obtenu le transfert des restes de Rousseau au Panthéon, — suprême honneur. A Genève, rien n'avait encore été fait, si ce n'est l'annulation des décrets anciens. Ce mode administratif de réhabilitation était insuffisant, aussi, dès leur entrée en charge, les comités décidèrent-ils de témoigner d'une manière plus populaire leur respect pour l'œuvre de Jean-Jacques.

¹ Sur ces fêtes, voir *Paris, Honneurs publics rendus à la mémoire de Jean-Jacques Rousseau* (Genève, 1878, in-8°). Sans être complet, cet opuscule est intéressant à consulter. — Cf. *Noël Suisse*, 1912, p. 55.

Le 4 janvier 1793, le comité d'administration accepta un buste de Rousseau, offert à la République par le citoyen Merle l'aîné : dans la même séance, il chargea Lissignol, l'un de ses membres, de faire exécuter des inscriptions en l'honneur de Charles Bonnet et de Jean-Jacques Rousseau « sur du marbre noir et en lettres creuses et dorées ». La pose de la plaque commémorative de Rousseau engagea les autorités à instituer une fête nationale à la date de l'anniversaire de sa naissance, le 28 juin.

La fête de 1793 caractérise bien l'esprit qui régnait alors à Genève. La population — qui voyait dans la Révolution de 1792 l'aboutissement de ses réclamations et qui se souvenait du discours de Rousseau sur l'inégalité — la population se donna avec enthousiasme à une fête dans laquelle, sous le couvert d'un homme, elle célébrait surtout ses propres victoires. Un long cortège se déroula dans les rues étroites de la petite ville. En tête, marchaient les autorités genevoises et françaises, de même que la sœur de lait de Rousseau, douze nourrices et soixante-dix vieillards. Les cercles révolutionnaires suivaient, précédant eux-mêmes les artisans, groupés par professions et portant des attributs ou des pancartes rappelant les œuvres de Rousseau brûlées quelques années auparavant par la main du bourreau. A la rue Chevelu, discours d'Anspach, ancien pasteur, l'un des membres du gouvernement provisoire. Croyant à tort que Rousseau était né à la rue Chevelu, les comités la débaptisèrent et lui donnèrent son nom en scellant la plaque.

Ce n'était point assez. Le Conseil général saisit l'occasion du premier anniversaire de la Révolution de 1792 pour décréter l'érection d'une statue à Rousseau. Sur

la proposition du peintre Saint-Ours, on prévint une colonne surmontée d'un buste. C'était presque la béatification ! A la fin de ce XVIII^e siècle gracieux et tragique, voluptueux et dur, solennel et débridé, que de choses, d'ailleurs, se passèrent « au nom de Rousseau » !

Au nom de Rousseau, on abolit des lois et l'on sape des privilèges. Au nom de Rousseau, on érige en préceptes des propos menus et divers. Au nom de Rousseau, on donne aux maximes la valeur des faits. Au nom de Rousseau, les faits eux-mêmes sont tour à tour stigmatisés ou désignés à l'admiration des foules. Au nom de Rousseau, débats, discussions, drames et folies ! Au nom de Rousseau...

Pauvre Jean-Jacques, pauvre mémoire tiraillée, pauvre âme élyséenne qui ne peut crier holà ! ou marquer d'un geste terrestre son approbation. Sans doute le citoyen de Genève l'eût donnée à la décision des hommes de son pays qui, au lendemain du décret ordonnant la translation de ses cendres au Panthéon, s'assemblèrent pour parler de lui et faire, *en son nom*, une bonne action. Le souvenir de cette réunion nous a été conservé par un procès-verbal adressé au Club fraternel de la Montagne de Genève¹. Quelques Genevois, domiciliés à Paris, jugèrent convenable de convoquer leurs concitoyens habitant comme eux la capitale, afin d'examiner de quelle manière ils pourraient donner à la Convention un témoignage de reconnaissance.

Au cours d'une première conférence, qui eut lieu le 10 floréal an II (29 avril 1794) chez le citoyen Reybaz, ministre de la République, celui-ci fut chargé de rédiger

¹ Arch. d'Etat, PH 5398 *bis*.

une adresse et d'émettre le vœu que les Genevois fussent appelés à participer à la cérémonie projetée. Le 13 floréal, seconde assemblée. Quarante Genevois sont présents. L'adresse est lue et acceptée, et dix jours plus tard. Reybaz, admis à la barre de la Convention, en donne lecture. « Vous venez de peindre ce grand homme (Rousseau) avec des couleurs aussi vraies qu'énergiques, lui répond le président Carnot ; je n'ai rien à ajouter. Genève lui a donné le jour, la France a recueilli son dernier soupir, son génie appartient à l'univers ; l'univers doit le pleurer, la France honorer ses cendres. Genève s'enorgueillir, et tous les êtres sensibles prendre part à la fête que la philosophie lui dédie... » Le succès de l'adresse présentée par Reybaz fut tel que, sur la proposition de Jean Debry, la Convention décida de la faire imprimer et insérer au Bulletin.

L'assemblée, tenue le 13 floréal par les Genevois, n'avait pas limité son ordre du jour à l'approbation d'une pétition ; elle étudia la constitution, au nom de Rousseau, d'une fondation de bienfaisance, fondation destinée à secourir les Genevois demeurant à Paris et qui, pour cause de maladie, se trouveraient en avoir besoin. « Tous les assistants sentirent — porte le procès-verbal — que Rousseau ne pouvait pas être honoré d'une manière plus digne de lui qu'en formant, à son occasion, un fond de bienfaisance et en faisant servir son nom et son souvenir à un acte de patriotisme et d'humanité. » Les offrandes affluèrent. Quinze cent douze livres et dix sols furent recueillis le soir même et dix écus purent être immédiatement remis à un Genevois déraciné, malade et miséreux. L'assemblée décida que les libéralités faites sur la fondation devaient être considérées comme des

avances. Elle convint encore que, le premier jour de chaque mois républicain, les Genevois se réuniraient pour l'administration des deniers, mais surtout pour se voir et apprendre à se connaître, alors que, trop souvent, « ils vivent à Paris ignorés les uns des autres ». Sans doute apprirent-ils avec satisfaction, mais sans étonnement — car un bon Genevois ne s'étonne de rien — l'accueil fait à Reybaz au mois de floréal. Sans doute furent-ils émus — car un bon Genevois a plus de sentiment qu'il ne paraît — sans doute furent-ils émus en apprenant, au mois de fructidor, que leur ministre venait d'obtenir, au sein de la Convention, à laquelle il présentait ses lettres de créance, de nouveaux et unanimes applaudissements. Le président, qui était alors Merlin (de Thionville), lui avait répondu avec chaleur ; il avait terminé sur ces mots : « Jouis de la douce émotion que ta présence fait naître au sein de la Convention nationale ; viens recevoir le baiser fraternel que je t'offre au nom du peuple français ». Et tandis que Reybaz montait à la tribune présidentielle, tous les représentants debout l'acclamèrent aux cris de « Vive la liberté ! »

Séance tenante, la Convention décida de suspendre le drapeau genevois dans la salle de ses délibérations. hommage rendu, au nom de Rousseau, à la « mère des républiques ».

Saint-Ours présida, le 28 juin 1794, à l'inauguration du monument qu'il avait suggéré.

La fête avait été organisée par les soins d'Esaië Gasc, cet ancien pasteur qui joua un rôle en vue dans les comités révolutionnaires. Les archives de la Société J.-J. Rousseau, conservent la copie d'une lettre d'Adolphe Lullin, adressée à son frère Charles, alors en Angleterre, lettre

dans laquelle il donne un curieux récit de cette solennité.

« Samedi, 28, à Genève, écrit-il, nous avons eu une fête à J.-J. Rousseau, comme l'année dernière, mais bien plus solennelle. D'abord venaient les tambours, et, aux deux côtés, des jeunes gens vêtus de blanc et cramoisi, avec des casques et des panaches; ensuite un troupeau de jeunes filles de quinze ans, couronnées de roses blanches, vêtues en blanc avec de longs voiles de mousseline, et toutes jolies; c'était un coup d'œil vraiment délicieux; la première portait l'*Héloïse* de Rousseau; elles étaient environ une centaine. Après elles, venaient les jeunes mères, portant leurs enfants à la mamelle, toutes vêtues de blanc et de rose. Elles marchaient lentement et majestueusement. Ensuite étaient les jeunes garçons, couronnés de fleurs, qui portaient le *Contrat social*. » De la jeunesse encore, puis des canonniers portant sur leurs épaules « une grande table couverte de drap vert et or, du milieu de laquelle s'élevait une pyramide ». Au pied de cette pyramide couronnée de chêne, on avait disposé « un tableau, une guitare, une harpe, des livres, des sphères, un télescope, un mouvement de pendule, un petit pavillon chinois, chef-d'œuvre d'architecture, un ballot de marchandises, etc., enfin tout ce qui concerne les arts libéraux. » Venaient ensuite les vieillards, « appuyés sur des enfants de sept ans »; les diverses professions avec emblèmes et bannières; les autorités et la milice.

La procession entre dans la promenade des Bastions, tandis que la musique joue des airs tirés du *Devin du Village*. Les assistants se massent autour d'une prétendue statue de Rousseau, représentée par un chanteur qui remercie d'une voix sépulcrale le peuple de ses hom-

mages. Puis le syndic Janot, « animé d'une sainte joie », invite une jeune fille à la danse, et bientôt, « tout le Bastion n'est plus qu'un grand rond ambulant. » A la nuit, un feu d'artifice habilement dirigé embrase un portique aux branchages de chêne et découvre ainsi aux yeux de tous le buste de Rousseau, jusqu'alors fort bien dissimulé. Le canon tonne ; les jeux cessent ; la foule se retire. « Toute cette fête s'est passée dans le plus grand ordre, sans bonnets rouges, et les aristocrates eux-mêmes en étaient dans l'admiration. »

Pourquoi faut-il que les heures d'union soient si brèves ? Trois semaines plus tard, une insurrection des clubs répandait la terreur dans les rues de Genève, et, dans ces mêmes Bastions où des paroles de concorde avaient été prononcées, où des mains s'étaient serrées, où des cœurs avaient cru se comprendre enfin, des Genevois n'hésitèrent pas à fusiller d'autres Genevois et à creuser ainsi entre les diverses parties de la population un fossé de sang. Tout se paie. Les terroristes ne tardèrent pas à passer, eux aussi, en jugement, et, de nouveau, les Bastions connurent ces salves sinistres, si différentes de la voix grave et joyeuse à la fois que lançaient naguère, dans l'atmosphère embaumée de la Patrie, les canons de la République.

En 1795, il fallut décidément mettre une sourdine à l'enthousiasme révolutionnaire. Un vent nouveau avait soufflé sur la France, dont Genève redoutait tant la surveillance. La réaction thermidorienne vouait à la vindicte publique ceux qui avaient trempé dans les massacres du terrorisme. La fête de 1795 évita les exagérations démagogiques. C'est au temple de Saint-Pierre que se rendit le cortège habituel, au temple de Saint-Pierre, où

le pasteur Dejoux prôna en Rousseau l'homme « animé d'un véritable esprit de dévotion, faisant de la lecture de l'Evangile l'occupation la plus douce de sa vie. »

Avec les réjouissances de 1796, nous pénétrons plus avant dans les préoccupations de l'esprit genevois et nous touchons du doigt, en quelque sorte, la situation politique de la vieille République. La proposition avait été faite de célébrer à la fois, les « promotions » du Collège et la fête de Rousseau, dans le double but « d'achever le rapprochement des esprits et des cœurs, et de diminuer les dépenses ». Cette proposition fut repoussée. « Il n'y a pas d'analogie entre les deux cérémonies », déclarèrent les opposants ; celle des promotions consacre un système d'éducation combattu par Rousseau, lequel, d'autre part, s'intéressa surtout à la première enfance, dont les élèves sont déjà sortis ; enfin « l'éclat d'une double fête contrasterait avec les circonstances critiques de la République et avec la misère générale ».

Circonstances critiques... misère générale.. Cela n'était pas trop dire. Déjà les mailles du filet tressé par les Girondins pour enserrer Genève se faisaient plus étroites ; fort habilement, les résidents de France exploitaient les dissensions des Genevois et leur présentaient une paix durable sous la forme d'une annexion. Si la majorité de la population regimbait contre ce moyen de sauvetage, semblable en tous points à une noyade, d'autres feignaient d'entrer dans les vues du résident, le flattaient même, avec le secret espoir de l'amadouer et d'écarter la solution qu'il préconisait.

La misère dont les Genevois souffraient étaient en étroite connexité avec leur situation politique. La France veillait à la frontière, supprimant les impor-

tations, nuisant aux exportations et prétendant assimiler le territoire genevois au territoire français pour toutes les marchandises dont l'accès était interdit par la doctrine ultra-protectionniste de l'époque.

Toutes ces raisons coupaient singulièrement les enthousiasmes ; on s'explique que Bourrit et qu'Ans-pach, l'orateur officiel de 1793, aient cherché des excuses pour ne pas prononcer le discours de fête. Celui-ci fut composé par Chenevière et lut par l'un des membres du Conseil administratif, le citoyen Richard. Le syndic Bérenger, qui prit connaissance du texte projeté, y ajouta un paragraphe faisant l'éloge de Desportes, résident de France, glorifiant les triomphes de la nation française et insistant sur l'appui dont Genève avait besoin¹.

La fête elle-même n'alla pas sans incidents. Les cercles, qui jouaient un rôle si important dans la vie politique genevoise, demandèrent au Conseil l'autorisation de prendre part en armes au cortège. Cette requête fut repoussée : la loi s'opposait à ce qu'une partie seulement des citoyens fût armée. Malgré le refus du Conseil, les cercles des *Joyeux* et de *Jean-Jacques* prirent des sabres, s'en furent chercher Desportes à Saint-Jean, où il avait sa maison de campagne, et le conduisirent, musique en tête, à la résidence de France. Là, Desportes porta un toast à la liberté et à l'indépendance de Genève, — contre lesquelles il intriguait alors en sourdine. Le même jour, d'ailleurs, il ne manqua pas de chercher noise au gouvernement genevois. Le Conseil administratif avait délégué deux de ses membres pour prendre Desportes à la résidence et le mener au rendez-vous des autorités ;

¹ Sur *Félix Desportes*, voir le bel ouvrage que lui a consacré M. Fréd. BARBEY (Paris, 1916, in-8°).

Desportes protesta. C'est de quatre administrateurs qu'il eût désiré se voir entouré ! Quoi qu'il en soit, il marcha en tête du cortège officiel, ayant à sa droite et à sa gauche les deux premiers syndics. Cet hommage exceptionnel rendu à un magistrat étranger ne parut pas suffisant à la légation qui se plaignit de ce que les secrétaires de Desportes, Darneville et Benjamin Desportes, n'eussent pas marché avec lui. Une place spéciale dut être assurée, au cours de la cérémonie, aux épouses de ces diplomates.

Les conséquences de cette fête furent singulièrement émouvantes.

Les *Nouvelles politiques*, gazette qui paraissait à Paris, en donnèrent un compte rendu de nature à jeter le trouble dans l'opinion publique, alors fort mal disposée pour les ex-jacobins. « Les révolutionnaires genevois, y était-il dit, ont repris leur gaité féroce. Les terroristes, qui sont toujours nos maîtres, s'étant emparé de toutes les dispositions de la cérémonie, beaucoup d'honnêtes citoyens n'ont voulu, pour cette raison, ni y assister, ni y envoyer leurs enfants. On voyait en tête de cette procession les principaux assassins du mois de juillet 1794 ; venait ensuite un petit corps d'officiers de la garde nationale, puis des enfants des deux sexes qui n'avaient pas trop l'apparence d'être élevés suivant les principes du philosophe auquel ils allaient offrir des fleurs comme un hommage dû au restaurateur de l'éducation ; ensuite, un groupe d'hommes en costume de sans-culottes. Le cérémonial ne fut pas plutôt terminé, que les bouchers de Janot¹, en bonnet rouge, se répandirent dans tous les

¹ Syndic sous la Terreur. Cf. Ami BORDIER, *Biographie de Jean Janot* (Genève, 1912, in-8°).

quartiers en battant le pas de charge, qui est la marche au bruit de laquelle on conduisait au Lycée les malheureux qu'on a massacrés en juillet, en chantant leurs chansons sanguinaires, en vomissant des menaces terribles contre les honnêtes gens, qu'ils appellent tous aristocrates et muscadins ».

L'article entier des *Nouvelles politiques* stigmatisait le rôle du parti révolutionnaire. Celui-ci se rendit compte de l'importance qu'il y avait à réduire les exagérations qu'il contenait et à pallier les erreurs qui avaient pu être commises par quelques échauffés. Un grand nombre de citoyens vinrent témoigner aux syndics leur indignation. Le Conseil, réuni d'urgence, estima que le préjudice causé à Genève était assez grand pour justifier une démarche auprès du résident. Toujours à l'affût des excuses que les Genevois pouvaient avoir à lui présenter, Desportes prodigua ses bons conseils. Il incita le gouvernement à faire passer une note dans les *Nouvelles politiques* et surtout à interdire le port des bonnets rouges, disparus en France, mais dont certains Genevois s'affublaient encore.

Le Conseil aurait dû pouvoir consacrer tout son temps à agir au point de vue diplomatique ; il fut cependant obligé d'intervenir sur son propre territoire. Les cercles les plus révolutionnaires, attribuant l'article à un aristocrate, tentèrent de s'insurger et le gouvernement eut fort à faire à les en dissuader.

A Paris, Matthey et Des Gouttes, envoyés de la République de Genève, s'efforcèrent d'obtenir la rectification réclamée par le Conseil. Matthey eut, à cette occasion, plusieurs entrevues avec Suard. Ce publiciste, futur secrétaire perpétuel de l'Académie française, célèbre par

ses démêlés avec Beaumarchais, dirigeait alors les *Nouvelles politiques*. Assigné devant le juge de paix pour faire connaître le nom de l'auteur de l'article incriminé, il parla avec tant de volubilité, que Matthey eut quelque peine à développer sa plainte. « Ce n'était pas un petit ouvrage, écrit-il au Conseil ; il me manquait une troisième main, car, pour pouvoir prendre la parole, il fallait avoir l'art de le faire taire. Je lui tenais les deux mains, et, si j'avais eu la troisième, je l'aurais appliquée sur sa bouche. » Suard s'appuya sur la liberté de la presse et déclara ouvertement son intention de discuter la Constitution genevoise, la manière dont elle avait été appliquée, etc., etc. « Je vis que cette affaire s'engrenait d'une manière à nous mener fort loin », écrit encore Matthey ; il jugea prudent de prendre Suard par la douceur et il lui dépeignit alors Genève « comme un pauvre petit bâtiment battu par la tempête, qui était au port pour se radouber. » En somme, ils se séparèrent assez bien et Matthey obtint quelques lignes remettant les choses au point.

L'alerte avait été chaude ; la peur de déplaire à la France, exigeant l'ordre à sa frontière, avait été grande... Mais la leçon demeura vaine. En 1797, la fête revêtit un caractère exclusivement révolutionnaire, et, cette fois, ce fut Micheli de Châteaueux, envoyé de Genève à Paris, qui attira l'attention du Conseil sur le danger qu'il y avait pour les Genevois à retomber dans leurs anciens errements. « Il était possible, écrivait-il, de faire de cette fête de Rousseau une fête décente, une fête de réunion, de réconciliation, mais il fallait s'y prendre autrement... il fallait éviter ces orgies nombreuses, etc. » Et Micheli insiste sur le tort que causent à Genève, dans l'esprit des autres nations, ses haines et ses discordes.

Ce fut, d'ailleurs, la dernière fête révolutionnaire à laquelle donna lieu la célébration de l'anniversaire de Jean-Jacques. En 1798, les circonstances avaient singulièrement changé. Le 15 avril, les troupes françaises avaient investi Genève, et Desportes avait prononcé, devant le monument de Rousseau, défenseur de toutes les libertés, un discours justifiant ce coup de force. La fête traditionnelle elle-même n'eut pas lieu. La population l'avait réclamée, mais la Municipalité ne consentit point à l'organiser et prétexta, à l'appui de sa décision, les frais qu'allait imposer aux Genevois la célébration des fêtes républicaines françaises et l'intention qui avait été manifestée antérieurement de ne commémorer que tous les cinq ans l'anniversaire de Jean-Jacques. Ces considérations ne furent guère goûtées, aussi, pour éviter tout esclandre, le général Girard fut-il obligé de faire interdire par la troupe, le 28 juin-10 messidor, l'accès des Bastions. où la population avait coutume de se rendre.

Pendant toute la durée de la domination française, la fête de Rousseau — de Rousseau, citoyen de Genève, dont la personnalité incarna si souvent l'esprit genevois avec ses faiblesses et avec ses mérites — la fête de Rousseau fut suspendue et il fut interdit aux Genevois de se grouper autour du souvenir du plus illustre des leurs.

Après la Restauration de la République, des citoyens distingués, voire célèbres, — comme de Candolle et Pictet de Rochemont, — se préoccupèrent de rappeler la mémoire de Jean-Jacques. Le 24 février 1835, sur leur initiative, inauguration du monument placé dans l'ancienne île des Barques. A parcourir la liste des souscripteurs, on voit que le temps a fait son œuvre et que les

descendants de ceux qui brûlèrent l'*Emile* reconnaissent la sévérité des décisions du Conseil d'autrefois.

Jusqu'en 1846, l'anniversaire de Jean-Jacques continua à être commémoré. A partir de cette date, éclipse, puis, en 1878, célébration du centenaire de la mort de Rousseau. Malgré quelques polémiques, la fête elle-même se déroula dans la paix et la concorde. Dans les rues, des tables se dressèrent ; sur chaque place, un orateur évoqua le citoyen de Genève et but à la Patrie ; dans les salles de conférences, des lettrés — Amiel, Marc Monnier et le pasteur Marc Doret notamment — honorèrent l'écrivain courageux et le poète sensible.

En 1912 encore, Genève a prouvé qu'elle ne saurait oublier celui qui lia indissolublement son nom au sien, et, sans doute, à l'esprit de plusieurs sera revenu le récit donné par Jean-Jacques lui-même de cette fête à Saint-Gervais, où il ressentit une impression profonde, demeurée toujours vivante en lui. « Jean-Jacques, aime ton pays », lui avait dit son père en l'embrassant. Et la vie passa, et la gloire vint, et les déceptions et les maladies accoururent... Jean-Jacques, dans son rêve, devait toujours revoir la fontaine de Saint-Gervais, les soldats menant la ronde alentour, les femmes et les enfants se pressant pour les applaudir ; il devait conserver au fond de son cœur cette évocation d'un même amour du sol natal, qui lui faisait écrire que, pour apprécier la grandeur d'un tel spectacle, « il faut des yeux faits pour le voir et un cœur fait pour le sentir ».



Lettres de femmes

M^{me} NECKER ET GIBBON

L'an V de la République paraissait à Paris, « chez le directeur de la *Décade philosophique*, rue Thérèse, butte des Moulins », la traduction des *Mémoires* de Gibbon. En tête du tome I, le traducteur reproduit la silhouette de l'historien anglais, d'après la découpure faite en 1793 par M^{me} Brown. A voir ce gros homme en perruque, canne à pomme sous le bras, tabatière en mains, la longue jupe de l'habit battant les petits mollets. à voir ce profil où le nez et les lèvres se distinguent à peine du double menton, l'on demeure surpris que ce personnage ait pu, quelque jour, attirer à lui l'amour passionné d'une jeune fille. Notez que cette jeune fille n'était point quelque laideron à « caser » ; elle était belle ; mieux que cela, elle était d'un esprit très délié et devait le prouver en ouvrant, sous Louis XVI, un salon où Paris accourut.

Avant de devenir M^{me} Necker, Suzanne Curchod avait fait quelques expériences. M. le comte d'Haussonville a trop bien décrit ce que fut l'élan de la jeune fille, ce qu'il

¹ *Le salon de M^{me} Necker*, (Paris, 1882, 2 volumes in-8°.)

eut de charmant et de spontané, pour que nous ayons à le rappeler ici¹. Peut-être n'aurions-nous pas tiré de l'ombre où elles reposaient les quelques lettres qu'on va lire si M. d'Haussonville, dont on connaît le pieux attachement à la mémoire de M^{me} Necker, n'avait exprimé le regret de ne point les avoir sous les yeux. Un dossier, conservé au Bristish Museum nous les a livrées¹. Elles prouvent la sincérité de sentiments dont Gibbon ne sait pas faire assez de cas et sur lesquels ses *Mémoires* passent avec une impardonnable légèreté. N'attribuent-ils pas à Gibbon seul un amour qui avait, chez Suzanne, une toute autre profondeur ?

. . .

Gibbon avait seize ans lorsque son père, désireux de le faire revenir à la foi protestante qu'il avait abjurée, le mit en pension chez le pasteur Pavilliard, à Lausanne. Il en avait vingt lorsqu'il rencontra Suzanne Curchod, fille du pasteur de Crassier, ce petit village vaudois qui sommeille, paisible, sur les flancs du Jura. Les jeunes gens se virent fréquemment à Lausanne et l'on a déjà rappelé, à leur propos, cette Société du Printemps et cette Académie de la Poudrière où la jeunesse aimait à se réunir. Suzanne y jouait un rôle prépondérant. Son esprit, sa beauté, et son érudition, écrit Gibbon longtemps après, étaient le sujet d'applaudissements universels. Gibbon lui-même, un peu fat mais fort spirituel, ténébreux à souhait, se créa quelques solides amitiés dans ce milieu. Ne devait-il pas, plus tard, revenir à elles

¹ Mss. 34,886. — Cf. *Le Correspondant*, 25 janvier 1912, p. 358.

et chercher à Lausanne la paix qu'il n'avait pu trouver en Angleterre ? Il fit une impression si favorable sur Suzanne Curchod que la jeune fille ne tarda pas à s'éprendre de lui. Ils se fiancèrent ; ils échangèrent des lettres et leur correspondance, sans conserver le même ton, en s'espaçant parfois beaucoup, ne devait s'achever qu'à la mort de Gibbon.

M. d'Haussonville a publié la première lettre adressée par Gibbon à Suzanne. Elle est bien de l'époque. Son style est amphigourique. Gibbon affecte d'y converser avec son génie familier, puis il s'adresse directement à Suzanne et lui glisse quelques allusions que l'on retrouve soulignées dans la réponse qu'il en reçut. Cette réponse elle-même est fort anodine. Suzanne reprend le thème de son correspondant. Comme celui-ci se plaignait d'avoir quitté Crassier au milieu de l'orage, lors de sa dernière visite, elle lui décoche quelques plaisanteries à ce sujet. Gibbon avait comparé son sort à celui d'Adam chassé du Paradis et avait ajouté : « Encore Adam était-il bien moins à plaindre que moi, la compagnie d'un objet chéri pour qui il avait tout sacrifié lui tenait lieu de tout. » Suzanne le raille agréablement, mais, lorsque, à sa demande de la revoir à Rolle, elle oppose un refus, c'est avec la plus grande dignité. Rien, dans ces lignes, ne fait pressentir l'amour ; à peine sont-elles l'indice d'un *flirt*, mais ce sont, vraisemblablement, les premières que Suzanne traça pour celui qu'elle devait aimer avec tant de tendresse. A ce titre, elles ne sont pas sans intérêt¹.

¹ Nous avons conservé l'orthographe des originaux mais modifié la ponctuation, lorsque cela nous a paru nécessaire, pour la compréhension du texte.

Monsieur.

Votre charmante plume devoit me tracer une histoire assés raisonnablement diabolique ; vous m'aviés fait l'honneur de me le promettre ; croyés-vous que cette flatteuse esperance ait été trompée ? c'est votre genie familier qui paroît sur la scène ; comme chacun peut avoir le sien. je trouve une légère difference entre le votre et celui qui fait mes delices : pardonnés. l'un est un démon et l'autre un ange ; vous possedés, sans doute, le demon le plus malin et peut-être, le plus dissimulé de toute l'Angleterre, et moi, sans contredit, un des anges les plus doux et les plus francs de toute la Suisse ; vous pourrés me faire quelques objections sur mon amour-propre : un moment, je vous prie, les louanges dont vous m'honorés dans une conversation tres secrete ne devoient point *choquer ma modestie* ; votre bouche exprimoit alors ce que vous pensés, car je n'étois *pas presente* et vous etiés sûr quelles ne me parviendroient jamais ; ne puis-je pas l'être aussi que les qualites que j'attribué a mon genie ne réjailliront point sur moi ? je trouve que le votre se pique beaucoup plus de bon sens qu'on ne pourroit le croire, soit dit sans vous offenser, car j'imagine que ces gens là, (les demons sentent,) ne mettent pas une grande justesse dans leurs reflexions ; quoiqu'il en soit, celui-ci me paroît une forte tête ; la reprimande qu'il vous fit est bien placée ; qui a jamais vû penser a une personne dont *les appas suffisent pour charmer lésprit*, et pour *eclairer le cœur*, en faisant de *grands eclats de rire* ? ce sont vos expressions ; je fais cette remarque, parce que je ne saurois voir dans votre lettre autant de verités que de saillies ; pour en revenir a votre genie, je sai qu'il s'est plaint amerement que le lieu qu'il habite est prodigieusement orageux, sujet a la grêle, aux brouillards, aux vents, aux tonneres, et aux eclairs, pays charmant cependant, l'orsqu'il est tranquille, pays qui peut produire dans un instant des fleurs d'une beauté surprenante, (ces contrées étoient precisément dans cet etat enchanteur lorsque vous composés votre lettre, — la ridicule parenthèse !) ; c'est une perspective magnifique qui disparoit bientôt par le ravage que produit un torrent destructeur ; si j'osois faire parler mon genie, le

portrait qu'il feroit seroit bien different. Sa demeure pourroit être un climat doux. quoique un peu aride ; un petit nombre de fleurs toutes a l'abri de la tempête ; mais a quoi bon cette fiction ? il est clair que je voulois donner a nos genies des traits qui nous convinssent ; nous pourrions donc prendre tout d'un coup les noms qu'ils portoient dans ma lettre, mais votre modestie auroit beaucoup a souffrir. et, quand a moi, vous savés que le mot d'ange est un de ceux que j'avois retranché de la liste de mon ami ; je vai me servir d'une simple comparaison, — l'on sait quelles clochent toujours beaucoup.

Supposons, par plaisir, que vous etes Satan, ou Astaroth, et moi je serai, si vous le voulés bien, Uriel, Gabriel ou tel autre ange qu'il vous plaira. J'ai lieu de m'applaudir de l'enchantement ou vous allés etre, car raisonnons un moment : vous aimés les exagerations, — la distance est prodigieuse entre un Ange et moi ; vous aimés la justesse : ici vous ne trouverez plus la meme difficulté que dans la comparaison d'Adam et d'Eve ; c'est le chef des rebelles qui roule à travers le cahos, sans cette tendre compagne qui pourroit vous incommoder ; c'est monsieur Gibbon qui roule dans sa chaise a travers les bouës et les ecueils qu'on peut rencontrer dans l'enceinte de Crassier]. Mais il est pourtant bon de vous oter un titre odieux. Vous sentés que le commerce trop familier d'un ange avec un demon deviendroit epouvantablement suspect.

Un peu plus de tems m'auroit, sans doute, bien fait retrancher de ce verbiage ; a present, Monsieur, je vous prierai tres serieusement de ne point venir a Rolle, ma mère n'en veut par entendre parler, elle m'a fait gouter ses raisons.

Des circonstances asses particulières m'obligent de vous demander une visite quelque tems après mon retour. je vous ecrirai sans façon la semaine que je choisirai pour cela.

J'ai l'honneur d'etre, avec beaucoup de considération,

Monsieur,

Suzanne CURCHOD

Cette lettre est datée : « ce 24 octobre » ; il s'agit, évidemment, de l'année 1757. Le flirt continua et la correspondance conserva le caractère ampoulé des premières missives. Gibbon, par exemple, pouvait commencer ainsi une lettre à Suzanne : « Mademoiselle. Je réfléchis souvent sur moi-même, non que je me regarde comme l'objet le plus important de l'univers, mais enfin c'est une matière de contemplation qui m'intéresse beaucoup que de contempler ce que je suis, ce que j'ai été, ce que je vais devenir¹. » Ce philosophe de vingt ans poursuit sa dissertation — car c'est plus une dissertation qu'un billet doux — en traçant ce qu'il appelle « un affreux tableau de ses sensations » ; il l'émaille de mots tels que celui-ci : « Il y a plus de gens qui pensent qu'il n'y en a qui sentent », ce qu'il pouvait écrire en toute connaissance de cause ! et il termine en se félicitant d'être né en un siècle où il ait pu connaître une femme « que son esprit lui fera respecter comme la plus estimable de son sexe ». Après s'être excusé « du sérieux, du lugubre, du tragique même » répandu dans son épître, il le signe : « Le fils du roi Moabdar. »

La pauvre Suzanne se crut obligée de suivre son ami dans la voie des comparaisons, et, faisant allusion aux lectures philosophiques que Gibbon imposait à sa jeunesse rayonnante, elle lui répondit, non sans esprit, la lettre suivante :

Monsieur,

Comme je me trouve aussi une *matière de contemplation qui m'intéresse beaucoup*, il me paroît, après mûre reflexion, que je suis une jeune femme convaincue d'avoir quelques grains de *coquetterie* ; c'est ainssi que des

¹ D'HANSSONVILLE, p. 46.

gens mal intentionnés. — comme vous par exemple, — appellent un léger desir de plaire; cette jeune femme là se trouve transportée dans un coin du monde... Crassy, en un mot, pays entouré actuellement de bouë, de neige et de glace; imaginés un monarque abandonné de tous ses sujets, dechû de tous les agréments de l'empire, enfoncé dans un noir cachot, ses armes gisantes a ses cotés; cet homme n'aimant pas beaucoup l'inaction, vous le voyés qu'il s'occupe a emousser la pointe de son epée contre la muraille; c'est comme si je me crevois les yeux a force de lire un certain Scaliger, (vous aves vû la lettre de Mercure); ajoutés quelques autres traits a la situation de ce roi-là, et vous aurés a peu près l'emblème de la vie que je mène a present; depuis longtems, hélas ! je n'ai pas aperceu l'ombre d'un de mes chers sujets; mes yeux risquent de perdre pour quelque tems une partie de leur feu, et cela dans la lecture de certains livres; chose assés naturelle, ces livres là ne sont pas leur element, figurés vous un poisson hors de l'eau : ce pauvre animal perd, peu a peu, sa vivacité; mais qu'on le replonge dans la riviere, il reprendra bientôt sa premiere vigueur; cette derniere reflection est fort consolante; eh ! bien, que dites vous de ce tableau ? cela ne s'appelle-t-il pas *du serieux, du lugubre, du tragique même* ? Ne vous affligés pas trop cependant; je prens mon partit presque en philosophe; j'ignore même si vous auries autant de patience... Mais ou s'egare mon impertinante plume ? ne suis-je pas en etat de temoigner contre elle que les accès d'une violente impatience ne vous sont pas ordinaires ? ceci soit dit comme en passant.

Avois-je raison de vous accuser de dissimulation ? peut-on rien de plus... je dirois de plus hipocrite, si je ne savois le respect deu a mon cher confrère le commentateur ? peut-on rien, dis-je, de moins ingenu que cette exclamation : *Ah ! c'est trop !* il n'est pas nécessaire de vous dire ici quelle en étoit l'occasion, sans doute il n'aura pas tenu a vous quelle ne soit profondément gravée dans votre memoire, (car les hommes en général sont tous petris d'amour propre, pendant que les chères creatures de mon sexe sont, sans contredit, l'humilité incarnée; voyés combien cette parenthèse se ressent de la main qui l'a tracée).

Vous écrivies donc : *Ah ! c'est trop*, pendant que vous disiez au fond du cœur ; *Certes, mon cher, c'est mille fois trop peu, vous affectés une modestie outrée, croyez-moi, cela montrera la corde, retranchés un diminutif si hiperbolique*. Déjà la plume étoit levée lorsqu'une voix se fit entendre ; *Ce qui est écrit est écrit : c'est article est bien : je vous défens de le bifer*.

La vérité parloit-elle alors ? non... car c'étoit la voix de la paresse, aussi fut-elle écoutée. Que diriez vous d'un philosophe, d'un savant ! ah ! Zimmerline vous êtes fâché ! qui m'écrirait en ces termes : *Aprenez que les mots laide, maussade ne peuvent vous être attribués que par ceux qui n'ont pas la moindre ombre de critique* ; ou si vous voulés : *Je vous assure, M^{me}, que vous n'êtes point laide : je conviens que bien des personnes vous trouveront telle, mais c'est que ces personnes là ne connoissent pas précisément, ce qui constituë l'essence c'est un philosophe qui parle, ce qui constituë l'essence de l'espèce de figure à laquelle, dans le monde, on donne le nom de laideur*.

Ah ! je respire en finissant cette longue phrase philosophique ; je vous demande pardon, Monsieur le Savant ; en vous considérant sous ce point de vuë, je sens de l'indécence dans mon procédé ; j'ai quelques remords de vous avoir prêté des expressions aussi légères, ah ! si je vous considérois comme le fils du roi Moabdar, comme l'écrivain tendre, spirituel et délicat ! mais ne melons pas un éloge sérieux avec un badinage extravagant. Vous êtes peu satisfait du commencement de ma lettre. Zimmerline n'y paroît point et votre tendre cœur ne s'y trouve reconforté par aucune douces paroles émanées de sa bouche de corail ; aprenés, chevalier cauteleux et tranquille, que, pendant que votre seigneurie se reposoit de ses travaux passés et avenir, votre dame est devenue la prove d'un géant noir et felon, qui, ne se chaillant des clameurs de la pauvrette, la violemment détenue, et ores son fripon de chevaliers'esbattoit peut-être, comme un vrai folastre, en lisant quelques vieux parchemins ; et si, cependant, le mauvais personnage a relâché la dolente damoiselle ; mais, comme il pourroit l'appréhender encore avec sa griffe tenace, je ne sais si en ce cas vous ne serez pas privé pour toujours de votre chère dame. Pour lors, il faudroit peut-être en chercher une autre.

Ah ! je respire ! dirés-vous après avoir lu cette conclusion. C'est la montagne qui enfante une souris. Une partie de ce verbiage signifie que j'ai eu une maladie assés facheuse. Ma chère mère en a été fort chagrine et ma santé ne me paroît pas encor bien affermie ; je finis vite ce détail. Vous me comparez à ce *viellard alité* qui vous ennuioit par le récit de ses maux.

Je suis charmée que votre éloquence n'aye pas été asses persuasive pour vous engager à vous donner la mort ; et je me félicite que vous ne m'ayés pas oté le moyen de vous assurer de la considération avec laquelle je suis

Votre tres humble servante

ZIMERLINE.

Ce 10^{me} janvier.

Si les lettres de Suzanne que l'on vient de lire nous avaient été seules conservées, nous pourrions donner raison à Gibbon et admettre que M^{lle} Curchod devait, quelques années plus tard, se consoler aisément d'une rupture. Mais Zimerline, Zimerline intellectuelle et romanesque, était femme avant tout. Son cœur devait endurer des souffrances que « le fils du roi Moabdar », important et glorieux, ne sut pas ou ne voulut pas comprendre. De retour en Angleterre, et — à l'entendre — pour obéir à son père, il rompit avec Suzanne ; le fils d'un membre du Parlement pouvait-il, décemment, épouser la fille d'un pasteur du Jura vaudois « content d'un médiocre salaire ? » « Ma guérison, écrit-il, fut accélérée par un rapport fidèle de la tranquillité et de la gaieté de la demoiselle elle-même. » Avec quelque sévérité, M. d'Haussonville déclare qu'en traçant ces lignes Gibbon a sciemment calomnié celle qu'il avait abandonnée. Il est certain que la publication de ses *Mémoires* a accrédité une légende dont les dictionnaires biographiques se sont faits.

les échos. L'un d'eux, le *Dictionary of National Biography* indique que la rupture doit être attribuée au fait que Suzanne ne voulait pas quitter son pays. Les lettres ci-dessous prouveront que ce ne fut point le cas. Déjà, d'après les archives de Coppet, M. d'Haussonville a donné le brouillon de l'une d'entre elles. Nous disons le brouillon, car, en comparant le texte qu'il a publié à celui que reçut Gibbon, l'on se rend compte que le second n'était point la copie du premier ; en le transcrivant, Suzanne se laisse entraîner à modifier sensiblement ce qu'elle avait préparé. Au reste, cette lettre est antérieure à la rupture définitive ; elle date de l'époque où Gibbon, séjournant encore en Suisse, avait dû dissiper les craintes de sa fiancée.

Monsieur.

Vous assurer que j'ai reçu votre lettre sans plaisir et que je l'attendois sans impatience, ce seroit donner des marques d'une prudence peutêtre aussi ridicule qu'affectée ; il est vrai que j'avois imaginé que, soit caprice, soit raison de votre part, vous aviez changé les sentiments que je vous connoissois contre des idées qui auroient pû se trouver autant avantageuses à votre fortune, que funestes à votre bonheur ; ce dernier article m'étoit moins suggéré par un amour propre excessif que par le juste sentiment du prix d'un cœur dont vous vous seriez privé par votre propre faute ; je dis par votre propre faute, car, si vous le sacrifiez à votre devoir, je ne crois pas absolument que vous deviez le regretter, puisque moi-même je vous mepriserois peutêtre autant que je vous estime a présent, si vous étiez capable de rien faire, je ne dis pas contre les ordres d'un père si tendre, (car je ne m'y preteroïs jamais), mais même si vous vous contentiez seulement d'arracher une permission qui ne laisseroit pas de repandre l'amertume sur ses vieux jours et de faire descendre ses cheveux blancs

avec douleur, dans le sepulchre. Et d'ailleurs que devien-drois-je si des justes remords venoient a vous tourmenter et a vous faire repentir cruellement du parti que vous auries pris ? Mon Dieu ! que je ne sois jamais exposée a des circonstances aussi terribles pour mon cœur ! Tant que, j'aurois cru qu'il ne s'agissoit que d'abandonner en ma faveur des vûes d'ambition, peutêtre contraires à vos idées, ou une augmentation de fortune, qui vous est si peu necessaire ; la confiance avec quelle je me repose sur les soins d'une providence tendre, et bienfaisante, bien plus que mon amour propre, aurait dû me faire espérer que vous ne regretteries jamais la perte de ces avantages, mais vous avés touché sensiblement un sentiment qui m'est bien connu, et je ne me sens point en état de vous faire oublier que vous auries violé en ma faveur les droits de la nature, et de la tendresse, en un mot ceux du devoir ; et d'ailleurs le voudrois-je ?

J'ai fait un espèce de projet qui vous paroitra peutêtre aussi extravagant que je le trouve judicieux et sensé ; cependant j'espère de vous en parler ; les chemins qui seront, je crois, bientôt praticables, me flattent que ce sera dans peu de jours. Vous devés etre persuadé du plaisir que vous ferés à mes chers parents ; je ne vois pas comment, sans trouver quelque palliatif, vous auries la force de proposer a un père tant affectionné et a qui vous aves de si grandes obligations, — soit parce qu'il a fait pour vous précédemment, soit parce qu'il veut faire a l'avenir, — je ne vois, dis-je, comment vous oseries avouer que votre dessein est de le quitter, a l'age ou il est, pour vivre avec une étrangere dont la superiorité sur tant d'autres femmes que vous pourries epouser n'existe peutêtre que dans votre cœur et a qui vous ne devés aucune espèce de reconnoissance, car, quelque idée que vous ayés pû avoir, si j'avois resolu de faire quelque chose en votre faveur, cetoit absolument par un amour-propre reflechi ; j'ai lieu sans doute de m'en apercevoir, les marques de l'empressement le plus vif, et le plus tendre, (passés ce trait peutêtre moins a ma vanité qu'a quelqu'autre sentiment), et les menagements que j'ai gardés jusques ici ne m'empêchent pas d'être fort incertaine si je me resoudrai jamais à en recueillir les fruits. J'avoué que cette idée est devenue moins ro-

manesque; mais, avant que de me tourner en ridicule, je puis vous dire, je pense, que c'est un peu votre ouvrage.

Mon dessein étoit, il est vrai d'insérer dans ma lettre quelque chose qui put vous tirer de votre sommeil lethargique ou vous paroissies plongé; je ne dirai pas précisément le principe qui me faisoit agir ¹; car j'étois résoluë de ne faire aucun usage de ce retour, quelque tendre qu'il eut été, non par un motif de vengeance, mais guidée par une manière de penser aussi sensée que celle là auroit été extravagante. Au reste je ne croyois point de blesser la sincérité par cette petite ruse: ce que je vous disois dans ce dessein étoit exactement vrai; si j'avois envië de faire naître des soupçons, j'ai réussi au de la de mes esperances, car je n'avois pas pensé que vous crusies un moment que je pouvais attendre avec impatience l'aveu de votre indifférence; cette idée apparemment étoit trop loin de mon cœur pour qu'elle se présentât a mon esprit, mais ce qu'il ne m'étoit pas difficile d'imaginer et de craindre c'est que vous ne trouvassies ma conduite prodigieusement, empressée; si j'avois eu quelcun a Lausanne a qui... mais mon papier m'avertit de finir, j'ai l'honneur d'être avec beaucoup d'estime, Monsieur

votre très humble servante

S. CURCHOD

A Monsieur

Monsieur Gibbon chés

Monsieur Le Ministre Pavillard

a la Cité

A Lausanne

Comme on le voit, les parents de Suzanne n'étaient point opposé à son mariage avec Gibbon. Le jeune homme avait plu; il était bien apparenté et sa fortune en faisait un parti désirable. Suzanne ne connaissait pas

¹ Plusieurs mots de cette phrase ont été raturés.

encore Jacques Necker ; alors même qu'elle fût fort courtisée, rien ne permettait à ses parents d'espérer une alliance brillante. Et leur fille aimait. Dans cette dernière lettre, tout en engageant son fiancé à s'incliner momentanément devant la volonté de son père, ne prépare-t-elle pas les voies qui, selon elle, doivent conduire à la réalisation de ses désirs ? De sa lettre raturée, à la grosse écriture tremblante, il se dégage une émotion que ses précédentes missives ne donnent pas. Faut-il admettre que Gibbon, touché, se rangea à la manière de voir de Suzanne et décida d'attendre la décision que, d'un jour à l'autre, la mort d'un père âgé pouvait apporter ? Quoi qu'il en soit, il laissa quelque temps la jeune fille dans la douce persuasion d'un amour partagé et travailla.

La vie de Gibbon en Angleterre était fort différente de celle qu'il avait menée chez le pasteur Pavilliard. Du modeste intérieur de l'ecclésiastique lausannois, il passait au confort d'un domaine du Hampshire. La maison d'habitation, déjà ancienne, avait été transformée en une demeure commode ; un grand train de ferme, dirigé par le père de Gibbon, animait la campagne, coupée de bois et de collines. Mais le jeune homme ne se plaisait guère aux soins ruraux. La chasse ne l'attirait pas davantage, et s'il tentait quelques chevauchées dans les prairies verdoyantes, c'était pour trouver d'autant plus de plaisir au repos qui l'attendait sur les bancs ombragés du jardin. Reprenant les travaux commencés à Lausanne, il acheva cet *Essai sur l'étude de la littérature*, qui devait rencontrer un accueil si favorable en dehors de l'Angleterre où il semble bien n'avoir été recherché qu'après les autres succès de son auteur. A Buriton, — c'était le lieu de la

résidence paternelle — Gibbon eut l'occasion d'entrer en relations avec la haute société anglaise. Il put présenter lui-même son ouvrage au duc d'York. Peu à peu, il reprit pied dans son pays et dans sa race. Son service militaire dans la milice du Hampshire fit de lui « un Anglais et un soldat » : ce sont ses propres expressions.

Suzanne Curchod disparut de ses préoccupations et il voulut liquider définitivement leur situation réciproque. Il lui lança une lettre qui ne l'épargnait pas, à laquelle Suzanne répondit avec une émotion douloureuse¹.

Monsieur.

Deux de vos lettres sont perdues, mais que j'ai bien senti l'arrivée de la dernière ! Puis-je croire que je ne vous reverrai plus ? et cependant je n'ai peut-être pas connu toute l'impression que vous aviez fait sur moi ; je ne crains pas de vous l'écrire : l'état ou votre lettre m'a réduite me met au-dessus de toute bienveillance ; j'ai demandé, j'ai obtenu — d'une mère qui cherche [à] diminuer l'horreur de ma triste situation, j'ai demandé qu'on ne genât point mes expressions. Et pourquoi les gênerait-on ! L'inclination que j'avois pour vous étoit si pure ! c'étoit la vertu et la tendresse réunies, mais une tendresse bien délicate. Vous êtes le seul homme pour qui j'aie versé des larmes, le seul dont la perte m'ait arraché des sanglots. Et ! que tant d'autres me paraissent insipides comparés avec le seul... Avec quel plaisir il m'est arrivé souvent de cultiver mon esprit... Je fus un jour dans une compagnie nombreuse, et jamais peut-être je n'ai mieux senti l'amertume de la solitude ; et ce-

¹ D'après un renseignement que nous devons à l'amabilité de M. Pierre Kohler, cette lettre doit être datée du 7 septembre 1759 au plus tard. Sur le même sujet, voir l'important ouvrage de cet auteur, *Mme de Staël et la Suisse*, Lausanne et Paris, 1916, in 8°.

pendant vous sacrifiés au devoir avec une fermeté qui pourroit donner l'exemple. J'en ai eu de la fermeté, vous le savés, Monsieur; enfin, me resoudrai-je a vivre avec quelqu'un a qui la délicatesse de mon cœur sera peut être a charge ? eh ! bien, si cela est, qui sait si je ne la garderai pas dans le fond de cette ame semssible (*sic*): j'ignore si elle ne me servira point de poison. Hélas ! je me flattois quelle contribueroit a votre bonheur ; c'est, je pense. cette idée qui faisoit partie de mon attachement pour vous. Sans les liens du devoir et de l'amitié, j'aurois abandonné avec plaisir, je pense. ma langue. ma patrie, mes connoissances pour suivre quel cun que j'aurois cru incapable d'abuser de ma confiance : et. cependant. dans ce cas la je n'aurois eu presque que vous que je pus regarder comme un etre vivant. Je me serois exposée a tant de desagreements qu'une estrangere peut essuyer dans un pays comme le votre. Je ne sai si cette lettre vous paroitra extravagante. ce n'est point le stile d'un roman, c'est celui d'un cœur ulcéré; eh puis-essuierai-je la honte d'un tel ecrit ? Vous le brulerez eh s'il est vrai que vous me disiés A Dieu pour jamais ! Et d'ailleurs quelle honte ! Non, la pureté de mes sentiments ne m'en peut point faire eprouver de bien fondée. J'ai passé dans les bras de ma mère, j'ai repris la plume; je ne sai si ma tête n'a pas varié, mai si vous aviés proposé a Monsieur votre père de me laisser dans ce pays, pendant la vie du mien. ne m'eussies vous fait qu'une visite de 3 mois. de deux en deux ans, il ne me paroît pas que cela eut fait aucun tort a votre qualité de fils. et de cytoyen. et j'aurois encore preferé... Ma mère seroit disposée a me suivre au bout du monde. Mais auriés vous rien omis de qui pouvoit aplanir ?... Vous voyés. Monsieur, combien j'ai imposé silence à ma fierté. Souvenés-vous que je ne suis pas dans ma situation ordinaire. Quelle nuit ! je reprends la plume. Il etoit un tems... a present. je souhaite d'avoir quelque fois de vos nouvelles. L'interret que je prendrai mais surtout je demande, je demande une prompte reponse a cette lettre ; vous trouverez une adresse dans l'envelope. La poste de Geneve me fera peut être moins languir. Ce sera j'espère un plaisir pour moi. comme ma cher mère, vous chercherés. sans doute, a m'en procurer. Hélas ! si vous a[i]mies

comme elle ! elle s'est trouvée autrefois dans des circonstances qui ont quelque rapport avec les vôtres ; elle a suivi les loix quelle a cru que son devoir lui dictoit ; je l'en estime davantage (car malgré mon affliction mes principes a cet egard son t toujours les mêmes), mais la force quelle a fait paroître n'a point étouffé les foiblesses d'une ame semssible.

Vous demandés mon sort ? Il y a apparence qu'il restera longtems indecis ; j'ai reçu avant hier une lettre ; le tems s'écoule ; je crois que je repondrai et je ne sai pas precisement tout ce que je pourrois repondre ; peut être je deferais pendant la nuit une partie de l'ouvrage que j'avois travaillé dans la journée. Cette comparaison c'est d'autant plus juste que la nuit a bien du rapport avec mon etat actuel.

Votre lettre, Monsieur, me trouvera peut être dans une situation bien différente de celle que vous paroissés imaginer ; ma jeunesse, la foiblesse de ma santé, mon corps s'est ressenti d'une affliction ou il avoit bien peu de part, et s'il m'arrive de ne plus vivre, pourrois-je souhaiter de porter longtems ? A Dieu Monsieur et n'oubliez jamais qu'un homme mesestimable se rend incapable de jouir d'aucun bonheur réel. Brûlés ma lettre, je le demande comme une marque que vous avés encor de l'attachement pour votre h

S C

Dans deux heures vous etes décidé ; je reflechis sur cet article de votre lettre ; ah ! que mes chers parents souhaiteroient que j'eus pris mon partit aussi promptement !

ce 7^{me} 7^{hre}

Que nous voilà loin des billets ampoulés de la présidente de la Société du Printemps à l'étudiant en belles-lettres ! Le sérieux, le tragique auxquels ils avaient fait allusion dans un beau sourire de jeunesse, le sérieux, le tragique de la vie, — de la vie du sentiment, la seule qui compte, — avait jeté sur Suzanne son voile endeuillé. Qu'on ne nous dise pas, après avoir lu cette lettre où de tant d'incohérence s'exhale tant de douleur, que c'est

Gibbon qu'il faut plaindre et que ce fut lui l'abandonné ! Comment cet historien qui, au lieu de les brûler, comme elle le lui demandait, avait conservé les lignes de Suzanne, a-t-il pu parler à cette occasion de la « tranquillité » et de la « gaieté » de celle dont il avait blessé le petit cœur lointain ? Encore sa fatuité fut-elle bien inspirée en n'obéissant point à M^{lle} Curchod et en gardant ses lettres, puisqu'elle nous permet, à plus d'un siècle et demi de distance, de donner l'exacte version d'une rupture connue dans l'histoire littéraire.

N'ayant pas reçu de réponse, désireuse d'attendrir l'infidèle, Suzanne revint à la charge, mais la lettre fut interceptée par la belle-mère de Gibbon. Elle ne se découragea point et, le 5 novembre 1762, elle lui expose de nouveau ses sentiments et le plan qu'elle a conçu.

Monsieur,

Après une des lettres les plus tendres qui ait peut-être été jamais tracée par un cœur ulcéré, et par une tête échauffée par les larmes, votre silence m'étonnait sans doute ; mes sentiments pour vous, dont votre tendresse faisoit un des plus forts liens, commençoient à s'affaiblir ; je sentois apparemment que votre froideur ne me permettoit pas d'imaginer que vous auriez contribué à mon bonheur dans cette vie. Madame votre belle-mère m'a fait l'honneur de m'écrire ; elle m'apprend, avec une délicatesse et des ménagements qui me font bien augurer de son caractère, qu'elle a intercepté ma lettre et que toutes celles que je voudrois vous faire parvenir auront le même sort ; l'on a voulu m'insinuer ici qu'il y a une intelligence marquée entre elle et vous, et qu'incertain sur votre réponse, vous aviez pris ce dernier parti. Ah ! si je le croyois..... mais non, mon cœur presque sans défiance, comme sans dissimulation, ne peut être persuadé qu'il ait si tristement placé des sentiments qu'avant vous, il n'avoit jamais éprouvé. En effet, Monsieur,

votre procédé serait peu délicat ; ce seroit chercher a les
 nourrir, car, si je me connois bien, ils ne s'eteindront
 entierement qu'après les vôtres. Je ne vous reprocherai
 point d'avoir altéré la tranquillité de ma vie ; cette
 humeur si gaye c'est évanouie pour faire place a une
 noire melancholië et, quelque fois, a des larmes doulou-
 reuses. Je passe souvent une partië de la nuit sans dor-
 mir ; je ne vous dirai pas que ces moments me paroissent
 longs ; du moins le changement d'objets sur lesquels
 mon esprit sarrete ne doit pas beaucoup y contribuer, la
 premiere entreprise que j'ai formée, fondée a ce qu'il me
 paroissait sur la vertu et le sentiment, a eut des suites
 qui influenceront vraisemblablement sur tout le reste de
 ma vie. Mon dessein est formé cependant de ne jamais
 abandonner ces deux guides, d'eussent-ils me conduire
 toujours avec aussi peu de succès dans la carriere que
 j'ai encor a parcourir, et, s'il est vrai que, dans une autre
 sejour, l'on conserve les penchans que l'on a eu sur
 cette terre, peutêtre serai-je heureuse dans un lieu ou le
 bonheur sera fondée sur la tendresse. Mon devoir ne me
 reproche rien dans ma façon d'agir vis a vis de vous,
 mais que mon cœur est bien loin d'être satisfait de toutes
 ses actions ! Je vous vis vous éloigner avec des sentiments
 si modérés que mon inexpérience apparemment me fit
 croire qu'ils partoient de l'empire de ma raison, et je ne
 sentis pas qu'ils tiroient leur source de celui de l'espe-
 rance. Mon sort n'est pas décidé et vraisemblablement
 il ne le sera pas de longtems ; malgré les avis de Madame
 votre belle-mère, mon cœur et ma raison ne se sont pas
 trouvés disposés à suivre avec beaucoup de célérité la
 route que mon imagination traçoit dans un autre tems.
 Voila a peu pres ce que je vous insinuois dans ma pre-
 cedente lettre. J'ajouterai ici, quoiqu'avec une certaine
 peine, une proposition assés ressemblante a celle que je
 vous faisois alors ; il est tems de chercher a reparer l'es-
 pece de dureté que j'ai fait paroître dans des moments
 ou je connoissois si peu toute ma faiblesse ou plus tot
 toute ma semssibilité.

La tendresse de ma mère me faisant comprendre que
 l'Angleterre avec moi lui plairoit autant qu'un autre
 pays, j'ai cru que je ne serois obligée de rester dans
 celui-ci que pendant la vie de son epoux, et, ne me

fissies qu'une visite de quelques mois dans tout cet intervalle, je crois que je préférerois ce partit a bien d'autres. Si, cependant, Monsieur Gibbon est inflexible, vous connoissés trop mes idées pour avoir besoin de me faire sentir que rien ne vous obligeroit a trahir votre devoir.

Après tant d'aveux, vous comprenés, Monsieur, que votre delicatesse sur la crainte de ruiner ma fortune ne doit point vous empecher de m'ouvrir une voye, si vous en savez une quelque éloignée qu'elle put être, et quelque contraire qu'elle vous parut au tableau riant, qu'avec un autre cœur et d'autres idées je me formerois peut être de ma situation présente); je me sens disposée a l'écouter avec empressement et peutêtre a l'accepter. Tout ce que je viens de dire s'adresse a l'homme semssible qui souhaitait de m'entendre penser; si vous n'etes plus le même a mon egard, par pitié tirés moi de l'incertitude ou je suis, en me l'apprenant sans menagements: je ne sai si, sans cela, j'aurois de longtems la force de prendre aucune resolution.

Je demande instamment que Madame votre mere ne sapperçoive jamais de ce que je vous ai decouvert: je suis reconnoissante de l'estime qu'elle me temoigne, et, d'ailleurs, j'ai quelque raison pour penser quelle peut avoir été contrainte. Je crois quelle aura bientot ma reponsse.

J'espère, Monsieur, que vous me consideres assés pour bruler cette lettre et la precedente, si jamais elle tomboit entre vos mains.

Incertaine si vous recevrés ce papier, a moins que vous ne m'indiquies pas quelque moyen pour avoir de mes nouvelles a l'avenir, ce sera vraissemblablement ici la dernierre fois que vous verrés les assurances de l'estime et de la conssideration avec laquelle je suis, Monsieur,

votre humble et obeissante servante.

S. CURCHOD

Depuis votre depart je n'ai receu que deux de vos lettres, l'une de Bayonne, et celle qui m'apprenoit le refus de Monsieur Gibbon.

Vous m'écrivés sous deux envelopes, la première

A M^r M^r Duchastel

A Rolle.

et celle de dessus, (car je veux faire passer votre lettre par Genève pour qu'elle me parvienne plus sûrement)

A Monsieur Monsieur Donzel, près de la
porte de Cornavin

A Genève

une reponssse. Monsieur, s'il vous plait, quelle quelle soit, par le premier courier. N'est-il pas tems de quitter la plume, hélas ! puisque c'est peutêtre pour toujours ?

Malgré ce post-scriptum, malgré une réponse platonique de Gibbon, la correspondance ne cessa point entièrement. Avant de renoncer à son premier amour, M^{lle} Curchod avait écrit encore plusieurs fois à celui qui avait allumé en elle tant de passion. Voici l'un des derniers messages où l'on sente vibrer ses sentiments :

Monsieur,

Près d'un an de distractions et de delais : Ah ! mon amour propre est assés satisfait a mes depens ; j'ignore votre état ; delivrés moi, je vous prie, d'un sentiment incommode. Quatre lettres par an, quelques quarts d'heures de votre loisir feroient une occupation importante de ma solitude et l'un des delassements de ma vie. Il est bien surprenant, bien humiliant de demander éomme une grace ce que vous devies exiger. Eh ! qu'importe une honte que l'absence aneantit ? Votre post-scriptum étoit offensant ; il ne fait que m'affliger, car tel est mon cœur. L'étude apprend-elle a mepriser une amitié sincere et peut être assés rare pour que vous la regretties un jour ? je suis bien loin de l'imaginer ; rompre tout commerce..... toute liaison..... Ah ! quelle étrange *prudence* ! vous ai-je jamais enlacé dans quelque action indigne de vous ou de moi ! l'amitié que je vous offre est sans prix, car mes seuls sentiments la decorent ; c'est l'effet de notre independance respective ; souvent le devoir est utile et le cœur se tait, mais le sentiment parle

Ainsi, d'elle-même, mais bien malgré elle, Suzanne écartait un amour qu'elle voulait transformer en amitié, cette amitié dont Gibbon devait lui dire plus tard : « Votre amitié vaut bien la réputation la plus méritée¹ ». Malgré l'intervention de Moulou, qui avait tenté de mêler Rousseau au roman de son amie, Gibbon était demeuré dédaigneux et distant. Il saisit l'occasion que lui offrit M^{lle} Curchod pour se débarrasser d'un amour trop tenace. Avait-il vraiment perdu confiance en elle, comme il l'affirme dans son journal encore inédit ? Suzanne, très recherchée, s'était-elle laissée entraîner à quelques coquetteries ? Cela est peu probable et la jeune fille put, en tout cas, aisément se disculper. Dans la lettre même que nous venons de lire, elle parle du refus opposé aux demandes réitérées de M. d....., probablement d'Eyverdun, l'un de ses aspirants attitrés, qui devait, par la suite, se lier intimement avec Gibbon.

II

« Effaçons notre roman de notre correspondance à venir », avait écrit Suzanne. Elle tint parole. Mieux que cela : elle l'effaça de sa vie. En 1764, après l'épreuve, après avoir gagné son pain et connu les angoisses de l'incertitude, elle trouva le bonheur dans son mariage avec Jacques Necker. Elle s'installa avec lui rue Michelle-Comte et une existence qu'elle ne soupçonnait pas

¹ *Miscellaneous Works of Edward Gibbon* (London, 1815, 3 vol. in-4°), t. III, p. 618.

² PROTHIERO, *Private Letters of Edward Gibbon* (London, 1896, 2 vol. in-8°), t. I, p. 46.

commença pour elle. On sait l'attrait qu'exerça sur la société parisienne sa bonne grâce et son esprit. La fortune de son mari, devenu ministre du roi, lui permit de satisfaire tous ses désirs. Pourtant elle n'oublie pas. Elle garde, au cours des événements, la petite fleur bleue, talisman précieux qui lui permet de les dominer. Elle n'oublie pas. Elle a promis son amitié à Gibbon : elle la lui donne ; pas davantage. Et Gibbon, qui ne se souciait pas de la petite Vaudoise, paraît un peu vexé de ne plus faire la même impression qu'autrefois sur la femme du grand financier, dont le salon s'ouvre à toutes les célébrités. Elle se plaignait naguère de la rareté de ses missives. C'est lui, maintenant, qui attend. Il lui écrit le 26 novembre 1776 ; elle ne lui répond que deux mois plus tard.

Sa lettre montre assez exactement l'état de leurs relations. Les sentiments anciens n'en sont plus que la cause ; l'objet est déplacé. ou plutôt les amoureux d'antan reviennent à la littérature, aux allusions qui avaient fait le fond des premiers billets échangés. Gibbon appréciait le sens critique de Suzanne Curchod : il fait appel à M^{me} Necker pour l'aider dans son labeur d'historien. Il l'avait chargée d'intercéder auprès de Suard pour qu'il traduisît son *Histoire* : M^{me} Necker eût préféré que Gibbon, dont la possession de la langue française était presque parfaite, exécutât lui-même le travail. En définitive, ce fut à Leclerc de Septchennes qu'il la confia.

Gibbon, qui a appris à connaître chez les Necker un grand nombre de leurs amis, tient à ce qu'eux-mêmes voient les siens. Il leur adresse ceux dont la réputation est déjà grande, Fox, entre autres, surnommé le Démosthène de l'Angleterre, dont la vie dissipée ne fut pas

pour plaire à M^{me} Necker. Et les années passent. Après le contrôle général, c'est 1781, la démission.

L'amitié, l'amitié promise par M^{me} Necker demeurait. Il semble même qu'avec les épreuves elle se soit faite plus tendre. Après avoir beaucoup vu, beaucoup appris, après avoir connu les plus grands honneurs et les plus grandes désillusions. M^{me} Necker se réfugie dans son passé ; elle y retrouve ses sentiments d'autrefois et joue avec eux, comme l'enfant avec les billes roses échappées, un temps, de sa main. Le retour de M. Necker à Paris, sa nouvelle disgrâce ne changent pas son cœur. A l'occasion, elle rappelle à Gibbon qu'elle fut sa première et sera sa dernière amie : « Je ne saurais découvrir encore lequel de ces deux titres est le plus doux et le plus cher à mon cœur. » Elle continue à lui vouer la plus grande admiration ; après avoir loué son « immense érudition », elle écrit : « M. Gibbon a montré ce qu'une imagination sensible et féconde peut encore ajouter à la profondeur et à l'étendue de l'esprit ¹ ». Et pourtant, que Gibbon était éloigné d'elle par le cœur, par le caractère, par l'esprit ! Dans la lettre qu'on vient de lire, M^{me} Necker a indiqué qu'avant *les honneurs*, il y avait, pour elle, *l'honneur*, tandis que Gibbon avouait à son ami d'Eyverduin qu'entré au Parlement « sans patriotisme », il n'y avait eu en vue que la place « commode et honnête » de lord du Conseil du commerce, dont les 750 livres mettaient son revenu à flot. Qu'il était loin d'elle lorsque, jouant lui-même avec ses souvenirs, évoquant sa jeunesse à Lausanne, au milieu des polissons, « qui sont

¹ *Nouveaux Mélanges*, extraits des manuscrits de M^{me} Necker (Paris, 1801, 2 vol. in-8°), t. II, p. 105.

aujourd'hui juges », et des petites filles de la Société du Printemps. « qui sont devenues grand'-mères », il n'a pas un mot pour Suzanne ! Loin d'elle, il l'était encore bien davantage lorsque, séjournant sous son toit, il ne l'observait que pour pouvoir la tourner en ridicule auprès de quelque ami¹. M^{me} de Staël a, d'ailleurs, fort spirituellement et sans le savoir, vengé sa mère ; elle mandait de Coppet à son mari : « Nous possédons dans ce château l'aimable Fornier et M. Gibbon, auteur de l'*Histoire du Bas-empire*, l'ancien amoureux de ma mère, celui qui voulait l'épouser. Quand je le vois, je me demande si je serais née de son union avec ma mère ; je me réponds que non et qu'il suffisait de mon père seul pour que je vinsse au monde ». Malgré cette boutade, M^{me} de Staël subit, elle aussi, le charme de la conversation de Gibbon. Nous avons trouvé au British Museum une lettre datée de Rolle, dans laquelle elle lui écrit : « C'est bien vrai que vous êtes seul cause que Lausanne est devenu pour moi la terre promise ». Détail touchant — mais que Gibbon dut trouver d'assez mauvais goût — M^{me} de Staël dessina, au bas de la lettre, un portrait de sa mère, dans le genre des miniatures au pastel qu'affectionnait l'époque. A vrai dire, il est bien peu artistique, mais la silhouette doit en être exacte et l'on ne peut s'empêcher d'admirer le port de tête si droit, si jeune encore. La vie de M^{me} Necker touchait à sa fin ; elle mourut le 6 mai 1794. Gibbon — exactement du même âge — l'avait précédée de quelques mois dans la tombe.

¹ D'Haussonville, t. II, p. 248.

MADAME DE STAËL ET BYRON

Le 21 juin 1813, M^{me} de Staël, laissant définitivement derrière elle les lacs et les bois de la Suisse, arrivait à Londres. Elle devait y trouver le plus chaleureux accueil. Ses débats avec Napoléon, les tracasseries de la police impériale, son évasion du château de Coppet étaient autant de motifs à la sympathie des Anglais, ennemis acharnés de l'empereur. Politiciens, hommes d'Etat, gens du monde et littérateurs lui ouvrirent immédiatement leurs salons, et, immédiatement aussi, M^{me} de Staël y discourut sur tous les faits et sur toutes les idées qui préoccupaient la société anglaise.

Le lendemain même de son entrée dans la capitale, elle dînait chez lady Jersey avec un certain nombre de convives qu'elle avait naguère connus à Genève. Byron, qui assistait à la réception, ne fut point, comme tant d'autres, sous le charme de la femme célèbre. Il ne devait lui rendre justice qu'après sa mort. En 1813 — est-ce jalousie parce qu'elle accapare l'attention ? — elle lui donne positivement sur les nerfs. Il écrit : « Elle compte, il me semble, que Dieu et le gouvernement l'aideront à attraper une pension. » Faisant allusion à *De l'Allemagne*, qui vient de paraître chez l'éditeur Murray, il parle du « verbiage » de M^{me} de Staël. « Elle a écrit contre le suicide, note-t-il encore, un essai tout à fait de nature à vous y pousser », et, dans une autre lettre : « On me demande de faire 60 milles pour voir M^{me} de Staël, moi qui en ai fait une fois 30,000 pour ren-

contrer des gens qui se taisent, tandis que cette dame écrit des in-octavos et parle des in-folios ! » Byron loua, cependant, la même année, le parallèle qu'avait établi M^{me} de Staël entre la peinture et la poésie. Il le fit sous forme d'annotation à son poème *la Fiancée d'Abydos*, qui fut mis en librairie le 2 décembre.

Dans son important ouvrage sur M^{me} de Staël, lady Blennerhasset, à qui nous empruntons plusieurs de ces détails, affirme qu'après avoir pris connaissance des notes de Byron, M^{me} de Staël le remercia en le qualifiant « le premier poète du siècle ». Dans son journal, Byron mentionne bien, le 30 novembre, un billet de remerciements de M^{me} de Staël, auquel il répondit le lendemain, mais il ne semble pas que ce fut à cette occasion que la châtelaine de Coppet lui décerna le titre de premier poète du siècle. Une recherche au département des manuscrits du British Museum a fait tomber sous nos yeux l'original de la lettre à laquelle lady Blennerhasset fait allusion. La date d'envoi n'est pas mentionnée, mais ce document porte en marge : « Received February 1814 ».

Voici, d'ailleurs, le document en question :

J'ai besoin de vous parler de votre dernier poème. puisque tous ceux qui l'admirent doivent vous flatter plus que moi. Je ne juge que des images et des idées et des sentiments, mais il y a, de plus, un style enchanteur que je sens, mais que j'en ne puis juger. Si vous avez le tort de ne pas aimer l'espèce humaine, il me semble qu'elle fait tout ce qu'elle peut pour se raccommo-der avec vous par son suffrage, et la destinée n'a pas maltraité celui qu'elle a fait le premier poète de son siècle et tout le reste.

Traitez ceux qui vous admirent avec un peu plus de bienveillance et sachez-moi gré de pardonner à votre

génie tout ce qui a dû me déplaire en vous. Je voudrais causer avec vous. Quand m'en trouverez-vous digne ?

M. DE STAËL-HOLSTEIN.

Argyle Street n° 31.

Byron reçut cette lettre au mois de février. Il venait de publier *le Corsaire*, dont le retentissement était grand. Le désir de M^{me} de Staël de voir le poète — qu'elle rencontrait, d'ailleurs, dans le monde — ne devait pas tarder à être exaucé : le 6 mars, elle dînait avec lui, Sheridan, Erskine et d'autres encore. Il suffit de parcourir le journal et la correspondance de Byron pour se rendre compte que, tout en louant la femme de lettres, il avait conservé toutes ses préventions contre son caractère.

Il fallut qu'il passât par une crise aiguë pour mesurer la sympathie qu'il avait inspirée à M^{me} de Staël. En 1816, séparé de sa femme, banni de la société anglaise, Byron échoue à Coppet. Il éprouve là, dans la paix de la nature, le besoin de faire quelques confidences. La romanesque Corinne tente de réconcilier les époux, et Byron, touché, déclare qu'elle lui rendit sa demeure « aussi agréable que lieu sur terre puisse le devenir par la société et le talent ».

Mais, déjà, les jours de la châtelaine étaient comptés. On sait qu'elle s'éteignit en 1817. Byron n'hésita pas à reconnaître qu'il s'était trompé à son sujet et il écrivit, non sans remords : « C'était la meilleure créature du monde ».



IV

Silhouettes

DRAMATURGE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Qui se souvient encore de Palissot ? de Palissot, l'homme des *Philosophes*, le polémiste du *Journal français* et de la *Chronique de Paris*, l'ennemi de Mallet-Du Pan, l'ami de Danton, puis, Danton supprimé, celui de ses pires adversaires ?

« Il est de ces natures moyennes, écrivait Goëthe, qui aspirent au grand sans pouvoir y atteindre et qui fuient le vulgaire, auquel elles ne peuvent échapper. » Il lui manquait, ajoute-t-il, « le sens de l'extraordinaire ».

Nature moyenne, c'est de toute évidence. Pourtant son enfance, comme on dit, promettait. Il fut même d'une rare précocité. A dix ans, il avait achevé sa rhétorique ; à onze, on le recevait « prince de philosophie et maître ès-arts ». Son père souhaitait qu'il fût d'église et lui fit suivre un cours de théologie, mais Charles, sans goût pour le petit collet, s'orienta délibérément vers le théâtre.

Sa première pièce, *Apollon Mentor* ou le *Télémaque moderne*, recueil de jugements sur les écrivains du siècle, n'eut pas le succès qu'il en attendait. Il se consola en épousant, à dix-huit ans, M^{lle} Fleury, qui le rendit, avant sa vingtième année, père de deux enfants. Je crois

bien ne pas lui faire tort en constatant qu'ici s'arrêtent les originalités qui entourèrent sa personne, malgré ses quatre-vingt-quatre ans d'âge au jour de son décès. Cette vie même fut mêlée à des événements trop importants pour l'esprit humain, elle côtoya d'autres vies dont les manifestations sont toutes trop nécessaires à connaître pour nous laisser indifférents, et il faut savoir gré à M. Daniel Delafarge de nous l'avoir narrée avec objectivité et bonne grâce¹.

•

L'heure est grosse de luttes. Le champ de bataille est partout. Guerres de plume, tout d'abord. Pour Palissot, elles commencent après la représentation des *Originaux*, à Nancy. Dans cette pièce de circonstance, écrite pour la municipalité à l'occasion de l'inauguration de la statue de Louis XV, Palissot avait cru devoir mettre en scène un homme dont le monde se préoccupait déjà, mais dont les paradoxes, raillés par Voltaire, étaient combattus par le roi Stanislas en personne. Jean-Jacques Rousseau, mué en Blaise-Nicodème, incarna, pour Palissot et ses auditeurs, « une sorte de bateleur et de charlatan », qui, d'après la duchesse de Choiseul, « s'était fait singulier pour se rendre célèbre ».

En ridiculisant le citoyen de Genève, en doutant de sa sincérité, et en traduisant ce doute sur le théâtre, Palissot ne pensait point s'attirer de réplique. La majorité des rieurs ne devait-elle pas être de son côté puisque la ma-

¹ *La vie et l'œuvre de Palissot* (1730-1814), Paris, Hachette, 1912, in-12. — Cf. *La Semaine littéraire*, 15 mars 1913.

porité des hobereaux de la littérature haussait les épaules aux billevesées de Jean-Jacques ? Le malheur fut, pour Palissot, que les amis du philosophe lancèrent leur gant dans l'arène. Pis que cela. Le comte de Tressan, soutenu par d'Alembert, dressa une plainte en due forme contre Palissot et sollicita l'intervention du roi Stanislas. Celui-ci, désireux d'éviter une ennuyeuse affaire et de ne point se mettre à dos des hommes d'esprit, blâma, un peu tardivement, l'auteur des *Originaux* ; Tressan fut chargé de faire des offres flatteuses à Rousseau, — au même Rousseau que Stanislas, hier encore, ne pouvait souffrir. — et de parer ces offres d'un éloge très vif de Genève et des Genevois.

Palissot, exclu de l'Académie de Nancy ; Fréron, son ami, sur le point d'en être, lui aussi, chassé, — il y avait là de quoi réjouir d'Alembert. Satisfaction de courte durée : en un billet laconique et très digne, Rousseau fit savoir qu'il pardonnait ; et comme Stanislas, stupéfait, redoutant de perdre l'avantage de son geste, déclarait que le cas serait transcrit sur les registres académiques, le philosophe répondit par ces mots : « Qu'aurions-nous fait pour Palissot si le pardon lui coûte aussi cher que la peine ? » Rousseau se faisait, d'ailleurs, peu d'illusions sur la gratitude que pourrait ressentir son adversaire. « Je doute, écrivait-il au pasteur Vernes, qu'il me pardonne aisément le service que je lui ai rendu. »

Le fait est que Palissot ne désarma point. Dans un premier moment d'admiration et de surprise, il avait tracé des lignes de gratitude émue. Elles ne furent pas envoyées. Il se défendit contre Tressan et tenta de parer les coups de d'Alembert en sollicitant la médiation de Voltaire. Des Délices, où il se trouvait alors, le patriar-

che consentit à formuler le souhait « que la paix fût promptement rétablie entre des écrivains très dignes de s'aimer les uns les autres ».

Ce vœu peu compromettant ne pouvait suffire à Palissot. Si Rousseau lui avait pardonné, il ne pardonnait pas, lui, les flèches décochées par les encyclopédistes.

L'année 1760 lui parut propice pour les confondre. A cette époque, le clan patriotique est brouillé avec le gouvernement ; l'*Encyclopédie* est interdite ; Marmontel est à la Bastille ; le dauphin et les dévots s'entremettent pour soutenir le clergé contre ceux qui l'attaquent et Choiseul prend ouvertement parti pour Palissot.

Celui-ci n'hésite plus et, le 22 mars, est reçu au Théâtre-Français avec une pièce intitulée : *Les Philosophes*. Elle fait scandale et, naturellement, on y court. Des évêques retiennent la loge même de Palissot. M^{me} de Pompadour se déclare gagnée, le dauphin approuve, M^{me} de Robecq, la maîtresse de Choiseul, épuisée par la maladie, s'y fait traîner en litière. La noblesse, le clergé, la magistrature se lèvent pour acclamer l'auteur qui savoure sa vengeance contre d'illustres absents.

Son succès ne devait pas se prolonger. L'esprit de parti et les allusions aux luttes à l'ordre du jour permirent aux *Philosophes* de se maintenir pendant deux mois, puis l'œuvre tomba, faute de valeur littéraire. « Ni plan, ni intrigue, ni conduite », affirme Grimm, et Michelet plus tard : « Palissot copie servilement Molière. Les philosophes chez lui sont Tartuffe et sont Trissotin ». Palissot se copiait aussi lui-même. Les *Philosophes*, c'est l'édition revue et augmentée de la petite comédie de Nancy. Ce sont les *Originaux*, alliés aux

autres œuvres de Palissot. Le but ? Les idées de la pièce ? « Véritable ou affectée, écrit fort justement M. Delafarge, la peur de la révolution intellectuelle et de ses conséquences est au fond de l'œuvre de Palissot. »

La révolution intellectuelle qu'à cette heure il redoute, le dramaturge ne se contente pas de la pourchasser d'une manière générale. Il vise à la tête ; il s'attaque aux hommes ; Rousseau — encore — et Diderot sont pris à partie. Représenté à quatre pattes et déjeunant d'une laitue, Rousseau, philosophe convaincu, est censé reprendre sa qualité d'animal et joindre la théorie à la pratique. Son caractère, d'ailleurs, n'est point mis en cause et seules ses doctrines sont dénoncées comme dangereuses.

Il y eut, on le devine, autour des *Philosophes*, des combats littéraires et non point seulement dans les « bureaux d'esprit ». La victoire couronna tout d'abord le front de Palissot, mais peu à peu les philosophes, les vrais, s'étaient ressaisis : des corps constitués les accueillaient, l'Académie, le ministère même ne les repoussaient plus.

Quelques années auparavant, Voltaire, dans une lettre adressée à Vernes et dont j'ai l'original sous les yeux, lui mandait à propos des *Petites lettres sur de grands philosophes* : « Le journal encyclopédique parle fort mal de ces lettres. On dit qu'elles attaquent beaucoup de gens de mérite. On traite ce livre de libelle diffamatoire. Pourquoi M. Palissot veut-il se faire des ennemis ? Vous devriez bien l'empêcher de prendre un parti si dangereux. »

Ce conseil d'opportunisme, Palissot devait le suivre quelques années plus tard.

Pensionné par la maison du roi et par les d'Orléans, ci-devant bénéficiaire d'une importante recette, Palissot troqua son jabot contre la carmagnole et sa perruque poudrée à frimas contre le bonnet rouge.

. . .

Ce Palissot révolutionnaire serait amusant s'il n'était grotesque. Il a la bouche pleine de grands mots; il parle de « nation régénérée », de « règne du despotisme », mêle sa voix à celles de Danton et de Camille Desmoulins pour réclamer au théâtre une pièce républicaine, et comme les acteurs ne se pressent point d'accéder à son désir, lance à leur propos cette phrase grandiloquente : « Accoutumés à la dépendance la plus humiliante, leur âme n'a pu devenir citoyenne ». Il voit dans les gardes armés pour prévenir les désordres, des hommes astreints aux « viles fonctions des satellites de l'ancien régime », dans l'Académie française un monument de servitude, dans le catholicisme un esclavage et une duperie. Il publie une brochure intitulée : *Questions importantes sur quelques opinions religieuses*, dans laquelle, en stigmatisant « l'orgueil, l'acharnement et la cruauté des prêtres », il se laisse aller à des violences telles que le Club des Jacobins, déférant au vœu de son président, Robespierre, en suspend la lecture,

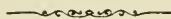
Pamphlet irrégulier ? Non pas, mais curieux mélange de mysticisme et d'idées libérales. En somme, un premier manuel de théophilanthropie, sans l'autorité qu'aurait pu lui donner un penseur.

Malgré l'ardeur avec laquelle il exprimait ses sentiments révolutionnaires, Palissot eut quelques désagrè-

ments avec Chaumette, procureur de la Commune : ce magistrat lui refusa un certificat de civisme — ce qui pouvait lui faire courir les plus grands dangers — non point seulement parce qu'il s'était « ligué avec les auteurs du despotisme pour étouffer la raison humaine en France », mais parce qu'il avait tenté, « semblable à une chenille venimeuse, de souiller la couronne du célèbre Jean-Jacques Rousseau ».

Palissot s'expliqua, s'excusa, regretta le philosophe à quatre pattes sur le théâtre, regretta la laitue et jura que Rousseau n'était point visé. Et Chaumette, comme Rousseau, pardonna. Sans être trop inquiet, Palissot put se consacrer à l'édition des œuvres de Voltaire, qu'il avait entreprise. Ses commentaires, mieux que le certificat arraché à Chaumette, attestaient son civisme ; il ne manqua pas de déclarer que le règne de Louis XV n'avait été remarquable que par les progrès de la raison humaine et il salua en d'Alembert, parfois grossier dans son style épistolaire, un illustre précurseur du père Duchesne.

L'Empire proclamé, Palissot s'empessa de sacrifier à l'idole du jour. Napoléon, écrit M. Delafarge, « n'oublia pas celui qui, en tête de ses *Œuvres complètes*, l'avait mis au nombre des génies que la nature sème de loin en loin dans l'immensité des siècles » ; il le pensionna et le créa chevalier de l'ordre de la Réunion. Mais Palissot déclinait ; le 15 juin 1814, il faisait une fin édifiante et s'endormait muni des sacrements de l'église



LE SYNDIC JEAN-PIERRE BÉRENGER

Le 20 février 1770, le Conseil de Genève exilait Jean-Pierre Bérenger, l'un des chefs du parti des natifs. Cet artisan, devenu historien, géographe et pamphlétaire, avait très rapidement conquis par la plume une certaine notoriété. Celle-ci dépassa bientôt les frontières de son petit pays, et, aujourd'hui encore, les dictionnaires biographiques ne manquent pas de donner la liste de ses nombreux ouvrages.

Bérenger déploya une grande activité politique à Genève et bien que l'un de ses contemporains, Isaac Cornuaud, lui reproche quelque nonchalance, il fut, sinon le plus influent des libellistes genevois de la fin du dix-huitième siècle, du moins le seul appelé à siéger au gouvernement.

« Bérenger n'a jamais pu que perdre à être vu et entendu, note Cornuaud dans ses *Mémoires* ; il n'a jamais eu de contenance et n'a jamais su parler. C'était un véritable ours mal léché ».

Si cet homme ne savait pas parler, il connaissait assez bien l'art d'écrire. — l'art d'écrire lorsque l'on a quelque chose à dire. Abauzit — l'illustre Abauzit — n'avait pas dédaigné d'en faire son disciple. Le Sage initia lui-même aux sciences exactes cet ouvrier en orfèvrerie et lui pro-



JEAN-PIERRE BÉRENGER

1737 - 1807

Dessin par Mlle C. B.

(Bibliothèque de Genève)

cura une place de précepteur dans la famille Cramer. Voltaire s'intéressa à lui, loua son éloquence, la précision de son esprit, la forme de ses exposés... Béranger, gauche et froid, ne répondit point aux avances du patriarche de Fernex ; partisan de Rousseau, il ne put surmonter ses préventions contre Voltaire.

Celui-ci, pourtant, soutenait les réclamations du populaire adressées au gouvernement aristocratique de Genève, réclamations qui, en 1770, grâce à Béranger, se font plus pressantes. Réclamations de tout genre, d'ailleurs, et de modes fort divers. A côté de petits écrits rapidement troussés, on rencontre ces *Lettres de Théodore et d'Annette*, roman politique et sentimental, ou cette *Lettre à Jean-André De Luc*, dans laquelle, à propos d'entraves à la liberté du commerce, l'auteur se répand en considérations philosophiques.

L'émeute du 15 février 1770 laissa la victoire au Magnifique Conseil. Exilé, Béranger se retira tout d'abord à Versoix, dans le seul but d'aider deux de ses compagnons d'infortune qui avaient décidé de s'installer dans ce bourg français. Le mariage l'engagea à augmenter ses ressources et il fut s'établir à Calève, au-dessus de Nyon, où — au dire de son ami François d'Ivernois — il tint des pensionnaires¹.

A cette époque Béranger était déjà connu. Thomas, l'académicien, lui avait offert une place de secrétaire d'ambassade que sa modestie lui fit refuser. L'empereur Joseph lui demanda un mémoire qui pût prouver les droits de la maison d'Autriche sur la Suisse, mais il ne consentit point à le rédiger et avisa la République de Berne des propositions qu'il avait reçues.

¹ Notice manuscrite conservée à la Bibliothèque de Genève.

Attiré à Lausanne, Béranger y reprit ses travaux littéraires, suivant de près les événements politiques en quelque pays qu'ils surgissent. La lettre ci-dessous, dont nous possédons l'original, en fait foi. Elle est adressée à un jurisconsulte et magistrat vaudois, Jean-Marc-Louis Favre, à Rolle. Favre, qui fut lié avec la famille Necker et avec l'historien Jean de Muller, possédait une riche bibliothèque où Frédéric-César de la Harpe, l'« Egérie » du czar Alexandre I^{er}, vint souvent s'instruire.

... « J'ai vu hier une lettre de Paris qui parlait de la représentation d'Irène. M. de Voltaire y alla ; une foule de peuple se précipita sur son passage. Il entra au milieu des applaudissements qui se renouvelaient à chaque acte, à chaque scène de la pièce. Un acteur vint ensuite lui mettre une couronne sur la tête et les applaudissements redoublèrent : il la rejeta et dit : « Ah ! mon Dieu ! voulez-vous me faire mourir ? » La toile se baissa, et, quand elle se releva, on vit les acteurs occupés à couronner son buste et l'un d'eux lui adressa des vers qui m'ont paru assez bons et qu'auraient faits M. de Saint-Mars. Tous ces honneurs lui rendront mesquins ceux que ses colons lui préparent à son retour à Ferney : peut-être même lui feront-ils paraître sa solitude moins agréable ; peut-être aussi ce sera le contraire.

« Je viens à un autre objet. Mallet est content de Londres, mais il dit que la crise y est terrible, que l'Angleterre est blessée à mort, qu'il n'y a plus de honte dans la plus infâme corruption, que le peuple est brisé, morne, indifférent ; que les débats parlementaires sont des farces qui font pitié ; que le Lord Abington y a dit, au sujet du traité de la France, que, depuis que l'infâme famille des Stuart avait été chassée, l'Angleterre n'avait pas essuyé un plus grand outrage ; que, parmi les partis qui divisaient le Parlement, il n'y avait de patriote que Milord Rockingham ; qu'on n'y fera la guerre que parce que l'orgueil est blessé et que, dans le fond, on la craint ; que tout y est vendeur et acheteur, et le Roi opiniâtre et borné. Le duc de Richmond fit une assez longue harangue et on n'y répondit. Le noble Lord a 20.000 livres de

rentes en Angleterre ; on ne peut donc douter de son patriotisme, etc...

« Vous pensez bien que cette apparence de guerre a fait faire des réflexions à M. Linguet. Il pense à quitter l'Angleterre, il pense à venir en Suisse et même à s'y faire naturaliser s'il le peut. Je crois que lui et Mallet pourraient bien arriver ici ce mois...

« Lausanne ce 7 avril 1778.

BÉRENGER. »

Linguet, pamphlétaire paradoxal et brillant, auteur de nombreux ouvrages et rédacteur, avant Mallet-Du Pan, du *Journal politique et littéraire*, ne devait pas acquérir de nationalité en Suisse. Revenu en France en 1791, il se prononça contre les idées révolutionnaires et périt sur l'échafaud en 1794.

Lorsqu'il écrivit la lettre que nous venons de reproduire, Bérenger avait encore près de trois années à passer dans l'exil ; l'édit du 10 février 1781 lui permit de rentrer à Genève où il joua dans la bourgeoisie un rôle en vue. Il s'éleva avec véhémence contre Clavière, avec lequel il avait été fort lié mais dont il n'approuvait point l'idée de réunir Genève à la France.

Elu, en 1793, membre de l'Assemblée nationale, syndic en 1796, il était, au dire du résident Desportes, le chef du parti genevois le plus attaché aux Cantons suisses. Il lutta jusqu'à la dernière heure contre l'annexion, s'attirant ainsi la haine de Desportes.

La réunion consommée, il accepta, comme plusieurs de ses concitoyens, de collaborer aux travaux de l'administration du nouveau département français. Nous le trouvons, dès le 8 vendémiaire an VII — 29 septembre 1798, employé en qualité de chef du 5^{me} bureau de l'administration centrale, préposé aux travaux publics, au

commerce et aux arts. Le 24 vendémiaire an viii — 16 octobre 1799, il est nommé chef de la 2^{me} division du 4^{me} bureau, avec 1,600 francs de traitement. L'ancien syndic Esaïe Gase touchait le même salaire comme chef de la 1^{re} division du même bureau.

Béranger ne resta pas longtemps en fonctions. La mort, d'ailleurs, le guettait : il s'éteignit le 23 juin 1807, à l'âge de 70 ans, en son domicile de la rue des Chaudronniers.

Béranger a rédigé un journal encore inédit dans lequel il retrace les événements politiques auxquels il a participé.

Il laissa, d'autre part, derrière lui cette *Histoire des derniers temps de la République de Genève et de sa réunion à la France*, parue en 1801, cri de regret et d'espérance à la fois. « J'aimais ma patrie, je l'ai perdue... mais près de moi je vois toujours son visage », note-t-il.

Malgré les agents secrets qui l'entourent à l'heure où il écrit ces lignes, l'ancien chef du parti helvétique ne craint pas de formuler, treize ans avant le Congrès de Vienne, les vœux des Genevois, et, malgré les baïonnettes, de proclamer la volonté des Genevois de recouvrer leur indépendance.

UN PAMPHLÉTAIRE

A regarder son portrait, rien qui décèle, d'un premier coup d'œil, l'homme d'action ou l'habile politicien. En reproduisant ses traits sur l'émail, le miniaturiste ne s'est pas écarté du genre. Isaac Cornuaud se présente à nous les cheveux poudrés à frimas et le jabot papillonnant sur le gilet à fleurs. Le front large, les yeux clairs, les lèvres légèrement pincées, Isaac Cornuaud semble avoir connu les douceurs d'une vie égale et contemplée avec une philosophie souriante la comédie charmante et le drame effrayant du dix-huitième siècle.

A vrai dire, il s'est trouvé un contemporain — un ennemi — pour railler ce front, ces yeux, ce maintien : « ce front, laboratoire d'où sortent d'ingénieuses préparations », « ce regard, qui arrive à son objet par une ligne oblique », « ce maintien d'un homme rôdant autour de son prochain pour le surprendre ». A rencontrer dans les opuscules du temps les violentes diatribes de Covelle et de Bérenger contre Cornuaud, on se demande pourquoi telle animadversion contre l'homme de la miniature, aux cheveux poudrés à frimas, au jabot papillonnant sur le gilet à fleurs...

Et nous voici lancés dans l'histoire.

Les prises d'armes qui sévirent à Genève au cours du dix-huitième siècle ont retenu l'attention des érudits. Henri Martin, Albert Sorel, d'autres encore, ont voulu voir une analogie entre ces émeutes et la Révolution française. Ils ont affirmé que celle de 1782 peut être con-

sidérée comme la répétition générale des événements qui devaient, en 1789, se dérouler en France. Quelques écrivains royalistes ont même prétendu que la Révolution avait été fomentée en France par des pasteurs et des francs-maçons genevois, désireux d'assurer dans ce grand pays l'avenir du protestantisme ! C'est mal connaître l'histoire du protestantisme et celle de la Révolution. Si plusieurs Genevois, et non des moins capables, chassés de leur pays en 1782, collaborèrent en France à l'établissement de la République, doivent-ils être regardés comme ses auteurs responsables et comme les fauteurs de tous les drames qu'il suscita ? Ils ne me paraissent mériter « ni cet excès d'honneur, ni cette indignité ». Nous devons, cependant, recueillir avec soin tous les renseignements qui ont pu nous être conservés sur les manifestations de la vie publique auxquelles ils prirent part ; si faire se peut, nous devons, à travers les siècles, écouter les explications qu'ils ont laissées ; avant de les jeter sous la guillotine de l'Histoire ou de leur tresser des couronnes civiques, nous devons instruire leur cause, pénétrer l'esprit de leur époque et de ceux qui les approchèrent.

A ce titre-là, les *Mémoires* de Cornuaud sont singulièrement intéressants¹. Sans doute Cornuaud prêche — comme on dit — pour sa paroisse. Mais il fallait entendre ce son de cloche. Cornuaud reste lui-même au cours de sa longue confidence et sa personnalité, âprement discutée de son temps, se dégage avec toutes ses qualités et

(¹) *Mémoires d'Isaac Cornuaud sur Genève et la Révolution de 1770 à 1795*, publiés avec notice biographique, etc., par M^{lle} Emilie Cherbuliez. Introduction de Gaspard Vallette. (Genève, Jullien, 1912, in-8, 792 p. Voir *Semaine littéraire*, 30 nov. 1912.)

tous ses travers. Le lecteur se trouve en face de *quelqu'un*. Le fait n'est-il pas assez rare pour qu'on le signale ?

C'est chose bizarre, d'ailleurs, que la carrière de ce monteur de boîtes. Habile artisan, il ne vit point uniquement à son établi d'horloger. *Robinson Crusoé* et *Gil Blas* sont ses premiers amis ; il cultive l'histoire ancienne, se passionne pour les discours en vers de Voltaire ; Rousseau « forme son cœur et lui fait aimer la vertu, » — ce sont ses propres expressions. Dès 1770. il se préoccupe, comme Béranger, du sort des *natifs*, au nombre desquels il se trouve, de ces familles qui, incorporées depuis plusieurs générations au peuple de Genève, ne peuvent revendiquer des droits de citoyenneté, dont les membres sont exclus des emplois publics et de plusieurs professions, sans être, pour cela, exempts d'impôts.

En 1777, Cornuaud — qui a quitté son premier métier pour devenir teneur de livres — Cornuaud lance une brochure. Le polémiste se révèle ; sa plume s'aguerit rapidement ; les pamphlets se succèdent, alertes, vivants, bien en chair, si on peut dire, suffisamment teints de connaissances juridiques et d'érudition pour porter sur un peuple qui ne se paye pas de mots. « Convaincu que c'est en répétant pendant longtemps les mêmes choses au peuple que l'on opère moralement les révolutions, je me répétais, sous diverses formes, dans une foule d'écrits : c'était presque toujours le même tableau que je mettais sous les yeux des natifs, mais je variaais le cadre et les couleurs. » Ainsi s'exprime Cornuaud. Et il dit juste. Le problème est posé ; la solution est donnée. Il la recherche par mille deductions ingénieuses, opposées, en apparence, les unes aux autres, mais qui, canalisées en quelque sorte par

l'écrivain, le conduisent au résultat qu'il avait lui-même escompté. C'est de l'arithmétique. C'est surtout de la politique.

La politique ! Cornuau ne tarde pas à lui consacrer la plus grande partie de son temps. Pendant plusieurs années, il est le porte-parole quasi officiel de ceux qu'ont séduits ses projets et sa tactique. Le pamphlétaire vigoureux, parfois virulent, est doublé chez lui d'un homme qui sait admirablement se contenir, réserver l'avenir au lieu de le compromettre par une manifestation intempestive, accumuler les preuves, grouper les esprits, unir les forces, jouer avec un parti pour en constituer un autre. Cet homme a l'étoffe d'un chef. Il est remarquable qu'il le soit devenu dans l'une des périodes les plus mouvementées de l'histoire des idées.

En 1780, on comptait à Genève trois factions importantes : celle des *négatifs*, ou aristocrates, celle des *représentants*, ou bourgeois, et celle des *natifs*, dont nous avons déjà parlé. On sait toute la sympathie que Voltaire avait vouée à ces derniers. Plusieurs d'entre eux ayant dû s'expatrier à la suite de la prise d'armes de 1780, le patriarche de Fernex avait pourvu à leur logement, avait tenté de leur aménager des ateliers et s'était déclaré leur protecteur. Il ne dédaigna pas de mettre sa plume à leur service, heureux de saisir l'occasion qui se présentait à lui de railler les « Magnifiques seigneurs Syndics et Conseil ». Il ne craignit pas non plus d'entrer en conciliabule avec quelques-uns d'entre eux et les *Mémoires* de Cornuau décrivent de pittoresque façon ces entrevues. C'est Auzière, monteur de boîtes, introduit tout botté auprès du lit de l'Oracle et recevant de sa main la requête composée pour les natifs. « Faites-leur en lecture,

mais surtout ne me nommez point, recommande le vieux malade. Seulement affectez de dire d'un air mystérieux qu'elle vient de main de maître et d'un protecteur puissant, qui vous vaudra plus que tous les seigneurs médiateurs ensemble. Je connais le peuple : les grands mots lui en imposent : les faibles efforts des raisonneurs sont étouffés par les clameurs de la multitude qu'un sentiment subit et flatteur entraîne. » C'est Mottu, dit La Jonquille, monteur de boîtes, comme Auzière, « âme franche et généreuse », dont la fermeté et le courage plaisent à Voltaire. C'est Pouzait, Rival, Roget, disputant avec le grand homme et se retirant persuadés de l'avoir convaincu. Et c'est tel autre artisan exilé, naïf et spirituel tout ensemble, profondément attaché à la petite ville qu'il a dû quitter, et dont Voltaire, attendri, n'ose sourire.

Pourtant, au sein même du parti des natifs, qui le surnomment le *juge de paix*, Voltaire n'a pas que des amis. On sent fort bien que Cornuaud s'en défie. Il ne le dit pas explicitement mais cela apparaît nettement à la lecture des *Mémoires* : Cornuaud conte les diverses interventions de Voltaire lors de la querelle des natifs, il conte aussi les visites de ses amis à Fernex, mais il ne juge pas, lui si âpre ou si enthousiaste dans ses expressions. Peut-être son abstention a-t-elle une raison d'ordre psychologique. Cornuaud est porté par son tempérament, par ses goûts littéraires, par ses convictions politiques à l'admiration du grand homme. Mais le grand homme est l'adversaire acharné du Conseil de Genève auquel Cornuaud prête, contre la bourgeoisie, l'appui de ses écrits et de ses discours. Pour Cornuaud, Voltaire demeure l'*étranger* et il ne le voit

pas toucher sans appréhension aux bases mêmes de la constitution genevoise. Détail amusant : Cornuaud ne prend réellement parti pour Voltaire que pour défendre en lui... le grammairien ! L'ancien monteur de boîtes fait, à ce propos, une charge à fond contre l'un de ses collègues, graveur en bijoux, passionné de lecture. « Il ne cessait de reprendre les gens, de faire en société des dissertations grammaticales, et chacun sait combien ce genre d'érudition est fatigant, oiseux et insupportable. Il s'occupait aussi à chercher des fautes de construction dans la prose ou les vers de Boileau, de Rousseau, de Voltaire, etc... Il marquait les pages et quand j'arrivais chez lui il me montrait les prétendues fautes qu'il avait découvertes. »

Sans doute ces discussions littéraires entre artisans de la *fabrique* ne réussissaient pas à atténuer la vivacité des débats sur la chose publique. En pourfendant le graveur Bonfils, Cornuaud ne laisse pas, pour cela, le champ libre aux représentants. Il les poursuit à coups de pamphlets ; ses phrases sifflent comme des verges ; ses arguments sont des pierres adroitement lancées. Comme il a, derrière lui, des hommes graves, c'est lui qui l'emporte, le moment venu, et qui voit fuir de Genève ses principaux adversaires.

Parmi ceux-ci se trouvait Clavière, dont l'exil devait, un temps, favoriser la fortune politique. Pour Cornuaud, Clavière est le type du démagogue : pis que cela, il est le *traître*. Ce futur ministre des Finances du royaume de France, puis de la République, avait fait ses premières armes à Genève. Le bannissement de Jean-Jacques avait avivé les passions. Clavière, à peine âgé de vingt-sept ans, s'était placé à la tête des plus chauds

défenseurs du citoyen de Genève et il devait, sans relâche, défendre par la suite les droits de la bourgeoisie. A ses côtés luttèrent des hommes tels que Johannot, qui eut bientôt, comme lui, sa place dans les Corps constitués de la République française, David Chauvet, pamphlétaire incisif et patriote ardent, d'Yvernois, qu'anoblit le roi d'Angleterre, Du Roveray, écarté en 1798, par le traité de réunion de Genève à la France, du droit de devenir citoyen français, à cause de ses « intrigues » en faveur de l'indépendance de sa patrie.

En 1782, après une prise d'armes exceptionnellement violente, les uns et les autres doivent s'enfuir. Les rois de France et de Sardaigne, ainsi que leurs Excellences de Berne, sont intervenus dans les affaires de Genève. Vergennes dicte les conditions auxquelles les « Augustes Puissances médiatrices » consentiront à la pacifier. Il exige l'exil des représentants notoires. Ceux-ci n'attendent pas le verdict ; entre deux et trois heures du matin, ils s'échappent de la ville, sautent dans une barque, puis, pour éviter le brigantin qui leur donne la chasse, gagnent la terre à la nage et de là fuient à toutes jambes vers les frontières de la Savoie, « portant chacun leur petit paquet sous le bras, comme des garçons perruquiers, et tremblants de tous leurs membres ».

La France et l'Angleterre allaient recueillir ces proscrits. Mais Clavière n'oublia pas. Arrivé aux affaires lors de la constitution du cabinet Roland, il persuada aux Girondins que l'occupation de Genève était le seul moyen de rétablir l'égalité politique dans son pays d'origine. Clavière, qui se suicida dans sa prison sous la Terreur, porte certainement une part de responsabilité dans la suppression momentanée de l'antique République survenue en 1798.

Ceux qui le bannirent ne sont pas exempts de blâme. On ne lira pas sans circonspection le récit que donne Cornuaud des événements de 1782. Ce qu'il reproche aux uns, les autres l'en accusent. « Par ses pamphlets, — écrit, en 1783, l'auditeur Jacques Vieusseux à l'un de ses amis, — le sieur Cornuaud, l'écrivain des constitutionnaires, voulait allumer l'incendie. »

L'incendie devait s'achever, avec la Terreur, dans le drame. Cornuaud s'employa à en diminuer l'horreur. L'ascendant qu'il avait conservé sur une partie de ses concitoyens lui permit de rendre service à plusieurs autres. La domination française qu'il avait, comme Clavière, mais plus tard, appelée de ses vœux, ne répondit pas à son attente. Secrétaire de la préfecture du Léman, il eut des démêlés avec le préfet d'Eymar. Il quitta l'administration et reprit ses registres de teneur de livres.

Une existence enfiévrée, une fin tranquille, beaucoup de passion, un fonds de froide raison, de l'honnêteté, de l'astuce, tout se croise et s'enchevêtre dans notre esprit en fermant le livre où Cornuaud consigna, d'une écriture égale, des faits devenus aujourd'hui de l'histoire.

LES AVENTURES D'UN PAIR DE FRANCE

Un faussaire notoire, Jean-Louis Giraud Soulavie, s'avisa, en 1799, de forger de toutes pièces des *Mémoires historiques et diplomatiques* qu'il signa du nom de Barthélemy, « l'un des directeurs de la République française ». L'année suivante, il fit suivre cette œuvre apocryphe d'un supplément.

Soulavie n'en était pas à son coup d'essai. Son imagination, fertile et malsaine, guidait une plume experte, dès longtemps habituée aux besognes les plus dissemblables. Il excellait à faire parler des gens qu'il n'avait jamais vus et avec lesquels il n'eut jamais la moindre relation.

Il eut, à vrai dire, certains rapports avec Barthélemy, rapports singulièrement tendus.

Barthélemy était alors envoyé de la République française près les Cantons suisses¹ et Soulavie lui-même remplissait les fonctions de résident de France près la République de Genève. Barthélemy, honnête homme, modéré dans ses opinions, équitable dans ses jugements, qui devait connaître la plus haute fortune et les plus cruelles déceptions, Barthélemy s'opposa de tout son pouvoir aux intrigues fomentées à Genève par Soulavie. Malheureusement, l'arrestation de ce dernier par son propre gouvernement survint trop tard. La Terreur avait déjà fait son œuvre de mort sur le territoire de l'antique république.

¹ Voir Henri Strœhlin, *La Mission de Barthélemy en Suisse*, Genève, 1900, broch. in-12.

Si le nom de Soulavie se rencontre fréquemment dans la correspondance de Barthélemy, ainsi qu'en font foi ses importants *Papiers* publiés par Kaulek, ses *Mémoires*, que M. Jacques de Dampierre a présentées d'après le texte original, n'en font nulle part mention.¹

Ces *Mémoires* eux-mêmes sont, en somme, fort succincts. Barthélemy y résume en quelques traits sa carrière et ses aventures. Les détails qu'il y consigne font regretter ceux qu'il aurait pu y ajouter, mais tels qu'ils nous sont offerts, reliés entre eux par le fil de l'histoire et de la politique, ils constituent un roman vécu du plus grand intérêt.

Le style en est à la fois amer et touchant. Les quelques lignes de préface sont émouvantes. Elles débent ainsi : « A Hambourg, octobre 1799. — J'arrive de ma déportation à Cayenne. Deux motifs m'engagent à écrire ces notes. Premièrement je veux faire connaître quel homme était Le Tellier, autrefois mon valet de chambre, que j'ai perdu cette année dans la traversée de la Martinique en Angleterre. » Tout Barthélemy est dans ces mots. Cet hommage rendu à ce valet de chambre devenu l'ami place ses *Mémoires* sous les auspices de la reconnaissance.

C'est assez rare et c'est très beau.

. . .

Il n'y a pas que cela dans l'ouvrage édité par M. de Dampierre. Il n'y a pas que le récit des dangers courus avec quelques déportés dans la Guyanne française. Il y a le bilan d'une vie.

¹ Paris, Plon, 1914, in-8°. Lire dans cet ouvrage, Rengger au lieu de *Renggnier* ; Steiger, au lieu de *Steigner* et Kilchsperger, au lieu de *Kilchspergner*.

Celle-ci fut tôt orientée par l'abbé Barthélemy, l'auteur du fameux *Voyage du jeune Anarcharsis en Grèce*. L'abbé Barthélemy, spirituel, influant, dictant le goût de la maison de M. de Choiseul et nommé par le duc — devenu ministre — secrétaire général des Suisses et Grisons au service du roi. l'abbé Barthélemy avait en pitié son frère aîné qui, demeuré dans le domaine familial d'Aubagne, en Provence, se débattait contre les difficultés que lui suscitait l'éducation de ses quinze enfants.

François, le septième, fut mandé par l'abbé ainsi que plusieurs de ses frères. Tandis que l'un d'eux, André, prenait l'habit ecclésiastique, qu'Anicet se vouait au commerce où il devait parvenir à une situation considérable, François débutait à vingt-et-un ans dans la diplomatie en qualité de secrétaire d'ambassade en Suisse. Premier secrétaire à Vienne, puis chargé d'affaires à Londres, il était ambassadeur de France en Suisse lorsqu'éclata la journée du Dix-Août.

Barthélemy rapporte, à cette date, son angoisse, son incertitude, ses indécisions. « Sans doute, écrit-il, je devais de la reconnaissance au Roi ; ses malheurs m'arrachaient des larmes de sang et redoublaient mon attachement pour lui. Mais j'avais un oncle à qui je devais une reconnaissance bien plus vive ; c'était pour moi plus qu'un père. Je le perdais si j'émigras. »

Si l'on ne peut dire que Barthélemy demeura fidèle à la personne royale, il ne fut point conquis par la Révolution. Il s'efforça, au contraire, d'en atténuer les effets. La tâche était particulièrement difficile en Suisse où le massacre des Tuileries avait provoqué un sursaut d'horreur. Très habilement, Barthélemy se destitua lui-même, ainsi qu'il l'écrit, de sa charge d'ambassadeur et refusa de

présenter les lettres de créance qu'après le roi la République lui conféra. « Vous exigeriez de moi que je présente aux Cantons éplorés ces lettres encore toutes dégoutantes du sang de leurs compatriotes massacrés ? mandait-il au ministre Le Brun. Non, je ne les présenterai point ! »

Pourtant Barthélemy ne quitta point la Suisse. Il y resta à titre officieux et sut renouer de manière fort adroite les liens rompus entre la France et la Diète helvétique. Son talent de diplomate lui permit, en 1794, d'empêcher une rupture définitive entre la République de Genève et les Cantons, qui avaient constaté avec regret les excès révolutionnaires commis à sa frontière par une ville alliée.

Mis au courant des événements par un magistrat genevois, Barthélemy lui répondit par cette lettre diplomatique conservée aux Archives de Genève (P. H. 5409) :

à Baden, le 11 Thermidor an 2

29 Juillet 1794.

Citoyen,

Je vous remercie de l'attention que vous avez bien voulu avoir de m'instruire de la grande crise qui vient d'avoir lieu dans votre ville. Je suis par devoir et par sentiment trop attaché aux intérêts de votre République pour que je ne souhaite pas ardemment que rien ne trouble sa tranquillité et son bonheur. Je ferai surtout constamment auprès des deux Cantons¹ les démarches que votre gouvernement estimera propres à lui conserver leur affection et leur bienveillance.

Agréez, Citoyen, tous les sentiments de mon inviolable dévouement.

BARTHÉLEMY.

La considération dont jouissait Barthélemy ne tarda pas à faire de sa légation le centre des relations diploma-

¹ Berne et Zurich.

tiques de la France. Barthélemy se plaint à juste titre, semble-t-il, d'avoir été en Suisse « au travail le plus forcé ». Entouré d'un personnel très zélé pour la République « mais fort paresseux pour son service ». Barthélemy travaillait dans sa charmante résidence de Baden de six heures du matin à onze heures du soir, sans autre interruption que les repas et une heure de promenade au coucher du soleil.

Si, dans une large fresque, l'on peignait la paix de Bâle de 1795, la figure de François Barthélemy y apparaîtrait au premier plan. Son ambassade en Suisse fut la pierre de touche de ses capacités. Accueilli avec froideur par le corps helvétique — mais accueilli — Barthélemy fut, de 1792 à 1795, le seul ambassadeur représentant à l'étranger la France de la Révolution. Ses résidences de Baden et de Bâle devinrent le centre des relations qu'elle s'efforçait d'entretenir ou de reprendre, d'une façon occulte, avec les autres gouvernements. En 1795, la paix avec la Prusse, celle avec l'Espagne et l'échange de la fille de Louis XVI contre les représentants détenus par l'Autriche donnèrent à l'ambassade en Suisse une importance capitale que le dernier volume des *Papiers de Barthélemy*¹ met particulièrement en relief.

Barthélemy, pour la France, le comte d'Yriarte pour l'Espagne, poursuivirent de façon quelque peu romanesque les négociations dont ils étaient chargés. Leurs demeures étaient voisines, mais, comme il importait que leurs rencontres fussent secrètes, c'était en longeant les vignobles qu'ils échangeaient leurs notes diplomatiques, ainsi que des amoureux glissent leurs billets au travers des haies.

¹ Tome VI, publié par A. Tausserat-Radel (Paris, 1910, in-8°).

Certain soir, la haie même qui séparait les deux ambassadeurs fut abattue : Yriarte, enveloppé d'une cape espagnole, lanterne sourde au poing, passa chez le voisin où l'instrument du traité fut signé. « Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la République française et le Roi d'Espagne », portait-il en son article premier. Dans un article secret, la France s'engageait à remettre au roi d'Espagne la fille de Louis XVI, dans le cas où la Cour de Vienne refuserait de s'en charger. Tel ne fut pas le cas et les *Papiers* reproduisent toutes les pièces relatives à l'échange de Madame Royale. Le bourgmestre de Bâle, Burckhardt, servit d'intermédiaire entre les représentants de la France et de l'Autriche. Le 27 décembre, « la fille du dernier roi des Français » fut remise au prince de Gavre. Quant aux otages enfin libérés, ils entrèrent à Bâle, où une foule considérable les reçut aux cris de « Vive la République ! » Reber, propriétaire de la maison dans laquelle l'échange fut effectué, et Burckhardt reçurent de précieux souvenirs des deux gouvernements. En 1811, le même Burckhardt fut appelé à la présidence du Directoire helvétique.

Le bon artisan de la paix qu'était Barthélemy fut appelé par le vœu du Corps législatif à siéger au Directoire. Après quelques hésitations, il accepta sa nomination, la mort dans l'âme et par dévouement. Il espérait pouvoir servir, avec les intérêts de la France, ceux de la Suisse à laquelle il était profondément attaché. « Hélas ! écrit-il dans ses *Mémoires*, que cette erreur a été d'une courte durée et pour elle et pour moi ! »

Ses collègues du Directoire virent immédiatement en lui l'ennemi. Ne lui avaient-ils pas fait tenir à maintes reprises des instructions qu'il avait éludées ? dicté une

ligne de conduite qu'il n'avait pas suivie ? Dès les premiers jours de son arrivée au pouvoir exécutif, Barthélemy sentit « que ces misérables le puniraient cruellement du malheur d'être assis à côté d'eux. »

« Ces misérables »... Le nouveau directeur assista à maintes séances où le caractère de Barras, de Reubell, de La Réveillère-Lépeaux et même de Carnot s'offrit à lui sous un aspect navrant. La grossièreté et la cupidité de Reubell, la fatuité, l'ignorance et la fausseté de Barras, le plat bavardage de La Réveillère et son hypocrisie, ces hommes et ces vices sont stigmatisés avec véhémence par Barthélemy. Veut-on connaître ses définitions ? Barras : un escroc ; Reubell : un boucher ; Carnot : un tigre apprivoisé ; La Réveillère : un fanatique méchant.

* * *

Le 3 septembre 1797 au soir, Bailly, membre du Conseil des Cinq-Cents, « homme fort estimable », accourut auprès de Barthélemy et lui signala le plan formé contre lui et contre Carnot par Reubell, Barras et La Réveillère. On parlait d'une arrestation certaine, d'un assassinat probable. Fuir ? Carnot, on le sait, réussit à s'évader et trouva à Genève son premier asile¹. Barthélemy, plus confiant et moins alerte, fut arrêté au Luxembourg, dans sa chambre à coucher, le 18 fructidor — 4 septembre à une heure du matin. Le 22, il était incarcéré sans jugement à la prison du Temple.

D'autres que Barthélemy furent jetés avec lui dans le trop célèbre cachot. La conspiration imaginée par les jacobins pour anéantir l'opposition fut le prétexte de l'arrestation d'un certain nombre de membres du Corps

¹ *De la Terreur à l'Annexion*, p. 245 et suiv.

législatif. Aux prisonniers vint se joindre volontairement Le Tellier, décidé à suivre Barthélemy où il le faudrait, fût-ce à la mort. Le 23 fructidor, à l'aube, quinze d'entre eux, seize avec Le Tellier, montent dans les cages de fer construites naguère pour Babeuf et ses complices. Et le sinistre voyage, ce voyage dont ils ignorent le but, commence. A Orléans, les prisonniers reçoivent quelques nouvelles de leurs familles par une femme distinguée et courageuse, M^{me} Thoinett, qui n'a pas hésité à se faire balayeuse aux prisons pour aider les déportés. Partout ailleurs, le convoi passe au milieu des imprécations et des injures ; il atteint Rochefort, le jour de la fête de la République, couvert d'outrages et sans cesse menacé.

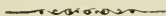
Il faut renoncer à décrire la pénible navigation que la *Vaillante* eut à effectuer de Rochefort à Cayenne. Le récit de Barthélemy est tout-à-fait intéressant. Les déportés ne connurent quelque adoucissement au régime de leur cale que le jour où l'attention de l'équipage fut détournée par le partage d'une cargaison portugaise. Une chaleur intolérable, une méchante nourriture que vint trop rarement relever la chair des poissons volants, tout contribuait à rendre la traversée pénible. A Cayenne même, puis à Sinnamari, où il fut interné, Barthélemy et ses compagnons d'infortune souffrirent de leur inexpérience en matière de colonisation. « Il y avait tels d'entre nous qui eussent troqué tout le droit public de l'Europe et toute une science militaire et administrative contre la force et l'adresse nécessaires pour construire et gouverner un canot. »

A défaut de force et d'adresse, plus d'un déporté conservait de l'énergie et put, après d'émouvantes péripéties, gagner en pirogue la Guyane hollandaise.

C'était le salut ! Salut chèrement acheté. Le Tellier, qui avait été l'ami valeureux et fidèle, succomba à la suite d'hémorragies. Barthélemy ne se consola point de cette perte ; d'autres deuils et de lugubres souvenirs l'empêchèrent, malgré les honneurs qui l'attendaient encore, de voir sa vie nouvelle sous un heureux aspect. Les déceptions avaient tué en lui les espérances et la tristesse du passé étendait son ombre sur le présent.

Nommé sénateur par le Premier Consul, il signa, comme président du Sénat, la déchéance de l'empereur.

« Enfin le roi arriva. » Barthélemy fut comblé. Pair de France et ministre d'Etat, il fut créé marquis, mais ces dignités tardives n'effacèrent en lui ni l'amertume ni la douleur.



Autour de la Révolution

DANTON ET LES GENEVOIS

Pendant les quelques années, si émouvantes à tant d'égards, qui précédèrent l'annexion de Genève à la France, résolue en 1798, les Genevois soupesèrent avec anxiété la sympathie ou l'antipathie que leur vouaient les hommes les plus en vue de la Révolution. Les démarches de leurs envoyés à Paris sont typiques ; la correspondance de ces envoyés permet de les suivre dans leurs visites à tel conventionnel, dans leurs audiences avec tel magistrat et dans la course aux ministères qu'ils se virent obligés d'entreprendre.

A Genève, où chacun se tenait à l'affût des nouvelles, on connaissait les intentions des Girondins ; à l'instigation de Clavière — ce Genevois qui, chassé de son pays en 1782, occupait, dix ans plus tard, la haute charge de ministre des Contributions de la République française — les Girondins n'avaient-ils pas laissé entendre qu'ils réduiraient la petite cité et son gouvernement aristocratique ?

Clavière et ses partisans rencontrèrent, cependant, au sein même des assemblées où ils délibéraient, une opposition à leur projet. Si les Genevois apprenaient, certain jour, qu'un ministre lançait l'interdit contre eux, ils constataient avec satisfaction, le lendemain, que tel autre paraissait disposé à les soutenir.

Il leur fallut bien se rendre compte, dès le mois de septembre 1792, que leurs adversaires avaient pris le dessus au sein de la Convention. L'arrivée à Genève des troupes bernoises et zuricoises — appelées, à toutes bonnes fins, par le gouvernement genevois — était considérée, à Paris, comme une violation des traités. Le résident de France quitta la place. Le 29 septembre, le général Montesquiou, dont l'armée opérait alors en Savoie, reçut l'ordre d'occuper Genève, et, dès les premiers jours d'octobre, il investissait le territoire genevois, sans pénétrer, cependant, dans la ville.

Les mesures ordonnées par le Conseil exécutif provisoires furent soumises à la Convention. L'un de ses membres, Guadet, qui devait succomber, peu après, dans la tourmente, s'écria à ce propos : « Deux partis se partagent Genève : le populaire qui veut l'égalité, et le parti aristocratique. Pressez-vous d'annoncer que vous ne voulez pas garantir l'oppression des aristocrates envers les amis de la liberté. » Encore que Guadet fût de ses ennemis les plus acharnés — il demanda sa tête — Danton surenchérit : « Ce n'est pas assez de ne pas faire un traité avec l'aristocratie, il faut encore stipuler un traité populaire.¹ »

Si l'idée de la révolution européenne hantait l'esprit de certains conventionnels, un grand nombre d'entre eux n'osaient prévoir une incursion militaire de la France dans les affaires politiques de ses voisins. Brissot lui-même. Brissot, qui avait déclaré avec emphase que la Révolution devait se faire à Genève sous peine de rétrograder en France. Brissot, qui rêvait d'entourer ce pays

¹ V. André Fribourg, *Discours de Danton*, p. 759.

d'une ceinture de républiques démocratiques, demanda au Conseil exécutif d'exiger l'évacuation de Genève par les troupes suisses, « en respectant néanmoins la neutralité et l'indépendance de son territoire. »

Danton n'admit point ces réserves. Il ne voulut pas que la France s'interdit d'occuper Genève si cela devenait « absolument indispensable » en cas de guerre avec le « peuple helvétique ». « Certes, s'écria-t-il, quoique Genève ne soit qu'une république en miniature, je respecte autant son indépendance et ses droits que ceux du peuple le plus puissant, mais elle a rompu elle-même les traités qui garantissaient sa neutralité et il a été reconnu dans le Conseil exécutif qu'il pouvait y arriver des circonstances où nous ne pourrions nous dispenser d'occuper son territoire. »

Ces paroles se trouvent rapportées dans le *Moniteur* : le *Courrier des 83 départements* ajoute que Danton ne trouva pas le projet de décret suffisamment développé en ce qui concernait « les entraves mises à la liberté des Genevois par le traité de 1782. »

Ce traité, ou plutôt cet édit, dicté à Genève, après ses luttes, par les puissances médiatrices, avait singulièrement rogné les droits de la bourgeoisie ; Danton, adepte du principe intégral de la révolution européenne, ne pouvait en réclamer le maintien et Clavière, qui en avait été la victime, opinait dans le même sens que le chef des Jacobins.

La chute du gouvernement aristocratique ne devait pas tarder à se produire : le 28 décembre 1792, le peuple s'arrogeait les droits que lui refusait le Conseil. Auparavant, ce peuple donna à l'Europe une belle leçon de patriotisme : s'unissant aux magistrats mêmes qu'il

combattait, il se refusa à accepter l'immixtion de Montesquiou dans ses affaires, et les batteries de ce général, dressées contre celles que commandait, sur les remparts de Genève, Fréd.-Guill. Maurice — futur maire de l'Empire — renoncèrent à entrer en action. Montesquiou signa un traité stipulant le retrait de l'armée française dans le cas où les troupes suisses regagneraient les cantons.

Deux mois plus tard, les Genevois renversaient leur gouvernement et se lançaient à pleines voiles dans la Révolution. C'est à ce fait, sans doute, qu'ils durent la bienveillance que leur témoigna Robespierre : dans un important rapport présenté, en 1793, à la Convention, le « tyran » blâma ouvertement les intrigues fomentées en vue de brouiller les Cantons suisses et Genève avec la République française, intrigues dont le principal instigateur n'était autre, cependant, que l'ex-abbé Soulavie, nommé à la résidence de France par la grâce de Robespierre lui-même.

LA CROISADE DES POMMES DE TERRE

Une petite fleur blanche épinglée sur la poitrine d'un roi, l'escalade d'un mur de clôture par quelques curieux et, surtout, l'honnête figure du pharmacien Parmentier, la pomme de terre nous rappelle tout cela. Nous enseignerons à nos enfants comment Louis XVI tenta de la populariser, comment le badaud essaya d'en goûter et comment un économiste sans le savoir voulut l'acclimater en France. La pomme de terre a triomphé, mais Louis XVI, Parmentier et les malfaiteurs du jardin du roi n'ont pas vaincu tout seuls. Il est juste d'inscrire au livre d'or de l'histoire ceux qui leur prêtèrent un concours désintéressé, même s'ils s'y trouvent inscrits déjà sous quelque autre rubrique.

En France, un décret du 24 nivôse an II (13 janvier 1794) ordonna aux autorités constituées d'user de tous les moyens en leur pouvoir pour engager les cultivateurs à planter, « chacun selon leurs facultés, une portion de leur terrain en pommes de terre ». Les représentants du peuple en mission dans les départements du Finistère, du Morbihan, des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Villaine furent tout spécialement chargés d'ordonner une culture qui devait parer à la disette menaçante. Un mois plus tard, le comité de Salut public arrêta que le ministre de l'Intérieur ferait planter des pommes de terre « dans les carrés du jardin du Luxembourg ».

Les Genevois avaient déjà expérimenté ce que le comité de Salut public ordonnait. A l'instigation d'un horloger, Jean-Bénédict Humbert, la population ouvrière

de Genève se vouait à la plantation des « tuffelles ». Humbert avait séjourné en Angleterre ; il y avait acquis la conviction que la pomme de terre était le mets économique par excellence et, dès 1789, appuyé par Merle d'Aubigné, il les recommandait à ses concitoyens ⁽¹⁾. Au lendemain de la révolution genevoise de 1792, Humbert fit une place d'honneur aux tuffelles dans la feuille qu'en imitation des *Contes du père Duchêne*, le fameux pamphlet parisien, il publiait à Genève sous le titre de *Contes du fils Duchêne*. Moins sanguinaire que le père, le fils *Duchêne* ne lui cédait en rien sous le rapport de la grossièreté, mais, dans des lignes au style... bizarre, il se trouve des conseils exprimés avec saveur par le « péclotier sans-culotte ». Il écrit : « Pour que vous ne disiez pas que Duchêne vous a promis plus de beurre que de pain, il vous exhorte au courage et la persévérance ; car la terre est comme les Bulgares : il faut la mâtiner pour en tirer quelque chose ; on n'accroche rien d'elle qu'en lui arrachant. Il faudra observer en labourant de bien retourner la motte, de manière que le gazon soit dessous, et la hacher en tranches minces ; ça fatiguera moins vos bras de péclotier et la besogne n'en sera que meilleure ».

A Genève, comme en France, la question des approvisionnements primait toutes les autres. Accusé, lui, sans-culotte, d'avoir préconisé le concours d'un aristocrate pour obtenir des subsistances de la part des Cantons suisses, Humbert plaida sa cause en trois mots : « Qu'on se fasse tuer d'un coup de canon ou de cimeterre en défendant sa cause, j'en suis ; mais mourir de faim, c'est trop

(1) *Journal de Genève*, nos des 9 et 13 janvier 1790.

long. » Et il se moqua des fanatiques qui estimaient « qu'un homme libre devait crever d'inanition plutôt que d'employer un aristocrate à l'approvisionnement ».

Humbert faisait partie du comité d'administration que la révolution de 1792 avait mis en lieu et place des syndics et Conseil. C'est, en grande partie, grâce à son influence que l'on décida de partager entre les familles de la population ouvrière les tranchées des fortifications. Des jardinets furent tracés et les horlogers, délaissant l'établi, plantèrent et arrosèrent. Leur travail en commun ne manquait pas de pittoresque. Les bourgeois l'allaient voir par distraction. « Ça aurait été — note J.-G. Prevost — un tout à fait joli spectacle de voir travailler tous ces hommes qui se faisaient aider de leurs femmes et de leurs enfants, si ce n'eût pas été l'heure du sermon ⁽¹⁾. »

Et vous, citoyen Prevost, où étiez-vous donc à cette heure ?

Les laboureurs improvisés ne se faisaient pas faute d'empiéter sur les terrains et les chemins avoisinants, et les commissaires avaient peine à faire respecter les limites. De temps à autre, Humbert passait, accueilli par des « avouées » ; il conseillait, interrogeait, paternel et gouailleur, et enregistrait avec satisfaction les acclamations des travailleurs en bonnets rouges : « C'est cent fois plus drôle qu'au cercle et ça ne coûte rien ! » Et après avoir constaté que tous ces péclotiers retournaient les mottes, « gais comme des pinsons », Humbert regagnait la maison de ville. En 1794, il fut nommé syndic. On l'appela « le syndic des pommes de terre ». Il l'avait bien mérité.

(1) Galiffe, *D'un siècle à l'autre*, tome I. p. 338.

Peut-être ce surnom ne fut-il pas pour lui déplaire ; un autre que lui, plus illustre, ne l'eût pas dédaigné. Je veux parler de Pestalozzi. Pestalozzi, à qui l'Assemblée législative avait décerné le titre de citoyen français, voulut se rendre utile à sa nouvelle patrie et rédigea sur la pomme de terre un curieux mémoire conservé au Musée pestalozzien de Zurich. ⁽¹⁾ Prêchant une croisade en faveur des pommes de terre, il demanda que le meilleur poète composât un chant national à la louange de leur culture, qu'on les dénommât *plantes du salut public* ou *plantes de l'indépendance* et il proposa l'institution d'une fête nationale appelée *fête de la pomme de terre*. Debout citoyens, s'écriait-il, debout pour la culture des pommes de terre ! Il faut que la masse du peuple comprenne toute l'importance de cet objet et qu'elle en vienne à considérer la récolte même de l'engrais comme un honneur patriotique. « Il faut que la fille du sans-culotte n'éprouve pas plus de gêne qu'une paysanne suisse à porter la tinette d'engrais de sa demeure au champ de pommes de terre. »

Ainsi le tubercule s'associa-t-il à la Révolution. Il a suscité tous les enthousiasmes, il a côtoyé la gloire, il a été un symbole, mais il n'a pas satisfait tous les appétits, et, toujours en robe grise, il se terre au creux des mottes, bizarre, bourru et bienfaisant².

⁽¹⁾ Guillaume, *Etudes révolutionnaires*, 2^e série, p. 459.

⁽²⁾ *Journal de Genève*, 11 avril 1910.

Le 15 avril 1793, au matin, le président du comité d'administration de Genève — l'un des deux organes du gouvernement révolutionnaire — recevait la visite du citoyen Delhorme, chargé d'affaires de la République française. Delhorme exposa au président Janot qu'un libelle injurieux pour le pays qu'il représentait venait d'être lancé et il lui demanda d'en faire interdire la vente et la distribution sur le territoire genevois. L'opuscule en question était intitulé : *Adresse de quelques parents des militaires savoisiens à la Convention nationale des François*. Imprimé à Chambéry, « chez Curtet, imprimeur de l'Assemblée provisoire », il s'était très rapidement répandu ; Chaulmontet, procureur-syndic du district de Carouge, l'avait signalé à Delhorme dans une lettre que ce magistrat déposa en mains du gouvernement genevois. « C'est un écrit criminel, affirmait le procureur de Carouge, détracteur des principes de la Révolution et calomniateur de la réunion de ce département — (celui du Mont-Blanc) — à la République française. » Et il le dénonçait comme susceptible de « semer le désordre » dans le pays.

A cette époque, et alors même qu'elle fût « révolutionnée » dès le mois de décembre 1792, Genève était fréquemment accusée de favoriser les manœuvres contre-révolutionnaires. Sur l'avis de Chaulmontet, Delhorme avait donc demandé au gouvernement genevois l'interdiction provisoire de l'adresse. Un arrêté de Hérault, représentant du peuple, député par la Convention au

département du Mont-Blanc, vint appuyer sa requête. Par cet arrêté, Hérault sommait Delhorme de faire saisir à Genève tous les exemplaires imprimés et, si possible, le manuscrit du libelle : il désignait plus spécialement à son attention les libraires Barde et Manget, qui possédaient l'une des grosses maisons de la place.

Cette brochure de 51 pages porte, pour épigraphe, ce vers de Juvénal :

*...Erant qui libera possent
Verba animi proferre...*

L'auteur y développe ses opinions sur les « calamités » qui menacent l'Europe entière et le duché de Savoie, en particulier, « depuis qu'on l'a peuplé de soldats-citoyens, de clubistes bien élevés, de bateleurs politiques, de janissaires polis qui forcent la soumission à la liberté de mourir de faim et à la nécessité de ne plus croire en Dieu » : il plaide la cause des jeunes Savoisiens demeurés au service du roi de Sardaigne et qu'un décret classait au nombre des émigrés ; il fait valoir les considérations qui, à son sens, militent en faveur du maintien de l'ancien régime en Savoie, et il ajoute avec mélancolie : « Nous tremblons que ce ne soit pour nous un tort d'avoir raison. »

Les comités provisoires de Genève, qui avaient succédé aux Magnifiques seigneurs syndics et Conseil, ne pouvaient que faire droit aux réquisitions des autorités françaises. Acquis à la Révolution, ils espéraient, en flattant leur puissante voisine, obtenir des avantages pour leur petite patrie. Ils décidèrent donc de prendre les mesures qui leur avaient été indiquées, à la condition, toutefois, que la France userait, cas échéant, de réciprocité et que, conformément à un ancien usage, la

valeur des exemplaires saisis serait remboursée par la nation requérante. Un auditeur fut chargé d'exécuter la décision du Comité auprès de « tous libraires et colporteurs. »

Les mesures de ce genre devaient se succéder mais la calomnie ne désarma pas et. aux yeux de beaucoup, Genève, précédemment accusée par les ministres du roi d'être un foyer d'insurrection, devint, pour ceux de la République, un repaire d'émigrés.



UNE SÉANCE DES COMITÉS RÉVOLUTIONNAIRES GENEVOIS
EN 1794

Les registres du Comité d'administration et du Comité de sûreté qui remplacèrent à Genève, en décembre 1792, le gouvernement constitutionnel, ne mentionnent pas la lettre que nous reproduisons ci-dessous¹. Elle est cependant classée, aux Archives de l'Etat de Genève, sous cote P. H. 5376, et nous verrons que s'ils n'en prirent pas connaissance, les Comités eurent cependant à se préoccuper de son objet.

Carouge, ce 8^e pluviôse de l'an second de la
République française une et indivisible.

*Le Comité de surveillance révolutionnaire du district
de Carouge (2) aux citoyens Présidents et Membres
du Comité d'Administration de la République de
Genève.*

Citoyens !

La République française, ayant décrété que les cloches qui avaient servi jusques à présent de signal de ralliement au fanatisme seraient converties en canons et en mortiers pour foudroyer tous les ennemis de la Liberté du genre humain, a dû présumer que ce décret ne tarderait pas à être mis en exécution par les districts dont les habitants sont le plus affranchis de préjugés.

Celui de Carouge se glorifie d'être de ce nombre et c'est pour en convaincre la Convention nationale qu'il s'est hâté de faire passer dans les fonderies de la République ces métaux dont la plus prompte conversion en bouches à feu portera l'épouvante et l'effroi chez tous les tyrans

(1) Voir *La Révolution française*, t. LVII, p. 364.

(2) Département du Mont-Blanc.

coalisés. Vous n'êtes pas de ce nombre, citoyens Genevois ; au contraire, votre amour pour la Liberté nous fait voir en vous des frères dont le but est le même que le nôtre, quoique nous y tendions par des routes et des moyens différents ; cependant, il semblerait que vous avez oublié pour un instant cette vérité, car, en arrêtant nos cloches pour percevoir la finance du transit sur votre territoire, vos exacteurs n'ont sans doute pas compris qu'ils nous privaient par ce retard de l'avantage de faire preuve de notre célérité d'un côté, et, de l'autre, de faire fabriquer à un peu meilleur compte des instruments qui doivent vomir la foudre et frapper de mort nos ennemis communs.

Nous ne nous permettrons pas le moindre reproche, mais nous sommes persuadés que ces légères observations seront favorablement accueillies de vous, citoyens administrateurs, qui, sans doute, êtes aussi jaloux que nous des succès de la République française, puisqu'il n'en est aucun qui ne tende, en même temps, à l'avantage de la République genevoise.

Nous vous saluons fraternellement.

J. ANTHONIOZ, *président*.

J. BARRACHIN l'aîné, *secrétaire*.

Cette lettre est datée du 8 pluviôse an II, qui correspond au 27 janvier 1794.

Les Comités délibérèrent le même jour, en assemblée plénière, sur une requête du citoyen Ducloux, qu'elle avait nommé, huit jours auparavant, — exactement le 20 janvier. — président de la Chambre de commerce. Ducloux demandait à l'Assemblée si elle avait l'intention d'exiger un droit de transit sur les cloches que le gouvernement français envoyait du département du Mont-Blanc dans celui de l'Ain, en utilisant le territoire de la République de Genève. L'Assemblée, à laquelle la lettre du district de Carouge ne semble pas avoir été communiquée, décida de ne pas réclamer le droit habi-

tuel. Elle passa, du reste, fort rapidement sur cet objet, car d'autres, plus importants, devaient lui être soumis.

Dans cette séance, en effet, les Comités s'occupèrent des désordres qui avaient eu lieu, le 22 janvier, dans le district de Jussy. Une troupe de 300 Montagnards — un club politique de ce nom existait à Genève — s'était dirigée du côté du village de Jussy où elle avait mis au pillage les châteaux du Crest et de la Gara et arrêté leurs propriétaires. Micheli, ancien syndic de la garde, et Labat. En traversant le village de Chêne, quelques individus avaient avisé un tonnelier nommé Burdet qui, malgré leurs menaces, s'était refusé à changer son bonnet blanc contre un bonnet rouge. Burdet avait été fusillé sur-le-champ. ⁽¹⁾

Les écrits révolutionnaires dénomment Jussy « la Vendée genevoise ». Le fait est que les Comités, sur le rapport de l'ex-pasteur Gasc, décrétèrent que tous les châteaux existant sur le territoire de la République de Genève seraient réduits à l'état d'une maison ordinaire, que leurs fossés seraient comblés et leurs ouvrages de fortification anéantis.

Dans cette même séance du 27, les Comités prirent encore connaissance d'une requête de la veuve de Burdet : elle réclamait l'exhumation du défunt, « mis en terre sans bière et à trop peu de distance de la surface pour qu'elle ne puisse se promettre qu'il ne soit pas déplacé ». Les fins de la demande furent accordées. Les Comités, quelque révolutionnaires qu'ils fussent, désavouèrent le meurtre commis par les Montagnards. L'auditeur Vignier fut commis pour assister à la sépul-

⁽¹⁾ Sur l'expédition de Jussy, voir notre ouvrage *De la Terreur à l'Annexion*, p. 44 et 45.

ture régulière de Burdet et des experts furent chargés d'examiner ses blessures et d'en déterminer le nombre. Vouan, Coutarel et Borel, qui paraissaient plus particulièrement compromis, furent arrêtés. Deux d'entre eux furent condamnés à quelques mois de prison domestique, le troisième fut exilé. Quant à Micheli et à Labat, dont les biens avaient été pillés, ils furent acquittés et indemnisés.

Les Comités issus de la Révolution genevoise tentèrent souvent d'en modérer les excès. Ils favorisaient la fonderie des cloches et votaient le démantèlement des forteresses, mais ils essayaient de protéger les vies humaines. Ils ne réussirent pas toujours et le gouvernement constitutionnel qui leur succéda immédiatement assista, sans avoir l'autorité nécessaire pour les réprimer, aux actes de la Terreur genevoise.



PALLOY ET LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE

Les Archives d'Etat de Genève conservent, sous la cote P. H. 5398, une lettre du « patriote » Palloy adressant au Sénat *[sic]* de cette République une pierre de la Bastille.

Pierre-François Palloy, qui avait pris part à l'attaque de la forteresse, était entrepreneur; il fut chargé de sa démolition. On sait qu'avec les matériaux provenant de ce travail il fit nombre de plans et de modèles de la Bastille, des bustes de révolutionnaires en vue, etc... Palloy — communément appelé « le patriote Palloy » — adressa ces ouvrages non seulement à l'Assemblée nationale¹, aux départements, aux ministres et aux députés, mais à Louis XVI lui-même qui, assure Michaud dans sa *Biographie universelle*, les lui paya fort bien.

Après avoir effectué ses envois en France, Palloy en fit au-delà de la frontière.

Il accompagna de la lettre suivante celui qu'il destinait à la République de Genève :

Paris, le 24 vendémiaire, l'an 3^e
de la République française une et indivisible
LIBERTÉ — ÉGALITÉ

Palloy aux citoyens du Sénat de Genève ².

Républicains.

Recevez, par l'organe de votre envoyé près la République française, l'hommage de Palloy; vous ne la dédaignerez pas, sans doute. Le motif qui le porte à vous faire cette offrande est bien naturel. Genève vit

¹ Archives Nationales, C. 298, 1-2.

² Cette adresse, qui ne correspondait pas à l'organisation politique de Genève, visait évidemment les Syndics et Conseil.

naître Jean-Jacques Rousseau ¹ ; c'est dans cette ville qu'il cultiva les sciences : forcé de s'expatrier par l'aristocratie qui régnait alors, il vint en France, espérant y être à l'abri des persécutions ; mais il y trouva des persécuteurs. Au milieu de ses ennemis, il s'occupa des grands intérêts du peuple ; son *Emile* et son *Contrat social* sont des chefs-d'œuvre de la nature qu'il laissa en mourant.

C'est sur son *Contrat social* qu'est basée la déclaration des Droits de l'homme, droits naturels et sacrés que tous les peuples de l'univers doivent admirer. Genève régénérée ne verra pas avec indifférence cette première loi que le Peuple français a sanctionnée.

Représentants du Peuple genevois, acceptez cette déclaration populaire placée sur un débris des cachots de la Bastille ; vous verrez dans l'un une parcelle du monument où la tyrannie et le despotisme embastillaient les hommes de lettres, ceux qui dévoilaient les absurdités d'une religion régie par les hommes et non circonscrite comme elle l'était dans sa primitive essence ; c'est dans ces cachots obscurs que l'homme vertueux, l'épouse chaste, étaient engloutis par les rois et leur cour corrompue. Le génie de la Liberté a frappé l'oreille des Français et, sortant de leur léthargie, ils ont anéanti cet antre de despotisme ; éclairés par la raison et les immortels ouvrages de votre contemporain, ils ont montré à l'Europe étonnée qu'ils étaient hommes, qu'ils reconnaissaient les droits que la nature leur avait donnés.

Pénétrés de la noble cause que les Français défendaient, vous n'avez pas hésité d'envoyer fraterniser avec eux. Avec quelle satisfaction nos représentants ont reçu votre envoyé ? Non pas avec l'étiquette qu'employaient les tyrans pour recevoir les ambassades de leurs pareils. C'est avec toute l'amitié, la fraternité et le caractère des hommes libres que votre missionnaire a été reçu du Sénat français.

Citoyens genevois, la nation reconnaissante a décerné les honneurs du Panthéon français à l'homme de la nature, votre contemporain ; il fut, de son vivant, victime de l'immoralité des hommes ; il fut dédommagé par les amis de la Nature, qui n'ont pas perdu de vue ses im-

¹ Grand admirateur de Rousseau, Palloy avait fait hommage de son buste à l'Assemblée législative, dans sa séance du 6 octobre 1791.

mortels ouvrages. et déjà il était. dans l'opinion des partisans de la Liberté. porté au temple de Mémoire...

Salut et fraternité.

PALLOY,
Patriote pour la vie.

L'envoyé de Genève auquel Palloy fait allusion, E.-S. Reybaz, ci-devant ministre du Saint-Evangile, avait été admis à deux reprises à la barre de la Convention ; le 24 mai 1794, il vint lui exprimer, au nom des Genevois, leur reconnaissance pour le décret du 25 germinal décidant la translation au Panthéon des cendres de J.-J. Rousseau ; le 23 août de la même année, il fut régulièrement accrédité en qualité de ministre de la République de Genève près la République française, et prononça un discours dont la Convention vota l'impression. Entouré d'un groupe de Genevois, Reybaz assista à la fête funéraire du 11 octobre 1794 ¹.

La lettre de Palloy est datée du 24 vendémiaire an III, qui correspond au 15 octobre 1794. Le Conseil de Genève, la laissa six mois sans réponse. Se défiait-il du « patriote pour la vie », que Roland avait implicitement accusé de concussion ? ou l'excuse par laquelle débute sa réponse est-elle valable ? Quoi qu'il en soit, il écrivit en ces termes à Palloy, le 25 avril 1795 :

Nous avons reçu seulement depuis peu la pierre de la Bastille que nous annonçait votre lettre du 24 vendémiaire dernier. Ce monument de l'ancienne tyrannie des rois, ainsi que celui de la régénération du Peuple français qui y est joint, a été, par notre ordre, placé dans la Bibliothèque nationale, qui est un lieu public destiné à recevoir les productions de la nature, de l'art, de la raison et de la philosophie. Ce lieu convenait au sujet, et

¹ Voir le *Moniteur*, 24 vendémiaire an III, et J.-M. Paris, *Honneurs publics rendus à la mémoire de J.-J. Rousseau*, (Geneve, 1878, in-8°) p. 73.

nous aimons à nous persuader que cet hommage d'un homme illustre par son patriotisme et ses talents restera longtemps gravé dans la mémoire des Genevois et sera une occasion fréquente de leur rappeler que leur patrie était celle de J.-J. Rousseau, qui, le premier, a fait connaître les droits de l'homme et qui a prédit la chute de la tyrannie. Là, les étrangers reconnaîtront qu'il exista une liaison d'amitié et de principes entre la République française et la République de Genève.

Recevez, citoyen, au nom des Genevois, nos remerciements du présent que vous leur avez fait, et soyez convaincu du désir que nous avons de vous donner des preuves de notre attachement.

Salut et fraternité.

Pour les Syndics et Conseil,
DIDIER ¹

En 1799 — Genève était depuis une année incorporée à la France — la pierre offerte par Palloy figura dans la cérémonie commémorative de la prise de la Bastille, « comme un monument éternel de la gloire des vainqueurs ».²

Palloy continua à utiliser les pierres de la Bastille sur lesquelles s'étayait sa foi républicaine. Il le fit, cependant, avec plus ou moins d'à propos. En thermidor an VI, nous le voyons traduit devant le tribunal de police du VII^e arrondissement par le bureau central du canton de Paris, qui lui reproche de continuer à encombrer la voie publique de ses dépôts de matériaux ³.

¹ Arch. d'Etat de Genève. Cop. lettres du Conseil, n° 69. — Didier était secrétaire d'Etat. La Bibliothèque nationale, aujourd'hui Bibliothèque publique et universitaire, ne semble pas avoir conservé longtemps le don de Palloy. Il n'est pas mentionné dans l'inventaire qui fut dressé, en 1821, lors de la remise au Musée d'un certain nombre d'objets jusqu'alors classés dans les collections de la Bibliothèque. — Voir *La Révolution française*, t. LVI, p. 391.

² *La Municipalité de Genève pendant la domination française*, t. I, p. 335.

³ Voir Aulard, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire* (Paris, 1902, in-8°), t. V, p. 17.

LE DRAPEAU SUISSE ET LES GENEVOIS.

Le 28 juillet 1794, une insurrection présentant un caractère d'une extrême gravité jeta la terreur dans Genève. A l'instigation du résident de France, l'ex-abbé Soulavie, et de sans-culottes avides de faire parler d'eux, un grand nombre de citoyens furent emprisonnés. Beaucoup passèrent devant un tribunal révolutionnaire qui en envoya plusieurs à la mort. Le gouvernement, qui réprouvait ces excès mais qui ne sut pas les empêcher, fut épargné ; les insurgés le contraignirent cependant à abdiquer son pouvoir en mains d'un Comité révolutionnaire et limita ses attributions aux seules besognes administratives.

Copiant, jusque dans ses détails, ce qui se passait à Paris, le gouvernement — se souvenant que la Convention avait réuni dans la salle de ses séances les drapeaux français, américain et genevois — en fit immédiatement autant. Il laissa de côté les drapeaux des Cantons suisses.

Les « louables cantons évangéliques », comme on les appelait alors, avaient protesté contre les actes des terroristes à Genève. Sans doute, le gouvernement craignit-il d'indisposer ces derniers en faisant flotter les couleurs de Berne et de Zurich à côté de celles des autres pays. Peut-être aussi voulut-il éviter un incident diplomatique qui se fût produit si ces cantons avaient exprimé le désir de ne point voir leurs bannières associées à celles de gouvernements en révolution.

Mais les révolutionnaires genevois n'étaient point tous des exaltés. En constatant que les couleurs des Cantons alliés avaient été omises, des membres de clubs insurgés se réunirent. Ils constatèrent que, malgré leurs protestations contre les excès de la Révolution à Genève, les Cantons avaient reconnu le gouvernement genevois ; ils se souvinrent de l'assistance que ces pays alliés leur avaient prêtée, à maintes reprises, au cours de l'histoire, et ils n'oublièrent pas qu'en les désobligeant ils se fussent exposés à subir certaines vexations d'autant plus désagréables que les denrées étaient rares et les besoins pressants.

Ces diverses raisons les engagèrent à adresser au gouvernement genevois la lettre suivante¹ :

Citoyens magistrats et citoyens révolutionnaires,

Les clubs insurgés réunis viennent à vous pour vous témoigner leur étonnement de ce que les drapeaux de nos plus anciens alliés, les descendants de Guillaume Tell, ne flottent pas encore avec celui de la République française, des Etats-Unis de l'Amérique et le nôtre.

Impatients de voir cette naturelle et précieuse réunion, ils vous invitent à ne point retarder, même d'un seul moment, le vœu de leur cœur, ne doutant pas que vous-mêmes, citoyens magistrats, ne sentiez vivement combien ce vœu est légitime.

Tous les Républicains nous tendent une main fraternelle ; nos alliés les Suisses, en reconnaissant notre gouvernement constitutionnel, qui a consacré la liberté et l'égalité, en confirmant ainsi nos relations réciproques, nous ont puissamment aidés à maintenir notre précieuse INDÉPENDANCE. Joignons donc leurs couleurs à celles des autres amis et alliés de notre République, qui, au moyen de tant de preuves d'amitié et de fraternité,

¹ Archives d'Etat de Genève, P. H. 5402.

ne peut être éloignée du bonheur, de la paix et de la prospérité auxquels nous aspirons tous.

J.-Marc COUGNARD, président par circonstance
de la réunion des *députés* des Clubs insurgés.

HUMBERT, secrétaire.

Le 1 septembre 1794, l'an 3 de l'Egalité genevoise.

Le même jour, des membres du cercle de l'Egalité demandèrent, eux aussi, que les drapeaux des Cantons suisses fussent réunis aux autres et insistèrent sur le « danger » d'une telle omission

Que Genève fût ou non en révolution, elle se considéra toujours comme strictement liée aux Cantons. L'un des chefs du parti populaire genevois l'explique fort bien dans la lettre qu'il adressa à Condorcet, le 29 octobre 1792. Le traité de 1584 qui unit Genève aux Suisses, lui mande-t-il, « ne constitue pas seulement une alliance, mais une com-bourgeoisie, une confédération. »¹ Et c'est pour cette raison que dans l'époque la plus troublée de l'histoire de la petite République, révolutionnaires et aristocrates saluèrent avec respect les couleurs de ceux qui devaient, en 1814, les accueillir définitivement en qualité de Confédérés.

¹ Bibliothèque de Genève, Gf. 315. 157, pièce imprimée n° 6.

Les derniers jours de la République de Genève virent éclore les adresses, les protestations et les avis les plus divers. D'aucuns, comme Bérenger, lançaient des libelles contre le Directoire et le résident ; d'autres, comme ce Molinier établi à Cadix, rappelaient à Bonaparte lui-même sa promesse de sauvegarder l'indépendance de leur cité.

Le citoyen Chenaud eut une autre idée. Chenaud était notaire ; il était juste et patriote ; il avait beaucoup d'illusions. A quoi servent les récriminations ? pensait-il ; pourquoi se plaindre de probabilités ? et pourquoi ne pas opposer aux projets que l'on réproouve, un programme sur des bases différentes ?

Chenaud proposa la création d'un *Conseil d'équité* et voici en quelques termes il en informa ses concitoyens ¹ :

Du 31 janvier 1798, l'an 7 de l'Egalité genevoise.

Le citoyen Chenaud, notaire, avise le public que le citoyen Félix Desportes, résident de la République française près celle de Genève, a bien voulu se charger d'expédier au Directoire exécutif, à Paris, le troisième numéro de son ouvrage, qu'il a eu l'honneur de lui adresser le 1^{er} de ce mois. Il annonce qu'il présente, entre autres choses, le projet d'un Conseil d'équité permanent, organisé et éclairé d'une nouvelle lumière, qui manque dans tous les Etats, pour faire leur bien et éviter leur mal, en les instruisant de ce qui leur convient de savoir, et pour servir d'appui au peuple, lorsque le gouvernement, par son action ou son inaction, est en oppo-

¹ Bibliothèque de Genève. Broch. polit. t. 19.

sition à son bonheur, afin de faire fleurir et prospérer toutes les nations en paix et en liberté, sans user d'aucune violence, sans empêcher les fonctionnaires publics d'agir dans leurs fonctions respectives et sans préjudicier aux droits d'aucun citoyen qui voudrait agir particulièrement pour le même sujet suivant la loi.

Ce Conseil est d'autant plus nécessaire, utile et avantageux que tous ses actes bien dirigés seraient autant de monuments et de victoires pour la prospérité publique, qu'il *raudrait* mieux que des armées pour entretenir le bon ordre et la tranquillité des Etats et qu'il convient parfaitement dans les circonstances actuelles aux Républiques française et genevoise pour leur conservation, concilier leurs intérêts respectifs, cimenter l'union qui doit toujours régner entre elles ainsi qu'entre les Etats dont les peuples sont souverains et chrétiens, et empêcher, par sa vigilance, leurs ennemis de les diviser pour les perdre, comme encore pour montrer à tous les peuples indistinctement que la parfaite félicité des Etats dépend d'une liberté et d'une égalité fondée sur le droit et l'équité.

CHENAUD.

Chenaud — on lit entre les lignes — espérait écarter les dangers qui menaçaient alors sa patrie.

Le Directoire mit au panier la proposition : régler une annexion par l'arbitrage n'entraînait pas dans ses vues.

Et le nom de Chenaud, obscur et pacifique, définitivement banni de la République de l'Idéal, ne se retrouva plus qu'au pied des actes notariés et de leurs minutes circonspectes.

Sur Charles de Constant

CARNET POLITIQUE ET MONDAIN DE CHARLES DE CONSTANT

« Il y avait un esprit Constant comme il y avait un esprit Mortemart, » écrit M. Gustave Rudler dans son beau livre sur *la Jeunesse de Benjamin Constant*. La « Chronique sociale » de Charles de Constant le prouve à l'évidence. S'il ne manque ni de finesse, ni d'humour, Charles de Constant n'a pas la fougue, l'enthousiasme de son cousin Benjamin ; mais il a autant d'intelligence et il connaît mieux les hommes. Son énergie, plus calculée, est plus virile. Ses jugements, moins spontanés, sont plus sûrs. Négociant, voyageur, sur le tard magistrat, Charles de Constant est avant tout philosophe. Non pas qu'il s'adonne, comme bon nombre de ses compatriotes, aux spéculations de la pensée et aux travaux abstraits : il est philosophe au sens le plus populaire du mot ; il observe, note et décide ; il compare et résout arbitrairement, d'après son seul examen, les questions qui se présentent à lui.

A une époque où les grands voyages sont rares, il visite deux fois la Chine, lutte contre les éléments et contre les corsaires. De retour en Europe, il fréquente la haute société anglaise et les salons de Paris les plus courus. Lorsque, retiré à Genève dans son domaine de Saint-Jean, Constant reçoit les princes, les haut dignitaires, les femmes du monde, les savants qui se pressent

dans la petite ville, il peut mesurer avec certitude leur valeur ou leur vanité. Il ne s'en fait pas faute et son sourire nargue tout le bilan de vie qu'il dresse lui-même dans sa *Chronique*. Ce manuscrit est conservé à la Bibliothèque de Genève, à laquelle Constant le légua avec d'importants papiers. Il était divisé en trois cahiers : le deuxième cahier n'est pas déposé à la Bibliothèque qui conserve le premier et le troisième. C'est du premier que nous avons tiré nos extraits ¹.

I. *L'Empire.*

Charles de Constant naquit à Genève le 3 octobre 1762. Il était encore en bas âge lorsque sa mère mourut. Son père le confia successivement à une brave femme, dont le mari était garçon imprimeur, à un maître de pension lausannois chez lequel il connut la faim, à M. de Salis, directeur d'un séminaire près de Coire, avant de l'envoyer à Fortreehill, localité située à onze milles de Londres. A quinze ans et demi, Constant revient à Genève, d'où il gagne, seul, Paris, l'Orient et la Chine.

Nous ne le suivrons pas dans ses pérégrinations, dont il a laissé un récit très vivant, et ne reprendrons son journal qu'à partir du 14 octobre 1810.

A cette date, Charles de Constant a réussi, non sans difficultés, à effectuer la traversée d'Angleterre en France. A Morlaix, dans une église transformée en carrosserie, il acquiert deux coches, dont l'un servit, sous Louis XIV, à l'entrée d'un ambassadeur français à Madrid. Le 3 décembre, après un séjour à Paris, il est à Genève et s'installe à Saint-Jean. Le même soir, il dîne chez M^{me} de Staël, au risque d'être pris, grâce à son costume de

¹ Voir *Bibliothèque universelle*, t. LXXVII.

voyage, pour un « colleur de papier » ! Le dîner est très bien, écrit-il, « mais je n'y retournerai pas. M^{me} de Staël ne tarit pas sur ses propres éloges. » Elle parle sans amertume du mariage de Benjamin avec l'ex-comtesse de Hardenberg et elle expose à qui les veut entendre ses raisons pour n'avoir pas épousé Constant « après avoir vécu comme mari et femme depuis longtemps. »

La société genevoise est, à cette heure, fort dissipée. Elle s'attriste cependant du brusque départ du baron de Barante, préfet du Léman dont Genève est le chef-lieu, rappelé par Napoléon pour avoir fait preuve de trop d'indulgence vis-à-vis de ses administrés et de trop de courtoisie à l'égard de M^{me} de Staël. Elle s'émeut aussi du suicide de Launay, commandant du département. Ce général de trente cinq ans, un bel homme, se brûle la cervelle, le 15 décembre, au lendemain de la signature de son contrat de mariage à Dijon, par dégoût de la vie...

Constant est très entouré. Sa belle terrasse de Saint-Jean, située en face d'un paysage de rêve, est l'un des attraits de Genève. « C'est une mode que de nous venir voir, » écrit-il. Lui-même sort beaucoup. Les premiers mois de l'année 1811 sont remplis par des fêtes, des concerts, la comédie. Tel jour, il y a spectacle chez M^{me} Kunkler ; grand bal, le lendemain, chez le nouveau préfet, le baron Capelle. Le préfet, qui sera ministre sous Charles X et s'éteindra presque ignoré après avoir subi deux condamnations à mort par contumace, est un homme du monde. « Il a la tournure d'un homme comme il faut. Il cherche à plaire et à se concilier les habitants du département et les Genevois. » Catholique, il n'a garde de manquer la messe. mais sa femme, pro-

testante zélée, et ses filles ont leurs places réservées dans l'un des temples de la ville. Il a pris un jour de réception, le lundi, et s'efforce de mêler Français et Genevois. Il y réussirait peut-être si ceux-ci ne voyaient le plus souvent dans ceux-là des fonctionnaires chargés de l'exécution de mesures fiscales et peu capables de se faire pardonner leur mission par leurs manières.

Au mois de mai, le bruit court, lancé par Sismondi, du départ de Benjamin Constant et de son épouse « pour les Allemagnes », sans, d'ailleurs, que Benjamin sache lui-même ce qu'il y va faire. « Je leur souhaite un bon voyage, sans croire qu'ils atteignent jamais le port. Leur vaisseau est mauvais et mal appareillé et ils n'ont point de science, ce qui fait que leur pratique toute *couronnée* qu'elle puisse être ne vaut rien. » Cette allusion malicieuse de Charles au second mariage de Benjamin est suivie d'une autre allusion, encore moins flatteuse, visant M^{me} de Staël. Après avoir parlé de la visite d'adieu rendue par Corinne à son ancien ami et à sa femme, il ajoute : « Les Benjamin s'en vont par les Allemagnes. Y seront-ils moins sous les griffes du Démon ! »

Faut-il croire que le doute émis par Charles de Constant avait sa raison d'être ? Le fait est que, du château de Hardenberg, Benjamin — toujours au dire de Sismondi — adresse à M^{me} de Staël, « *feue sa belle* », les lettres les plus tristes du monde. « A propos, note Constant, elle me boude, cette belle, parce que je ne vais pas la voir et lui témoigner combien je m'intéresse à ses douleurs. Nous eûmes, l'autre jour, un bal chez nos voisins Cayla ; j'eus avec elle une conversation fort curieuse. On dit qu'elle ne veut plus de son estropié Rocca et que lui veut l'épouser. » Constant est sans pitié. Il juge cette

femme, pourtant si remarquable, avec la plus grande sévérité. Il ne tâche pas de pénétrer son malheur ; il ne sympathise pas avec elle à l'heure où, courageusement, elle lutte quasi-solitaire avec l'empereur et sa police. Pis que cela : il la juge compromettante, il la redoute et son journal du 17 octobre 1811 ne nous donne pas le change à cet égard :

« On assure que M^{me} de Staël veut partir pour l'Amérique et qu'elle a tous les passeports qu'elle a voulu demander. Son départ soulagera bien des gens qu'elle compromet sans pitié et qui tremblent. Elle est très malheureuse, quoiqu'elle l'ait bien voulu ; elle n'a ni conduite, ni prudence, ni dignité dans son malheur ; elle est néanmoins digne de pitié ; elle me fit, l'autre jour, à un bal dans le voisinage, le reproche de ce que je n'allais pas la consoler, car elle aime à faire des victimes. Une personne qui aurait de la générosité, dirait : « Eloignez-vous de moi ; j'ai la peste. » Elle m'a toujours inspiré un grand dégoût (je ne parle pas de son esprit) et je n'ai pas changé ma façon de la juger et de me conduire avec elle depuis 1786 que je la connais. »

L'hiver, qui chasse la reine Hortense de la villa de Pregny, acquise par Joséphine, ramène les festivités les plus diverses : si, le 3 décembre 1811, le bal du préfet est particulièrement brillant, le 12 du même mois l'anniversaire patriotique de l'Escalade — fête genevoise s'il en est — est célébré avec gaieté chez les Necker, où Constant applaudit aux proverbes, comme il applaudit à la beauté des actrices improvisées. « Il ne manque à Genève, pour que la société y soit agréable, que la conversation. Il semblerait que l'instruction et les lumières qui sont si généralement répandues devraient la rendre intéressante. On n'y parle pas même de ces riens qui tiennent une si grande place dans la conversation en France. Les femmes y sont jolies, gaies, sages et

point prudes. On s'amuse dans la société comme nous faisions à quinze ans. » Et Constant, qu'une jeunesse aventureuse n'a pas blasé, écoute avec ravissement le melodium de M^{lle} Butini et celui de M^{me} Boissier, instrument « aux sons enchanteurs, variés, doux et tendres qui vont au cœur », flûte, flageolet, basson, harpe, timbale et orgue tout ensemble.

Dans cette société que Constant représente dépourvue des charmes de la conversation, il y a cependant des discussions qui surgissent et des opinions qui s'affirment. Dans les derniers jours de 1811, on apprend que le marquis de Saint-Priest, placé à Genève sous surveillance, est expulsé de France et de Suisse ; l'on attribue cette nouvelle défaveur à la correspondance qu'il entretient avec ses fils, officiers au service de la Russie, et nul ne se doute que Capelle a suggéré la mesure de rigueur pour supprimer les relations du vieux royaliste avec les Genevois, « déjà trop portés à dénigrer le régime actuel ¹. » Saint-Priest n'est, d'ailleurs, pas regretté à Genève. « à cause de son zèle ardent pour les catholiques, qui cherchent à s'introduire en nombre et en force dans la cité de Calvin et qui ne craindraient pas de faire le coup de poing pour cela s'ils avaient la chance de rétablir l'évêque. »

Constant termine en plaidant les avantages du protestantisme et en consignant le succès remporté par Sismondi à l'Académie de Genève, où son cours sur les littératures du midi et d'Europe est fréquenté par un nombreux public. Il n'a garde d'omettre les petits potins et mentionne la nomination dans l'ordre de

¹ *La Municipalité de Genève pendant la domination française*, tome I, p. CLIX et CLX.

la Réunion de sept Genevois, MM. Maurice, maire, Saladin-Fabry, colonel, Frédéric de Châteauevieux, qui reçut en outre un traitement annuel de 8000 francs comme « inspecteur des mérinos », Boissier, professeur. Sellon, futur chambellan de l'empereur, de Saussure-Fabry et de La Rive-Riliet : « Cette nomination est assez plaisante, car ces messieurs passaient pour être contraires au régime actuel. Cette décoration les fera-t-elle changer d'opinion ? On dit que cela est fort vraisemblable. » Constant, lui, estime que les Genevois auraient tort de se plaindre. Ignorant ce qui se passe dans la coulisse et jugeant d'après les faveurs distribuées par l'empereur pour gagner une population annexée en 1798 par la force, il déclare que ses concitoyens sont fort bien traités par Napoléon : « Il leur a donné beaucoup de places, et il a raison, car ils entendent fort bien ce qui a rapport à l'administration, et, lorsqu'ils ont accepté des places, ils les remplissent avec autant de probité, d'exactitude que d'intelligence. »

Constant lui-même fut sollicité de postuler un emploi public dans le canton de Vaud, où il avait des droits de bourgeoisie. Il y renonça à cause de l'incertitude dans laquelle se trouvait ce canton au sujet de son indépendance. « Il paraît impossible qu'après avoir tout fait pour détruire les sentiments, les habitudes, les opinions républicaines, l'empereur permette longtemps qu'il existe à la porte de la France une école du plus plat jacobinisme. » Il blâme, d'autre part, la conception du gouvernement vaudois : « Ce sont presque toujours des hommes corrompus qui ont fondé les républiques, puis ils passent pour faire place aux bons qui deviennent mauvais à la longue et qui amènent à leur tour le besoin

de changement. On peut comparer les gouvernements, la politique et les révolutions au jeu de l'oie. »

Un événement tragique, l'assassinat du ministre anglais Perceval à la Chambre des Communes, donne occasion à Constant d'écrire les lignes suivantes concernant les hommes d'Etat qu'il a vus à l'œuvre :

« 25 mai 1812. — La mort de Perceval est un petit événement parce qu'il était un petit génie et un petit homme en tout. Il n'en manque pas de cette espèce dans aucun pays. La présomption et l'opiniâtreté le distinguaient plus que le talent. Le moyen qu'on a employé pour fin de faire est horrible : c'est le fait d'un individu désespéré et d'un fou. On ne doit donc n'accuser que le sort qui se plaît souvent à renverser d'un souffle ce qui paraît le mieux affermi et le plus élevé. L'histoire de M. Perceval est facile à faire. M. Pitt, le capitaine de tous les ambitieux en Angleterre, était son patron ; ne voulant pas partager son autorité et sa puissance avec personne, il s'accola une escouade de jeunes gens d'un talent médiocre mais qui s'étaient fait remarquer par un grand dévouement à sa personne et à ses opinions. Tels furent Perceval, Canning, Lord Castlereagh, Loud frères et autres. Il savait bien qu'aucun d'eux ne pouvait lui donner de l'ombrage et qu'il trouverait dans leur zèle et leurs talents médiocres l'assistance et la coopération dont il avait besoin. Leur dévouement et leur ambition en fit des apôtres de sa doctrine. Le roi, qui, à la mort de M. Pitt, voulait suivre aux mêmes plans, heureux d'être débarrassé d'un serviteur qui avait acquis, par la forme de son caractère, par l'habitude et surtout par l'opinion publique, un empire qui en faisait un véritable tyran politique à son égard, fut charmé de trouver des gens dévoués dont il serait le chef et le maître et enfin qu'il gouvernerait par lui-même. Il en fit ses ministres. M. Perceval était un bon père de famille et un honnête particulier, mais il sera facilement remplacé comme ministre. »

Oraison funèbre un peu sévère, en vérité ; Constant juge en toute indépendance d'esprit sans se laisser in-

fluencer par les sympathies naturelles qu'il éprouve pour l'Angleterre. L'année suivante, à propos du procès intenté à la princesse de Galles par le futur Georges IV, son mari, il écrit :

« Il me semble que ce qui se passe en Angleterre à l'égard de la princesse de Galles n'est rien moins qu'un complot de ses beaux-frères pour faire déclarer le mariage nul et la jeune princesse bâtarde. Ces princes sont de plats ambitieux qui voient avec regret cet obstacle à leur puissance future. Le prince de Galles, énervé de corps et d'esprit, n'est plus qu'un automate mal organisé qui tombe en pourriture de tous les côtés. Le duc de York est capable de tout pour satisfaire son ambition : c'est lui qui est le roi d'Angleterre en ce moment. On pourrait tirer grand parti en France de cette circonstance si on connaissait la carte du pays, ce qui n'est pas. L'ignorance est grande sur tout ce qui tient aux différents partis et aux individus en Angleterre ; je m'en aperçus bien lorsque je passai à Paris il y a deux ans. »

Constant ne manque pas de faire allusion dans sa chronique au départ précipité de M^{me} de Staël. On sait qu'après un hiver passé dans l'angoisse et dans l'attente d'un enfant, fruit de son mariage secret avec le chevalier Rocca, M^{me} de Staël réussit à tromper la surveillance qui s'exerçait sur elle à Coppet en dehors de tout droit et à gagner l'Allemagne. Désireuse de cacher sa grossesse, elle s'était fait passer à Genève pour hydropique. Constant lui-même la déclare sérieusement malade : « Les chagrins, les passions et les infirmités la minent, écrit-il le 9 avril 1812 ; elle le sent et le dit ; elle est à Coppet peut-être pour n'en plus sortir. » Quelques jours plus tard, cependant, il dîne avec elle chez les Châteaux-vieux. Il décrit sans galanterie son état.

« Son teint jaune, livide, ses yeux ternes, sa maigreur, son abattement prouvent assez qu'elle est sérieusement

malade. Ses maux sont compliqués et, dans mon opinion, doivent lui être fatals avant qu'il soit longtemps. Elle en est elle-même persuadée. Elle a perdu sa vivacité, elle n'est plus qu'une femme comme une autre. Les bruits qu'on a répandus prouvent assez que sa grande fortune n'opère pas les miracles que tu lui supposes. Il y a longtemps que M^{me} de Staël est jugée comme femme. Un poupon de plus ou de moins ferait qu'on ne l'accuserait que de maladresse et ne causerait point de scandale. »

Le 8 juin, Constant mande à l'un des membres de sa famille : « Tu auras appris la fuite de M^{me} de Staël.... Il faudrait écrire des volumes si l'on voulait redire les on-dit sur cet événement qui est tout d'une pièce avec le reste de sa conduite inconsidérée. L'affaire du poupon a plus de vraisemblance que je ne l'avais cru tout d'abord. » Si Constant attache autant d'importance à « l'affaire du poupon », c'est parce que M^{me} de Staël elle-même avait tenu à ce que son mariage avec Rocca ne fût pas divulgué. Mais le mariage avait eu lieu. Il était parfaitement régulier et l'enfant légitime.

Les visites qu'il reçoit empêchent Constant de s'attarder davantage sur la conduite de M^{me} de Staël. Saint-Jean est de plus en plus à la mode. Hier, sur la fameuse terrasse, c'était le cardinal Doria Pamphili et sa nièce Ghighi, « qui a une jambe de bois. [mais] qui est belle par en haut ». Tel jour c'est le général Andreossi, le grand artilleur, et sa femme, née de la Tour-Maubourg. Tel autre jour c'est le prince de Nassau-Wilbourg qui vient familièrement s'asseoir à la table de Constant avec son gouverneur, M. de Dungern, homme aimable et instruit. Ce sera le général Jordy, fils d'un marchand de bois dans les Vosges, nommé en 1812 commandant de la place de Genève.

Constant note, le 21 juillet 1812 :

« Joséphine est ici depuis dimanche ; elle doit partir aujourd'hui pour Milan et reviendra passer quelques semaines après les couches de sa belle-fille, M^{me} Eugène, dans son château de Pregny. Nous allons être riches en grandeurs. La princesse Borghèse, fatiguée de n'avoir pas Butini (le célèbre médecin genevois) à son commandement, s'en rapprochera dès qu'elle pourra être transportée. La duchesse d'Abrantès arrive aussi, mais tout cela ne fait pas grand bruit... On raconte beaucoup de lettres de M^{me} de Staël. Elle regrette beaucoup Coppet ; elle parle des lettres qu'elle a reçues de ses ci-devant amants ; je ne sais où elle est, ni où elle va. »

Mieux renseignés que Constant, d'aucuns affirment — et ils n'ont pas tort — que M^{me} de Staël a entrepris un long voyage. Ils ne témoignent pas de regret. Il y a, à Genève, « beaucoup de bonheur domestique : on craint plus ce qui dérange le trantran et la monotonie de la vie que l'on ne recherche ce qui brille un moment. » Constant se réjouira, cependant, en apprenant que son frère Victor, officier au service de la Hollande, s'est distingué au siège de Badajoz, où son élève, le prince d'Orange, aide de camp volontaire de Wellington, a mérité d'être porté à l'ordre du jour. Quatre ans plus tard, Constant se félicitera de nouveau des succès de son frère, qui, après avoir enchanté l'isolement passager de la duchesse de Rovigo, est fort loué par le roi à l'occasion du mariage du prince d'Orange. « C'est votre enfant, lui dit-il, c'est vous qui le représentez ¹. »

Au mois d'octobre, Joséphine est de retour à Genève. Il y a bal chez le chevalier Saladin, ci-devant colonel de cavalerie au service des Bourbons. Ce n'est pas la première fois que Constant l'approche. En 1796 déjà, il la

¹ *Chronique*, 1^{er} avril 1816.

rencontrait à Paris chez M^{me} Tallien, où les succès de la campagne d'Italie auréolaient alors l'épouse aujourd'hui délaissée. Comme naguère, Constant loue « l'urbanité, la convenance charmante, la bonhomie » de l'impératrice, qui apparaît au bal Saladin en robe de crêpe rose brodée d'argent et parée de bijoux de grand prix ¹. Elle se déclare enchantée de Genève; la reine d'Espagne, la princesse de Suède, Talma font chorus et déclarent avec elle qu'on ne rit qu'à Genève et « qu'on végète partout ailleurs. » Plus de politesse banale, sans doute. Pourtant Talma, qui vient de jouer *Nicomède* en « goguenard », brigue les fonctions de directeur du théâtre, qui l'obligeraient à demeurer à Genève. Quant à l'impératrice, elle se mêle avec la meilleure grâce du monde à la société féminine. Les bals et les réceptions en son honneur se succèdent. Elle va partout et reçoit elle-même de la manière la plus affable et la plus simple, se plaisant à tous les amusements, depuis le whist aux jeux de mains, tels que « Pincez-moi sans rire, les gages touchés, la bague, etc.... ». Il se fait aussi chez elle de la musique, et, tandis qu'un Espagnol pince de la guitare, Joséphine feuillette les croquis pris par Constant au cours de son voyage en Chine. Nulle raideur dans ces réunions, nulle gêne, mais, toujours coquette, Joséphine attache à sa toilette et à celles de ses hôtes une importance à laquelle ceux-ci ne sont guère habitués. Bientôt même ils se lasseront de tant de festivités et apprendront sans regrets le départ de Joséphine au lendemain du bal donné par M^{me} Du Pan dans sa salle de fête de Morillon, dominant les côteaux et dominant le lac.

¹ Dans son ouvrage sur *Les Bonaparte en Suisse*, Eugène de Budé a publié en partie la note de Constant sur le bal Saladin.

Toutes les « grandeurs » dont parlait Constant ne partent point avec elles. Parmi beaucoup d'autres, il reste encore une « princesse polonaise qui danse et une princesse Carignan qui boude ». Cette dernière, nièce du roi de Saxe, est mariée secrètement à M. de Montléar, gentilhomme français de beaucoup d'esprit, descendant des Courtenay, empereurs d'Orient.

Puis les « grandeurs » s'éloignent pour un temps, laissant au premier plan... la police. Constant s'inquiète du rôle qu'elle joue, et la blâme de consacrer toute son activité à la recherche des conscrits et des délinquants politiques, au lieu de vouer ses soins à la sûreté publique. Il se console en allant à la comédie chez les Eynard ou en devisant avec Sismondi. « Sismondi est, après Châteaubriand, ce que M^{me} de Duras aime le mieux. » Or, la duchesse de Duras fait autorité ; l'amie de Châteaubriand et de M^{me} de Staël, l'auteur d'*Ouvrika* et d'*Edouard* tient un « bureau d'esprit » et ses verdicts s'imposent aux bonnes compagnies. Celui qu'elle rend au sujet de Sismondi rallie, d'ailleurs, tous les suffrages. Cet historien est incapable d'une bassesse et retient les sympathies, au contraire de Benjamin Constant qui « n'est rien pour ceux qui ne lui sont rien » et dont l'air blessé et suffisant éloigne les amitiés.

Avec l'été, retour des « grandeurs ». A la date du 2 août 1813, Constant note sur ses tablettes :

« La maréchale Marmont ¹ n'est pas encore ici. Il n'y a que la duchesse d'Abrantès, veuve aujourd'hui, son mari s'étant jeté par la fenêtre. On dit que la cause de sa

¹ La duchesse de Raguse était la fille de Perregaux, d'origine neuchâteloise.

folie provient d'un tour que les Anglais lui ont joué. Il était à Fiume en Illyrie ; ses espions ont dû lui donner le faux avis que les Anglais projetaient de faire un débarquement dans un lieu peu éloigné de cette ville ; il y a porté toutes ses forces et les a placées en embuscade. Pendant ce temps-là, ils sont arrivés à Fiume, qu'ils ont trouvé dégarni de troupes : ils en ont enlevé six gros navires, qui étaient dans le port, et la caisse militaire, et sont partis après avoir fait bombance pendant quelques jours.

» On raconte un autre tour joué à M. de Permont, frère de la duchesse d'Abrantès, qui était commissaire spécial de police à Marseille.

» Un monsieur se présente un jour chez lui et dit :

» Je viens d'arriver à Marseille où j'ai des affaires ; je me suis chargé en route d'un paquet pour M. de Barras, l'ex-directeur, que j'ai promis de remettre en mains propres. Comme il est sous surveillance du gouvernement, j'ai pensé qu'il est prudent de vous remettre ce paquet afin que vous vissiez s'il ne contient rien qui ne soit contre les ordres que vous pouvez avoir. »

» M. de Permont lui répondit que Barras n'était point en surveillance, qu'il n'avait aucun ordre à son égard, qu'aucun soupçon ne plane sur l'ex-directeur.

» Pendant cette conversation, l'inconnu considérait avec attention un tableau pendu dans l'appartement, et, nommant son auteur, mit la conversation sur la peinture. M. de Permont, qui est grand amateur des beaux-arts, le fit passer dans une autre pièce où il a une belle collection de tableaux ; il y trouva aussi un établissement de musique. L'inconnu prit un violon, en joua en maître. M. de Permont, toujours plus enchanté de son hôte qui montrait autant d'esprit que de talents, l'invita à dîner en lui disant qu'il avait ce jour-là une réunion d'amateurs pour faire de la musique. L'étranger demanda la permission de n'accepter qu'à conditionnellement, disant qu'il a de nombreuses affaires, que s'il réussit à les terminer il partira de suite, que s'il ne parvient pas à les terminer il se rendra à l'invitation. Il pria en conséquence M. de Permont de ne pas l'attendre. L'heure du dîner étant venue, on attendit l'inconnu pendant un quart d'heure, et, lorsqu'on allait se mettre à table, un domestique dit à M. de Permont qu'un matelot demande

à lui parler, qu'il est porteur d'une lettre et d'un panier. La lettre contenait ces mots :

» J'avais fait le pari que je me présenterai chez vous et
» que vous m'inviteriez à dîner. Vous avez comblé mes
» vœux ; vous m'avez reçu avec une extrême politesse ;
» permettez que je vous en témoigne ma reconnaissance
» et que, ne pouvant dîner avec vous, je vous offre un
» panier d'excellent vin de Madère et de liqueurs des Iles.
» etc. » La lettre était signée Hamilton, commandant la
frégate anglaise en station devant le port de Marseille.

» Le tour est joli ! Cet officier est Irlandais et parle français comme un Français même.

» Je n'ai point de nouvelles d'outre-mer. Les communications avec l'Angleterre sont toujours plus difficiles. Les Anglais refusent de laisser entrer dans leurs ports les navires porteurs de licences. »

La fin tragique de Junot, duc d'Abrantès, ne datait que de quelques jours. C'est à Genève qu'elle l'apprit, à Genève où elle avait été attirée par la réputation du Dr Butini, autant que par le charme du pays. Elle s'y trouvait déjà l'année précédente avec la duchesse de Raguse. « J'étais un peu Genevoise à cette époque, note-t-elle dans ses *Mémoires*, parce que mon mari, comme grand officier de l'empire, avait un collège électoral à vie à présider ; c'était celui du Léman. Genève est une ville ravissante en raison de ses alentours ; rien n'est plus agréable et plus vivant, plus agreste en même temps. Genève est la ville où je voudrais me fixer si je ne me retirais pas en Italie ou en Espagne. »

L'année précédente, la duchesse d'Abrantès avait vu Genève dans un merveilleux rayonnement de fêtes. 1813 l'y ramenait, en proie aux plus vifs chagrins, aux déceptions et à la maladie. Descendue, à son ordinaire, à l'auberge Dejean, « chez le bon Dejean », à Sécheron, elle loua à Chambésy « une petite maison charmante ». la campagne Jaquet.

Bien qu'il n'aime guère M^{me} de Staël, à cause de cela, peut-être. Charles de Constant continue à se préoccuper de ses faits et gestes. Tel jour, il note que la curiosité excitée en Angleterre par sa présence se refroidit et consigne sans un mot de pitié la cause de son récent deuil, la mort de son fils cadet Albert, tué en duel au sabre en Suède : « Il a eu littéralement la tête coupée. » Tel autre jour il note encore :

« On écrit de Londres que M^{me} de Staël a lâché la bonde des indiscretions, que son manque d'égards aux convenances et aux usages attire déjà le blâme dans un pays où l'on exige une grande servilité à tout ce qui tient aux formes. On trouve que son fils¹ a trop de suffisance et de bavardage philosophique ; elle prêche la guerre à outrance ; elle est devenue ministérielle, quoique ses amis, ses opinions aient suivi jusqu'à présent une route opposée. Elle a eu aussi mille déboires. On se demande qui est ce jeune homme qui la suit en tous lieux (M. Rocca). »

L'esprit caustique de Constant s'exerce d'ailleurs aux dépens de chacun. Il consigne — est-ce par malice ? — que Vernet, revenant de Paris, où il a été plaider la cause de la Société économique, s'est cassé le bras, sa berline ayant versé dans l'ornière. Il signale la présence à Genève d'Alexandre de Lameth, alors préfet, « fort aimé à Turin, assez commun de figure, de ton et d'esprit. » Le 4 octobre, il écrit : « Nous chantons un *Te Deum*, je ne sais pour quelle victoire ; je crois que c'est pour celle de Marengo. » Et il passe au « grabeau » de M^{me} de Krüdener, qui vient de louer une salle à la rue Verdaine et prêche publiquement « une nouvelle doctrine mystique, catholique, calviniste, illuminée et pié-

¹ Auguste.

tiste. Les huis sont ouverts ; y va qui veut. » Le gouvernement semble protéger la future Egérie d'Alexandre 1^{er}, et paraît souhaiter la réunion des catholiques et protestants dans une religion mixte. Le préfet recevra donc M^{me} de Krüdener, qui répondra d'un ton inspiré à ses questions qu'elle a reçu une mission d'en haut. Le 18 octobre, elle disparaît subitement.

L'intérêt qu'elle a suscité fait place à celui qu'excitent les événements politiques, l'envoi d'une députation du Léman à Paris pour présenter une adresse de dévouement à l'impératrice, le passage de 25,000 hommes se rendant en Italie pour renforcer l'armée du vice-roi, l'arrivée de Sommariva, ex-directeur de la République cisalpine, qui « se livre aux beaux-arts, la politique l'ayant abandonné ». Sommariva est propriétaire d'une fortune colossale ; il possède en tout lieu des terres ou des hôtels. Sa galerie de tableaux et de statues a une valeur inestimable et il voyage au milieu d'une collection considérable de camées, où se classent les premiers essais des Grecs. Un portrait de M^{me} de La Vallière, par Petitot, et un nouveau thermomètre de poche, de Biquet, complètent les objets d'art ou de curiosité que promène ce marquis de Carabas.

La poudre aux yeux qu'il jette n'empêche pas les cancanes de courir. On dit, le 22 novembre, que l'empereur a passé à Genève l'une des dernières nuits, que l'Autriche offre Genève et sa région à la Suisse, que Napoléon a donné le fouet à Ney, qui a disparu. L'humeur officielle est sévère, nerveuse même : « Si les Genevois s'avisent de faire des représentations, on les écraserait comme des poux. » Et les passages de troupes se succèdent, hâtifs, pressés. Le 6 décembre, les cons-

crits en garnison à Genève, partent à leur tour pour les bords du Rhin. On dit qu'ils ne reviendront pas.

On annonce l'accident survenu à M. de Narbonne : « Voilà M. de Narbonne mort à Torgau des suites d'une chute de cheval. Il en aura été bien fâché, car il aimait la bonne vie. La République des paroles perd en lui un de ses membres les plus distingués. Je n'oublierai jamais tout l'esprit que je lui entendis faire lorsqu'il s'escrimait avec M^{me} de Staël, son amante et son ennemie. »

Le 13 décembre, Constant enregistre l'arrivée du prince Carignan, héritier de la couronne de Sardaigne, chez le pasteur Vaucher, où il fera des études et contractera d'inoubliables amitiés. Il note, à la même date : « On dit que l'empereur a demandé à Pictet-Diodati : « Votre République veut-elle aussi recouvrer son indépendance ? » Il lui a répondu que la République [était] trop petite pour attirer l'attention de personne, que l'on s'y confie dans les bontés de Sa Majesté. En attendant, je ne serais pas surpris si on brigue sous mains les perruques de syndic. »

Pictet-Diodati était alors membre du Corps législatif. Il ne pouvait ignorer le désir des Genevois de secouer le joug de Napoléon. Au dire de M. Charles de Constant, les femmes souhaitaient moins que leurs maris le retour de la République. Elles se plaignaient d'avoir été délaissées, avant l'empire, pour la politique ; les prises d'armes, ces émeutes en quelque sorte organisées auxquelles se livraient autrefois les Genevois pour réclamer des droits, les effrayaient. Elles jugeaient aussi que les nouvelles distinctions dont bénéficiaient leurs époux leur accordaient à elles-mêmes des titres plus flatteurs que ceux de « Madame la syndique, madame la conseillère ».

Les événements allaient se précipiter et faire taire toutes les petites gens. Si, le 20 décembre, l'hôpital regorge de soldats français destinés à l'armée d'Italie mais qui « meurent en foule », le 30 décembre ces mêmes soldats sont confiés à l'honneur des Genevois. Ceux-ci reconduisent eux-mêmes aux portes de leur cité les troupes valides de leurs conquérants et s'apprêtent à proclamer, deux jours plus tard, la restauration de la République.

C'en est fait, à Genève, de la domination française.

II. *La Restauration* ¹.

Le général Jordy, qui commandait la place de Genève en état de siège, eut désiré faire au moins un simulacre de défense et prouver aux Autrichiens s'apprêtant à lui succéder dans les murs de la ville qu'il n'était ni un lâche ni un fuyard. Les Genevois ne se souciaient nullement de le voir affirmer, de la manière la plus inutile, un courage dont nul n'avait jamais douté. « On lui a fait sentir que son honneur ne tenait pas à jouer la comédie. »

Si, malgré tout, la conduite de Jordy attirait les sympathies, il n'en était pas de même de celle du préfet Capelle. « Je n'ai point entendu porter plainte contre

¹ Dans le tome II de leur recueil relatif à la *Restauration de la République de Genève* (Genève, 1913, in-8), M^{lle} Lucie Achard et M. Edouard Favre ont reproduit les lettres adressées à cette époque par Charles de Constant. C'est de ces lettres qu'il tira la *Chronique sociale*, objet de notre étude. Comme la *Chronique*, ces lettres sont conservées à la Bibliothèque de Genève. Il est assez intéressant de comparer, textes en mains, les lettres et la *Chronique* ; on y trouve des différences d'appréciation qui nous ont engagé à publier ce chapitre, sans crainte de faire double emploi avec l'ouvrage dont nous venons de parler.

lui, écrit Constant, cependant il n'était point aimé. On lui en veut même, sans autre motif que d'être l'instrument d'un abominable système. » Capelle partit, du reste, avant Jordy.

A peine Genève est-elle évacuée par la garnison française, que, le 30 décembre, le général autrichien Bubna y fait son entrée avec l'avant-garde de l'armée du prince de Schwarzenberg. Mais il ne s'agit plus d'une conquête. C'est un petit peuple libre qui les reçoit et leur fait accueil. Les lettres de Charles de Constant donnent maints renseignements curieux pour l'histoire locale au sujet du séjour des Autrichiens à Genève. Sa chronique mondaine en est elle-même toute parfumée. Il n'oublie pas, toutefois, de consigner les détails moins émouvants qui lui sont rapportés. C'est ainsi que le 8 mars, malgré l'appréhension d'un retour offensif des Français, il écrit avec un sourire : « Le prince de Suède, Bernardotte, a donné le cordon doré de l'Etoile polaire à Benjamin. Voilà donc le grand républicain avec le cordon doré au col ! » Il consignera aussi que, malgré l'état de siège, les filles de Genève ont franchi l'Arve de nuit pour rendre visite à leurs amoureux français à Carouge. Le 17 avril, après avoir appris la déchéance de l'empereur, il croira cependant devoir prendre un ton plus sentencieux : « La conduite de Bonaparte au moment de sa déchéance, sa joie en apprenant qu'on lui donnera une grosse somme d'argent, augmentent le mépris qu'il m'inspire. »

Constant ne marque pas plus de sympathie pour les frères de l'illustre vaincu. S'il se réjouit que « toute l'Angleterre s'ébranle pour venir sur le continent », il apprend avec peine l'arrivée de Joseph, ci-devant roi d'Espagne, au château d'Allaman. « On dit que Jérôme ou Joseph,

ces ex-rois, ont acheté le château de Prangins. Nous allons voir ces belles habitations s'encanailler. Pourquoi deviendrions-nous le pot de chambre de la Révolution ? » Il constate, le 6 juin, que le décès de Joséphine obligera de mettre en vente sa villa à Pregny et il constate, en manière d'oraison funèbre, que l'ex-impératrice laisse plus de dettes que d'argent. Ses regrets sont plus vifs lorsqu'il apprend, le jour même, le décès de l'un des anciens préfets du Léman, le baron de Barante, « honnête homme, fort capable. »

Genève est, à ce moment-là, le rendez-vous de la haute société européenne. Le diplomate Capo d'Istria, déjà connu et bientôt célèbre ; le colonel écossais Macaulay ; Sismondi, retour d'Italie ; sir Robert Wilson, « espèce de héros chevalier qui a fait la guerre avec une bravoure, un talent et un dévouement rares » et qui se trouve charmé de cinq ordres ; sir Humphrey Davy, le chimiste fameux, tous ces grands personnages sont venus fêter la petite république. A vrai dire, le dernier, que Constant a beaucoup connu à Londres et qui ne renie point ses origines de garçon apothicaire de village, passe son temps à la pêche le plus bourgeoisement du monde.

Marie-Louise, en séjour à Allaman chez son beau-frère Joseph, ne fait, cette fois, que passer à Genève, se rendant à Aix. Mais voici M^{me} de Staël, malade, amaigrie, et M. Rocca, « qu'elle mène en laisse ; » voici sa fille « toute ronde » ; voici Talma qui, après avoir joué Andromaque et Hamlet, va d'un salon à l'autre. Il est de fort bonne compagnie et amuse les Genevois, désarmant, autant que faire se peut, leurs préventions contre le théâtre, stigmatisé « comme une invention du diable » dans une brochure du professeur Duvillard. Voici le

général Bradshaw et son épouse, type assez réussi de ménage anglais recherchant un endroit où ils aient beaucoup de plaisir pour peu d'argent. Voici, aux Grottes, lady Charlotte Campbell, sœur du duc d'Argyll, « avec sa nichée de jeunes et jolies filles. Il y a vingt ans qu'elle était la plus belle plante de femme de l'Angleterre. Elle a été douée par la nature de tout ce qui peut charmer le vilain sexe par le beau. Elle a dix enfants. Son ivrogne de mari est mort dans ses terres des suites de cet abominable vice. » Voici Wedgwood, le « fameux potier ». Beaucoup d'Anglais, on le voit, auxquels Charles de Constant reproche leur incompétence. Il écrit le 15 août 1814 :

« Nous fûmes lundi à Coppet faire une visite. Toute l'Angleterre, la prude Angleterre, a été aux pieds de M^{me} de Staël pour jouir des charmes de son esprit qu'elle a déployé avec luxe devant ses auditeurs très capables de le bien sentir et juger. On lui a passé son goût pour les hommes, comme on a passé celui des femmes aux grands hommes. On la croit bonne, et moi aussi je le crois. Elle est célèbre. C'est une preuve de mon petit esprit si je ne suis pas ébloui du prestige qui séduit tout le monde. Si j'étais Caton l'ancien, je crois que je n'irais jamais à Coppet. M^{me} de Staël était triste et son expression était mélancolique, mais fort naturellement : elle est occupée dans ce moment de trois ouvrages : la vie politique de son père, les dix années de son exil et un poème. »

M^{me} de Rumford, cette veuve de Lavoisier qui vit séparée de son second mari, M^{me} de Humboldt, lady Davy, sont parmi les hôtes les plus assidus de Coppet.

Chez Constant lui-même, c'est un défilé de grands personnages. Marie-Louise, revenue d'Aix, vient admirer le paysage de la terrasse de Saint-Jean. Lord Castlereagh, l'un des diplomates les plus en vue de l'Angleterre, rend visite au propriétaire.

« Lord Castlereagh est un homme d'environ quarante ans, à petits talents, d'un caractère aussi désagréablement froid que ses manières. Il a commencé sa carrière au moyen d'un dévouement aveugle à M. Pitt, qui aimait à s'entourer de jeunes gens qu'il pouvait employer en sous-ordre et sur lesquelles il pouvait compter implicitement. »

Sir Charles Mackintosh, « l'homme de l'Angleterre, qui a le plus de talent pour la conversation, » déjeune chez Constant avec Shelley et Sismondi. L'amphytrion aura, lui aussi, quelques anecdotes à offrir à ses hôtes ; il écrit, ce jour-là, 12 septembre, dans une de ses lettres :

« Je demandai l'autre jour à M^{me} de Staël ce qu'elle faisait de mon cousin, le pape des piétistes (M. de Langalerie). Elle me répondit qu'il avait remis le calme dans son âme dans un des moments les plus cruels de sa vie. Il faudrait bien des feuilles de papier pour te rendre notre conversation qui fut vive et intéressante. On dit qu'elle marie sa fille à un des Broglie : elle est fort jolie au bal. Je suis bien aise que M^{me} de Staël ne fixe pas sa demeure dans ce pays. Sa philosophie rationnelle, ses cent mille livres de rente et son exemple ne vaudraient rien. Sa fille est fort instruite, dédaigneuse, insolente, fort agréable quand elle veut ou qu'elle est poussée par une coquetterie très raffinée. Comme toutes les jeunes demoiselles de son âge, elle cherche quelqu'un tantôt sur la terre, tantôt parmi les anges ; elle rôde autour de l'amour. Le goût de l'indépendance, ou celui de gouverner, lui servira d'appât. Je travaille toujours à remettre Saint-Jean en état et en beauté. La redoute ¹ s'arrangera. La terrasse est bien souvent couverte de nombreux étrangers qui sont ici. Le prince de Galles est incessamment attendu ici. Il pleut des lords et des ladys, qui répandent des guinées et quelque agrément. »

¹ Constant avait éprouvé un vrai chagrin à voir sa terrasse transformée en redoute par ordre des autorités militaires.

Parmi ces *ladies*, Constant cite lady Westmoreland. « femme un peu extraordinaire, d'un esprit original, d'une extrême vivacité, gracieuse et peut-être belle. » Mais Constant ne s'attarde pas à pénétrer la psychologie de lady Westmoreland. Sa plume fait un bond pour noter avec quelque ironie ce qui se passe à Rome.

« Le pape fait enlever les reverbères des rues de Rome, parce qu'ils y ont été mis par les Français ; il ne veut pas même de ce qui pourrait réparer le mal qu'ils ont fait à l'Italie, mais les Italiens, qui, en masse, ne sont pas tout à fait des hommes encore, aiment mieux rester *brute* : ils n'ont d'énergie que pour faire le mal. »

Et la fête continue. Il y a réunion chez le colonel de Guiguer où M^{me} Laval, épouse du chef de la douane de Versoix, joue de la harpe. Constant note qu'il l'a déjà entendue à Londres en 1793. Il relate, quelques lignes plus loin, de la manière la plus laconique, son élection au Conseil représentatif et s'étend davantage sur sa rencontre avec la princesse de Galles.

« 3 octobre 1814. — Je pourrais faire une description bien pittoresque de la princesse de Galles, petite femme de quarante-six ans, d'un énorme et lâche embonpoint, jadis très blonde et maintenant brune, presque noire à l'aide d'une énorme perruque semblable à celle que porte la bête dans *Zémire et Azor*, et du noir dont les hussards se servent pour leurs moustaches dont elle emplâtre ses sourcils. Deux gros placards d'un rouge couleur de brique couvre ses joues ; elle porte un superbe diadème de diamants sur le front, dont les bouts se perdent dans la tignasse. Elle est nue depuis le col jusque sous le bras. Elle porte une robe de satin blanc garnie de broderies et d'ornements d'or. Cette robe, qui a une queue trainante, est recouverte d'une autre robe de cachemire ponceau, brodée avec des palmes qui remontaient jusqu'aux hanches. Cette robe, ouverte par devant, serrait celle de satin de façon que la queue de celle-ci traînait sans grâce sur le

parquet et courait entre ses jambes. Voilà comment elle fut présentée au bal de M. Hentsch où je lui fus présenté. Elle me dit : « Il y a bien longtemps que nous ne nous sommes vus, monsieur Constant. »

» Elle me prenait sans doute pour Benjamin, qu'elle a connu lorsqu'il était à la cour de son père. Elle a inspiré un dégoût général. On dit cependant qu'elle a montré de l'esprit chez Sellon qui lui a donné à déjeuner. Elle va, dit-on, partir pour la Grèce. »

L'esprit ! Pour Charles de Constant, on sent que tout est là. Il éprouve un véritable plaisir à relater le dîner qu'il offrit, le 7 novembre, au colonel Krivtsoff, « cosaque sans jambes », âgé de vingt-trois ans seulement, mais d'une rare érudition. Avec lui, Constant réunit Etienne Dumont, Sismondi, Pictet-Diodati et de ce petit aéropage jaillit une conversation « brillante, enjouée, intéressante tour à tour. Le cosaque y a pris sa part. »

L'esprit ! Charles de Constant daigne en reconnaître à son cousin Benjamin puisque, d'après le bruit qui court, le voici épris de M^{me} Récamier. L'esprit ! le goût aussi : Charles se réjouit de ce que Benjamin puisse avoir enfin quelque satisfaction de beauté car, jusqu'à ce jour, il avait « un fort penchant pour les femmes laides, M^{me} de Charrière et M^{me} de Staël. » Mot méchant et dépourvu de toute galanterie, mais, décidément, il ne faut pas rechercher des flatteries sous la plume de Charles de Constant. Il est presque irrévérencieux lorsqu'il parle de son concitoyen Lullin de Châteaueux, maréchal de camp, créé par Louis XVI commandeur de l'ordre du Mérite militaire, et qui, lieutenant à quinze ans, s'était distingué à la bataille de Fontenoy : « Le marquis lieutenant-général de Châteaueux, cordon bleu, etc.. porte un beau crachat sur son habit qui a vu

les trois derniers règnes ainsi que sa perruque; il est toujours de sa politesse de cour. »

Le premier anniversaire de la Restauration de la République donne lieu à de grandes fêtes et les étrangers ne sont point les derniers à y participer. Lord Huntley a décoré sa maison de quatre transparents allégoriques et le prince Paul de Mecklembourg a illuminé la maison Boissier où il habite. « Le peuple était ivre de joie. Les confiseurs n'ont pu fabriquer assez de bonbons pour les grands et petits enfants. Il y a un an, le sucre valait 6 francs la livre; on ne l'avait pas oublié. » Tous les regards se dirigent du côté de Vienne où siège le Congrès et chacun souhaite *in petto*, pour la paix intérieure de la Suisse et le succès des délibérations du Congrès qui la concernent, que les Bernois renoncent à leurs mœurs féodales. « Autre temps, autres mœurs. Le fond reste le même : aimer et pratiquer la justice, aimer Dieu et son prochain comme soi-même. »

Au commencement de 1815, la société anglaise de résidence fixe devient si nombreuse à Genève que l'Etat lui concède, pour ses cérémonies religieuses, la chapelle de l'Hôpital. Deux ecclésiastiques y officient. L'un d'eux a été consacré deux jours seulement avant de quitter l'Angleterre. Précédemment capitaine aux gardes, il a fait en cette qualité la campagne d'Espagne; un de ses parents ayant un bénéfice ecclésiastique à donner, il a quitté le service pour l'obtenir, car « il valait un régiment, savoir 800 livres ».

Tandis que Sismondi surveille à Paris l'impression de la suite de ses *Républiques italiennes*, on se préoccupe à Genève des décisions que le Congrès de Vienne est appelé à prendre, concernant Murat et le trône de

Naples. et l'on discute au sujet de telle intervention féminine.

« C'est M^{me} Récamier, écrit Constant le 16 janvier, qui a, dit-on, écrit la lettre au roi de Naples et non point M^{me} de Staël, bien capable de commettre une indiscretion et autres bagatelles qui ne semblent pas être de son ressort. Elle a obtenu 80 000 francs de rente sur le grand-livre en paiement des 3 millions que l'Etat devait à son père. Les Bourbons ne doivent pas la voir de bon œil et on peut leur pardonner quelques préjugés à son égard. Ils ont la même source que ceux qu'ils ont contre Rousseau, Necker, Clavière et Genève. »

Toujours sévère pour M^{me} de Staël, toujours gouaillieur, il écrit, un mois plus tard :

« On dit que M^{me} de Staël a un peu perdu de sa faveur aux Tuileries. Le mariage de sa fille Albertine avec le duc de Broglie est communiqué aux parents ici. Ce mariage ne rabattra pas le caquet de la mère et la petite suffisance de la fille, toute charmante qu'elle soit. Je ne sais si c'est le sang qui a parlé en moi, mais je me suis senti tout d'abord un faible pour elle.

» *L'aurea sacra fames* a joué un grand rôle dans cette affaire. Ce sont les millions rendus qui ont fait faire ce mariage, quoique le duc de Broglie aurait pu épouser Albertine pour elle-même. Nous savons bien, cependant, que les ducs regorgent de jolies filles et que ce n'est pas l'esprit qu'ils cherchent dans une femme. »

Charles de Constant, lui, concède rarement qu'une femme puisse en avoir. Ne dit-il pas, non sans quelque raison, en parlant de M^{me} de Montolieu : « [Elle] pousse des romans comme on pousse des boutons à la petite vérole. Si on mettait tous ses ouvrages sous le pressoir, il n'en sortirait qu'un bien petit volume : tout le reste serait marc ? »

Tout cela n'empêche point le conseiller Constant d'être fort répandu dans le monde, où les bals ne tarissent pas. Il dîne avec Albert Gallatin, ce Genevois devenu ministre du Trésor aux Etats-Unis, homme d'Etat en passe de devenir célèbre, d'une franchise remarquable, d'une rare finesse, et qui quittera sa ville natale « le cœur assez gros pour regretter d'être venu. »

Au cours de ses visites, le chroniqueur recueille, à son ordinaire, tous les potins. Le 27 février, on lui en apporte deux. C'est, tout d'abord, le mariage d'amour d'une Genevoise, M^{lle} Jaquet-Joly, avec M. de Jessaint, l'ancien sous-préfet du Léman. Jessaint devait gérer plus tard, en qualité de préfet, les départements de la Lozère, du Gard, de l'Eure-et-Loire et de la Haute-Marne. C'était, au dire de Constant, « un assez joli garçon de figure, très fat, très suffisant, très ignorant et, jadis, très dévoué à feu son maître Bonaparte. Il appartient à une pauvre famille bourgeoise de Châlons-sur-Marne, qui a fait du chemin pendant la Révolution. »

Second potin : le bruit court que l'ex-roi Joseph, à la tête des Vaudois, est entré à Berne après avoir mis la ville à feu et à sang.

Ces cancans et ces « on-dit » n'allaient pas tarder à s'effacer pour laisser la place à des événements politiques d'une autre importance.

III. *Les Cent-Jours.*

Les 9 et 10 mars, Constant note dans sa chronique : « Bonaparte est à Grenoble... Lyon est très bien disposé pour lui résister. Monsieur y est arrivé. Le sort de la France tient à ce que fera l'armée. Rien n'indique encore le parti qu'elle prendra, mais on doit craindre les séduc-

tions des aigles.» Puis : « Genève se prépare à la résistance et nous travaillerons à nous mettre à l'abri d'un coup de main. Je ne crois pas que Bonaparte ait aucun intérêt politique et militaire à se jeter dans ce cul-de-sac.» Constant n'est cependant pas plus rassuré que ses concitoyens ; il se plaint d'être réveillé d'un beau rêve philosophique, amical et mondain où il s'était plongé avec délices après une vie aventureuse. De fait, la réalité est fort alarmante pour Genève, qui a tout à craindre de la vengeance impériale. Déjà le courrier de Lyon annonce que Bonaparte est à dix lieues de cette ville avec six mille hommes ; sans doute la garde nationale est fidèle au roi, mais l'esprit de la troupe de ligne n'est pas sûr. D'autre part, les royalistes, alors même qu'ils aient eu « les clefs de tout et la main dans la bourse », n'ont que peu d'artillerie et une faible quantité de munitions. Bonaparte, lui, a trouvé tout ce dont il avait besoin à Grenoble.

Le 13 encore, Constant écrit à l'un des membres de sa famille :

« Lyon a ouvert ses portes sans tirer un coup de fusil. Ils y ont laissé entrer leur idole afin de lui baiser le c... en habits brodés. Bonaparte y est entré hier, et le soir, on a illuminé la ville. La noblesse (quelle noblesse !) en était partie avant les princes qui se sont vu abandonnés...

» M. de Bubna a écrit une excellente lettre au Conseil [de Genève] en lui annonçant le débarquement de Bonaparte ; il invite les Genevois à faire bonne contenance et ajoute que l'armée autrichienne et les Anglais qui sont à Genève vont entrer en France à la poursuite de Bonaparte. Masséna, arrivé à Avignon le 8, avait mis sa tête à prix...

» Que dis-tu de ce capitaine de la frégate anglaise stationnée à l'île d'Elbe pour la garder, qui va au bal à

Livourne croyant que le bonhomme Bonaparte ne bougera pas pendant son absence ?

» Bonaparte a déjà 7000 hommes sous ses ordres et jusqu'à ce qu'il y ait une bataille de Français à Français. On doit craindre que tous ne passent sous les fourches caudines de la honte et de la trahison. Il ne s'agit pas ici des Bourbons, tu sais ce que j'en pense, mais des intérêts les plus chers de l'honneur, de tout enfin.

» Bonaparte, peu après avoir débarqué, rencontra le prince Joseph de Monaco, qui voyageait dans sa nouvelle principauté qu'on lui a rendue. Il lui a demandé ce qu'il y avait de nouveau à Paris et lui a dit qu'il s'ennuyait à l'île d'Elbe et qu'il était venu faire la guerre de partisans en France pour s'amuser. Bonaparte était hier à Villefranche, marchant sur Paris ; il a, dit-on, tout le Midi contre lui. Masséna est à ses trousses ; il a promis deux millions au régiment qui le tuera. On n'est point inquiet à Paris. Les fonds tombés à 70 sont revenus à 74. »

A Genève, écrit encore Constant, nous ferons comme à Saragosse. « Je redis avec mes aïeux : *in arduis constantis*. » Chacun s'arme et la petite république s'apprête à défendre chèrement sa liberté reconquise. De toutes part des témoignages de sympathie lui parviennent. Les cantons de Vaud, de Berne, de Fribourg, de Soleure, de Zurich et d'Argovie adressent au Conseil représentatif d'émouvants messages. Ni les uns, ni les autres ne font grand fond sur l'armée du général Miollis, « parti de Valence avec deux régiments de la garde nationale du Midi, un régiment d'artillerie de la marine et d'une nuée d'honnêtes bandits, qui veulent gagner les deux millions promis par Masséna. » On sait que Bonaparte a embarqué 10 000 hommes sur la Saône et l'on chuchote qu'il a trouvé à Lyon son ancienne maîtresse, M^{me} Pelaprat, « qui ne l'a pas assez serré dans ses bras. » Le pays de Gex, acquis aux idées bonapartistes, est tranquille. A Bourg, le préfet Capelle se montre d'autant plus dévoué

au roi que l'empereur l'a poursuivi pour avoir abandonné Genève devant l'ennemi. Et le *Journal de Paris* publie un article de Benjamin Constant, *Réflexions sur la proclamation du roi*. Benjamin est, en effet, de retour dans la capitale, où son talent, ses connaissances et son ambition devaient, d'après son aimable cousin, trouver un théâtre convenable...

La trahison de Ney vint déjouer toutes ces incertitudes. Constant reproche au gouvernement de n'avoir usé que de paroles pour arrêter Bonaparte. Quant à Masséna, loué hier encore pour son zèle, il est renversé de son piédestal.

« Il a traité la venue de Napoléon comme une folie sans importance et il a empêché qu'on ne lui courût sus. Il faut attendre que le maréchal Suchet et toute l'Alsace se donneront à Bonaparte, qu'on dit, aujourd'hui, à Autun.

» M. Capelle, préfet de l'Ain et notre ancien préfet, est ici ; il fait profession de dévouement aux Bourbons, mais il aime Bonaparte en même temps et il dit des choses qui font connaître ce qui l'amène ici, savoir ramener Genève sous la verge de ce digne et brave souverain. On ne s'y laisse pas prendre...

» Vivent les Suisses ! C'est par leur franchise et leur bonne foi qu'ils éloigneront le danger de leur pays. »

Constant énumère les moyens de défense de la région en cas d'une offensive des troupes bonapartistes. A Carouge stationnent 1000 Piémontais ; à Genève, la milice compte 2000 hommes et la garnison 450 ; d'autre part, la Suisse a déjà envoyé 1200 hommes. Ces derniers ont dû forcer le passage de Versoix — encore soumise à la France — en conformité des ordres du maréchal Soult. « autre traître ».

Tout cela inspire peu de sécurité à Constant et il songe à s'absenter : « A côté de ces grands intérêts, nous

faisons notre lessive et emballons nos meilleurs effets. » L'attitude des royalistes le démonte : ces cavaliers de Saint-Louis disent que tout est perdu, mais ils continuent à se chauffer et à prendre leur café le plus tranquillement du monde. M^{me} de Staël, qui est de retour à Coppet, donne des nouvelles. Elle affirme qu'avant l'arrivée de Napoléon, un complot s'était organisé pour mettre le duc d'Orléans sur le trône, mais que, étant donné son refus et la réapparition de Napoléon, on décida d'opter pour ce dernier. D'après les lettres de Montpellier, qui signalent le duc d'Angoulême à Nîmes, son quartier général, tout le Midi est sous les armes ; les protestants font cause commune avec l'usurpateur.

Les « on dit » se succèdent et sont jetés pêle-mêle dans l'oreille des badauds : Masséna est aux arrêts à Marseille ; la Bretagne demeure fidèle au roi ; les Anglais offrent 40 000 hommes qu'ils ont en Flandre à Louis XVIII ; les maréchaux Oudinot et Mortier sont sûrs ; Auxonne a tiré sur les bonapartistes ; on se bat près de Châlons ; deux régiments de cuirassiers, commandés par deux frères Richter, généraux d'origine genevoise, ont arrêté Bonaparte, blessé ; les hussards de Paris ont massacré quelques individus criant « Vive Bonaparte ! » Mais, écrit Constant, nous ne savons rien de positif. Il n'y a rien d'authentique dans ce qu'on dit. » Il poursuit cependant sa chronique.

* « 24 mars 1815. — Satan perçant et ses satellites tous replacés sur son trône de fer, quelques amours-propres blessés, l'habitude de la vie militaire semblable à celle des sauvages et le goût pour le brigandage qui en est inséparable, et la sottise des Bourbons, foulent au pied la morale, l'honneur et l'intérêt bien entendu. Il sera curieux de mettre dans le même cadre le dernier journal

sous les Bourbons et le premier sous Bonaparte. On aura peine à croire qu'il ne s'est passé que quelques heures entre la publication de l'un et de l'autre. Bonaparte est entré à Paris le 20 à la tête d'un seul régiment de cavalerie. L'armée qu'on avait envoyée pour le combattre, l'a reçu à bras ouverts. Il n'y a pas eu un coup de fusil de tiré du golfe de Juan à Paris. Davoust est nommé ministre de la guerre : c'est annoncer l'âge de fer. Le roi s'est retiré à Bruxelles et ses vils courtisans se cachent pour attendre le moment favorable pour offrir leurs obéissances à l'idole du jour. On assure que 30 000 Autrichiens marchent et arriveront par la Maurienne et le Faucigny ; 4000 Piémontais sont à Carouge et dans le voisinage. Si cela est vrai, nous sommes bien gardés par nos amis les Suisses et par nos 4000 citoyens armés qui augmentent chaque jour leur nombre et nos moyens de défense. La résolution de faire résistance est toujours plus ferme. On dit que Bonaparte a dit, à Lyon, que Genève est bien heureuse d'avoir été reçue dans la Confédération. Le Midi a écrit des injures aux Lyonnais. On s'est procuré le nom de tous les négociants ; on leur a écrit des circulaires qui commencent par ces mots : « Infâmes Lyonnais. »

» Peu de jours avant l'entrée de Bonaparte à Paris, on y chantait le refrain suivant :

On a beau faire, on a beau dire,
Les lys me causent de l'effroy.
J'ai vu le roi, le pauvre sire,
J'ai vu Monsieur, vive le Roy !

» 27 mars. — J'ai lu hier une lettre de Rolle qui raconte qu'il est arrivé une lettre de Bonaparte au landamman du canton de Vaud, dans la nuit, par laquelle il reconnaît les vingt-deux cantons suisses, moyennant qu'ils observeront une stricte neutralité. Elle dit encore que le chef-lieu du département du Léman sera Carouge, mais on ne croit pas plus à cette nouvelle qu'à toutes les autres. Les caisses se rouvrent ici ; les affaires de commerce entre Genève et la France n'ont point été interrompues. On ne craint plus la guerre civile en France. Bonaparte a voulu que son retour ne causât aucun choc et il l'a obtenu jusqu'à présent. M. Whitbread

a demandé à lord Castlereagh des éclaircissements sur les événements qui viennent de se passer en France ; il lui a rappelé que l'Angleterre a déclaré souvent qu'elle ne voulait pas imposer à aucun peuple un genre de gouvernement plutôt qu'un autre et qu'il espérait que le gouvernement anglais serait fidèle à cette déclaration et a assuré qu'il n'y dérogerait que dans le cas où des engagements antérieurs y obligeraient. On dit que Marie-Louise a renoncé au titre d'impératrice pour reprendre celui d'archiduchesse, que le Congrès de Vienne a déclaré la guerre à Bonaparte et que les puissances vont mettre huit-cent mille hommes sous les armes et même que quelques corps d'armée sont sur le Rhin. Il est arrivé ici un courrier autrichien ; j'ignore ce qu'il apporte. Le Conseil d'Etat appelle les Genevois à faire des dons volontaires à la patrie pour subvenir aux dépenses extraordinaires occasionnées par les circonstances du moment. Nous avons arrêté, ce matin, dans le Conseil représentatif, un règlement qui fixe le mode d'élection des députés à la diète. »

Bien que nombre de personnes jugent que l'expérience aura corrigé l'empereur de ses vues ambitieuses, la majorité demeure sceptique et répond avec entrain à l'appel lancé en faveur des dons patriotiques. Deux mille florins entrent à cet effet dans la caisse de la petite République. Ils contribueront à lutter contre le despotisme de « Satan, » du « grand entrepreneur de spectacles de l'île d'Elbe. » Constant enveloppe d'ailleurs dans une même réprobation les émigrés, les révolutionnaires, les royalistes, les bonapartistes, les militaristes, les magistrats. Qu'ont-ils fait, s'écrie-t-il, pour le bonheur de leur pays ? « Rien. Chacun d'eux a pensé à lui et il n'y en a pas un d'entre eux qui ne marchât sur le corps de son parent, de son ami, de son voisin, de son concitoyen pour monter et se placer d'un seul pouce plus haut. » Que dire de Benjamin, prônant hier la royauté et acceptant des mains de l'empereur une nomination à la commission chargée

d'élaborer une nouvelle Constitution ? « Comment notre cousin expliquera-t-il sa conduite actuelle avec ses déclarations du 19 mars en Italie ? »

Le 17 avril, Constant, qui est bien renseigné. — il commande les milices de Saconnex, de Genthod et de Céligny, — signale la présence de Lucien Bonaparte à Versoix. Lucien s'est rendu à Coppet pour voir « la célèbre ». Il eut désiré s'établir à Prangins, sur territoire suisse ; on ne le lui a pas permis. Son « petit frère » l'a invité à se rendre à Paris pour prendre sa place de prince français, mais Lucien, créé prince de Canino, a répondu qu'il était Romain et entendait le rester. C'est pour traiter les intérêts du pape qu'il fit un voyage à Paris et il n'y vit que son frère Joseph.

« Il va retourner à Rome, dit-il ; mais que diable fait-il à Versoix depuis plusieurs jours ? Quelle confiance peut-on avoir dans les grands comédiens qui sacrifieraient le genre humain à leur agrandissement ?... M. de Bonstetten, qui est allé voir Lucien à Versoix, dit que c'est une sirène qui séduit ceux qu'il écoute ; mais notre ami ne fait pas comme Ulysse : il ouvre ses oreilles au lieu de les boucher, tant il aime le nouveau, le curieux en fait d'homme. Lucien a demandé à louer Fernex, qu'on lui a refusé.

» Benjamin écrit à M^{me} de Staël qu'il croit fermement que Bonaparte est changé !! qu'il donnera une bonne constitution à la France !! »

De son côté, le *Journal de l'Empire* signale deux audiences accordées par l'empereur à Benjamin. « Le voilà donc pris par des promesses ou bien par l'appât de quelque bonne place. *O tempora, o mores !* »

A Genève, les mesures militaires se font de plus en plus rigoureuses. M. Pictet de Rochemont, qui vient de remplir avec éclat sa mission au congrès de Vienne, a

pris le commandement des milices. Car l'orage n'est pas dissipé. On dit bien que Murat vient de se retirer dans le plus grand désordre, mais on sait aussi que des troupes se rassemblent à Chambéry. Le maréchal Marmont et le duc de Polignac passent par Genève pour se rendre en Piémont et, de là, rentrer en France par le Midi.

Bientôt les troupes françaises se rapprochent ; les voici à Annecy, à Rumilly ; elles commettent déjà des agressions ; on empêche les paysans d'apporter leurs denrées à Genève. Dans cette ville, les gardes sont doublées et le colonel suisse de Sonnenberg met en activité de service les 5000 hommes dont il dispose. A noter que Lucien ne quitte pas les environs et loue une maison à Bellevue, alors même qu'une gazette de Paris annonce sa nomination au ministère de l'Intérieur.

Reprenons la correspondance de Constant.

« 1^{er} mai 1815. — Quelle explication veux-tu que donne Benjamin de sa conduite ? Il te dira que Bonaparte est revenu de ses grands projets de domination universelle, qu'il a pris un singulier goût à la légalité, à la liberté, à la paix ; qu'il hait la tyrannie et l'arbitraire. Il te dira qu'il est convaincu de toutes ces choses, mais, pour être cru, il faudrait qu'il eût refusé la place de conseiller d'Etat. Il a voulu expliquer sa conduite à M^{me} de Staël ; il lui disait dans une de ses lettres : « Vous trouverez que j'ai tourné bien court » et puis répétait ce que contiennent les gazettes sur les espérances que l'on doit avoir sur les futures intentions de Bonaparte et il l'invitait à retourner à Paris et lui promettait de lui faire payer ce que la France doit à son père ! De l'argent ! voilà le mobile qui explique tout. Elle lui a répondu que l'inimitié que Bonaparte lui a montrée pendant dix ans ne peut, sans motif plus valable que des promesses, changer ses sentiments et ses opinions, qu'elle ne peut pas espérer que ses charmes aient pu opérer le miracle de changer l'aversion que Bonaparte lui a montrée en bienveillance.

» Il est arrivé 1500 hommes de troupes de ligne dans le pays de Gex ; on croit qu'ils faisaient partie du rassemblement de Chambéry... On dit encore que ce sont deux régiments incomplets qu'on envoie dans le pays de Gex pour se recruter. Il y a eu dans la nuit de samedi à dimanche quelques coups de fusil tirés à Myes et Tannay, près de Nyon, entre les Français et les Argoviens, qui n'ont blessé personne quoique le corps de garde des Argoviens ait été percé de balles. Les Français étaient les agresseurs. On dit que cette incartade a été faite par un corps franc levé par un nommé Jaquemier, qui devait marcher contre les royalistes du midi et qu'on a renvoyé chez eux.

» On assure que Vicat était à la tête d'une conspiration pour livrer la ville aux Français. Peut-être que cette conspiration est la cause du rassemblement de troupes dans nos environs. Il y a plusieurs bandits impliqués dans cette affaire ; le fils de Vicat, courrier de Bonaparte, est arrivé ce matin de Paris. Il a été arrêté avec ses papiers à son débotté. Voilà encore un coup manqué.

» Nous attendons encore un bataillon de troupes suisses. Quand il sera arrivé, nous prendrons possession de la partie de la Savoie que le Congrès de Vienne nous a donnée. La République a fait un emprunt de 700,000 florins ; il a été rempli aussitôt que proposé ; c'est un admirable concert d'union ; pauvres, riches, jeunes, vieux, haut, bas, tous marchent du même pas. Les deux Bontems sont employés dans la place ; l'aîné dirige le génie ; Charles fait les fonctions de major de place. Nous avons quatre superbes compagnies d'artillerie : j'ai donné un projet pour armer une barque, qui a été accepté [et] qu'on va mettre en exécution.

» 24 mai. — On assure que Bonaparte a reconnu la neutralité de la Suisse et qu'il a donné l'ordre positif de laisser passer les troupes suisses armées à Versoix qui viennent à Genève, ainsi qu'il a été convenu au traité de Paris de l'année dernière. Il a dit à Sismondi : « L'esprit des Genevois est très bon ; il faut qu'ils s'attachent à la Suisse et que celle-ci observe strictement la neutralité ; elle évitera ainsi de grands maux. » L'hypocrite ! il a oublié qu'il a dit aux Genevois qui lui offraient leurs services lorsqu'il était à Nyon, « Quoi, vous êtes du pays de Canville ? »

» Les soldats vaudois qui sont ici sont un peu *troublesome* : ils sont sans cesse en ribotte et boivent à Napoléon ; [ils] semblent vouloir narguer nos citoyens dont l'esprit est fort différent et qui font tout ce qui dépend d'eux pour rendre leur séjour ici agréable, mais les Genevois sont sages ; ils laisseront les Vaudois boire à leur violette et au grand scélérat.

» 5 juin. — Nos deux cantons ont décidé différemment la grande question de la neutralité de la Suisse et les causes plutôt que les raisons qui ont dicté leur décision sont faciles à expliquer. Le canton de Vaud a voté la neutralité sans examen, par acclamation et par sentiment dès la première séance. Nous en aurions peut-être fait autant si nous avions été dans votre position, car il faut avoir de puissantes raisons pour recourir au bienfait de la neutralité. Bonaparte a fondé et assuré votre indépendance ; vous pouvez le considérer comme son plus ferme appui. Bonaparte nous a fait tout le mal qu'il a pu ; il n'a pas caché la haine qu'il a pour nous et cela surtout depuis son retour. Il aurait voulu anéantir le nom Genevois, l'esprit de liberté qui existe chez nous depuis si longtemps ; il était jaloux de notre richesse et de nos lumières. S'il reste le maître, s'il reprenait sa puissance et son influence, il ne tarderait pas à nous anéantir moralement et appauvrir réellement. De ces différentes positions naît la différence de nos opinions sur la neutralité ; vous et nous sommes conséquents. L'Europe, en armes contre ce pouvoir oppresseur et injuste, va livrer un combat qui décidera du sort de l'Europe. N'est-il pas plus noble, plus généreux, plus honorable, de vouloir partager les dangers qu'il faut courir pour soutenir les principes de justice, de droits publics, de modération que chaque honnête homme doit proclamer ? Mon vote ne pouvait être douteux ; il a été pour la guerre. On n'interprétera pas mon vote d'une manière qui puisse m'être défavorable. Je marche, grâce à Dieu, la tête haute dans les affaires publiques comme dans les particulières, et, si j'ai quelque fierté, c'est sur l'état de ma conscience.

» Le colonel Galiffé vient d'arriver d'Angleterre ; il a passé quelques jours à Brame le Comte, près de Bruxelles, avec son ami Victor, dont l'armée est, dit-il, superbe. Notre ami Dumont¹ est enfin revenu à Genève ; il a aussi

¹ Etienne Dumont.

passé par la Hollande où il a trouvé un excellent esprit et un enthousiasme dont il ne croyait pas que les Hollandais fussent maintenant susceptibles. Il ajoute que les Nassau y jouissent, ainsi qu'en Belgique, d'une grande popularité.

» Nous avons maintenant 2000 Suisses et 4000 citoyens en armes dans nos murs, dont pas un ne crie : « Vive Bonaparte ! » Nos moyens de défense augmentent de jour en jour avec le zèle, et nous disons avec le roi d'Angleterre : « Dieu et mon droit. » Je n'ai point été à l'exercice de toute la semaine ; j'ai été le premier et le dernier au Conseil. Hier, j'ai été sous les armes depuis cinq heures du matin jusqu'à deux heures ; je ne te dis rien du bataillon vaudois qui nous a quittés ; nous avons supporté jusqu'à la fin et en Confédérés suisses les injures et le prononcé souvent grossier d'opinions différentes des nôtres dont des Suisses, nos Confédérés, nous gratifiaient. Nous avons considéré leur conduite comme une maladie qu'a engendré un amour irréfléchi pour un homme qui voudrait replonger l'Europe dans l'asservissement de sa folle ambition. On fait dire à Benjamin écrivant à Talleyrand : « Pends-toi, Talleyrand ; nous avons trahi et tu n'y étais pas. »

» Les nouvelles de Suisse nous disent qu'on a tiré le canon pour la prise de Murat, blessé mortellement à la joue, et les papiers français nous disent qu'il est arrivé blessé au golfe de Juan où Bonaparte a débarqué. Laquelle de ces deux nouvelles faut-il croire ? On écrit de plusieurs côtés de Paris que Benjamin, après avoir eu une violente dispute chez M^{me} Récamier avec le vieux Montlosier, s'est battu avec lui au bois de Boulogne, que l'épée de Benjamin s'est cassée dans le bras de M. Montlosier.

» On répète que les Espagnols sont entrés en France ; on dit même qu'ils ont pris Bayonne ou qu'on leur a ouvert les portes ; on dit aussi que les Autrichiens descendent le Mont-Cenis. Il faut recevoir les nouvelles avec une extrême défiance ; ce qui est certain c'est que les apprêts militaires des Français ont cessé dans nos environs et les troupes se sont éloignées.

» 15 juin. — Rien de ce qu'on vous a écrit sur la conduite du bataillon suisse vaudois qui nous a quittés n'est exactement vrai. Les soldats ont fait les libertins

avec leurs cousines, servantes ici, un peu aux dépens des maîtres de ces demoiselles, vraies luronnes qu'il ne faut pas beaucoup chatouiller pour faire rire. Ils ont brisé les effets dans les casernes et ont crié : « Vive l'empereur ! » en partant. On n'a répondu ni à ces cris, ni à leurs menaces : nous étions les plus forts.

» M^{me} de La Turbie, née Sellon, a épousé M. de Clermont-Tonnerre à Turin. On dit qu'il ne manquait, depuis longtemps, que la cérémonie à ce mariage. »

On aura vu que dans sa lettre du 5 juin, Charles de Constant annonçait que les troupes françaises avaient quitté les environs de Genève. Elles ne devaient pas tarder à y revenir. Le 19, le général Dessaix occupe Carouge avec 1200 hommes et quatre pièces de quatre. Le matin du même jour, à dix heures et demie, Constant peut voir de sa terrasse l'entrée du maréchal Suchet dans un équipage à quatre chevaux. Une salve d'artillerie salue l'arrivée du maréchal ; d'aucuns affirment, cependant, qu'elle est destinée à signaler une victoire remportée par l'empereur sur les Prussiens.

A Carouge, les Français ; à Douvaine, — à quelques kilomètres de Genève, — les Autrichiens, dont les 6000 hommes ont tôt fait de chasser l'ennemi tentant de les repousser. Le pays de Gex ne paraît d'ailleurs guère apte à leur opposer une résistance sérieuse. Il ne s'y trouve que des conscrits fort jeunes, qui ne sont ni complètement armés, ni habillés et qui n'ont aucune habitude des armes. Trente mille Autrichiens passent bientôt par Genève et se répandent dans le pays de Gex. Dessaix se voit contraint de se retirer dans la direction du Mont de Sion.

Si ces événements réjouissent Charles de Constant, il est quelques Genevois qui en souffrent : Henry Kunkler

se brûle la cervelle chez le colonel de Sonnenberg après s'être emparé d'un pistolet ; chaud partisan de Bonaparte, il avait naguère refusé une place avantageuse à son service ; l'ancien trésorier de la Municipalité, Garnier, se suicide également ; ce grand admirateur de l'empereur ne peut supporter de le voir tomber.

« 29 juin. — M. de Bubna est avec son corps d'armée de 40,000 hommes à Chambéry. L'armée autrichienne, qui a chassé Murat de son royaume et dont les troupes, qui ont tourné casaque, se sont jointes à celles des Autrichiens, entrera en France par Nice. Elle est commandée par le général Bianchi. Soixante mille hommes ont passé le Rhin à Schaffhouse et 120 mille à Bâle. Tout le midi est en armes contre Bonaparte, et, à bout de troupes, le maréchal Suchet n'a pas 25,000 hommes à opposer et le général Lecourbe 12,000 hommes. La victoire de Waterloo a amené les alliés dans le centre de la France. La prise des lignes de Weissenbourg et le passage du Rhin par les Russes, l'abdication de Bonaparte, la nomination d'une régence composée de cinq vauriens, Quinette, Caulaincourt, Carnot, Fouché et Grenier, la Vendée, les principaux partis qui se prononcent, le roi de Rome proclamé souverain de la France par la régence, tandis que cet enfant est à Vienne — tout cela est un chaos épouvantable. Il est difficile de prédire ce qui en résultera. »

» 3 juillet. — Voici enfin une lettre de notre frère Victor. Il raconte que, pendant toute la journée du 18 juin, mémorable par la bataille de Waterloo, il était auprès du duc de Wellington en qualité d'officier-général et quartier-maître-général de l'armée hollandaise sous les ordres du duc, dont l'état-major a prodigieusement souffert. Il a échappé de sa personne, quoiqu'il ait été atteint de deux balles : l'une a frappé le fourreau d'acier de son sabre, l'autre s'est enterrée dans son écharpe de soie ; elle était morte. Il a eu son cheval tué raide par une mitraille qui lui a traversé la tête. Echappé à cet immense danger, je considère sa fortune et celle de la famille comme faite. Il n'a plus désormais qu'à vivre et jouir du fruit de tant de périls encourus, du dévouement et du talent qu'il a

montrés. Les officiers autrichiens auxquels j'ai parlé de notre cousin Juste, et beaucoup d'entre eux le connaissent, m'en ont fait un grand éloge. Sa réputation est excellente dans l'armée. Le maréchal Frimont en fait grand cas : il est capitaine et chambellan de l'empereur. Je regrette qu'il n'ait pas été dans l'armée qui vient de nous passer sur le corps le plus doucement qu'elle a pu mais en laissant cependant des traces bien marquées du passage. Les Pasteur, au Grand-Saconnex, ont chez eux le général Meladorowitch et son état-major qu'il faut *alimenter, raser, désaltérer, porter*, et autour d'eux, dans leurs jardins, champs et prés, sept mille hommes tant infanterie que cavalerie. M^{me} Du Pan a, à Morillon, un régiment de cavalerie et un d'infanterie dont elle nourrit les chefs séparément parce qu'il n'est pas de la dignité d'un colonel de cavalerie de manger avec un colonel d'infanterie. M^{me} de Budé a, dans son parc, au Petit-Saconnex et dans sa maison, l'artillerie de réserve, c'est-à-dire vingt-quatre pièces de canons et 800 chevaux de train. Il y a un camp de 8000 hommes, la plupart grenadiers hongrois, établi à Champel. Les officiers occupent la maison du pauvre Pictet et tout est dévasté. M^{me} Achard a, à la Boissière, le général en chef de l'artillerie et six officiers à sa table avec leurs domestiques et 40 chevaux. Un général russe occupe les Vollandes ; une colonne de 4000 hommes s'est posée à Plongeon chez les de Morsier et les environs, et cela depuis mercredi dernier. Le feld-maréchal Frimont a son quartier général à Chêne sur Savoie, mais il est de sa personne à Fernex depuis quelques jours ; le château, ainsi que toutes les propriétés du pays de Gex, est dévoré, tondu, foulé aux pieds. J'ai eu bien de la peine à prévenir le pillage des maisons du Petit-Saconnex. Ma compagnie, augmentée de 25 soldats d'Appenzell, a fait un service très pénible et sans relâche nuit et jour, mais enfin nous avons réussi. J'étais très appuyé du général et des officiers autrichiens. Ces *chers* amis commencent à s'éloigner....

» On répète l'absurde nouvelle que Bonaparte a demandé un refuge à l'Angleterre. Ne serait-ce pas la gueule du loup et se cacher dans l'eau de pluie de peur de la pluie, comme M. Gribouille ? »

A la même date du 3 juillet, Constant confirme le suicide de Garnier et celui de Michel. « l'un et l'autre grands révolutionnaires et, par une liaison que je ne comprends pas, grands bonapartistes, si ce n'est pour la protection que [Bonaparte] donnait aux bandits. » Cette « liaison », nous la retrouvons dans l'esprit d'un ancien magistrat révolutionnaire genevois, Jean Janot, qui redoutait par dessus tout la restauration par la Sainte-alliance d'un régime aristocratique à Genève¹.

Tandis que les femmes de Genève font de la charpie et suivent à distance l'état-major autrichien, Constant continue à noter les nouvelles qui lui parviennent.

« 10 juillet. — Bonaparte a quitté Paris la nuit du 27 au 28 juin pour aller s'embarquer et fuir la France, les Français et les étrangers qu'il a si grièvement offensés ! Le maréchal Suchet a fait proposer un armistice au maréchal Frimont, qui lui a fait répondre qu'il n'avait point d'instruction là-dessus et qu'il devait se retirer s'il ne voulait pas faire massacrer les troupes qu'il a sous ses ordres. Les Français ne reculent pas et les Autrichiens sont obligés d'enlever de vive force tous les postes où ils font résistance, ce qu'ils font avec valeur et talent. Ils perdent du monde et les Français plus qu'eux, et, de plus, des canons. Le sort que l'on destine à la France sera bien dur ; cependant le pays de Gex, si coupable par son esprit révolutionnaire et son fanatisme pour Bonaparte, n'a pas été fort maltraité. Les Autrichiens ont pillé les maisons que les habitants ont abandonnées et celles voisines des lieux où l'on s'est battu avec acharnement. On a trouvé des soldats autrichiens assassinés, ce qui a fort augmenté la colère. Le pays de Gex vient d'arborer le drapeau blanc et crie maintenant : « Vive le Roi ! »

¹ Voir à ce sujet l'introduction de M. Ami Bordier aux souvenirs publiés sous le nom de Janot et sous le titre *En 1814* (Genève, 1912, in-12.)

Mais le roi saura-t-il apaiser les discordes ? « Voudra-t-il régner par les lois et la justice. ou par le droit, dit divin, de la passion, de l'arbitraire et de l'ineptie ? »

IV. *Après l'orage.*

La vie reprend, douce et tranquille. Le dimanche, les Genevois se rendent au Fort de l'Ecluse et se promènent dans ses décombres. Les milices, moins affairées, sont en fête et Constant régale sa compagnie. Sonnenberg et ses officiers sont choyés ; les dames des rues basses donnent une sérénade au colonel le jour de la Saint-Louis, son patron, et lui remettent une tabatière en or, émaillée, à musique jouant le *Ranz des Vaches* et *Enfants de Tell*, *soyez les bienvenus*, morceau composé pour la première arrivée des Suisses à Genève. De son côté, l'Etat fait ciseler pour lui une épée de grand prix. Une grande manifestation est organisée en l'honneur des officiers suisses et l'on y compte des participants de toutes les nations.

La ci-devant reine Hortense, elle, en séjour à l'auberge de Sécheron, a « filé » la veille pour Chamonix.

On signalait, depuis le mois de juillet, la présence de l'ex-roi Joseph à Prangins : on prétendait même que Napoléon s'y était, lui aussi, réfugié. Au mois de mars déjà, les alliés avaient réclamé l'éloignement de Joseph du canton de Vaud. Une lettre interceptée, de Talleyrand, publiée par M. Auguste Fournier, nous apprend même qu'ordre avait été donné à des officiers autrichiens de le faire interner à Gratz¹. L'année précédente, le 29 juillet, le comte Capo d'Istria avait écrit de Zurich au comte de Nesselrode :

¹ *Die Geheimpolizei auf dem Wiener Kongress* (Vienne et Leipzig, 1913, in-8°).

« M. de Talleyrand, ministre de France, m'a annoncé avoir intercepté une correspondance de Joseph Bonaparte avec quelques personnes de Colmar en Alsace. Cette correspondance a fait découvrir qu'il existe tant dans le Conseil d'Etat qu'à la police des individus qui entretiennent des relations directes avec Joseph et que le but de ces relations est de maintenir en France l'influence de Napoléon, ainsi que d'y répandre des impressions défavorables aux Bourbons et surtout au duc de Berry, dont on redoute déjà la popularité. M. de Talleyrand prétend savoir que Joseph Bonaparte verse, dans ce dessein, des sommes considérables en Alsace et dans le pays de Vaud, où il est établi, et que, profitant de l'état d'exaltation où sont les Vaudois, il les excite à prendre des mesures pour le préserver contre Berne et qu'il forme à Lausanne des magasins et des approvisionnements d'armes considérables. M. de Talleyrand ajoute... qu'il désirait se consulter avec nous sur les mesures qu'il pourrait prendre au cas que le roi lui ordonnât de faire arrêter et traduire Joseph à Besançon. Il ne me cache point qu'il serait peut-être nécessaire de faire entrer dans le pays de Vaud des troupes françaises pour assurer infailliblement l'arrestation de Joseph. Cette dernière ouverture n'a pas laissé de me donner quelques doutes sur la découverte dont il est question. Il ne serait pas impossible que, sous le prétexte de s'emparer de la personne de Joseph Bonaparte, la France eût le projet de s'immiscer dans les affaires de la Suisse. Quant à cette mesure en elle-même, j'ai fait sentir à M. de Talleyrand qu'elle était hors des usages établis parmi les nations et que, si le roi demandait à la Suisse que Joseph lui fût livré, je ne doutais pas que la Confédération ne le fit avec le plus grand empressement. Dans ces entrefaites, M. Canning arriva et la conversation ayant continué sur le même sujet, ce ministre partagea entièrement mon opinion... Confirmation des remarques sur les graves inconvénients qu'entraîne pour la Suisse le séjour des Bonaparte... soit que réellement un hâter dangereux compromette la tranquillité de ce pays en nourrissant autour d'eux l'esprit inquiet, turbulent et contraire au rétablissement de l'ordre qu'on ne peut s'empêcher de remarquer principalement dans

le pays de Vaud, malgré la sagesse et la modération de quelques-uns de ses magistrats¹. »

En 1815, le bruit courait de l'arrestation de Joseph au château de Prangins par des soldats saint-gallois et Charles de Constant s'en fit l'écho dans sa chronique². A la même date, il note le départ de la reine Hortense pour Chambéry, accompagnée de « M. de Voyna, son gardien, aimable et folâtre Polonais de vingt ans, qui sait tout, ou tout comme. »

L'attitude du gouvernement vaudois, qui ne pouvait oublier l'appui que Bonaparte avait porté à ses revendications contre l'oligarchie bernoise, était sévèrement jugée par les adversaires de l'empereur. Constant s'irrite presque à entendre Mme de Staël, victime naguère de Napoléon, s'apitoyer sur les « persécutions » subies en Suisse par les Bonaparte. Il blâme Sismondi d'avoir « flotté » et d'avoir prôné Bonaparte aux dépens de la Suisse, de l'Angleterre et des Bourbons. La conduite de son cousin Benjamin reste pour lui inexplicable et il marque sa surprise de ce que, placé sous surveillance en attendant son procès, il ait pu — comme on le lui affirme — être rayé par le roi lui-même, en hommage à son talent. Benjamin, Sismondi, des hommes remarquables séduits par les prouesses de Bonaparte ! « Les gens d'esprit sont quelquefois bien bêtes ! »

¹ *Archives impériales russes*. Suisse 1814, nos 2 et 56. Ce document nous a été aimablement communiqué par M. Edouard Odier, ministre de la Confédération Suisse à Pétrograd.

² Eugène de Budé a inséré ce paragraphe dans *Les Bonaparte en Suisse* (p. 186) : ce n'est d'ailleurs point au mois de mars qu'il fut écrit, mais le 7 août.

Une brochure, qu'il désigne sous le titre de *Considérations sur le caractère moral des Français* et qu'il attribue à Rocca, lui paraît remettre les choses au point, en accablant d'ailleurs toutes les classes et tous les partis du règne si court de Louis XVIII. Cette brochure anonyme, intitulée en réalité *Considérations sur la constitution morale de la France* (Genève, Paschoud, 1815) a reçu d'autres attributions que celle donnée par Constant. La Bibliothèque de Genève en possède deux exemplaires ; sur le premier, on lit, écrit à la main : *par l'ancien syndic des Arts*, et sur le second *par le comte Fédor de Golowkin*¹.

Constant est interrompu dans ses digressions politiques par la visite du général anglais Erven Baillie qui, en 1793, était revenu de Chine avec lui sur l'*Etrusco*. D'une avarice sordide, le général a amassé une grande fortune. Agé de quatre-vingt ans, il voyage accompagné d'une chanoinesse bavaroise du chapitre de Sainte-Anne, la comtesse de Sandyell. Naguère dame d'honneur de la princesse de Wagram, elle suit le vieux garçon, qui roule son ennui de ville en ville.

« On se remet à se marier et, par conséquent, à danser. » On recommence aussi à recevoir. Les Anglais affluent. M. de Salverte, qui devait jouer un rôle politique important et s'était déjà fait connaître par de nombreux travaux d'érudition, est présenté à Constant par Bonstetten. Mais, quelle que soit sa réputation, Salverte n'a pas l'heur de plaire à notre chroniqueur : ses filles sont laides ; à peine entré dans un salon, ne

¹ Nous devons ce renseignement à l'amabilité de M. F. de Gunten, assistant à la Bibliothèque de Genève, *alias* Jean Violette.

l'entend-on pas discuter grammaire et participes ! il n'est pas plus amusant en société que dans ses livres : « le savoir tout nu est ennuyeux à mourir, hors du cabinet ». Un bavard, en un mot, et sa femme, veuve d'un premier mariage avec M. de Fleurieu, ministre de la marine sous Louis XVI, est une babillarde : ils ne peuvent, ni l'un ni l'autre, vivre sans parler et sans faire parler d'eux. Sir Samuel Romilly, le fameux jurisconsulte, et sa famille attirent davantage la sympathie. Il en est de même du prince Paul de Wurtemberg et d'Alexandre Baring, parlementaire anglais, chef de l'une des premières maisons de commerce de l'Europe, qui place ses deux fils en pension à Genève. « C'est bien flatteur pour Genève de penser que les hommes les plus distingués de l'Europe rendent ainsi un hommage désintéressé à notre pays, à ses institutions et à nos mœurs. Sentons bien ces avantages ; travaillons à les accroître sans changer leur genre et en partant toujours des mêmes principes, auxquels nous les devons. C'est bien le sentiment général. Chacun dans sa sphère travaille à donner à sa patrie le relief dont elle est susceptible. »

Avec la famille Romilly, Constant entreprend quelques excursions. Le 14 octobre, la petite troupe se rend à Fernèx.

« *Cette terre classique de la philosophie*, ainsi que l'appelle Talleyrand, a été exceptée des communes que nous a cédées la France, à cause de la gloire dont Voltaire l'a entourée. Nous avons trouvé un gros capitaine suisse de Saint-Gall couché dans le lit de Voltaire. Ce grabat de la philosophie est dans un état de guenille qui fait honte aux philosophes. Te rappelles-tu, lorsque nous venions à Fernèx faire visite et souvent dîner avec l'illustre vieillard ? C'était dans les années de 1774 à 1776. J'avais alors treize à quatorze ans ; je me le rappelle comme de hier. »

Les Romilly ont apporté quelques nouvelles. En Allemagne, ils ont rencontré de nombreux corps prussiens prêts à se jeter sur la France comme sur une proie. D'autre part, les voyageurs qui arrivent de Paris affirment que les Bourbons n'en ont pas pour longtemps. Où est la vérité ? et comment les Français eux-mêmes la connaîtraient-ils ? « Ne sont-ils pas les enfants du jour et le jouet des événements ? » On dit encore que Murat, pris les armes à la main en Calabre, y a été fusillé par ses « fidèles sujets ». On dit enfin — et cela intéresse plus particulièrement les Genevois — que l'empereur Alexandre fût venu dans leur cité, où il était attendu chez les Duval, si son Egérie, la Harpe, qui ne les aime point, ne l'en eût empêché.

A défaut d'Alexandre, le prince héritier d'Autriche séjourne à Genève, où il n'excite ni enthousiasme, ni admiration. Metternich est plus apprécié. Constant, qui a connu sa famille à Bruxelles, échange des visites avec lui. Il loue ses vues larges, qui surprennent les aristocrates de la petite république. Ceux-ci « voudraient tout mettre sous clef et la mettre dans leur poche. » Metternich est plus sympathique que les autres politiciens de son temps. Constant ne pardonne pas au ministre d'Autriche en Suisse, le baron de Schraut, d'avoir appelé Guillaume Tell un assassin.

En même temps que Metternich, Capo d'Istria, l'homme de confiance d'Alexandre, se trouve à Genève. Il plaît à chacun par sa physionomie animée, ses beaux yeux, sa vivacité d'expression, son esprit et sa franchise. L'on n'oublie pas que Pictet de Rochemont s'est constamment appuyé sur ses conseils pour faire valoir les revendications de la Suisse au congrès de Vienne.

Pictet de Rochemont, lui, saisit l'occasion d'une fin d'année pour donner sa démission du Conseil d'Etat. Il veut, dit-il, se vouer plus complètement à ses travaux littéraires et agricoles. La *Bibliothèque britannique*, devenue la *Bibliothèque universelle*, le réclame toujours davantage. Constant se désole de le voir abandonner la scène politique, où ses idées libérales étaient nécessaires.

A la même époque, le Conseil représentatif décrète une fête annuelle le 31 décembre, en commémoration de la Restauration de la République. Cette année — 1815 — elle revêt une solennité particulière.

« Le Conseil souverain, rassemblé dans la salle de ses séances et augmenté des pasteurs, professeurs et juges en grande tenue, a reçu le Conseil d'Etat, présidé par les anciens syndics en grand costume, ayant à la main les bâtons de leurs office (bâtons d'ébène surmontés d'une couronne d'argent). Ils prirent place sur leurs sièges accoutumés, et, ayant fait la prière, M. Lullin, premier syndic sortant, fit un petit discours analogue à la circonstance et à l'anniversaire de notre restauration. Les nouveaux syndics prêtèrent serment et les anciens remirent leurs bâtons et leurs places aux nouveaux après les avoir embrassés. M. Schmidtmeier, le nouveau premier syndic, adressa un bon discours à l'assemblée; il rappella les services que leurs prédécesseurs ont rendus à la République; il retraça ce que nous devons à la Providence en nous épargnant les maux, les déchirements que notre position semblait rendre inévitables et qui, par tant de bienfaits, nous a imposé le devoir de ne pas gâter son ouvrage. Après la cérémonie, le Conseil souverain s'est partagé en trois parts, dont chacune s'est rendue dans une église où on fit de beaux discours. Mon mal ne me permit pas d'y assister; j'ai craint le froid aigre et humide de nos églises, qui a tué le père de M. Odier, le nouveau syndic et le professeur De Roches, doyen des pasteurs, morts dix jours après avoir communie à Saint-Pierre à Noël. Il y a longtemps qu'on a dit que Saint-Pierre tue plus de gens qu'il n'en sauve. »

Cette description terminée. Constant reprend, le 1^{er} janvier 1816, le fil de ses anecdotes et celui — un peu relâché — de ses opinions.

« Moi qui connais Saint-Hélène, je n'ai aucune inquiétude que Bonaparte puisse s'en échapper, mais il n'est pas impossible que la politique ne le remette sur ses pieds. Il n'y a rien dont la politique n'ait abusé. L'Autriche ne s'est pas emparée du roi de Rome pour ne pas s'en servir : ces deux personnages sont capables de renverser le monde à nouveaux frais.

» 21 janvier. — Il y aura trois bals cette semaine : un chez les Sellon, le deuxième chez le prince de Mecklembourg et le troisième chez les Boissier-Buttini. Nos magistrats ont défendu de danser après minuit. Je trouve la chose fort sage, mais j'aurais voulu que cela se fit d'un commun accord par la conviction de l'utilité de la mesure. Je n'aime pas que le gouvernement se mêle de détails de cette nature ; c'est une affaire de mœurs. Le public prend presque toujours en mauvaise part lorsque le gouvernement intervient dans les affaires des particuliers et ce qui est du ressort des mœurs, et, par conséquent, de l'opinion. Les gouvernements ne craignent pas de se rendre impopulaires : ils devraient l'éviter avec soin, mais il faut gouverner ! Qui résiste à cette action maladive, la rage de gouverner ses semblables ?

» Les Grand d'Hauteville donneront un bal costumé le 1^{er} février ; il faudra y paraître dans le costume à la mode en 1788.

» 29 janvier. — J'ai mené mes filles au bal donné par le prince Paul de Mecklembourg dans la maison Buisson. J'étais assez souffrant en y allant ; la chaleur qu'il y faisait me procura tout de suite un grand sentiment de bien-être. Je quittais le bal néanmoins à onze heures ; ma femme vint alors me remplacer ; elle y resta jusqu'à trois heures du matin. Ce bal, pour lequel rien n'a été épargné, a été fort brillant ; il y avait plus de 500 personnes qui furent toutes assises à souper. Le lendemain, je fus en uniforme à l'enterrement du général de Châteaueux qui a eu lieu à Chouilly.

» Pasteur-Fatio a été nommé inspecteur de la poste aux lettres ; ils seront établis en ville pour recevoir en

pension le fils de Lord Uxbridge, — un Lord Paget, — qui naguère se rendit fameux sur les bords du Léman par ses fredaines et ses aventures galantes ; il commandait (le père) la cavalerie à la bataille de Waterloo et y a laissé une jambe ; l'autre personne que les Pasteur prennent en pension est un colonel Thornbride, à qui un boulet a enlevé la chair de la nuque à Waterloo. Ces deux pensionnaires paient 40 napoléons par mois pour eux et leurs domestiques. Tout le monde voudrait avoir des pensionnaires à ce prix et on me fait la cour pour en procurer.

» 5 février. — On a signé l'autre jour à Coppet le contrat de mariage de M^{lle} de Staël avec le duc de Broglie, arrivé de Paris tout exprès avec Auguste de Staël. Ils sont ensuite partis pour l'Italie pour achever toutes les cérémonies. Ils ont emmené Sismondi.

» Ces arrivées de Paris clabaudent beaucoup sur ce qui se passe à Paris. Ils craignent une révolution royaliste et annoncent un changement de ministère dont Mathieu de Montmorency et d'autres encore plus purs que lui seraient membres.

» M^{me} de Staël a été payée des deux millions prêtés à la nation par son père ; on lui donne des inscriptions au grand-livre qu'elle a tout de suite vendues pour 1200 francs ; elle a mis bien de l'adresse à obtenir ce paiement qu'elle a pourchassé sous tous les gouvernements depuis vingt-cinq ans.

» 26 février. — Le fils cadet de M. Cramer-Courlet, lieutenant de vaisseau dans la marine royale d'Angleterre, vient d'arriver ici ; il est tout frais du Brésil ; il a passé à Sainte-Hélène ; il y était quinze jours avant l'arrivée de Bonaparte. Il confirme la bonne opinion que j'ai du Cap de Bonne-Espérance. C'est, sans doute, la meilleure colonie européenne ; c'est celle qui, par son climat, ses productions, ses mœurs et ses institutions, ressemble le plus à la bonne partie de l'Europe. C'est là où j'irai m'établir si on me chasse d'ici. On nous menace de la guerre ; l'insatiable ambition de l'Autriche replongera de nouveau le monde dans toutes les misères dont il n'est pas encore sorti.

» Genève aura une compagnie aux gardes-suisses et une et un quart dans la ligne. Charles Bontems et Simon Cayla sont sur les rangs pour avoir des places.

» Les Anglais ont formé ici une société de débats où l'on discute sur toutes sortes de sujets. J'ai décrit dans le *Journal* une société de même genre à Londres.

» Voilà l'ambassade anglaise partie pour la Chine ! Elle n'aura pas un meilleur succès que les précédentes, malgré le caractère aimable et riant de Lord Amherst, dont mon ami Drummond me dit un bien infini. Les affaires communales¹ de l'Angleterre vont bien mal. Tout marche vers un changement de toutes choses dans ce pays qui a été longtemps le modèle des autres ; mais tout y est plus que pourri.

» Nos filles iront demain au bal chez Lady Dalrimph Hamilton. Il y en a un autre chez M^{lle} de Jaquet.

» De Châteaueux a fait imprimer en un petit volume les lettres sur l'Italie qu'il avait données à la *Bibliothèque britannique*.

» 18 mars. — J'ai reçu deux lettres de Londres qui parlent de Benjamin. L'une dit : « Il fait le vert et le sec ; » l'autre, disant qu'il fait pleurer les dames par la lecture qu'il leur fait de son roman manuscrit. — dont l'une d'elle en a eu un grand mal aux yeux. — ajoute : « Il n'est pas très populaire. » Il a renoncé à faire imprimer son ouvrage sur la France, celui de John Hobhouse l'ayant devancé et contenant à peu près les mêmes choses.

» 25 mars. — M. Pictet de Rochemont est revenu après avoir terminé la négociation avec la cour de Turin relative à la cession du territoire savoyard. Nous acquérons par le traité une belle province, compacte, arrondie, qui, du centre, Carouge, étend ses bras l'un sur la rive du lac depuis Hermance, l'autre jusqu'au Rhône à Chancy, le Foron, l'Arve et la route dont je t'ai parlé faisant la limite du côté des montagnes. Le roi de Sardaigne a donné une belle boîte d'or enrichie de diamants à M. Pictet. Le chambellan qui la lui a remise lui a dit : « Je vous prévins que l'usage est ici, lorsque le roi fait un cadeau, que celui qui le reçoit donne 10 % de sa valeur à celui qui le lui porte. » Cette tabatière vaut 12.000 francs ; il a donc été obligé de donner cinquante louis au chevalier de Perrou qui en était porteur.

¹ De la Chambre des Communes.

» 29 avril. — M. de Candolle, le botaniste, a quitté Montpellier où il était professeur pour occuper ici la chaire d'Histoire naturelle, quoique les avantages soient bien moindres ici. Il vient d'arriver. C'est une précieuse acquisition pour notre Académie, pour la société et le pays; il est très instruit et très aimable. Il en est de même de sa femme. Je les voyais souvent à Paris en 1796 et 1797. Ils n'étaient pas mariés alors. Je te le répète, Genève sera, s'il ne l'est déjà, le coin le plus heureux du monde: tout concourt pour favoriser sa prospérité. Déjà nous avons une école à la Lancaster. M. Pictet veut y joindre une école d'agriculture et à l'instar de celle de Hoffwyl; il y consacra les dix mille florins que nous lui avons donnés en reconnaissance de ses services; c'est lui-même qui a demandé qu'il en fût ainsi.

» Lady Hamilton, fille de lord Dumme qui battit la flotte hollandaise à Camperdown, nous racontait l'autre jour que, lorsqu'elle fut sur le champ de bataille de Waterloo, elle l'avait trouvé couvert de lettres qu'on avait sorties de la poche des morts en les dépouillant. Elles étaient écrites en toutes sortes de langues et généralement par des femmes, mères, épouses, filles, sœurs ou amantes des pauvres tués. Lady Hamilton est très belle femme; elle a une très jolie fille.

» 27 mai. — Il pleut des Anglais dans ce moment. Lord Byron est du nombre. Cet homme, ce poète si décrié par son caractère et sa conduite n'a pas voulu se contenter d'être le premier poète de son pays et de son époque: il a ambitionné la gloire, la fausse gloire de faire, de dire, de penser d'une manière différente de tout le monde. Il a un peu du diable dans sa composition; il aime le mal comme un ami et il le fait de gaieté de cœur comme une partie de plaisir. Mais quel génie! quelle force! quelle belle imagination!

» Le prince Starhemberg était hier sur notre terrasse; j'étais à l'exercice. C'est une ancienne connaissance: rappelle-toi Londres et l'*Etrusco*. Il va marier sa fille au comte Baltriani, à Lausanne. Nous avons vu chez M. d'Yvernois un sac de velours écarlate, brodé en acier par Marie-Louise pour son cher époux Bonaparte, que le neveu de M. d'Yvernois, officier au service de Prusse, a donné à sa tante. Il l'avait acheté d'un soldat sur le

champ de bataille de Waterloo; il était rempli d'herbes odoriférantes. Il avait aussi apporté un gobelet d'argent pris dans la voiture de l'ex-empereur. Ce sont des reliques dont bien des gens font grand cas. Le chiffre de Bonaparte sur le sac est entouré de trophées et surmonté d'une couronne.

» 10 juin. — Lord Byron n'est point gibier pour M^{me} de Staël; ils ne se sont pas plus réciproquement. Ils craignent le choc de leur célébrité. La rivalité est trop grande pour qu'il n'y ait pas jalousie. Les Anglais continuent à arriver par douzaines; c'est une véritable invasion; c'est une pluie d'or dont nos dames espèrent avoir leur part.

» 17 juin. — Personne ne voit lord Byron; je t'enverrai des vers qu'il a faits après la séparation avec sa femme, qui n'a pu supporter ses bizarreries, sa manière de vivre et ses mauvais traitements. Ces vers sont tendres, passionnés et on ne peut mieux exprimer le regret de ce qu'il a perdu. Ils laissent croire que la cause de leur mésintelligence vient d'elle et qu'elle a été coupable d'hypocrisie et de perfidie.

» Nous avons fait la connaissance de lord Minto et de sa famille, composée d'une mère, d'une femme, de trois sœurs et d'enfants et de domestiques, ensemble trente et un individus; ils occupent le village de Chambésy. Ils attendent un frère de lord Minto, qui a aussi une famille. Cette famille nous plaît beaucoup. Lord Minto est un homme fort instruit, ainsi que la femme et les sœurs. Leur simplicité égale leur bon ton.

» Nous eûmes les Wickham à dîner samedi, et le soir quelques personnes, entre autres M^{lle} Bertrand qui chanta beaucoup et comme toujours à ravir. Nous avons aujourd'hui les jeunes de Bottens à dîner et le soir les bons voisins des Délices.

» Je menai samedi M. Wickham¹ à Saconnex chez M. Schweppe pour voir sa belle pêcherie. Je trouvai M. Schweppe plus curieux à voir que ses pêchers; son grand âge, ses cheveux blancs contrastent fortement avec sa vivacité et sa force; il a une originalité d'expressions et un feu qui n'appartiennent qu'au génie. Il fait dans

¹ William Wickham, ministre d'Angleterre en Suisse de 1795 à 1797.

ce moment un *Orery* qui représentera le mouvement des astres et qui marchera par le moyen d'un mécanisme ingénieux. Il a rapporté une jolie fortune d'Angleterre, où il fut le premier qui a fabriqué des eaux minérales factices d'un usage si général maintenant¹.

» 24 juin. — Lord Minto est le fils de son père qui, de son vivant, a été vice-roi de la Corse pendant qu'elle était aux Anglais, puis ambassadeur à Vienne et enfin gouverneur général de Bengale. Le nom de cette famille est Elliot...

» M^{me} de Montgelas, femme du premier ministre du roi de Bavière, était samedi sur notre terrasse. Ce n'est pas par la figure qu'elle mène la cour de Bavière, quoiqu'elle ait été belle, mais par un caractère fort hautain, emporté, un esprit adroit, intrigant, méchant même; elle est liée avec les Pictet de Rochemont, dont elle a fait nommer le fils Charles ministre de Bavière à Paris.

» 8 juillet. — Benjamin a fait mettre dans les journaux anglais que les personnages de son roman d'*Adolphe* ne sont pas des portraits véritables, mais ceux qui le connaissent et ceux qui ont connu mon oncle ne manqueront pas de les reconnaître. Plusieurs personnes qui sont ici ont connu Ellenor : elle s'appelait Lindsey; elle était moitié française, moitié anglaise; c'était *une fille* du bon ton, que des aventures avaient jetée dans le concubinage; elle avait de l'esprit et point d'instruction. Ses aventures avec Benjamin firent assez de bruit dans le temps. M^{me} de Staël n'est pour rien dans cet ouvrage.

» M^{lle} Victorine Achard, si jolie, épouse aujourd'hui M. Fabri fils, sous-préfet du pays de Gex; c'est un bon mariage pour tous les deux : lui est un aimable et spirituel jeune homme dont le père est riche et considéré.

» Le roman intitulé *Glenarova* est de lady Caroline Lamb, nièce de la duchesse de Devonshire, sœur de lord Spencer, non celle du moment qui était lady Elisabeth Foster, Hervey de son nom. J'ai souvent parlé de l'une et l'autre de ces duchesses dans le journal. Lady Caroline était passionnément amoureuse de lord Byron au

¹ Nous avons signalé l'initiative de Schweppe dans notre ouvrage sur *Le commerce et l'industrie à Genève*.

point qu'elle se donna des coups de couteau dans un raout parce qu'il l'avait négligée pour s'occuper d'une autre femme. Ce roman, dans lequel elle s'est peinte elle-même ainsi que lord Byron, est une peinture fort dégoûtante, quoique très vraie, des mœurs de la haute société en Angleterre. L'auteur n'a pas craint de se traîner dans la boue avec les autres personnages. »

En présentant ces extraits de la *Chronique sociale* de Charles de Constant, nous affirmions que ce grand voyageur, de retour au pays natal, étudiait avec philosophie les événements qui se déroulaient autour de lui. Nous ne nous en dédisons point. On aura vu, cependant, que cette philosophie n'était pas exempte de passion. S'il est teinté d'épicurisme, Charles de Constant conserve un cœur très sensible, très vibrant. L'intérêt de son pays, celui du vrai libéralisme, lui sont infiniment précieux.

Habitué aux grandes affaires commerciales, il n'hésite pas, après en avoir déposé le fardeau, à se vouer à la chose publique. Il est du Conseil représentatif, l'assemblée législative de Genève; il est officier aux milices. En cette qualité, il étudie en phrases brèves l'avenir militaire de la Suisse et il écrit, le 4 mars 1816, devant son temps :

« Pour que la neutralité de la Suisse ne soit pas seulement un mot, mais un fait, il faut trois choses : 1^o que la Confédération ait un fonds à sa disposition, applicable à la mise en campagne de l'armée fédérale; 2^o qu'on établisse une académie militaire où les officiers apprendront leur métier; 3^o que l'on crée un état-major fédéral qui aura l'inspection de nos milices et les fera manœuvrer afin de leur donner l'uniformité et l'ensemble qui leur manquent. »

Ennemi déclaré de tout ce qui lui apparaît comme une restriction au libéralisme, il écrit quelques jours plus tard :

« L'esprit de secte qui s'introduit ici est une chose déplorable. Ce n'est pas plus de la religion que la débauche n'est l'état naturel à l'homme. Il est impossible que cet esprit n'amène pas des changements notables dans les mœurs et les habitudes des habitants de ce petit pays, jusqu'à présent dans une si bonne mesure. N'est-il pas à craindre qu'après l'époque trop sérieuse et triste on ne tombe dans l'autre extrême des mœurs sous Charles II d'Angleterre et de la Régence ? Car la pendule des opinions régnantes ne s'arrête que lorsque la machine est tout à fait détraquée. »

Charles de Constant avait connu des jours remplis de bonheur, mais ses dernières années se passèrent à pleurer une épouse bien-aimée. Ne pouvant plus vivre dans le merveilleux domaine de Saint-Jean sans celle qui l'animait de sa grâce, il le donna à ses filles et se retira dans une maisonnette qu'il possédait au bord du Rhône, à Sous-Terre ¹.



¹ Voir à ce propos, *Rosalie de Constant*, par Lucie Achard, tome II. Genève, 1902, in-8°.

Dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, Chateaubriand signale la retraite où Charles de Constant passa les dernières années de son existence. Sans être une « cabane », ainsi que le veut René, il y avait loin de cette demeure très simple au merveilleux domaine de Saint-Jean où Constant avait vécu jusqu'à la mort de sa femme.

Pourtant, comme à Saint-Jean, Charles de Constant continua à réunir dans sa maisonnette du bord du Rhône nombre de personnages intéressants. Ce cousin de Benjamin, le constitutionnel et sentimental Benjamin, attirait par son esprit et ses connaissances. Ses relations étaient fort étendues ; il était de mode de l'aller voir et cela pouvait être utile.

Comme tant d'autres voyageurs, exilés ou non, le maréchal de Bourmont rencontra Charles de Constant à Genève. En 1834, Bourmont n'occupait plus le devant de la scène ; son nom, cependant, avait encore quelque éclat. Une fortune politique retentissante, un passé de courage auquel la gloire même ne fut pas étrangère, des aventures de conspirateur et des mésaventures d'agitateur alimentaient la curiosité de ceux qui l'approchaient.

Chef des Chouans à vingt-deux ans, général de division sous l'Empire, pair de France, ministre de la guerre et maréchal sous la Restauration, Bourmont venait de présider à la prise d'Alger lorsqu'éclata la révolution de Juillet. Les « Trois Glorieuses » le privèrent de son com-

mandement. Avec la duchesse de Berry, il s'efforça de soulever la Vendée en faveur de la légitimité et trouva un allié dans la personne de Don Miguel, usurpateur du trône de Portugal. Bernardin ou Petit-Pierre (ce sont les pseudonymes de la duchesse dans les halliers bretons), pas plus qu'Olivier (surnom du maréchal) ne devait aboutir et les efforts de leurs partisans furent vains. Parmi ces partisans, signalons, avec le baron Capelle, ancien préfet du Léman et ci-devant ministre de Charles X, quelques personnages mentionnés par Charles de Constant : le baron d'Haussez, ministre de la marine dans le cabinet Polignac, et, à ce titre, condamné par la Chambre des pairs, le 11 avril 1831, à la prison perpétuelle et à l'interdiction légale par contumace ; M. de Mesnard, neveu du premier écuyer de la duchesse ; M. de Sala, ancien officier de la garde royale, l'un des messagers les plus actifs de la conspiration de Massa, auquel le comte de Maistre avait fait délivrer un passeport sous le nom d'André Semino. Sala fut arrêté sur le *Carlo-Alberto*, alors que ce vaisseau, battant pavillon sarde, venait de ramener en France l'impétueuse duchesse.

Parmi les Genevois cités par Constant dans les documents qui vont suivre, nous relevons les noms de Rillet, son gendre, qui avait débuté comme sous-lieutenant de cuirassiers sous l'Empire et remplissait, à son décès, avec de hautes charges civiles, celles d'inspecteur en chef de la cavalerie suisse ; du syndic Turretini ; du conseiller Jean Sarasin, surnommé « le Prussien », parce qu'il avait été capitaine au service de la Prusse. Sarasin avait fait partie du gouvernement provisoire de la Restauration genevoise, puis du Conseil d'Etat.

« J'ai diné samedi 2 août 1834, écrit Charles de Constant¹, avec le maréchal de Bourmont et deux de ses fils chez mon gendre Rilliet. Je l'ai dès lors revu une fois chez lui. Il est impossible de ne pas se former une idée de la personne, des manières et de l'esprit des hommes dont on a beaucoup entendu [parler] et dont les actions ont longtemps occupé parce qu'elles avaient des résultats étendus. Mais alors, et lorsqu'on ne les a pas encore vus, le portrait que l'on en fait n'est que le reflet de nos propres idées, de notre manière de voir, de nos opinions et du genre de notre imagination. C'est plutôt notre portrait que nous faisons et point celui d'une autre personne.

» Je n'ai donc pas été surpris en voyant, en entendant et causant avec M. de Bourmont, de le trouver peu ressemblant au portrait que mon imagination s'en était fait. Je savais, cependant, que le maréchal a plus de soixante ans, qu'il est petit et gros, que sa physionomie est fine et que ses traits sont réguliers et agréables ; mais ce qui ne m'était pas entré dans l'esprit est que sa tournure est commune, son langage point remarquable et ses manières comme celles de toute personne bien née. Il m'aurait été impossible de deviner qui ce pouvait être et je n'aurais pas soupçonné qu'il eût jamais rempli sa carrière aventureuse et singulière si je n'avais pas su qui il était et s'il n'avait pas parlé d'Alger, du Portugal, de Charles X et des ordonnances.

Interrompu dans son récit par la visite de Bourmont même, accompagné de son fils aîné, Constant reprend :

» Il ne raconte pas avec la facilité, le brillant si connu des Français gens d'esprit qui ont beaucoup à raconter. Ce qu'il dit semble être pesé, réfléchi et recherché dans la mémoire et le raisonnement. Il raconte et cause cependant volontiers ; il exprime sa pensée et ses opinions librement et avec franchise. Cependant on dirait qu'il craint que vous ne le jugiez avec défaveur. Il sem-

¹ Bibliothèque de Genève, ms Constant. — Voir *Semaine littéraire*, 13 avril 1914.

blerait qu'il a besoin de se mettre bien dans votre esprit, et, comme ceux qui croient avoir des explications à donner, il cherche et découvre bientôt ceux à qui il doit les adresser. Il a le tact de ne dire que ce qu'il faut. Sa conversation, qui est faite le plus souvent avec abandon ou sans apparence, est *gardée* et circonspecte. Il serait difficile de demander qu'il dit plus et cependant on aperçoit de la retenue. Il croit qu'il y a bien des sujets qu'il ne faut pas traiter avec des inconnus. Quand il a dit quelque chose de saillant, il rit fort et d'une manière prétentieuse.

» Je ne lui ai rien entendu dire qui fit preuve d'un esprit supérieur. On ne peut douter qu'il ne soit bon militaire ; il m'a laissé l'impression qu'il est bon administrateur et surtout un homme d'action efficace. Il n'a rien d'un homme de cour et on s'aperçoit à peine qu'il a rempli de grandes places. Il a les épaules rondes comme tous ceux qui ont été dans le ministère. Les épaules jouent dans cette place un double rôle, l'un devant le maître, l'autre devant les subordonnés.

» Il est venu tout à l'heure avec son fils aîné, gros et grand homme, dont la figure est plus russe ou kalmouque que française ; son expression est grossière et ne donne point l'envie d'être sous ses ordres.

» M. de Bourmont nous a dit qu'il trouva le trésor du dey d'Alger dans la casanbra, renfermé dans cinq caveaux voûtés : deux petits contenaient vingt-huit millions de francs en or, les trois autres ne contenaient que des pièces d'argent. L'or était en grande partie des sequins de Venise et des doublons d'Espagne ; il était mis en grenier, c'est-à-dire en tas de deux pieds et demi de haut. Il me semble que l'eau vous en vient à la bouche, cher lecteur ! Essayez-la, car c'est tout ce qui vous en reviendra. Le trésor était en tout de quarante-huit millions de francs que le maréchal a envoyé en France. Il y avait de plus pour vingt-deux millions de munitions de guerre, entre autres onze cents pièces en bronze, qui ont été envoyées en France. Il ajouta : « Il faut que tout cela ait » été bien dilapidé puisqu'on ne l'a évalué en France » que pour quinze cent mille francs. »

» Il nous dit que don Miguel est un homme sans talent et sans caractère, d'une grande ignorance et sans

aucun principe quelconque. Ce qui a fait sa force, c'est la haine que l'on a en Portugal de toute espèce de changement. Les lois municipales en Portugal, qui sont la vraie constitution du pays, laissent une grande liberté. Il n'y a point d'impôts réguliers. Les revenus consistent dans le produit des douanes, des biens considérables de la Couronne, des demandes fort modérées que l'on fait aux communes qui lèvent la somme comme elles l'entendent et qui refusent souvent, et dans les sommes que le clergé a payées au roi pendant le règne de don Miguel. « Il ne faut pas juger du Portugal, disait le maréchal, » par Lisbonne, Oporto et quelques ports de mer. » L'ignorance, du reste, le peu de besoins des habitants de l'intérieur, leur religion si minutieuse dans ses pratiques en fait un peuple fort différent. »

» M. de Bourmont m'a paru bon Français, ce qui, pour un homme de son âge, veut dire attaché au roi, à sa gloire ou plutôt gloriole nationale, à l'honneur du nom français, pourvu, toutefois, que tout passe par les mains de la noblesse et de la famille des Bourbons légitimes.

» M. le maréchal est un homme du dix-huitième siècle que le dix-neuvième a habillé de neuf. Il aurait fallu plus de consistance dans l'esprit, plus de constance dans le caractère pour qu'il restât fidèle à toute épreuve aux principes que sa position lui avait d'abord inculqués. Ayant appris que M^{me} de La Bédoyère est à Genève, il nous [dit] qu'il avait été fort lié avec le mari. Il nous dit qu'en 1814 et 15, il s'ourdissait une puissante conspiration pour détrôner Louis XVIII et les Bourbons légitimes, pour leur substituer le duc d'Orléans et sa famille ; que tous les bonapartistes y étaient entrés, ne pouvant souffrir les Bourbons légitimes. Il y avait un comité à Paris pour régler la marche de la conspiration, dont le duc de Bassano, Maret, était membre. Celui-ci informait régulièrement Bonaparte de tout ce qui se faisait en France et il lui écrivait les progrès de la conspiration et lui dit : « Si vous ne vous présentez pas aux Français le 1^{er} mars 1815, la Révolution se fera sans vous et au profit d'un autre. » Bonaparte partit là-dessus de l'île d'Elbe et changea le cours des idées des conspirateurs. L'armée, toute bonapartiste, oublia le duc d'Or-

léans pour adopter son ancien chef. Cela explique assez bien la résistance que trouva Bonaparte.

» M. de La Bédoyère consultait souvent son ami Bourmont sur ce qu'il devait faire dans ce temps de partis et d'effervescence politiques ; M. le maréchal ne nous a point dit quels conseils il lui donnait.

» M. de La Bédoyère était colonel d'un régiment d'infanterie qui était en garnison à Chambéry. Il le fit aller à Grenoble, où il était lorsque Bonaparte débarqua au golfe de Juan. Ce régiment n'était point bonapartiste, il aurait résisté si La Bédoyère, homme ardent, inconsidéré, fort compromis dans la conspiration d'Orléans, ne l'avait entraîné, et c'est, dit le maréchal, ce premier acte qui a décidé du sort de Bonaparte et lui ouvrit les portes de la France.

» Voilà l'histoire telle que je l'ai entendue raconter par le maréchal. Il est, comme on pense bien, fort contraire à Louis-Philippe. La visite qu'il m'a faite aujourd'hui m'a confirmé dans l'opinion que j'ai prise de M. de Bourmont. C'est un homme que le temps, les événements et la part qu'il y a eue ont instruit, ont modifié. Ils en ont fait un homme plutôt de circonstances que de principes ; un homme plus habile que de génie ; plus capable de plaire que d'exciter une vraie estime, un grand respect. Je ne lui crois pas de ces hautes ambitions des grandes âmes, ni de cette basse ambition qui sont satisfaites avec des succès dus à de très petits moyens. Je le crois par-dessus tout et de toutes choses l'homme du « juste milieu » par excellence. Ce sont ces circonstances qui l'ont empêché de servir son représentant qui règne aujourd'hui sur la France. Lecteur, n'oubliez pas que je n'ai vu M. de Bourmont que trois fois, en tout six heures de temps¹.

Charles de Constant devait, depuis le jour où il nota ce récit sur ses tablettes, revoir le maréchal de Bourmont

¹ Dans ses *Souvenirs*, publiés par Guy de Montbel (Paris, 1913, in-8°) le comte de Montbel, qui fut du même ministère que Bourmont, donne quelques détails sur le maréchal.

et sa famille. Il conte, le 11 août 1834, le trajet de Genève à Coppet qu'il fit en bateau à vapeur avec quatre fils Bourmont.

» Je connaissais déjà trois des fils du maréchal. Le quatrième, le seul qui ressemble trait pour trait à son père, rit comme lui. L'aîné est un beau parleur, ou plutôt un gros parleur, abondant en phrases et sentences politico-philosophiques très vulgaires aujourd'hui.

Les Bourmont accompagnaient à Coppet plusieurs camarades, décorés comme eux de l'ordre de la Tour et de l'Épée créé par don Miguel. A Coppet, les miguélistes se séparent et Constant converse avec un autre passager, le vicomte d'Arlincourt, auteur d'*Ibsiboé*, du *Solitaire*, de l'*Etrangère*, romans dont la très grande vogue demeure inexplicable.

» Il me dit qu'il me connaissait de réputation, qu'il avait été fort lié avec mon cousin Benjamin pour lequel il avait une grande estime, non seulement comme écrivain, mais encore parce que son caractère était beau, franc et d'une bonne foi très rare. « Nous avons bien vécu ensemble, ajouta-t-il, quoique ses opinions fussent fort différentes, mais j'admirais son esprit et ses vastes connaissances »... La conversation s'est engagée sur la Suisse, Genève et quelques noms célèbres, et je me suis convaincu que pour faire des ouvrages tels que ceux que j'ai cités, on peut être ignorant ou un ignorant tout court... Un jeune homme de quinze ans chez nous, qui sort du Collège, en sait cent fois plus sur les affaires de ce bas monde que cet auteur vicomte.

Un mois plus tard, le 28 septembre, Constant écrit à sa sœur, cette mystérieuse et charmante Rosalie à laquelle M^{lle} Lucie Achard a consacré un intéressant ouvrage. Constant donne des nouvelles mondaines, parle

de la «cousine Benjamin», un «feu-follet» quel'on croit tel jour en Allemagne et qui se trouve en Angleterre, de lord Minto, un ami de longue date qui abandonne son ambassade de Berlin, et de tant de relations nouées naguère dans la haute société européenne. A Genève même, il signale le bal Saladin, très brillant, le maître de la maison ne voulant être surpassé par personne en pareille matière.

» Les carlistes y étaient en force. On voyait une partie de whist, composée de M^{me} de Tonnerre, du maréchal Bourmont, de M. d'Haussez et de M. de Mauroi. On voyait parmi les invités M. de Ménars le neveu, M. de Girardin avec ses grandes moustaches, le premier avec une grande barbe ; quatre fils Bourmont et M. de Sala qui était avec la duchesse de Berry sur le *Carlo-Alberto* et a été acquitté à Rhodes. J'y menai ma voisine, la jolie lady Valletort.

Invité par M^{me} Trembley, Constant dîne à la fameuse auberge Dejean, à Sécheron, où descendent, à leur ordinaire, tous les hauts dignitaires.

» Il y avait M. et M^{me} de Bourmont et leurs six grands enfants, M. d'Haussez, trois Sala, deux Liancourt, le syndic Turretini, le conseiller Sarasin le Prussien et le républicain Charles de Constant. Le dîner fut excellent et copieux, les vins exquis et variés, la conversation bonne et futile, plutôt gaie qu'autrement. On ne dit rien du passé et du présent. Plus je vois le maréchal, plus je me confirme dans le portrait que j'en ai tracé. Il a un peu la manie de vouloir définir et expliquer comme s'il avait un passe-partout qui ouvre toutes les portes. M^{me} Trembley, qui voit que ce n'est ni un Narbonne ni un Benjamin pour la conversation, dit qu'il est grand à cheval le jour d'une bataille ! — ce que j'accorde très volontiers.

» Je fis la partie du maréchal, après le soi-disant déjeuner, avec M. d'Haussez pour partenaire. Il ne joue pas

mieux au whist qu'aux ordonnances¹. Il passera l'hiver à Genève, au Calabri, si Louis-Philippe continue à régner en France.

C'est la dernière fois que, dans les lettres conservées à la Bibliothèque de Genève, Charles de Constant parlera de Bourmont. A la même époque, il signale ses relations avec le duc de Broglie, « fort causant et amical », le repas pris chez Sismondi avec la Guiccioli. Cette Italienne, « soutenue par Byron, commence à reprendre le dessus » mais elle est minaudière et affectée ; « dans peu ce ne sera qu'une ruine ». Au même repas se trouve le comte de Saint-Marsan, fils du premier ministre de Sardaigne en 1821, condamné à mort et qui, depuis lors, parcourt le monde en juif-errant.

» Il y avait encore sir Henry Bunbury, sa femme et son fils ; ils avaient apporté une lettre de M^{me} de Genlis à l'oncle de sir Henry, datée de septembre 1793, par laquelle elle me recommandait et faisait mon histoire et mon éloge d'une manière si pittoresque et exagérée que j'en ai rougi jusqu'aux oreilles.

Sir Henry Bunbury, qui a laissé de nombreux ouvrages, jouait à cette époque en Angleterre un rôle politique important. Sir Henry avait fait ses débuts dans l'armée, où il conquist le grade de lieutenant-général. En 1815, il avait été chargé avec Lord Keith de notifier à Napoléon la décision prise de l'interner à Sainte-Hélène.

¹ Le baron Lemercher d'Haussez (1778-1854) avait été ministre de la marine dans le cabinet Polignac. Comme signataire des ordonnances, il fut condamné à la prison perpétuelle et à l'interdiction légale ; il devait être amnistié le 27 avril 1840.

Le 26 octobre, Constant ne parle ni du maréchal, ni de Byron, mais il donne, non sans quelque amertume, un renseignement à sa sœur sur Chateaubriand. René, qui était en relations fort suivies avec Constant, lui avait confié d'importants papiers. Comme il ne les réclamait pas, Constant prit le parti de lui demander ses instructions. Il écrit à ce propos à Rosalie :

» J'ai reçu la réponse de M. Chateaubriand. Ses instructions sont remplies et ses malles sont en route. Il nous fait présent de la caisse de vin et comme ni toi, ni moi n'aimons les présents, je la lui garde intacte dans ma cave et vais lui dire qu'il la trouvera lorsqu'il reviendra ; si ce n'est pour boire le vin, ce sera pour en disposer. Il dit toujours qu'il a le désir de revenir. C'est comme une ritournelle qu'on est bien aise de retrouver, mais qui ne laisse pas de trace, car ni lui, ni moi n'ont foi à cette parole. Que reviendrait-il faire ici ? Ses ennemis les carlistes ne lui feraient pas bonne mine et ses amis les républicains l'égratigneraient en l'excusant. »

Charles de Constant connaissait trop les hommes pour faire grand fond sur leurs promesses. Lui-même, qui semble avoir si passionnément aimé la vie, touchait au bout de sa carrière. Il mourut à Londres, où il était en séjour, le 15 juillet 1835.

Il était âgé de soixante-treize ans.

Sous l'Empire

A SAINT-GERVAIS EN 1808

En l'an de grâce et de peine que fut 1808, la paroisse de St-Gervais donnait beaucoup à penser aux gens de bien. Certes on savait qu'il eût été téméraire de chercher dans le faubourg les règles précises de l'orthodoxie ; on savait que sa population, cœur chaud, tête chaude, s'était plus souvent adonnée aux disputes et aux batteries qu'aux exercices religieux. Au delà des rues et par-dessus les toits, on avait toujours vu le clocher porter ses lézardes comme les vieillards portent leurs rides, avec une philosophie douce, un peu narquoise, que la misère des temps n'émeut pas.

Mais, décidément, ceux de Saint-Gervais outrepassaient les lois de la bienséance. Non pas qu'ils se rendissent coupables plus que d'autres de ces actes de contrebande qui exaspéraient S. M. l'empereur, ni que, plus que d'autres, ils eussent maille à partir avec MM. les officiers de la garnison. C'est leur esprit « d'indifférentisme et d'irréligion » qui chargeait l'âme de plusieurs de leurs concitoyens.

On en parla en Consistoire. On déplora, on blâma, on menaça.... et l'on nomma une commission. Quatre pasteurs et quatre anciens (des laïques) furent invités à rechercher les causes qui menaient la paroisse à sa perte.

Leur rapport est intéressant. Il relève de façon fort impartiale les raisons données, signale les remèdes à apporter et nous introduit de plain-pied dans la vie du faubourg, si ardent au travail, si vaillant contre la misère, si fier de ses traditions, si susceptible aussi lorsqu'il se croit traité avec quelque négligence. Il cite encore des faits qui ne proviennent pas de l'attitude des artisans de St-Gervais et qu'il est d'autant plus important de noter.

La commission étudia avec les paroissiens eux-mêmes les motifs qui les engageaient à ne pas fréquenter les assemblées de culte. Avec une franchise que l'empreinte impériale n'avait pas réussi à écraser, ils exposèrent leurs griefs, leurs doléances et firent valoir ce qu'ils considéraient comme de justes excuses. Tout d'abord ils invoquèrent la douloureuse période de la Terreur genevoise, qui, en 1794, « avait jeté tout le monde hors de ses habitudes ». Une réconciliation tardive n'avait pu anéantir jusqu'au souvenir. Le résident Desportes n'avait-il pas écrit lui-même, plusieurs années après les événements, qu'à Genève le bourreau était toujours côte à côte de la victime ? Quoi de plus naturel que d'éviter jusque dans les temples, surtout dans les temples, des rencontres pénibles aux uns et aux autres ? Mais il y avait plus : le commerce était en pleine décadence ; le blocus continental sapait par la base l'industrie du pays ; il en résultait une baisse dans le prix de la main d'œuvre et les pères de famille se trouvaient souvent obligés de passer leurs dimanches entiers à l'atelier « pour pourvoir aux besoins de leurs enfants ». Heureux encore lorsqu'ils n'étaient pas assaillis par la misère, qui empêchait plusieurs de leurs coreligionnaires d'assister au

culte parce qu'ils n'auraient pu s'y présenter d'une manière décente.

Ces considérations de nature économique et leur répercussion sur l'état religieux ne pouvaient être passées sous silence. Il y en eut d'un autre ordre. Les paroissiens se plaignirent de leur temple lui-même, « sombre, délabré, tellement froid que les vieillards, les convalescents, les gens infirmes étaient obligés de ne pas y aller, de peur de prendre des maladies graves ». Leurs reproches n'épargnèrent pas les prédicateurs ; ils affirmèrent que ceux qu'on leur envoyait étaient moins éloquents que ceux des autres paroisses, ou, en tout cas, qu'ils n'apportaient pas, à St-Gervais, des sermons aussi soignés que dans les autres temples.

Genevois, ceux de St-Gervais l'étaient restés malgré les circonstances ; ils témoignèrent ouvertement leur regret de ne plus voir dans les assemblées du culte les magistrats de leur ancienne république ou leurs descendants, ni les membres des corps genevois auxquels le traité de réunion avait confié la garde du passé, soit la Société économique et la Société de bienfaisance. Ils signalèrent le transfert en ville de plusieurs familles dont l'exemple et l'influence eussent été salutaires. Faut-il ajouter, sans tomber dans le commérage rétrospectif, que les paroissiens se plaignirent de ce que les pasteurs négligeassent de leur rendre fréquemment visite, de ce qu'ils n'étaient que rarement revêtus de leur costume et de ce que l'on avait vu, parfois, des « anciens » distribuer la coupe aux jours de communion ?

. * .

Les remèdes proposés par les membres de la commission furent aussi variés que les causes dénoncées. De pressantes recommandations furent adressées aux pasteurs et la jeunesse fut spécialement confiée à leur surveillance. Si la commission passa assez rapidement sur la proposition d'ériger à nouveau le Consistoire en tribunal des mœurs, elle remarqua l'opportunité de rendre le culte plus imposant, « plus propre à frapper les sens et l'imagination », d'encourager la musique sacrée, d'installer un orgue dans le temple de St-Gervais, de le réparer de telle sorte « qu'on pût s'y rendre en toute saison sans crainte pour la santé ». On émit l'idée d'exiger des assistés qu'ils suivissent le culte, et, en cas d'impossibilité, qu'ils restassent chez eux à l'heure des sermons. La commission adressa enfin un pressant appel à tous ceux qui étaient désireux de soutenir l'honneur de l'Eglise et de la Patrie, et demanda qu'une démarche spéciale fût faite auprès du maire de Genève, de la Société économique et de la Société de bienfaisance pour solliciter leur appui. C'est au vu de ce rapport que le Consistoire adressa à Maurice — qui présidait alors aux destinées de la municipalité — un extrait de registre qui lui fut remis par deux pasteurs et deux anciens.

Ce jour, lisons-nous dans le registre de la mairie du 15 mars, une députation du Consistoire, composée de MM. les professeurs Pasteur et Picot et de MM. les anciens Turretini et Saladin, s'est présentée à M. le maire de la Ville de Genève et lui a remis un mémoire sur l'état actuel du culte, en le priant de le prendre en sérieuse considération. Le maire arrête de réunir les adjoints et les commissaires de police pour s'occuper immédiatement de cet objet ¹.

¹ Cf. *Journal de Genève* du 15 juillet 1910.

Maurice contribua, selon son pouvoir, à faire respecter le culte. Un officier de police fut chargé d'écarter les enfants qui troublaient les exercices religieux par leurs jeux autour du temple ; il veilla à la fermeture des cabarets et des boutiques et supprima les échoppes dont les vendeurs offraient à grands cris les marchandises, sans souci des lieux et de l'heure. Acceptant lui-même la leçon implicitement donnée aux gens de sa condition par les paroissiens de St-Gervais. Maurice semble avoir fréquenté consciencieusement les assemblées religieuses ; en 1809, nous le voyons reprocher au Consistoire de ne pas lui avoir signalé le service extraordinaire célébré en l'honneur des récentes victoires remportées par l'empereur en Allemagne. Quant au temple lui-même, d'importantes réparations y furent effectuées.

Sans doute, malgré les dispositions prises et malgré cette enquête, ceux du faubourg ne devinrent point des saints du Paradis. Tout fait croire cependant qu'ils éprouvèrent quelque soulagement à expliquer à qui de droit comment ils entendaient que l'Eglise les traitât. Tout fait croire aussi qu'en demeurant eux-mêmes francs, gouailleurs, travailleurs et insoumis, ils consolidèrent à leur manière la tour vieille et fragile, témoin familier de leur histoire.

LA MORT DU GÉNÉRAL FITEAU, COMTE DE ST-ETIENNE

Le registre de la Municipalité de Genève porte, à la date du 14 décembre 1810, l'article suivant : « Le comte de St-Etienne Fiteau, général de brigade, commandant de la Légion d'honneur, chevalier de la Couronne de fer, né à St-Léger-le-Petit, dép. du Cher, le 9 août 1772, commandant le département du Léman, s'est tué aujourd'hui à 1 h. après midi d'un coup de pistolet dans son domicile, rue de derrière les Granges, maison Sellon. M. Noblet, commissaire de police, s'y est transporté de suite et a verbalisé. Les scellés ont été apposés sur les effets par M. le juge Matthey. »

Comme on le voit, d'après ses titres et dignités, le général Fiteau était loin d'être le premier venu. Des cavaliers de Napoléon, il avait été d'entre les meilleurs et, seules, de graves blessures avaient contraint l'empereur à se priver de ses services sur les champs de bataille et à lui donner un commandement à l'intérieur. Alors même qu'il ne fût âgé que de 38 ans au moment de son décès, Fiteau avait derrière lui une carrière bien remplie. Ses états de service, que M. Frédéric Masson a rappelés¹, sont particulièrement brillants.

La première affaire dans laquelle il se distingua fut celle de Kaiserslautern, le 6 ventôse an III. Fiteau était alors lieutenant quartier-maître aux Partisans de l'armée du Rhin. Bousculant, avec quatre hommes, quinze

¹ *Cavaliers de Napoléon*, Paris, 1896, in-8°. — Cf. *Journal de Genève* du 18 mars 1912.

cavaliers, il réussit à les mettre en fuite et à occuper lui-même le défilé du bois que gardait l'ennemi. Deux années plus tard, nouvel exploit à Valeggio : lieutenant au 7^e de hussards, Fiteau s'élance avec 25 hommes contre deux escadrons napolitains et saisit lui-même leur chef. « En Egypte, en Syrie, écrit M. F. Masson, il se signale par vingt traits de folle intrépidité. » Chef de brigade provisoire au 3^e dragons, il fut nommé colonel-major des dragons et servit avec eux de 1801 à 1809. Nommé, le 25 mai de cette année-là, général de brigade, c'est à Wagram qu'il reçut la blessure qui interrompit son service actif.

Napoléon n'oublia pas le valeureux officier ; à côté des décorations qu'il lui décerna, il le titra comte de Saint-Etienne avec 12,000 fr. de dotation. Il fit mieux pour ce soldat : il lui confia le commandement d'un département situé à la frontière et, le 13 septembre 1810, le commandant de la place de Genève — qui était alors le général Morand-Dupuch — put aviser le maire de la ville que Fiteau prenait possession de ses fonctions et que c'était à lui qu'il faudrait désormais s'adresser pour toutes les affaires de service. Deux mois s'étaient à peine écoulés lorsque Fiteau, en proie à un accès de folie, a-t-on dit, se suicida. Dans une lettre d'adieu, il institua sa sœur en qualité d'héritière et fit un legs à son adjudant. Ainsi périt, loin des champs de bataille où il s'était acquis une juste réputation de bravoure, ce général de 38 ans.

LA DUCHESSE DE CHEVREUSE ET LA POLICE IMPÉRIALE

Le 26 mai 1808, Napoléon écrivait de Bayonne à Fouché, ministre de la police générale : « Ayant lieu d'être mécontent de M^{me} de Chevreuse, dame du Palais, notre intention est qu'elle reste exilée dans sa terre de Luynes, près Tours, sous peine de désobéissance dans le cas où elle transgresserait le dit ordre. Vous voudrez bien tenir la main à l'exécution du présent ordre. »

La nouvelle de la disgrâce de la duchesse de Chevreuse mit en émoi les salons de Paris. Qu'à cette heure un Bourbon abdiquât en Espagne, que cette couronne fût ramassée dans l'émeute et que la France eût pris parti dans l'affaire, peu leur importait. Mais que l'on signifiât à M^{me} de Chevreuse un ordre d'exil, que ce « porte-étendard de la mode » dût quitter le faubourg Saint-Germain, c'était là plus qu'il n'en fallait pour jeter le désarroi dans le bataillon des grâces et du monde.

On admira, d'ailleurs, la crânerie de cette élégante. Créée, en 1806, dame du palais de l'impératrice, M^{me} de Chevreuse avait été désignée par l'empereur pour accompagner à Fontainebleau Charles IV et la ci-devant reine d'Espagne, remplacés sur leur trône par Joseph Bonaparte. « Je puis être en prison, s'écria M^{me} de Chevreuse en apprenant cette décision, mais je ne serai jamais geôlière. »

C'était déjà tout à fait contre son gré que la duchesse, — une Narbonne-Fritzlart de naissance — avait accepté de remplir des fonctions auprès de Joséphine. Elle y avait été pressée par son beau-père, le duc de Luynes,

dont l'immense fortune avait survécu à la Révolution, et qui, vraisemblablement pour la conserver, ne craignit pas de recevoir du « bandit corse » un brevet de sénateur.

Que le duc de Luynes le voulût ou non, son fastueux hôtel était devenu le centre de l'opposition royaliste. Sa femme, née Montmorency-Laval, n'avait point son apparente résignation : pouvait-on demander à l'ancienne dame du palais de Marie-Antoinette de s'incliner devant l'usurpateur ? En 1808 M^{me} de Luynes approchait de la cinquantaine et c'était, en somme, sa belle-fille qui avait la haute main dans sa maison.

Elles étaient faites pour s'entendre. Mêmes défauts, mêmes qualités. De la légèreté, un amour immodéré du plaisir, et, avec cela, de la franchise allant jusqu'au courage.

D'après la duchesse d'Abrantès, la duchesse de Luynes avait été « jolie comme les anges ». Défigurée par la petite vérole, elle avait renoncé à plaire par le charme de sa figure, mais son cœur passionné retenait toutes les sympathies et ses excentricités même recueillaient de bienveillants sourires. A cheval, portant la culotte de peau et l'habit de cuir, elle dépistait les meilleurs cavaliers et si, tel jour, elle se cassait le bras en franchissant quelque obstacle, elle ne manquait point de sauter derechef en selle le lendemain. « Elle a un peu l'air d'un homme, y compris quelques poils de barbe, » écrit le prince de Clary¹. Très joueuse, d'ailleurs : elle demeurait la nuit durant à sa table de jeu, coiffée d'un petit bonnet monté.

¹ *Trois mois à Paris*, souvenirs publiés par le baron de Mitis et le comte de Pimodan. (Paris, Plon, 1914, in 8.) p. 363.

parfaitement ridicule, qui complétait sa mise étrange.

M^{me} de Chevreuse séduisait par sa distinction et son originalité. Rousse et maigre, elle attirait les regards par une grâce incomparable. La duchesse d'Abrantès elle-même est obligée de le reconnaître dans ses *Mémoires*, où M^{me} de Chevreuse est cependant citée sans indulgence. Le passage dans lequel la duchesse d'Abrantès décrit la transformation que le mariage fit subir à M^{me} de Chevreuse est assez amusant. Habillée comme un vrai paquet au temps de son adolescence, son visage, note la duchesse d'Abrantès, avait généralement une expression boudeuse ; ajoutez à cela des cheveux nuance « carotte pure ». C'est de ce paquet grognon que devait sortir « une jeune femme à la taille élancée, au teint éblouissant, au regard fin et spirituel. » une duchesse subjuguant son entourage par ses manières et par ses réparties, et qui repoussa avec beaucoup de dignité les avances d'un Napoléon amoureux, avant de mettre ses ordres au panier.

. . .

Les Archives nationales conservent un petit dossier (F 8569) relatif à la surveillance exercée par la police impériale sur M^{me} de Chevreuse. Fouché, le tragique Fouché, s'était laissé circonvenir par Adrien de Montmorency. Exilée à quarante lieues de Paris, M^{me} de Chevreuse était revenue à sa terre d'Esclimont, qui n'en était distante que de quinze lieues. Elle y recevait Talleyrand et M^{me} de Laval.

Mais le maître s'irrita. Après une scène très vive, Fouché sombra dans la disgrâce. « Vous voulez donc faire d'Esclimont un autre Chanteloup ? » s'était écrié l'empereur.

reur, faisant allusion à l'exil de Choiseul sous Louis XV.

Avec Savary, duc de Rovigo, les mesures se resserrèrent. Une note du 9 août 1810, signée par le duc de Rovigo, ministre de la police générale, prévient le conseiller d'Etat chargé du deuxième arrondissement de la police que M^{me} de Chevreuse, placée sous surveillance à Lyon, vient d'obtenir un passeport pour le département du Léman, où elle se rend « pour raison de santé ». Le 25 août, le préfet du Léman — c'était alors le baron de Barante — reçoit un avis du même genre et le maire de Genève se voit astreint à signaler, cas échéant, l'arrivée d'une femme particulièrement redoutée par son esprit d'opposition.

Le 12 novembre — nous pouvons la suivre à la piste — M^{me} de Chevreuse est avec M^{me} de Luynes à Montpellier. « Ces dames voyagent pour leur santé, doivent être à vingt myriamètres de Paris »; le préfet de l'Hérault est averti.

Un mois plus tard, le 16 décembre, le préfet de l'Isère, Fourier, annonce en haut lieu que les duchesses de Luynes et de Chevreuse ont l'intention de s'établir à Grenoble. Depuis une quinzaine de jours des gens de service sont, pour elles, à la recherche d'un hôtel. La société grenobloise s'apprête à les recevoir, car, de leur côté, les duchesses ont manifesté le désir de recevoir beaucoup. N'est-ce pas une bonne fortune pour la petite ville que de pouvoir ouvrir ses portes à des femmes de qualité, dont l'exil accroît l'importance ? Pourtant M. Fourier, préfet de l'Isère, n'est nullement enchanté à l'idée de les voir se fixer dans son département. Il va jusqu'à demander que l'autorisation leur en soit refusée.

A plusieurs reprises il y a eu, à Grenoble, des discussions d'ordre politique. « L'esprit des anciennes prérogatives et de prétentions de société n'est point éteint dans ce département. et, quoique toutes les classes s'accordent à rechercher les faveurs de notre gouvernement, celles qui étaient privilégiées n'en sont pas moins attachées à leurs prééminences. » Pourquoi réveiller des souvenirs et attiser les divisions ?

Quoi qu'il en soit, le 20 décembre les duchesses sont à Grenoble, où elles décident de passer la mauvaise saison ; le printemps venu, elles partiront pour la Suisse. Le préfet semble revenir des craintes qu'il exprimait quatre jours auparavant. Il a appris que M^{me} de Luynes eût loué une partie de l'hôtel de Lesdiguières si la municipalité n'eût souhaité y loger l'Académie. Avec la meilleure grâce du monde, la duchesse a consenti à ne passer bail que pour un mois. Sa conduite en cette affaire est appréciée. Comme M^{me} de Luynes, aussi bien que M^{me} de Chevreuse, se montra réservée à son arrivée à Grenoble, le préfet, surpris, s'empresse de signaler leur attitude en soulignant leur reconnaissance pour le ministre de la police générale qui venait d'obtenir pour elles quelque allègement.

Une fois de plus, le charme des « péronnelles » — c'est ainsi que Napoléon les surnommait — avait opéré.

Les duchesses avaient formé le projet de passer l'été de 1811 en Suisse. Le baron Capelle, qui avait succédé au baron de Barante en qualité de préfet du Léman, écrit à la Police générale, le 4 avril, qu'elles sont arrivées à son département. Comme Fourier avant l'heure de sa séduction, Capelle avait supplié le ministre de ne point agréer leur séjour à Genève. Le voisinage de M^{me} de Staël l'in-

quiète, pour M^{me} de Chevreuse surtout : « Ces deux femmes réunies feraient du mal autour d'elles et s'en feraient elles-mêmes. » Sans doute, les Genevois n'ont point les mêmes raisons que les salons de Grenoble pour faire accueil aux duchesses, mais le préfet redoute que l'opposition ne se trouve renforcée dans le chef-lieu du Léman. où nul ne semble avoir renoncé à l'espérance de secouer quelque jour le joug impérial.

Quelques mois plus tard, le 31 juillet. Capelle reprend la plume. Il relate que M^{me} de Chevreuse, descendue, comme toute la haute société européenne, à l'auberge Dejean, à Sécheron, y fut malade de la poitrine, avec fièvre, et que l'utilisation du cautère fut nécessaire.

Le 8 août, M^{me} de Chevreuse rentre à Grenoble et, de là, gagne Paris.

. . .

M^{me} de Chevreuse était gravement atteinte, mais, écrit M^{me} de Boigne, il lui paraissait plus facile de renoncer à la vie qu'à Paris. Elle profita de l'indulgence que lui témoignait depuis peu le duc de Rovigo, ministre de la police générale, pour traverser la grand'ville. L'empereur en fut instruit et comme il n'avait pas désarmé il blâma avec énergie Rovigo d'avoir souffert « un pareil manquement » à ses ordres. « Mon système à l'égard des exilés, lui mande-t-il le 30 septembre 1811, est de ne plus s'occuper d'eux et de ne plus leur donner d'importance en se mêlant sans cesse de leurs affaires. » (*Correspondance*). Il engage enfin son ministre à « remonter la police de Paris », qui est « très mal faite. »

Le passage de M^{me} de Chevreuse à Paris causa certainement du réconfort à la malade. Comme M^{me} de Staël,

les grandeurs d'un paysage la touchaient moins que la vue du ruisseau de la rue du Bac. Moins que Corinne elle savait apprécier la puissance d'un spectacle de la nature. N'est-ce point Sismondi qui juge M^{mes} de Luynes et de Chevreuse « si complètement parisiennes et si incapables de sentir toute autre beauté, tout autre bon goût, toute autre grâce que celle des salons de Paris ? » (Lettre du 24 juillet 1811).

A Lyon, où nous la retrouvons en 1812, M^{me} de Chevreuse descend à l'hôtel de l'Europe. Sa belle-mère, inquiète et assidue, ne la quitte plus, si ce n'est vers minuit pour aller, à son ordinaire, au jeu chez M^{me} Catalan. C'est à Lyon que M^{me} de Chevreuse devait se lier, trop brièvement, avec M^{me} Récamier. M^{me} Lenormand et M. Herriot ont publié les billets aimables que la duchesse, du bord de la tombe, échangea avec la belle Juliette. Ils permettent de corriger le jugement sévère porté sur elle par M^{me} d'Abrantès. Attaquée par des femmes jalouses de son charme souverain, bannie de la cour et du monde par un empereur déçu, elle conserva la royauté des cœurs. Il faut lire la lettre émouvante et si sincère adressée à M^{me} Récamier par celle qui l'approche le plus. M^{me} de Luynes. « Vous avez jugé vous-même comme elle était attachante, comme elle méritait que je l'appelasse *ma charmante*. »

C'est à Lyon que, le 6 juillet 1813, mourut Françoise-Marie-Félicité-Hermessinde d'Albert Luynes de Chevreuse.

Elle était âgée de vingt-huit ans.



G.-A.-B., BARON CAPELLE

1775 - 1843

Copie d'un tableau à l'huile de Robert Fleury

(Propriété de M. le prof. Cartailhac)

GENÈVE ET LE PRÉFET CAPELLE

I

L'étude de l'abandon de la place de Genève, à la fin de 1813, par les administrations et l'armée françaises, a dirigé l'attention des historiens sur le rôle joué, dans cette circonstance, par le général Jordy et le préfet Capelle. Dans son *Manuscrit de 1814*, le baron Fain, en relatant les événements, écrivait : « Le général Jordy tombe mort d'un coup de sang. Le préfet Capelle prend la fuite. » J'ai signalé ailleurs l'inexactitude du renseignement concernant le général¹. Subitement indisposé, Jordy ne put quitter Genève le 30 décembre en même temps que sa troupe, mais il ne devait pas tarder à la rejoindre. Il revint lui-même l'année suivante à Genève et le gouvernement de la République restaurée saisit cette occasion pour lui témoigner son estime.

Le cas du préfet Capelle mérite d'être examiné de près. Aussi bien Napoléon prétendit-il que seule la « fuite » de Capelle avait permis la Restauration de la République de Genève. Suspendu par ordre de l'empereur, traduit devant un conseil d'enquête, le préfet du Léman ne fut moralement réhabilité que par les fonctions importantes qu'il revêtit sous la royauté. Ces fonctions, d'ailleurs, furent, elles aussi, brusquement interrompues et Capelle fut condamné pour avoir signé les fameuses ordonnances de Charles X. Cette fin politique

¹ *La Municipalité de Genève pendant la domination française*, t. I, p. CXXIX ; *La Révolution française*, t. LXII, p. 139 et 214.

ne devait pas lui attirer les sympathies, et, Capelle étant à terre, il fut facile d'accumuler sur sa tête tous les reproches contre lesquels il avait eu déjà à se défendre.

Je n'ai pas l'intention de plaider ici, à plus de cent années de distance, la cause d'un homme libéré juridiquement par un arrêt du Conseil d'Etat, mais puisque la conduite de Capelle prêta à équivoque et que de l'équivoque même naquirent maints débats, je crois bien faire en rappelant la situation telle qu'elle se présentait et en versant au procès des documents recueillis à Paris, aux Archives nationales. Peut-être permettront-ils de se rendre compte d'une manière plus précise de l'état dans lequel se trouvait le département du Léman à la fin de 1813 et des difficultés d'ordre administratif et militaire rencontrées par Capelle dans l'exercice de son mandat.

Dès son arrivée à Genève, le 26 février 1811, la tâche du préfet fut malaisée. Les habitants du chef-lieu du Léman, qui avaient apprécié son prédécesseur, M. de Barante, et qui semblent même l'avoir quelque peu circonvenu, n'accueillirent pas sans prévention le baron Capelle. Avant qu'il fût dans leurs murs, des bruits divers avaient couru sur sa naissance. D'aucuns prétendaient qu'enfant de la balle, il avait été lui-même acteur ambulant; d'autres affirmaient au contraire que du sang royal courait dans ses veines; chacun connaissait ses bonnes fortunes et nul n'ignorait que ses relations avec Elisa, grande duchesse de Toscane, sœur de Napoléon, avaient engagé l'empereur à l'envoyer administrer le Léman au lieu de le laisser à la préfecture de la Méditerranée. On savait aussi que le nouveau préfet était d'un caractère fort ambitieux. N'y avait-il pas tout à redouter d'un homme autour duquel planait quelque

mystère et qui, à la manière douce et de bonne compagnie de M. de Barante, substituerait, sans doute, la manière forte, susceptible de plaire davantage à Napoléon ?

Bientôt, d'ailleurs, les Genevois furent fixés sur sa naissance et sa biographie se précisa. Le baron Guillaume-Benoît-Henri Capelle appartenait à une famille de robe de l'Aveyron. En 1789, il n'avait alors que quatorze ans, il proclama avec tant d'enthousiasme les principes du nouvel état de choses que, l'année suivante, il fut choisi comme député du district de Millau à la fête de la Fédération. En 1794, nous le retrouvons lieutenant de grenadiers dans les Pyrénées, mais il fut destitué, cette année-là, pour cause de fédéralisme. Le 18 brumaire devait faire sa fortune politique : délégué de Millau à Paris, il entra en relations avec Chaptal qui, dès cet instant, le protégea. Il lui procura une place dans les bureaux du ministère de l'Intérieur, d'où il fut envoyé à la préfecture des Alpes-Maritimes en qualité de secrétaire général. Préfet de la Stura, puis de la Méditerranée, il passa à la préfecture du Léman pour les raisons que j'ai déjà indiquées.

La gestion de Capelle ne fut pas aussi dure que les Genevois l'avaient craint. Evidemment ses principes étaient différents de ceux de Barante. Barante exécutait la loi et la faisait exécuter sans tenter d'en tirer parti auprès de son gouvernement. Capelle affecta, tout d'abord, de suggérer en haut lieu des moyens pour obtenir l'application stricte de la loi et la police impériale ne parut point avoir, dans les départements, de plus ferme soutien que lui. Il se rendit, cependant, bien vite compte qu'il ne pourrait imposer aux Genevois par

des tracasseries et il tenta, dans ses relations avec eux, de marcher sur les traces de M. de Barante.

Désireux de plaire, comme il l'avait toujours été, il avait tout à y gagner. La société genevoise de l'époque était fort brillante et la notoriété de ses savants s'étendait bien au-delà du département. Si les rapports de Capelle furent avec elle ceux d'un homme du monde, il n'en renseigna pas moins fort exactement le ministère sur l'état des esprits tel qu'il lui apparaissait au cours des réunions auxquelles il assistait. Ses lettres concernant M^{me} Staël, en particulier, sont typiques à cet égard¹. Il ne faudrait pourtant pas en conclure que Capelle trahît l'hospitalité des salons où il était accueilli. A deux reprises, et en demeurant dans la légalité, il sut rendre service d'une manière toute spéciale à ses administrés. Ceux-ci avaient conservé l'habitude de se grouper en un certain nombre de cercles, dont le gouvernement s'inquiéta maintes fois : lorsque Capelle reçut, à propos de l'un d'entre eux, une demande de renseignement de son ministre, il put répondre que le loyalisme des membres du cercle en question ne pouvait être soupçonné puisqu'il en faisait lui-même partie. Le fait était exact. Capelle avait hâtivement réclamé son admission dans le cercle visé, connaissant la plupart des gens distingués qui le fréquentaient ; un contemporain raconta qu'il poussa l'amabilité jusqu'à n'y jamais venir ! Le second cas a plus d'importance. Au mois d'avril 1813, la Société économique, au bénéfice du traité de réunion de Genève à la France, vit son existence

¹ M^{me} de Staël et la police (*Episodes*). (Paris et Genève, 1913, in-8°).

contestée par le gouvernement. Appelé à se prononcer, Capelle trancha la question en faveur de la Société économique mais il eut la mortification de voir son arrêté cassé, le 5 août, par un décret impérial. La Restauration de la République devait empêcher qu'il fût donné suite à ce dernier.

L'année 1813 avait trouvé le préfet découragé. Il n'avait, à Genève, aucune prise sur la population. Les luttes intestines d'autrefois avaient entièrement disparu, mais, soumis à une même puissance, une puissance étrangère, les partis s'étaient réconciliés dans le malheur et il était facile aux administrateurs d'en concevoir les raisons. Résignés, les Genevois n'avaient pas abdiqué leurs idées d'indépendance et leurs maires eux-mêmes, nommés par l'empereur, s'efforçaient de conserver leurs traditions. En 1813, la résignation est, d'ailleurs, de moins en moins réelle; les bagarres entre le peuple et les proposés des douanes se succèdent, des militaires sont rossés par des artisans et l'élément genevois demeure plus compact que jamais. Après la bataille de Leipzig, la situation est de plus en plus difficile, non pas seulement dans le chef-lieu, mais dans d'autres villes du département. Le 16 décembre, Thonon est en proie à l'émeute et, le 19, Capelle adresse au général d'Hastrel, directeur général de la conscription militaire, un long rapport sur les événements auxquels il a assisté¹.

Dans ce document, le préfet rappelle à d'Hastrel ses

¹ La copie et le rapport que Capelle avait envoyés à son ministre sont classés aux Archives nationales sous la cote F¹⁶ III, Léman.

observations antérieures, les inquiétudes qu'il avait ressenties lorsqu'on l'avait chargé de diriger, en ce qui concerne le Léman, la levée des 300.000 hommes demandés par l'empereur; il lui rappelle aussi qu'il lui a signalé l'esprit de résistance rencontré dans l'exercice de ses fonctions. Pour éviter « les mauvaises influences » de Genève, Capelle avait fixé la plupart des réunions des conscrits et du conseil de recrutement en dehors de cette ville. Précédemment, lors de la levée de 120.000 hommes, il avait pris la même mesure. Elle ne pouvait cependant être toujours appliquée. Le 6 décembre, le conseil de recrutement s'était réuni à Genève pour les conscrits des classes postérieures à 1807, qui avaient été laissés chez eux comme étant nécessaires à leurs familles. Mais des bruits de sédition avaient couru; le préfet avait entouré de maintes précautions les opérations de recrutement et, au fur et à mesure de leur désignation, les conscrits étaient envoyés à destination. Tout danger d'émeute se trouva ainsi écarté. Il en fut de même à Bonneville, chef-lieu du III^e arrondissement, où les opérations se firent les 14 et 15 décembre, pour les classes antérieures à 1808, « avec une tranquillité profonde ».

Le 16 décembre, c'est à Thonon, chef-lieu du II^e arrondissement, que se rendit le conseil de recrutement. Rien n'annonçait un mouvement de la population. Capelle mande à ce propos : « Le sous-préfet ¹, qui administre depuis plusieurs années cette partie du département, qui en connaît bien l'esprit et qui est un administrateur prévoyant, était dans une telle sécurité qu'il ne crut pas même [devoir] me prévenir que le premier

¹ Milliet.

jour assigné pour la réunion des conscrits était un jour de *marché*, qui attire ordinairement beaucoup de monde».

Une entière sécurité présida aux dispositions de police. On n'admit dans la salle des séances qu'une centaine de conscrits, mais on laissa entrer dans le corridor qui y conduisait deux cents jeunes gens et cela malgré l'ordre du préfet. Dès le commencement de la séance, celui-ci remarqua qu'il y avait quelques agitateurs parmi les conscrits appelés. La force sur laquelle il pouvait compter n'était que de neuf gendarmes ; plusieurs d'entre eux n'avaient pas de carabines et aucun n'avait de cartouches. Un poste de dix hommes de la garde nationale, placé en ville, et trente préposés aux douanes, mis de piquet, complétaient la troupe. Ne pouvant obtenir le silence qu'il réclamait, Capelle ordonna au capitaine de gendarmerie de faire évacuer le corridor et d'arrêter les auteurs du bruit. Le capitaine tenta, sans succès, d'exécuter l'ordre reçu. Le préfet réitéra ses injonctions et invita le capitaine à déployer la force pour les faire respecter. Cet officier, plein de zèle et de bravoure au dire même de Capelle, revint, pour la seconde fois, en déclarant qu'il était prêt à périr, lui et ses gendarmes, mais que ce serait inutilement : les conscrits étaient en pleine insurrection et l'état d'ivresse dans lequel la plupart d'entre eux se trouvaient les rendait d'autant plus dangereux qu'ils étaient armés de bâtons ferrés. Le préfet fit requérir les préposés aux douanes et le poste de la garde nationale, mais on ne trouva dans celui-ci que la sentinelle ; les autres hommes de service s'étaient dispersés dans les marchés et dans les cabarets.

Pourtant le désordre augmentait; des cris séditieux se faisaient entendre; dans le jardin, dans la salle même du conseil, dans le corridor, on commençait à briser les portes et les fenêtres. Il fallut songer à protéger les membres du conseil, qui restèrent en séance malgré le tumulte. L'arrivée du corps de la douane vida le bâtiment de tous les mutins, mais ceux-ci ne firent que renforcer l'attroupement qui s'était formé dans la rue et la sédition prit immédiatement un caractère plus grave. Les conscrits dépavèrent la rue et démolirent en partie une maison pour se procurer des pierres. Les cris de : « Vivent les Russes ! Vive le roi de Sardaigne ! » retentirent. De cinq à six cents qu'étaient les émeutiers, leur nombre s'accrut rapidement.

Le général Dessaix se trouvait alors en congé à Thonon, sa ville natale, où il achevait de guérir une blessure au bras droit; Capelle ne pouvait mieux faire que de prendre l'avis du « Bayard du Mont-Blanc » et les dispositions militaires suivantes furent adoptées : les hommes déjà sous les armes protégeraient le bâtiment officiel et tireraient sur ceux qui tenteraient d'y pénétrer; les préposés aux douanes placés sur la rive gauche du lac recevraient, par estafettes, l'ordre de se concentrer à Thonon, ce qui apporterait un secours de 200 hommes; enfin, on battrait la générale et Dessaix se mettrait en personne à la tête de « tous les bons citoyens ». L'effervescence ne se calmant pas, le maire dut procéder aux sommations d'usage avant l'ouverture du feu : un massacre était imminent. A ce moment, le général Dessaix, l'épée haute, fendit la foule et réussit, par son autorité et son énergie, à dissiper les émeutiers. Grâce aux troupes rassemblées — Genève avait envoyé de la cavalerie — la

nuît fut calme et les opérations du recrutement purent se poursuivre sans autre incident.

De l'enquête à laquelle il fut procédé, le préfet acquit la certitude que, malgré les cris poussés, la sédition avait pour cause unique la levée des 300.000 hommes. Le but des mutins était d'enlever les listes et les registres, dans l'espoir qu'avant leur rétablissement « l'ennemi ou la paix les délivrerait de la conscription ». « Tout fait soupçonner des instigateurs secrets, écrit Capelle, mais aucune preuve ne vient encore à l'appui de ce soupçon ». Il se tint d'ailleurs sur ses gardes. Une émeute, projetée à Genève, échoua et les désordres qu'on lui avait prédits à Frangy ne se produisirent pas, grâce, peut-être, au fait qu'il déplaça le jour de la conscription.

Si j'ai cru devoir relater avec quelque détail l'insurrection de Thonon, c'est qu'elle n'était point en France un acte isolé. Elle avait, d'autre part, une importance d'autant plus grande qu'elle avait été fomentée dans un département frontière déjà difficile à administrer. Le bruit y courait avec persistance que l'armée des Alliés ne tarderait pas à gagner la contrée, et, pour assurer la tranquillité publique et l'exécution de la loi de conscription, Capelle était tenu à maintes précautions. Peu de jours après l'affaire de Thonon, il fut prévenu par le comte de Talleyrand ¹, ministre plénipotentiaire de France en Suisse, que les Alliés franchissaient le Rhin et qu'une colonne de 40.000 hommes se dirigeait sur Berne, Genève et le Simplon.

¹ Auguste-Louis de Talleyrand-Périgord, 1770-1832, chambellan de l'empereur en 1804 ; en 1808, ministre à Carlsruhe, puis à Berne où il devait le rester jusqu'en 1823. Auguste de Talleyrand était le fils de Louis-Marie-Anne, cousin de l'ancien évêque d'Autun.

« Malheureusement, mande Capelle le 21 décembre à Montalivet, ministre de l'Intérieur, malheureusement rien n'est prêt à Genève pour la défense de la place ; point un canon sur les remparts ; point un canonnier ; une garnison insuffisante et qui n'est composée que de conscrits, la plupart non encore armés. Dans un tel état de choses, il est certain que si l'ennemi arrive et que, d'ici là, nous ne recevions pas de forces, Genève ne pourra faire aucune résistance ¹. » Et il ajoute : « Votre Excellence doit être bien certaine que, quelles que soient les circonstances, mon zèle et mon dévouement ne se ralentiront jamais et que, plus les moments seront difficiles, plus grandes seront les preuves que j'en donnerai. J'ai déjà écrit à S. E. le ministre de la Guerre afin que, s'il en est temps encore, il pût faire les dispositions nécessaires. »

Deux jours plus tard, Capelle adresse une nouvelle lettre confidentielle à Montalivet pour réparer une omission. Il l'informe qu'il vient de recevoir l'avis officiel de l'entrée de l'armée ennemie sur plusieurs points du territoire suisse et qu'une colonne de cavalerie, qui se trouvait le 22 à Soleure, se dirige sur Bienne, Neuchâtel et Genève. « Il est fâcheux, bien fâcheux que, dans de tels moments, la place n'ait pas de quoi se défendre, sans compter qu'il faut songer à contenir une population qui n'est que trop disposée à livrer la ville aux ennemis. Il y a plus d'un mois que je n'ai cessé de prévenir S. E. le ministre de la Guerre de ce qui arrive et, du moins, n'ai-je point à me reprocher de n'avoir pas donné

¹ Arch. nat., F¹⁶ III, Léman 2.

les seuls avis qui pouvaient dépendre de moi. Je fais toutes les dispositions que les circonstances commandent. Je n'ai que le temps d'écrire en toute hâte ces lignes à Votre Excellence, ne voulant pas retarder l'estafette qui arrive de Berne et doit suivre la route pour Paris ¹. »

Montalivet ne semble pas avoir pris au tragique la lettre de son subordonné et elle reçut dans ses bureaux l'annotation suivante : « Léman, situation politique, bruits. » Or il ne s'agissait pas que de bruits ou de vagues racontars. L'entrée des Alliés en Suisse était un fait précis. Dans plusieurs des lettres que l'on va lire, Capelle se plaint, en *leit-motiv*, de ce qu'on ne l'ait pas écouté. Cela n'est pas tout à fait exact, mais il est certain qu'on ne l'a pas écouté assez tôt pour pouvoir intervenir efficacement. Ce ne fut que le 21 décembre que Napoléon donna ses ordres ² ; Genève fut désignée comme lieu de concentration de la brigade de réserve, avec quinze bataillons. Le 23, il enjoignit à Clarke, ministre de la Guerre, de prendre les points d'appui suivants : Belfort à gauche, Besançon au centre, Genève à droite. « Des détachements de ces garnisons couvriront les cols ; Huningue, Landskroon et Genève sont en première ligne. » Et il chargea le général Mesnier de commander le corps de réserve de Genève.

Ces instructions arrivaient trop tard : le 24, Genève était mise en état de siège par le général Jordy ; qui déclara en prendre le commandement supérieur, en vertu

¹ Dans sa hâte, Capelle, qui avait écrit Brienne pour Bienne, date sa lettre du « 23 septembre à 4 heures du soir », au lieu du 23 décembre.

² Cf. *Correspondance de Napoléon 1^{er}*.

de l'article 95 du décret impérial du 24 décembre 1811 et des lettres patentes qu'il avait reçues de l'empereur en date du 28 novembre 1813 ¹. Le 25, Jordy dut recourir à diverses mesures nécessitées par la situation ; il prescrivit, en particulier, que chaque chef de famille s'approvisionnerait pour plusieurs jours et que ceux qui ne pourraient le faire sortiraient de la place. Le maire fut chargé d'en donner l'avis officiel. Au reste, les vivres ne devaient guère faire défaut : à la requête du ministère de la Guerre, dès le 26 novembre la Municipalité avait été chargée d'approvisionner la ville pour quatre-vingt-dix jours et le gouvernement avait envoyé dans ses murs l'inspecteur général des vivres, Dupont de Capero, « pour tout voir et tout activer ».

Le jour même de la mise en état de siège, le 24 décembre, le maire réunit la garde nationale « pour assurer l'ordre et la tranquillité ». Le lendemain, Capelle adressait à son ministre la lettre suivante ² :

Monseigneur,

Tous les renseignements que nous avons nous annoncent que l'ennemi avance vers cette partie de la frontière. Il est possible que quelque parti de cavalerie légère soit demain au soir devant Genève. On a mis en toute hâte quelques canons sur les remparts pour être du moins à l'abri d'un coup de main mais quelque énergie qu'on mette à se défendre, la place ne pourra pas tenir huit

¹ La mise en état de siège avait lieu sur l'avis des officiers supérieurs de toutes armes devant composer le Conseil de défense de la place.

² Arch. nat., F¹⁹ III, pièce n° 2.

jours. On n'a point de canonniers pour servir les pièces ; il faut les confier à des personnes inexpérimentées.

Nous avons à craindre que la partie de la population qui s'est montrée si séditieuse dans les derniers temps de la République de Genève ne profitât du moment pour troubler l'ordre public, mais tous les bons citoyens se sont armés et montrent pour contenir les factieux, pour seconder l'autorité, un zèle dont je ne saurais trop faire l'éloge.

J'ai reçu, dans ces circonstances difficiles, de toute cette classe de bons citoyens des témoignages de dévouement auxquels je ne me serais jamais attendu. Je parle de ces témoignages parce qu'ils ont été tous adressés à l'homme du gouvernement et nous avons besoin d'eux car la garnison aurait peut-être été insuffisante pour contenir les habitants.

J'ai employé tout ce qui pouvait dépendre de moi pour mettre à couvert les caisses et les comptabilités. Au moment où j'écris, toutes les administrations spéciales, ou du moins tous les chefs principaux, ont quitté Genève. Je n'en sortirai que peu d'instant avant l'arrivée de l'ennemi et je n'en sortirai point si la place pouvait soutenir un siège ou avait l'espoir d'être secourue.

Je ne tarderai pas à écrire de nouveau à Votre Excellence, mais je ne présume pas que ce puisse être encore de Genève.

Je la prie d'agréer l'hommage de mon respectueux dévouement.

Le préfet du Léman,
Baron CAPELLE.

P. S. — On évalue à 100.000 hommes l'armée entrée en Suisse où attendait le 24 (hier) le prince de Schwartzberg et son quartier général à Berne.

Voici sa proclamation.

Genève, 25 décembre 1812 ¹.

¹ C'est évidemment 1813 qu'il faut lire.

Dans cette lettre, Capelle fait allusion aux dissensions qui avaient sévi à Genève quelques années avant l'annexion. Ces dissensions qui, en 1794 et à l'instigation de Soulavie ¹, résident de France, avaient dégénéré en une véritable Terreur, avaient été fort mal vues par le Directoire de 1798 et, au jour de l'annexion de Genève à la France, Desportes, son commissaire, avait pris des mesures contre les cercles coupables de les avoir fomentées. En 1813, le danger n'était point où Capelle le voyait. S'il y avait encore des factieux, ce n'était pas au sens où il l'entendait; avant 1798, les factieux faisaient opposition au gouvernement genevois; en 1813, les factieux intriguaient en vue de son rétablissement. Capelle commettait une seconde erreur en prêtant à la garde nationale un dévouement absolu à sa personne officielle. La garde s'était réunie au premier signal, mais elle avait décidé d'arrêter Jordy plutôt que de l'aider à défendre la place contre l'armée autrichienne ².

Le 26 décembre, Capelle s'absenta de Genève. Le baron de Melun, commissaire spécial de police, la quitta pour n'y plus rentrer. Au moment où le préfet monta en voiture, les Genevois qui, depuis trois jours, montaient la garde dans la cour de la préfecture, posèrent leurs armes et vinrent lui souhaiter un bon voyage. « Alors il leur a fait un beau discours qui les a tous attendris, note Souky Revilliod ³; M. de Melun, en partant, s'est avancé hors

¹ Sur l'arrivée de Soulavie à Genève, cf. Aulard, *Etudes et leçons sur la Révolution française*, 3^e série, (Paris, 1906, in-8°), p. 195.

² *Souvenirs de 1814*, [publiés par A. Roget], Genève, 1864, broch. in-8°), p. 9.

³ *Ibid.* p. 7.

de la portière et s'est écrié : « Adieu, terre hospitalière ! »

Dès le lendemain, le préfet adressait sur les événements une lettre confidentielle à Montalivet. Voici ce document ¹ :

Monseigneur,

Je m'empresse de rendre compte à Votre Excellence que je suis parti de Genève hier soir 26, à 6 heures.

D'après les avis qu'avait le général de la marche des ennemis, il s'attendait à ce que la place fût sur tous les points cernée ce matin et à ce que les premiers éclaireurs arrivassent sous les murs dans la nuit même.

Je me suis rendu au fort l'Ecluse dépourvu d'hommes et de vivre et dont le commandant n'avait encore ni instructions, ni ordres ; les dispositions que j'ai déjà faites me donnent l'espérance que, dans vingt-quatre heures, j'aurai pu y faire entrer la plus grande partie des approvisionnements nécessaires et une centaine d'hommes choisis dans les gardes nationales voisines et presque tous anciens militaires. Cette petite portion de mon département est ancienne France, aussi y trouve-t-on zèle et dévouement. Dans cette attitude, le fort pourra opposer de la résistance et attendre des secours.

Nous avons eu la certitude de l'arrivée hier soir à Lausanne d'une colonne ennemie ; une avant-garde l'avait précédée. C'est celle qui doit se porter sur Genève ; une autre se porte sur la route du Simplon par *Vevey* : il est bien malheureux qu'on n'ait pas eu à portée du canton de Vaud une force de quelques mille hommes pour les y faire marcher au moment où l'arrivée de l'ennemi y a été annoncée ; l'indignation y était générale et presque toute la population se serait levée et ralliée à nos troupes. Mais sans secours, sans espérance d'en recevoir, elle s'est résignée, mais non sans témoigner sa vive indignation à subir le joug qui doit être pour elle le fruit de l'horrible trahison qui a appelé les ennemis en Suisse, attendant que des temps plus heureux lui assurent une prompte et entière vengeance.

Je transmets en toute hâte ces détails à Votre Excellen-

¹ Arch. nat., F¹^{er} III. Léman, pièce n^o 2.

ce ; je ne tarderai pas à lui en donner d'autres. Je la prie d'agréer l'hommage de mon entier dévouement.

Le préfet du Léman,
BARON CAPELLE.

Collonges, *fort-l'Ecluse*, le 27 décembre 1813.

P. S. — Il est onze heures du matin, nous ne sommes qu'à six lieues de Genève et je n'ai encore aucun avis que l'ennemi y soit arrivé. Le général avait été informé hier matin qu'un parti ennemi s'était embarqué près de Lausanne pour traverser le lac et se porter sur Evian et Thonon.

La place de Genève n'avait environ que quatre-cent-cinquante hommes armés ; pas un canonnier. On avait pu mettre en toute hâte quelques pièces sur les remparts, mais qui ne pourront être servies que par des conscrits.

La garde nationale continuait à montrer même zèle pour le maintien de la tranquillité, mais ses dispositions sont, comme je l'ai déjà dit à Votre Excellence, loin de vouloir seconder la défense de la place ; il sera même nécessaire de la contenir, alors que cette défense commencera. Dans un tel état de choses, on ne peut pas espérer que si l'ennemi amène de l'artillerie la place puisse tenir huit jours (je parle d'après l'avis des militaires), tandis qu'elle aurait pu tenir deux mois, si on avait donné à temps les ordres de l'armer et si elle avait une garnison suffisante.

Depuis deux jours, lorsque toutes les administrations spéciales avaient quitté la ville, j'avais inutilement lutté contre les effets de la peur ; je n'ai pas pu même obtenir que les fuites précipitées se fissent avec un peu d'ordre.

Le général avait, dès le premier avis de l'arrivée de l'ennemi, expédié un courrier au général qui commande la division, demandant des troupes et sa présence pour donner des ordres hors de Genève et au Simplon qui est également dépourvu ; il a répondu qu'il n'avait, dans toute l'étendue de sa division, aucune force disponible et qu'il *allait prendre les ordres de Son Excellence le ministre de la Guerre.*

Cette lettre est assez intéressante pour retenir quelques instants notre attention. Les renseignements qu'elle contient sont exacts en ce qui concerne les mouvements militaires, mais ils sont incomplets et prêtent à confusion en ce qui concerne le passage de l'armée des Alliés dans le canton de Vaud. Le général autrichien Bubna avait reçu l'ordre de faire rentrer ce canton sous la domination bernoise, dont il s'était émancipé, en 1797, par une révolution. Les Vaudois protestèrent, et, devant leur unanimité, Bubna s'inclina. Il semble, à lire Capelle, que le « joug » leur ait été imposé, ce qui ne fut pas le cas.

On voit dans la lettre du préfet qu'il ne se faisait guère d'illusions sur les sentiments qui animaient la garde nationale de Genève. Elle permet aussi de constater que des démarches avaient été faites auprès du général de division De La Roche, alors à Grenoble, en vue d'obtenir des secours et l'on pressent que ces démarches seront pour Capelle et pour Jordy l'excuse de leur conduite pendant les jours suivants.

Comme il devait le rappeler plus tard, Capelle, le 26 et le 27 décembre, avait parcouru son département. L'empereur l'accusa de s'être enfui sans avoir donné ni ordres, ni instructions. Evidemment il n'eut guère le temps de dicter d'une manière précise à ses subordonnés la conduite à tenir en cas d'invasion. Pourtant, le 28, de retour à Genève, il lança une circulaire aux maires du Léman ¹.

« Si les événements imprévus obligeaient les premières autorités du département à s'éloigner momentanément du chef-lieu, écrivait-il, si même il arrivait que leur correspondance avec vous fut pendant quelque temps in-

¹ Arch. nat., F¹⁹ III, Léman 2, pièce n° 2.

terrompue, vous sentiriez, je n'en doute pas, la nécessité de faire, plus que jamais, preuve de zèle dans vos importantes fonctions. Vous le devez au Gouvernement que vous servez, vous le devez à vos administrés qui, dans les moments difficiles, ont plus besoin de vos soins, soit pour les protéger, soit pour les empêcher de commettre des fautes; vous le devez à vous-même, vous le devez à ce sentiment d'honneur qui distingue l'homme de bien comme le magistrat estimable.»

Et il termine par quelques phrases banales de confiance et d'estime. Napoléon attendait certainement davantage de ceux auxquels il avait confié la gestion des départements-frontière. Le jour même, d'ailleurs, où il signe sa circulaire, Capelle, comme il l'a laissé prévoir, quitte Genève; il la quitte définitivement et non point *momentanément*. Sa journée du 20 est employée à ranimer le zèle des habitants du 1^{er} arrondissement, qui avait fait partie de l'ancienne Savoie. Dans la lettre confidentielle¹ qu'il écrit le soir, de Frangy, au ministre, il mande qu'il a lutté avec succès auprès des notables contre les tentatives d'insurrection. Si, de ce côté, il obtient quelques promesses, la population, elle, fait déjà des préparatifs en vue de recevoir l'ennemi et de lui procurer des vivres et des fourrages. Les efforts de Capelle pour les empêcher demeurent sans effet. Au nom des Alliés, une proclamation promet aux Savoyards le rappel de leur ancien souverain; c'en est assez pour que Capelle ne soit plus écouté. Il essaie de se tourner du côté des habitants de l'ancien pays de Gex, qui avaient été disposés à s'opposer à l'ennemi, mais « ils sont sans armes et abattus à un point extrême par les circonstances ». Capelle relève

¹ Arch. nat. F^{1c} III, Léman 2, pièce n° 2.

l'ironie de l'ordre du 21 décembre : en organisant la défense de la frontière, Napoléon avait prescrit au général Mesnier de mettre sur pied, d'Huningue à Genève, les gardes nationales. « Sa mission est tardive, écrit le préfet, du moins pour mon département, où, d'ailleurs, la grande majorité des éléments tournent en faveur de l'ennemi ¹ ». A Thonon, « dont le sous-préfet s'est un peu trop pressé de venir à Genève » prendre les instructions de Capelle, « on s'est oublié jusqu'à organiser une autre autorité que celle qu'il avait transmise ». Si Capelle ne renvoie pas immédiatement le sous-préfet à son poste, c'est que, d'une part, l'arrivée de l'ennemi dans l'arrondissement est attendue d'une heure à l'autre, et que, d'autre part, il ne dispose pas de la force armée indispensable pour reconduire le sous-préfet au milieu de ses administrés. Ceux-ci, ne l'oublions pas, ont prouvé par leur émeute du 16 décembre combien peu ils sont attachés au régime impérial.

Déjà, sur la rive droite du lac, l'ennemi s'avance. De nombreuses patrouilles de cavalerie traversent les communes de Versoix, de Divonne, de Fernex, de Gex et de Saint-Genis. Du côté français, six cents conscrits et un petit détachement sont envoyés dans la direction de Genève ; Capelle s'efforce de réquisitionner des vivres pour les introduire dans la place avec les troupes, puis il gagne le fort de l'Ecluse, où le comte de Rambuteau, préfet du Simplon, le rejoint le 31 décembre, son département ayant été envahi.

C'est au fort de l'Ecluse que Capelle apprend l'entrée des Alliés à Genève. le 30 au matin. Dès huit heures et

¹ *Ibid.*

demie, Jordy avait conduit lui-même un piquet de la garde nationale pour relever le poste de la porte de Cornavin, occupé par un détachement du 8^e régiment d'infanterie légère. Le poste de la porte de Rive fut abandonné. Un grand nombre de soldats isolés quittèrent la ville, puis, quelques minutes avant dix heures, ce qui restait de la garnison passa les rues en colonne. Le commissaire de police Victor accompagnait la troupe et, note le registre de la mairie, « il ne s'est pas manifesté le moindre mouvement parmi les habitants de la ville, pas une parole, pas un cri n'a été poussé qui pût être interprété à mauvaise intention ¹ ». A 10 h. $\frac{1}{2}$, les tambours de la garde nationale battaient la générale ; beaucoup de volontaires se joignirent aux hommes régulièrement incorporés. A 2 heures, huit à dix mille hommes de troupes autrichiennes, cavalerie et infanterie, étaient accueillis en libérateurs par la population genevoise et le feld-maréchal comte de Bubna descendait à l'hôtel de la préfecture.

Capelle fut mis au courant des événements dans la soirée et l'écrivit aussitôt confidentiellement à Montalivet et au ministre de la Guerre ². Déjà, dit-il, des coureurs de l'armée ennemie sont attendus à Frangy pour y préparer le ravitaillement ; au fort de l'Ecluse même des patrouilles de cavalerie ont été aperçues ; dès demain, le département sera presque entièrement envahi. Capelle prévoit qu'il sera obligé de se retirer à petites journées et il témoigne avec vivacité ses regrets de l'attitude du général De La Roche, commandant la division.

¹ *La Municipalité de Genève pendant la domination française*, t. II, p. 532.

² Arch. nat. F¹c III, Léman 2, pièce n° 2.

« Il me sera bien pénible de quitter ces montagnes et ces défilés où quelques milliers d'hommes suffiraient pour écraser l'ennemi, tandis que si une fois il débouche sur les plaines de la Bresse et y fait sa jonction avec la colonne qui s'est dirigée sur Besançon, il serait bien difficile de l'en chasser, à cause de sa nombreuse cavalerie. N'est-il pas inconcevable que dans de tels moments il n'y ait ici aucun chef militaire et que le général de division ait tranquillement, à Grenoble, attendu les événements ! Combien dans de tels moments souffre l'homme en qui il est resté du dévouement, de l'énergie et du patriotisme ! Que de détails j'aurai à ce sujet à donner à V. E. et qui ne seront peut-être pas indignes d'être mis sous les yeux de S. M. ! »

Les déplacements du préfet n'avaient pas laissé que de surprendre le ministre. Dans une lettre datée du 31 décembre, il s'étonne de ce que Capelle se soit retiré le 26 au fort de l'Ecluse alors que, le 27, l'ennemi n'était pas encore à Genève où se trouvaient quatre-cent-cinquante hommes ¹. Montalivet demanda au préfet, dans la même lettre, des éclaircissements sur sa conduite, puis, ayant en mains les divers messages qu'il lui avait adressés, il reprend, un à un, dans un nouvel office, les avis qu'ils contenaient ². Sur son départ même, il lui mande :

« Vous me parlez du sous-préfet de Thonon, qui s'est trop pressé, dites-vous, de quitter son arrondissement. Je pense entièrement comme vous : les fonctionnaires civils ne doivent se retirer que par la force d'une invitation réelle et non pas parce qu'il est probable qu'une in-

¹ Arch. nat. F¹⁶ III, Léman 2, pièce n° 3.

² *Ibid.* Montalivet informe à ce propos Capelle que c'est par le baron Finot, qui était alors préfet du Mont-Blanc, qu'il a appris son retour à Genève le 28 décembre.

visitation aura lieu. En faisant cette réflexion, j'avoue que je ne comprends pas bien le motif de vos mouvements, depuis le 27. sur différents points de votre département. Si je vous connaissais moins, je croirais que vous avez trop tôt quitté Genève, car l'ennemi n'y était pas encore entré le 30 ⁽¹⁾. Je souhaite vivement que des détails sur la nécessité de votre marche m'expliquent d'une manière satisfaisante pourquoi vous n'êtes pas resté à Genève jusqu'au moment d'une attaque sérieuse, ou, du moins, jusqu'à celui où le commandant militaire aurait jugé votre présence plus utile ailleurs dans l'intérêt de l'armée.

Recevez, etc...

P. S. — J'ai reçu, depuis votre lettre datée de Genève le 28, celle datée du fort l'Ecluse le 30; l'empereur a vu avec un grand étonnement que vous eussiez quitté Genève. Quoique votre lettre du 30 au soir ne me dise rien de bien positif, il me paraît qu'on doit conclure de cette lettre et de celle que m'a écrite M. de Rambuteau, le 31, que Genève est prise. La conduite du commandant serait alors inexplicable. Certainement, si vous étiez resté, si vous aviez usé de toute votre influence, Genève aurait au moins retardé la marche de l'ennemi de quelques jours. Je ne saurais vous dire la peine que j'éprouve.»

La surprise et le mécontentement de l'empereur, qui devaient avoir pour Capelle de si graves conséquences, furent d'autant plus vifs que l'entrée des Autrichiens à Genève eut un grand retentissement en Europe.

Dans son *Précis historique des opérations de l'armée de Lyon en 1814* ², le capitaine d'état-major du Casse rappelle l'importance politique et militaire du chef-lieu du Léman. De Genève, Bubna commandait les vallées où les troupes de Napoléon n'étaient point encore en vue; une

¹ Ceci est une erreur. Nous avons vu que l'armée autrichienne était entrée à Genève le 30, après midi.

² Paris, 1849, in-8°.

grave faute de tactique avait été commise ; elle ne fut pas réparée.

II

Capelle devait des explications sur sa conduite personnelle et il adressa, dans ce but, une lettre confidentielle à Montalivet, lettre qui constitue un véritable mémoire justificatif ¹.

Dans ce mémoire, le préfet du Léman relate avec détails ses opérations et reproduit une partie des renseignements contenus dans ses précédents rapports. En manière de préambule, il assure le ministre que son zèle et son dévouement à l'empereur « n'auront jamais ni ralentissement ni bornes » ; puis il entreprend sa défense. Il rappelle que, depuis deux mois, et malgré la décision de la Diète suisse d'observer une stricte neutralité, il n'a cessé « de penser et d'avertir que la neutralité ne pouvait rassurer, que les puissances la violeraient, qu'elles en annonçaient le projet, qu'un parti considérable en Suisse les appelait, etc... » Et Capelle, à ce propos, retrace les phases par lesquelles passa la question de la neutralité du sol helvétique...

« Le 18 et le 19, du mois dernier, écrit-il, une foule de lettres de la Suisse nous disaient que les Alliés allaient en reconnaître la neutralité. La duchesse de Weimar venait d'écrire du cabinet même de son frère à son ancienne institutrice à Morges, donnant de la part de l'empereur Alexandre les plus belles assurances.

La grande-duchesse Constantin avait elle-même réitéré ces assurances, qui avaient été aussi l'objet d'un courrier envoyé par le prince de Schwartzenberg, le...

¹ Arch. nat., F¹^e III, Léman 2.

Dès le lendemain, tout changea de face. Je fus prévenu que les armées autrichienne et bavaroise, réunies depuis quelques jours sur cette partie du Rhin, faisaient des préparatifs pour le passer sur plusieurs points et pénétrer en Suisse. »

Ces détails étaient exacts. On sait que, malgré La Harpe — Egérie de l'empereur Alexandre — et le général Jomini, les Alliés décidèrent de franchir le Rhin.

Le préfet rappelle encore à Montalivet les demandes qu'il avait adressées au ministre de la Guerre pour que la frontière fût mise en état de défense et que le commandant d'armes du chef-lieu fût remplacé. « Le général Jordy, en raison des nombreuses blessures et des infirmités dont il est couvert, me paraissait ne pouvoir suffire à la difficulté des circonstances où je prévoyais qu'il allait se trouver. » Capelle, et Chaptal qui le protégeait, devaient, par la suite, faire retomber sur Jordy la responsabilité des événements. Dans la même lettre Capelle insiste sur le fait qu'en vertu des ordres de l'empereur, Jordy avait pris le commandement de la place en état de siège et convoqué un conseil de défense, auquel il le « pria » d'assister. Ce conseil s'était réuni le 23 décembre au soir ; en plus des officiers qui le composaient et du préfet, un officier d'ordonnance de Napoléon, de passage à Genève, Pretet, y fut convié. D'après le récit qu'en fait Capelle, la discussion dut être assez vive. Plusieurs questions furent examinées simultanément. L'insuffisance de la garnison poussait d'autant plus à l'abandon de la place que l'on savait la population dès longtemps armée en secret et que les « bons citoyens », composant en majorité la garde nationale, ne

manquerait pas de se joindre à « la canaille » pour faire rendre la place. « afin d'éviter que leurs maisons, leurs belles campagnes qui touchent à la ville ne fussent détruites » ; la proposition fut donc faite d'évacuer Genève, d'en faire sauter les fortifications et de transporter sur les hauteurs qui la dominent le plus grand nombre de pièces d'artillerie possible.

D'après Capelle, il n'y avait pas de canonniers dans la garnison ; « elle n'avait pour toutes forces que 500 hommes armés, dont les deux tiers de conscrits, et 500 à 600 conscrits non encore armés ¹. » Malgré cela, Jordy ne voulut point consentir à la retraite et il déclara que les ordres de l'empereur lui prescrivaient de défendre la place jusqu'à la dernière extrémité. Peut-être comptait-il encore à ce moment-là — et il en avait le droit — sur de prompts secours ? Le ministère n'avait-il pas ordonné de préparer des approvisionnements pour 8,000 hommes ? Il est vrai que ce chiffre avait été, peu après, réduit de moitié et que l'on ne prévoyait point que les 4,000 hommes dussent se rendre immédiatement à Genève. « Rien, dans les ordres qui nous furent transmis, n'annonçait l'urgence », écrit Capelle ; il procéda cependant en toute hâte aux réquisitions, faisant, en particulier, surveiller par des gendarmes celles relatives aux viandes. Son mé-

¹ D'après Pictet de Sergy, la garnison armée était composée comme suit :

260	hommes	du 23 ^e	de ligne.
280	—	du 60 ^e	de ligne.
220	—	du 8 ^e	de ligne.
25	chasseurs	à cheval.	
15	ouvriers	d'atelier.	

Total : 800 hommes.

(*Genève ressuscitée le 31 décembre 1813*), Genève, 1869.
in-12

moire relève les difficultés rencontrées et que nous avons déjà signalées : mauvaise volonté, menaces et troubles ; les gendarmes rentraient au chef-lieu, ne pouvant vaincre une résistance qui risquait de dégénérer en insurrection. Capelle relate son arrivée au fort de l'Ecluse : malgré que ce fort fût dans une autre division que le Léman, celle de Besançon, il n'avait pas reçu plus d'ordres ni d'instructions ; pour le défendre, 20 hommes et 6 canons ! « On avait de la poudre, mais point de gargousses, ni cartouches ; on se hâta d'en faire ». Capelle narre les démarches qu'il fit pour obtenir dix hommes capables de servir à la défense du fort de l'Ecluse et des approvisionnements pour Genève où, le 28 au matin, il put encore faire entrer des bœufs, du vin et de l'eau-de-vie ; son autorité comme préfet était déjà si minée qu'il dut se porter responsable de ses acquisitions...

C'est au fort de l'Ecluse, nous l'avons vu, que Capelle apprit que la garnison avait évacué Genève « sans la moindre résistance ». Voici ce qu'il écrit à ce sujet :

« Cet événement me parut inconcevable ; j'envoyai de toutes parts pour avoir des détails. J'attendais avec une vive impatience une lettre du général qui m'en informât ; il était convenu qu'il m'aviserait de tout et que ses lettres me seraient adressées à Frangy ou au fort de l'Ecluse où, jusqu'à la reddition de Genève, je me tiendrais alternativement pour aider, autant qu'il pourrait dépendre de moi, l'entrée des secours qui pourraient arriver ou pour diriger leur marche sur d'autres points du département, au cas où ils ne pussent pas entrer dans la place. Le 31, j'appris que la garnison de Genève, sortie avec armes et bagages, se dirigeait sur Chambéry, que le général, — pris, immédiatement après la sortie de la garnison qui avait eu lieu le 30, au matin, d'une indisposition subite et assez grave, — avait été obligé de rester dans la place, que les ennemis n'avaient pas tardé

à y entrer, qu'une avant-garde se dirigeait sur le Jura, sur Saint-Claude, pour tourner le fort de l'Ecluse, qu'une autre le tournerait par Chésérix, que des coureurs se montraient dès le lendemain à Frangy. Ma présence n'offrant plus aucune utilité et ne pouvant avoir d'autre résultat que de me faire faire prisonnier, — informé d'ailleurs que des ordres avaient été donnés pour cela, — je m'étais d'abord retiré à Nantua et je me rendis le 1^{er} janvier à Lyon, d'où j'écris à Votre Excellence.

..... Ma première résolution avait été de rester à Genève, jusqu'à la reddition de la place. C'était plus par amour-propre que par devoir, puisque, dès le 24¹, le général commandant m'avait signifié officiellement, en vertu de ses ordres, que la place était en état de siège, etc. Dès ce moment-là, toute la partie de notre autorité qui concernait la police de la ville passait entre ses mains, etc. Le reste de mon département réclamait d'ailleurs ma présence pendant que la place serait cernée. »

Capelle décrit de nouveau ses tentatives pour organiser l'insurrection du pays de Gex, rappelle la nomination des commissaires pour la diriger et l'arrestation des principaux opposants. Une proclamation de Schwartzenberg l'avait confirmé dans son idée de quitter le département : le prince invitait les fonctionnaires français à demeurer en charge ce que le préfet ne jugeait pouvoir faire. Déjà ses dispositions avaient été prises pour mettre en lieu sûr la comptabilité et les caisses des receveurs². La vé-

¹ Capelle écrit par erreur : le 14.

² D'après le registre de la mairie de Genève, les autorités « fiscales » effectuèrent leur départ le 24 décembre au matin, et non le 26, comme Capelle le marque dans le document que nous analysons. A la date du 24, le registre porte ce qui suit : « Les autorités fiscales, timbre, enregistrement, douanes, conservateur des hypothèques, payeur de l'armée, receveur général du département sont partis ce matin ; plusieurs dépôts de registres ont été consignés dans une salle basse de l'Hôtel-de-Ville ». (*La Municipalité de Genève pendant la domination française*, tome II, p. 528.)

rification des caisses communales avait été opérée en même temps. Le 31, 25.000 hommes, sur les ordres de Bubna se répandaient dans le département, un corps de troupes demeurant dans le canton de Vaud, « qui menaçait de s'insurger ». Capelle signale l'arrêté pris à Lyon par le général autrichien, arrêté en vertu duquel fut créée une Commission centrale, chargée de remplacer le conseil de préfecture, de lever les contributions du département et de procéder aux réquisitions de vivres.

« Un conseiller de préfecture, le directeur des contributions, des membres du conseil général, presque tous connus par leur dévouement à la France ont été nommés à cette commission, arrachés de leurs campagnes, où la plupart s'étaient réfugiés, et forcés, sous les peines les plus graves, à accepter cette mission. Des excès de tout genre ont déjà été commis par la soldatesque. L'armée achète beaucoup, paye en papier d'une valeur supérieure et oblige à rendre le surplus en argent. Il n'y a que des Autrichiens et des Bavares : la cavalerie offre de vieux soldats, mais des chevaux délabrés ; l'infanterie est presque toute de nouvelle levée, timide, découragée et sans la moindre ardeur. Je croyais d'abord qu'un fort détachement se dirigeait immédiatement sur Chambéry, mais il n'y a eu jusqu'à présent sur cette route que quelques partis de cavalerie. Quelque mille hommes se réunissent à Chambéry, où le général De La Roche, qui commande la division, s'est enfin porté hier matin. Il avait jusque-là attendu paisiblement à Grenoble les ordres du ministre de la Guerre. Il avait, cependant, dès le premier moment, été prévenu par le général Jordy et par moi que Genève et le Simplon étaient menacés. »

Le 3 janvier 1814, date à laquelle Capelle rédige son rapport, le fort de l'Ecluse est tourné ; l'ennemi s'avance rapidement pour occuper tous les défilés débouchant sur les plaines de la Bresse, sans cependant que l'on puisse lui prêter la « témérité » de se porter sur Lyon. Capelle

est toujours sans nouvelles officielles de « l'inconcevable évacuation de Genève », mais il donne quelques détails, dont il garantit l'exactitude.

« Dès le 29 au soir, les ennemis étant près de la ville, on prévint le général, de la part de la population, que celle-ci s'opposerait à toute défense. Il paraît qu'à ces avis furent jointes des menaces point suivies d'aucunes voies de fait, mais assez énergiques, assez unanimes pour que le général crût devoir songer à sauver la garnison d'un danger qu'il regardait comme très imminent. Procès-verbal fut dressé de cet état de chose, et, dès le lendemain, l'évacuation fut résolue et effectuée vers dix heures. L'indisposition du général Jordy fut, sans doute, le résultat de l'espèce de violence qu'on lui avait faite. La garnison, qui avait pris la route de Frangy, ayant avis qu'elle allait être poursuivie, changea sa direction sur Annecy, etc...

Le général Jordy, malade, et le colonel Montfort restèrent dans la place. Les ennemis y entrèrent vers midi; les premiers détachements avaient les armes sous le bras. Le général et le colonel précités eurent toute liberté. Ce dernier est sorti de la place pour se rendre à Chambéry et Grenoble, le 31 le général Jordy se trouvant mieux en est sorti le lendemain et a pris aussi la même direction.

Les Genevois ont déjà repris leur indépendance, organisé un gouvernement provisoire, des syndics, etc. »

Capelle ajoute, en post-scriptum :

« J'ai oublié de dire, dans le cours de la lettre, qu'un colonel anglais, qui paraît avoir une grande influence, accompagne le quartier-général. Il paraît que c'est lui qui s'est principalement occupé de la résurrection de l'indépendance genevoise, etc. »

Ce n'est cependant point à l'officier dont il parle qu'il faut attribuer la plus grande part dans la résurrection de la République de Genève. On connaît les démarches faites auprès de Bubna par ceux qui n'attendaient que son

arrivée à Genève pour se constituer en gouvernement provisoire et à la tête desquels se trouvait le vénérable Ami Lullin.

Le jour même où Capelle signait le document dont nous venons de reproduire tous les passages importants, l'empereur ordonnait au maréchal de Kellermann de faire procéder à la levée en masse de l'Alsace, du Doubs, des Vosges et du Jura. Le 4 janvier, 9 départements sont soumis à la même mesure, le Mont-Blanc entre autres, où Dessaix commandera ¹.

III

L'année 1814, qui avait vu la déchéance de Napoléon, débuta mal pour l'administration impériale; le formidable rouage était grippé et la faute semble bien en avoir été aux préfets. « Il est difficile d'être plus mécontent que je le suis de vos préfets », mandait l'empereur à Montalivet ². Touchant du doigt les conséquences de la conscription pour leurs administrés, les préfets et les maires hésitaient à y procéder selon les rigueurs de la

¹ Les Archives nationales conservent cet ordre manuscrit dont le considérant est écrit de la main de Napoléon. Comme on pouvait se tromper sur son sens, vu l'écriture défectueuse de l'empereur, l'ordre fut soumis au duc de Bassano avec l'interprétation supposée. Maret inscrit en marge : « On a bien lu. Le D. de B. » (AFIV 6769). Les commandants désignés pour diriger la levée en masse étaient assistés d'un comité composé de deux ou trois habitants, civils ou militaires. La levée avait lieu par commune. Les généraux devaient créer des corps francs et charger des partisans de se porter sur les flancs ou sur les derrières de l'ennemi : ils avaient le droit de lancer des proclamations et de donner des ordres exécutaires.

² Cf. Houssaye, 1814, (Paris, 1907, in-8°), p. 18.

loi. « Dans la moitié de la France, écrit M. Henry Hous-
saye, les préfets ne montraient que faiblesse ; ici, quit-
tant leurs départements, tandis que les troupes s'y main-
tenaient encore ; là, éludant les ordres d'arrêter les cons-
pirateurs, hésitant à appliquer les décrets sur la cons-
cription, en retardant le plus possible l'exécution et y
procédant sans vigueur ¹ ». Quant aux maires, ils vio-
laient ouvertement la loi, dressant des listes d'appel
incomplètes, abandonnant leurs communes à l'approche
de l'ennemi ou réquisitionnant pour lui avant même
qu'il le leur eût demandé.

Aussitôt qu'il eut connaissance de ce qu'il appelait la
« désertion » et les « trahisons » de Capelle, Napoléon
prit des mesures contre lui. Le 4 janvier, sur son ordre,
un décret est rédigé en vertu duquel le préfet du Léman
passera devant une commission d'enquête et l'empereur
attache une telle importance à ce décret qu'il tient à en
revoir et à en corriger lui-même la minute. La voici telle
qu'elle est conservée aux Archives nationales ² ; les mots
reproduits en italique sont de la main de Napoléon :
« Considérant que le préfet du Léman a quitté la ville de
Genève plusieurs jours avant que les avant-postes enne-
mis se présentassent aux portes ; que le préfet n'a pris
aucune mesure pour requérir et animer la garde nationale
afin qu'elle joignit ses efforts aux efforts de la garnison
pour défendre la ville et attendre les secours qui, le 31,
arrivaient dans cette place ; *que, premier magistrat du
département, il devait sortir le dernier et s'entendre
avec la garnison et les gardes nationales pour défendre*

¹ *Ibid.*

² F1BI 575.

la place de Genève : que cet oubli de ses devoirs a été cause que la garnison, ne se trouvant pas secondée par la garde nationale, se croyant abandonnée par les magistrats et se trouvant momentanément trop faible, a évacué la place et que les secours, qui y arrivaient vingt-quatre heures après, ont trouvé la ville occupée par l'ennemi, nous avons décrété et décrétons ce qui suit : Article 1^{er}. Le baron Capelle, préfet du département du Léman est *suspendu*. Art. 2. Il sera traduit par devant une commission d'enquête. Art. 3. Notre ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret ». Le premier texte de l'arrêté, auquel il ajouta, d'une main nerveuse, le considérant dans lequel on sent le maître, portait à l'article 1^{er}, le mot *destitué*. Ce fut Napoléon qui le remplaça par celui de *suspendu*, dans l'idée, sans doute, qu'il convenait d'attendre le verdict de la Commission qu'il instituait ¹.

Le lendemain, 5 janvier, Napoléon ordonnait à Clarke, duc de Feltre, de transmettre ses observations à Capelle : « Ecrivez au préfet du Léman... que j'ai été surpris de le voir se plaindre de ce que cette belle France n'est pas défendue, lorsqu'il est le premier à abandonner son

¹ Une note sans date, jointe à la minute que nous venons de transcrire, porte : « Faire sur le champ la copie du décret qui suspend M. Capelle et la lui adresser au fort de l'Ecluse ». Elle porte encore : « Faire une lettre au prince archi [chancelier], pour l'instruire *officieusement* de ces décrets et des deux Commissions que le Conseil d'Etat aura à former pour faire une enquête sur la conduite de M. Hilaire et de M. Capelle ». Le préfet de la Haute-Saône, Hilaire, était poursuivi aussi bien au sujet de la défense du pays que sous l'inculpation d'exactions qui auraient été commises dans les ventes des biens nationaux et commerciaux.

poste ; que si, en vrai magistrat, il était resté à Genève, avait requis la garde nationale de joindre ses efforts à ceux de la troupe, avait secondé le commandant et s'était enfermé avec la garnison dans la place, Genève serait dans ce moment le boulevard de l'empire ; mais, qu'ayant quitté deux fois la ville, n'ayant pas même requis la garde nationale, il a déserté son poste et trahi tous ses devoirs¹. » Le même jour, Napoléon signait un décret appelant Louis de La Moussaye, auditeur au Conseil d'Etat, à la préfecture du Léman. Le nouveau préfet ne put, du reste, atteindre son département : les 12 et 22 janvier 1814, il mande de Sombornon, près Dijon, à son ministre que « la réoccupation de Genève ne peut être attendue que des opérations de la grande armée » et qu'il ne peut joindre son poste, le territoire du département étant entièrement occupé par l'ennemi.

Tandis que La Moussaye attendait les événements, la Commission d'enquête du Conseil d'Etat, chargée d'examiner la conduite de son prédécesseur, se constituait. Le ministre de l'Intérieur avait proposé de la composer du baron Costaz, directeur général des Ponts et chaussées, des comtes Corvetto et de la Malle. (Les deux premiers faisaient partie de la section de l'Intérieur du Conseil d'Etat, le troisième était membre de la section de législation.) L'empereur se défia-t-il des désignations du ministre, supérieur direct de Capelle et porté, sans doute, à l'indulgence ? Le fait est qu'il ne retint aucun des noms qu'il lui présenta et qu'il confia l'enquête au comte de Cessac, ministre d'Etat, président de la section de la Guerre au Conseil d'Etat, au comte Réal et au che-

¹ *Correspondance de Napoléon I^{er}.*

valier Faure, conseillers d'Etat ¹. A partir de ce moment, tous les journaux retentissent de l'affaire et le *Moniteur* publie à deux reprises, les 13 et 27 janvier, le décret infamant.

La solution donnée à cette enquête par la commission que Napoléon avait lui-même choisie, devait être différente de celle qu'il escomptait. Malgré le bruit entretenu quasi officiellement autour de l'affaire, Faure présenta un rapport favorable au préfet. Le rapport de la commission du Conseil d'Etat, m'aurait justifié, écrit ce dernier, « si les circonstances, qui n'avaient fait qu'accroître l'irritation d'un homme qui n'écoutait plus rien de ce qui était juste et sacré, n'eussent empêché de le lui soumettre ² ».

A lire ces dernières lignes, on se rend compte qu'elles furent tracées après la chute de Napoléon. Elles sont datées du 11 avril 1814. Capelle réclamait alors du comte Beugnot, conseiller d'Etat et commissaire chargé, par le roi, du ministère de l'Intérieur, un « dédommagement » pour ses treize années de service. Sa lettre est un nouveau plaidoyer et aussi un réquisitoire : « Par suite de l'imprévoyance qui a marqué les derniers temps du règne de Napoléon, Genève était restée sans moyen de défense. Vainement depuis deux mois je cherchais à éveiller l'attention du Gouvernement sur les dangers qui menaçaient cette partie de la frontière; on ne m'écoutait point : j'étais un alarmiste. »

Il serait oiseux de reproduire ici la défense de Capelle. Il la présenta de la même manière que précédemment. Relevons cependant quelques petites divergences. Dans sa lettre à Beugnot, il écrit : « Il n'y avait

¹ Arch. nat., F¹ B I, 1575.

² *Ibid.*

que 50 conscrits armés dans la place de Genève ». Dans ses lettres antérieures, Capelle avait parlé de 450 à 500 hommes armés. Il commit donc, sans doute, en 1814, une erreur de plume. En 1814, Capelle affirme qu'il a mis la garde nationale sur pied, « en activité extraordinaire de service », le 22 décembre. Or, nous avons vu que c'est le 24 décembre 1814 que le maire Maurice avait réuni la garde « pour assurer l'ordre et la tranquillité ». Le registre municipal ne mentionne à ce propos aucun arrêté préfectoral et l'on se souvient que, dans son décret du 4 janvier et dans sa lettre à Clarke, du 5, Napoléon avait spécialement cité le fait que Capelle n'avait « pris aucune mesure pour requérir et animer la garde nationale ». Dans sa lettre à Beugnot, l'ex-préfet rappelle que la garde, « autant par opinion personnelle que pour ne point exposer la ville à une destruction inévitable, ne voulut point concourir à une défense, d'ailleurs impossible et inutile ». Le fait était exact : le 3 janvier 1814, « au nom de la Patrie », le premier syndic de la République de Genève avait adressé aux officiers, appelés en séance du Conseil provisoire, ses remerciements pour la conduite de la garde « dans les circonstances difficiles et extraordinaires » que Genève venait de traverser. Une médaille fut frappée, portant de face les armes de la République et, au revers, cette inscription : « La Patrie restaurée à la garde genevoise ».

Poursuivant son plaidoyer, Capelle loue son propre « zèle », son « activité », son « énergie ». L'Administration, remarque-t-il, étant sans force ni crédit, j'engageai ma propre responsabilité pour augmenter les approvisionnements et procurer de l'argent à l'artillerie et au génie... Et Capelle se plaint d'avoir été traduit devant un

conseil d'enquête. malgré ses efforts et contre l'avis des ministres. Le 19 janvier. écrit-il encore. l'empereur publia dans le *Moniteur* son accusation « dont il ne pouvait ignorer ni la fausseté. ni l'invraisemblance, car, enfin. s'il y avait un tort dans la reddition de la place de Genève, c'était celui du général qui la commandait et non le mien ». Il se plaint aussi de ce que l'un de ses amis, de Bournazel. ait été arrêté, « *par ordre exprès de l'empereur* », et emprisonné pendant un mois : « Son crime était d'avoir crié à l'injustice ; le mien était de m'être plaint avec amertume au ministre de la Guerre de ce que mes instances n'avaient point été écoutées de cette portion de la France envahie. Ces plaintes blessèrent un orgueil que les événements blessèrent encore davantage et je fus la victime que l'on désigna au public pour dissimuler la cause de ces premiers résultats d'une funeste imprévoyance. »

Dans la lettre confidentielle qu'il avait adressée, le 3 janvier 1814. à Montalivet. Capelle avait attiré son attention sur l'incapacité physique du général Jordy. déjà signalée au ministre de la Guerre. Il avait également insisté sur le fait que le commandement de la place en état de siège incombait à ce général, ce qui dégageait sa responsabilité de préfet. Dans sa lettre à Beugnot, il est plus positif encore : « S'il y avait un tort dans la reddition de la place de Genève, c'était celui du général qui la commandait et non le mien. »

Examinant ici le cas de Capelle, je pourrais laisser entièrement de côté celui du général Jordy. Il importe cependant de remarquer que. moins que le préfet, cet officier semble pouvoir être accusé de lâcheté. Le

capitaine Du Casse, dans l'ouvrage cité plus haut ¹, établit la responsabilité du commandant de la division, le général baron De La Roche. Jordy ne paraît pas avoir été recherché par le ministre de la Guerre, ni incriminé par Napoléon. Bien en cour auprès de ce dernier, il devait le rester jusqu'à la fin de l'épopée impériale.

Sans avoir été aussi glorieuse que celles de beaucoup des soldats de cette époque, sa carrière avait été celle d'un brave. Originaire de la Meurthe — Nicolas-Louis Jordy était né, le 14 septembre 1758, à Abrecheviller — il fut, de seize à vingt ans, chirurgien aux hôpitaux de Schlestadt et de Strasbourg. Le 25 août 1778, il est soldat au régiment d'Alsace et fait les campagnes de 1781 et de 1782 en Amérique. Congédié à son retour, il est, en 1790, capitaine dans la garde nationale du canton de Lorquin (Meurthe). Dès 1792, sa carrière militaire avance assez rapidement : lieutenant-colonel du 10^e bataillon de volontaires nationaux de la Meurthe cette année-là, il est nommé général de brigade le 21 juillet 1793 et, le 15 nivôse an II-4 janvier 1794, général de brigade provisoire. Il fut confirmé dans ce grade le 15 germinal-4 avril ².

De 1792 à l'an VI, Jordy fit les campagnes auxquelles prirent part les armées de la Moselle, du Rhin, de l'Ouest, de Rhin et Moselle et d'Helvétie. Commandant d'armes à Strasbourg, à Landau, à Cassel, à Thorn, il

¹ P. 220.

² M. Hennet, sous-chef du bureau historique des Affaires administratives des archives du ministère de la Guerre, a bien voulu me communiquer les états de service de Jordy. Qu'il reçoive ici mes remerciements.

avait été nommé, le 7 mai 1812, au commandement de la place de Genève. Comme Capelle l'avait affirmé, il y arriva couvert de blessures. Ses états de service, conservés aux Archives du Ministère de la Guerre, en mentionnent dix-huit. « dont résultait la perte de l'usage d'un œil et d'une cuisse ¹. »

Lorsque Napoléon examina le cas de Capelle et de Jordy, sa sympathie devait aller au soldat « couvert de blessures », plutôt qu'à l'administrateur prudent... et galant, auquel, par amour fraternel, il avait déjà infligé une leçon. Le roi, au contraire, mit Jordy à la retraite le 20 août 1814 et annula, en 1815, le brevet de lieutenant général que Napoléon lui avait octroyé pendant les Cent-Jours.

A l'encontre de celle de Capelle, la conduite de Jordy, lors de l'entrée des Autrichiens à Genève, ne lui attira que des félicitations : on savait qu'opposé à la Restauration, il n'avait fait qu'éviter une défense inutile — vu son abandon par De La Roche, — et non sans avoir obtenu la certitude d'une capitulation honorable². Les assurances les plus formelles à cet égard lui avaient été données par les Genevois qui s'étaient rendus à Lausanne auprès du général Bubna pour lui exposer la situation.

On savait aussi que Jordy avait été subitement indis-

¹ Les faits de guerre de Jordy lui valurent plusieurs décorations : il fut fait officier de la Légion d'honneur, chevalier de Saint-Louis, chevalier de l'ordre de Maximilien et de celui de Joseph de Bavière.

² C'est à la suite d'une erreur que l'historien Galiffe, a écrit que Jordy n'avait pas songé « à une vaine résistance » et qu'il opposait un démenti à ceux qui l'avaient affirmé. Cf. *D'un siècle à l'autre*, Genève et Paris, 1878, in-8°, t. II, p. 370.

posé le jour de l'entrée des Autrichiens dans la ville et que son indisposition avait été assez grave pour l'empêcher de partir avec sa troupe. Du côté français, on ne put rien reprocher au vieux militaire : l'honneur était sauf ; quant à l'ennemi, il se montra généreux. Bien loin de retenir Jordy comme prisonnier de guerre, Bubna, qui l'avait rencontré sur les champs de bataille et qui connaissait sa bravoure, lui rendit visite et l'invita à rester à Genève aussi longtemps que l'état de sa santé le nécessiterait. Jordy put, d'ailleurs, partir le surlendemain, 1^{er} janvier 1814. Cette même année, les Genevois eurent l'occasion de lui donner, eux aussi, un témoignage d'estime et, le 4 mai, le Conseil de la République restaurée lui offrit, à l'occasion de sa visite à Genève, une tabatière en or.

IV

La royauté servit mieux que l'Empire les ambitions du baron Capelle. Ses débuts à quinze ans dans la vie publique avaient paru lui assurer une carrière brillante ; or, à trente-huit ans, il ne devait sa notoriété que par le bruit fait autour de sa suspension d'emploi ! Il y avait de quoi vexer une nature moins susceptible. Aussitôt après sa disgrâce, et malgré les assurances qu'il venait de donner de ses sentiments à la cause de l'empereur, Capelle ne se fit pas faute de passer dans le camp royaliste. Chaptal lui était demeuré fidèle et continua à l'appuyer. C'est, sans doute, à son intervention que l'ex-préfet dut une si prompt réponse à la longue lettre de réclamation qu'il avait adressée au comte Beugnot. Le dédommagement

qu'il sollicitait lui fut accordé, le 10 janvier 1814, sous la forme d'une nouvelle préfecture et cette nouvelle préfecture fut celle de l'Ain, à la frontière de l'ancien département du Léman. Capelle ne pouvait souhaiter une plus complète réhabilitation.

Les Genevois comprirent tout l'avantage qu'ils pouvaient retirer de la présence, dans leur voisinage, d'un magistrat qui, sous un autre régime, s'était séparé d'eux sans aigreur apparente. Ils sentaient que Capelle, témoin de la manière absolument franche et loyale dont ils avaient agi, lors de l'entrée des troupes autrichiennes dans leur ville, en restituant à chaque administration française ce qui lui revenait, ils sentaient, dis-je, que leur ancien préfet ne pourrait que parler en leur faveur si les circonstances politiques l'obligeaient à prendre parti au sujet de leurs relations avec la France. Peu après avoir appris la nomination de Capelle à la préfecture du département de l'Ain, les syndics et Conseil provisoire de la Ville et République de Genève lui adressèrent la lettre suivante ¹ :

*A Monsieur le Baron Capelle, préfet du département
de l'Ain, chevalier de la Légion d'honneur.*

Monsieur le Préfet,

Nous avons appris avec beaucoup de plaisir que vous avez été appelé à la préfecture de l'Ain et que vous êtes heureusement arrivé à Bourg. Nous nous empressons de vous féliciter et de renouveler avec vous les démarches qui étaient d'usage avec Messieurs les Intendants de Bourgogne.

¹ *Chancellerie d'Etat de Genève*, copie de lettres du Conseil d'Etat, vol. A.

La restauration de sa Majesté sur le trône de ses Pères a causé dans Genève une joie universelle ; nous avons regardé ce grand événement comme un bienfait signalé que la Providence accordait au monde entier et singulièrement à la France, et nous osons le dire à notre République. Nous n'oublierons jamais que l'auguste maison des Bourbons a eu une part considérable à la fondation et à l'affermissement de notre Etat et que les rois de leur glorieuse dynastie se sont montrés les constants protecteurs de notre indépendance républicaine qui nous avait été si injustement ravie. Aussi avons-nous eu à déplorer à la fois, et la perte de notre liberté et les infortunes de nos augustes bienfaiteurs qui nous avaient pris sous leur sauvegarde.

Le séjour que vous avez fait parmi nous vous a rendu témoin de notre profonde douleur et des vœux ardents que nous n'avons cessé de faire pour recouvrer notre Patrie, replacée sous l'appui salutaire des descendants de Henri IV. Nous ne doutons pas, Monsieur, que vous n'ayez applaudi nos sentiments, puisqu'aucun de nous n'a été inquiété pour les avoir ouvertement professés ; nous nous plairons toujours à citer cette circonstance si honorable de votre administration.

Nous ne doutons pas non plus que vous ne rendiez justice, auprès d'un monarque dont la bienveillance est pour nous d'un si haut prix, à la conduite des Genevois au moment de l'entrée de nos libérateurs dans nos murs, c'est que, loin que nous ayons donné le moindre sujet de plainte aux Français, ils ont éprouvé de notre part tous les procédés dont l'honneur, la délicatesse et notre attachement à la France nous faisaient un devoir et un devoir bien agréable à remplir.

Vous avez la bonté d'annoncer à M. Argand ¹ des dispositions favorables dans les rapports que, par votre place, vous aurez avec Genève ; nous vous en remercions sincè-

¹ André Argand (1762-1829) avait été conseiller de préfecture à Genève pendant la domination française ; auparavant, avocat, membre de la Chambre des Appellations et proviseur à l'hôpital en 1792 ; de l'Assemblée nationale et juge en 1793. Il fit partie du Conseil représentatif de Genève dès sa formation en 1814. (Cf. *Annuaire généalogique suisse*, t. I).

rement et nous vous prions d'être persuadé, Monsieur, que vous trouverez toujours en nous le plus grand empressement à vous agréer en particulier et à seconder les arrangements que vous serez appelé à prendre avec nous, ainsi que toutes vos vues pour le bien et la prospérité du département qui est confié à vos soins et nommément le pays de Gex avec lequel nous avons entretenu et nous entretiendrons constamment le meilleur voisinage.

Nous sommes très parfaitement, Monsieur, vos très humbles serviteurs.

Les syndics et Conseil provisoire
de la ville et république de Genève.

FALQUET.

Conseiller et secrétaire d'Etat.

Genève. le 11 juillet 1814.

La réponse ne se fit pas attendre et. le 20 juillet, le Conseil intercala dans les feuillets de son registre de séances la lettre suivante que Capelle n'avait, d'ailleurs, pas datée :

*Aux Seigneurs Syndics et Conseil provisoire
de la ville et république de Genève*

Messieurs,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 11 de ce mois me flatte autant qu'elle m'honore.

Je connaissais vos sentiments pour l'auguste maison des Bourbons; l'expression qu'en contient votre lettre est digne de vous et ne peut que toucher vivement quelqu'un qui vous est attaché à tant de titres et qui a consacré sa vie à servir cette illustre famille.

J'ai longtemps rempli parmi vous des fonctions difficiles et souvent pénibles : si je fus assez heureux pour y

faire quelque bien, y éviter quelque mal, le souvenir que vous voulez bien m'en conserver est pour moi une récompense bien chère.

Alors que de plus heureuses circonstances me rendent aux mêmes fonctions et que, cependant, j'ai le regret de n'avoir plus à les exercer au milieu de vous, j'en suis du moins dédommagé par l'espérance de pouvoir quelquefois vous consacrer mes soins. Ce sera toujours avec autant d'empressement que de satisfaction.

Votre lettre sera mise sous les yeux du meilleur des rois et je ne doute pas qu'il ne l'accueille avec une bienveillante distinction.

Je suis avec la plus haute considération, Messieurs, votre très humble serviteur.

Le préfet du département de l'Ain,
Baron CAPELLE.

Capelle ne devait pas tarder à revenir à Genève; le 19 novembre, il y est signalé réglant diverses questions administratives demeurées en suspens au jour de son départ.

Le 17 mars 1815, Capelle se trouve de nouveau à Genève. Il s'y montre affecté de ce que les Genevois paraissent redouter sa présence dans leurs murs. Eynard note à ce propos dans son *Journal*¹ qu'il dit à l'ancien préfet du Léman : « Vous ne devez pas être surpris que votre présence ici cause de l'inquiétude chez le peuple, qui ne raisonne pas beaucoup. » A quoi Capelle répondit : « Mais, à Genève, tout le monde raisonne ! »

Capelle, nous l'avons dit en commençant, avait cependant désarmé certaines suspensions au cours de son administration. Il affirma à Eynard qu'il ne pouvait songer sans un sentiment « d'horreur » à la dernière année qu'il

¹ En cours d'impression.

avait passée à Genève, alors qu'il était contraint d'arracher aux familles genevoises des gardes d'honneur destinés au service de l'empereur. Et il s'écriait qu'il préférerait prendre une place de commis plutôt que d'administrer de nouveau sous Bonaparte...

Les appréciations au sujet de Capelle varient. Eynard ne se compromet guère et lui accorde, avec de beaux yeux, une animation plaisante. Au physique, ses cheveux noirs, bouclés et touffus, ses épais sourcils étaient trop caractéristiques pour passer inaperçus. D'une structure un peu lourde, Capelle souffrait de la goutte. Dans ses *Mémoires*¹, la duchesse d'Abrantès écrit à son sujet :

« Monsieur le préfet me donna un fort beau dîner, et partant fort ennuyeux. J'y mangeai peu et j'y baillai beaucoup, quoique, certes, Monsieur Capelle fut un homme aimable. Sans doute même il l'est beaucoup; mais son esprit est un peu trop de cet esprit hors de mode depuis cinquante ans. Il paraît aujourd'hui non seulement de mauvais goût, ce qui est le plus à redouter, mais il est provincial et maniéré. Je n'aime pas cet esprit-là, et pourtant c'est de l'esprit. »

Musset-Pathay le juge plus sévèrement, et, dans une charge à fond, déclare qu'il était l'un des hommes les plus médiocres de son temps. « Il avait semé dans tous les collèges électoraux la fraude et la ruse.... Il ne prenait que la responsabilité des instructions qu'il signait, étant incapable de les faire. » Sous Charles X, écrit encore Musset-Pathay, « M. Capelle était en fait le grand électeur de France ». Et il achève son réquisitoire en affirmant que tous ses premiers faits d'armes prouvent que

¹ Tome XIV, p. 354.

Capelle « eut, à un souverain degré, le courage de la honte ¹. »

Les fonctions de Capelle à la préfecture de l'Ain ne furent pas de longue durée : en 1815, apprenant le retour de Napoléon, il rejoint Ney à Lons-le-Saunier, mais Ney lui-même s'était rallié à la cause de l'empereur et le préfet ne put que gagner en hâte la Suisse. De là, il se dirige sur Gand, où il est nommé commissaire pour l'armée du roi. Capelle sut se faire apprécier dans cette nouvelle charge et la correspondance de lord Castlereagh mentionne ses efforts ; elle montre le commissaire achetant de l'avoine et du seigle « jusque sous le canon d'Anvers », pour procurer à l'armée les approvisionnements nécessaires à ses opérations ².

Capelle rentra en France avec le roi. On connaît la suite de sa carrière : préfet du Doubs, puis de Versailles, conseiller d'Etat, il fut nommé ministre des Travaux publics en mai 1830 et collabora aux fameuses ordonnances de juillet. Charles X l'entraîna dans sa chute ; poursuivi, mais non point arrêté ³, Capelle fut condamné par contumace, le 14 avril 1831, à la confiscation et à la prison perpétuelle. C'était la fin de son rôle politique et, en 1843, il mourut dans l'obscurité à Montpellier, « donnant aux siens, écrit le comte de Montbel, l'exemple d'une courageuse résignation chrétienne ».

¹ *Nouveaux mémoires secrets pour servir à l'histoire de notre temps* (Paris, Brissot-Thouars, 1829), p. 21-23. A noter que les critiques de Musset sont antérieures à la chute du ministère dont fit partie Capelle.

² *Correspondence despatches and other papers of viscount Castlereagh*, edited by his brother, Ch. W. Vane, (Londres, 1853, 12 vol. in-8°), t. IX, p. 196.

³ Les *Souvenirs du comte de Montbel*, déjà cités, donnent un récit très vivant de la fuite des ministres de Charles X.

VIII

Etienne Dumont et la diplomatie genevoise

Le 1^{er} juin 1814, Genève tout entière est en fête. L'arrivée des Confédérés accapare l'attention. Les enfants sont au Port-Noir ; les femmes, vêtues de blanc, couronnent les remparts ; les hommes, abandonnant leurs boutiques, leurs ateliers et leurs négoes, revêtent l'uniforme de la garde nationale pour accueillir le lieutenant-colonel Girard et ses trois cents fusiliers.

Le Conseil provisoire préside lui-même à la réception et aux réjouissances. Il est, semble-t-il, partout à la fois : ses délégués complimentent Girard à la porte de Rive ; ils assistent, devant l'Hôtel de Ville, au défilé de sa troupe ; on les retrouve, le jour suivant, aux banquets des militaires ; on les voit circuler sur les places, se mêlant à la joie populaire qui éclate en fusées.

Le 1^{er} juin, cependant, ne fut point pour le Conseil une journée consacrée complètement au plaisir. A son ordinaire, il tint une séance le matin et ses délibérations, l'angoisse qu'elles décelèrent, durent manifestement opprimer les membres du Conseil, obligés de sourire à la foule ignorante de ses inquiétudes.

Une lettre de MM. Charles Lullin, Pictet de Rochemont et Eynard, alors à Paris, leur avait été lue. Ces envoyés signalaient l'échec des négociations ouvertes en vue

de doter Genève d'un territoire qui pût lui permettre d'être réunie à la Suisse. D'importantes décisions avaient été prises afin de lutter encore, de faire les démarches les plus pressantes auprès des Hautes Puissances alliées, d'obtenir la sécurité que les éléments contraires balayaient et chassaient de la République si récemment reconstituée.

L'empereur Alexandre de Russie jouait un rôle prépondérant parmi les souverains. Le Conseil arrêta de s'adresser directement à lui et il eut recours, pour la rédaction de son mémoire, à Etienne Dumont.

Dumont ne fut point seulement l'économiste distingué et l'orateur de talent si admiré par ses contemporains ; il était doué d'un sens très fin de la politique et de la diplomatie.

Cet ancien collaborateur de Mirabeau avait fait des expériences sur une vaste scène ; d'autre part, il n'ignorait point les choses de son petit pays. Membre, avant la Terreur, des comités révolutionnaires genevois, il connaissait les moindres rouages de son administration. Commis sur deux dizaines, commis sur les prisons, commis sur les temples, scholarque, il avait été chargé, avec le citoyen Horace-Bénédict Desaussure (*sic*), de traiter les affaires de la République avec l'étranger. C'est lui qui avait écrit en 1793 à Clavière, ministre des finances de la République française, la lettre courageuse liant la Révolution genevoise à l'idée de l'indépendance territoriale autant qu'à celle de la liberté individuelle.

Il ne faut donc pas s'étonner si, dans une heure aussi grave que celle qu'il traversait, le Conseil, au premier juin 1814, fit appel à Etienne Dumont. Celui-ci tourna fort habilement la requête de la République à l'empereur de toutes les Russies.

« Après avoir joui de l'espoir fondé sur les intentions
» des Augustes Puissances pacificatrices de nous réunir
» aux Cantons Helvétiques en nous donnant une exten-
» sion de territoire jugée nécessaire, un sentiment d'alar-
» me vient de succéder à cette confiance. Nos craintes
» sont peut-être exagérées, mais votre Majesté Impériale
» ne condamnera pas une inquiétude qui nous porte à
» recourir à sa protection. »

Dumont plaide les circonstances qui militent en faveur d'une « plus grande Genève » ; celle-ci ne songe point à « enfler sa petitesse » ; elle désire seulement que la Suisse ait un intérêt à l'agréger au nombre de ses cantons. Elle veut une communication directe avec eux ; elle demande que sa sûreté ne soit pas à la merci d'un intendant du roi de France, d'un maire ou d'un homme en place.

« De telles souffrances ne sont pas de nature à exciter
» l'attention de l'Europe. Nous n'avions pas même la di-
» gnité du malheur. Ce sont des peines obscures, des hu-
» miliations, des sollicitations longtemps dédaignées, des
» actes de justice arrachés enfin comme des faveurs. »

Genève, écrit encore Dumont, est « la plus petite asso-
ciation politique de l'Europe », mais elle est forte de sa confiance.

Sans doute, au 1^{er} juin, cette confiance n'était pas bien grande, mais la ténacité du Conseil eut raison des obstacles. Le jour même où il signait le message à l'empereur Alexandre, le Conseil dépêchait à Londres Pictet-Turrettini. Le lendemain, tandis que le même Conseil admettait le lieutenant-colonel Girard aux honneurs de la séance, Pictet de Rochemont remettait à Paris, conformément à ses instructions, une note qui indiquait aux puissances alliées le but de la diplomatie genevoise.

On peut dire que celle-ci triompha, puisque le plus ardent de ses vœux — l'incorporation à la Suisse — fut exaucé. Si Pictet de Rochemont eut la part principale à ce succès, d'autres citoyens distingués prêtèrent leur concours au Conseil pour défendre la cause de l'indépendance.

Etienne Dumont fut du nombre. Il sut, le 1^{er} juin, faire entendre par delà la frontière l'appel des Genevois à la justice et au bonheur.





PHILIPPE BUONAROTI

1761 - 1837

Médaille, par David d'Angers

(Propriété de Mme Charles Spiess)

IX

Conspirateurs

BUONARROTI A GENÈVE

Dans le premier quart du dernier siècle, les Genevois passant la rue rencontraient fréquemment un homme à physionomie caractéristique. Sa silhouette était connue. On savait son chapeau à larges bords, son gilet à la Robespierre, ses culottes noires joignant à peine ses demi-bottes à l'écuyère; on savait qu'à l'aborder il relèverait sa tête presque toujours penchée et fixerait sur son interlocuteur ses yeux d'une vivacité à peine atténuée par les larges verres de ses lunettes de fer. Et l'on se rappelait sa vie aventureuse, sans se douter, d'ailleurs, que le maître de langue et de musique, ami des pauvres et de Jésus-Christ, avait gardé, malgré tout, une âme de conspirateur.

Philippe Buonarroti, descendant présumé de Michel-Ange, qui enseignait le bel art aux petites bourgeoises, avait derrière lui une carrière de révolutionnaire irréductible. Jacobin, accusateur public devant les tribunaux révolutionnaires, commissaire national de la Convention, il avait vu son étoile pâlir après la chute de Robespierre. Rallié à Babeuf et ayant comploté avec lui contre le Directoire, il fut incarcéré. Babeuf réclamait le pillage et le massacre des riches, des nobles, des prêtres et des autorités constituées. Buonarroti, lui, expliqua,

dans sa défense, qu'il n'avait d'autre but que la propagation des doctrines démocratiques¹. Tandis que Babeuf et Darthé étaient envoyés à l'échafaud, Buonarroti et les autres complices étaient condamnés à la déportation. Enfermés dans des cages grillées, ils furent conduits au fort national de Cherbourg. Survint Brumaire. Grâce à Bonaparte, ancien camarade de lit de Buonarroti en Corse, il y eut bientôt allègement de la peine. De Cherbourg, les détenus furent dirigés sur l'île d'Oléron. Au mois de germinal an XIII, nous retrouvons Buonarroti en surveillance à Sospello (Alpes-Maritimes), qu'il quitte en 1806 pour se rendre à Genève.

La police du département du Léman relevait du conseiller d'Etat chargé du deuxième arrondissement de la police générale. C'est à lui que le préfet adressait ses rapports, et c'est lui qui donnait les ordres de surveillance spéciale.

Le 27 juillet 1807, le préfet, M. de Barante², dressa *l'état des individus en surveillance spéciale, dans le département du Léman, depuis le mois de messidor an XI* (juin-juillet 1803). Ils étaient au nombre de quatre.

François-Théodore Plantamour, mentionné le premier sur le tableau du préfet, était alors âgé de trente ans. Négociant, appelé à voyager pour les besoins du commerce, il avait été placé sous surveillance spéciale dès le 13 frimaire au XIV (4 décembre 1804). Plantamour revenait alors d'Angleterre et l'on sait que la suspicion s'attachait facilement à ceux qui avaient des relations

¹ Robiquet, *Buonarroti et la Secte des égaux*, p. 64.

² Barante, succédant à Ange-Marie d'Eymar, fut installé à Genève le 27 nivôse an XI (17 janvier 1803). Le 28 février 1811, il fut remplacé par le baron Capelle.

dans ce pays. Dans ses observations, cependant, le préfet constate que Plantamour ne s'occupe pas de questions politiques et qu'il se borne à avoir à Londres des relations d'affaires. Plantamour remplit, par la suite, les fonctions d'auditeur de la République de Genève. Il avait épousé Louise Saladin, appartenant comme lui à l'une des anciennes familles du pays.

La surveillance de Jean-Louis Schmidtmeyer, qui avait été ordonnée, demeura sans effet. Schmidtmeyer avait été signalé, le 17 octobre 1806, revenant d'Angleterre, mais il ne s'arrêta pas à Genève. Ce négociant « extrêmement recommandable »¹ était parent de Jean-Pierre Schmidtmeyer, qui remplit successivement les fonctions d'administrateur de l'Administration municipale de Genève, de commissaire du Directoire exécutif près cette administration et de président du Conseil municipal. Lui-même fut élu, en 1820, membre du Conseil représentatif de la République de Genève. Il fut aussi maire de la commune de Veyrier. Jean-Louis Schmidtmeyer avait épousé Henriette Roguin. C'est par erreur que le préfet lui donne, en 1807, trente et un ans; il était né le 26 septembre 1775 et mourut le 25 décembre 1835.

L'âge de M^{me} de Staël-Holstein, porté sur le même tableau, est inexact, lui aussi. Les trente-sept ans qu'il indique étaient dépassés, la célèbre baronne étant née à Paris, le 22 avril 1766. L'ordre de surveillance datait du 28 avril 1807, mais M^{me} de Staël ne vint à Genève qu'au commencement du mois de mai. « M^{me} de Staël est arrivée à Genève à peu près vers le 10 mai. Elle y a séjourné trois ou quatre jours, après lesquels elle est

¹ Lettre du 29 août 1806, adressée au préfet.

allée s'établir avec sa famille dans sa terre de Coppet, qui est située en Suisse. Elle n'est, depuis ce temps, venue à Genève que rarement, pour y faire de simples visites, et n'y a jamais passé que quelques heures. Son habitation de Coppet étant hors de l'action et de la surveillance de l'administration, il est impossible d'énoncer une opinion ou de donner des renseignements, d'une manière officielle, sur sa conduite. On peut, cependant, assurer que ses relations de société n'ont rien qui puisse causer la moindre inquiétude. Elle paraît occupée presque uniquement de littérature et prend moins de part aux événements publics qu'à ce qui tient au succès de son dernier ouvrage. Son séjour à Coppet (hors de France) est indiqué et autorisé par la lettre du 28 avril dernier. »

La même année 1807, au mois de juillet, le conseiller d'Etat plaça, successivement, sous la surveillance spéciale du préfet les princes de Mecklembourg et Auguste de Prusse, ainsi que leurs suites et leurs relations ¹. Le premier de ces dignitaires venait à Genève pour raison de santé; le second, prisonnier de guerre, avait obtenu l'autorisation de visiter, incognito, plusieurs villes de l'empire, notamment Genève.

C'était sur sa demande que cette ville, alors française, avait été assignée à Buonarroti comme lieu de séjour par le ministre de la police. Pour quelle raison la choisit-il plutôt que telle autre pour résidence ? Les dictionnaires biographiques ne nous l'apprennent pas et il convient de le rechercher, car ce choix, manifesté à plusieurs reprises — ses premières requêtes avaient été ajournées — ne résultait pas d'un simple caprice. Peut-être eut-il plu-

¹ Lettres des 1 et 29 juillet.

sieurs causes. Buonarroti aimait en Genève la patrie de Jean-Jacques, de Jean-Jacques qui, disait-il, lui avait dessillé les yeux. Le *Contrat social* et ses principes l'avaient enthousiasmé. Jetant au loin ses préjugés de noble florentin, il avait fui, autrefois, la cité antique où le Passé, de sa beauté glorieuse, écrasait l'avenir incertain. Il avait déclaré la guerre à toutes les formes de l'absolutisme. Traqué pour ses idées, Genève lui apparaissait comme une retraite désirable. « Qu'il me soit permis d'aller cacher mon existence dans la patrie de Jean-Jacques, écrivait-il à Fouché, au milieu d'hommes moins superstitieux et plus tolérants que les habitants des Alpes-Maritimes. » Et, dans une autre lettre, il mandait : « Je préfère Genève (à Sospello), car on y est Français, calviniste, éclairé ¹. »

Buonarroti devait retrouver à Genève des amis de Rousseau d'entre les plus fidèles. Sans connaître l'état exact des rapports qu'il eut avec eux, on sait cependant qu'ils n'oublièrent pas le disciple malheureux. En 1832 encore, il y a des relations entre lui et la famille Moulton. Par les recommandations qu'il reçut, sans doute aussi grâce à son propre mérite, Buonarroti fut admis à enseigner dans un milieu déjà cultivé et le pain de chaque jour lui fut assuré. Avait-il entrevu de lui-même le résultat pratique de sa décision ? Cela n'est pas impossible, mais il est permis de croire que ceux qui s'intéressaient à lui avaient fait miroiter à ses yeux les avantages de la petite ville récemment annexée à la France ; Amar, ancien président de la Convention, avait, en de sombres

¹ WEILL, *Philippe Buonarroti dans la Revue historique*, t. 76, p. 259.

journées. ouvertement témoigné sa sympathie aux Genevois ; Carnot avait trouvé le salut au milieu d'eux. lorsque, proscrit en 1798, il s'était réfugié chez une blanchisseuse de Plainpalais¹. Amar et Carnot, le premier ouvertement, le second d'une manière officieuse, avaient à maintes reprises assisté Buonarroti. Il n'y aurait rien d'extraordinaire à ce qu'ils l'eussent engagé à gagner une ville à laquelle les rattachaient d'anciens souvenirs.

Une autre circonstance enfin avait dû peser dans la balance : Genève était ville française mais la domination impériale n'avait pu apposer son sceau sur ses idées. Les préfets eux-mêmes le signalaient : Genève, incorporée au vaste empire, lui demeurerait étrangère ; le gouvernement lui-même n'assimilait pas la « mère des républiques » à telles autres villes de son importance. C'est ainsi qu'interdisant formellement l'accès du territoire français à tel individu, il lui permettait cependant de séjourner à Genève. M^{me} de Staël, écartée partout ailleurs, avait pu y louer un appartement et y donnait la comédie. En passant des Alpes-Maritimes dans le Léman, Buonarroti changeait de pays et ne s'éloignait cependant pas assez pour qu'il lui devînt impossible de suivre le cours des événements.

Les érudits qui se sont occupés de l'action du célèbre conspirateur, notamment MM. Georges Weill et Robiquet, se sont efforcés de déterminer les dates le concernant. Celles qui paraissent être les plus insignifiantes

¹ *De la Terreur à l'Annexion*, p. 245-263.

à connaître ne sont pas indifférentes à l'histoire de la pensée : elles sont, pour le psychologue ou pour le simple chercheur, comme le caillou blanc du Petit Poucet ; elles signalent un pas, rappellent une évolution, marquent une retraite momentanée et permettent de suivre en tous ses détours le chemin dans lequel on s'est engagé. Les registres de la mairie de Genève relatent quelques moments de la vie de Buonarroti : le 17 mai 1806, le maire Maurice fut avisé par le préfet que Buonarroti était autorisé à séjourner dans cette ville ; le 14 juillet, il note que le dit se présente et déclare prendre son domicile rue basse des Allemands n° 37. Nous ne suivrons pas Buonarroti dans ses divers logements ; disons cependant qu'en 1807, d'après le registre des permissions provisoires, il habite, à la rue Neuve, la maison Desonnaz, et que ce nom de Desonnaz est étroitement lié à l'histoire de la Terreur à Genève. Buonarroti est inscrit comme accompagné de sa femme — le mot était inexact — et d'un « élève », Philippe Buron, âgé de 17 ans. Jusqu'au 21 février 1811, ses permissions furent régulièrement renouvelées. Il ne faudrait pas croire, cependant, que sa présence à Genève fût vue de bon œil. « Ses liaisons dans le pays paraissent légitimer les craintes du maire », mande le préfet Barante en février 1807 ; quelques mois plus tard, il écrit : « sa présence à Genève a toujours inspiré beaucoup de crainte aux autorités constituées et aux vrais amis du gouvernement. Lorsqu'on a fait circuler des bruits propres à répandre l'alarme, et peut-être la sédition dans la ville et aux environs, les soupçons se sont d'abord portés contre lui » ; et il ajoute : « Sa conduite n'est pas répréhensible et il existe plutôt des inquiétudes qu'il ne mérite de reproches ».

Barante, puis Capelle, qui lui succéda à la préfecture du Léman, s'efforcèrent d'éloigner de Genève le conspirateur, dont on soupçonnait les agissements et dont la présence paraissait particulièrement redoutable dans une ville en proie, aux dires des préfets, « à la maladie du républicanisme ». Les soupçons, d'ailleurs, devaient bientôt se changer en certitudes. Affilié à la loge maçonnique des « Amis sincères », Buonarroti en fut nommé vénérable. D'après les rapports de police, cette loge glorifiait en des fêtes périodiques les idées jacobines et les autres loges avaient rompu leurs relations avec elle. La fermeture en fut ordonnée et le commissaire Noblet fut chargé de l'exécution. Le 15 avril au matin, après des avertissements aux intéressés, ce magistrat gagna la maison Paussine, située rue du Marché, et pénétra dans le local de la loge. Plusieurs frères y étaient assemblés, entre autres Buonarroti, Terray, ancien maire de Versoix, adversaire du gouvernement, Ducimetière, ci-devant terroriste, Villard, ancien membre de la municipalité révolutionnaire de Lyon. Tout en déposant une protestation platonique contre la décision de Capelle, les « Amis sincères » déclarèrent s'y soumettre ; en remettant leurs registres à Noblet, il lui firent remarquer que, sur les observations du préfet, Buonarroti avait donné sa démission de vénérable et que, depuis quinze jours, cette charge était remplie par Thomas Villard. Puis le protocole fut signé par les assistants ; à remarquer que Buonarroti fit précéder son nom du prénom Camille, au lieu de Philippe son prénom réel, ou de Michel, qui lui était fréquemment donné.

Voici le procès-verbal, tel qu'il est consigné aux Archives municipales de la Ville de Genève :

« Du 15 Avril 1811. — Nous soussigné Commissaire de Police du second arrondissement de la Ville de Genève Dép. du Léman Certifions : Que d'après la lettre de Monsieur le Préfet de ce Dép. en date du 12 présent mois qui mande à Monsieur le Maire de Genève de faire fermer la Loge Maçonnique dite des Amis Sincères, cet ordre ayant été transmis à nous Commissaire de Police par Monsieur le Maire : En conséquence pour l'exécution de cette demande nous dit Commissaire, nous somme transporté ce matin à onze heures rue du Marché m^{on} Paussine n^o 33 arrivé au local de la Loge avons trouvé que Messieurs Villard, Jⁿ B^{pte} Terret, Antoine Bonnet, Jean François Favre, Joseph Bonnet fils, Jean Pierre Ducimetière, Camille Buonarroti et Jaquier attendaient notre transport conformément à la demande que hier nous dit Commissaire avions faite à M. Jaquier Secrétaire de la dite Loge, pour que lui ainsi que quelques membres se rencontrassent ce matin à onze heures pour recevoir communication d'un ordre que Monsieur le Préfet adressait à la Loge des Amis Sincères. Avons en conséquence déclaré aux susnommés que la Loge dite des Amis Sincères dont ils faisaient partie devait cesser ces travaux et demeurer fermée jusqu'à nouvel ordre que donnerait Monsieur le Préfet dans le cas ou il révoquerait son ordre en date du douze présent mois. — Les susnommés ayant déclaré à nous Commissaire de Police qu'il se soumettrait à cet ordre, nous ont observé que M. Buonarroti avait rapporté que M. le Préfet lui avait parlé et lui aurait observé qu'il n'était pas convenant qu'il fût vénérable d'une loge que sur ce rapport le dit Buonarroti avait de suite donné sa démission et que la Loge avait procédé à son remplacement et avait nommé M. Thomas Villard le premier avril présent mois, ayant compulsé le registre avons trouvé ce registre conforme à cette déclaration ; avons de plus demandé un tableau de tous les membres composant la loge ce que de suite les dits nous ont remis et déclaré que ce tableau comprenait la généralité des membres et affiliés composant la Loge dite des Amis Sincères. De tout quoi avons dressé verbal fait au local de la Loge et signé par les susnommés ci-dessus et nous Commissaire de Police heure et jour que dessus. Avant de signer ont observé

qu'il leur importe de se justifier sur les motifs qui ont déterminé Monsieur le Préfet à la mesure que nous venons de remplir et déclarer sa Religion sur la pureté de leur conduite de quoi les dits nous ont demandé acte.

J. B. FERRAN, 1 ^{er} SURV.	VILLARD, Vble.
F. FAVRE BUISSON.	A. BONNET.
Camille BUONARROTI.	DUCIMETIÈRE, trésorier.
J. BONNET.	F. M. JAQUIN, secr.

» Après la clôture du présent verbal, les personnes signées ci-dessus ont requis que nous Commissaire nous demeurassions nanti des registres et esquisses sur lesquels sont tracés les travaux de la Loge, Sur quoi nous Commissaire avons retiré par devers nous deux volumes un qui est un registre régulier l'autre l'esquice non rapportée au registre régulier.

NOBLET, Comm. de Police. »¹

La fermeture de la loge ne devait pas empêcher les anciens frères de se réunir. La police fut avisée par Ducimetière qu'un complot se préparait pour assassiner l'empereur, offrir une dictature à Moreau et rétablir la Constitution de 1793. Mais le ministère se montra extrêmement sceptique sur la valeur de ces renseignements et il fallut la conspiration de Malet pour que, pris d'un renouveau de zèle, il se décidât à ordonner le transfert de Buonarroti dans une petite ville de l'intérieur. Buonarroti choisit Grenoble, où il se rendit au mois de février 1813.

M. Robiquet a reproduit, d'après un manuscrit de la Bibliothèque nationale, un certificat délivré au pèlerin malgré lui par le maire de Genève. En faisant l'éloge de

¹ Archives munic. de Genève, document non encore classé.

sa conduite privée, le certificat constate « que ce n'est que par suite de sa persistance dans les principes opposés au gouvernement qu'il a eu l'ordre de quitter Genève et d'aller fixer son domicile ailleurs ». Il n'est pas exact de dire que ce certificat est couché sur les registres de la mairie. De 1810 à 1814 ceux-ci passent sous silence le rôle et la personne de Buonarroti. Le registre des passeports délivrés en 1813 n'en parle pas davantage. L'absence de Buonarroti ne devait, d'ailleurs, pas être de longue durée. Nous lisons dans le registre de la mairie du 16 mai 1814 : « Le sieur Bounarotti (*sic*), ayant demeuré plusieurs années à Genève, se présente avec un passeport du préfet de Grenoble, en date du 14 avril dernier, il demande de fixer son domicile à Genève avec son épouse (*sic*). Arrêté de renvoyer aux commissaires de police pour obtenir une permission de séjour provisoire ». Depuis plusieurs mois, Genève ne faisait plus partie de la France. Buonarroti pensa qu'il lui serait facile d'y reprendre sa vie de naguère et, en effet, les *Souvenirs* qui nous ont été laissés par son disciple Andryane, nous le présentent enseignant toujours la musique, les mathématiques et les langues, mais conspirant toujours et créant des sociétés secrètes dont l'objectif était « de républicaniser l'Europe »¹. Il y trônait sous le nom de Polycarpe.

D'après ses biographies, Buonarroti aurait été expulsé en 1823 par le gouvernement genevois après l'arrestation d'Andryane par la police autrichienne. Les registres du Conseil ne mentionnent aucune décision de ce genre. Il est probable qu'il se retira de son plein gré, ne voulant

¹ WEILL, article cité.

pas demeurer dans une ville qui pouvait revenir à des mesures plus rigoureuses.

D'après les registres des passeports délivrés à Genève, Buonarroti en obtint un le 30 novembre 1822 pour se rendre à Yverdon. Il est mentionné comme étant âgé de 61 ans et domicilié à Genève depuis seize ans. Son signalement, à cette date, est le suivant : « Cheveux gris, sourcils blonds, nez gros, front haut, yeux bruns, visage ovale, barbe grisonnante. » L'année suivante, le 13 mai 1823, un second passeport lui est délivré pour se rendre en Angleterre par Lausanne, Berne, Bâle et l'Allemagne. « Né à Florence, naturalisé français, maître de musique, taille 5 pieds 6 pouces », porte le document ; mais le bureaucrate qui le rédige, estime, en contradiction avec son confrère de 1822, que le sieur Philippe Buonarroti a le nez aquilin et les sourcils bruns. Il lui prête, d'ailleurs, un teint clair.

Et Buonarroti s'en va.

Ses relations avec Genève ne cessent pas de ce fait. Il se fait même passer en Belgique, où il s'établit, pour natif de cette ville et accole au nom de Raimond, qu'il se donne, le prénom de Jean-Jacques.

Jean-Jacques Raimond dut vivre loin de la cité qui l'avait recueilli pendant dix-sept ans, mais il lui demeura fidèle. M^{lle} Autran, nièce de son amie Sarah Desbains, le tenait au courant des embellissements de la ville, de la suppression des dômes, de la construction du musée de peinture et des arts, de la création d'une rue nouvelle, « suite de belles et hautes maisons symétriques ; un marché couvert, pour les fruits et le jardinage, termine cette belle rue que l'on appelle la Corraterie », de

ses douze omnibus qui desservent les villages avoisinants : « ils partent toutes les dix minutes de la place Neuve et chacun s'en fait plaisir parce que cela ne coûte que trois sols »¹. Et, à Buonarroti qui s'informe, M^{lle} Autran donne des nouvelles de ses anciennes élèves, lui apprend les mariages et ranime de chers souvenirs dans le cœur de ce vieillard dont l'âge n'avait pas rogné les enthousiasmes et qui devait pleurer jusqu'à son dernier jour un amour enclos dans la tombe.



¹ ROBIQUET, p. 200.

ANDRYANE

Le 1^{er} mai 1825. M^{me} Metton, qui tenait boutique à Genève, vit entrer chez elle une voyageuse fort distinguée. Il n'y avait pas de méprise ; c'était bien M^{me} Metton, marchande de sucre d'orge et d'allumettes, que réclamait la visiteuse, dont le frère, Alexandre Andryane, avait pris pension chez la dite dame Metton avant la terrible aventure. Depuis plus de deux ans, le jeune homme élégant, qui avait fréquenté le salon de M^{me} Pictet et fait la lecture chez Sismondi, était enfermé au Spielberg. Depuis plus de deux ans, compagnon d'infortune du comte Confalonieri, il partageait avec lui une cellule voisine de celle où Silvio Pellico traçait ses immortelles *Prisons*.

La sœur d'Andryane, passant à Genève pour gagner Vienne et y obtenir une inutile audience de l'empereur, tint à voir la chambre de l'étudiant. On eût dit que cette femme, dont la ténacité devait, sept ans plus tard, être couronnée de succès, voulait s'imprégner des sites mêmes que son frère avait aimés. Ses pensées, elle les connaissait déjà. Ses impressions, elle les avait recueillies. Ne fallait-il pas qu'elle parcourût aussi les rues dans lesquelles il avait erré, les places où il avait musé et qu'elle jetât un coup d'œil sur les monuments et les mesures qu'il lui avait signalés ?

Ce pèlerinage permit à la sœur du prisonnier de se rendre compte des sympathies qu'il s'était acquises pendant son séjour à Genève, et, sans doute, elle vécut avec intensité ce qu'il lui avait écrit. Ses lettres l'avaient intro-

duite dans la Genève de l'époque. Ne lui parlaient-elles pas d'Etienne Dumont et d'Augustin-Pyramus de Candolle ? de M^{me} Necker de Saussure et de Marc-Auguste Pictet ? du général Chastel et de Buonarroti ? La ville et la rue, le salon et la taverne, Andryane avait tout décrit et, donnant la silhouette de tel docte personnage de l'Académie ou de l'Eglise, il n'avait eu garde d'oublier celle de tel membre moins influent mais plus original de la famille genevoise.

Le jeune homme en passe de régénérescence — il avait jusqu'alors grandement profité de la fortune paternelle — s'était attaché à ce pays et à ces gens. Fuyant Paris et le château de la Beauce où il allait parfois faire pénitence, Andryane s'était rendu à Genève pour y étudier. Les premiers jours qu'il y passa furent empreints de mélancolie. « Le vent du nord siffle, les rues sont désertes et mon auberge est silencieuse comme un tombeau. » Il consigne dans son journal ses premières pensées à la vue de la cité enserrée dans ses fortifications inutiles et dont les maisons étagées gagnent sur le ciel ce qu'elles ne peuvent prendre sur la terre. Puis, bien vite l'esprit du lieu, plus que le lieu lui-même, l'intéresse et le préoccupe. S'il reproche aux Genevois leur manque d'urbanité et leur défiance de l'étranger, il les loue d'avoir édifié « une ruche bien organisée, où chaque habitant travaille sans bruit et avec zèle à grossir le trésor commun en richesses et en sciences. » Il blâme la prétention au bel esprit et au sentimentalisme des Genevoises, mais, écrit-il, « quelque guindées qu'elles puissent paraître dans leur maintien et leur langage, elles méritent, et c'est beaucoup, qu'on dise d'elles : bonnes pour l'esprit, bonnes pour le cœur, bonnes pour la vie intérieure. »

Avec M. Manget, avec Sismondi aussi, Andryane s'adonne à l'économie politique; M. Schaub lui enseigne les hautes mathématiques, M. Schaub, « qui a toujours sur ses grosses lèvres le petit mot pour rire » et qui, un chapeau bolivar sur son énorme chef, ne craint pas, au soir tombant, d'aller boire sous la tonnelle quelques bouteilles de vin blanc. Des relations journalières avec des savants dont la réputation a franchi les frontières de la petite république étendent les connaissances d'Andryane. Il ne néglige pas de prendre contact avec l'élément populaire. Il se lie avec Monsieur et avec Madame Pappon, qui tiennent, au sous-sol de l'Hôtel de Ville, le Café de la Treille.

A cette époque, d'ailleurs, qui peut rester vingt-quatre heures à Genève sans connaître cet aimable couple? D'embonpoint respectable, de démarche posée, M. Pappon va de client en client, la main à la casquette couvrant ses ailes de pigeon, et lorsque ses bas blancs, sa culotte courte de casimir à couleur tendre disparaissent derrière le comptoir, M^{me} Pappon accourt et narre les dernières nouvelles. M. Pappon parle peu, écoute beaucoup; M^{me} Pappon écoute beaucoup, mais ne croit pas devoir garder pour elle ses observations. Grâce à elle, Andryane apprend à connaître les habitués: le général Chastel, ex-commandant des grenadiers à cheval de la garde impériale, autour duquel gravite un état-major d'officiers à demi-solde; Forestier, ancien membre de la Convention et du tribunal révolutionnaire, qu'entoure tout ce que Genève renferme de Français exilés ou mécontents. Avec le premier, l'étudiant discute des avantages du despotisme; il entend, du second, la glorification du régime terroriste. C'est au café Pappon encore que Morand, le

petit maître de danse, lui conte certaine gavotte dansée à Coppet avec M^{me} Récamier, aux applaudissements de M^{me} de Staël.

« Un bravo de M^{me} de Staël, monsieur ! cela valait pour » moi une salve d'applaudissements de toute la salle de » l'Opéra... Je l'entends encore, cette admirable femme. » qui eût réuni toutes les perfections, si elle avait su danser comme M^{me} Récamier ; mais, elle laissait à désirer » pour les formes... N'importe... C'était un admirable » génie. »

* .

C'est dans le cabinet de lecture du libraire Paschoud qu'Andryane devait faire la connaissance de Buonarroti.

A cette époque, il y avait encore des chaises chez les libraires ; la clientèle y devisait *de omni re scibili* ; elle y échangeait ses idées sur la politique : elle y analysait les dogmes de la religion ; idées et dogmes s'y rencontraient avec d'autant plus de sécurité que le terrain était neutre.

La liaison ébauchée dans le cabinet Paschoud devint rapidement plus étroite et se développa en dehors de la boutique du libraire. Le vieux conspirateur Buonarroti menait à Genève une existence jugée régulière et, aux yeux du public, il n'était qu'un maître de langues érudit, un ingénieux mathématicien et un musicien gracieux. Andryane apprit à connaître l'homme, sa grandeur et ses défauts, son but précis et ses rêves. Sous prétexte de lui enseigner l'italien, le descendant de Michel-Ange l'initia au carbonarisme et sut faire de ce jeune homme fortuné l'un des partisans les plus ardents de sa cause.

De 1820 à 1822, beaucoup d'Italiens proscrits se réfugièrent à Genève, où les attirait, avec la liberté, la possi-

bilité d'être secourus ; Sismondi, d'autres encore, s'efforçaient de rendre vains les vers de Dante :

Tu proverai si come sa di sale
Lo pane altrui, e com'è duro calle
Lo scendere e i'salir per l'altrui calle.

(Tu éprouveras combien le pain d'autrui est amer et combien il est dur de toucher le seuil de l'étranger).

La société carbonariste de Genève était parfaitement organisée. Pendant ses séances, ses membres revêtaient, par mesure de prudence, les insignes de la maçonnerie, afin de ne paraître que francs-maçons en cas de surprise. Andryane ne tarda pas à subir l'influence de Buonarroti, dont la personnalité attirait le respect et dont l'enthousiasme suscitait les enthousiasmes. Il n'eut plus qu'une idée : seconder les efforts de la secte pour secouer le joug autrichien pesant sur l'Italie ; toute sa culture le portait à aimer fortement ce pays où le ciel a reflété tant de gloire, cette « douce terre de souvenirs et d'espérances. »

Dans ses *Souvenirs de Genève* et dans ses *Mémoires d'un Prisonnier d'Etat*, Andryane a conté comment, chargé d'une mission auprès des associations secrètes de Lombardie, il fut arrêté et emprisonné. « Je parierais, lui avait dit un conjuré de sens rassis, que mon ami Buonarroti vous a chargé d'un tas de papiers plus dangereux les uns que les autres, qui suffiraient pour compromettre la moitié de l'Italie, des statuts, des chiffres et autres balivernes de ce genre : c'est sa marotte ! » La marotte du vieillard coûta cher à son émule. Sa condamnation à mort fut, il est vrai, commuée en emprisonnement, mais il semble que cet emprisonnement même dans la forteresse du Spielberg, ces longues années de fer auraient dû

abattre l'esprit de l'étudiant de Genève et lui faire regretter son entreprise. Il n'en fut rien. Le plus souvent, dans la prison, son sort fut lié à celui de Confalonieri : ils réchauffaient leur ardeur désormais sans danger pour le gouvernement de l'empereur d'Autriche ; ils revivaient les heures douloureuses et, malgré tout, attendaient la délivrance. Grâce au sang que Silvio Pellico avait tiré de ses veines, ils correspondaient avec lui et, entre les murs impénétrables des donjons, une vie spirituelle s'épanouissait.

Pourquoi ne pas rappeler ici ce qu'Andryane rappelle lui-même dans ses *Mémoires* ? Pourquoi ne pas dire que le souvenir de Genève, de la petite ville où tant de pensées s'étaient présentées à lui, où son cœur même avait été touché par des affections profondes, pourquoi ne pas dire que ce souvenir l'aida à supporter ses chaînes ? Pourtant, de plus en plus, il semblait que tout espoir de délivrance disparût. Le général Bubna, gouverneur de la Lombardie, qui avait intercédé en faveur des victimes, était mis aux arrêts de rigueur et ne devait pas se relever du coup que lui avait porté sa disgrâce. Metternich lui-même était repoussé avec vivacité lorsqu'il tentait d'unir sa voix à celle de l'opinion publique. Il fallut le courage et la persévérance de la sœur d'Andryane pour obtenir de l'empereur ce qui avait été refusé aux ambassadeurs et aux hommes politiques. « Je voudrais être une grande dame bien spirituelle afin d'aller prier cet empereur d'Autriche », lui avait dit M^{me} Metton. Ce que l'humble marchande de Genève ne pouvait faire, la sœur d'Andryane et la comtesse Teresa Confalonieri l'accomplirent : après neuf ans de *carcere duro*, Andryane fut libéré et, bientôt, Confalonieri le rejoignit à Chantilly. Ses lon-

gues années de détention l'avaient singulièrement mûri. Après Rousseau et M^{me} de Staël, qui lui avaient autrefois enseigné les obligations de l'intelligence, Pascal et St Augustin, glissés par une main amie, agirent sur sa pensée et, à le lire lui-même, on sent qu'un homme complet sortit du Spielberg, où seul un homme de cœur était entré.

Il est intéressant de comparer les lettres d'Andryane, toujours ardentes d'ailleurs, avant et après son incarcération. Celles qu'il adressa à son ami Jean-Samuel Mercanton sont significatives¹. Mercanton, professeur de chimie et de minéralogie à l'Académie de Lausanne, — né à Vevey le 29 juin 1794, — avait été le camarade d'Andryane à l'Ecole polytechnique impériale où il était entré le 1^{er} novembre 1813.

Dans l'une de ses missives, datée du 21 janvier 1821, Andryane confesse à son ami qu'il s'est réfugié à Genève à cause de ses nombreuses dettes et il écrit : « Je bénirai ma vie entière le séjour que j'y aurai fait. »

Un mois plus tard, le 15 février, il lui mande : « Monsieur, je vous aime à présent plus que jamais car vous fûtes toujours l'ami le plus cher à mon cœur. Lorsque j'étais lancé dans le tourbillon du monde, je reportais sans cesse mes regards sur vous ; je vous admirais tout en désespérant de vous imiter et j'étais fier du choix de ma jeunesse. » Andryane parle de la transformation de sa jeunesse frivole en jeunesse studieuse et avoue à Mer-

¹ Nous en devons la communication à l'amabilité de M^{lle} Anna Mercanton, à Lausanne. — *La Gazette de Lausanne* du 2 mars 1917 donne sur Mercanton des renseignements biographiques à l'occasion du don de son portrait à l'Université de Lausanne par sa famille.

canton qu'il s'est donné pour but d'arriver à la place importante de député. « L'amour de la patrie, ce puissant véhicule, me fera surmonter les obstacles les plus grands. Convaincu que, pour être représentant du peuple, il faut réunir les connaissances les plus profondes aux qualités les plus rares, j'acquerrai les unes et mon cœur me répond que je posséderai les autres. Mu par le désir le plus ardent d'être utile à mon pays, n'ayant pas d'autre ambition que celle-là, ... je travaillerai. »

Onze années s'écoulaient pendant lesquelles Andryane souffre cruellement, puis un cri de joie retentit aux oreilles de son ami : « Un ressuscité par l'opération de la sœur la plus admirable, la plus dévouée, vous écrit aujourd'hui (14 avril 1832), mon cher Mercanton, non pour vous annoncer sa délivrance que vous connaîtrez déjà, mais pour vous dire avec chaleur que vous n'avez jamais cessé d'être présent à sa mémoire comme le meilleur, le plus ancien ami qu'il ait au monde. Oui, mon ami, me voilà libre après dix ans et c'est presque un miracle, car, sans Pauline, je gémirais encore dans les fers. »

Libéré, il se ressent cependant de sa captivité. Il se plaint, dans une lettre du 1^{er} juin 1832, de l'état si précaire de sa vue, grâce à l'obscurité trop prolongée qu'il avait dû endurer. « Repos, calme, éloignement des affaires, jouissances de famille, voilà ce dont j'ai besoin, ce que je cherche, ce que j'ai déjà obtenu, voilà ce qui rétablira ma santé, ce qui recomposera mon âme, ce qui reverdira les tendres couleurs du cœur et les fleurs de l'esprit. Voilà ce qui me rappellera à l'existence, au contentement intérieur, à l'équilibre de toutes mes facultés. »

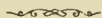
Andryane, on peut le dire sans malice, est mûr pour le mariage. Bientôt, en effet, il annoncera le choix qu'il

vient de faire en la personne de M^{lle} Adèle Bulan. Les satisfactions de la famille n'entament pas ses amitiés. Il continue à correspondre avec Mercanton auquel il fait la profession de foi politique suivante : « Je suis libéral, sans être de l'extrême gauche ; je suis monarchique constitutionnel, sans être partisan aveugle ni d'une dynastie, ni d'un ministère ; je veux le bien et je le recherche en prenant pour guide une raison que dix ans de malheurs, de réflexions et d'études ont formé aux investigations philosophiques et religieuses. »

C'est dans ces sentiments que devait s'achever la vie mouvementée du pensionnaire de M^{me} Metton.



INDEX ALPHABÉTIQUE ¹



A

Abauzit 70
 Abington 75
 Abrantès (duchesse d') 127,
 129, 130, 131, 193, 194, 198,
 242
Abrecheviller 235
 Achard (Lucie) 135 n.¹, 174 n.¹,
 181
 Achard (M^{me}) 158
 Achard (Victorine) 172
Ain. 103, 147, 238, 241, 243
Aix 138
 Alexandre I. 72, 133, 163, 221,
 222, 246, 247
Alger 173, 177, 178
Allaman 136, 137
Allemagne 163, 182, 189, 260
Alpes 3
Alpes-Maritimes 201, 250, 253,
 264
Alsace 147, 161, 228, 235
 Amar 253, 254
Amérique 121, 235
 Amherst 169
 Amiel 34
 Andreossi 126
 Andrvane 259, 262-270
Angleterre 37, 38, 43, 47, 52,
 55, 72, 73, 81, 84, 98, 118,
 124, 125, 131, 132, 136, 138,
 139, 142, 150, 154, 155, 158,
 162, 169, 169, 172, 173, 174,
 182, 183, 250, 251, 260
 Angoulême (duc d') ... 148
 Annecy 152, 227

Anspach 22, 29
 Anthonioz 105
Anvers 243
Appenzell 158
 Argand 239
 Argens (Jean-Baptiste de
 Boyer, marquis d') .. 1-7
Argovie 146
 Argyll 138
 Arlincourt (vicomte d') .. 181
Arre 136, 179
Aubagne 83
 Aulard 111 n.³, 212 n.¹
 Autran 260, 261
Autriche 71, 87, 88, 133, 163,
 167, 168, 267
Autun 146
Auxonne 148
 Auzière 78, 79
Aveyron 201
Avignon 145

B

Babet 7
Badajoz 127
Baden 86, 87
 Baillie 163
 Bailly 89
Bâle 87, 88, 157, 260
 Baltriani 170
 Barante (baron de) 119, 137,
 195, 196, 200, 201, 202, 250,
 255, 256
 Barbey (Fréd.) 29 n.¹
Barcelone 6
 Barde 102

¹ Nous n'avons pas mentionné dans cet Index les noms de : *Genève, Paris, Suisse, France* et *Europe* qui reviennent souvent sur notre plume.

- Barère..... 16, 17
 Baring..... 164
 Barras..... 89, 130
 Barthélemy (Abbé)..... 85
 Barthélemy (André)..... 85
 Barthélemy (Anicet)..... 85
 Barthélemy (François) 83, 91
Barière..... 172
Bayonne..... 33, 155, 192
Beauce..... 263
 Beauharnais (de)..... 127
 Beaumarchais..... 32
 Bédoyère (de la)..... 180
 Bédoyère (M^{me} de la) .. 179
Belfort..... 209
Belgique..... 155, 160
 Bellarmin..... 4
Bellevue..... 152
Bengale..... 172
 Béranger 29, 70-74, 75, 77, 115
Berlin..... 2, 12, 182
 Bernadotte..... 136
Berne 10, 11, 71, 81, 86, 112, 144, 146, 161, 207, 209, 211, 260
 Berry (duc de)..... 161
Besançon.. 161, 209, 219, 224
 Bertrand (M^{me})..... 171
 Beugnot .. 232, 223, 234, 237
 Bianchi..... 157
Bienne..... 208, 209 n.¹
 Blennerhasset..... 61
 Boigne (M^{me} de)..... 197
 Boileau..... 80
 Boissier (famille) 123, 142, 167
 Boissier (M^{me})..... 122
 Bonaparte (Napoléon) 3, 60, 69, 115, 119, 123, 133, 134, 136, 144-162, 167-171, 179, 180, 183, 190-195, 199-201, 209, 216, 222, 228-236, 242, 243, 250
 Bonaparte (Elisa)..... 200
 Bonaparte (Jérôme)..... 136
 Bonaparte (Joseph) 136, 137, 144, 151, 158, 161, 162, 192
 Bonaparte (Lucien) 151, 152
 Bonaparte (famille des) 161, 162
 Bondeli (de)..... 10, 12, 13
Bonne-Espérance (cap de)..... 168
 Bonnet (Antoine)..... 257, 258
 Bonnet (Charles)..... 22
 Bonnet (Joseph) .. 257, 258
Bonnerville..... 204
 Bonfils..... 80
 Bonstetten (de)..... 151, 163
 Bontemps..... 153, 168
 Bordier..... 159 n.¹
 Borel..... 107
 Borghèse..... 127
 Bottens (de)..... 171
 Bourbon (Marie-Thérèse Charlotte de)..... 88
 Bourbons (famille des) 127, 143, 146, 147, 148, 149, 161, 162, 165, 179, 239, 240
Bourg..... 146, 238
Bourgogne..... 238
 Bourmont (maréchal de) 175, 184
 Bourmont (M^{me} de)..... 182
 Bourmont (les fils)..... 181, 182
 Bournazel (de)..... 234
 Bourrit..... 29
 Boyer..... Voir d'Argens
 Bradshaw..... 138
Brame-le-Comte..... 154
Brésil..... 163
Bresse..... 219, 226
Bretagne..... 148
Brienne..... 209 n.¹
 Briquet..... 133
 Brissot..... 94
 Broglie (duc de) 139, 134, 168, 183
 Brown..... 35
Bruxelles..... 149, 154, 165
 Buřna 136, 145, 157, 215, 218, 220, 226, 227, 237, 267
 Budé (Eugène de) .. 128 n.¹, 162 n.²
 Budé (M^{me} de)..... 158
 Buisson (maison)..... 167
 Bulan..... 270
 Bunbury..... 183

Buonarroti 249-261, 263, 265,
266
Burckhardt 88
Burdet 106, 107
Buriton 47, 55
Buron 255
Butini (Dr) 127, 131
Butini (M^{re}) 122
Byron 60-62, 170-173, 183
184

C

Cadix 115
Cajetan 4
Calabre 165
Calève 71
Calvin 122
Campbell 138
Camperdown 170
Candolle (de) ... 33, 170, 263
Canino (prince de), voir
Lucien Bonaparte.
Canville 153
Capelle 119, 122, 135, 136, 146
147, 176, 196-243, 250 n. 2,
256
Capo d'Istria... 137, 160, 165
Carignan (prince) 134
Carignan (princesse)... 129
Carnot 24, 89, 157, 254
Carouge... 101, 104, 105, 136,
147, 149, 156, 169
Cassel 235
Castlereagh 124, 138, 139, 150,
243
Catalan 198
Caton 138
Caulaincourt 157
Cayenne 84, 90
Cayla 120
Cayla (Simon) 168
Céigny 151
Cessac (de) 231
Châlons 144, 148
Chambéry 101, 152, 153, 157,
162, 180, 224, 226, 227
Chambésy 131, 171

Chamonix 160
Champel 158
Chancy 169
Chanteloup 194
Chantilly 267
Chaptal 201, 222, 237
Chariot 15-19
Charles II 174
Charles IV 192
Charles X 119, 176, 177, 199,
242, 243 et n. 3
Charrière (de) 141
Chastel 263, 264
Châteaubriand. 129, 175, 184
Châteauvieux 123, 125, 167,
169
Chaulmontet 101
Chaumette 69
Chauvet 81
Chenaud 115, 116
Chêne 106, 158
Chenevière 69
Cher 190
Cherbourg 250
Cherbuliez 76 n. 1
Chésériz 225
Chevreuse (de) 192-198
Chine. 117, 118, 128, 163, 169
Choiseul (duc de) 66, 85, 195
Choiseul (duchesse de). 64
Chouilly 167
Claretie 15
Clarke 209, 230, 233
Clary 193
Clavière 73, 80, 81, 82, 93, 95,
143, 246
Clermont-Tonnerre (de) 156
Cochois 7
Collonges 214
Colmar 161
Condorcet 114
Confalonieri (comte) 262, 267
Confalonieri (Feresa) ... 267
Constant (Benjamin) 117, 119,
120, 129, 136, 141, 147, 150,
151, 152, 155, 162, 169, 172,
175, 181, 182
Constant (Charles de) 117-184

Constant (Rosalie de)	174 n. 1, 181, 184
Constant (Victor de)	127, 157
Constantin (grande du- chesse)	221
Constantinople	6
Coppet	44, 59, 60, 61, 62, 125, 127, 138, 145, 151, 168, 181, 252, 265
Cornuaud	70, 75-82
Corse	172, 250
Corvetto	231
Costaz	231
Côtes-du-Nord	97
Cougnard	114
Courtenay	129
Coutarel	107
Covelle	75
Cramer (famille)	71
Cramer-Courlet	168
Crassier	36, 37, 39, 41
Curchod (voir Madame Necker)	
Curtet	101

D

Dalrimph Hamilton	169
Dampierre (de)	84
Dante (le)	266
Danton	63, 68, 93-96
Darneville	30
Darhé	250
Davoust	149
Davy (Humphrey)	137
Davy (lady)	138
Debry	24
Dejean	131, 182, 197
Dejoux	28
Delafarge	64, 67, 69
De La Rive	183
De La Roche (général ba- ron)	215, 218, 226, 235, 236
Delay (de)	18
Delhorme	101, 102
De Roches	166
Des Arts	163
Desbains	260

Des Gouttes	31
Desmoulins	68
Desonnaz	255
Deportes (Benjamin)	30
Desportes (Félix)	29-33, 73, 115, 186, 212, 228
Dessaix	156, 206, 228
Devonshire (duchesse de)	175
Diderot	67
Didier	111 et n. 1
Dijon	119, 231
Dironne	217
Donzel	34
Doret	34
Doria Pamphili	126
Doubs	228, 243
Douraine	156
Drummond	169
Du Casse	220, 235
Duchastel	53
Ducimetière	256, 257, 258
Ducloux	105
Dumme	170
Dumont	141, 154, 245-248, 263
Dungern (de)	126
Du Pan	128, 158
DuPont de Caperoy	210
Du pont (de Nemours)	18
Duras (duchesse de)	129
Du Roveray	81
Duval	165
Duvillard	137

E

Egypte	91
Elbe (Ile d')	143, 146, 150, 179
Elliot	172
Erskine	62
Esclimont	194
Escobar	4
Espagne	87, 88, 128, 131, 141, 178, 192
Etats-Unis	113, 144
Eure-et-Loire	144
Erian	214
Eymar (Ange-Marie d')	21, 82, 250 n. 2

Eynard (Jean-Gabriel)

241, 242, 243

Eynard (famille) 129

Eyverdun (d') 36, 38

F

Fabri 172

Fain 199

Falquet 240

Faure 232

Faucigny 149

Favre (Edouard) .. 131 n. ¹

Favre (Jean-François) ... 237

Favre (Jean-Marc-Louis) 72

Favre-Buisson (F.) . . . 238

Feltre (duc de). Voir Clarke

Fernex 7, 72, 78, 79, 151, 158,
164, 217

Ferran 238

Finistère 97

Finot 219 n. ²

Fiteau 190, 191

Fiume 130

Flandre 148

Fleurieu (de) 164

Fleury 63

Florence 260

Fontainebleau 192

Fontenoy 141

Forestier 264

Fornier 39

Foron 169

Fort-de-l'Ecluse 160, 213, 214,
217-220, 224-226

Fortreehill 118

Foster 172

Fouché... 137, 192, 194, 233

Fourier 193, 196

Fournier 160

Fox 37

Frangy 207, 216, 218, 224, 225,
227

Franklin 16, 17

Frédéric II¹ 2, 7

Fribourg 146

G

Galiffe (colonel) 134

Galiffe (J. B. G.) 13 n. ¹, 99 n. ¹
236 n. ²

Gallatin 144

Galles (prince de) .. 123, 139

Galles (princesse de) 123, 140

Gand 243

Gara (château de la) ... 106

Gard 144

Garnier 137, 139

Gasc 23, 74, 106

Gavre (prince de) 88

Genlis (M^{me} de) 183

Genthod 131

Georges IV 123

Gessner 10, 11

Gex (pays de) 146, 153, 156,
158, 159, 172, 216, 217, 223,
240

Ghigli 126

Gibbon (Edward) 33-39

Gibbon (père) 33

Girard 33, 243, 247

Girardin (de) 182

Gœthe 63

Golowkin (de) 163

Goncourt (de) 20

Grand d'Hauteville ... 167

Grand-Saconnex 138

Gratz 166

Grèce 141

Grenoble 144, 143, 180, 193-
197, 213, 219, 226, 227,
238, 239

Grimm 66

Guadet 94

Guelle 33

Guiccioli 183

Guiguer 140

Guillaume 100 n. ¹

Gunten (F. de) alias Jean
Violette 163 n. ¹

Guyane française 84

Guyane hollandaise ... 90

¹ C'est par erreur que le nom de
Frédéric III est porté à la page 7.

H

Halier	9
Hambourg.....	84
Hamilton.....	170
<i>Hampshire</i>	47, 48, 53
Hardenberg (de)	119
<i>Hardenberg</i> (château de)	120
Hastrel (d')	203
Haussez (baron Lemer- cier d')	176, 182, 183 n. ¹
Haussonville (comte d')	33-37, 40 n. ¹ , 43, 44, 59 n. ¹
<i>Haute-Marne</i>	144
<i>Haute-Saône</i>	23 n. ¹
<i>Helvétie</i>	235
Hennet	235 n. ¹
Henri IV	239
Hentsch	141
Hérault	101, 102
<i>Hérault</i>	193
<i>Hernance</i>	169
Herriot	198
Hervey	Voir Foster
Hess	10, 12
Hilaire	230 n. ¹
Hirzel	11
Hobhouse	169
<i>Hoffwyl</i>	170
<i>Hollande</i>	4, 135
Hortense (la reine)	121, 160, 162
Houssaye	228 n. ² , 229
Humbert	97-99, 114
Humboldt (de)	138
<i>Huningue</i>	209, 217
Huntley	142

I

<i>Ille-et-Vilaine</i>	97
<i>Illyrie</i>	130
<i>Isère</i>	195
<i>Italie</i>	128, 131, 133, 137, 140, 151, 168, 169
Ivernois (d')	71, 81, 170

J

Janot	27, 30 n. ¹ , 101, 159
Jaquemier	153
Jaquet (de)	169
Jaquet-Joly	144
Jaquet (campagne)	131
Jaquier	257
Jaquin	258
Jersey	60
Jessaint (de)	144
Johannot	81
Jomini	222
Jordy	126, 135, 136, 199, 209, 210, 212, 215, 218, 222, 223, 226, 227, 234-237
Joseph (empereur d'Au- triche)	71
Joséphine (impératrice)	121, 127, 128, 137, 192
<i>Juan</i> (golfe de)	149, 155, 180
Junot (duc d'Abrantès)	131
<i>Jura</i>	36, 43, 225, 228
<i>Jussy</i>	106 et n. ¹
Juvénal	102

K

<i>Kaiserlautern</i>	190
Kaulek	84
Keith	183
Kellermann	228
Kilchsperger	84 n. ¹
Kirchberger	12
Köhler	48 n. ¹
Krivtsoff	141
Krudener (de)	132, 133
Kunkler (Henry)	156
Kunkler (M ^{me})	119

L

Labat	106, 107
La Harpe (Frédéric-Cé- sar de)	72, 165, 222
Lamb (lady Caroline)	172
Lameth (Alexandre de)	132

La Moussaye (de)..... 321
Landau 233
Landskroon 209
Langalerie (de)..... 139
La Réveillère-Lépeaux). 89
La Turbie (M^{me} de).... 156
Launay..... 119
Lausanne 5, 36, 46, 47, 58, 59,
73, 161, 170, 212, 214, 236,
260, 268 et n. ¹
Laval..... 140
Laval (M^{me} de)..... 194
La Vallière (M^{me} de) ... 133
Lavoisier 138
Lebrun 86
Leclerc de Septchenes 57
Lecourbe 157
Leibnitz 10
Leipzig 203
Léman 21, 82, 119, 131, 133,
137, 144, 149, 168, 176, 190,
195-201, 204, 208 213-221,
224, 229-231, 238, 241, 250,
251, 254, 256, 337
Lenormant (M^{me})..... 198
Lesage 70
Lesdiguières (hôtel de).. 196
Le Tellier..... 84, 90, 91
Lerant 7
Levasseur (Thérèse) ... 12
Liancourt..... 182
Linguet 73
Lisbonne 5, 179
Lissignol 22
Livourne 146
Lombardie 266, 267
Lons-le-Saulnier..... 243
Lorquin (canton de)... 235
Loud..... 124
Londres 60, 72, 85, 118, 132,
137, 140, 169, 170, 184, 247,
251
Louis XIV..... 118
Louis XV..... 64, 69, 195
Louis XVI 35, 87, 88, 97, 108,
141, 164
Louis XVIII... 148, 163, 179

Louis-Philippe 180, 183
Lozère 144
Lullin (Adolphe)..... 15
Lullin (Ami)..... 166, 228
Lullin (Charles) 25, 245
Lullin de Châteaueux 141
Luynes (duc de)... 192, 103
Luynes (duchesse de) 193, 195,
196, 198
Lyon 145, 146, 149, 195, 198,
220, 225, 226, 236

M

Macaulay 137
Mackintosh 139
Madère 131
Madrid 118
Maistre (de). 176
Malet. 258
Malle (comte de la) ... 231
Mallet-Du Pan ... 63, 72, 73
Manget..... 102, 264
Marengo 132
Maret (duc de Bassano)
179, 228 n. ¹
Marie-Antoinette 193
Marie-Louise (impératri-
ce).... 137, 138, 150, 170
Marmont (maréchal)... 152
Marmont (maréchale).. 129
Marmontel..... 66
Marseille.... 130, 131, 148
Martin (Henri)..... 75
Martinique (la) 84
Massa 176
Masséna 145-148
Masson (Frédéric) . 190, 191
Matthey 31, 32, 190
Maurice 96, 123, 188, 189, 233,
255
Maurienne 149
Mauroi (de)..... 182
Mecklembourg (Paul,
prince de). 142, 167, 252
Méditerranée (préfec-
ture de la)..... 201

Méladorowitch (général) 138
 Melun (de) 212
 Mercanton (Anna) . . . 268 n. ¹
 Mercanton (Jean-Samuel) . . .
 268-270
 Merle 22
 Merle d'Aubigné 98
 Merlin de Thionville . . . 25
 Mesnard (de) 176, 182
 Mesnier 209, 217
 Metternich 165, 267
 Metton 262, 267, 270
 Meurthe 233
 Michaud 108
 Michel 159
 Michel-Ange 249, 263
 Michelet 66
 Micheli 32, 106, 107
 Micheli de Châteaueux . . . 32
 Miguei (don) 176, 178, 179, 181
 Millau 201
 Minto (lord) 171, 172, 182
 Miollis (général) 146
 Mirabeau 11, 246
 Mitis (baron de) 192 n. ¹
 Molière 15, 66
 Molina 4
 Molinier 115
 Monaco (Joseph, prince
 de) 146
 Monnier (Marc) 34
 Montalivet 208, 209, 213, 218,
 219, 221, 222, 228, 234
 Montbel (comte de) 180 n. ¹,
 243 et n. ³
 Mont-Blanc (Dép^l du) 101,
 102, 104 n. ², 103, 228
 Mont-Cenis 155
 Mont-de-Sion 156
 Montesquiou (de) 94, 96
 Montfort (colonel) 227
 Montgelas (M^{me}) 172
 Montléar (de) 129
 Montlosier 155
 Montmorency 9, 10
 Montmorency (Adrien
 de) 194

Montmorency (Mathieu
 de) 166
 Montmorency-Laval 193
 Montolieu (M^{me} de) 143
 Montpellier 148, 170, 193, 243
 Morand 264
 Morand-Dupuch 191
 Morbihan 97
 Moreau 258
 Morges 221
 Morillon 128, 158
 Morlaix 118
 Morsier (de) 158
 Mortemart 117
 Mortier (maréchal) 148
 Moselle 225
 Môtiers 12
 Motu 79
 Moulton 9, 12, 13, 56, 253
 Muller (Jean de) 72
 Murat 142, 152, 153, 157, 163
 Murray 60
 Musset-Pathay 242, 243 n. ¹
 Myes 153

N

Nancy 64-66
 Nantua 225
 Naples 143
 Napoléon, v. Bonaparte
 Narbonne (de) 134, 182, 192
 Nassau 155
 Nassau-Wilbourg (prin-
 ce de) 126
 Necker (Jacques) 47, 56, 58, 143
 Necker (M^{me}) 13, 35-39
 Necker (famille) 72, 121
 Necker de Saussure (M^{me}) 263
 Nesselrode (comte de) 160
 Neuchâtel 208
 Ney (maréchal) 123, 133, 143,
 147, 243
 Nice 157
 Nîmes 148
 Noblet 190, 256, 258
 Nyon 71, 153

O

Odier	166
Odier (Edouard)...	162, n. ¹
<i>Oléron</i> (île d')	250
<i>Oporto</i>	179
Orléans (duc d')...	148, 179
Orléans (famille d')...	68
<i>Orléans</i>	90, 180
Orange (prince d')	127
Oudinot (maréchal) ...	148

P

Paget (lord)	168
Palissot	63-69
Palloy	108-111
Pappön (M. et M ^{me})...	264
Paris	21 n. ¹ , 110 n. ¹
Parmentier	97
Pascal	268
Paschoud	163, 263
Pasteur (famille)	168
Pasteur	158, 188
Pasteur-Fatio	167
Paussine (maison) ..	256, 257
Pavillard	36, 46, 47
Pelaprat (M ^{me})	146
Pellico (Silvio)	262, 267
Perceval	124
Permont (de)	130
Perregaux	129 n. ¹
Perrou (cnevalier de)...	169
Pestalozzi	100
Petersfield	55
<i>Petit-Saconnex</i>	158
Petitot	133
<i>Philisbourg</i>	6
Picot	188
Pictet (Marc-Auguste)...	263
Pictet-Diodati	134, 141
Pictet-de-Rochemont	
(Charles) 33, 151, 158, 163,	
166, 169, 170, 172, 241, 245,	
247, 248	
Pictet (M ^{me})	262
Pictet de Sergy	223 n. ¹

Pictet-Turretini	247
<i>Piémont</i>	152
Pimodan (comte de) 193 n. ¹	
Pitt	124, 139
Plantamour	250, 251
Polignac (duc de) 152, 176,	
183 n. ¹	
Pompadour (M ^{me} de)...	66
Populus	18
<i>Portugal</i>	176, 177, 179
Pouzait	79
<i>Prangins</i> ..	137, 151, 160, 162
<i>Pregny</i>	121, 127, 137
Pretet	222
Prevost (J. G.)	99
<i>Provence</i>	85
Prusse (Auguste prince de) 252	
<i>Prusse</i>	87, 170, 176
Puerari	19
<i>Pyrénées</i>	201

Q

Quinette	157
----------------	-----

R

Raguse (duchesse de) ..	131
Rambuteau (comte de) 217,	
220	
Réal	231
Reber	88
Récamier (M ^{me}) 141, 143, 155,	
198, 265	
Reynaud de Saint-Jean	
d'Angely	18
Rengger	84 n. ¹
Reubeil	89
Revilliod (Souky)	212
Reybaz	23, 24, 25, 116
<i>Rhin</i> 134, 150, 157, 190, 207,	
222, 235	
<i>Rhodes</i>	182
<i>Rhône</i>	169, 174, 175
Richard	29
Richelieu	6
Richmond (duc de) ..	72

Richter (frères) 148
 Rilliet 176, 177
 Ritter (Eugène) 10
 Rival 79
 Robecq (M^{me} de) 66
 Robespierre... 18, 68, 96, 249
 Robiquet... 250 n.¹, 254, 258,
 261 n.¹
 Rocca 120, 125, 126, 132, 137,
 163
Rochefort 90
 Rockingham (lord) 72
 Roget 79, 212 n.¹
 Roguin (Henriette) 251
 Roland 81, 110
Rolle... 37, 39, 53, 59, 72, 149
Rome 140, 151, 157, 167
 Romilly (Samuel) 167
 Romilly (famille) ... 164, 165
 Rousseau (Jean-Jacques) 9-34,
 56, 64-80, 109-111, 143, 253,
 268
 Rousseau (M^{me}) 15
 Rovigo voir Savary
 Rovigo (duchesse de) .. 127
 Rumford (M^{me} de) 138
 Rumilly 152
 Rudler 117
Russie 122

S

Saconnex 151, 171
 Sadyell (comtesse de) .. 163
 Saint-Augustin 268
Saint-Claude 225
Saint-Gall 12, 164
Sainte-Hélène. 167, 168, 183
 Saint-Etienne (comte de) voir
 Fiteau.
Saint-Genis 217
Saint-Gerrais ... 34, 185-189
Saint-Léger-le-Petit... 190
 Saint-Mars (de) 72
 Saint-Marsan (comte de) 183
 Saint-Ours 23, 25
 St-Priest (de) 122

Sala (de) 176, 182
 Saladin 182, 188
 Saladin (chevalier) 127, 128 n.¹
 Saladin (Louise) 231
 Saladin-Fabry 123
 Salis (de) 118
 Salverte (de) 163
 Sanchez 4
Saône 146
Saragosse 146
 Sarasin 176, 182
Sardaigne 41, 102, 134, 169,
 183, 206
 Saussure (H.-B. de) ... 246
 Saussure-Fabry (de) ... 123
 Sauttern (de) 12
 Savary 193, 197
Savoie 81, 94, 102, 153, 158, 216
 Saxe (roi de) 129
 Scaliger 41
Schaffhouse 157
 Schaub. 264
 Schlestadt 235
 Schmidtmeier (Jean-L^s) 251
 Schmidtmeier (Jean-P^{re}) 251
 Schraut (baron de) 165
 Schwarzenberg (prince
 de) 136, 211, 221, 225
 Schweppe 171, 172 n.¹
Sécheron .. 131, 160, 182, 197
 Sellon. 123, 141, 156, 167, 190
 Shelley 139
 Sheridan 62
Simplon 207, 213, 214, 217, 226
Sinnamari 90
 Sismondi. 120, 122, 129, 137,
 139, 141, 142, 153, 162, 168,
 183, 198, 262, 264, 266
Soleure 146, 208
 Somariva 153
 Sombernon 231
 Sonnenberg (de) 152, 157, 160
 Sorel 75
Sospello 250, 253
 Soulavie 83, 84, 96, 212 et n.¹
 Soult (maréchal) 147
 Spencer (lord) 172

Spielberg 262, 266, 268
 Staël (M^{me} de) 48 n.¹, 59, 60-62,
 118-143, 148-152, 162, 168,
 171, 172, 196, 197, 202 et n.¹,
 251, 254, 263, 268
 Staël (Albert de) 132
 Staël (Albertine de) 143, 168
 Staël (Auguste de) 132, 168
 Stanislas (roi de Pologne) 64, 65
 Starhemberg (prince) 170
 Steiger 84 n.¹
Strasbourg 235
 Stroehlin 83 n.¹
 Stuart (famille des) 72
Stura (dep. de la) 201
 Suard 31, 32, 57
 Suarès 4
 Suchet 147, 156, 157, 159
Suède 128, 132, 136
Syrie 191

T

Talleyrand (Ch.-M. de) 155,
 160, 161, 164, 194, 207 n.¹
 Talleyrand (Aug.-L^s de) 207
 Talleyrand (Louis-Ma-
 rié-Anne de) 207 n.¹
 Tallien (M^{me}) 128
 Talma 128, 137
Tannay 153
 Tausserat-Radel 87 n.¹
 Terray ou Terret 256, 257
 Thoinett (M^{me}) 90
 Thomas 71
Thonon 203, 204, 206, 207,
 214, 217, 219
Thorn 255
 Thornbride 168
 Tonnerre (M^{me} de) 182
Torgau 134
Toulouse 7
 Tour-Maubourg (de la) 126
Tours 192
 Trembley (M^{me}) 182
 Tressan (comte de) 65
Turin 132, 156, 169
 Turretini 176, 182, 188

U

Ulysse 151
 Usteri (Léonard) 9-14
 Usteri (Paul) 10 et n.¹
 Uxbridge (lord) 168

V

Valeggio 191
Valence 146
 Valletort (lady) 182
 Vallette (Gaspard) 76 n.¹
 Vane (Ch. W.) 243 n.²
 Vaucher 134
Vaud (canton de) 123, 146, 149,
 154, 160, 162, 213, 215, 226
Vendée (la) 106, 157, 176
Venise 178
 Vergennes 81
 Vernes 65, 67
 Vernet 132
Versailles 243
Versoix 71, 140, 147, 151, 153,
 217, 256
Vevey 213, 268
 Veyrier 251
 Vicat 153
 Victor 154, 218
Vollandes 158
Vienne 74, 85, 88, 142, 150,
 153, 157, 165, 172, 262
 Vieusseux 82
 Vignier 106
 Villard (Thomas) 256, 257, 258
Villefranche 146
 Voltaire 7, 10, 64-72, 77-80, 164
Vosges 228
 Vouan 107
 Voyna (de) 162

W

Wagram 191
 Wagram (princesse de) 163
 Washington 16, 17
Waterloo 157, 168, 170, 171
 Wedgwood 138

Weguelin..... 12
Weill (Georges) 231 n.¹, 254,
259 n.¹
Weimar (duchesse de).. 221
Weissenbourg 137
Wellington 127, 137
Westmoreland (lady) .. 140
Whitbread. 149
Wickham 171 et n.¹
Wilson (Sir Robert) ... 137
Winkelmann..... 9
Wurtemberg (Paul,
prince de)..... 164

Y

York (duc d') 48, 125
Yriarte (comte d'). . 87, 88
Yverdon 260
Yvernois (d') voir d'Ivernois.

Z

Zimmermann 13
Zurich. . 86, 100, 112, 146, 160



OBSERVATIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA VIE LARVAIRE

DU

PSEUDAGENIA CARBONARIA

(Scop.)

PAR FRANK BROCHER

Vandœuvres (Genève)

Les Pompiles sont des Hyménoptères dont les mœurs sont fort intéressantes.

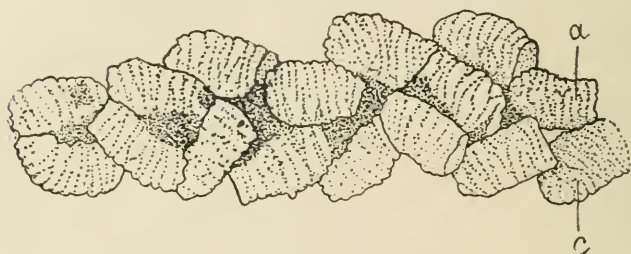
Ces insectes construisent, avec des pelottes de boue, de petits barillets, dans lesquels ils enferment une araignée, sur l'abdomen de laquelle ils ont déposé un œuf. La larve qui sort de celui-ci mange le corps de l'araignée ; puis elle se transforme en nymphe et ensuite en imago. L'Hyménoptère, alors, perce la cloison du barillet et s'échappe.

Un ou deux jours s'écoulent, entre le moment de la ponte et celui de l'éclosion de l'œuf ; en outre, la consommation du corps de l'araignée par la larve de l'Hyménoptère exige encore quelques jours.

Or, phénomène bizarre, pendant tout ce temps, le corps de l'araignée conserve les apparences de la vie ; les articulations restent souples, le tégument luisant et on ne constate aucun signe de décomposition.

On a d'abord cru pouvoir expliquer cela, en admettant

que l'Hyménoptère injecte dans le corps un antiseptique conservateur. Plus tard, LE PELETIER d'abord, ensuite FABRE reconnurent que l'araignée n'est pas morte ; elle est seulement engourdie et, en partie, paralysée. La larve de l'Hyménoptère consomme donc un corps privé de mouvements ; mais qui est encore vivant et que la vie n'abandonne que lorsqu'il est déjà à moitié dévoré.



0 m 01



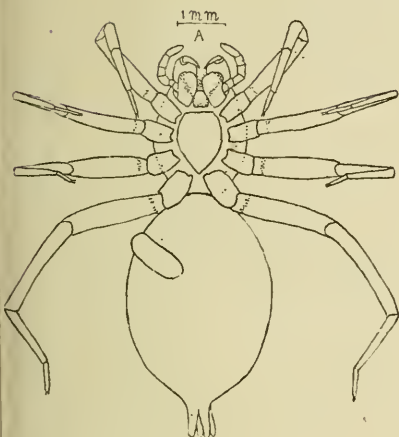
L



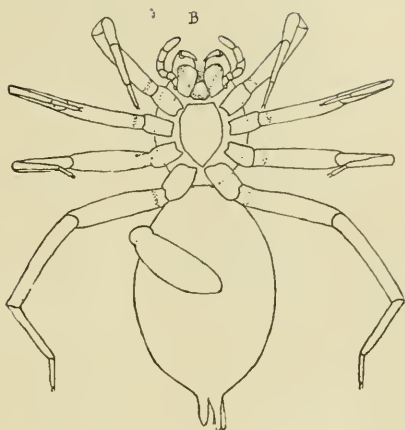
(Fig. L.)

Ayant eu la chance de trouver une collection de barillets de *Pseudagenia* (fig. L.), j'ai pu suivre, jour par jour, le développement de la larve et assister à la consommation progressive du corps de l'araignée. Celle-ci ayant été extraite de l'avant-dernier barillet *a*. — le dernier *c* n'était pas obturé et pas complètement achevé — on peut admettre que l'œuf, déposé sur l'abdomen, a été pondu, au plus tard, la veille du jour où j'ai commencé à l'observer.

Voici un résumé de mon observation :



(Dessin A.)



(Dessin B.)

Premier jour, 9 VI 1915. dessin A. — L'araignée est tout à fait immobile; cependant, si l'on touche ses pattes, elle le sent et elle s'accroche à l'objet qui la touche avec la plupart de ses pattes; on a souvent de la peine à lui faire lâcher prise. Lorsqu'elle a lâché prise, elle retombe sur le dos et reste immobile.

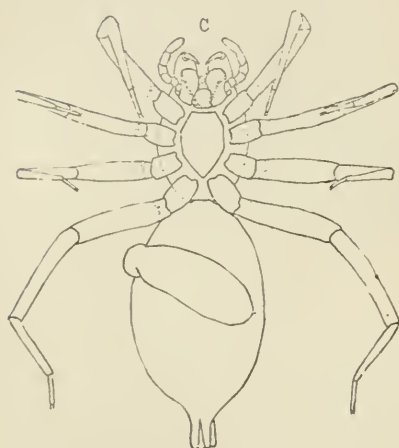
2^{me} jour, 10 VI. — Idem, idem.

3^{me} jour, 11 VI. — L'œuf a éclos; la larve occupe la même place que l'œuf, elle en a la forme et la dimension; seulement elle est vaguement annelée et son corps palpite un peu. L'araignée se comporte comme les jours précédents.

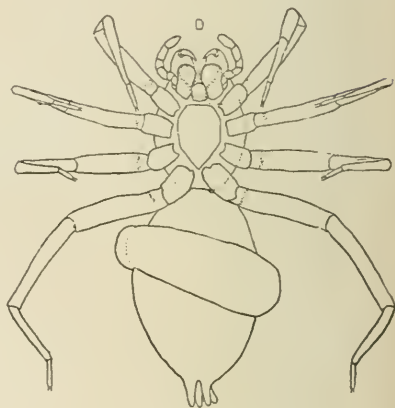
4^{me} jour, 12 VI (matin). dessin B. — L'araignée s'accroche toujours avec ses pattes à l'objet qui vient

frôler celles-ci ; mais elle le fait avec beaucoup plus de lenteur. On voit très bien le sang circuler dans les pattes. La larve n'a pas bougé de place ; elle paraît faire des mouvements de succion.

Idem (soir). — *Idem*.



(Dessin C.)



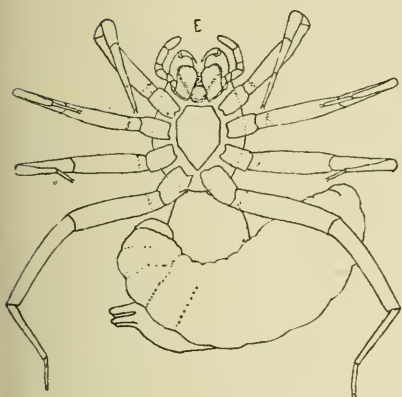
(Dessin D.)

5^{me} jour, 13 VI (matin), dessin C. — L'araignée ne réagit plus quand on touche ses pattes. On voit toujours le sang circuler dans les palpes ; mais plus dans les pattes.

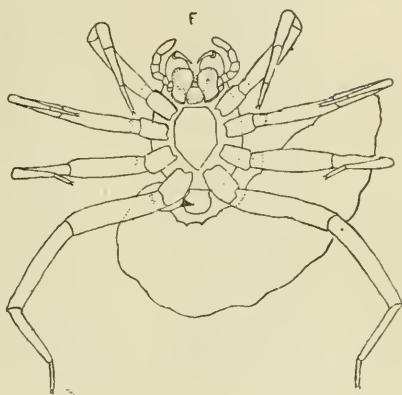
Idem (soir). — Il n'y a plus de circulation du sang dans les palpes.

6^{me} jour, 14 VI (matin), dessin D. — La larve continue à grossir ; elle est toujours immobile à la même place et elle se nourrit toujours par succion.

Quoique l'araignée soit saignée presque à fond et qu'elle ne manifeste plus aucun signe de vie, on doit admettre, je crois, qu'elle n'est pas encore morte.



(Dessin E.)



(Dessin F.)

7^{me} jour, 15 VI (matin), dessin E. — La larve bouge passablement ; elle est pourvue de mandibules et elle mord à droite et à gauche. On doit, je crois, considérer l'araignée comme étant, à présent, morte.

Aussi la consommation de ce corps, privé de vie, se fait avec une grande rapidité, avant qu'il ne se décompose. La larve ne se nourrit plus par succion ; elle dévore.

Idem (soir), dessin F. — L'abdomen de l'araignée a complètement disparu ; mais le thorax et les pattes sont encore intacts.

8^{me} jour, 16 VI (matin), dessin G. — La larve dévore un petit amas de matière noire ; c'est tout ce qu'il reste du corps, trituré, de l'araignée. En haut du dessin, à

gauche, on voit un fragment d'une des pattes de l'araignée que la larve a laissé de côté.



(Dessin G.)

(Dessin H.)

9^{me} jour. 17 VI (matin). dessin H. — La larve git immobile ; elle se repose.

Idem (soir). — La larve tapisse de soie le fond du cristalliseur — lorsqu'elles sont dans leur barillet, les larves s'entourent d'un tissu soyeux ; elles filent une sorte de cocon. dessin I.

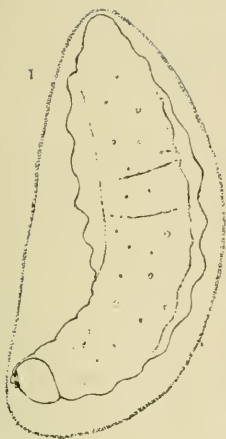
10^{me} jour. 18 VI. — *Idem*, *idem*.

11^{me}-21^{me} jour. 19-29 VI. — La larve reste tout à fait immobile.

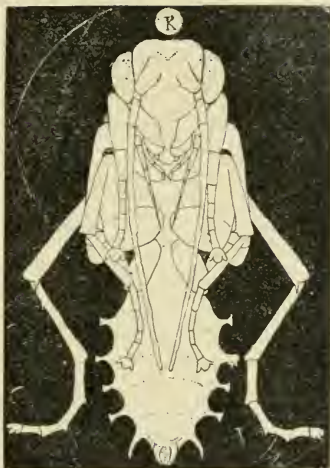
22^{me} jour. 30 VI. dessin K. — La larve a mué ; elle s'est transformée en une nymphe, qui est tout à fait blanche, presque transparente.

35^{me} jour. 13 VII. — La nymphe commence à se colorer en noir.

13-18 VII. — Son corps devient progressivement entièrement noir.



(Dessin I.)



(Dessin K.)

40^{me} jour, 18 VII. — Apparition de l'imago (fig. L.)

Des Hyménoptères étant sortis des premiers barillets de la série, il y a 9 jours déjà, il faut admettre que les 16 barillets (fig. L.) qui composent l'amas représentent le travail de 9 à 10 jours. L'Hyménoptère construirait donc environ 1 $\frac{1}{2}$ barillet par jour.

L'Hyménoptère a été déterminé par M. Carl; c'est *Pseudagenia carbonaria* (Scop.), *punctum* (Schiödt).

Vandœuvre, Mai 1917.

DOCUMENTS

SUR

L'HISTOIRE RELIGIEUSE DE GENÈVE

A L'ÉPOQUE

DE LA RESTAURATION

PAR

OTTO KARMIN

De même que plusieurs autres époques de l'histoire de la République de Genève, celle qui en suivit la Restauration attend encore son historien.

Mais avant que ce travail de synthèse puisse être entrepris, il faut que les matériaux en soient mis au jour et dégrossis, et cela pour presque toutes les manifestations de la vie genevoise.

Les pages suivantes contiennent quelques documents relatifs à plusieurs problèmes de la vie religieuse entre 1814 et 1823, non à tous — beaucoup s'en faut — car il aurait alors fallu parler du transfert à Lausanne de l'évêché de Genève alors rattaché au diocèse de Chambéry¹, du serment des prêtres catholiques, de la législa-

¹ Nous préparons un recueil de documents sur cette question.

tion sur le mariage, de l'évolution de l'Eglise protestante, etc., etc.

Tout ce que nous avons désiré, c'est de faciliter des recherches subséquentes et de donner aux futurs historiens de la Restauration genevoise un premier instrument de travail que, toutes proportions gardées, nous espérons être un pendant aux Documents sur l'histoire religieuse de la France pendant la Restauration¹.

¹ T. I., Paris, RIEDER, 1913.

Un projet d'impôt facultatif en faveur du culte protestant et de l'enseignement

Ce document se trouve parmi les papiers de Sir Francis D'Ivernois, conservés à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève. (Papiers D'Ivernois ; écrits politiques : affaires genevoises, carton iv).

Il est tout entier de la main de D'Ivernois, mais il n'en porte pas la signature. Son authenticité est indubitable.

Malheureusement, il ne porte pas de date, et l'on ne peut fixer celle-ci qu'approximativement. Les deux limites extrêmes en sont le 31 décembre 1813 et le 24 août 1814. En effet, avant la « Restauration » genevoise, D'Ivernois n'aurait eu aucune raison d'élaborer ce projet qui ne s'applique qu'à Genève redevenue indépendante ; d'autre part, après le vote de la « Constitution de 1814 », il n'aurait plus parlé du « Conseil exécutif », et n'aurait plus cherché de base au système électoral.

Mais on peut légitimement rétrécir encore ces limites. Avant le départ de D'Ivernois de la Grande Bretagne, vers le 20 janvier 1814, il n'a matériellement pas eu la possibilité de s'occuper de ce projet, tout son temps étant pris par des démarches en faveur de la reconnaissance

ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES :

A. G. = Archives de la République et Canton de Genève.

R. C. = Registres du Conseil.

par le gouvernement anglais de la République restaurée de Genève, et par les préparatifs de son retour sur le continent. D'autre part, il est très improbable que D'Ivernois ait pu connaître, avant son retour, la somme que l'octroi genevois avait rapportée en 1813. La date inférieure devient donc postérieure au 13 février 1814, jour de la rentrée de Sir Francis dans sa patrie. D'autre part, la Commission constituante, dont D'Ivernois faisait partie, soumettait déjà le 22 juin 1814 au Conseil d'Etat les bases essentielles de son œuvre ; or les lignes directrices en devaient être fixées depuis quelques semaines déjà¹.

Il y a donc une très grande vraisemblance qu'on puisse dater cette pièce du printemps de 1814, et cela plutôt vers son commencement, que vers sa fin.

*Sur l'Université*²

Le travail suivant a été entrepris dans la triple intention :

[1^o] de fonder pour l'Université de Genève un revenu additionnel qui la mette à même de prendre, d'ici à vingt ans, toute l'extension dont elle est susceptible, essor qu'il est si important et si urgent de lui donner ;

[2^o] de faire de l'entretien du culte protestant, du Collège et de l'Université une dépense *communale*, exclusivement à la charge de la ville de Genève, qui ferait participer à ses établissements d'éducation publique tous les habitants du canton aux mêmes conditions que ceux de la ville ;

¹ Dans ses notes inédites sur la nouvelle Constitution, D'Ivernois ne parle plus que très incidemment de son projet financier. (Affaires genevoises, liasse iv. « Des Elections ».)

² Orthographe modernisée, comme pour toutes les pièces publiées ci-après.

[3°] de trouver pour les Genevois proprement dits quelque nouvelle espèce de contribution qui offre un moyen juste, simple et naturel de distinguer en tout temps ceux d'entre eux qui participeront aux droits politiques.

La nouvelle contribution dont il s'agit s'appellerait *Contribution civique pour l'entretien du culte et des établissements d'éducation publique*. — Elle diffère de toutes celles qui ont existé jusqu'à ce jour en ce qu'elle serait assise, non sur les propriétés foncières ou sur les profits d'industrie, mais sur tout le revenu net des contribuables, quelle qu'en fut la source, ce qui envelopperait également les revenus des terres ou maisons, les rentes des titres en portefeuille, les gains du commerce, les profits de l'industrie et jusqu'aux salaires et gages.

On propose que cette nouvelle taxe soit *facultative*, que le registre de ceux qui y contribueront soit ouvert en tout temps à l'inspection du public et que ce registre présente celui des seuls individus genevois qui seront éligibles et électeurs.

On suppose qu'elle produira annuellement 35,000 livres tournois et l'on regarde cette somme comme le minimum du revenu additionnel dont il s'agit de doter l'Université et le Collège pour leur donner les perfectionnements et l'extension qu'on vise à leur assurer.

Il est hautement vraisemblable que ce sacrifice de 35,000 francs fera verser annuellement une somme au moins triple par les jeunes étrangers qui viendront étudier, et par les familles distinguées que l'Université y attirera. Financièrement parlant, il est difficile d'imaginer une dépense plus productive. Si Genève a déjà recueilli tant et tant de fruits de la très modique somme

consacrée à l'éducation publique, comment évaluer les avantages d'une éducation complète qui s'étendrait dans toutes les branches jusqu'aux plus hauts degrés d'instruction, qui présenterait à tous les talents scientifiques et littéraires les moyens de se cultiver, de se perfectionner et d'être connus au dehors ?

Quant à la proposition de faire peser exclusivement cette surcharge sur les Genevois : outre le bon effet que produira infailliblement au dehors l'offre généreuse et spontanée d'un semblable bienfait, ils sentiront sans doute combien il leur importe de se réserver par là la haute direction de tout ce qui a rapport aux établissements de leur Culte, de leur Collège et de leur Université.

Ce sacrifice ne sera point, d'ailleurs, ni tant soit faux. un surcroît de charges à leurs charges actuelles, puisqu'en leur imposant cette nouvelle taxe de 35.000 francs. on pourra baisser le tarif du droit d'octroi, de manière à en réduire les produits nets d'une somme triple, réduction qui devrait principalement porter sur les denrées nécessaires aux familles les moins aisées. L'octroi a rapporté en 1813 : 228.000 fr. *net*. S'il continue à en rapporter 100.000, cette recette suffira amplement à toutes les dépenses de la municipalité, et loin d'être surchargés d'un impôt additionnel de 35.000 francs, les habitants de la commune de Genève se trouveront réellement exonérés d'une charge de 90 à 100.000 francs. Aussi importe-t-il beaucoup que cette commutation marche de front avec l'établissement de la nouvelle taxe, afin de la présenter d'emblée sous son vrai jour, sous celui d'un soulagement immédiat, considérable et principalement destiné aux familles les moins aisées.

D'Ivernois a précisé et développé ce premier projet, probablement peu de temps après cette première rédaction, et en tout cas avant la fin des travaux de la Commission constituante.

Projet [de loi]

1^o L'Académie de Genève est érigée en Université et dotée, ainsi que le Collège, d'un revenu additionnel de 35,000 francs, afin que l'une et l'autre reçoivent successivement toutes les adjonctions indispensables, soit pour étendre, perfectionner et varier l'instruction élémentaire, soit pour compléter l'étude des sciences dans toutes leurs branches, et conférer tous les grades scientifiques à ceux qui s'y distinguent.

2^o Les dépenses de toutes les branches de l'éducation publique dans Genève, ainsi que celles du culte protestant, seront *communales*, et supportées exclusivement tant par les revenus communaux de la ville, que par une contribution additionnelle sur ses habitants. Tous les habitants du canton seront admis à en profiter, sans payer aux maîtres et professeurs de rétribution annuelle plus forte que les enfants de la ville. Les enfants des autres cantons suisses payeront une rétribution de moitié plus forte, et les étrangers une rétribution double.

3^o Les dépenses du séminaire pour les prêtres catholiques, s'il était jugé convenable, et celles de la Faculté de théologie qui pourra y être adjointe, seront — comme les honoraires du clergé catholique — une dépense *cantonale*, également supportée par les contribuables de la ville de Genève et de tout le canton. 20,000 francs du revenu public seront annuellement consacrés à cet établissement pour diminuer la dépense des familles qui y enverront leurs enfants et pour en faciliter l'accès.

4° 20.000 francs du revenu public et cantonal seront mis aussi chaque année à la disposition du Conseil exécutif, pour les distribuer à titre de gratification, soit à ceux des prêtres des deux religions dont la paye lui paraîtra trop modique, soit à ceux d'entre eux qui se distingueront par un véritable esprit de tolérance chrétienne¹.

5° L'Université de Genève est *Corporation*. A ce titre elle est autorisée à avoir un revenu, à acheter des propriétés foncières, à ouvrir des emprunts et à recevoir des legs.

6° Elle aura un Conseil administratif où prendront place trois seigneurs scholarques, membres du Conseil exécutif. Si les trois scholarques s'opposent à ses arrêts, règlements, opérations financières et même à ses élections, elles ne pourront point avoir leur effet sans le consentement du Conseil exécutif.

7° Tous les revenus dont la Société économique a été jusqu'ici dépositaire et administratrice seront immédiatement transférés au Conseil de l'Université qui en aura l'entière propriété et les appliquera au même usage auquel ils l'ont été jusqu'à ce jour. On distraira néanmoins de ce revenu la partie employée à certaines dépenses non comprises dans celles de l'éducation publique, et qui sera affectée au Conseil municipal pour pourvoir aux dites dépenses.

8° Il sera pourvu à l'insuffisance de revenu et au surcroît de dépenses qu'entraîneront les nouveaux établissements d'éducation par une contribution levée annuellement sur les membres de la commune de Genève et

¹ Le texte portait d'abord : *par leur zèle et par un véritable esprit...*

qui sera nommée *Contribution civique pour l'entretien du culte protestant et des établissements de l'éducation publique*. Le percepteur sera nommé par l'Université et agira en son nom.

9^o Cette contribution sera de 1 % des revenus nets permanents, et du $\frac{1}{2}$ % des revenus nets viagers, pensions, salaires, gages, profits de commerce, d'industrie, etc.

10^o On ne recevra aucune somme au-dessous d'un écu de Genève.

11^o Tous les membres de la commune de Genève, en quelque lieu qu'ils soient domiciliés, seront tenus de payer la contribution civique, mais durant leur absence elle sera pour eux la moitié plus faible.

Quoique cette contribution soit une dette à la patrie, sa levée ne donnera lieu à aucune voie de contrainte. Ceux-là seuls qui l'auront acquittée sans arrérages avant l'ouverture des élections participeront au droit des électeurs et éligibles par les tribus (?) de la commune de Genève.

12^o Le Conseil de l'Université est autorisé à ne point recevoir la contribution de tel Genevois qui lui paraîtrait au-dessous de ses facultés présumées, à moins que ce contribuable ne délivre un écrit signé par lui où il atteste sur sa *parole d'honneur* que la somme qu'il offre représente consciencieusement la juste quotité qui lui incombe d'après la loi.

13^o Le registre des contribuables et le montant de leur cote (*sic*) sera ouvert en tout temps à l'inspection du public.

14^o L'Université publiera chaque année le compte de ses recettes, de ses dépenses et de son avoir.

15° Les enfants des familles de la commune qui ne participeront point à la contribution civique payeront, soit au Collège, soit à l'Université, une rétribution annuelle double à celle des enfants des contribuables, à moins qu'ils ne soient munis d'une déclaration de leur dizenier, où celui-ci assure que les facultés contributives des parents lui paraissent au-dessous de celles que la loi appelle à contribuer à cet impôt.

16° Si le produit net et annuel de cette contribution civique reste pendant quelques années au-dessous de 35.000 francs, l'Université demandera l'agrément du Conseil exécutif pour couvrir ce déficit par une ou plusieurs loteries dont le privilège lui est spécialement affecté en pareil cas.

17° Si, au contraire, le produit net dépasse 35,000 fr., tout le surplus appartiendra de droit à l'Hôpital général de Genève.

18° Afin de pourvoir aux vacances indispensables, tant pour les constructions de bâtiments que pour les premiers établissements de bibliothèque, de collections, d'appareils scientifiques, etc., le Conseil de l'Université est autorisé à ouvrir dès à présent un emprunt et à hypothéquer aux intérêts, ainsi qu'au remboursement du capital, jusqu'à la moitié des produits de la contribution civique, en assurant ce remboursement de manière qu'il puisse être parachevé dans vingt ans.

19° Jusqu'à l'époque de ce remboursement, il ne sera fait aucune addition importante aux honoraires des régents et des professeurs actuels.

.
.
.

Il est extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, d'évaluer même par simple aperçu soit le montant

probable de la contribution civique, soit le nombre des Genevois qui y contribueront. On peut cependant présumer que leur nombre et par conséquent celui des électeurs ne surpassera guère le nombre des membres de l'ancien Conseil général. Quant à ses produits, il paraît vraisemblable qu'ils seront plutôt au-dessous qu'au-dessus de 35,000 francs. Pour hasarder un aperçu quelconque, il faudrait avoir le registre détaillé des produits de la taxe des Gardes qui, de 1782 à 1789, s'élevèrent à une somme triple de celle qu'il s'agit d'obtenir ici.

Quoiqu'une taxe de 1 % sur les revenus fixes soit à peu près égale à une taxe de 1 ‰ sur les capitaux, on doit s'attendre à une diminution de près des deux tiers, d'abord en raison de l'appauvrissement des contribuables, mais surtout en raison de ce que la contribution civique sera volontaire, tandis que l'impôt des Gardes était forcé, exigible et pouvait être arbitrairement déterminé par la Chambre des Gardes ; à quoi il faut ajouter que les femmes n'auront point ici, comme les hommes, un intérêt d'influence politique pour acquitter leur contribution civique. Cependant, elle est si légère, sa répartition d'une justice si incontestable, et son application de nature à la rendre si populaire qu'on peut espérer que sans arbitraire et sans contrainte, elle deviendra suffisamment productive par le seul effet du ressort de l'honneur et du patriotisme, ainsi que par le désir si universel à Genève de participer aux droits politiques et de donner à la jeunesse, même pauvre, une éducation qui la mette au niveau des classes riches.

Néanmoins, à tout événement et pour ne point faire courir à l'Université les risques d'un déficit, peut-être serait-il nécessaire d'ajouter à l'Edit qui établira cet impôt la clause suivante :

20° Si l'expérience venait à prouver qu'à titre de *facultative* cette contribution civique est d'un produit inférieur à la somme de 35.000 francs qu'on veut assurer à l'Université, le Conseil exécutif est autorisé à la rendre *obligatoire* pour les individus des deux sexes et à poursuivre en justice toutes les personnes qui seront en retard de trois ans. Mais dans ce cas-là même, afin d'éviter toute recherche vexatoire dans leurs fortunes, on ne pourra exiger et lever par voie de contrainte que la somme que les contribuables déclareront par serment les compéter d'après la loi.

Même dans ce cas, il est si indispensable que la nouvelle dot qu'on fera à l'Université lui soit assurée, qu'au lieu de combler le déficit par des loteries, peut-être vaudrait-il mieux d'en charger le Conseil municipal, si ce déficit se manifeste. On y trouverait même un motif de plus pour assurer à la municipalité un revenu supérieur à ses besoins actuels.

Il est toujours entendu que le même Edit qui établirait la contribution civique ordonnera de baisser le tarif du droit d'octroi de manière à en réduire les produits nets à 100.000 francs.

A propos de la question des catholiques genevois au Congrès de Vienne

*(Un Mémoire inédit de D'Ivernois, reçu par Pictet
de Rochemont, au prince Czartoryski)*

D'Ivernois, dans sa lettre à Turretini, du 15 mars 1815, rapporte qu'il lui est venu à l'idée de faire servir le prince Czartoryski¹ comme négociateur avec Saint-Marsan, le plénipotentiaire sarde, pour obtenir des concessions sur la question des catholiques genevois.

Ce choix était excellent sous tous les rapports : le prince était le favori du czar et, avantage de plus en cette occurrence, catholique pratiquant ; il avait l'oreille du Congrès et, en particulier, il était très lié avec Saint-Marsan. D'Ivernois² « lui fit la cour, réchauffa son intérêt pour Genève... s'ouvrit confidentiellement à lui sur certaines conditions déraisonnables que contenait encore le protocole³ », etc. Finalement, Czartoryski lui demanda un mémoire à ce sujet.

D'Ivernois se mit immédiatement à la tâche et, dès le lendemain, il lui remit le mémoire demandé.

Ce travail lui-même semble perdu ; mais la Bibliothèque de Genève en possède plusieurs brouillons, dont un corrigé de la main de Pictet de Rochemont et une copie

¹ Adam Georges, prince Czartoryski, duc de Klewan et Zukow, 1770-1861.

² Cf. LUCIEN CRAMER, *Correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont et de François D'Ivernois* : Paris, Vienne, Turin, 1814-1816. Genève 1914. t. I. pp. 722, 723.

³ Soit le « Protocole relatif à une concession du Roi de Sardaigne en faveur de Genève » (Cf. *ibid.* pp. 401-407).

de ce brouillon fait en commun par les deux délégués genevois¹.

Le texte publié ci-après est celui qui porte les deux écritures ; sa copie n'a servi que pour les leçons.

. * .

. ².

Extrait de la Constitution genevoise
Lois éventuelles
pour le cas où la ville et république de Genève
acquerrait du territoire

ARTICLE PREMIER

Si Genève acquiert jamais du territoire :

§ 1. La Constitution garantit le maintien, le libre exercice et l'entretien du culte catholique aux Genevois du nouveau territoire.

§ 2. L'Eglise catholique qui est dans Genève sera conservée sous l'inspection du Conseil d'Etat.

§ 3. Pour toutes les places du clergé des deux cultes, la nomination sera soumise à l'approbation du Conseil d'Etat.

§ 4. Le Conseil d'Etat fera toutes les démarches nécessaires pour que le clergé catholique relève d'un Evêque suisse.

§ 5. Chaque église catholique aura sa fabrique.

¹ Papiers D'Ivernois. Affaires politiques : Genève. *Derniers papiers et mémoires sur la cession.*

² Le manuscrit ne possède pas d'introduction ; celle-ci a cependant dû exister, mais probablement ne contenait que des formules de politesse.

ART. II

L'entretien du culte catholique est à la charge de l'Etat; l'entretien du culte protestant est à la charge de la *Société économique**, laquelle est aussi chargée de pourvoir, comme par le passé, à l'entretien de l'Académie, soit Université, du Collège, des écoles, en un mot à l'éducation et à l'instruction de la jeunesse protestante. La Société ne sera tenue que jusqu'à la concurrence de ses revenus; s'ils deviennent insuffisants, l'Etat pourvoira au surplus de la dépense¹.

ART. IV

Les Genevois du territoire nouveau participeront aux établissements publics qui existent dans Genève, destinés à l'éducation et à l'instruction.

Les heures destinées à l'instruction religieuse seront séparées de celles qui sont destinées aux autres parties de l'instruction.

ART. VI

§ 7. Les Genevois du territoire nouveau ayant droit d'élire, seront éligibles pour tous les emplois de magis-

* (Note de D'Ivernois :) Cette *Société économique* est celle qui, sous le régime français, a été chargée de l'administration des biens et propriétés de la *Commune de Genève*, propriétés qu'elle a sauvées du naufrage et dont le revenu a suffi, jusqu'à présent, à l'entretien des ministres, tant de la ville que de la campagne, ainsi qu'aux dépenses de l'Académie, du Collège et des écoles.

¹ Le manuscrit portait d'abord également l'article III, énumérant les privilèges économiques des anciens Genevois (à l'exclusion des catholiques). Cet article a été barré dans la suite, ainsi que l'article XII.

trature et de judicature et pour toutes les places dans l'Etat.

¹ On voit que la Charte constitutionnelle des Genevois allait au-devant des précautions introduites dans le projet de protection envoyé de Turin. Mais cette charte est encore plus favorable aux catholiques, ainsi c'est la Commune de Genève qui entretient le culte protestant et l'instruction publique, aux bienfaits de laquelle elle appelle à participer gratuitement les nouveaux Genevois d'une religion différente ; et cependant la loi fait supporter *par l'Etat*, c'est-à-dire principalement *par la population protestante* les frais du culte catholique.

Des dispositions si libérales, et qui ont été spontanées, autorisent les Députés de Genève à demander que les articles ci-dessus soient textuellement insérés dans le protocole, ou à sa suite, et rendus irrévocables. Constata-t-on aussi l'esprit de tolérance des anciens Genevois : non seulement c'est acte de justice, c'est encore une mesure d'une évidente convenance ; c'est préparer l'amalgame des opinions politiques, l'unité du sentiment de patrie et l'union des cœurs entre tous les citoyens du canton de Genève.

Mais ² le Protocole envoyé à Turin contient en faveur des catholiques diverses clauses ou plutôt divers *privi-lèges* qui seraient de nature à retarder leur amalgame avec les protestants et ainsi à préparer dans l'avenir aux uns et aux autres des sujets de contention.

Le § 5 de l'art. IV dit : « Il ne sera point établi de « temples d'un autre culte dans les Communes catho-

¹ Cet alinéa, de la main de Pictet-de Rochemont, annoté par D'Ivernois, remplace une page de la main de ce dernier.

² Ici reprend le texte de D'Ivernois.

« liques, sauf le cas où la moitié des habitants seraient
« protestants. »

Cette défense d'établir de nouveaux temples est en opposition directe avec l'esprit de la Constitution et avec l'état actuel des choses. D'un côté, la Constitution maintient à *la charge de l'Etat* une église catholique dans la ville de Genève, où à peine cinq habitants sur cent sont catholiques; de l'autre, Carouge, où les trois quarts des habitants sont catholiques, a une église protestante. Pourquoi mettre des entraves à des arrangements du même genre, si la fusion des deux peuples en fait reconnaître la convenance? Plus tôt ou plus tard les habitants de l'ancien et du nouveau territoire se trouveront assez disséminés les uns chez les autres, pour désirer des chapelles catholiques dans les villages protestants, des chapelles protestantes dans les villages catholiques. La précaution juste et vraiment importante pour ces derniers est celle qui garantit qu'on leur conservera toutes les églises catholiques actuelles, le même nombre d'ecclésiastiques qui les desservent, et les écoles qui existent. Mais toutes les précautions qui i raient au-delà seraient plus dangereuses qu'utiles; et si elles avaient pour objet d'empêcher le prosélytisme, peut-être seraient-elles plus propres à le provoquer qu'à le prévenir ¹.

L'exigence que les *maïres, officiers municipaux et maîtres d'école* du nouveau territoire soient *toujours catholiques* aurait des inconvénients plus graves encore.

¹ Ici, le texte continuait primitivement : « Si cependant on persiste à maintenir cette clause, on demande à y ajouter pour correctif ces mots : *N'entendant pas, néanmoins, par là ôter aux protestants de ces Communes, la faculté de s'associer pour y établir à leurs frais une chapelle protestante.* » Cet alinéa a été supprimé dans la suite.

On ne saurait trop déplorer l'introduction de pareils *privilèges* dans un canton où la Constitution n'en admet point en faveur des protestants, et où elle est conçue dans un esprit de parfaite tolérance.

L'article qui concerne les maires serait surtout préjudiciable aux catholiques, qui ne tarderaient pas à en déplorer l'adoption. Pour mieux s'en convaincre il faut savoir que dans toutes les principales communes rurales entre le Rhône, [les] Salèves et l'Arve, comme Bernex, Bardonnex, Compesières, Confignon, Onex, Landecy, Archamps, Colonges, Troinex, le plan des Vuattes, Lancy, Sierne, etc., etc., il y a tout au moins *un* propriétaire genevois, qui, le plus souvent, est le seul *notable* du lieu, le seul capable d'exécuter les fonctions de maire avec suite et intelligence, ou disposé à les remplir gratuitement. Sous le régime antérieur à la réunion de la Savoie et de Genève à la France, non seulement ces propriétaires genevois ne pouvaient exercer dans ces communes aucune fonction quelconque, mais le traité de 1754 avait poussé la rigueur jusqu'à leur interdire *d'y faire leur habitation principale*. Aussitôt que la réunion à la France eut mis les deux religions sur le même pied, la plupart d'entr'eux se sont prêtés à remplir ces places gratuites et onéreuses, au grand avantage de ces communes qui rendent unanimement justice à leur intégrité. Exclure les protestants de ces places subalternes serait priver ces communes d'un bienfait dont le besoin se ferait sentir journellement ; ce serait même, en les obligeant à y attacher un salaire, les exposer de voir tomber ces magistratures rurales entre les mains de petits procureurs qui en réuniraient plusieurs pour en faire un objet de gain.

Rien de semblable n'existe dans le Pays de Gex, ni dans les autres communes françaises du voisinage, où les protestants sont admissibles et admis à ces places, ainsi qu'à celles de juges de paix, etc., etc.

La Constitution genevoise n'exclut d'aucun des emplois municipaux ceux des catholiques qui deviendront membres de la Commune de Genève. Pourquoi les fermer dans la campagne à ceux des protestants qui y sont ou seront propriétaires et communiers ? Ne serait-il pas à craindre que cette insignifiante exception en faveur de la classe la moins nombreuse ne blessât la classe la plus nombreuse et qu'en lui inspirant le désir de s'en dédommager par des exclusions plus importantes, elle n'allât à fin contraire du but qu'on se propose et ne nuisît à ceux qu'on voudrait favoriser ?

Ce qu'il y a de plus clair et de plus fâcheux, c'est qu'elle serait en opposition ouverte avec l'esprit et la lettre de la Constitution de Genève, dont les Lois éventuelles statuent à l'art. VI. § 7 : *Les Genevois du nouveau territoire ayant droit d'élire seront éligibles pour tous les emplois de magistrature et de judicature* et pour toutes les places de l'Etat.*

La clause qui exige que les maîtres d'école du nouveau territoire *soient toujours catholiques* paraît sans doute moins sujette à objections, et c'est aussi pour cela que les Genevois regretteraient de se la voir imposer comme

* (Note de D'Ivernois :) Il n'est pas inutile de mentionner ici que la condition pour être électeur et éligible est *de payer, tant pour soi que pour sa femme, en contributions directes ou cumulées, privées ou volontaires, la somme de vingt livres de Suisse* (30 francs). Cette condition est la même pour les habitants de la ville et pour ceux de la campagne.

une obligation. Quand ils ont été d'eux-mêmes au-devant de la convenance d'admettre des heures séparées pour l'instruction religieuse des enfants catholiques qui fréquenteront les écoles protestantes de Genève, est-on fondé à craindre qu'ils veuillent jamais imposer des maîtres protestants aux écoles catholiques de la campagne ? Après qu'ils ont ouvert aux catholiques toutes les places honorifiques et salariées, est-on fondé à craindre qu'ils prétendent leur disputer dans leurs villages la plus chétive de ces places, et qu'en pareil cas le Conseil d'Etat favorisât jamais une semblable prétention ?

Si dans telle ou telle commune voisine de Genève, le nombre des protestants y devient, comme à Carouge, suffisamment considérable pour faire sentir le besoin d'une école secondaire en faveur de leurs enfants, on n'a sûrement pas l'intention de leur interdire la faculté de l'établir à leurs frais. Une pareille mesure ¹ jurerait trop avec la Constitution toute libérale que les Genevois ont sanctionnée à une immense majorité.

On ne saurait trop désirer pour l'union et l'amalgame des deux peuples que les Genevois qui professeront l'une ou l'autre religion restent assimilés en tous points, sans exceptions comme sans privilèges.

La sécurité qu'on désire donner aux catholiques sur le maintien de leurs écoles pourrait pleinement s'obtenir en ajoutant à l'article 4, après ces mots que les paroisses continueront telles qu'elles sont et seront desservies par le même nombre d'ecclésiastiques, ceux-ci *et qu'il en sera de même des écoles catholiques qui seront toutes conservées*. Il est manifeste que toute tentative de les

¹ Ce mot, écrit de la main de Pictet, remplace le terme *interdit* du texte de D'Ivernois.

supprimer ou de leur imposer des maîtres d'école protestants serait une infraction à cet article.

Par les raisons alléguées ci-dessus, on demande la suppression de ces mots que *les maires et officiers municipaux seront toujours catholiques*. Toutefois cet article, si l'on y persiste, pourrait être conservé en le modifiant de la manière suivante : *Dans les communes du territoire cédé, et jusqu'à ce que le nombre des protestants y égale celui des catholiques, sur trois officiers municipaux, le maire compris, deux des trois au moins devront être choisis parmi les catholiques*.

De même, après l'article 5, où il est dit qu'il ne sera point établi de temples dans les [nouvelles] communes, à l'exception de Carouge où il y en avait un, sauf le cas où la moitié des habitants seraient protestants, on demande qu'il soit ajouté : *n'entendant pas néanmoins par là refuser jusqu'alors aux habitants de telle de ces communes ou de plusieurs d'entr'elles, la faculté de s'associer pour y établir à leurs frais soit une chapelle, soit une école protestante*.

Enfin l'on demande que le titre 5 de l'article 4, où il est dit : *l'église catholique qui est dans Genève y sera entretenue telle qu'elle existe, à la charge de l'Etat*, CONFORMÉMENT A LA CONSTITUTION, ces quatre derniers mots soient remplacés par ceux-ci : *Conformément aux articles I, II et IV, ainsi qu'au titre 7 de l'article VI des Lois éventuelles de la Constitution genevoise*, lesquels articles seront transcrits à la suite de ce protocole.

Voici, mon Prince, le travail que vous m'avez permis de vous soumettre, en me promettant d'être le défenseur de nos lois de tolérance, si vous les jugez véritablement attaquées. Je désire beaucoup apprendre si nos craintes

à cet égard ne vous paraissent pas fondées et, dans tous les cas, je vous prie avant d'en parler à M. de St-Marsan, de vouloir bien me recevoir chez vous demain, vers les midi, si cette heure vous convient.

Je suis avec respect,

mon Prince,

.

[La pièce porte deux endossements :

au Prince Czartorynski,

ce 14 mars ¹ 1815

ET

Mémoire adressé au Prince Czartorynski

14 février 1815

Le travail de D'Ivernois eut le succès espéré. Le 17 mars il put écrire à Turretini : « J'ai vu hier le Prince Czartoryski dont j'ai été extrêmement content. Il avait vu et relu mon travail qu'il a voulu garder. Il entre entièrement dans notre sens et m'a promis de parler incessamment avec Saint-Marsan après s'être concerté avec Capodistria »².

¹ Le mot *Mars* y remplace celui de *Février*, barré. — C'est, en effet, la date juste.

² Cf. CRAMER, *o. c.*, t. II. pp. 723, 724.

Une tentative du Conseil d'Etat de Genève d'éloigner le curé Vuarin

Fleury et Martin ¹ ont parlé d'une tentative, faite en automne 1820, d'éloigner de Genève le curé Vuarin, dont l'intransigeance avait provoqué le refus du clergé catholique de prêter un serment d'obéissance aux autorités civiles. Ces auteurs ont également publié la lettre que le syndic Schmidtmeyer écrivit à M. Yenni, évêque de Lausanne, pour en obtenir le renvoi du prêtre intrigant.

Les pièces qui suivent donnent de nouveaux détails sur cette affaire, et montrent qu'elle a été poursuivie jusqu'auprès du cardinal Consalvi, sans d'ailleurs aboutir pour cela au résultat souhaité.

A²

Séance du Conseil d'Etat de Genève, le 22 novembre 1820

M. le Premier rapporte que la Commission diplomatique qui a eu de fréquentes occasions de connaître les dispositions malveillantes du Sieur Vuarin, curé de Genève, envers la République et la fâcheuse influence qu'il exerce sur les Curés de notre canton, est persuadée que les relations entre le Clergé et le Gouvernement ne pour-

¹ *Histoire de M. Vuarin et du rétablissement du catholicisme à Genève*. Genève 1861-62, t. II. pp. 286-288.

² **A. G.** *Registre secret*, p. 158. Nous remercions vivement le Conseil d'Etat d'avoir bien voulu nous autoriser à consulter ces dossiers.

ront s'établir sur un pied de bienveillance et de confiance réciproque, aussi longtemps que le Sieur Vuarin occupera la Cure de Genève, et propose à ce Conseil de demander à l'Evêque du Diocèse de le renvoyer de sa place.

Dont opiné.

Le Conseil d'Etat, après s'être mis sous le serment du secret, adopte la proposition de la Commission diplomatique et la charge de prendre toutes les mesures qu'elle estimera convenables pour assurer le succès de cette importante résolution.

B¹

*D'Ivernois au Cardinal Consalvi*²

Genève, le 30 novembre 1820.

Monseigneur,

C'est pour moi une bien vive satisfaction de vous annoncer que la résistance inattendue de nos Curés à prêter serment est à son terme. Cette satisfaction a redoublé en apprenant que c'est encore à Votre Eminence que nous en sommes redevables et que notre conduite ferme et mesurée nous a obtenu l'approbation et la bienveillance du Saint-Père.

Nos Curés viennent de rentrer dans le devoir ; mais quoique celui de Genève (véritable et seul auteur de ce fâcheux incident) ait lui-même prêté le serment exigé, tout nous annonce que la lutte entre ce Curé et son

¹ A. G. *Corr. secr.*, p. 108-111.

² Hercule, marquis Consalvi (1757-1824) cardinal depuis 1800, secrétaire d'Etat de Pie VII.

nouvel Evêque de tardera pas à se renouveler s'il reste plus longtemps dans nos murs où son zèle inconsidéré a déjà plus d'une fois compromis les intérêts de la religion qu'il croyait servir. Les choses en sont venues au point que notre Conseil d'Etat a envisagé comme un devoir de demander son rappel à l'Evêque de Lausanne, et j'ai l'honneur de transmettre à Votre Eminence, copie de la dépêche qui en contient la demande.

Le Prélat impartial et éclairé auquel nous l'adressons en reconnaîtra non moins que nous l'urgente convenance ; et cependant j'entrevois pour lui deux difficultés sans lesquelles je ne me serais point déterminé à venir solliciter l'appui de Votre Eminence dans une affaire si simple et si fort au-dessous de ses grandes occupations.

En premier lieu : plus notre digne Evêque a déjà eu à se plaindre de Mr. Vuarin, et plus le public est autorisé dès lors à lui croire un juste ressentiment de la conduite d'un homme qui s'est érigé ici en chef de parti contre lui ; plus aussi ce Prélat, dont le support et le caractère de douceur sont si connus, mettra de prix à ne déposer son adversaire de la place qu'il occupe qu'en lui en assurant une à peu près équivalente. Or le Diocèse de Lausanne est si pauvre en Bénéfices qu'il n'y en existe aucun dont le revenu s'élève à 5000 francs de France, dotation que nous avons assurée au Curé de Genève entre lui et ses deux Vicaires.

En second lieu : M. Vuarin ne renoncera jamais librement à la place dont il est investi dans la Ville de Calvin, où il se croit appelé à jouer un rôle marquant et orageux. Les invitations, les censures, les ordres même de son Evêque provoqueront infailliblement de sa part un nouvel appel à Rome.

Ces deux difficultés seraient applanies si, à toutes les obligations que nous avons à Votre Eminence, Elle ajoutait celle de faire savoir à l'Evêque de Lausanne, qu'au cas où il jugerait essentiel aux intérêts de l'Eglise et de son Diocèse de déférer à la demande du Gouvernement de Genève, il peut dès à présent y procéder, avec l'assurance qu'on s'occupera à placer ailleurs Mr Vuarin, de manière à le dédommager de la place dont on lui demande l'abandon.

Rien de plus aisé que de le recommander à Turin, où il a des protecteurs et où une pareille recommandation devrait être d'autant mieux accueillie que le dévouement de ce Prêtre Savoyard pour son ancien Souverain, est, sans doute, la cause première de sa double irritation contre notre Etat, tant en raison des Paroisses Savoyardes qu'a dû nous céder la Cour, de Sardaigne, qu'en raison de leur translation d'un Diocèse Savoyard à un Diocèse Suisse. On assure qu'il a tout récemment refusé l'offre d'une place de Vicaire-général, à Chambéry, et personne ne se dissimule ici les vrais motifs de ce refus.

Qu'il me soit cependant permis d'ajouter que les écarts de son zèle à Genève ne l'empêcheraient point d'être, partout ailleurs, un homme propre à servir l'Eglise avec succès, pourvu qu'il ne se trouvât plus placé de manière à ce que son aversion pour le Protestantisme le mît de nouveau en contact avec ceux qui le professent. Ce cas excepté, je verrai, pour ma part, sans peine, Mr. Vuarin obtenir par votre protection, Monseigneur, une place plus relevée que la Cure de Genève, car ce n'est point à la victoire que nous aspirons, c'est à la paix; c'est surtout au maintien de l'harmonie, si miraculeusement établie entre le Gouvernement de Genève et ses ressortissants catholiques.

Que dira Votre Eminence en apprenant qu'après avoir croisé, autant qu'il était en lui, notre juste demande de relever d'un Diocèse Suisse ; et lorsque nos réjouissances lui annoncèrent que le Saint-Siège venait de combler nos vœux, le Curé de Genève poussa les hostilités contre nous et l'oubli des bienséances envers son Evêque jusqu'à lui écrire pour l'engager à se désister de l'administration de nos Paroisses Savoyardes et à la laisser à l'Archevêque de Chambéry ? Ce dernier effort pour nous ravir la jouissance immédiate d'un bienfait qui fera à jamais bénir dans nos murs le nom de Votre Eminence. La convaincra que le caractère, l'activité et les vues de cet homme sont inconciliables avec l'autorité d'un Gouvernement qu'il n'a cessé de contrarier, de provoquer et de braver. •

Les motifs qui nous font demander son éloignement (*deux mots illisibles*) sont si multipliés, si impérieux ; ils se rattachent tellement à l'union des deux autorités, ainsi qu'aux vrais intérêts du culte catholique, que j'ai cru pouvoir prendre sur moi de les exposer confidentiellement à Votre Eminence. Croyez, Monseigneur, que je n'eusse point osé venir ainsi solliciter personnellement cette nouvelle faveur, si elle ne me paraissait le complètement indispensable de toutes celles que nous vous devons déjà. Il m'a même paru, l'avouerai-je ? que j'avais quelques titres à me mettre ici en avant par le soin que j'ai mis à recueillir à Vienne vos précieux et sages conseils et par le zèle que j'ai mis dès lors à les répéter à mes collègues. Son Eminence le Nonce apostolique en Suisse ¹ pourra mieux que personne certifier

¹ Ignace Nasalli, archevêque de Cyr.

qu'ils n'ont pas été sans fruit et que la conduite toute libérale du Gouvernement de Genève envers ses ressortissants catholiques et envers leurs prêtres lui a mérité l'avantage d'être déjà cité en exemple aux autres Cantons mixtes.

Daignez agréer, Monseigneur, l'hommage du sincère et profond respect avec lequel je suis de Votre Eminence le très humble et très obéissant serviteur.

F. D'IVERNOIS,

Conseiller d'Etat.

C¹

*D'Ivernois à Mr. Hamilton, Sous-secrétaire d'Etat
au Ministère des Affaires étrangères
de la Grande-Bretagne², à Rome.*

Genève, le 30 novembre 1820.

My dear Sir.

Veillez jeter au feu le gros duplicata dont vous aviez bien voulu vous charger pour Mr. Niebuhr³. Le Cardinal C[onsalvi]⁴ nous a fait rendre pleine justice sans que nous ayons eu besoin de nous adresser directement à lui. Rome a fait notifier à nos Curés qu'ils doivent prêter le serment exigé et la lettre Pastorale de leur Evêque qui les en informe, les informe aussi que notre

¹ A. G. *Corr. secrète*, 1814-1830, p. 111-113.

² William-Richard Hamilton, 1777-1859, plus connu comme archéologue que comme diplomate.

³ Barthold-Georg Niebuhr, 1776-1831, alors ambassadeur de Prusse à Rome.

⁴ Le texte porte G, mais c'est une erreur certaine.

conduite dans cette occasion nous a mérité la *gratitude* du Saint-Père.

Mais le fâcheux incident dont nous venons de sortir nous en annonce infailliblement de nouveaux, si l'on ne nous délivre pas sans délai du Prêtre qui en a été l'auteur et qui, pour avoir été le premier Curé réinstallé dans la Ville de Calvin, se croit appelé par le Ciel à y jouer un rôle semblable, quoiqu'en sens inverse. Nous nous sommes enfin déterminés à demander son renvoi et comme il nous importe essentiellement que cette demande n'éprouve d'obstacles ni longueurs, j'ai recours à votre amitié pour en dire quelques mots au Cardinal que vous y trouverez sûrement tout disposé envers un Gouvernement qui s'est conduit comme le nôtre.

La lettre incluse ¹ que je vous prie de lui remettre (ou de lui faire remettre après l'avoir lue et fermée), vous mettra au fait de nos griefs généraux. En voici un particulier que j'ai singulièrement sur le cœur.

D'abord après notre restauration, nous rétablîmes notre belle et unique fête publique, celle où tous les Genevois se rassemblent dans notre grande Eglise pour y voir le Chef de l'Etat distribuer lui-même à nos enfants les prix qu'ils ont obtenus dans leurs écoles. Cette fête a un grand éclat : Magistrats, Juges, Professeurs, Pasteurs et miliciens s'y rendent en grand costume ; musique, fanfares, tout s'en mêle ; en un mot : c'est la fête de famille. Eh bien ! pour commencer dès lors l'union des deux cultes, nous jugeâmes convenable d'y inviter le Curé de Genève et de lui assigner une place distinguée.

¹ Sans doute la lettre au Cardinal Consalvi, du 30 novembre 1820.

C'était le premier prêtre catholique invité à cette cérémonie instituée par Calvin. Il s'y rendit, mais ce fut pour se refuser de se joindre à la prière qui la termine et qui se borne à ces mots : *Au Roi des siècles, immortel, invisible, à Dieu seul sage et tout puissant, soit honneur, louange et gloire. Amen.* Il refusa de se lever et resta seul assis au milieu d'une population qui n'oubliera, ni ne lui pardonnera jamais cet acte de scandale.

Quoique la demande de son rappel soit une affaire de peu d'importance, nous nous trouverions fort compromis si elle éprouvait des délais ; or le plus sûr moyen de les prévenir serait d'obtenir du Cardinal d'écrire au Nonce en Suisse qu'il est informé de la demande du Gouvernement de Genève et qu'avant de se prononcer il désire savoir de l'Evêque de Lausanne si nos griefs lui paraissent fondés. Quand les choses en seront là, je sens d'avance que ce dernier ne demandera pas mieux que d'appuyer nos justes griefs et tous les siens ; mais jusqu'alors je redoute de sa part les hésitations, l'extrême douceur de son caractère et par-dessus tout la crainte très légitime que s'il prononce de son chef le rappel de notre Curé, celui-ci ne le traduise de nouveau à Rome, où il a des protecteurs puissants.

Veillez en causer avec mon excellent ami Niebuhr en lui communiquant la décision de Rome sur le serment, décision à laquelle je le soupçonne d'avoir eu sa bonne part sans vous en rien mander. Vous vous associez, j'en suis sûr, très volontiers pour nous rendre le nouveau service dont il s'agit.

Adieu, mon cher Monsieur, veuillez me rappeler au souvenir de Madame Hamilton et agréer l'expression de mon entier dévouement.

F. D'IVERNIS.

D¹

Mgr. Yenni au Conseil d'Etat de Genève.

Fribourg, le 8 décembre 1820.

Très honoré Seigneur Premier Syndic.

Il m'en coûte de répondre à la seconde lettre de Votre Seigneurie sous date du 27 novembre. où est contenue la demande unanime du Conseil d'Etat que Mr Vuarin, Curé de Genève et Archiprêtre, soit renvoyé ; je ne saurais vous dissimuler l'affliction que j'en éprouve. Je la prendrai néanmoins en sérieuse considération. Un procès canonique, seul moyen efficace qu'ait un Evêque pour parvenir au renvoi d'un curé légitimement institué, présente des difficultés innombrables et des longueurs interminables à raison, surtout, de l'appel à Rome, qui est incontestable. Et qui sait quel serait l'issue d'un procès semblable en égard aux formes essentiellement paternelles, douces, indulgentes, que prescrit l'Eglise ? Mr Vuarin étant irréprochable sur la Foi et les mœurs, les deux points principaux contre un prêtre en office, une procédure serait bien douteuse.

Il est une autre marche dont je vais me servir, c'est de travailler auprès de quelques personnages puissants, afin

¹ **A. G. R. C.**, 1820. Pièces ann. A. E., 43. — Cette lettre a été communiquée au Conseil d'Etat le 11 décembre 1820. (Cf. **A. G. Registre secret**, p. 158.)

qu'il soit promu à une place ailleurs, et que nous atteignons ainsi, indirectement, le but proposé. Vous concevez, très honoré Seigneur, que cette marche, que votre modération éprouvée ne désavouera pas, exige un certain temps. Je me ferai un devoir de vous informer des résultats que j'obtiendrai.

Je prie Votre Seigneurie.....

PIERRE-TOBIE,

Evêque de Lausanne.

L'Affaire des Sœurs de la Charité

En 1803, l'abbé Lacoste avait été installé en qualité de curé de Genève et il ne tarda pas à exposer à M. de Barante, préfet de Genève, son désir d'y faire venir trois religieuses de l'ordre de St-Charles pour diriger une école catholique de jeunes filles. Ce projet échoua devant la résistance du *Bureau de bienfaisance* genevois, administratrice des fonds destinés à l'instruction publique¹.

Le 24 février 1806, l'abbé Vuarin remplaça le curé Lacoste, démissionnaire, et dès l'année suivante il reprit la tentative de son prédécesseur de faire venir à Genève un certain nombre de religieuses. Sans passer par la préfecture, le curé Vuarin s'adressa à Portalis (fils), secrétaire général près le ministre impérial des cultes et il réussit à l'intéresser à son initiative, cela d'autant plus facilement que « Madame Mère » y était favorable et le manifestait ouvertement.

Le préfet, de Barante, et Maurice, maire de Genève, entrèrent donc en négociations au sujet de l'établissement à Genève de trois sœurs de la Charité. L'affaire traîna ; enfin le 1^{er} juin 1808 le Conseil municipal genevois refusa son autorisation, mais vota 1200 francs pour la création de deux écoles catholiques.

Le curé Vuarin ne se considérait pas comme battu : il préparait en catimini la fondation d'une école libre de sœurs², et il finit, le 18 octobre 1909, par conclure un arrangement *ad hoc* avec la maison mère de la Communauté des sœurs de la Charité de St-Vincent de Paul³.

¹ Cf. Abbés FLEURY et MARTIN. *Histoire de M. Vuarin et du rétablissement du catholicisme à Genève*. Genève, 1861. t. I., p. 242, 243.

² Voir toutes ces questions exposées en détail dans l'ouvrage de FLEURY et MARTIN, t. I, p. 266-280.

³ Voir le texte de cet arrangement ci-dessous, pièce A.

Trois sœurs arrivèrent à Genève, le 10 juillet 1810. Grâce à des manœuvres habiles, le curé Vuarin réussit à leur faire allouer par le Conseil municipal une subvention annuelle, qui fut augmentée dans la suite.

Vint la restauration de la république de Genève, son entrée dans la Confédération helvétique et son agrandissement par des communes gessiennes et savoisiennes. C'est alors qu'éclata un premier *Kulturkampf* avant la lettre. Le curé Vuarin en fut le protagoniste et l'affaire des sœurs de la Charité un de ses épisodes les plus curieux, épisode que des interventions étrangères transformèrent en une véritable affaire d'Etat.

Nous donnons, ci-après, les principaux documents relatifs à cette affaire. Ils sont tirés des Archives de Genève, Registres du Conseil et pièces annexes, 1819-1825 ; des Registres secrets du Conseil, 1814-1830 ; des Archives fédérales de Berne, *Korrespondenz der Kantone mit den Bundesbehörden*, tome 730, Genf, 1823-24 ; enfin du fonds D'Ivernois de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève : affaires politiques genevoises, carton IV.

A¹

Arrêté des conditions convenues entre Monsieur le Curé de Genève et la Communauté des Sœurs de la Charité de St-Vincent de Paul pour l'établissement de trois sœurs pour une maison de secours à domicile.

[le 18 octobre 1809]².

Article 1^{er}. — Les filles de la Charité seront chargées de tout le détail intérieur de la maison de secours

¹ Archives de Genève. Registre du Conseil, 1824. Pièces annexes, Carton 59. - A. E. 5.

² D'après la copie présentée au Conseil d'Etat par le curé Vuarin, le 16 avril 1824.

à domicile. Celle qui sera supérieure rendra compte à M. le Curé de la recette et de la dépense de la maison de secours, et non de celle qu'elle fera pour ses compagnes.

2. — Il leur sera fourni une maison meublée convenablement, tant en lits qu'en meubles et ustensiles nécessaires, tant pour elles que pour le besoin des pauvres. Elles y seront logées, blanchies, chauffées et éclairées aux frais de M^r le Curé, qui leur fournira le gros linge, comme draps, taies d'oreiller, nappes, serviettes, essuie-mains, torchons et tabliers de travail, etc.

3. — Il sera payé par M^r le Curé la somme de 450 francs à chacune, par an, payable par trimestre pour leur nourriture et leur entretien ou vestiaire.

4. — Les dites filles de la Charité ne recevront aucun pensionnaire et ne s'associeront aucune femme ou fille externe pour le soin des pauvres malades, mais elles pourront cependant prendre une fille de service à leur choix pour les gros ouvrages, aux frais de M^r le Curé.

5. — Elles ne rendront point leurs services aux personnes riches, ni aux femmes ou filles de mauvaise vie, ni aux personnes atteintes du mal qui en procède ; elles ne seront point tenues à visiter les malades la nuit, ni à des heures indues, et elles ne les veilleront point.

6. — Celle qui sera Supérieure aura la liberté de demander de[s] sœurs à la Supérieure générale en remplacement, soit par décès ou changement, sans être tenue de déclarer le motif du changement.

7. — Il sera payé par M^r le Curé les frais du premier voyage et port de hardes ; et quand M^r le Curé demandera le changement de quelque sœur, ou que quelqu'une

décédera, M^r le Curé sera tenu à payer les frais du voyage de celles qui les remplaceront. Les changements qui se feront par la Communauté seront à leurs frais.

8. — Quand quelque sœur décédera, elle sera enterrée aux frais de M^r le Curé et l'on fera célébrer pour le repos de son âme une grand messe et deux messes basses.

9. — Avant le départ des sœurs de la Charité pour commencer l'établissement de la maison de secours à domicile de Genève, il doit être fourni à leur Supérieure de Paris l'argent nécessaire pour l'accomodement personnel des dites trois sœurs à raison de 200 francs chacune, pour leurs habits et menu linge à leur usage, ce qui sera pour les trois sœurs 600 francs, une fois payés.

10. — Une des trois sœurs sera chargée de l'école des petites filles, auxquelles elle apprendra le catéchisme, à lire, écrire, coudre et tricoter.

11. — Il y aura trois copies du présent arrêté sur papier timbré, dont l'une sera pour M^r le Curé, l'autre sera remise à celle des sœurs qui sera Supérieure, et la troisième sera envoyée à la Supérieure générale.

Ainsi est convenu le 18 octobre 1809, en présence des témoins soussignés.

BALLEIDIER,
L. DUVAL,
VUARIN, Curé de Genève,
Sœur M. DURGUEILLY,
Sœur Elisabeth BAUDET, économe,
Sœur THÉRÈSE, assistante,
Sœur GRANGÉ, officière.

B¹

*Le Baron de Krudener² au Conseiller d'Etat Pictet de
Rochemont*

Berne, le 18/30 Novembre 1819.

Monsieur.

Je suis chargé de Vous faire parvenir la lettre ci-jointe de Monsieur le Comte de Capodistrias. Elle m'est arrivée à l'instant même où je lui adressais celle que le Gouvernement de Genève lui écrit à la suite de l'heureuse issue des négociations avec le St-Père au sujet de la circonscription épiscopale³. Il semble, Monsieur, que la Providence ait voulu marquer visiblement la faveur qu'elle accorde à l'établissement des Sœurs de la Charité, en faisant connaître dans un pareil moment au Gouvernement de Genève l'intérêt qu'y prend l'Empereur⁴.

Monsieur le Comte de Capodistrias m'ordonne de me joindre à lui pour Vous engager à seconder de tout Votre pouvoir le vœu de Sa Majesté Impériale. Incapable de donner plus de force aux motifs qu'il emploie, je n'a-

¹ A. G., R. C. 1819. Pièces ann. P. D. 33 (3).

² Chargé d'affaires du gouvernement russe en Suisse ; le fils du général russe Burchard von Krüdener et de Barbara Julianne, née von Vietinghoff, l'inspiratrice de la Sainte Alliance.

³ Le 20 septembre 1819, Pie VII, par le bref *Inter multiplices*, avait détaché le diocèse de Genève de l'archevêché de Chambéry et l'avait transféré à l'évêché de Lausanne, dont l'évêque, Mgr. Pierre Tobie Yenni (1774-1845), résidait à Fribourg.

⁴ Alexandre I.

jouterai qu'une seule observation à ce qu'il a l'honneur de Vous écrire. C'est que dans les nouvelles relations où se trouve Genève par réunion à un Evêché Suisse, la protection qu'accorderait le Gouvernement à l'établissement des Sœurs de la Charité, me paraît avoir moins d'inconvénients que jamais. Veuillez, Monsieur, si vous trouvez cette réflexion fondée, en faire usage parmi les moyens nombreux que Vous suggérera sans doute le désir d'être agréable à l'Empereur, et surtout de participer à une œuvre de miséricorde et de pitié.

En attendant que Vous ayez la bonté de me faire connaître le résultat de ces démarches je saisis, Monsieur, l'occasion de Vous assurer de ma considération la plus distinguée.

LE BARON DE KRUDENER.

C¹

Capodistria à Pictet de Rochemont

Varsovie, le 6/18 octobre 1018.

Monsieur,

Un personnage qui aime à faire le bien, non dans sa qualité de Grand de la terre, mais d'homme et de chrétien, me charge de Vous recommander en son nom l'affaire dont il est question dans la pièce ci-jointe.

C'est l'Empereur qui Vous prie de Vous en occuper et d'employer tout Votre crédit auprès de Votre gouvernement afin qu'elle soit arrangée selon les vœux des pétitionnaires, sans que nulle intervention étrangère puisse y avoir la moindre part, pas même celle que peuvent

¹ A. G. R. C. 1819. Pièces ann. P. D. 33 (2).

autoriser les intentions philanthropiques et Religieuses (*sic*), qui motivent uniquement la présente démarche.

Si ce n'est pas toute la dotation que les amis de l'humanité et des bonnes mœurs sollicitent en faveur des Sœurs de la charité établies à Genève, que Votre gouvernement leur en accorde au moins une partie.

En faisant dériver ce bienfait d'un principe et non d'aucune autre considération, rien ne semble pouvoir s'opposer à ce que l'établissement des Sœurs de la charité jouisse de toute la protection de la République. Or elle ne peut protéger que par l'autorité des Lois ; et celle qui accorderait la naturalisation aux Sœurs de la charité ajouterait une belle page à Votre histoire.

Je m'abstiens de Vous entretenir plus en détail de cet objet, en attendant avec une pleine confiance les résultats des soins bienveillants que Vous voudrez bien donner à l'intérêt que je Vous confie de la part de Sa Majesté Impériale.

Le Baron de Krudener est chargé de Vous faire parvenir la présente lettre. C'est par son entremise que j'attends la réponse. Elle me trouvera à Saint-Pétersbourg, pour où je pars demain.

Recevez, Monsieur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

CAPODISTRIA.

D¹

Mémoire anonyme sur les Sœurs de la Charité de Genève

Le Protocole du Congrès de Vienne du 29 mars 1815 a assuré et garanti à la population Catholique de la

¹ *Ibid.* P. D. 33 (1).

paroisse de Genève le libre exercice de son culte et la jouissance de l'église qui avait été ouverte en exécution du Concordat de 1801.

Cette population s'élève à plus de 3.000 âmes, mais la généralité des familles, arrivée de diverses contrées de l'Europe, ne vit que du produit modique de son industrie, et un grand nombre se trouve dans un état de détresse qui exige des secours.

Le Curé Catholique de Genève, touché des besoins temporels et spirituels de cette portion de ses paroissiens, forma en 1810 un établissement de Sœurs de la charité uniquement avec le produit des aumônes qu'il se procura surtout dans les pays étrangers.

Ce n'est qu'avec des ressources de ce genre qu'il a soutenu jusqu'à présent cette institution si précieuse et si chère à tous les amis de l'humanité. Cette communauté naissante ne fut d'abord composée que de trois sœurs ; elle en renferme aujourd'hui cinq ; une sixième doit être adjointe dans le courant de l'année 1819.

Deux se vouent à la visite des malades et au soulagement des pauvres. Les trois autres consacrent gratuitement leurs soins à l'éducation des petites filles. Leur école en renferme environ cent.

Le Curé, désirant consolider cet établissement, a acquis en janvier 1818 une maison destinée à l'habitation des sœurs et aux écoles¹. Il était dans le cas de payer annuellement mille francs de location pour le logement tout à fait incommode et insuffisant qu'elles occupaient. Quoique cette maison n'offre que le nécessaire, elle a coûté

¹ Sur l'achat de cette maison, sise rue des Granges, cf. FLEURY et MARTIN, *o. c.* t. II, pp. 183-191.

51,000 francs à raison de la localité. Le Curé ne doit plus que 10.700 francs en mars 1819. Le surplus de la somme payée a été en entier le résultat de la bienfaisance des personnes charitables et zélées.

Cet établissement de charité est le seul qui existe à Genève en faveur de la population Catholique. Il est d'autant plus nécessaire que le gouvernement de ce Canton a réservé pour les anciens Genèveois, c'est à dire pour la population protestante, toutes les ressources qu'offrent les établissements publics.

L'institution des Sœurs de la Charité a besoin dans cette ville de la protection de quelque ami puissant de l'humanité, qui détermine le gouvernement de Genève à la *naturaliser*, à la reconnaître légalement, et pour le complément de l'œuvre à la doter. Par défaut de cette garantie surtout de la naturalisation légale, les Sœurs n'ont qu'une existence précaire et pourraient être renvoyées dans un moment fâcheux.

La pension de chaque sœur est de 450 francs. Ainsi un revenu annuel de 2.250 francs suffirait pour la dotation de cinq sœurs. Elles jouissent d'une estime générale et de la confiance la mieux établie. Il est difficile d'exprimer tout le bien qu'elles font sous le rapport physique et moral. Les étrangers même qui font quelques stations à Genève et qui les secondent par leurs aumônes le remarquent avec édification et leur rendent à cet égard un témoignage unanime¹.

¹ Ce mémoire anonyme a très vraisemblablement pour auteur le curé Vuarin lui-même. Il est d'ailleurs probable que l'original en ait été signé par lui et que, pour des raisons faciles à comprendre, Capodistria ait omis la signature au bas de la copie qu'il en envoya à Pictet-de Rochemont.

E¹

Séance du Conseil d'Etat, du 3 décembre 1819

..... Mr. le Premier² met le Conseil sous le serment du secret. après quoi il lui communique une lettre datée de Varsovie, le 18 octobre.... (suit l'analyse des lettres de Capodistria, de Krudener, et de la supplique sans « les signatures des auteurs de cette pièce ».)

Dont opiné.

Le Conseil d'Etat renvoie cette affaire à la commission diplomatique qui est chargée de rapporter céans un préavis sur la réponse à faire au Comte Capodistria.

.....

F³

Séance du Conseil d'Etat du 15 décembre 1819

..... Mr le Premier rapporte que la Commission diplomatique s'étant assemblée pour délibérer sur la lettre adressée par M. le Comte Capodistria à M. Pictet de Rochemont au sujet des Sœurs de la Charité. M. Pictet a proposé de répondre à Mr Capodistria en lui annonçant qu'il n'a pas estimé devoir faire part au Conseil de sa lettre, en lui développant diverses considérations importantes sur les inconvénients qu'aurait dans notre République un établissement des sœurs de la Charité consacré par une loi.

Noble Pictet de Rochemont ayant demandé et obtenu

¹ A. G. R. C. 1819 (2) pp. 490-493.

² Jean-Charles Trembley.

³ A. G. R. C. 1819 (2) pp. 529, 530.

l'entrée de céans¹, prend place au Conseil et fait lecture de son projet de réponse à Mr Capodistria. Le Conseil approuve la tournure qu'a imaginée Mr Pictet pour répondre au Comte Capodistria. Il approuve également la lettre proposée, à laquelle il est fait quelques légères modifications. Le Conseil invite Noble Pictet à communiquer à Mr. le Chargé d'affaires Russe en Suisse sa réponse au Comte Capodistria, en le chargeant de la faire passer à son adresse.....

G²

Pictet de Rochemont à Capodistria

Genève, le 16 décembre 1810.

Monsieur le Comte,

Je réponds à la lettre que V. E. m'a fait l'honneur de m'adresser en date du 6/18 octobre et qui ne m'est parvenue que le 2 de ce mois. Une indisposition de quelques jours a retardé ma réponse.

J'espère être approuvé de vous, Mr. le Comte, dans les motifs qui m'ont fait différer d'occuper notre Conseil d'Etat de l'objet intéressant dont vous m'avez entretenu, et je vais vous les soumettre.

Je connais les dispositions de gratitude de notre Gouvernement envers l'Empereur. Je sais qu'après les bien-

¹ Pictet ne faisait plus, alors, partie du Conseil d'Etat ; son titre de Conseiller d'Etat honoraire lui en donnait cependant accès lorsqu'il le demandait.

² Copie conservée aux Archives fédérales de Berne. *Korrespondenz der Kantone mit den Bundesbehörden*, t. 730. Genf, 1823-24. Cf. ci-dessous, pièce S. — Les Archives de Genève n'en conservent pas de copie.

faits signalés que nous avons éprouvés de sa haute bienveillance, le désir d'aller au devant de tout ce qui pourrait être agréable à S. M. est universel parmi nous. Le premier mobile des résolutions eut donc été précisément celui que l'Empereur désire qui n'influence point les déterminations de notre Gouvernement ; car dans la pieuse sollicitude dont S. M. est animée, Elle daigne ne point négliger, Elle porte même jusqu'au scrupule le plus délicat, ces ménagements dont Elle a donné de si beaux exemples pendant les crises du Continent. Elle veut que dans les plus petits comme dans les plus grands Etats, l'indépendance du Gouvernement, quant au principe de ses résolutions, ne souffre aucune atteinte. Puisse l'Europe éprouver longtemps cet ascendant régulateur qui, par le respect des droits du faible, contribue essentiellement à maintenir la paix entre les puissances.

Pour que vous écoutiez avec confiance les éclaircissements que je vais vous donner sur les faits, je suis bien sûr, Monsieur le Comte, de n'avoir pas besoin de vous rappeler que dans les rapports variés et les nombreuses conversations que j'ai eues avec V. E., si j'ai mérité d'Elle quelque estime, c'est par la droiture de mes vues et par la franchise de mes discours.

On ne saurait nier que, de tous les moyens de donner des secours aux malades dans les hospices, le plus efficace et le moins coûteux ne soit l'emploi des sœurs de la charité. Leurs soins n'ont pas peut-être une application aussi économique, lorsqu'elles les donnent dans le domicile des malades pauvres, mais toujours ont-ils l'inappréciable avantage d'être inspirés et soutenus par le mobile de tous le plus pur et le plus relevé : l'esprit de la charité évangélique.

Lors donc qu'en 1810, un étranger de distinction, le comte de St-Priest¹, qui séjournait à Genève, imagina d'appeler dans notre ville — alors française — trois sœurs de la charité, pour soigner les pauvres malades de l'Eglise Catholique de Genève, cette mesure eut l'approbation générale et les vœux de tous les amis de l'humanité.

Après notre restauration, l'un des premiers soins du Gouvernement fut d'assurer, dans le budget annuel, un traitement de 2,000 *francs* pour les trois sœurs et un maître d'école catholique. Dans la négociation du Traité de Turin, j'ai moi-même plaidé la cause de l'augmentation du salaire fixe du Curé de Genève. Ce salaire fut porté à 5,000 *francs*, indépendamment du casuel de sa place, c'est-à-dire à plus du double de ce que reçoivent nos pasteurs protestants les mieux payés, et qui pourtant ont, d'ordinaire, une famille à élever. Cette augmentation qu'éprouva le traitement fixe du Curé de Genève en 1816 fut motivée sur l'état d'indigence de la population catholique de notre ville, principalement composée d'ouvriers de divers métiers, et auxquels le Curé est appelé à donner des secours d'aumônes².

¹ Sur ce point, Pictet semble se tromper : les biographes du curé Vuarin ne disent rien à ce sujet et le registre des passeports aux Archives de Genève ne signale aucune présence dans cette ville du comte de Saint-Priest.

² A propos du traitement du curé de Genève, certaines difficultés avaient surgi lors des négociations de Turin et, le 4 mars 1816, le syndic Schmidtmeyer avait écrit à Pictet de Rochemont :

« Le traitement du Curé de Genève est de fr. 2,000
pour son logement, 950
pour ses deux vicaires 1,000
[total] fr. 3,950

Ce traitement est le même que recevait le Curé sous le régime français et le Conseil d'Etat le lui a continué ; mais ce

Le mémoire dont V. E. m'a donné copie¹ dit que l'établissement des sœurs de la Charité est le seul qui existe à Genève en faveur de la population catholique. C'est une erreur. Nous avons une institution nommée *Bureau de bienfaisance*, laquelle est exclusivement destinée aux étrangers, et que soutient la charité de la nation par des dons annuels. Parmi ces étrangers se trouvent compris les individus qui composent l'Eglise catholique de Genève ; car, pour avoir une idée juste de la population catholique de notre Canton, il y a une distinction importante à faire. Celle de notre nouveau territoire est composée de *citoyens genevois* égaux en droits aux citoyens de la ville ; mais les catholiques de Genève même sont une population étrangère et flottante, composée d'individus dont le séjour est toléré à raison de leur industrie, mais qui doivent demander quatre fois l'année la permission de demeurer dans notre ville. C'est là une pré-

n'est pas une résolution prise en considération du Protocole de Vienne.... Le traitement alloué aux Sœurs Grises et au Régent n'avait aucun rapport avec les affaires du Curé, ni avec le Protocole de Vienne, et il est fâcheux que l'on vous ait mis dans le cas de parler d'objets étrangers, pour ainsi dire, à la Cour de Turin et sur lesquels Genève doit et veut conserver une entière liberté. Quant à une convention à part ou secrète où Genève se lierait sur le traitement à accorder au Curé, le Conseil a été unanime à penser que cette convention aurait les mêmes inconvénients qu'un article patent du traité ; l'obligation qui en résulterait pour notre Etat serait la même, et le Conseil Souverain devrait en connaître et y donner son assentiment ; notre Souveraineté en serait également blessée, et le mystère apparent de la chose n'en signifierait que mieux les inconvénients. Le Conseil, en conséquence, vous demande formellement et à l'unanimité de ne consentir aucun article, patent ou latent, qui déterminerait le traitement du Curé de Genève.... » (A. G. *Corresp. secr.* 1814-1830. pp. 27-28).

¹ Voir ci-dessus, pièce D.

caution qui nous est indispensable pour n'être pas, en quelque sorte, envahis par une mauvaise population. Cette circonstance rend le nombre des catholiques étrangers qui séjournent dans nos murs très incertain. Ce nombre varie d'une année à l'autre en deux à trois mille.

Le mémoire affirme que le Gouvernement a réservé pour la population protestante toutes les ressources qu'offrent les établissements publics. V. E. vient de voir que l'établissement public du *Bureau de bienfaisance* est destiné spécialement à ceux qui ne sont pas genevois ; or, comme je l'ai dit, une grande partie des étrangers séjournant par permission sont catholiques, et ces derniers absorbent une forte proportion des secours. Faire la moindre différence, dans la distribution de ceux-ci, entre les catholiques et les protestants, serait absolument contraire à l'esprit de charité chrétienne qui, je puis le dire, inspire à notre Gouvernement une extrême sollicitude dans toutes les mesures de secours à la classe indigente, et je dois ajouter en fait, que jamais les membres du bureau ne se permettent de demander à ceux qui se présentent pour recevoir des secours s'ils sont catholiques ou protestants¹.

L'auteur du mémoire aurait-il en vue notre *hôpital genevois* ? — C'est un hospice doté par la bienfaisance pieuse de nos pères et dont les fonds seraient loin de suffire au soulagement de la population protestante et pauvre d'une ville de fabriques, sans d'abondantes charités annuelles qui font plus que doubler son revenu. Cet hospice qui, ainsi que nos établissements pour le culte public

¹ Cf. sur la pratique de la charité à Genève au lendemain du traité de Turin la plaquette de J. GABEREL, *Genève en 1816 et 1817* (Genève, 1869), surtout pp. 27-37.

et l'éducation, a traversé intact les temps de la dilapidation et des désordres, quand l'influence de la révolution nous eût atteints, cet établissement de famille, dis-je, qui est une propriété particulière, a dû, en effet, être conservé aux enfants de ceux qui l'ont fondé. Mais je dois placer ici une observation importante. L'établissement a deux objets distincts : l'un de donner des secours à domicile aux vieillards et aux infirmes ; l'autre de traiter les malades dans l'hospice même. Les catholiques ne sont exclus que de la participation aux secours externes de l'hôpital. On admet leurs malades à l'hospice sur la recommandation des sœurs de la charité ; elles les y accompagnent ; elles peuvent s'assurer que rien ne manque aux soins qu'on leur donne et qu'ils ont la consolation spirituelle de leur religion.

Si, après notre restauration, nous n'avions pas eu tout à reconstruire à la fois ; si les embarras de notre pauvreté n'eussent pas été aggravés par deux années de disette¹ ; notre Gouvernement aurait pourvu à un supplément fixe pour les secours à donner aux malades indigents de la population catholique. Ce qu'il ne pouvait faire, un membre du Conseil d'Etat² l'a fait. Entrant dans les vues du Gouvernement et animé de cet esprit de charité universelle qui caractérise notre population protestante, il a fondé une rente perpétuelle de 3.000 francs, destinée à faire donner des soins, dans notre

¹ 1816 et 1817.

² Charles-Richard Tronchin créa, en 1818, une « Fondation pour les Communes réunies ». Cf. GUILLAUME FATIO, *Coup d'œil historique sur les œuvres philanthropiques généreuses*, dans 44^e Rapport annuel du Bureau central de bienfaisance, Genève, 1910, p. 64.

hospice de Genève, aux malades indigents du territoire catholique de notre Canton.

Nous avons un établissement de charité nommé *Chambre des tutèles*, spécialement destiné à veiller aux intérêts des mineurs et à payer des apprentissages de divers métiers pour les enfants sans ressources. Cet établissement, alimenté par les dons volontaires des généreux protestants, paye des apprentissages aux orphelins catholiques et aux autres enfants indigents de cette communion.

Les catholiques participent également au bienfait d'une *Caisse publique d'épargne*, où les moindres sommes sont reçues en dépôt et portent intérêt, établissement qui en donnant aux indigents un esprit de prévoyance, de propriété et d'économie, prévient beaucoup de maux et a sur la classe pauvre une influence aussi salutaire que les aumônes périodiques, ou répandues sans jugement, ont sur cette même classe de déplorables effets.

J'en viens maintenant aux secours d'éducation pour les catholiques. Notre *Collège* public qui est pourtant aussi une fondation de famille, et qui a reçu son impulsion de Calvin lui-même, leur est ouvert *gratuitement* depuis l'instruction élémentaire jusqu'aux objets les plus relevés. Les catholiques sont également admis sans rétribution à l'étude et aux concours des prix annuels dans notre *Ecole publique de dessin*, particulièrement destinée aux ouvriers des diverses professions auxquelles cette étude est avantageuse et qui a été fondée par les dons des anciens Genevois.

J'éprouve une grande satisfaction, je l'avoue, pouvoir vous montrer, Monsieur le Comte, par une simple énumération des faits, combien vos concitoyens d'adop-

tion¹ sont éloignés de cet esprit exclusif ou parcimonieux dont on semble les accuser. Nous sommes allés, je puis le dire, au-delà de tous les engagements dans la manière dont nous traitons le clergé catholique. Non seulement nous tenons la balance égale entre les Ministres des deux Cultes, comme entre les deux Communions, non seulement nous avons augmenté considérablement les salaires de tous les Curés, mais il y a une circonstance importante à remarquer parce qu'elle est toute à l'avantage des catholiques : ce que, tandis que le clergé de cette communauté est payé du produit des impôts levés sur la communauté entière, les Ministres protestants sont salariés par les protestants seuls. Notre population protestante, étant plus nombreuse, paye donc la plus grande partie du salaire des Curés, au lieu que notre population catholique ne paye rien pour les Ministres du Culte de Calvin, et jouit gratuitement d'établissements publics d'éducation et de charité, créés et entretenus par les protestants.

Je dois ajouter à cela les fonds consacrés et les soins donnés par le Gouvernement à l'établissement des *Ecoles de l'enseignement mutuel*² dans la partie catholique du territoire genevois, soins dont les efforts sont malheureusement combattus par le Curé de Genève qui, en sa qualité d'archiprêtre, et vu sa grande activité, exerce beaucoup d'influence sur les Curés de toutes les autres paroisses.

Nous avons fait ensemble à Paris³, vous et moi, Mr. le Comte, la connaissance de cette méthode de l'enseigne-

¹ Capodistria avait été fait citoyen d'honneur de Genève par décision du Conseil, le 4 décembre 1815. (Cf. R. C. 1815 (2) p. 539.)

² Plus connu sous le nom de *système Lancaster*, d'après le nom de son créateur (1798).

³ Probablement lors de sa seconde mission à Paris, en 1815.

ment mutuel, qui en était alors aux premiers essais. L'expérience en démontre de plus en plus les avantages ; et j'ai occasion d'observer moi-même, tous les jours, ses heureux effets sur le moral des enfants dans une petite école de filles, établie à Lancy, village catholique que j'habite. Lorsque je m'occupai de faire venir de Paris un maître pour donner la première impulsion à ces établissements chez nous, dans la partie catholique, je désirais vivement obtenir le concours du Curé de Genève, et je fis mes efforts pour m'en assurer. Je le trouvais décidément hostile à mes vues, s'obstinant à préférer la pratique des ignorantins, et professant un zèle ardent contre une méthode dont il attribuait la propagation aux protestants français. Ce qui s'est passé et qui se passe encore aujourd'hui en France montre que cette opposition est systématique, et qu'en conséquence il y a peu à espérer du raisonnement et de la persuasion. Il faut que les Gouvernements, en leur qualité de directeurs responsables de l'instruction du peuple, aillent en avant dans la ligne qui leur est démontrée la meilleure. D'après les opinions que le Curé de Genève m'a manifestées à moi-même, je suis bien convaincu que lorsqu'il a donné aux Sœurs de la charité une tâche qui n'était pas dans les attributions embrassées par leurs vœux, il a eu en vue de combattre les succès de l'enseignement mutuel en prenant les devants par une méthode différente, tandis que nous n'étions pas encore en mesure d'y pourvoir.

J'en viens maintenant au désir de l'auteur du mémoire de voir *naturaliser* dans notre Ville l'institution des Sœurs de la charité.

Ce ne sont pas, assurément, ces admirables sœurs, ces saintes filles dont la vie n'est qu'un enchaînement de

bonnes œuvres, qui peuvent être pour nous un sujet de crainte ou d'inquiétudes. Nous reconnaissons l'efficacité de leurs soins, nous sommes édifiés par leur conduite, nous les aidons de nos secours ; et dans le fait la protection de notre Gouvernement leur est bien assurée. Mais une mesure comme celle dont on manifeste le vœu présente de graves inconvénients politiques, et serait incontestablement repoussée par le Conseil souverain, qui seul pourrait en décider. Une corporation religieuse catholique qui aurait une fois pris racine dans la ville de Calvin, servirait de précédent pour appuyer des demandes d'admissions semblables [et] pourrait (d'ailleurs) devenir une occasion journalière de questions épineuses et de tracasseries pour le Gouvernement. Une seule observation suffira à le démontrer. Cette corporation aurait bientôt un directeur, et maintenant que nos catholiques relèvent de l'Evêque d'un Canton dans lequel les jésuites ont été rappelés¹, nous aurions la chance de voir une telle fonction remplie par un religieux de cet Ordre. V. E. pensera peut-être avec moi qu'un Gouvernement sage doit s'imposer quelques précautions contre l'esprit persévérant d'une Société que nous voyons aujourd'hui (et) prendre un pied en France, sous un autre nom², et malgré une opposition presque nationale ; d'une Société qui regarderait peut-être comme un triomphe de former un établissement permanent dans la Rome protestante, et de pouvoir opposer un obstacle légal aux progrès des lumières.

¹ Le 15 septembre 1818, le Grand Conseil du Canton de Fribourg, malgré une opposition énergique, avait rappelé l'ordre des Jésuites. Cf. W. Oechsl, *Geschichte der Schweiz im XIX. Jahrhundert*, Leipzig 1913. t. II, pp. 536-538.

² La *Congrégation*, fondée par le R. P. Delpuits S. J.

res parmi nous. C'est aux Gouvernements avisés de ne point oublier le *principiis obsta* et à se rendre avarés de concessions dont tôt ou tard on peut tirer parti contre eux-mêmes.

Vous voyez, Mr. le Comte, combien dans la réalité les faits sont différents de ce qu'ils ont été représentés dans le mémoire. Vous voyez, en résultat, que nous avons pour nos administrés catholiques les mêmes sentiments de charité et de paternité que pour nos administrés protestants ; dans aucun lieu du monde peut-être, les deux Communions n'offrent un spectacle plus édifiant d'union et de paix. Nous désirons que nos catholiques soient élevés en bons chrétiens. L'effet le plus précieux de nos écoles pour l'enseignement mutuel sera de faire germer de bonne heure les semences de la piété et de mettre tous les individus à portée de puiser à la source, par la lecture de l'Evangile¹.

Voilà l'état des choses pour nos catholiques genevois. Quant à nos catholiques étrangers à cette population tolérée et temporaire qui compose la masse de l'Eglise catholique de Genève, nous lui devons sans doute aussi protection et charité, et elle obtient de nous l'une et l'autre. Il est à remarquer, au reste, que la Cour de Rome se montre très satisfaite de l'esprit qui nous anime. Je tiens de la bouche de Son Eminence le Cardinal Consalvi lui-même, que Sa Sainteté² a bien voulu témoigner son approbation de nos dispositions et de notre

¹ C'était là un compliment déguisé à l'adresse du tzar qui patronnait une *Société biblique russe* et qui avait autorisé, à Pétersbourg, l'établissement d'une succursale de la *British and foreign Bible Society*.

² Pie VII.

conduite envers l'Eglise catholique genevoise au moment de la restauration ; et la faveur spéciale que nous venons d'obtenir de la Cour de Rome¹, les termes mêmes du Bref du Saint-Père², prouve que sa bienveillance pour nous est entière. En un mot, quand nous aurions senti le vœu de charité que Sa Majesté daigne nous transmettre, nous n'aurions pu le prévenir d'une manière plus complète que nous l'avons fait, en égard à la faiblesse de nos moyens et aux précautions de prudence que tout gouvernement sage doit s'imposer.

Si, en rendant compte à S. M. l'Empereur, V. E. juge convenable de lui soumettre ces détails, j'en serai charmé, soit parce qu'Il appréciera l'esprit et la conduite de notre Gouvernement, soit parce que S. M. verra que je remplis envers Elle le devoir de Lui dire la vérité, devoir qui me fut tacitement imposé le jour où Elle daigna me nommer Son Conseiller d'Etat.

Je suis,.....

PICTET DE ROCHEMONT³.

¹ c. a. d. le transfert de Genève du diocèse de Chambéry au diocèse de Lausanne, le 20 septembre 1817.

² Bref *Inter multiplices*.

³ D'après FLEURY et MARTIN, (o. c. t. II, p. 301) Alexandre répondit ce qui suit au curé Vuarin : « Les lettres de ces Messieurs sont pleines de verbiage, de choses que je crois fausses; elles finissent par un refus, accompagné de belles phrases et de protestations. Mais enfin, puisque nous avons échoué de cette manière, j'espère que la Providence me secondera dans le désir que j'ai d'être utile à ces bonnes sœurs. Je ne puis donner des ordres à ces Messieurs, mais je ne perdrai pas de vue les besoins des Sœurs de la Charité de Genève. » — Et le tzar leur envoya, dans cette circonstance, 6,000 francs sur sa cassette.

Séance du Conseil d'Etat du 11 août 1823.

M. le Premier rapporte qu'il a reçu hier la visite de M. le Baron de Krudener, Chargé d'affaires de Russie en Suisse, que ce Ministre lui a exposé qu'il s'était rendu à Genève pour renouveler au nom de son Souverain les demandes qui avaient été adressées à notre Gouvernement au sujet de l'établissement des Sœurs de la Charité².

Que son Maître aurait un vif désir de voir l'établissement des Sœurs de la Charité sortir de l'état précaire où il se trouve.

Que l'Empereur n'entend point se mêler de nos affaires et exprime ce vœu comme ami, dans notre intérêt et dans celui d'un établissement pour lequel il y a un sentiment particulier d'affection.

Qu'il est loin des intentions de son Maître que cet établissement put servir à faciliter le prosélytisme, que nous ne devons avoir aucune inquiétude de ce genre et que l'Empereur ne voit dans cette institution qu'un moyen de secours aux pauvres et d'éducation pour les jeunes filles.

M. le Premier a observé en réponse au Ministre que le secours voté annuellement aux Sœurs de la Charité n'en est pas, par ce fait, précaire, puisque les dépenses

¹ A. G. *Registre secret*. pp. 195 sqs.

² D'après *Fleury et Martin* (o. c. t. II. p. 302), cette nouvelle démarche du tzar fut faite à la suite d'une supplique que le curé Vuarin lui adressa par l'entremise de la comtesse Zamoïska, née princesse Czartoryska.

de l'Etat sont votées annuellement de la même manière.

Il a fait remarquer que l'Etat a facilité par des avances considérables la restauration du bâtiment des Sœurs de la Charité à Saconnex.

Le Ministre a répliqué en assurant de nouveau Mr. le Syndic que ce n'est point en sa qualité de Souverain que l'Empereur fait cette démarche, mais en qualité d'ami qui désire voir régner l'harmonie entre les deux Cultes et qui n'a cessé d'avoir pour Genève les mêmes sentiments qui l'animaient lorsque de concert avec ses Alliés il a contribué à sa Restauration, à lui procurer quelques avantages et à fixer sa destinée.

Le Ministre convient qu'on a faits des rapports exagérés à l'Empereur, que l'Abbé Vuarin est un peu vif, qu'il ne craint pas de déclarer cela pour prouver la franchise avec laquelle il agit, et son désir de nous placer sur un terrain avantageux, mais qu'il tiendrait beaucoup à avoir quelque chose d'écrit de la part de notre Gouvernement qui put donner à l'Empereur la satisfaction de connaître les sentiments de bienveillance dont nous sommes animés pour l'établissement des Sœurs de la Charité qui ne se soutiennent que par la souscription des fidèles, qui sont extrêmement précaires.

M. le Premier déclare au Ministre qu'il en référerait au Conseil d'Etat.

Noble D'Ivernois, rapporte que M. le Baron Krudener est venu lui faire visite et lui a fait les mêmes ouvertures qu'à Mr. le Premier; et qu'il y a répondu de la même manière.

Que Mr. de Krudener lui a manifesté le désir que le Conseil d'Etat nomment (*sic*) un de ses membres pour conférer de cet article avec lui.

Mr. le Premier ouvre la délibération sur les rapports qui viennent de lui être faits.

Le résultat de la délibération est que le Conseil charge Noble D'Ivernois de conférer avec Mr. de Krudener, et l'autorise au besoin à donner à entendre que le Conseil d'Etat serait disposé à augmenté (*sic*) la dotation des Sœurs de la Charité de Genève.

I¹

Le Baron Krudener au Premier Syndic.

Genève, le 1/13 août 1823.

Monsieur le Premier Syndic,

Vous n'ignorez pas l'intérêt particulier que Sa Majesté l'Empereur n'a jamais cessé de prendre aux Sœurs de la Charité de Genève. J'ai eu l'honneur de Vous entretenir à leur sujet il y a quelques jours, et le Conseil d'Etat aura conservé certainement le souvenir d'une correspondance entre un de ses membres et M. le Comte de Capodistria, motivée dans ce temps par la même sollicitude².

Permettez, Monsieur le Premier Syndic, que chargé aujourd'hui par la volonté de Sa Majesté Impériale de vouer à la situation de ses respectables Sœurs une attention qui n'a d'autre principe que l'Auguste et inaltérable sentiment de bienveillance, inspiré par leurs hautes vertus, je vous exprime à leur sajet, sous une forme confidentielle, et avec l'espérance de voir cette démarche

¹ A. G. R. C. 1823. Pièces annexes : C. D. 11.

² Allusion à la lettre de Pictet de Rochemont, du 16 décembre 1819.

franche et amicale interprétée dans son vrai sens, quelques vœux dont l'accomplissement ne saurait présenter à Votre Gouvernement de grandes difficultés.

Premièrement, l'établissement des Sœurs de la Charité ne paraît point, quant à sa situation légale, jouir d'une sécurité qui réponde aux désirs de ceux qui connaissent et apprécient l'efficacité de leurs saints travaux. Ce que l'Etat leur accorde à titre d'indemnité pour la tenue de leur école pouvant cesser d'une année à l'autre par un changement dans le budget, une espèce d'incertitude règne sur leur avenir et semble rendre précaire l'inestimable bien qu'elles sont appelées à faire encore dans la suite des temps. Ne serait-il pas possible que le bienfait de leur présence fut plus positivement garanti à la population catholique de Genève ?

En second lieu, la somme de 1200 francs qui leur est allouée dans le budget, ne remplit qu'en partie l'objet de pourvoir à leur entretien. Le reste est fondé sur des ressources individuelles et incertaines, quoique jusqu'ici de pieux secours y aient pourvu de Genève et de toute part.

Ne serait-il point possible au Gouvernement de Genève de fortifier leur institut par un autre moyen encore, c'est-à-dire en donnant plus d'extension aux fonds destinés à le soutenir.

Tels sont les deux parties par lesquels pourrait être fixé et amélioré le sort de ces êtres universellement admirés et bénis, qui n'honorent pas moins l'humanité qu'ils ne la servent.

L'Empereur verrait avec plaisir ce qui serait fait pour répondre à ces vœux. Son cœur qui a eu tant de part aux actes par lesquels Genève est aujourd'hui indépendante et heureuse, se féliciterait encore d'un succès obtenu dans l'intérêt de la Charité chrétienne et qui constaterait

l'impartialité avec laquelle Votre Gouvernement veille aux besoins des deux Eglises.

En Vous exposant, Monsieur le Premier Syndic, ces sentiments de Sa Majesté Impériale je dois Vous prier de me mettre à même de Lui rendre compte des ordres qu'Elle m'a donnés. Il m'est bien agréable de penser qu'ils ne renferment rien qui, bien apprécié, ne doive convaincre le Gouvernement de Genève du véritable intérêt que l'Empereur continue à Lui porter.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Syndic, l'assurance de ma plus haute considération.

LE BARON DE KRUDENER.

J¹

Le Premier Syndic au Baron de Krudener.

Genève, le 13 août 1823.

(Le Premier Syndic accuse réception de la lettre du même jour; il s'empresse de soumettre les deux demandes sous les yeux du Conseil d'Etat et lui transmettra incessamment le résultat de ses délibérations).

K²

Notes de Francis D'Ivernois sur une conversation avec le Baron de Krudener, le 13 août 1823.

A ma demande si les mots d'*existence légale* se trouvaient dans sa lettre, il m'a répondu : *Mais où ? Mais pourquoi ?*

¹ A. G. R. C. 1823. Pièces ann. : C. D. 11 (bis).

² Papiers D'Ivernois. Affaires politiques genevoises : carton IV.

Parce que si vous entendiez exprimer par ces mots le désir que nous reconnaissons les Sœurs comme Corporation religieuse dans notre Canton mixte, je présume — sans en être sûr — qu'aucun de mes collègues n'y adhérera et je vous préviens que s'ils y étaient disposés, je ferais de mon mieux pour les en détourner, quelque désir que j'aie de concourir à vos désirs aussi longtemps qu'ils ne nous conduiront qu'à des sacrifices pécuniaires.

Mais entendons nous, a-t-il répliqué, en désirant voir donner aux Sœurs une « existence légale¹ » je ne prétends exclure rien de ce qui peut y suppléer, et rendre cette sécurité en quelque manière superflue. C'est à vous seuls à juger jusqu'où vous pourrez et devez aller.

Si c'est ainsi que vous l'entendiez, ai-je répliqué en brisant la conversation, je regrette que vous ayez fait usage de l'expression *légale* qui semble indiquer un tout autre but que celui auquel vous vous restreignez en ce moment et que notre République ne dépassera certainement pas, du moins si je suis écouté, moi qui — quoique animé d'une bienveillance sincère pour les Sœurs — ne perdrai jamais de vue que mon premier devoir est d'empêcher qu'elle ne nous expose à compromettre directement ou indirectement l'indépendance de la République, premier des biens pour les petits Etats.

¹ (Note ajoutée par D'Ivernois avec une encre différente): Il ne sait pas lui même ce qu'il entend par « existence légale », et le mot n'est pas dans ses instructions, quoique le fond s'y trouve.

L¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève, le 16 août 1823 (2)

Noble D'Ivernois rapporte qu'il a eu hier et aujourd'hui des conférences avec Mr. le Baron de Krudener, Chargé d'affaires de Russie, qui a paru animé des dispositions les plus amicales pour notre Etat mais qui persiste dans sa demande relative aux Sœurs de la Charité sur laquelle il adressera à Mr. le Premier une lettre confidentielle. Noble D'Ivernois ajoute qu'il s'est entretenu de cette affaire avec Noble Pictet de Rochemont, qu'il a engagé à se rendre à cette séance. Noble Pictet est introduit et prend place au banc du Conseil.

Nobles D'Ivernois et Pictet donnent successivement diverses informations sur les conversations qu'ils ont eues sur cet objet avec Mr. de Krudener.

Le Conseil arrête d'en délibérer vendredi à 11 heures et invite Noble Pictet à assister à la séance

M³

Séance du Conseil d'Etat de Genève, le 16 août 1823

Noble Pictet de Rochemont, Conseiller d'Etat d'honneur, assiste à la séance.

Mr. le Premier communique au Conseil une note con-

¹ A. G. *Registre secret*, p. 197.

² Il se peut que cette date, ou celle de la pièce M, soit erronée, car le 16 août 1823 était un samedi et la délibération ne fut certainement pas renvoyée à six jours.

³ A. G. *Registre secret*, p. 197.

fidentielle qui lui a été adressée par Mr. le Baron de Kru-dener. Chargé d'affaires de Russie, et qui contient la demande

1^o Que l'établissement de Sœurs de la Charité reçoive une situation légale ;

2^o Que leur sort soit amélioré¹.

Il est fait un tour de délibération sur cette communication qui est renvoyée à l'examen de Nobles D'Ivernois et Pictet de Rochemont.

N²

*Brouillon d'un discours de D'Ivernois
prononcé au Conseil d'Etat.*

Caractère grave de l'affaire.

La Russie, après deux démarches, ne se désistera pas de la protection qu'elle accorde aux Sœurs et ne nous pardonnerait point d'avoir repoussé ses recommandations.

Son influence dans les transactions de l'Europe deviendra, d'année en année, plus marquée et plus redoutable.

Son immixtion dans nos affaires domestiques a dans cette occasion un caractère de désintéressement, de philanthropie et de libéralité dont elle sera disposée à faire parade, en nous accusant tout au moins d'illibéralité.

Tous les moyens apologétiques qui sont à notre portée et qu'il s'agit de faire valoir, n'invalideront jamais ce fait

¹ Cf. ci-dessus, pièce I.

² Papiers D'Ivernois. Affaires politiques genevoises : carton IV.

que depuis douze ans, le curé catholique de Genève s'est vu obligé de quêter dans toute l'Europe pour venir au secours des pauvres catholiques d'une ville réputée aussi riche que la nôtre, qu'il a recueilli au dehors et distribué à cet effet dans nos murs près de cent mille francs, sans avoir acquitté les dettes contractées pour l'établissement des Sœurs de la Charité.

En définitif, voici les trois points de vue les plus fâcheux que présente cette nouvelle démarche de la Russie :

1^o C'est en réalité une intervention dans nos affaires intérieures, intervention déguisée sous des formes dont le Gouvernement russe saura bien s'affranchir s'il s'obstine dans cette affaire.

2^o Si nous y cédon, en faisant de la fraternité des Sœurs une corporation ou un établissement légal, il est impossible d'en prévoir les conséquences et la difficulté de repousser d'autres établissements de nature analogue et plus fâcheuse encore.

3^o Si nous accordons de l'argent — et il sera bien difficile d'en refuser — le sacrifice pécuniaire ne serait rien en lui-même, mais ce qui sera extrêmement pénible et peut nous devenir funeste à un haut degré, c'est que M. Vuarin aura remporté une victoire signalée et y puisera de nouveaux encouragements pour dénigrer, dénoncer notre Gouvernement au dehors et nous faire une guerre ouverte à Pétersbourg, à Vienne, à Turin, à Rome, etc.

Quatre ¹ moyens défensifs se présentent et méritent d'être pesés.

¹ Le texte porte : *deux*.

Le 1^{er} de décliner avec mesure l'intervention, en débutant en principe et en fait que ce qui concerne l'établissement des Sœurs à Genève est entièrement étranger aux stipulations de Vienne.

Le 2^e de reprocher ouvertement au Directeur de cet établissement d'espérer à se rendre indépendant de l'autorité civile, de s'être refusé à demander des secours à son propre Gouvernement, afin de se ménager un prétexte pour en mendier au dehors, en annonçant qu'aussitôt que ses Protecteurs auront réussi à le ramener à la règle, on peut être sûr que le Conseil d'Etat s'empressera de faire pour les Sœurs de la Charité tout ce qui sera convenable et juste.

Le 3^e, d'éviter, pour le surplus, toutes explications, toutes justifications qui compromettraient plus ou moins notre Gouvernement s'il essaie d'y entrer, et de renvoyer pour les détails le Ministre russe aux deux individus avec lesquels il a lui-même désiré s'aboucher sur cette affaire.

Le 4^e, de s'interdire à l'occasion de M. Vuarin toutes expressions qui indiqueraient du dépit, de l'humeur ou de la haine, et d'abandonner ce qui le concerne à MM. P[ictet] et D[']vernois], au plutôt au B[aron] de K[rudener], qui sait déjà tout ce que nous pourrions dire à ce sujet et qui en sera beaucoup mieux cru à Pétersbourg, s'il parle lui-même d'après ses propres observations faites sur les lieux, que s'il est appelé à transcrire les accusations que nous lui adresserions.

Je propose qu'on nomme une commission pour discuter à fond le moins mauvais parti à prendre dans cette fâcheuse affaire.

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 20 août 1823

Noble Pictet de Rochemont assiste à la séance.

Nobles Pictet et D'Ivernois soumettent au Conseil un projet de réponse à la lettre du Ministre de Russie relative aux Sœurs de la Charité.

Le but de cette réponse est de faire connaître l'esprit du Gouvernement et des Citoyens de notre Etat à l'égard des catholiques nécessiteux et d'annoncer que lorsqu'une demande directe nous serait adressée par le Curé de Genève en faveur des Sœurs nous ferions pour elles ce qui serait nécessaire.

Outre cette réponse officielle de Mr. le Premier au Ministre, Noble Pictet sera chargé d'écrire au Ministre pour le remercier des ménagements délicats qu'il a apportés dans cette mission et lui annoncer que si nous n'accédons pas immédiatement à la demande de son Souverain, c'est par un respect nécessaire pour les formes, mais que lorsque cette demande nous aura été faite dans la forme que commandent au Curé de Genève les égards dûs au Gouvernement qui le salarie, nous sommes prêts à faire tout ce qui sera véritablement nécessaire.

La lettre proposée est adoptée et renvoyée à ses rédacteurs pour y introduire quelques changements approuvés céans.

Noble Pictet est chargé d'écrire à Mr. de Krudener dans le sens sus-indiqué.

¹ A. G. *Registre secret*, p. 198.

P¹

*Le premier Syndic de Genève au Baron de Krudener,
chargé d'affaires de Russie.*

Du 23 août 1823.

Monsieur le Baron,

J'ai mis sous les yeux du Conseil d'Etat la lettre que V. E. m'a adressée le 13 de ce mois, relativement aux Sœurs de la Charité établies dans notre ville. Voici, Monsieur le Baron, la profession de nos sentiments sur l'intérêt que S. M. l'Empereur daigne prendre à cette affaire.

C'est principalement à la généreuse intervention de la Cour de Russie que Genève doit sa Restauration, avec toutes les circonstances qui peuvent assurer son existence politique, sa paix intérieure et sa prospérité. Rien donc ne saurait nous être plus agréable que les occasions de montrer la vive et profonde gratitude qui lie à jamais l'Etat de Genève envers votre auguste Souverain ; et il suffit qu'il ait jeté un regard de protection sur les Sœurs de la Charité qui exercent chez nous les saints devoirs de leur vocation, pour attirer sur elles un redoublement de bienveillance, pour qu'elles deviennent l'objet d'une sollicitude nouvelle sur les moyens d'étendre encore et d'assurer le bien qu'elles font.

V. E. est à portée de recueillir sur l'esprit de notre Gouvernement et de notre population les informations les plus précises. Ces informations lui apprendront qu'il

¹ A. G. *Corr. secr.*, 1814-1830, pp. 167-173.

n'y a rien à désirer sous les rapports de la concorde religieuse qui règne chez nous ; que nos administrés des deux Communions, les anciens et nouveaux Genevois, vivent en fraternité parfaite ; qu'il y a support mutuel, charité réciproque, même attachement à un Gouvernement qui tient la balance égale entre les deux Cultes.

Nous avons dépassé. V. E. le sait, les obligations que nous imposait envers les catholiques le protocole de Vienne. Nous avons considérablement augmenté les salaires de tous les Ministres de ce Culte ; cependant ces salaires, étant pris sur le produit des impôts, sont supporté en beaucoup plus forte proportion par les protestants qui sont plus nombreux dans l'Etat, tandis que les Ministres de notre Culte, salariés du produit d'une fondation de famille ¹, ne sont pour les catholiques l'occasion d'aucune charge.

Notre collège public, entretenu par cette même fondation des anciens Genevois, est ouvert gratuitement aux enfants catholiques. Ils participent aux bienfaits d'un département nommé *Chambre des tutelles*, qui protège les orphelins et les mineurs. Les catholiques des campagnes sont secourus en cas de maladie par une fondation de 3,000 francs de rente, qu'un protestant leur a destinée ², et qui a été augmentée par d'autres legs. Un *Bureau de bienfaisance*, presque uniquement soutenu par les dons des protestants, distribue annuellement aux étrangers dans nos murs et aux Genevois catholiques une somme considérable et ces derniers y ont une part plus forte que leur proportion numérique.

¹ La *Société économique*, fondée en 1798.

² La *Fondation pour les Communes réunies*, faite par Charles-Richard-Tronchin, en 1818.

Les fonds de notre *Hôpital général* appartiennent à la Commune de Genève, c'est-à-dire, à la famille protestante de notre ville. Ces biens sont une propriété particulière qui a été réservée comme elle devait l'être à notre Commune, ainsi que les biens des Communes catholiques leur ont été réservés lors de leur agrégation. Mais notre Hôpital est ouvert aux malades catholiques ; les soins des Sœurs de la charité les y accompagnent ; ils y trouvent les consolations de leur religion, et les frais de leur séjour dans l'hospice sont payés par les fondations ci-dessus.

Enfin, un des premiers soins du Gouvernement restauré en 1814 fut d'augmenter l'indemnité annuelle que le Gouvernement français payait aux Sœurs de la Charité dans les années précédentes.

En 1809, le Budget municipal français allo-	
loua pour le maître et la maîtresse d'école	
de la religion catholique	Fr. 1200.—
frais d'établissement	» 200.—
	Fr. 1400.—
En 1810, même allocation de	Fr. 1200.—
En 1811, aux Sœurs de la charité	Fr. 600.—
au Régent des garçons	» 600.—
	Fr. 1200.—
En 1812, aux Sœurs de la charité pour	
l'Ecole des filles	Fr. 900.—
au Régent des garçons	» 600.—
	Fr. 1500.—
En 1813, même allocation de	Fr. 1500.—
En 1814, aux Sœurs de la charité	Fr. 1200.—
au Régent des garçons	» 600.—
	Fr. 1800.—

La paye du Régent a été portée depuis sept ans à 800 francs, soit en tout 2000 francs, annuellement.

J'éprouve, Monsieur le Baron, une sorte d'embarras en vous énumérant ces détails de famille, mais puisque S. M. l'Empereur a consenti à jeter un regard bienveillant sur quelques dispositions de notre régime intérieur, ne devons-nous pas espérer de Sa justice qu'il ne dédaignera pas de donner quelques moments d'attention à des éclaircissements devenus indispensables ? Il n'y a rien de comparativement petit pour celui qui regarde les objets de si haut ; et peut-être sa bonté se plaira-t-elle à ce tableau d'union religieuse et d'émulation des deux cultes dans un pays dont l'existence politique est principalement son ouvrage.

V. E. paraît craindre qu'il n'y ait une sorte d'incertitude dans la situation des Sœurs de la charité chez nous, par la raison que l'indemnité qui leur est allouée figure annuellement sur nos budgets et que cela suppose qu'elle pourrait être supprimée. La même observation serait applicable à toutes nos dépenses publiques permanentes. C'est une conséquence inévitable de nos formes législatives ; et il suffira de vous faire remarquer, Monsieur le Baron, que le salaire du Ministre protestant de l'Eglise de Carouge est porté sur le budget, tout comme l'indemnité annuelle des Sœurs de la charité.

Mais la somme qui leur est allouée vous paraît trop faible relativement aux fonctions dont elles sont chargées et à leur nombre. Voici les observations que j'ai à soumettre à V. E. sur ce point.

M. Vuarin, déjà Curé de Genève sous le régime français, fit venir de Paris les premières Sœurs de la charité en 1810, au nombre de trois, pour leur confier l'instruc-

tion primaire des petites filles catholiques, pour soigner les malades de leur religion et pour distribuer des aumônes. Dans son zèle plein d'ardeur ce ministre du culte n'a rien négligé pour obtenir au dehors des secours de charité. Mais je laisse à décider à V. E. s'il n'a pas été induit en erreur pour l'activité même de son zèle. En effet, comment le Curé de Genève, ayant à traiter avec un Gouvernement dont tous les actes ont été bienveillants pour son Eglise, a-t-il méconnu l'esprit qui nous anime, jusqu'à s'interdire la moindre communication, soit confidentielle, soit officielle, relativement aux fonctions des Sœurs de la charité? Comment n'a-t-il jamais demandé une augmentation dans la somme annuelle qui leur était allouée? L'accroissement de cette indemnité n'a point été réclamée par lui; cette résolution nous fut inspirée, en 1814, époque de notre Restauration, par le même sentiment de paternité pour nos ressortissants catholiques qui nous porta à accroître le traitement des Ministres de ce culte, à ajouter de nouvelles cures aux anciennes et à réparer les presbytères et les églises.

Lorsque, le 20 décembre 1816, M. Vuarin s'adressa au Gouvernement pour obtenir au Régent catholique une augmentation de traitement, motivée sur le haut prix des denrées, elle fut accordée sans difficulté et on lui a conservé 800 francs depuis cette époque.

M. Vuarin a augmenté jusqu'à six le nombre des Sœurs, sans nous en donner aucune connaissance préalable, ni rendre ensuite à son Gouvernement aucun compte à cet égard. Or cette augmentation a eu lieu dans le temps où la population catholique diminuait, parce que beaucoup de Français ont quitté Genève à l'époque

de notre Restauration. Nous avons porté à l'Evêque diocésain ¹, lors de sa visite pastorale en 1820, des plaintes sur cette augmentation, non autorisée, du nombre des Sœurs, et en général sur le système d'indépendance et d'insubordination suivi par M. Vuarin. Cette démarche n'a amené aucun changement dans sa conduite. Nous avons fermé les yeux sur de telles irrégularités, espérant toujours que ces préventions s'affaibliraient ; que rendant justice enfin à des sentiments que tous les faits attestent et qu'il ne peut désavouer, il demanderait la coopération de nos Magistrats catholiques à la surveillance de l'instruction qui, dans-tous les pays, appartient de droit au Gouvernement qui la paye.

Il y a une observation importante à faire relativement à la distribution des aumônes dans la population catholique. Celle de notre nouveau territoire est composée de *Citoyens genevois*, égaux en droit aux Citoyens de la Ville ; mais les catholiques de Genève même sont presque tous une population étrangère et flottante, formée d'individus dont le séjour est toléré à raison de leur industrie. Le *Bureau de bienfaisance* distribue des secours aux indigents de cette classe ; les Sœurs de la charité y sont toujours bien venues à recommander les pauvres qu'elles protègent. Mais dans une ville de fabriques, comme la nôtre, où la population étrangère et mobile s'élève à peu près au tiers de ses habitants, nous serions en quelque sorte envahis par une population indigente, si nous ne prenions des précautions pour prévenir les doubles emplois ou la profusion des secours. Nous sommes donc fondés à vous faire remar-

¹ Mgr. Yenni de Lausanne.

quer, Monsieur le Baron, que des sommes que le zèle du Curé de Genève obtient dans l'étranger ne se trouve pas en accord avec le système de secours que notre situation particulière nous appelle à suivre.

Si l'amour de la paix, si le prix que nous mettons à ne point troubler l'union qui règne entre nos administrés des deux Cultes ne nous eussent portés à excuser et à tolérer la marche irrégulière qu'a suivie le Curé de Genève, nous lui aurions rappelé qu'il doit s'adresser à son Gouvernement pour tous les objets d'administration qui intéressent son troupeau, et que s'il estime avoir quelque sujet de plainte, il peut avoir recours à l'Evêque dont il dépend. Toute autre marche est un renversement de l'ordre et supposerait une influence étrangère dans l'Etat.

Il n'échappera pas à V. E. que le moindre soupçon d'une influence sollicitée, répandrait dans la masse de notre population un préjugé injuste et dangereux contre les respectables Sœurs de la charité elles-mêmes. Ces saintes Filles, iniquement occupées des devoirs qu'elles s'imposent, étrangères à tout ce qui n'appartient point à leur vocation et à leur tâche évangélique, sont entourées de l'admiration et des égards de notre peuple protestant; il nous importe qu'elles les conservent sans altération.

Je puis donner à V. E. l'assurance positive que le jour où M. Vuarin, qui est à la fois Citoyen de Genève et Ministre salarié du Culte catholique, écartant des préventions que rien ne justifie, demandera au Gouvernement de coopérer à son œuvre de charité et d'en augmenter les moyens pécuniaires, le vœu manifesté par Sa Majesté sera rempli, et par cette marche naturelle et légale la paix religieuse dont nous avons le bonheur de jouir ne sera point troublée.

Je ne terminerai point cette longue dépêche sans exprimer à V. E. combien nous nous estimons heureux qu'Elle soit l'organe des sentiments de S. M. l'Empereur ; car Elle nous les transmet avec les ménagements délicats qui sont dans les intentions de son auguste Maître et dont il a donné de si beaux exemples envers les Etats faibles, mais souverains.

Je prie V. E. d'agréer...

Le Premier Syndic.

FALQUET.

Q ¹

*Copie d'une lettre très confidentielle
de M. le Conseiller Pictet de Rochemont
à Mr. le Baron de Krudener,
chargé d'affaires de Russie.*

Genève, le 25 août 1823.

Monsieur le Baron,

Je me trouve naturellement appelé à vous entretenir des Sœurs de la charité sur lesquelles vous avez reçu une réponse de Mr. le Premier Syndic. Je suis, dis-je, naturellement appelé en écrire à Votre Excellence, parce qu'en novembre 1819, je reçus de Mr. le Comte de Capo d'Istria une recommandation à ce sujet de laquelle vous eutes connaissance, et parceque la réponse que je lui adressais, sans en occuper le Conseil d'Etat, passa par vos mains.

¹ A. G. Corr. secr., 1814-1830 pp. 164-167.

Je viens de prendre part à la délibération de ce corps, à l'occasion de lettre que Mr. le Premier Syndic a reçue de vous, Monsieur le Baron, en date du 13 de ce mois ; et je connais la réponse.

J'ai vu, je puis le dire, chez tous les Conseillers d'Etat le même sentiment et le même désir, celui de faire avant tout ce qui est agréable à l'Empereur. Notre reconnaissance envers lui est profonde et inaltérable ; mais ici la forme est très embarrassante.

Vous savez ce que c'est que les Gouvernements représentatifs, et combien les administrateurs responsables y sont gênés pour toutes les dépenses publiques. Le Conseil d'Etat ne peut prendre sur lui aucune dépense permanente qui ne soit portée au budget. Il faudrait donc demander au Conseil Représentatif celle dont il est question et de lui rendre compte de toute l'affaire. Mais V. E. va juger Elle-même de la difficulté.

Si, comme je pense, vous avez pris, Monsieur le Baron, des informations sur les faits, vous apprécierez l'extrême modération avec laquelle Mr. le Premier Syndic s'exprime sur le compte du Curé de Genève.

L'Abbé V [uarin] est un homme d'une capacité peu commune, d'une activité infatigable et d'un caractère ardent ; mais c'est un prête dont le zèle a une forte teinte de fanatisme, qui s'est fait un système d'insubordination, et qui, à la conduite qu'il tient, paraît se croire destiné à renverser dans la Rome protestante l'œuvre de Calvin. S'il cache encore la part directe qu'il prend à ce projet, il se gêne peu dans ses discours quant aux espérances qu'il nourrit.

Tous les procédés, tous les moyens de douceur et de persuasion employés par nos Magistrats ont été inutiles.

L'augmentation considérable de traitement que j'ai moi-même sollicité pour lui lors du Traité de Turin, et obtenu de notre Gouvernement; les efforts que j'ai fait pour attirer sa bienveillance sur les écoles de notre nouveau territoire catholique, et sur une méthode plus efficace d'enseignement que je cherchais à naturaliser, rien n'a eu la moindre prise sur lui. Nous avons eu le chagrin de le voir se maintenir hors de tout, affecter la défiance, dédaigner les égards, chercher dans l'étranger des protecteurs puissants et des secours pécuniaires, représenter enfin sous de fausses couleurs la conduite d'un Gouvernement qui, dans ses rapports avec ses administrés catholiques, ne mérite que des remerciements et des éloges.

A mesure que les intérêts religieux se sont mêlés en plus forte proportion à la politique de l'Europe, l'activité et les espérances de Mr. V [uarin] ont augmenté. Sa correspondance étendue, ses relations dans toutes les Cours, ses fréquents voyages, la conduite et les discours qu'il tient, peuvent à bon droit le faire soupçonner d'être le coopérateur de quelque vaste projet de *contre-réformation*, projet dont divers indices pointent depuis longtemps dans certains papiers publiés en France ¹, et commencent à se manifester en Suisse. Cette opinion se répand de plus en plus dans notre public; et loin de rien faire pour la combattre, Mr. V [uarin] parle et agit avec une confiance arrogante, comme si son but était de donner de la consistance à ces bruits.

Dans cette position des choses, dans cet état d'hosti-

¹ Le Drapeau blanc, la Gazette de France, le Mémorial Religieux et autres journaux ultra-royalistes inspirés par de Bonald.

lité ouverte qui ne permet plus même de communications amiables, quel serait le résultat d'une proposition à notre Conseil Souverain à l'effet d'augmenter le traitement des Sœurs de la charité, et de leur donner une existence qui fut, en quelque sorte, indépendante du Gouvernement ?

Comme, dans la réalité du fait, il n'y a lieu à aucune plainte quelconque, notre Conseil Représentatif ne verrait là qu'une intrigue de l'Abbé V [uarin], c'est-à-dire, d'un homme qui, en violation directe de son devoir de citoyen, est allé solliciter une intervention puissante pour forcer la main à son Gouvernement, quoiqu'il sût très bien qu'il aurait obtenu l'objet de sa demande sans difficulté, en suivant la marche régulière. On croirait voir chez lui une adresse perfide à cacher ses véritables projets, en se présentant au plus religieux des Souverains, comme l'avocat d'une cause toujours sacrée pour les âmes généreuses, celle de l'humanité souffrante.

Occuper le Conseil Souverain de cette affaire serait non seulement provoquer un résultat directement contraire à celui que nous désirons, mais compromettre la tranquillité de l'Etat, et faire naître des préjugés fâcheux contre les respectables Sœurs de la charité, que l'on pourrait croire de moitié dans ce qui serait qualifié d'intrigue coupable. Cependant le Conseil d'Etat ne peut pas prendre la chose sur lui sans se voir obligé de rendre compte ; et alors la difficulté renaîtrait.

Après cet exposé à la situation délicate et de plus en plus forcée où nous sommes, V. E. jugera peut-être, comme moi, que la circonstance qui se présente est heureuse pour ramener l'Abbé V [uarin] à la ligne de conduite dont il n'aurait jamais dû s'écarter, à la subor-

dination envers des magistrats tout bienveillants pour son Eglise, et dont il affecte de braver aujourd'hui l'autorité.

Le maintien de l'ordre, tel qu'il est établi est le vœu de l'Empereur. Lorsqu'il sera éclairé sur les faits, il n'est point douteux pour moi qu'il n'approuve la marche de notre Gouvernement, comme la seule qui puisse empêcher que nous ne voyons dans notre petite Genève *imperium in imperio*, c'est-à-dire un état de choses destructif de toute Société politique.

Je suis avec une haute considération,

Monsieur le Baron,

de Votre Excellence,

le très humble et très obéissant serviteur,

C. PICTET DE ROCHEMONT,
Conseiller d'Etat.

R¹

Le Baron de Krudener au Premier Syndic

Berne, le 4 septembre 1823

Monsieur le Premier Syndic,

J'ai reçu la lettre que Vous avez bien voulu m'écrire en date du 23 Août, contenant la réponse du Gouvernement de Genève aux communications confidentielles que j'ai eu l'honneur, Monsieur, de Vous adresser lors de mon séjour à Genève. M'étant empressé de transmettre au Ministère Impérial ce premier résultat des

¹ A. G. R. C. 1823. Pièces ann. C. D. 13.

démarches qui m'ont été prescrites. je me borne aujourd'hui. Monsieur le Premier Syndic, à Vous faire mes remerciements de la promptitude et de l'obligeance avec laquelle vous avez bien voulu me répondre.

Je saisis cette occasion.....

B. DE KRUDENER.

S¹

*Le Conseil d'Etat de Genève
au Directoire Fédéral*

Genève. le 8 septembre 1823

Très Honorés Seigneurs,
Fidèles et Chers Confédérés !

Vers la fin de l'année 1819, Monsieur le Comte de Capo d'Istria, alors Ministre de l'Empereur de Russie, transmit à Mr. le Conseiller Pictet de Rochemont copie d'un mémoire (lettre A²) qui, selon toute apparence, avait été adressé à S. M. par une personne considérable de l'Empire Russe dont le Curé de Genève avait réussi à captiver la bienveillance pendant le séjour qu'elle avait fait en cette Ville.

M. Pictet fit à cette communication une réponse (lettre B³), qu'il mit sous nos yeux et qui nous parût donner sur l'existence des Sœurs de la Charité chez nous — objet du mémoire dont il est question — des détails qui ne devaient rien laisser à désirer ; aussi le silence gardé

¹ Archives fédérales à Berne. *Korrespondenz der Kantone mit den Bundesbehörden*, t. 730, Genf, 1823-1824.

² Ci-dessus, pièce D.

³ Ci-dessus, pièce G.

dès lors nous conduisait-il à envisager cette affaire comme devant n'avoir aucune suite, lorsque à notre grande surprise Monsieur le Baron de Krudener s'étant rendu à Genève il y a trois semaines environ, annonça à Mr. le Premier Syndic par sa dépêche (lettre C¹) les désirs de son Maître à l'égard des siens. Cet office avait été précédé de quelques entretiens confidentiels dans lesquels, quelque gracieuses et pleines d'obligeance que fussent les formes du Chargé d'affaire Russe pour adoucir ce qu'il y avait de désagréable pour nous dans sa mission, nous vîmes clairement que l'intérêt de S. M. pour l'institution des Sœurs de la Charité était le résultat des efforts d'un homme — du Curé de Genève — qui paraissait avoir réussi à représenter notre Gouvernement comme se refusant à protéger les établissements catholiques, et peu disposé à remplir les stipulations du Congrès de Vienne en ce qui concerne la religion.

C'est sous ce rapport et sous celui d'une intervention étrangère dans notre régime intérieur, que la communication de Mr de Krudener nous parut avoir un caractère de gravité tel, que dans la réponse de Mr. le Premier Syndic (lettre D²), et dans les entretiens que quelques Magistrats ont eu avec ce Ministre, nous avons dû nous attacher — et nous avons lieu de croire l'avoir fait avec succès — à présenter les faits sous leur véritable point de vue et surtout à ne rien laisser ignorer de la conduite du Curé de Genève dans ses relations avec nous. Si dans sa lettre Mr. le Premier Syndic se renferme à ce dernier égard dans une modération dont le ton de sa lettre même ne lui permettait pas de s'écarter, nous pouvons dire

¹ Ci-dessus, pièce I.

² Ci-dessus, pièce P.

confidemment à V. S. que ce que Mr. de Krudener a appris d'ailleurs du caractère et des intentions de Mr. Vuarin, et ce qu'il a observé lui-même, est bien propre à le tenir en garde contre ses allégués, et à le disposer à nous défendre contre ce qu'il y a de mensonger et de perfide dans ses insinuations¹.

Nous nous serions abstenus d'occuper le temps de V. S. d'un objet qui nous concerne exclusivement, s'il n'avait pris une tournure diplomatique et ne se liait à des préventions sur l'injustice desquelles il nous importe de les éclaircir, ne jugeant pas convenable de les laisser étrangères à une démarche qui, par la forme qui lui a été donnée, a dû fixer notre sérieuse attention.

En vous renouvelant, Très Honorés Seigneurs, Fidèles et Chers Confédérés, les assurances de notre dévouement et de notre haute considération, nous vous recommandons avec nous à la protection divine.

Au nom des Syndics et Conseil d'Etat
de la République et Canton de Genève:
Le Premier Syndic, FALQUET.
Le Conseiller Secrétaire d'Etat, DE ROCHES.

T²

L'évêque Yenny au Premier Syndic de Genève

Fribourg, le 9^e avril 1824

Très honoré Seigneur Premier Syndic,

Mr. le Curé de Genève me donne communication de deux demandes qu'il adresse à votre Gouvernement,

¹ Allusion à la lettre de Pietet (pièce Q), dont le texte ne fut pas communiqué au Directoire fédéral.

² A. G. R. C. Pièces annexes, [1821-]1825, 1824, A E, ô.

l'une en faveur de l'établissement des Sœurs de la Charité dans votre ville, et l'autre pour obtenir un presbytère au curé, à teneur des traités. Ces deux objets étant, aux yeux de la religion, d'une bien grande importance, je ne puis me dispenser de les recommander, par votre organe, à Leurs Seigneuries du Conseil d'Etat, les priant instamment de bien vouloir les prendre en sérieuse considération, et donner à leurs ressortissants catholiques une nouvelle marque de leur sollicitude paternelle.

Je saisis cette occasion, très-honoré Seigneur, pour vous renouveler l'assurance de la haute et respectueuse considération, avec laquelle j'ai l'honneur d'être

de Votre Seigneurie

Le très humble et très-obéissant serviteur
PIERRE-TOBIE, év. de Lausanne et Genève.

U¹

Le Curé Vuarin au Conseil d'Etat.

Genève, le 10 avril 1824.

Très-honorés Seigneurs Syndics et Conseil
d'Etat de la République et Canton de Genève,

Plein de confiance dans les dispositions bienveillantes que Vos Seigneuries ont témoignées en faveur de la Paroisse Catholique de Genève, je prends la liberté, Très-honorés Seigneurs, d'appeler votre attention sur deux objets dignes de Votre zèle et de Votre sollicitude paternelle. Le premier intéresse l'établissement des Sœurs de

¹ A. G. *Ibid.* A. E., 5.

la Charité que j'ai formé à Genève en 1810, pour compléter le système de bienveillance qui distingue et honore cette Ville. Le second est relatif à un article du protocole du Congrès de Vienne, du 29 mars 1815, dont le but a été d'assurer un Presbytère au Curé de Genève. Les Hautes Puissances qui ont signé cette Charte européenne verront avec satisfaction. Vous n'en doutez pas, la pleine et entière exécution de cette sage et importante stipulation.

Les travaux et les contre-temps, inséparables d'une première organisation de diverses branches de l'administration, n'ont pas permis à Vos Seigneuries de faire, dès le début, aussi bien que possible pour la Paroisse Catholique du Chef-lieu du Canton. J'ose espérer qu'en ce moment où Vous avez la consolation, Très-honorés Seigneurs, de recueillir le fruit de Votre dévouement à la chose publique, il vous sera doux de faire jouir la Paroisse Catholique de tout le bien dont la pensée et la volonté sont dans Votre cœur.

Afin d'éclairer Vos Seigneuries sur les deux objets que je prends la liberté de recommander à leurs bons offices, j'ai l'honneur de mettre sous vos yeux. Très-honorés Seigneurs, les deux notes ci-jointes, dont l'une regarde l'institution des Sœurs de la charité et l'autre l'assignation définitive d'un presbytère. J'ai la confiance que Vos Seigneuries daigneront accueillir avec bonté ma supplique. Dans des demandes qui ne me sont point personnelles, Elles ne verront qu'un nouveau témoignage de la religieuse affection que je n'ai cessé de porter à la Ville de Genève et du désir constant que j'ai de concourir à seconder les vues paternelles du gouvernement, en travaillant à consolider deux établissements également chers à tous les amis de l'humanité et de la Religion.

Je suis avec respect, Très-honorés Seigneurs Syndics
et Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève.
de vos Seigneuries, le très humble et obéissant serviteur.

VUARIN,
Curé de Genève.

V¹

Le Curé Vuarin au Conseil d'Etat.

Par convention, signée le 18 octobre 1809² avec la maison Mère des Sœurs de la Charité de l'Institut de St-Vincent de Paul, établie à Paris, j'ai contracté l'engagement de payer à chaque sœur une pension annuelle de 450 francs par trimestre, pour leur nourriture et leur vestiaire, outre le logement qui restait à ma charge, ainsi que leur trousseau et autres dépenses de premier établissement. Leur domestique est aussi à mes frais. J'ai pourvu à tout cela sans former aucune demande auprès du Gouvernement.

Les Sœurs sont au nombre de six. Trois consacrent leurs soins à secourir les malades et les indigents sans distinction de communion ; les trois autres dirigent trois écoles gratuites, destinées à l'instruction des petites filles catholiques. Elles leur apprennent : 1^o la doctrine Chrétienne ; 2^o à lire, écrire et chiffrer ; 3^o tous les ouvrages de main qui conviennent à leur sexe et à leur condition.

Depuis l'année 1812, une somme de 1800 francs ayant été allouée par le Conseil Municipal de Genève, sur la demande de Mr. le baron Capelle, alors Préfet, pour les

¹ Pièce annexée à sa requête, du 10 avril 1824.

² Voir le texte de cette convention ci-dessus, pièce A.

écoles gratuites des garçons et des filles de la paroisse. les Sœurs, en qualité d'institutrices, ont dès lors perçu annuellement 1200 francs. J'ai dû, chaque année, ajouter le surplus pour compléter leur pension.

Depuis le mois de juillet 1810, époque de l'établissement des Sœurs, elles ont distribué aux nécessiteux de diverses classes, tant en argent qu'en comestibles, habillements, remèdes, pour mois de nourrice, pour mois de pension d'enfants qui étudient, pour secours à des pauvres honteux, à des passagers, viatiques et frais de voitures pour des enfants, infirmes, femmes, vieillards qui ont dû retourner à leur pays ; elles ont distribué jusqu'à ce moment une somme qui dépasse 48.000 francs, ainsi qu'il conste par le registre de la dépense de chaque mois.

Le dernier recensement général que j'ai fait de mes paroissiens en 1816 m'a donné un résultat de 3500 tant *intra* qu'*extra muros*.

Depuis 1814, ma paroisse ne peut m'offrir presque aucune ressource pour soutenir l'établissement des Sœurs et pour subvenir aux besoins des malheureux, parce que la plupart (*sic*) des familles ne vivent que du produit modique de leur industrie et que le surplus est dans un état de détresse plus ou moins pénible.

La réunion de vingt paroisses Catholiques au Canton de Genève a augmenté la population indigente de ma paroisse :

1^o parce que les habitants pauvres de ces communes sont attirés dans la ville par l'espoir d'y trouver les moyens d'existence que peut offrir une cité riche et commerçante.

2^o parce qu'ils ont le droit, en leur qualité de citoyens de Genève, de fixer leur domicile où bon leur semble.

Tout Genève est témoin du zèle, de la charité, de la modération et de la prudence que les Sœurs ont constamment mis dans l'exercice de leurs fonctions ; aussi jouissent-elles d'une estime générale et de la confiance la mieux méritée. Les Etrangers qui visitent notre cité applaudissent avec édification au bien physique et moral qu'elles font, et plusieurs d'entr'eux s'estiment heureux de s'associer, par leurs aumônes, au ministère de bienfaisance qu'elles remplissent d'une manière si touchante.

Genève. 10 avril 1824.

VUARIN,
Curé de Genève.

W¹

Etat des Sœurs de la Charité le 16 avril 1824.

L'établissement des Sœurs de la Charité à Genève a commencé le 10 juillet 1810 par trois sœurs, une quatrième sœur est arrivée pour le même établissement le 9 avril 1811 ; une cinquième sœur le 20 novembre 1812 ; la sixième le 10 mai 1817.

Noms des six Sœurs aujourd'hui à l'établissement :

La Sœur Anne Benoit, Supérieure	} arrivées le 10 juillet 1810.
La Sœur Julienne Chambret	
La Sœur Julie Leborgne, arrivée le 9 avril 1811.	
La Sœur Thérèse Lachaud, arrivée le 24 novembre 1821.	
La Sœur Marie Chaperon, arrivée le 9 décembre 1820.	
La Sœur Joséphine Beauvais, arrivée le 8 décembre 1821.	

¹ Note à la fin de la pièce V ; elle est signée et datée par le curé Vuarin.

Séance du Conseil d'Etat du 16 juin 1824.

Le Conseil arrête qu'il n'y a pas lieu d'accorder au Curé de Genève l'assignation d'un presbytère.

Noble Schmidmeyer rappelle l'échange de lettres avec le baron de Krudener, et en particulier la promesse d'augmenter le traitement des Sœurs de la Charité, si le Curé de Genève en fait officiellement la demande].

Noble Schmidmeyer propose au Conseil un projet d'arrêté à prendre sur cette demande qui est adoptée comme suit:

Le Conseil d'Etat,

Lecture faite de la lettre de Mr le Curé de Genève en date du 12 avril dernier par laquelle il sollicite une augmentation à la somme de 1200 francs de France que reçoivent annuellement les Sœurs de la Charité établies à Genève ;

Où il le rapport d'une commission spéciale duquel il résulte

1^o Que par convention passée entre Mr le Curé de Genève et la maison-mère de la Charité, et avec le consentement de l'autorité civile supérieure, il fut établi en 1810 trois sœurs de la Charité dont une devait diriger une école pour les filles et les autres donner leurs soins aux malades indigents ; que postérieurement à cette date, successivement le nombre de deux sœurs a été porté jusqu'à six ;

¹ A. G. R. C. 1824 (1) pp. 528-532. ' .

2° Que le secours accordé aux Sœurs de la Charité par la Ville de Genève fut

en 1811 de 600 francs de France

en 1812 de 900 » » »

en 1813 de 900 » » »

que depuis la restauration de la République ce secours a été porté 1200 francs ;

3° Que depuis 1814 le nombre des sœurs a été porté à six, sans que l'autorité civile en ait été prévenue et sans qu'on lui ait demandé son assentiment ;

4° Que le nombre de six sœurs paraît supérieur aux besoins, les sœurs n'étant chargées du service d'aucun hospice, et l'extension qu'à prise le Bureau de bienfaisance, ainsi que la création d'une nouvelle fondation en faveur de ceux qui n'ont pas droit aux anciennes fondations genevoises devant nécessairement alléger les soins que les sœurs de la Charité donnent aux malades indigents ;

5° Que la maison des Sœurs de la Charité comme les autres maisons religieuses ne peuvent être établies qu'avec l'autorisation du gouvernement et sont soumises à son inspection et à sa surveillance ; que l'entretien de ces maisons n'est pas à la charge du trésor public, mais provient de fondations particulières, qu'ainsi dans le cas dont [il] s'agit c'est un particulier qui a demandé les sœurs de la Charité et s'est engagé à fournir à leur entretien ce que le Conseil municipal de Genève, sous le régime antérieur à la restauration, s'est borné à leur accorder des secours volontaires ;

6° Que les soins que les sœurs de la Charité donnent à l'instruction des jeunes filles et aux malades indigents justifient la convenance d'augmenter les secours que leur accorde le Gouvernement ;

Arrête :

1^o Il est accordé provisoirement aux sœurs de la Charité établies à Genève, pour l'année 1824, en sus de 1200 francs qu'elles reçoivent, un secours de 800 fr. à prendre sur les dépenses imprévues ;

2^o Cette augmentation de 800 francs sera pour les années suivantes proposée dans le budget ;

3^o Le Conseil d'État statuera en définitive sur toute question ou proposition relative au nombre des sœurs de la Charité dans Genève et exercera sur leur établissement les droits de surveillance et d'inspection qui appartiennent à l'autorité civile à l'époque où cet établissement a commencé ;

4^o Le présent arrêté sera communiqué au Reverendissime Evêque Diocésain, à Mr le Curé de Genève et aux sœurs de la Charité.

Y¹

Séance du Conseil du 2 juillet 1824.

Le Conseil vu son arrêté du 16 juin 1824, charge la Chambre des comptes de payer aux sœurs de la Charité l'augmentation de traitement qui leur a été allouée pour l'année courante.

Z²

Séance du Conseil du 9 juillet 1824.

Noble Odier rapporte que les sœurs de la Charité sont venues lui rendre visite le 7 juillet, en sa qualité de Pré-

¹ A. G. R. C. 1824 (2) p. 1.

² *Ibid.* pp. 18-19.

sident du Conseil d'Etat, pour lui exprimer leur satisfaction et leur vive reconnaissance de l'augmentation de traitement qu'elles ont reçus (*sic*), en se recommandant à la bienveillance du Conseil qu'elles chercheront à mériter autant que possible.

APPENDICE¹

Notes sur Vuarin.

Il est en état d'hostilité avec le Gouvernement, en opposition avec son Evêque.

Dans sa correspondance avec le Gouvernement il dénature les faits et oublie trop souvent les égards et le respect dûs à l'autorité.

En chaire, il excite les passions, il met aux prises les deux Communions, il tend constamment à troubler la paix religieuse.

Il s'occupe peu des devoirs de sa place ; il voyage souvent la moitié de l'année et va chercher au dehors les protecteurs et les amis qu'il ne saurait trouver au dedans.

Il se plaint de n'être pas assez payé et son traitement de fr. 5000 est supérieur à celui des Curés les mieux payés.

Il répète qu'on laisse dégrader son Eglise et il est de fait qu'elle est entretenue avec soin et que même on y

¹ A. G. Corr. secr., 1814-1830. Pièce annexe (unique).

fait des réparations et additions importantes et coûteuses.

Mais il se livre surtout à des plaintes générales et répand au dedans et surtout au dehors que la Religion catholique est perdue, que le protestantisme va triompher, que les mariages mixtes se multiplient, que le Gouvernement a arrêté à cet égard un plan qu'il suit avec persévérance.

Ces imputations sont sans fondement.

Le Gouvernement respecte la Religion catholique et tient tous les engagements qu'il a pris à cet égard ; le culte se célèbre avec une entière liberté ; les fondations sont respectées ; les mandements et les réglemens épiscopaux sont exécutés sans obstacles ; un incident qui s'était élevé dans les communes cédées par le Roi de Sardaigne au sujet du mariage, le Gouvernement l'a terminé à la satisfaction de l'Eglise ; les rapports avec l'Evêque sont marqués au coin de la bienveillance, des égards réciproques et du désir de marcher d'accord : l'Evêque en témoigne souvent sa satisfaction.

Les Curés sont payés régulièrement sans qu'il en coûte rien aux communes.

Depuis la réunion des paroisses catholiques au Canton de Genève, les Eglises et les Presbytères qui étaient dégradés ont été réparés à grands frais ; le Gouvernement a accordé pour cette dépense des secours abondants aux communes.

Les jeunes gens qui se vouent à la prêtrise reçoivent des secours du Gouvernement. En égard à la population le Canton de Genève fournit plus de séminaristes que celui de Fribourg.

Le Gouvernement ne favorise point les changements de religion ; les mariages mixtes diminuent ; on a établi

des écoles dans toutes les communes; les maîtres doivent être agréés par l'Evêque; la Religion catholique y est enseignée avec soin; la surveillance et la direction de cette portion de l'enseignement appartient exclusivement au Curé de la paroisse.

Il est également connu que le C[ur]é de G[enève] est en opposition avec son Evêque, il secoue le joug de l'obéissance et élude les ordres qu'il reçoit; il veut être indépendant et y parvient trop souvent; il n'a avec son Evêque que les rapports indispensables, et ne lui témoigne ni confiance, ni affection. Il va plus loin et critique tous les actes de l'administration Episcopale; il cherche à déconsidérer son Evêque, à le priver de l'influence morale qui fait plus que le pouvoir; il censure amèrement la réunion des paroisses catholiques du Canton de Genève à un Diocèse suisse; il voudrait persuader qu'elle a de graves inconvénients; on dirait qu'il se flatte de faire revenir sur cette mesure. et d'amener un autre ordre de choses.

Cependant l'Evêque de Lausanne est connu pour un Prélat d'une haute Piété, renommé pour la pureté de sa doctrine et pour le zèle et la vigilance avec lesquels [il] a [su] maintenir la discipline ecclésiastique.

La conduite du C[ur]é de G[enève] n'est point l'effet de la passion du moment; il s'est fait un plan d'hostilité et d'opposition qu'il suit avec persévérance, tout en usant d'adresse pour ne pas se compromettre ni légalement, ni canoniquement.

Un tel Ecclésiastique n'est pas à sa place en Suisse, où les Gouvernements tempérés et qui n'usent jamais de l'arbitraire, respectent les cultes établis et où les Minis-

tres des cultes témoignent aux Gouvernements de la confiance et des égards soutenus.

Les intrigues et la conduite du Curé de Genève nuisent plus à la religion catholique qu'ils (*sic*) ne la servent, et la population catholique de Genève voit avec peine un Curé qui, loin de s'occuper de ses devoirs, ne cherche qu'à faire du bruit, à se rendre redoutable, à donner de justes sujets d'inquiétude au Gouvernement et à l'Evêque et à établir un contraste frappant avec les rapports pleins d'harmonie et d'égards que le Gouvernement soutient avec l'Evêque.

D'Ivernois sur l'affaire César Malan, 1823

Malgré les protestations qu'avait provoquées à Genève l'article de D'Alembert dans l'*Encyclopédie* au sujet de cette ville, dès cette époque et pendant toute la fin du 18^{me} siècle, la religion des Genevois était beaucoup plus près des doctrines de Socin que celles de la réforme calvinienne.

Cet état de choses n'avait guère changé pendant l'occupation française, et la Restauration fut faite par des citoyens fortement attachés à leur Eglise nationale, mais peu enclins à attribuer beaucoup d'importance aux discussions théologiques et à l'orthodoxie des doctrines professées. Le corps pastoral, en sa grande majorité, était également plus rationaliste et moralisateur que mystique et sanctifiant.

Mais l'époque, si propice à tous les retours vers le passé, le fut aussi pour la vie religieuse à Genève. Le protagoniste de ce rétablissement du calvinisme le plus rigide, à l'endroit où celui-ci avait pris naissance, le promoteur du « Réveil » genevois, fut Henri-Abraham-César Malan (1787-1864), « ministre » et régent au Collège¹.

¹ Les sources principales sur Malan sont :

H. DE GOLTZ, *Genève religieuse au XIX^{me} siècle*.
Genève 1862.

C. MALAN fils. *La vie et les travaux de César Malan*.
Genève 1869.

[E. GUERS]. *Le premier Réveil à Genève*. Genève 1871.

ED. BARDE. *César Malan* dans HERZOG-HAUCK, *Realencyklopädie*. 3. Aufl., Bd. XII, p. 98-102.

HENRI HEYER. *L'Eglise de Genève, 1535-1909*.
Genève 1909, chap. VII.

Alors que le Consistoire faisait son possible pour calmer les polémiques théologiques qui, vers 1816, menaçaient la paix religieuse au sein de l'Eglise nationale genevoise, César Malan rouvrit le débat en prêchant sur le salut par la grâce seule et sur l'impossibilité de ne rien mériter de la part de Dieu au moyen des bonnes œuvres.

Le Consistoire interdit alors à Malan de répéter de pareils discours dans les temples et il adopta, le 3 mai 1817, un règlement par lequel les pasteurs s'engageaient à s'abstenir de parler en chaire des points si controversés de la nature de la Trinité, du péché originel, de la grâce efficiante et de la prédestination.

Ce règlement, destiné à éviter un schisme, le provoqua au contraire. Plusieurs ministres refusèrent de signer le règlement du 3 mai 1817, et Malan, après l'avoir signé, retira sa signature. Alors il fut privé du droit de prêcher dans les temples de l'Eglise nationale (août 1818) et lorsque, de sa propre autorité, il substitua dans sa classe du Collège l'enseignement de la Bible à celle du Catéchisme de la Compagnie, le Conseil d'Etat le destitua de sa fonction de régent.

Malan se croyait donc complètement libre vis-à-vis de l'Etat et de l'Eglise officielle. Il fonda une chapelle privée, dite « Eglise du Témoignage », et il ouvrit une école du dimanche.

Mais la Compagnie ne reconnut pas ce droit que Malan s'était arrogé ; et pour l'en punir, elle le déclara suspendu de ses fonctions ecclésiastiques et elle proposa au Conseil d'Etat de rendre un décret dans ce sens (avril 1823).

Nous passons sur les sommations adressées par le Consistoire à Malan et sur les pourparlers entre le Consistoire et le Conseil d'Etat : elles traînèrent plusieurs mois et donnèrent lieu, au sein de cette dernière assemblée, à des discussions très approfondies, mais malheureusement perdues.

Les papiers de D'Ivernois en conservent une trace : le brouillon d'un discours que ce Conseiller d'Etat prononça alors devant ses collègues¹. Nous le publions ci-dessous :

¹ Bibliothèque de Genève, FONDS D'IVERNOIS. *Affaires politiques genevoises*, carton IV. — C'est un brouillon de

En quoi un pareil arrêté ¹, s'il devenait public, déconsidérerait-il le Consistoire ? — En rien.

Mais celui qui [le] confirmerait, déconsidérerait l'administration gravement et de plusieurs manières.

1^o Tout se saura et l'on apprendra que nous avons jugé sur une procédure que nous reconnaissons unanimement pour *très irrégulière* :

2^o On saura que ceux d'entre nous qui ont confirmé cette sentence en ont unanimement reconnu l'inconvenance et la précipitation, et qu'ils ne l'ont sanctionnée que pour ne pas déconsidérer le Clergé ;

3^o On saura que nous l'avons infirmée à la majorité de deux suffrages et que cette majorité n'est devenue minorité que parce qu'on n'a point pu compter les voix de tous les conseillers, juges de droit, évidemment les plus capables de prononcer dans cette question, qui ont été unanimes à reconnaître que les formes ont été violées² ;

4^o On saura que le Conseil d'Etat, en se constituant souverainement dans cette affaire Cour suprême, Tribunal d'appel, n'a écouté que l'une des parties ; que tout en reconnaissant que la procédure était irrégulière, il a eu la condescendance de ne point en exiger une nouvelle, et que sur cette seule pièce informe il a pris sur lui de dégrader un citoyen dans son caractère et de le priver de son état, sans avoir seulement daigné l'entendre ;

12 pages. Il y a, de plus, 3 pages de notes qui sont, selon toute apparence, quelques-uns des points avancés au sein du Conseil au sujet de cette affaire et auxquels D'Ivernois répondit dans son discours.

¹ De suspendre Malan de ses fonctions ecclésiastiques.

² La fin de cette phrase est remplie de surcharges ; nous ne sommes pas certain d'avoir bien lu.

5° On saura que le jurisconsulte le plus éclairé de ce corps¹ y a lu un travail pour établir l'incompétence du Conseil d'Etat à intervenir dans cette affaire ; que la plupart de ses collègues ont opposé à sa fin de non recevoir moins des moyens de droit que des considérations politiques tirées de la haute convenance de se réserver une arme défensive propre à arrêter au besoin les écarts dans lesquels l'esprit de corps pourrait jeter notre clergé. Enfin l'on saura de même que le premier usage que nous aurons fait de cette arme défensive, aura été de sanctionner une résolution qui, au fond, nous a paru précipitée, hautement alarmante dans ses conséquences, et irrégulière par les interrogatoires incomplets qui l'ont précédée et fondée ;

6° On saura que le Consistoire nous a, de notre propre aveu, forcé la main en nous proposant une mesure de cette importance sans daigner nous pressentir. Ils auront donc eu raison ceux de ses membres qui avaient conjecturé que s'ils nous pressentaient, nous réussirions à l'arrêter ou à la suspendre, mais que tout en la blâmant nous ne nous sentirions point la force de la repousser, s'ils ne nous en informaient que lorsqu'elle serait définitivement prise.

Notre adhésion, j'en conviens, tendrait à la considération du Consistoire — mais ce ne serait qu'en déconsidérant le Conseil d'Etat. Or il s'agit ici de sacrifier un individu et de grandes convenances politiques pour sauver la considération de l'un des deux Corps.

Tout Genevois impartial, qu'il appartienne à l'un ou à l'autre, reconnaîtra qu'il est encore plus important pour

¹ Probablement Pierre Boin, 1755-1825, président civil de la Cour suprême.

la chose publique de conserver intacte la considération du Gouvernement que celle du Clergé. Ne fussent-elles que d'un poids égal dans la balance, la justice ainsi que les grands intérêts de l'Etat exigent que si l'une des deux considérations doit éprouver quelque brèche, ce soit celle du Corps qui a commencé cette affaire et l'a conduite avec une précipitation, fondée en grande partie sur ce qu'en dernière analyse il se déchargeait sur nous de toute la responsabilité.

Ces considérations sont déjà bien graves. En voici qui le sont bien davantage encore, sous le double rapport de notre politique intérieure et des intérêts de la religion :

Politique intérieure.

La plupart des Genevois marquants par leurs lumières, et qui regardent M. Malan comme un fanatique dangereux, prendront peu ou point d'intérêt à sa destitution personnelle, mais ils en mettront un très grand aux mesures antijudiciaires embrassées pour l'effectuer. Ils jetteront, non sans raison, un cri d'alarme en apprenant qu'à l'abri de nos ordonnances ecclésiastiques le Conseil d'Etat s'est ressaisi du pouvoir judiciaire et que le premier usage qu'il en a fait a été de dégrader un citoyen dans son caractère et de le priver dans son état, sans l'avoir entendu.

Très honorés Seigneurs ; ce qui console et doit consoler surabondamment les Genevois de la perte de leurs droits démocratiques, c'est la séparation tranchée des pouvoirs et les formes tutélaires admises pour sauvegarder les accusés.

Pensez-vous que le Conseil d'Etat pourra, sans de vives, longues et justes réclamations, se faire un bouclier des ordonnances ecclésiastiques pour intervenir judiciairement dans le procès d'un citoyen et pour le priver de ses moyens d'existence, sans même avoir entendu ce citoyen, sans avoir eu contre lui d'autre pièce d'accusation qu'un interrogatoire où il a bien jeté les éléments de son apologie, mais sans que ses premiers juges, ni ses juges d'appel l'aient appelé à les développer ?

Une foule de voix s'élèveront dans le Conseil Souverain¹ pour demander ce que sont ces anciennes ordonnances ecclésiastiques, mentionnées l'on ne sait trop ni comment, ni pourquoi dans notre nouvelle Constitution², mention à l'aide de laquelle on prétend modifier, attaquer, renverser l'article fondamental de cette Constitution, l'article à jamais précieux qui a, je ne dis pas *dépouillée* — expression que j'ai entendue ici avec regret — mais *débarassé, délivré* le Conseil d'Etat de toute participation quelconque au pouvoir judiciaire.

D'autres demanderont comment ces mêmes ordonnances ecclésiastiques qui avaient chargé le Conseil d'Etat, alors tribunal, de faire servir son pouvoir judiciaire à empêcher tout retour aux doctrines catholiques — car c'était là leur véritable objet — comment, dis-je, ce même Conseil d'Etat pourrait se trouver encore le gardien des doctrines protestantes, et juge de ceux qui s'en écartent, aujourd'hui qu'une Constitution toute nouvelle y a introduit des catholiques. La nouvelle com-

¹ c. a. d. le Conseil représentatif.

² « La compétence du Consistoire sera la même qu'elle était ci-devant par l'ordonnance ecclésiastique, ... » (Constitution de 1814, titre XI, article 2, alinéa 2).

position de cet ancien tribunal signalera à tous les yeux son incompétence, et ce serait bien le cas de dire

Quis custodes custodet ipsos?

Très honorés Seigneurs ; toutes tentatives du Conseil d'Etat pour se ressaisir de la branche du pouvoir judiciaire dont l'avait sagement investi nos ordonnances ecclésiastiques, ne sauraient amener que de justes réclamations du Conseil Souverain, pour que nous ayons à renoncer à une attribution évidemment inconstitutionnelle et jusqu'à ce jour inaperçue. Je mets un prix infini à ce que le Conseil d'Etat ne s'expose pas à s'en voir presque immédiatement dépouillé pour s'en être considérablement ressaisi dans une affaire où il sera tout à la fois blâmé sur le fond et attaqué sur les formes.

L'intime conviction avec laquelle l'un de nos savants collègues a travaillé à nous démontrer que nous sortons de notre compétence est telle que s'il était procureur général il se ferait sans doute un devoir d'en faire l'objet d'une *représentation pour grief*. Qui nous garantira que M. le Procureur général Céard ¹ n'en agira pas de même ? ou que s'il s'en abstient, les hommes de loi qui serviront M. Malan n'embrasseront pas cette arme pour le défendre ? — La sentence qu'on vous propose de confirmer se rattache par tant de points à notre nouvelle Constitution et attaquera si évidemment son principe vital qu'il est permis d'en craindre les mêmes effets qu'eût pour nos prédécesseurs leur arrêté contre Rousseau. Nous serait-il donc permis de nous plonger dans une entreprise si

¹ Robert-Louis-Astolphe Céard.

aventureuse par le motif délicat de ne point compromettre un corps qui nous a évidemment compromis, surtout si je prouve ci-après que nous le compromettrions bien d'avantage, lui et le culte dont il est dépositaire en adhérant à ses vœux qu'en nous y refusant ?

V. S. voient déjà que, tandis que l'un de nos collègues fonde l'incompétence du Conseil d'Etat sur la lettre de nos ordonnances ecclésiastiques et sur je ne sais quel règlement qui s'y réfère, je la fonde sinon sur la lettre, du moins sur l'esprit de notre nouvelle Constitution et sur les principes qui animent et dirigent les citoyens éclairés dont l'opinion gouverne notre république.

On m'a demandé deux choses :

1^o si mon projet d'arrêté admet ou non la compétence du Conseil d'Etat ; et

2^o si je l'admettrai ou non, lorsqu'un peu plus tôt ou un peu plus tard le Vénérable Consistoire viendra nous apprendre que toutes les admonestations que nous lui avons recommandées ont eut lieu et ont été sans fruit, époque où nous arriverons sans avoir fait autre chose que de reculer la difficulté ?

A la 1^{re} question je réponds que le projet d'arrêté n'admet ni ne décline la compétence du Conseil d'Etat : au lieu de la sentence qu'on attend de nous, il donne une opinion qu'on ne nous demande pas, mais qui est tout à fait dans notre ressort, puisqu'elle tend à adoucir les irritations et à reculer indéfiniment l'époque où, si l'on revient à nous, il faudra couler à fond la question de compétence.

Sur cette 2^e question, je réponds qu'à l'époque où elle reviendrait, je suis bien trompé si elle n'est pas déjà tellement décidée dans l'opinion publique que le Vénérable

Consistoire n'osera plus retourner à la charge. L'embaras où il se trouvera alors de s'appuyer sur notre concours sera peut-être à ses yeux un motif de plus pour traîner en longueur cette malheureuse controverse et la faire oublier.

Conséquences pour la religion nationale.

Que M. le Ministre Malan soit un hypocrite ambitieux ou, ce qui est beaucoup plus vraisemblable, un homme exalté, on n'est que trop autorisé à craindre qu'il n'exalte bien des têtes et ne multiplie de plus en plus ses sectaires¹, s'il est persécuté de manière à pouvoir se citer en exemple qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et qu'un vrai chrétien doit sacrifier relations sociales, affections de famille, fortune, état, rang, caractère, en un mot : tout, pour glorifier Dieu comme l'exigent les Saintes Ecritures.

Animé d'un tout autre zèle que ses collègues pour ses fonctions et d'un bien plus grand talent de persuasion, ce Ministre de l'Eglise de Genève ne demande pas mieux que d'en être violemment séparé. — Pourquoi ? — Parce

¹ Voici de quelle manière PETIT-SENN caractérisa, quelques années plus tard, les pasteurs et les adhérents du Réveil :

« De chétifs orateurs, dans leur orgueil déçus,
Grâce à d'obscurs talents prêchaient inaperçus.
Pour qu'on les distinguât cherchant une manière
Ils ont du méthodisme arboré la bannière.
Des pêcheurs effrayés, de crédules esprits
Au langage mystique aisément furent pris » etc.

(*La Miliciade Genevoise*, Genève 1829, p. 69).

Cette opinion de Petit-Senn était alors celle de la grande majorité de la population.

que les liens qui l'y attachent et les engagements qu'il a contractés en s'y associant lui imposent de pénibles ménagements. Il n'attend évidemment qu'une excommunication pour l'excommunier à son tour et tonner contre des collègues qu'il accusera d'avoir abandonné les doctrines de Calvin.

La défense sera-t-elle aussi facile que l'accusation, et le Gouvernement pourra-t-il s'en tenir au rôle de spectateur indifférent dans cette lice pour laquelle il aura lui-même ouvert la barrière aux combattants ? Certes il ne faut pas beaucoup de prévoyance pour entrevoir que le premier coup d'autorité qu'on lui demande aujourd'hui, lui en imposerait nécessairement beaucoup d'autres dans la suite, et qu'il sera encore moins libre dans ses mesures futures que dans celle-ci.

Entre les trois principaux griefs articulés contre M. Malan il en est un bien grave et bien fondé, puisqu'il ne tend à rien moins qu'à désorganiser l'éducation religieuse et à l'enlever aux Ecclésiastiques les plus dignes d'en être chargés ; c'est celui qui est relatif aux catéchumènes. Mais sommes-nous bien fondés à croire qu'il résisterait sur ce point aux exhortations de MM. les Syndics ou à l'ordre qu'ils lui signifieraient de se soumettre aux règlements du Corps auquel il s'est associé, règlements qu'il connaissait lorsqu'il prêta le serment de Ministre.

Le 2^e grief, celui d'avoir pris induement le titre de Pasteur est un tort qu'il serait vraisemblablement disposé à réparer d'après la manière dont il l'a excusé, et tout autorise à croire que si M. le Premier emploie avec lui ses moyens de persuasion, il en obtiendra la promesse de ne plus s'approprier ce titre.

Quant au 3^e grief, celui relatif aux catholiques, V. S. ont entendu que d'autres Pasteurs très orthodoxes l'avaient devancé dans l'opinion que la conversion sincère d'un Catholique au protestantisme est suffisante pour qu'il puisse approcher de la table du Seigneur et y être admis. Mais ceux des adversaires de M. Malan qui lui font un crime de ne pas exiger préalablement une abjuration publique, entendent-ils par là qu'elle doivent accompagner et signaler toute conversion ? Réfléchissent-ils bien que si dans un Canton mixte on admet l'abjuration publique des ressortissants de l'un des deux cultes, il faudrait également autoriser l'abjuration publique de l'autre culte. Or, à quelle terrible épreuve ne mettrait-on pas la tranquillité de Genève si notre Curé catholique¹ se croyait justifié et autorisé à annoncer dans l'Eglise de Saint-Germain², l'abjuration publique d'un Protestant ?

L'énoncé d'un pareil grief parmi ceux qu'on articule contre M. Malan est un motif de plus pour déterminer le Conseil d'Etat à faire tout ce qui est en lui pour étouffer cette affligeante contreverse, mais surtout pour ne pas se laisser entraîner à y prendre parti.

Voilà déjà deux mois qu'elle nous occupe, et plus nous nous y enfonçons, plus nous découvrons de périls à y prendre part et les convenances à nous en abstenir. Les opinions du Conseil d'Etat sur ce point sont très également divisées, avec cette grande différence néanmoins que tous ceux d'entre nous qui refusent de participer à la sentence proposée la regardent comme éminemment

¹ L'abbé Vuarin.

² L'église où alors se célébrait le culte catholique.

dangereuse, tandis qu'aucun de ceux qui se prêteraient à la confirmer ne s'en dissimule les dangers, car ils n'y adhèrent que parce qu'ils se croient dans l'inévitable obligation d'embrasser l'un ou l'autre des deux arrêtés proposés.

Mais n'y aurait-il pas un troisième parti, sujet à moins d'inconvénients, celui de prendre du temps en chargeant M. le Premier d'informer en toute vérité M. le Modérateur que depuis deux mois que le d'Etat s'occupe sans relâche de cette malheureuse affaire, dont il a fait l'objet de nombreuses et sérieuses délibérations, il est de plus en plus effrayé des conséquences que pourra entraîner l'usage qu'on veut faire de son intervention, et, que ses opinions sont encore trop divisées pour qu'il entrevoie la possibilité d'arriver promptement à une résolution propre à remplir l'objet qu'on en attend ; qu'il ne l'ajourne néanmoins que pour s'en occuper de nouveau, qu'il ne cessera d'y donner l'attention qu'elle exige et que mérite à tant de titres le Corps respectable qui demande son intervention.

Il est bien possible que cet ajournement causera de l'irritation à quelques individus ; mais il est beaucoup plus vraisemblable qu'il donnera de la force et de l'influence à ceux qui se sont laissé aller au torrent et que les esprits finiront par se calmer. S'ils persistent et que le Consistoire revienne à la charge, nous serons toujours à temps d'adopter l'un des deux partis proposés. Or quelque soit alors celui qui prévaille, nous pourrons du moins obtenir la justice d'y avoir mis une sage lenteur.

Je préférerais cet ajournement pur et simple au projet d'arrêté que j'ai lu à Vos Seigneuries et je me range à tout autre parti qu'à celui de confirmer la sentence.

. . .

Les recommandations de D'Ivernois n'eurent pas de succès. Dans ses séances du 6 et du 8 août 1823¹, le Conseil d'Etat confirma l'arrêté du Consistoire du 29 avril 1823, suspendant de ses fonctions le ministre Malan.

En même temps on chargea « M. le Premier d'annoncer à M. le Modérateur que le Conseil d'Etat s'attend que le Vénérable Consistoire ne publiera aucun écrit sur cette affaire, s'il n'y est provoqué par une publication semblable ».

On sait qu'à la suite de ce jugement, César Malan rompit avec l'Eglise nationale et que les luttes entre celle-ci et l'Eglise dite libre remplirent pendant des années les annales de l'histoire religieuse genevoise², pour ne prendre fin définitivement qu'en 1909 par la séparation de l'Eglise et de l'Etat.



¹ A. G. R. C. 1823 (2) pp. 100 et 103-4.

² Il serait curieux de connaître la part qu'eut à ces luttes la loge maçonnique l'*Union des Cœurs*, loge à laquelle appartenait César Malan et au sein de laquelle il recrutait plusieurs de ses plus ardents adhérents.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
PRÉFACE	291
I. <i>Un projet d'impôt facultatif en faveur du culte protestant et de l'enseignement</i> (1814)	293
II. <i>A propos de la question des catholiques genevois au Congrès de Vienne</i> (1815)	303
III. <i>Une tentative du Conseil d'Etat de Genève d'éloigner le curé Vuarin</i> (1820).	313
A. Séance du Conseil d'Etat de Genève le 22 novembre 1820	313
B. D'Ivernois au Cardinal Consalvi	314
C. D'Ivernois à Hamilton	318
D. Mgr Yenni au Conseil d'Etat de Genève .	321
IV. <i>L'affaire des Sœurs de la Charité</i> (1819-1824) . .	323
A. Conditions convenues entre le Curé de Genève et la Communauté des Sœurs de la Charité (18. X. 1809).	324
B. Krudener à Pictet-de Rochemont (30. XI. 19)	327
C. Capodistria à Pictet-de Rochemont (18. X. 19)	328
D. Mémoire anonyme sur les Sœurs de la Charité de Genève (s. d.)	329
E. Séance du Conseil d'Etat (3. XII. 19) . .	332
F. Séance du Conseil d'Etat (15. XII. 19). .	332
G. Pictet-de Rochemont à Capodistria (16. XII. 19)	333
H. Séance du Conseil d'Etat (11. VIII. 23) .	345

	PAGES
<i>I.</i> Krudener au Premier Syndic (13. VIII. 23)	347
<i>J.</i> Le Premier Syndic à Krudener (13. VIII. 23).	349
<i>K.</i> Notes de D'Ivernois sur une conversation avec Krudener (13. VIII. 23)	349
<i>L.</i> Séance du Conseil d'Etat (16. VIII. 23) . .	351
<i>M.</i> Séance du Conseil d'Etat (16. VIII. 23) . .	351
<i>N.</i> Brouillon d'un discours de D'Ivernois (s. d.)	352
<i>O.</i> Séance du Conseil d'Etat (20. VIII. 23) . .	355
<i>P.</i> Le Premier Syndic à Krudener (23. VIII. 23)	356
<i>Q.</i> Pictet-de Rochemont à Krudener (25. VIII. 23).	363
<i>R.</i> Krudener au Premier Syndic (4. IX. 23) . .	367
<i>S.</i> Le Conseil d'Etat au Directoire fédéral (8. IX. 23)	368
<i>T.</i> Mgr Yenni au Premier Syndic (9. IV. 24). .	370
<i>U.</i> Vuarin au Conseil d'Etat (10. IV. 24) . .	371
<i>V.</i> Vuarin au Conseil d'Etat (10. IV. 24) . .	373
<i>W.</i> Etat des Sœurs de la Charité (16. IV. 24). .	375
<i>X.</i> Séance du Conseil d'Etat (16. VI. 24) . .	376
<i>Y.</i> Séance du Conseil d'Etat (2. VIII. 24). .	378
<i>Z.</i> Séance du Conseil d'Etat (9. VIII. 24). .	378
Appendice. Notes sur Vuarin	379
<i>V.</i> <i>D'Ivernois sur l'affaire César Malan</i> (1823) . .	383

Les moyens qu'offrent les richesses naturelles de la Suisse pour s'affranchir de la tutelle économique étrangère

par
HENRI BESSON

Conférence faite à la Section d'Industrie
et d'Agriculture de l'Institut national genevois
le 6 février 1918

SOMMAIRE : 1° Nos forces naturelles. — 2° Nos richesses minérales. —
3° Notre industrie agricole. — 4° Transports. — 5° Questions écono-
miques, morales, sociales.

1. — Nos forces naturelles

Plus un pays est déshérité par la nature, et plus ses habitants deviennent ingénieux pour tirer parti des maigres trésors qui sont mis à leur disposition. Il suffit de consulter la géographie économique de notre planète pour se persuader que les hommes de valeur ne sont pas les nègres ou les habitants de la Malaisie pour qui la Nature a été prodigue en mettant à leur disposition un sol et un climat qui permettent de recueillir sans peine les productions naturelles.

Une loi universelle veut que plus la résistance est grande, plus la force de pénétration et de lutte s'accroît. C'est ainsi que les peuples du Nord de l'Europe, en particulier les Scandinaves nous présentent des types de la plus haute culture morale et scientifique précisément parce que leurs pays, ensevelis pendant six mois sous la neige, sont d'une exploitation extraordinairement difficile.

Le même tableau nous est donné par les deux Amériques. Dans l'Amérique latine, où les productions du sol viennent sans peine, l'instruction et le développement social sont à peu près nuls, et les nations qui y vivent nous donnent le triste spectacle de révolutions continues, empêchant tout développement. Les industries qui prospèrent dans ces contrées sont entièrement entre les mains des étrangers.

Quelle différence avec l'Amérique du Nord et la haute culture des Yankees et des Canadiens.

Nous ne devons donc pas nous plaindre, nous Suisses, de ce que notre pays a été parcimonieusement doté au point de vue des richesses naturelles. Depuis longtemps déjà, l'industrie de nos compatriotes a suppléé à ce manque de ressources et nous pouvons dire que grâce à leur travail, le bien-être général est plus développé en Suisse que partout ailleurs.

C'est précisément cette habileté que nous avons acquise dans les arts mécaniques qui nous permettra de tirer parti de notre part de richesses, sans avoir à demander le secours de l'étranger, et c'est sur ce point que je veux tout particulièrement insister ce soir.

En premier lieu vient l'utilisation de nos forces hydrauliques, que la Nature nous oblige à aller chercher jusque

dans nos glaciers, au prix de travaux d'aménagement considérables, demandant une précision d'autant plus grande que nous devons rigoureusement économiser ces forces en cherchant toujours à réaliser le rendement maximum, car le calcul démontre que, malgré leur abondance apparente, elles représentent pour nous une somme d'énergie disponible inférieure par unité de surface ou de population à l'énergie disponible dans les pays voisins, soit sous forme de chûtes d'eau, soit sous forme de charbon.

Nous ne devons donc pas critiquer outre mesure la prudence avec laquelle nos exploitants ont entrepris les travaux d'aménagement considérables qui permettent la mise en valeur de ces chûtes ; ils ont dû attendre d'une part que l'état de l'industrie générale leur offrît des débouchés suffisants, et d'autre part que l'état de la technique moderne leur permît de tirer un parti économique de nos forces.

En dehors de l'utilisation directe de la force motrice hydraulique à la propulsion d'engins mécaniques tels que les moulins, la première grande application de cette source d'énergie qui se présente à l'esprit est l'électrification de nos chemins de fer.

Un esprit superficiel pourrait se demander pourquoi nous n'y avons pas pensé plus tôt, et comment il se fait que dans notre pays privé de gisements de charbon importants, il y ait encore des locomotives à vapeur.

Or la mise au point de la traction électrique sur lignes à voie normale a demandé déjà un apprentissage considérable. On sait que les premières applications de ce mode de traction ont été faites aux tramways, constituant des lignes courtes, et, par conséquent, sous tension

relativement peu importante et présentant des frais d'installation modestes, permettant un amortissement rapide.

Lorsqu'il s'est agi de passer du tramway au chemin de fer proprement dit, le premier problème qui s'est posé a été celui de la forme de courant et de la tension à adopter. Tant qu'il s'est agi de lignes courtes on a pu adopter le courant continu permettant l'emploi de moteurs analogues à ceux qui avaient déjà fait leurs preuves dans l'industrie pour la commande de transmissions ou d'outils quelconques, mais lorsqu'il a fallu passer aux transports à grande distance exigés par la longueur des lignes de chemins de fer, on a dû, sous peine d'impossibilité d'amortissement d'un réseau de conducteurs ruineux, songer à l'emploi des hautes tensions et du courant alternatif. Il a fallu pour cela attendre que la technique ait mis au point les moteurs spéciaux à installer sur les locomotives, et c'est ainsi que fut réalisé enfin, avec un plein succès, le chemin de fer du Lötschberg, dû à la courageuse initiative de nos confédérés bernois.

Puis d'autres lignes suisses importantes, telles que les chemins de fer rhétiques ont victorieusement démontré que, malgré les difficultés présentées par la configuration de notre sol, la traction électrique des chemins de fer pouvait parfaitement être réalisée en Suisse.

Enfin, les chemins de fer fédéraux qui avaient déjà électrifié le Simplon ont suivi le mouvement et, tandis que l'électrification du Gothard est déjà en cours d'exécution, cette Administration vient de décider l'électrification de deux autres lignes, celle de Berne à Scherzli-gen, et celle de Brigue à Sion. Les deux grandes percées des Alpes vont donc être munies de la traction élec-

trique, et l'on pourra, dans un avenir assez proche, circuler commodément et rapidement grâce à ce mode de locomotion, de Berne à Domodossola et Sion et de Lucerne à Chiasso.

De même que l'électrification totale des chemins de fer suisses permettra un jour d'économiser le quart du charbon que nous consommons annuellement, soit 800,000 tonnes sur un peu plus de 3 millions, cette électrification absorbera aussi près du quart de nos forces hydrauliques, soit 464,000 chevaux prévus, sur environ 2 millions pratiquement disponibles.

Pour le Gothard seul (Erstfeld-Bellinzone) la puissance moyenne nécessaire sera de 26,000 chevaux, avec des maxima de 60,000.

Les dépenses de premier établissement sont devisées à 35 millions de francs, non compris les 26 à 30 locomotives nécessaires qui coûtent 16 millions. L'ensemble de la dépense s'élèvera donc à 51 millions de francs.

En dehors des difficultés techniques, pratiquement résolues à l'heure actuelle, l'opération rencontre des difficultés d'ordre économique. La malencontreuse convention du Gothard qui nous a placés sous la dépendance de l'Allemagne prévoit, en effet, que nous devons appeler l'industrie allemande à concourir pour la fourniture du matériel nécessaire au Gothard, et pour échapper à cette clause, il faudrait que l'électrification de cette ligne puisse être réalisée avant la fin de la guerre, qui met les ateliers allemands dans l'impossibilité de concourir, mais ce sera bien difficile. Quant à l'électrification totale de notre réseau national, la dépense qui aurait été de 500 millions de francs à peu près avant la guerre, arriverait maintenant aux environs du milliard, grâce à la dépréciation

de l'unité monétaire qui ne vaut plus maintenant que la moitié de ce qu'elle valait avant. Il faut, en effet, tout payer deux fois plus cher, le matériel électro-mécanique comme le reste.

Une deuxième et fort importante application de nos forces hydro-électriques est l'industrie chimique, de création toute récente. Cette industrie qui s'est manifestée chez nous par l'installation de grandes usines fabriquant le carbure de calcium, l'aluminium, le ferro-silicium, les engrais synthétiques tels que la cyanamide calcique et les nitrates, puis l'acier électrique et d'autres produits, est appelée au plus grand avenir.

L'électro-chimie et sa branche l'électro-métallurgie n'apparaissent comme le corollaire indispensable de l'électrification des chemins de fer et des autres applications de l'énergie électrique, telles que l'éclairage et la transmission de la force motrice aux ateliers mécaniques, car ces industries chimiques peuvent utiliser l'énergie de façon intermittente, à des heures de la journée où les autres applications ne consomment rien.

Il faut se souvenir en effet que les usines hydro-électriques n'ont pas la souplesse des usines commandées par moteurs thermiques. Lorsque, dans une usine thermique, à vapeur, par exemple, la consommation baisse, on arrête un ou plusieurs des groupes générateurs et la consommation de combustible s'arrête aussi dans une proportion analogue. Le charbon que l'on ne consomme pas à ce moment reste en réserve pour plus tard. Avec l'eau comme force motrice il n'en est pas ainsi; celle que l'on n'utilise pas continue à couler et l'énergie qu'elle représente est perdue. Il a été remédié à cet inconvénient par la création de bassins d'accumulation qui permet-

tent de retenir l'eau pendant les périodes de consommation nulle ou ralentie ; mais ces bassins conduisent à des frais de construction énormes, hors de proportion la plupart du temps avec l'efficacité du résultat obtenu. En outre leur établissement n'est pas toujours possible, et d'autre part, même lorsqu'ils existent, il n'est presque jamais possible de les utiliser intégralement.

Ainsi le lac Léman constitue un immense bassin d'accumulation dont l'importance pourrait faire croire à une régulation facile de l'énergie qui en sort par le Rhône et actionne les installations hydrauliques et hydro-électriques de la Ville de Genève. Or il n'en est rien et, malgré toute la science de nos ingénieurs, il est impossible d'accumuler pour les heures chargées de la journée la totalité de la puissance qui se dépense en pure perte le reste du temps.

Pour les applications à l'éclairage, à la transmission de force industrielle et à la traction des chemins de fer, on est obligé en conséquence de créer des usines hydro-électriques génératrices correspondant au débit en énergie électrique à l'heure la plus chargée de la journée ce qui représente en général quatre fois au moins le débit minimum. Le reste du temps l'énergie en excès serait le plus souvent perdue si l'industrie électro-chimique ne donnait pas précisément la possibilité d'utiliser cet excès.

En outre, la puissance des chûtes d'eau, qui dépend de la fonte des neiges, de la chute plus ou moins abondante de neige ou de pluie suivant les saisons, est loin d'être constante et varie du simple au triple en moyenne, d'un bout de l'année à l'autre. C'est pour parer surtout à cette particularité que l'on tente partout où faire se peut, la création de bassins d'accumulation. C'est encore là que

se manifeste l'utilité des usines électro-chimiques dont la production peut en général être ralentie à certaines époques de l'année tandis qu'elles peuvent constituer des stocks de produits finis pendant les saisons propices.

En résumé, nous avons intérêt, en Suisse, pour économiser le charbon pour lequel nous sommes tributaires de l'étranger, à supprimer toutes les machines à vapeur soit fixes soit locomotives et à les remplacer partout par la transmission électrique de l'énergie de nos chûtes d'eau. Pour que la chose soit possible, et pour que nous puissions amortir les énormes dépenses consécutives à l'aménagement de nos chûtes, nous devons développer le plus possible chez nous l'établissement de l'industrie électro-chimique. Nous devons enfin éviter l'exportation de notre énergie qui se pratique déjà sur une trop grande échelle, car cette exportation se fait sans profit pour nous. Au lieu d'envoyer de l'énergie à des usines placées en-dehors de notre territoire, nous devrions, au contraire, inviter ces usines à venir s'installer chez nous. En faisant fructifier leurs capitaux sur notre sol, ces établissements donneraient du travail à nos ouvriers et nous permettraient de conserver ainsi dans notre circulation intérieure une quantité de numéraire qui n'est pas à dédaigner.

Pour résumer, je dirai que les forces disponibles en Suisse se chiffrent comme suit d'après les données du Service général des eaux, qui a publié à ce sujet un travail très consciencieux, très long et très intéressant qu'il est malheureusement difficile de se procurer à l'heure actuelle car son édition est épuisée.

Forces utilisées au 1^{er} janvier 1914 :

Puissance minimum.	306,531 chevaux	
» moyenne	487,218	»
» maximum installée.	848,017	»

*Forces utilisables restant disponibles
à partir du 1^{er} janvier 1914*

Puissance correspondant au débit		
ordinaire minimum	877,784 chevaux	
Puissance pour le débit de 9 mois	1,373,652	»
» » » 6 mois	2,173,238	»

J'estime qu'il convient de diminuer de 15 % environ la puissance disponible par bassins d'accumulation indiquée ci-dessus, pour prévoir le cas où l'établissement de ces bassins deviendrait impossible, et pour trouver comme reste un chiffre rond, je propose de déduire 373,238 chevaux.

Il restera donc disponibles 1,800,000 chevaux à partager entre les chemins de fer, l'électro-chimie et les autres usages tels que tramways, force motrice, éclairage, etc.

Les chemins de fer absorberont à eux seuls 464,000 chevaux, et il restera 1,336,000 chevaux à partager entre l'électro-chimie et les autres usages. Si l'on voulait utiliser l'énergie électrique à la fabrication d'engrais tels que le nitrate de chaux, de façon que nous puissions nous passer complètement d'engrais d'importation, et en supposant que nous utilisions nos engrais naturels aussi mal que nous faisons maintenant, il faudrait utiliser près de 700,000 chevaux pour permettre la culture intensive de tous nos terrains disponibles.

A la fin de l'année dernière, les concessions accordées par nos autorités pour l'exportation s'élevaient à 124,000 chevaux ; l'électro-chimie absorbait 177,350 chevaux utilisés exclusivement sur notre sol. Quant au reste, c'est-à-dire la partie utilisée par l'éclairage, les tramways et la force motrice ainsi que pour les chemins de fer déjà électrifiés, il est impossible d'en donner une évaluation exacte, car la puissance installée correspond à peu près au double de la puissance moyenne, les importants travaux d'aménagement des bassins d'accumulation faisant encore défaut.

Pour citer un chiffre, et cela sous toutes réserves, on peut admettre que cette puissance est voisine de 200,000 chevaux moyens.

2. — Nos richesses minérales

L'examen complet de l'utilisation rationnelle de nos forces naturelles nous conduirait trop loin, et pour abréger cette conférence qui menace de devenir trop longue, je passerai à l'examen du parti que nous pouvons tirer de nos richesses minérales et de nos combustibles nationaux.

La crise du combustible qui atteint à l'heure actuelle une acuité redoutable a fait naître des problèmes qui ne s'étaient jamais posés avant la guerre. On s'est demandé notamment s'il ne conviendrait pas de consacrer au chauffage une partie de l'énergie électrique produite par nos chûtes d'eau.

La réponse a été négative et je dois expliquer pourquoi, car on se représente en général mal dans le public la différence qui existe entre la transformation de la chaleur en électricité et celle de l'électricité en chaleur.

Comme on sait qu'avec un kilog. de charbon on peut produire à peu près un cheval de force, on est trop tenté de croire qu'avec un cheval de force on pourrait produire l'équivalent en chaleur d'un kilog. de charbon. Or nous sommes loin de compte, car un kilog. de charbon est très mal utilisé lorsqu'on transforme l'énergie qu'il contient en énergie mécanique ou électrique, tandis qu'il l'est très bien lorsqu'on la transforme en chaleur. La proportion est généralement du simple au décuple.

A part les petites applications telles que le chauffage des fers à repasser, des bouilloires à eau ou à lait, des chauffe-plats et analogues, il est inutile d'essayer de faire du chauffage à l'électricité pour plusieurs raisons, dont la première est l'impossibilité où se trouveraient les stations centrales électriques existantes de satisfaire aux demandes de courant nécessaire, puisqu'il faut, pour chauffer un local, trente fois plus d'énergie que pour l'éclairer. On a fait quelque part l'évaluation de la force nécessaire pour remplacer les cuisines et on est arrivé à des chiffres fantastiques.

On a donc dû chercher, pour parer à la pénurie toujours croissante de charbon, à utiliser nos propres ressources, et à cet effet, on a commencé à s'occuper de l'anthracite de nos Alpes, dont l'existence est connue depuis plus de cent ans, mais dont la mauvaise qualité avait justifié le délaissement, en regard des combustibles de valeur qui nous arrivaient de l'étranger.

On s'est donc mis à l'œuvre au prix des plus graves difficultés et, à côté de qualités presque inutilisables, on est arrivé à trouver dans certaines régions, notamment à Dorénaz près de Martigny des anthracites acceptables. Leur qualité est loin de valoir celle des charbons d'im-

portation, mais on a pu tout de même en tirer parti. Puis on a continué les recherches et on a trouvé du lignite dans le canton de Fribourg, à Semsales, un autre filon d'anthracite près de Kandersteg, sur la ligne du Lœtschberg, en enfin du lignite en différents endroits. On a aussi repris les recherches jadis abandonnées dans le Jura bernois, et il semble qu'en ce point on se trouve en présence d'un prolongement du bassin français de Ronchamp.

La tourbe, dont l'exploitation avait également été abandonnée a pu venir contribuer aussi, dans une mesure modeste il est vrai, à l'alimentation de nos foyers domestiques ; puis on a eu recours au bois.

Ces recherches, qui paraissaient futiles au commencement de la guerre, ont vu leur intérêt s'accroître avec la durée de cette dernière, au cours de laquelle le prix du charbon d'importation a plus que triplé.

L'intérêt de ces exploitations ne paraît toutefois pas devoir se continuer après la guerre, car tous nos combustibles nationaux sont de qualité nettement inférieure au charbon d'importation. L'anthracite du Valais notamment a un pouvoir calorique qui atteint à peine la moitié de celui des bons charbons, et ne peut même pas brûler seul, car, en plus de son énorme teneur en cendres, il est presque complètement dépourvu de matières volatiles et se rapproche davantage du graphite que du charbon.

Il se peut toutefois que certaines exploitations survivent à la guerre, notamment celles de Dorénaz et de Semsales, puis peut-être celles du Jura bernois.

Quant à la tourbe et au bois, il n'y a rien à en faire ; la tourbe coûte trop cher comme extraction, malaxage et dessiccation pour pouvoir lutter contre le charbon. Le bois ne doit être coupé qu'avec la plus grande réserve,

car on sait trop les ravages que produit le déboisement. Nous n'avons déjà pas assez de bois pour les usages industriels, notamment la fabrication du papier.

Il convient de rappeler ici que la tourbe et le bois ont pu cependant nous sauver d'un grand péril au cours de la guerre, en permettant le maintien en activité de nos usines à gaz. La tourbe, notamment, est bien mieux utilisée dans une cornue à gaz que dans un foyer domestique, car sa distillation permet la récupération de l'ammoniaque qu'elle contient et dont chacun connaît la valeur comme engrais.

Nos ressources minières comprennent encore le pétrole et les huiles de schiste, déjà exploités dans le canton de Neuchâtel, et dont on affirme l'existence de gisements sur le territoire de Genève. Il est impossible de dire à l'heure actuelle si nous pourrions jamais en tirer un parti vraiment efficace.

Pour terminer ce sujet il convient de parler du fer du Jura qui autrefois occupait une certaine place. Les exploitations ont dû en être arrêtées, par suite de leur pauvreté, mais l'industrie sidérurgique revêt maintenant dans notre pays une autre forme, grâce à la découverte du haut-fourneau électrique qui permet une réutilisation pratique des déchets de fer produits en abondance par nos ateliers mécaniques. Autrefois ces déchets étaient soit perdus soit exportés à vil prix ; aujourd'hui grâce à la haute température produite par le four électrique, il devient possible de les fondre sans grands frais.

On assure que notre pays contient des gisements de métaux rares. Si nous en croyons la *Gazette de Lausanne* du 23 décembre 1917, une nouvelle industrie ne tardera sans doute pas à se créer dans nos cantons. Il s'agit

de la fonderie électrique de l'acier. Nos gisements d'an-thracite et de molybdène fourniraient la matière première en suffisance, et l'on utiliserait comme force motrice l'eau de nos chutes.

Le molybdène, très rare en Europe, existe en grande quantité dans le Baltschiederthal, près de Viège, où les sondages ont donné d'excellents résultats.

Il est donc très probable que le Valais possèdera avant longtemps une importante usine de plus, dans le genre de celle de Bex, et qui aura pour principal avantage de trouver dans le pays même toutes les matières premières nécessaires.

Pour résumer ce chapitre qui traite de nos richesses minérales, je dirai qu'il n'y a pas grand chose à en attendre. Nous serons toujours tributaires de l'étranger en ce qui concerne les métaux ; quant aux combustibles, nous devons partout où c'est possible, c'est-à-dire partout où ils servent à la production de l'énergie mécanique ou électrique, les remplacer par nos forces hydrauliques, la plupart du temps converties en électricité. Pour le chauffage proprement dit, nos combustibles nationaux ne pourront jamais lutter contre le charbon d'importation.

Au sujet des charbons d'importation, on sait qu'en 1913, notre consommation a atteint près de 3 millions 400.000 tonnes, représentant une valeur de près de cent sept millions de francs (prix d'achat).

En 1915, nous avons reçu 3 millions 300.000 tonnes valant déjà 125 millions de francs, au prix d'achat moyen de 37 fr. 80 la tonne.

Récemment le prix d'achat sur carreau dans la Saar était de 90 francs la tonne, soit presque le triple qu'en 1915. La quantité de charbon qui nous était promise par la conven-

tion germano-suisse en vigueur depuis le 1^{er} août 1917 et valable jusqu'au 30 avril 1918 était de 200.000 tonnes par mois, soit 2,400.000 tonnes par année, ce qui est déjà de 30 % inférieur à nos besoins.

Or jamais l'Allemagne n'a pu arriver à nous livrer ce contingent de 200,000 tonnes par mois. Pendant le mois de janvier dernier, elle ne nous en a fourni que 169,994 tonnes, auxquelles il faut ajouter 715 tonnes venant d'Autriche.

En revanche la France qui ne nous doit rien nous en a envoyé 7,034 tonnes, alors que ses mines actuellement exploitées ne représentent pas la dixième partie des mines allemandes et sont loin se suffire à ses propres besoins.

Avant de quitter nos ressources minières, je dois dire un mot cependant de nos carrières qui fournissent une chaux et un ciment appréciés, pouvant devenir des articles d'exportation importante. Il ne faut pas oublier toutefois que la cuisson de ces matières demande du charbon pour lequel nous sommes tributaires de l'étranger, la qualité de nos charbons suisses étant insuffisante. On a pu toutefois obtenir des résultats satisfaisants en mélangeant par moitié nos charbons suisses avec les charbons d'importation.

3. — Notre industrie agricole.

J'arrive maintenant aux ressources que nous pouvons tirer de notre agriculture dont je ne vous ferai pas l'historique, cette question étant en général connue de tous. Je veux seulement attirer votre attention sur deux points; la main-d'œuvre et l'industrialisation de l'économie agricole.

La main-d'œuvre agricole qui traverse actuellement une crise des plus graves, est une des questions les moins facilement solubles, et nos ouvriers nationaux désertent de plus en plus la terre. Quant aux ouvriers étrangers il ne saurait en être question en ce moment et nul ne peut dire dans quelle proportion ils nous reviendront après la guerre.

On a dit que l'un des moyens d'attacher à la terre l'ouvrier agricole était de lui construire un logement salubre et de lui assurer un travail convenablement rémunéré en toutes saisons. J'ai soutenu moi-même cette thèse, et me suis attiré, de la part d'agriculteurs de mérite connaissant la question autrement mieux que moi, des critiques faisant valoir l'impossibilité où ils se trouvaient, vu le faible rendement de la terre, de faire bénéficier leur personnel d'avantages analogues à ceux dont jouissent les ouvriers industriels.

Pour qu'il soit possible au paysan de faire des sacrifices en faveur de son personnel, il faudrait que la terre rapportât davantage, et ce fait me conduit tout naturellement à vous parler de l'industrialisation de l'économie agricole, applicable seulement en partie dans notre pays où le morcellement de la terre et la configuration de notre sol ne permettent qu'exceptionnellement la motoculture.

En dehors de la motoculture, c'est-à-dire de l'emploi de machines agricoles actionnées sur le terrain même par un moteur mécanique, nous assistons à un développement intéressant de l'emploi des moteurs électriques pour la commande des différentes machines installées à poste fixe dans les bâtiments agricoles. L'emploi de ces machines fait gagner un temps précieux et écono-

mise beaucoup de main-d'œuvre. Je ne m'étendrai pas non plus sur ce sujet qui est bien connu.

Une autre application de nos forces hydro-électriques à l'agriculture est la production des engrais synthétiques, dont j'ai eu l'occasion de parler déjà dans un article de la *Gazette de Lausanne*. Les principaux de ces engrais sont la cyanamide calcique, le sulfate d'ammoniaque et les nitrates, en particulier de nitrate de chaux. Ce dernier corps est le seul qui puisse être produit exclusivement à l'aide de matières que nous trouvons dans notre pays. Sa production est obtenue en combinant l'acide nitrique fabriqué par combustion directe de l'azote atmosphérique dans l'arc électrique, avec de la chaux. Il y a lieu de remarquer ici que le procédé d'obtention de l'acide nitrique est susceptible de grands perfectionnements, car son rendement actuel est infime. Il est probable qu'un jour viendra où l'on substituera à l'emploi de l'arc électrique la combinaison en vase clos sous forte pression et haute température. S'il en est ainsi ou pourrait produire le nitrate de chaux à un prix infime et sans dépense considérable d'énergie électrique. C'est cette dépense qui limite jusqu'à maintenant l'emploi de ce précieux produit.

On sait que le rôle principal des engrais est de restituer à la terre l'azote que lui enlèvent les plantes qui, à l'exception des légumineuses, sont incapables de fixer l'azote atmosphérique. Cet azote existe dans les engrais naturels, tel que le fumier de ferme, mais on sait qu'il ne peut pas en être directement retiré par les plantes. Le fumier doit subir dans le sol une décomposition sous l'influence du ferment nitrique, microbe qui existe dans le terrain et qui a pour effet d'oxyder l'azote du fumier

en produisant de l'acide nitrique qui attaque les substances basiques de la terre, en particulier la chaux. Si tout l'azote contenu dans le fumier de ferme était ainsi récupéré, il y aurait à peine besoin d'engrais chimiques, puisque le fumier contient tout l'azote retiré des plantes et qui a passé partiellement par la circulation animale ou humaine (à part la partie renfermée dans les produits exportés). Or, il est loin d'en être ainsi dans la pratique car une grande partie de l'azote, probablement 70 à 80 %, est perdue sous forme de vapeurs ammoniacales ou par écoulement dans les ruisseaux et le sol pendant le long stationnement des fumiers en dépôt. N'étant pas agriculteur je ne crois pas pouvoir me permettre de donner des conseils à des praticiens plus autorisés que moi. cependant j'émetts l'idée que l'on aurait intérêt à mélanger de la chaux ou du plâtre au fumier dans les fermes de façon à fixer immédiatement une bonne partie de l'azote, soit sous forme de nitrate de chaux, soit sous forme de sulfate d'ammoniaque. Un excellent moyen de fixation déjà connu est le mélange au fumier de sulfate de fer qui fixe l'azote sous forme de sulfate d'ammoniaque.

En dehors de l'azote, les engrais doivent encore fournir au sol du phosphore et de la potasse. Le phosphore se retrouve dans les os des animaux et la potasse, dans les cendres des végétaux. Comme une quantité de ces substances est forcément perdue, nous sommes obligés d'avoir recours dans une certaine mesure à des engrais artificiels d'importation étrangère.

On aurait le plus grand intérêt à recueillir avec soin les cendres de bois, comme on le faisait autrefois, pour faire la lessive. La partie principale de ces cendres est de la potasse, produit de grande valeur aujourd'hui. On ne

devrait pas jeter au ruisseau les eaux de lessive, mais au contraire les mélanger au purin pour l'épandage dans les champs.

Il est regrettable de constater qu'il n'existe pas en Suisse de fabriques de phosphore et que nous soyons dépendants de l'étranger pour ce produit qu'il est relativement facile de retirer des os. Le procédé consiste à attaquer les os dégelatinisés par un acide qui s'empare de la chaux et met en liberté l'acide phosphorique. La solution d'acide phosphorique est mélangée à du charbon en poudre et le tout est distillé dans une cornue. Le charbon s'oxyde, forme de l'acide carbonique qui s'échappe par une cheminée, tandis que le phosphore libre vient se condenser dans l'eau à l'avant de la cornue.

Pour la fabrication des allumettes amorphes, on sait que l'on emploie du phosphore rouge, peu vénéneux et plus difficilement inflammable que le phosphore blanc. La transformation du phosphore blanc en phosphore rouge est très facile, il suffit de le chauffer dans un autoclave.

On a beaucoup exagéré les effets toxiques du phosphore sur les ouvriers appelés à le manipuler. Notamment les accidents étaient plus fréquents dans les fabriques d'allumettes que dans les fabriques de phosphore. Cet inconvénient n'existe plus pour les fabriques d'allumettes où l'on ne manipule plus de phosphore blanc, mais du phosphore rouge ou du sesquisulfure de phosphore.

Dans les fabriques il suffit de s'entourer de soins de propreté et de ne pas accepter les ouvriers albuminuriques ou ayant une dentition défectueuse. Les ouvrières qui vont être mères doivent s'astreindre à des soins

encore plus minutieux et notamment prendre des bains fréquents.

On voit qu'avec quelques précautions sanitaires il serait facile d'introduire cette industrie dans notre pays, où la matière première, c'est-à-dire les os des animaux, ne manque pas.

Industrie électro-chimique. — Je dois encore attirer l'attention sur un procédé de fixation de l'azote atmosphérique qui a donné d'excellents résultats en Allemagne et qui exige bien moins d'énergie que la combustion de l'azote dans l'arc électrique dont on connaît le faible rendement.

C'est le procédé Haber qui consiste à combiner l'azote et l'hydrogène en vase clos, sous forte pression et haute température en présence de catalyseurs constitués par des sels de fer et de nickel.

Le produit obtenu est de l'ammoniaque que l'on peut traiter par l'acide nitrique pour le transformer en nitrate d'ammoniaque, engrais de la plus haute valeur, car c'est lui qui contient le plus d'azote.

On peut produire l'acide nitrique par oxydation de l'ammoniaque (procédé Ostwald).

La technique du procédé Haber est tenue secrète par les Allemands, mais nos chimistes devraient se mettre à l'œuvre et il n'est pas douteux qu'après quelques recherches ils pourraient retrouver les pressions, température, nature exacte des catalyseurs, etc.

On conçoit de quelle importance serait cette fabrication pour notre pays, car elle ne demande en tout que de l'azote, de l'hydrogène et de l'oxygène comme matières premières que nous trouvons dans l'eau et l'air.

L'énergie électrique nécessaire pour l'obtention de l'hydrogène, la séparation de l'azote atmosphérique par le froid, et le chauffage des fours serait celle de nos chutes d'eau.

Revenant sur la question des engrais azotés je dirai que quel que soit l'engrais choisi, le kilo d'azote, dans les conditions normales du marché, revient à peu près au même prix.

Si l'on prend le sulfate d'ammoniaque à 19.75 % d'azote coûtant 325 fr. la tonne, le kg. d'azote ressort à 1 fr. 64 c. Avec le nitrate de soude naturel (salpêtre du Chili) contenant 15.5 % d'azote et coûtant 244 fr. la tonne, le kg. d'azote revient à 1 fr. 57. Le nitrate de chaux artificiel contient 12.75 % d'azote et coûte 213 fr. 50 la tonne, l'azote qu'il contient coûte donc 1 fr. 67 le kg. Enfin la cyanamide calcique contenant 18 % d'azote et coûtant 250 fr. la tonne, présente le kg. d'azote à 1 fr. 40 environ.

D'après d'autres estimations de source allemande, datant de l'année 1912, le prix de l'azote dans les engrais chimiques oscillerait entre 1 fr. 25 et 1 fr. 54 le kg.

Dans les engrais naturels, le kg. d'azote revient entre 1 fr. 10 et 1 fr. 50. Ce n'est donc pas une question de prix (dans l'état normal du marché) qui peut guider dans le choix de tel ou tel engrais, mais seulement la possibilité d'obtention en grandes quantités et l'indépendance de l'étranger.

Pour résumer ce chapitre je dirai que malgré tous nos efforts nous ne pourrions jamais lutter complètement contre l'importation de produits agricoles, au premier rang desquels il faut placer le blé. Il ne s'agit pas d'ailleurs pour nous de vouloir vivre complètement fermés sur nous-mêmes, mais au contraire d'être en mesure de

développer notre commerce avec l'étranger auquel nous fournirons des produits manufacturés en retour des matières premières et des produits alimentaires qu'il nous enverra. Cette question devra faire l'objet des traités de commerce d'après-guerre, établis sur la base du libre-échange.

4. — Transports.

La question des transports facilitant nos échanges avec l'étranger est liée d'une part avec l'électrification de nos chemins de fer et d'autre part avec la création de canaux permettant notre accès facile à la mer. Cette dernière question s'est révélée au cours de la guerre avec une importance de premier ordre. Dans notre pays comme dans tous les autres, l'apparition des chemins de fer avait fait délaisser les transports par eau, et l'expérience a démontré que c'était une faute. Les transports par rail doivent être réservés aux voyageurs et aux marchandises de haute valeur pouvant supporter des frais de transport élevés. En revanche, le charbon, les minerais, les matériaux de construction, le bois, le blé et autres denrées du même genre ne devraient jamais être transportés autrement que par eau. Ce transport est lent mais beaucoup plus économique. Les Allemands ont si bien compris cette vérité qu'en pleine guerre ils ont développé considérablement leurs réseaux de canaux qui relient la mer du Nord avec le Danube, c'est-à-dire avec l'Orient. On conçoit sans qu'il soit nécessaire d'entrer dans de plus amples détails l'immense avantage qu'il résulterait pour la Suisse d'être reliée par eau avec Rotterdam au nord et avec Marseille au Sud. Avec Rotterdam ce sera relativement facile, puisque le Rhin est déjà navigable à partir de la frontière

suisse. Pour le Rhône c'est une autre question et nous sommes dépendants en ce cas du bon vouloir de nos voisins de France qui doivent nous faciliter le franchissement de la perte du Rhône à Bellegarde.

Nous devons donc faire tous nos efforts pour obtenir d'eux une solution favorable et rapide à cette question pendante depuis plusieurs années, et devons nous préparer sans retard, par l'étude de nos canaux intérieurs, pour le moment, où la navigation des deux grands fleuves nous sera permise.

5. — Questions économiques, morales et sociales.

Toutes les questions touchant l'avenir économique de notre pays doivent être étudiées avec le plus grand soin, sans parti pris, avec la documentation la plus complète et en nous gardant de l'utopie. Notre devoir est de défendre énergiquement notre pays contre la main-mise étrangère et l'on sait que le plus grave danger couru par nous est celui qui nous vient du côté de l'Allemagne. C'est précisément parce que ce danger existe qu'il faut l'envisager en face, sans crainte comme sans exagération. Nous pourrions difficilement nous passer de l'Allemagne dans l'avenir parce qu'elle seule pourra nous fournir à des conditions acceptables certains produits, au premier rang desquels se place le charbon. Nous devons donc envisager pour l'après-guerre la reprise de nos relations commerciales avec l'Allemagne, mais en évitant par-dessus tout sa main-mise sur notre industrie et son intervention dans nos affaires intérieures sous la forme de traités analogues à la néfaste convention du Gothard. Je veux attirer l'attention ici sur le danger de l'exagération

résultant d'une documentation imparfaite qui a conduit certaines personnes et certains journaux à voir les Allemands même où ils n'étaient pas, ce qui nous fait le plus grand tort auprès des belligérants du camp adverse, déjà trop portés à croire que certains de nos compatriotes facilitent l'intrusion des Allemands chez nous.

Il est exact que les capitalistes allemands, encouragés en cela par leur gouvernement, ont cherché à s'emparer de notre grande industrie, en particulier de nos ateliers mécaniques et de notre industrie électrique et électrochimique. Mais que celui qui est sans péché leur jette la première pierre. Ce qui est arrivé là provient de notre faute. Si les milliards qui croupissent dans nos banques sous forme de titres étrangers avaient été en partie utilisés pour le développement de notre propre industrie, cette pénétration économique de l'Allemagne n'aurait pas eu lieu.

En terminant il me reste à dire un mot de la question sociale et de la lutte des classes que nous voyons se dessiner menaçante autour de nous. Pour parer à ce danger nous devons nous rappeler que nous sommes la plus ancienne république et le pays le plus démocratique du monde. Chez nous il n'existe pas de caste, et le citoyen ayant eu les débuts les plus humbles peut s'élever par son instruction et son travail jusqu'aux plus hautes situations.

Nous devons nous efforcer de détruire ce préjugé qui veut que les ouvriers forment une classe spéciale, malheureuse et méprisée. Ce n'est pas vrai, l'ouvrier économe peut parfaitement continuer à travailler de ses mains et être un temps un capitaliste aussi bien qu'un homme politique, si ses capacités le lui permettent.

A propos du capitalisme ouvrier, je dois signaler une innovation heureuse due à la Direction des Mines de Lens, et dont j'ai pu constater les heureux effets pendant mon passage au service de cette Société qui pouvait bien passer pour le modèle du genre au point de vue de sa sollicitude envers son personnel.

En fin d'exercice la Société distribuait non seulement au personnel de ses bureaux, mais encore à ses meilleurs et plus anciens ouvriers des gratifications sous forme de coupures d'actions de la Société dont la valeur en bourse à cette époque oscillait entre 150 et 170 fr.

J'ai connu là-bas de simples ouvriers mineurs dont la fortune déposée en banque pouvait être évaluée à une quarantaine de milles francs et un tel capital n'était pas extraordinairement difficile à économiser dans des familles ouvrières où tous les membres, père, fils, filles, excepté la mère, travaillaient à la mine, soit au fond, soit au jour. Ces familles recevaient un logement spacieux et salubre moyennant la somme modique de 7 fr. 50 c. par mois. Le charbon n'était pas absolument gratuit, mais leur était livré à un prix infime, correspondant à peine aux frais de transport.

En Allemagne le gouvernement a su prévenir les revendications sociales par l'établissement d'importantes institutions de prévoyance et d'assurance. La lecture des journaux techniques et économiques allemands montre que le gouvernement compte sur ces institutions bien plus que sur les mitrailleuses pour maintenir l'ordre dans la classe ouvrière.

C'est surtout dans ce domaine des questions sociales que nous devons réagir contre l'influence étrangère, en résistant à l'excitation due à certains meneurs qui sont

soit des ignorants et des utopistes n'ayant pas été élevés dans notre pays et n'ayant aucune compréhension de notre vie sociale, soit de louches individus, salariés pour venir apporter le trouble chez nous, tels que ceux qui à Zurich font voter la démission du Conseil fédéral et son remplacement par un autre nommé par le peuple.

Il faut espérer que nos autorités sauront réexporter sans délai les maximalistes. Ces gens-là sont parfaitement logiques avec eux-mêmes lorsqu'ils mettent en pratique en Russie les doctrines nihilistes prônées depuis cinquante ans et qui consistent à vouloir saper par sa base tout l'édifice social et le remplacer par une construction nouvelle ne tenant aucun compte de l'expérience archi-séculaire qui nous est léguée par l'histoire.

Laissons-les faire leur expérience chez eux puisque nous ne pouvons pas faire autrement, mais rappelons nous qu'il serait contraire au bon sens de vouloir suivre l'exemple tracé par des gens sans instruction, au cerveau farci d'utopies et de théories mal digérées.

C'est dans la voie de l'amélioration constante et patiente des institutions existantes que nous devons marcher pour développer la grandeur, la beauté et l'indépendance de notre chère Patrie.

La Cour pénale fédérale est-elle constitutionnelle ?

par

GEORGE FAZY

D' en DROIT

Professeur de Droit public suisse

à l'Université de Genève

*Communication faite à la Section des Sciences morales et politiques,
d'archéologie et d'histoire de l'Institut National Genevois le 16 janvier 1918*

Un écrivain français qui publie, sous le pseudonyme de Lysis, des observations toujours intéressantes et parfois empreintes d'une grande finesse, disait récemment :

« On peut vivre au milieu des plus grands abus sans les voir : il suffit qu'ils se créent assez lentement pour ne pas attirer l'attention ». ¹

Cette remarque peut servir à expliquer comment on n'a pas soulevé jusqu'ici la question de la constitutionnalité de la Cour Pénale fédérale créée en 1893.

Deux faits récents semblent cependant avoir éveillé l'attention sur cette institution.

C'est d'abord le procès de la *Bibliothèque Universelle*. Personne, croyait-on, ne songe à contester l'exactitude de ce que Benjamin Constant écrivait, il y a un siècle :

« Jamais, disait Benjamin Constant, dans ses *Principes de Politique*, la liberté de la presse ne peut exister sans le jugement par jurés. Des jurés seuls peuvent

¹ Lysis : « Vers la Démocratie nouvelle ».

« déterminer si tel livre, dans telle circonstance, est ou
« n'est pas un délit. La loi écrite ne peut se glisser à tra-
« vers toutes les nuances, pour les atteindre toutes. La
« raison commune, le bon sens naturel à tous les hom-
« mes apprécient ces nuances. Or, les jurés sont les
« représentants de la raison commune ».

Or, qu'avons-nous vu dans le procès de la *Bibliothèque Universelle* ? un organe périodique condamné par la Cour Pénale fédérale, c'est-à-dire par un tribunal siégeant précisément sans le concours du jury.

Le second fait s'est produit à Genève. Jusqu'ici on se figurait qu'un délit devant être réprimé là où il a été commis, les débats devant le Tribunal de répression devaient avoir lieu dans la langue de la localité. Or les journaux nous ont appris que dans un récent procès qui s'est déroulé à Genève, les débats devant la Cour Pénale fédérale ont eu lieu en allemand. Pour justifier cette manière de faire, on a invoqué un règlement du Tribunal fédéral du 26 mars 1912 qui prescrit que « dans les contestations soumises au Tribunal fédéral comme instance unique, l'arrêt est rédigé dans la langue du défendeur ».

On pourrait discuter la question de savoir jusqu'à quel point un règlement *intérieur* peut avoir force de loi et si cette disposition visant les instances civiles, est applicable aux instances pénales. Mais cela ne semble pas utile et il convient plutôt de remonter aussitôt aux principes.

Dans quel but a-t-on édicté le principe de la publicité des audiences ? Afin que le contrôle et la surveillance du public puissent s'exercer. Lors donc qu'un tribunal tient séance, il faut que le premier habitant venu de la localité, puisse suivre les débats et les comprendre, ce

qu'il ne peut faire si, tout en se servant d'une langue nationale, le tribunal emploie une langue qui n'est pas celle de l'auditeur et que celui-ci n'est pas tenu de connaître.

L'intérêt de la défense est suffisamment sauvegardé si le tribunal fait assister l'accusé d'un traducteur.

C'est dans ces conditions que j'ai tenu à étudier comment la Cour Pénale fédérale avait été créée et le résultat de cette étude m'a semblé intéressant.

.
.
.

C'est la Constitution fédérale de 1848, élaborée à une époque où la Suisse s'inspirait des doctrines démocratiques américaines, qui institua le Tribunal fédéral.

Malheureusement, grâce sans doute aux surprises des votations coordonnées, il se glissa dans la Constitution trois dispositions, celle de l'alinéa 17 de l'article 74, celle du dernier alinéa de l'article 101 et celle de l'article 105, qui permirent d'une part à l'Assemblée fédérale de renvoyer les affaires au Conseil fédéral, et par un échange de bons procédés, au Conseil fédéral de porter les affaires devant l'Assemblée fédérale, au lieu de les porter devant le Tribunal fédéral.

Il en résulta que le Tribunal fédéral se trouva réduit à l'état de fiction, sauf en ce qui concerne la justice pénale. En effet, lorsqu'il s'agissait d'une poursuite pénale, ce manège ne pouvait se produire, et pendant la période qui s'écoula entre 1848 et 1874, il s'est tenu des Assises fédérales.

L'art. 94 de la Constitution de 1848 est ainsi conçu :

« Il y a un Tribunal fédéral pour l'administration de la justice en matière fédérale.

» *Il y a de plus un jury pour les affaires pénales* ».

Cet article est catégorique ; toutes les fois que la justice en matière fédérale revêt le caractère pénal, elle doit être rendue avec le concours du jury.

La Constitution des Etats-Unis contient une disposition plus générale encore, car elle impose le jury, en matière pénale, à tous les Etats formant l'Union Américaine, c'est celle de l'art. VI des amendements adoptés en 1789 et ratifiés par les Etats le 15 décembre 1791.

Cet article exige en effet « que dans toute poursuite » pénale, l'accusé jouisse du droit d'être jugé promptement et *publiquement* par un jury impartial pris dans » l'Etat et le district où l'infraction a été commise ».

C'est certainement l'exemple de l'Amérique qui a fait adopter en Suisse l'alinéa 2 de l'article 94 de la Constitution de 1848.

Cet article 94 est complété d'abord par l'art. 104 qui spécifie quelle est la compétence pénale du Tribunal fédéral, puis par les art. 106 et 107 qui permettent à la législation fédérale d'élargir cette compétence, mais aucune atteinte n'est portée au principe que la justice pénale fédérale ne peut être rendue qu'avec le concours du jury.

Ces textes sont suffisamment formels par eux-mêmes, mais voici au surplus ce que nous apprend le Protocole des Délibérations de la Commission chargée, le 16 août 1847, par la Diète, de la Revision du Pacte fédéral :

« *Vingt-cinquième séance de la Commission de revision du Pacte*. Berne, le 27 mars 1848.

» Présidence, comme dans la séance précédente.

» Absent, le membre de Lucerne.

» 2^o Le Tribunal fédéral était à l'ordre du jour.
 » L'établissement d'un tribunal fédéral a été adopté sans
 » votation.

» Un membre a proposé de charger un jury de l'ad-
 » ministration de la justice en matière pénale.

» L'excellence de cette institution a été démontrée,
 » dans les derniers temps surtout, de tant de différentes
 » manières. que toute nouvelle recommandation serait
 » superflue.

.
 » *L'excellence de l'institution du jury n'a été contestée*
 » *par personne* ; un membre de la commission a seule-
 » ment cru devoir faire observer que s'il hésite à donner
 « sa voix c'est par la considération des dépenses qui
 » seraient occasionnées pour la Confédération... et qu'en-
 » suite pour les cas qui se présenteront, il ne vaudrait
 » guère la peine de réclamer le concours de tous les
 » citoyens pour établir une liste de jurés.

» A cette dernière observation il a été répondu que la
 » Confédération se trouvant investie de droits de souve-
 » raineté si considérables, le Tribunal sera plus fré-
 » quemment appelé à fonctionner. Ensuite de la centra-
 » lisation du système monétaire et des péages, les délits
 » de faux-monnayage et de contrebande devront être
 » poursuivis par la Confédération et jugés par le Tribu-
 » nal central ; il en sera de même des délits de la presse
 » ou des faux ».

«... Dans la votation une majorité de *dix-huit* voix
 s'est prononcée pour l'introduction du jury près le Tri-
 bunal fédéral, pour les affaires pénales.»

La Commission *in pleno* était composée de 21 mem-
 bres et l'un d'eux était absent.

L'institution du jury était si bien consacrée qu'on estimait, comme on le voit, convenable de soumettre à cette juridiction, même les délits de contrebande et que la loi fédérale sur la justice pénale pour les troupes fédérales, du 27 août 1851, adjoint également le jury aux tribunaux militaires.

Ce n'est qu'en 1889 que le jury militaire a été remplacé par des juges nommés par le Conseil fédéral; mais, pour conserver à ces tribunaux leur apparence démocratique, on y fait figurer des juges tirés du rang, et qui présentent par conséquent le danger d'être moins indépendants de l'autorité qui les a nommés et de l'influence de leurs supérieurs.

Certains jugements récents rendus par notre juridiction militaire et qui ont justement ému l'opinion publique, semblent justifier ces craintes.

. . .

Dans le projet de Constitution révisée et qui fut rejeté par le peuple suisse et les cantons, le 12 mai 1872, ainsi que dans la Constitution actuelle, acceptée le 29 mai 1874, en suite d'une transaction qui n'a guère été observée, les articles 94, 104 et 106 ont été conservés et portent actuellement les numéros 106, 112 et 114.

Quant à l'article 107, il a été supprimé, il était rédigé comme suit :

« La législation fédérale déterminera :

» a) L'organisation du Ministère public fédéral.

» b) Quels délits seront dans la compétence du Tribunal fédéral ainsi que les lois pénales à appliquer.

» c) Les formes de la procédure fédérale qui *sera publique et orale*.

» *d)* Ce qui concerne les frais de justice.»

Ainsi la garantie constitutionnelle de la publicité et de l'oralité des débats a disparu; cette garantie ne résulte plus que de la loi, soit actuellement, de l'art. 36 de la Loi d'organisation judiciaire fédérale.

Mais alors, direz-vous, comment expliquer la création d'une Cour pénale fédérale siégeant sans le jury ?

Nous ne nous chargeons pas de résoudre le problème : nous nous bornons à exposer comment on a motivé cette création et nous laissons à d'autres le soin de porter le jugement qui convient.

L'art. 106 de la Constitution actuelle diffère de l'art. 94 de la Constitution de 1848 par une simple parenthèse, d'apparence fort inoffensive, contenant l'indication d'un article.

Il figure donc comme suit :

« Art. 106. — Il y a un Tribunal fédéral pour l'administration de la justice en matière fédérale.

» Il y a, de plus, un jury pour les affaires pénales » (art. 112). »

Cette parenthèse, on peut le dire, n'est pas la montagne qui a accouché d'une souris, mais la souris qui a accouché d'une montagne et cette montagne, c'est la Cour pénale fédérale !

L'article 112, qui est la reproduction de l'ancien article 104, énumère les infractions soumises à la juridiction pénale fédérale et comme l'article 114, reproduisant l'ancien article 106, prévoit que la législation fédérale peut placer d'autres infractions dans la compétence du Tribunal fédéral, voici l'argumentation spécieuse qu'on a employée : « l'article 112, instituant le jury pénal, se réfère à l'article 106 ; cet article 106 contient une énumération

des infractions soumises au Tribunal fédéral, assisté du jury, et cette énumération, qui était *énonciative* en 1848, est devenue *limitative* en 1874 » on ne sait par quel procédé magique. D'autre part, l'article 114 permet à la législation fédérale de placer d'autres infractions dans la compétence du Tribunal fédéral; par conséquent, il permet de constituer, pour ces infractions, un Tribunal fédéral spécial et nouveau, sans jury, c'est-à-dire la Cour pénale fédérale.

Et dire que tout cet admirable échaffaudage d'astucieuse argumentation repose, comme sur la pointe d'une aiguille, sur le fait de l'adjonction en 1872-1874, à l'article 106, de ce signe cabalistique : « (Article 112) » !

Nous avons voulu savoir si les acceptants de la Constitution fédérale actuelle, le 29 mai 1874, avaient pu se rendre compte de tout ce que voulaient dire cette parenthèse et ce renvoi, si une explication leur avait été donnée, si une discussion publique avait été entamée à ce sujet.

Voici tout ce que nous avons trouvé dans le protocole des délibérations du Conseil national de 1872.

« Séance du 2 février 1872. Présidence de M. Rodolphe Brunner, 101 membres sont présents :

» La Commission propose l'art. 102 suivant :

» Il y a un Tribunal fédéral pour l'administration de la justice.

» En matière pénale, il fonctionne avec le concours du jury ».

» M. Kaiser (de Soleure) propose de reprendre la rédaction de l'art. 94 de la Constitution actuelle qui précise mieux ce qu'on entend.

» M. de Miéville (Vaud) propose de retrancher le
» 2^{me} alinéa afin que l'institution du jury ne paraisse
» pas s'appliquer à tous les cas.

» M. Hungerbühler l'appuie, parce que tout le monde
» est bien d'accord sur le fait que la procédure doit être
» orale et publique (*Pas possible !!!*) mais qu'il n'en est
» pas de même sur la question de savoir s'il ne convien-
» drait pas de laisser le juge permanent prononcer sur le
» fait et le droit, d'autant plus que chez nous les juges
» sont nommés pour une courte période ». (Les per-
sonnes qui pourraient par conséquent être condamnées à
tort par un juge prévenu, peuvent donc, suivant M. Hun-
gerbühler, se consoler en pensant que ce juge pourra ne
pas être nommé à nouveau.)

« Il leur est répondu que le 2^{me} alinéa ne peut guère être
» mis de côté, *parce que toute l'organisation de la pro-
» cédure pénale repose sur le système du jury*. Cepen-
» dant rien n'empêche de viser l'art. 112 dans l'art. 102(!).

» Résultat de la votation :

» 1^o 35 voix se prononcent pour le premier alinéa tel
» qu'il se trouve à l'art. 94, et 20, pour la rédaction de la
» commission.

» 2^o Le 2^{me} alinéa de l'art. 94 est adopté *éventuel-
» lement* (!) par 33 voix contre 16 qui se portent sur la
» rédaction de la Commission.

» 3^o A la votation *définitive*, la proposition tendant à
» retrancher le 2^{me} alinéa est écartée, et cet alinéa est
» adopté dans la teneur actuelle *avec mention de l'ar-
» ticle 112*.

» L'art. 102 est donc ainsi conçu :

» *Il y a un Tribunal fédéral pour l'administration
» de la justice en matière fédérale. Il y a de plus un
» jury pour les affaires pénales (art. 112) ».*

Il nous paraît impossible de pénétrer le sens de cette votation ; ceux qui ont voté la mention de l'art. 112 ont-ils eu l'intention de restreindre, sans que le Peuple suisse s'en aperçoive, la juridiction du jury aux infractions prévues à cet article 112 ? ont-ils voulu permettre la création future de la Cour Pénale fédérale ? Nous n'avons aucune indication à cet égard et il ne nous est pas donné de pénétrer dans leur conscience. Il s'agit, d'autre part, d'une de ces votations dites « coordonnées » qui rendent possibles toutes les surprises.

Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'une grave atteinte à l'institution du jury aurait été votée sans que le peuple suisse en ait été informé et que, sur ce point, on peut le dire sans être excessif, son vote aurait été escamoté¹.

Cependant, tel est-il le cas ?

Le 27 juin 1874, peu après l'adoption de la Constitution, l'Assemblée fédérale adoptait la loi fédérale sur l'organisation judiciaire. Or cette loi contient un titre III intitulé : « Administration de la justice pénale » et il n'y est question que du Tribunal fédéral *assisté du jury*.

Comme nous l'avons déjà dit, c'est la loi sur l'organisation judiciaire fédérale du 22 mars 1893 qui a créé, sous le nom de Cour pénale fédérale, un Tribunal fédéral siégeant en matière pénale sans le concours du jury.

¹ Comme l'a fait observer M. le Professeur Paul Moriaud, l'attention des électeurs pouvait d'autant moins être éveillée sur la portée de cette mention d'un article entre parenthèses, que la Constitution fédérale révisée en 1874 contient plusieurs mentions semblables, n'entraînant aucune conséquence constitutionnelle quelconque.

Ce sont les articles : 10, renvoyant à l'article 102, chiffres 3, 10 et 11 : 71, renvoyant aux articles 89 et 121 : 84, chiffre 12 : renvoyant à l'article 113 : 92, renvoyant à l'article 85, chiffre 13, 102, chiffre 7, renvoyant à l'article 85, chiffre 5.

Dans le rapport présenté à l'appui de cette loi par le Conseil fédéral, nous trouvons l'aveu suivant :

« La création de cette autorité (Cour pénale fédérale) » répond au besoin, éprouvé depuis longtemps, de poser, au fédéral, une instance pénale qui pût juger, sans le concours du jury, des contraventions aux lois fédérales. Les affaires pénales que le Conseil fédéral a le choix de renvoyer soit aux Assises fédérales, soit aux tribunaux cantonaux, étaient jusqu'ici renvoyées presque exclusivement à ces derniers. »

Le « besoin éprouvé depuis longtemps » ne nous semble avoir été manifesté par aucun des organes du peuple suisse, ni dans la presse, ni par des pétitions ; d'autre part, aucun postulat que nous ne sachions n'a été présenté à ce sujet à l'Assemblée fédérale. Ce « besoin éprouvé depuis longtemps » ne constitue par conséquent qu'un besoin de la bureaucratie qui se défiait des tribunaux cantonaux et qui, comme tous ses congénères, a une aversion instinctive pour le jury.

C'est du reste ce que nous apprend le rapport du Conseil fédéral, pour celui qui sait lire entre les lignes ; il est inadmissible, suivant le Conseil fédéral, de se trouver toujours dans l'alternative, ou de renvoyer les affaires pénales devant les tribunaux cantonaux, ou de les renvoyer devant les assises fédérales.

Puis il nous avoue ingénûment que ce qui a fait déborder la coupe, c'est la poursuite intentée, en 1885, à la Banque de Genève, pour infraction à l'article 10 de la Loi fédérale sur les billets de banque. Il s'agissait en définitive d'une divergence dans l'interprétation de cet article 10, qui, comme beaucoup d'autres, était rédigé ou d'une manière peu claire ou dans un sens peu pratique.

Le directeur et le caissier de la Banque de Genève furent déferés aux Assises fédérales, lesquelles se tinrent à Genève les 8 et 9 février 1885. L'un fut condamné à 300 fr. et l'autre à 50 fr. d'amende et aux frais.

« On a considéré en général, dans le public, dit le » rapport du Conseil fédéral, qu'il aurait infiniment » mieux valu déferer un cas de ce genre à toute autre » juridiction que celle des Assises fédérales. »

C'est aussi notre opinion, mais on avait voulu porter un grand coup; il s'agissait de l'application d'une loi sur les billets de banque, adoptée après un premier échec dû au referendum, et qui rencontrait dans le public une sérieuse opposition.

La condamnation prononcée était dérisoire et le prestige de l'administration fédérale en était atteint. Le Conseil fédéral s'était trouvé dans l'alternative, ou de poursuivre cette infraction contestable devant les Tribunaux cantonaux et de risquer un acquittement, ou de poursuivre devant les Assises fédérales. Ayant choisi cette dernière voie, il avait abouti à un piteux résultat.

Sous l'impression de cet échec moral, le Conseil fédéral invita aussitôt son Département de justice et police à élaborer un projet de loi lui permettant de poursuivre devant le Tribunal fédéral jugeant sans le concours du jury, c'est-à-dire devant la Cour pénale fédérale instituée à cet effet.

Le Département fédéral de justice et police chargea M. le Juge fédéral Hafner de rédiger ce projet de loi sur l'organisation judiciaire fédérale instituant la Cour pénale fédérale, mais il se trouva..... que M. le Juge fédéral Hafner révoqua en doute la constitutionnalité de cette nouvelle institution et déclara « qu'il n'est pas

» permis d'ériger le Tribunal fédéral, en dehors du cours des jurés, en instance pénale de première instance, sans reviser au préalable l'article 106 de la Constitution ».

Dans son embarras, le Conseil fédéral s'adressa au Tribunal fédéral lui-même et éprouva le soulagement de constater que la *majorité* du Tribunal fédéral ne partageait pas la manière de voir de M. le Juge fédéral Hafner. Il put ainsi donner suite à son projet et c'est ainsi que fut créée la Cour pénale fédérale.

Elle n'a, nous le constatons à nouveau, d'autre base constitutionnelle que ce signe cabalistique : « (article 112) », ajouté à l'article 102 de la Constitution fédérale.

Comment devons-nous conclure ?

Nous nous trouvons forcément en présence de l'alternative suivante :

Ou la Cour pénale fédérale existe en violation de la Constitution, et c'était l'opinion d'une minorité du Tribunal fédéral.

Ou une atteinte grave a été portée en 1872-1874 à l'institution du jury, et cela par un véritable coup de Jarnac au moyen duquel on a empêché le peuple suisse et les cantons de se prononcer en connaissance de cause sur cette atteinte.

Si tel est le cas, il y aurait lieu de demander que cette infraction grave à notre régime démocratique soit réparée et que la question soit soumise au peuple et aux cantons.

Quant à la leçon à tirer de cette expérience, elle nous semble pouvoir se résumer dans les deux citations suivantes :

Celle de Laboulaye :

« La Constitution est une arche sainte où le peuple a déposé ses libertés. afin que personne, fût-ce même le législateur, n'ait le droit d'y toucher ».

Celle de notre concitoyen Sismondi, qui, historien des Républiques italiennes, a pu se rendre compte de quelle manière périssent les républiques :

« C'est une vérité démontrée par l'expérience de tous les temps et de tous les peuples que quiconque exerce un pouvoir politique, est disposé à en abuser. »



A la mémoire d'Emile Yung

1854 - 1918

Discours d'ouverture prononcé par le

D^r P.-L. LADAME

Doyen d'âge

*à la séance du 5 mars 1918 de la Section des Sciences naturelles
et mathématiques de l'Institut National Genevois*

Mesdames et Messieurs.

Les membres effectifs de notre Section des Sciences naturelles et mathématiques, mes collègues, m'ont chargé, comme doyen d'âge, de présider à l'ouverture de cette séance, au début de laquelle je dois rappeler avant tout le souvenir de notre ancien président dont nous déplorons la perte récente.

Emile Yung est décédé subitement à la gare de Cornavin, le samedi 2 février dernier, à 5 heures après midi, au moment où il allait monter dans le train pour se rendre à Vevey.

Au lendemain de la mort foudroyante, si inattendue du professeur Yung, tous nos journaux ont publié des notices nécrologiques sur la vie et les travaux de notre savant collègue. Je mentionne spécialement les articles de MM. Arnold Pictet (*Journal de Genève* du 7 février), Louis Debarge (*Semaine littéraire* du 9 février) et Emile André (*Le Genevois* du 11 février), qui ont célébré à l'envi les mérites du professeur, du biologiste, du zoolo-

giste et du psychologue. La liste de ses ouvrages, articles, mémoires et autres publications scientifiques et littéraires dans les *Documents pour servir à l'Histoire de l'Université de Genève*, volume VI, publié en 1916 par M. A. Kohler, ne comprend pas moins de 191 numéros, à la date de 1913, sans compter les thèses de zoologie dont il fut l'inspirateur.

Quant aux travaux qui ont été présentés par Emile Yung à notre Section de l'Institut depuis quarante-deux ans, c'est-à-dire depuis le moment où il fut reçu membre honoraire, ils dépassent largement la centaine, de telle sorte qu'il serait matériellement impossible de les citer dans ma courte notice biographique de ce soir.

Sa dernière communication est du 13 février 1917 : « Sur les colorations vitales » ; comme il sut toujours mener ses expériences d'une façon remarquable, il réussit à colorer admirablement en rouge les tissus de Copépodes vivants, un des petits crustacés de notre lac.

Sa dernière publication, en collaboration avec M. A. Brun, « Analyse du Plankton mixte », a paru en décembre 1917 dans les *Archives des Sciences physiques et naturelles*, t. XLIV, p. 480.

Devant une telle richesse de matériaux, je me suis demandé comment, sans être submergé par eux, je devais comprendre la tâche qui m'avait été dévolue. Après réflexion, je me décidai, quoique à regret, à laisser complètement de côté tout ce qui concernait le professeur et le savant.

Je me bornerai donc à rappeler succinctement les dates principales de sa carrière, en indiquant surtout celles qui se rapportent à son activité comme membre de l'Institut. — Puis je parlerai brièvement de ses articles

biographiques. où nous apprendrons à mieux connaître le caractère d'Emile Yung, en voyant comment il apprécie lui-même celui des hommes de science dont il a retracé la vie. On trahit bien souvent sa propre nature morale par la façon dont on juge les autres; et nous n'aurons pas de peine à retrouver, dans les jugements portés par Yung sur les savants qu'il a honorés de sa plume, l'élévation de ses pensées et la délicatesse de ses sentiments.

. . .

Dans l'Almanach de notre Institut pour l'année 1905. M. Yung a donné en quelques pages un « Aperçu historique » de la *Section des Sciences naturelles et mathématiques*.

« Le 27 de ce mois de mai 1853, dit-il, au commencement duquel eut lieu à l'Hôtel de Ville la cérémonie d'inauguration de l'Institut national, la Section des Sciences, après avoir surmonté les nombreuses difficultés qui accompagnèrent son recrutement et son organisation, tint sa première séance ». Le Dr François-Isaac Mayor, dont le petit-fils est aujourd'hui professeur à la Faculté de médecine, en était le président, et Carl Vogt, le vice-président.

Emile Yung, né à Genève le 6 juin 1854, fut reçu membre honoraire de la Section à l'âge de 22 ans, le 14 novembre 1876. Il en fut nommé secrétaire le 11 février 1880. L'année précédente, il avait été reçu docteur ès sciences naturelles, après avoir présenté une thèse remarquable sur « la structure intime et les fonctions du système nerveux central des Crustacés décapodes » (2 juin 1879, date du diplôme).

Nommé professeur suppléant de zoologie le 19 octobre 1883, puis professeur extraordinaire en 1886, il fut appelé à prendre la redoutable succession de Carl Vogt dans la chaire de zoologie, le 23 juillet 1895.

Depuis le 12 juin 1894, il était membre effectif de notre Section et il devint son président dix ans après, le 9 février 1904; il l'est resté dès lors jusqu'à sa mort, le 2 février dernier, soit pendant quatorze ans. Rendons hommage à son dévouement et à son activité inlassable pour la prospérité de notre Section.

. . .

La première Notice biographique publiée par Emile Yung, consacrée à *Charles Darwin*, parut dans le *Journal de Genève* du 17 août 1882 (et non pas en avril, comme l'indique par erreur le Catalogue Charles Soret, p. 182), alors qu'il n'était encore qu'assistant-préparateur au laboratoire de Carl Vogt. Ce premier article révèle déjà les qualités maîtresses de l'écrivain, la clarté et la sobriété de son style, sa solide documentation, sa bienveillance éclairée dans la critique, la précision et la logique de son raisonnement, son enthousiasme pour la science dont le feu sacré qui l'enflammait dans sa jeunesse ne s'est jamais affaibli. On sent combien il admire la vie de Darwin. Il note que son existence fut toute remplie par l'amour désintéressé de la vérité et la pratique passionnée du bien. — « Malgré ses 73 ans, dit-il, Darwin luttait encore; il est mort sur le champ de bataille, en pleine activité intellectuelle ».

Le 20 janvier 1894, Yung donnait à la *Semaine littéraire* une chronique scientifique sur *John Tyndall*, le

grand physicien irlandais mort à la fin de l'année précédente dans le Comté de Surrey, en Angleterre. Il célèbre en Tyndall le savant vulgarisateur à la manière anglaise, consistant non à choisir quelques sujets élémentaires pour les donner en pâture aux masses populaires, mais à leur présenter des idées générales comme des conséquences de tous les faits connus. Pour vulgariser, dit Yung, c'est-à-dire pour répandre les connaissances scientifiques sans les amoindrir, il faut posséder un certain nombre de qualités que les savants de cabinet ne présentent qu'exceptionnellement. Après avoir énuméré ces qualités, que M. Yung lui-même possédait au plus haut degré, il conclut, fondé sur sa propre expérience : « Enfin, il faut pour vulgariser ce qu'on a appris soi-même méthodiquement, ne pas être égoïste, vertu qui, hélas ! fait souvent défaut au savant de cabinet ; il faut éprouver le besoin de faire sentir à d'autres les joies d'ordre supérieur inhérentes à l'acquisition des connaissances positives, et ne pas vouloir les accaparer pour soi seul ». — Nous verrons dans un instant qu'en invoquant Tyndall, Yung avait sous les yeux un autre grand vulgarisateur, Carl Vogt, qui lui servit aussi de modèle.

« Est-il possible de parler encore de lui, sans répéter ce que sait tout le monde », s'écriait mélancoliquement Yung, en commençant sa Notice nécrologique sur *Louis Pasteur*, dans la *Semaine littéraire* du 12 octobre 1895, et il réussit néanmoins à faire un portrait original et vivant de l'illustre chimiste, décédé le 28 septembre précédent. Yung raconte à cette occasion une curieuse aventure qui lui était arrivée quelques années auparavant : « Durant le mois de décembre 1884, dit-il, je vis un cer-

tain soir entrer chez moi, affolé, un père tenant dans ses bras un pauvre petit garçon de 7 ans, qui avait été mordu à deux reprises par un chien enragé. On commençait alors à parler de la guérison de la rage. (Je rappelle en passant la première communication que Pasteur avait faite sur le même sujet, deux ans auparavant, le 5 septembre 1882, au Congrès d'Hygiène et de Démographie tenu à Genève, qui avait eu la primeur de ses recherches sur l'atténuation du virus de la rage. Tous ceux qui ont assisté à cette mémorable séance se souviennent encore de la mauvaise chicane que lui chercha à ce propos le professeur Koch de Berlin). M. Pasteur, continue Yung, avait lu quelques semaines auparavant, au Congrès médical de Copenhague, une note préalable dans laquelle il avait indiqué cette grande conquête comme *probable*, mais non du tout *certaine*. Les journaux politiques l'avaient prématurément annoncé comme étant un fait accompli. Trompé par cette fausse nouvelle et connaissant mes relations avec M. Pasteur, le malheureux père venait me conjurer de conduire son petit garçon à Paris. Sachant de mon côté que c'eût été faire un voyage inutile, je l'engageai à faire cautériser soigneusement les blessures de son enfant et, pour le rassurer dans la mesure du possible, j'écrivis à l'illustre savant lui exposant la situation. On me permettra de transcrire ici sa réponse ; elle est datée du 14 décembre 1884, et elle montre l'homme de cœur sous le savant :

« J'ai le profond regret de ne pouvoir vous dire
» d'amener ce cher enfant à Paris. Je n'ose encore rien
» tenter sur l'homme. Un échec compromettrait tout
» l'avenir possible. Ah ! si cette morsure du chien
» rabique devait entraîner fatalement la mort par la rage,

» je n'hésiterais pas. Mes expériences de tentatives pour
» amener l'état réfractaire sur les chiens après morsures
» vont très bien ; mais j'ai encore trop peu de résultats...
» C'est seulement quand je pourrai dire que je puis vac-
» ciner à coup sûr, après morsure, un nombre quelcon-
» que de chiens mordus, que j'oserai passer à l'homme.
» *Et encore ma main tremblera* ; ce qui est possible sur
» le chien peut ne pas l'être sur l'homme. *Toutefois, je*
» *n'aurai plus de scrupules scientifiques.* » Pour tranquil-
liser la famille, Pasteur ajoutait que les parents ne devaient
pas s'alarmer outre mesure, car on connaissait heureuse-
ment de nombreux cas de morsures, même non cautéri-
sées, qui n'ont pas eu d'issue fatale. Et M. Yung ajoute que
le jeune garçon, surveillé de très près pendant la période
d'incubation, eut le bonheur de guérir complètement.

Un rapprochement s'impose ici :

On ne peut s'empêcher de noter le contraste qui existe
entre cette attitude timorée, si consciencieuse de Pasteur,
tremblant à l'idée de sa responsabilité au moment d'ap-
pliquer à l'homme sa vaccination antirabique, et la tapa-
geuse réclame qui partit quelques années plus tard de
Berlin, lors du bluff de la Tuberculine de Koch, si insuf-
fisamment étudiée, bientôt suivi du fiasco le plus lamen-
table. Rappelons à l'honneur de la science genevoise
que le regretté professeur Léon Revilliod, qui vient de
mourir, n'a jamais voulu l'injecter à ses malades de
l'Hôpital cantonal, malgré toutes les pressions qui l'y
sollicitaient avec insistance.

Rarement, disait Condorcet dans son éloge de Buffon,
ceux dont une crainte salutaire n'a point arrêté le pas au
commencement de la carrière, ont pu en atteindre le
terme, et ne pas s'y égarer.

L'honnêteté scrupuleuse de Pasteur dans ce cas n'est pas un fait isolé chez les savants français. Elle est de tradition tout au contraire chez les représentants de la science du noble pays de France, et l'on pourrait en citer de nombreux exemples. Je n'en retiendrai qu'un qui date du XVIII^e siècle. Dans son éloge de Bernard de Jussieu, Condorcet écrit :

« Notre histoire de 1747, rapporte une observation bien importante de M. de Jussieu. Depuis longtemps on faisait usage en médecine des sels et des esprits volatils qu'on retire des substances animales et de plusieurs familles de plantes... Moïse Charras, membre de cette académie, avait donné beaucoup de vogue à ce remède et, il avait imaginé d'opposer le sel volatil de vipère au venin terrible de ces reptiles. M. de Jussieu fit plusieurs expériences pour constater l'efficacité de ce remède ; elles eurent un plein succès ; un autre que lui eut donné ses essais comme des preuves certaines ; mais elles étaient en trop petit nombre pour qu'il se permit d'en tirer une conclusion ; il savait combien en ce genre on était exposé à se tromper et combien il faut avoir multiplié les expériences pour oser prononcer qu'un effet salutaire est produit par un remède, et non par des circonstances étrangères... cependant il portait dans ses herborisations un flacon d'eau de Luce (solution d'ammoniaque liquide aromatisée employée aujourd'hui encore contre les piqûres venimeuses d'insectes) comme une ressource contre les morsures des vipères. Un jeune homme mordu par une vipère auquel il avait administré ce remède fut sauvé. » Mais Jussieu se garda bien d'en tirer la conclusion que le remède était infailible.

Carl Vogt était mort le 5 mai 1895. Yung, qui le remplaçait, lui consacra une leçon de son cours de zoologie à l'Université de Genève, qu'il publia dans la « Revue scientifique » du 22 juin 1895, sous le titre *L'Œuvre scientifique de Carl Vogt*.

Carl Vogt a eu une influence décisive sur la carrière d'Emile Yung, nul ne l'ignore, c'est pourquoi nous devons accorder une importance particulière aux jugements que Yung a portés sur son maître dans la belle leçon qu'il lui a dédiée, comme éloge funèbre.

« On n'a pas vécu pendant 18 ans, dit Yung, comme j'ai eu l'avantage de le faire, dans une collaboration intime et journalière avec un homme de la valeur intellectuelle de Carl Vogt sans s'attacher à lui... Vulgarisateur scientifique il était de ceux qui estiment que lorsqu'on croit sincèrement tenir la vérité dans sa main il faut l'ouvrir toute grande ; il a largement contribué à répandre, sans les amoindrir, les connaissances scientifiques auprès du grand public. »

Après avoir rappelé le rôle de Vogt au parlement de Francfort, sa condamnation à mort et sa fuite en Suisse, M. Yung ajoute : « Ennemi du militarisme exagéré de notre époque, une bonne partie du budget de la guerre eût passé à celui des écoles si on l'avait écouté ; mais toujours à cause de la violence de sa polémique, il dépassait ordinairement le but. »

M. Yung ne manque pas de noter un trait particulier très accusé du tempérament intellectuel de Vogt. « D'un côté, dit-il, lorsqu'il s'agissait d'une science spéciale comme la zoologie, il était prêt à toutes les justes réserves... En revanche bien restreint est le nombre des savants qui se sont, au même degré que lui, laissé aller

à résoudre au nom de la science des problèmes d'ordre métaphysique. Il ne connaissait dans ces questions fondamentales aucune retenue, alors même, si je ne me trompe, que la science positive, dont ailleurs il faisait profession, ait ordinairement la sagesse de convenir qu'elle ne possède aucun moyen de les aborder ».

Avec Büchner et Moleschott, Carl Vogt a été un de ceux qui ont le plus activement sapé les bases du spiritualisme, et travaillé à son écroulement en Allemagne, dont nous voyons aujourd'hui les effroyables conséquences.

Une remarque essentielle se dégage de ce que nous savons des relations journalières de Yung et de Vogt. Vis-à-vis de ce dernier, impérieux et autoritaire, Emile Yung, souple et doux, sut toujours conserver son indépendance d'esprit qui permet seule l'essor complet des aptitudes personnelles. Tous ceux qui ont eu le privilège de l'approcher, de faire plus intimement sa connaissance et de nouer avec lui des relations de franche amitié, savent combien il était séduisant non seulement par sa science aimable, mais surtout par la grâce et le charme de son caractère. Aussi était-il adoré de ses élèves. On se souvient encore à Genève de leur protestation publique, en cortège dans les rues de la ville, lorsque Vogt, dans un accès de mauvaise humeur contre son préparateur, dont il voyait peut-être avec déplaisir la popularité croissante parmi la jeunesse universitaire, avait voulu l'évincer de son laboratoire. Tous les étudiants de la Faculté des sciences signèrent une pétition où ils demandaient qu'on leur conservât leur cher maître. Ils n'en voulaient point d'autre. Cette manifestation, trop bruyante il est vrai, généreuse mais impru-

dente pour ses initiateurs, n'était pas dirigée comme certains l'ont cru à tort, contre le vieux professeur qui a illustré notre Université et qui fut passionnément aimé et vénéré par toutes les générations de ses élèves ; mais elle était toute en l'honneur de son préparateur, et elle a certainement contribué pour sa part à faire apprécier en haut lieu les mérites d'Emile Yung comme éducateur, qui recommandaient particulièrement sa candidature au professorat.

N'oublions pas qu'Emile André, l'assistant-préparateur de Yung, dit aussi dans son article du *Genevois*, déjà cité, que les étudiants aimaient leur maître pour sa cordialité, sa complaisance, sa patience, et pour sa modestie.

Comme l'a fait observer M. Debarge, Yung, par son idéalisme moral et religieux se rapprochait bien plus de Pasteur que de Vogt, dont le matérialisme transcendantal, exclusif de toute aspiration d'ordre spirituel, lui répugnait. « La notion et le respect de Dieu, écrivait Yung, arrive à l'esprit de Pasteur par des voies aussi sûres que celles qui le conduisent à des vérités de l'ordre physique. » Sous ce rapport notre ami reprenait la tradition des grands naturalistes français, des savants suisses et genevois, le grand Haller, Oswald Heer, Charles Bonnet, A. Trembley, les de Saussure, les de Candolle, les Pictet, etc., et tout spécialement celle de notre illustre compatriote Agassiz, le maître de Carl Vogt.

Yung termine sa notice biographique sur C. Vogt par les paroles suivantes qui résument sa pensée sur l'œuvre et la vie de son maître : « D'autres, embrassant l'activité de Carl Vogt dans sa totalité, détermineront son rôle social et la place qui lui revient parmi les savants et les penseurs de notre époque. Quant à nous, nous voulons

nous contenter d'évoquer, en ce jour de deuil, ce qui, dans cette personnalité puissante et complexe qui vient de disparaître, nous semble avoir été le plus éminent : « le Zoologiste et le Professeur »

Si j'ai donné une si grande place au maître dans cet éloge du disciple, c'est qu'il m'importait de le faire pour bien mettre en relief les qualités, plutôt féminines, de cœur et d'esprit de ce dernier, sa finesse, sa douceur, sa modération et sa bonté, en les opposant à la mordante ironie, aux rudesses et aux violences de langage de son terrible chef, dont le souvenir reste impérissable parmi nous, comme le disait notre président, M. Henri Fazy, lors du cinquantenaire de l'Institut.

Je viens de prononcer le nom de Louis Agassiz. Yung a consacré au *centenaire* de ce savant un article élogieux dans la *Semaine littéraire* du 25 mai 1907, où il esquisse en quelques mots son portrait de main de maître. Me sera-t-il permis de rappeler à ce propos un souvenir personnel qui corrobore d'une manière étonnante ce portrait. C'était au mois d'août 1860. Agassiz était revenu en Suisse pour passer quelques semaines auprès de sa vieille mère. Avant de se rendre à Genève pour la réunion de la Société Helvétique des Sciences naturelles, il vint à Neuchâtel rendre visite à mon père, son ancien collègue à l'Académie de cette ville. Je lui fus présenté, et l'impression qu'il m'a laissée, ne peut être mieux rendue que par la description qu'en donne Yung : « Le naturaliste, dit-il, en parlant d'Agassiz, était doublé chez lui d'un homme d'action, enthousiaste, passionné, dont la belle figure et la bonne humeur exercèrent une séduction puissante sur ses contemporains. Il avait le don de com-

muniquer à ceux qui l'approchaient la flamme qui brûlait en lui... » Agassiz est mort à Cambridge-Boston, en 1873, à l'âge de 66 ans.

.
.
.

Le temps me manque pour faire le compte rendu que mériteraient les autres articles biographiques de Yung, tous fort instructifs et fort intéressants. Je ne puis malheureusement que les signaler ici en peu de mots.

D'abord ceux des savants étrangers :

Rudolf Virchow (*Semaine littéraire* du 20 septembre 1902), qui contredit vivement son ami Carl Vogt et se refusa à voir comme lui de l'*atavisme pithécoïde* chez les microcéphales qui sont de purs cas pathologiques. Virchow, l'adversaire de Bismarck, fut un vaillant apôtre des idées de justice et de liberté qui, comme Yung le fait remarquer, à l'heure des plus grands triomphes militaires de son pays, fit entendre le cri de sa conscience révoltée, et osa demander pour une garantie de paix, le « désarmement général ».

Berthelot (*Semaine littéraire* du 30 mars 1907), l'illustre savant, ami de Renan, apôtre enthousiaste de la science qu'il considérait comme la vraie bienfaitrice de l'humanité.

Henri Fabre (*Semaine littéraire* du 24 octobre 1903), le célèbre entomologiste de Sérignan, « le plus original de tous les naturalistes » auquel Yung alla rendre visite dans sa retraite solitaire, avec le professeur Ed. Claparède. Il faut lire le récit plein d'humour que Yung fit de cette excursion et les impressions bizarres qu'en ont rapportées nos collègues, fort bien accueillis d'ailleurs par

l'excellent anachorète. M. Yung peint Fabre en deux mots : « Son opposition permanente à la doctrine évolutionniste, dit-il, acceptée aujourd'hui par la quasi-unanimité de ses confrères, nous le montre en quelque sorte comme le dernier représentant d'un autre âge..... Dans la recherche des faits, il est au premier rang des novateurs — dans leur interprétation, il recule de plusieurs siècles ».

Il me reste, avant de terminer, à parler encore, aussi sommairement que possible, des biographies de Yung qui nous intéressent tout particulièrement, celles des savants genevois, et spécialement celles de nos collègues de la Section de l'Institut.

Le 5 juin 1899, le professeur Yung prononçait un discours officiel, lors de l'inauguration du buste de *François Jules Pictet de la Rive*, à la promenade des Bastions. Nous n'en relèverons qu'un point, celui qui se rapporte à la critique de l'hypothèse transformiste que fit le savant genevois, critique publiée dans la *Bibliothèque Universelle* au lendemain de l'apparition de l'« Origine des Espèces », et qui est demeurée fameuse, comme le rappelle M. Yung. Il cite à ce propos quelques lignes de Darwin lui-même, rendant hommage à la parfaite honnêteté et à la justesse de vue de son censeur. « Cet article est un vrai *miracle*, disait Darwin, car il m'est contraire..... Parmi toutes les analyses qui me sont opposées, celle-ci est la seule qui soit complètement impartiale, et je ne m'attendais pas en rencontrer une seule ». — Du reste, en maints endroits de son immortel ouvrage Darwin a cité Pictet comme l'une des premières autorités de notre époque en matière de faunes éteintes.

(Voir la *Suisse Universitaire*, juillet-août 1899, 4^{me} année, n° 10, p. 350-354.)

Sous le titre *Un membre illustre de l'Institut*, Edouard Claparède, Emile Yung fit l'éloge de cet éminent naturaliste, lors de la célébration du cinquantième anniversaire de l'Institut National Genevois, le 30 avril 1903 (voir le *Bulletin de l'Institut National Genevois*, tome XXXVII, 1907, p. 23-34).

C'est ici que l'on touche du doigt la vivacité des sentiments de notre ami tant regretté. Emile Yung était un grand cœur, et il l'a montré surtout dans la notice qu'il a consacrée à Edouard Claparède et dans l'éloge funèbre de Marc Thury, dont nous allons parler. Yung dit avec émotion toutes les raisons que nous aurions eues d'aimer Ed. Claparède, si nous avions été, de son vivant, ses confrères à l'Institut. Il nous aurait tous pris par le cœur autant pour le moins que par la tête. — Et, après avoir énuméré les travaux les plus importants de Claparède, Yung s'adresse ainsi à ses auditeurs en terminant son éloge :

« Vous comprendrez, Messieurs, que, puisqu'il s'agit d'une œuvre qui marque une date importante dans l'histoire de la science, notre association éprouve quelque fierté à lui avoir donné une place dans ses recueils, à côté des publications de deux autres grands zoologistes qu'elle a comptés dans son sein en ses cinquante premières années d'existence : Carl Vogt et Hermann Fol.

» Edouard Claparède. Carl Vogt, Hermann Fol ! Des hommes de cette envergure suffisent à la gloire d'une institution, et il est juste que, réunis dans le recueillement d'une heure commémorative, ceux qui bénéficient du rayon de lumière qu'ils ont répandu sur leur pays,

leur paient, si modestes dût-il être, le tribut de leur admiration et de leur reconnaissance. »

La *Notice nécrologique* de Yung, sur *Henri de Saussure*, le petit-fils d'Horace-Bénédict, et l'arrière-petit-neveu de Charles Bonnet, se trouve dans les *Archives des Sciences physiques et naturelles* (4^{me} période, t. XXI, mai 1906, p. 519-534), et dans les *Actes de la Société helvétique des Sciences naturelles*, Lucerne 1905.

Yung relève surtout les nombreux voyages de de Saussure, aux Antilles, au Mexique et aux Etats-Unis, où le savant naturaliste genevois entretenait d'amicales relations avec Louis Agassiz. Henri de Saussure, un des élèves les plus distingués de Pictet de la Rive, devint bientôt, en entomologie, la plus grande autorité contemporaine, et nous proclamerons, avec son biographe, que Genève a perdu dans ce savant, universellement estimé, dans cet homme de cœur et d'intelligence, un serviteur fidèle qui, par son long et utile concours à nos institutions publiques, a augmenté nos richesses nationales.

C'est aussi à l'enseignement de Pictet de la Rive que *Victor Fatio*, comme nous l'apprend M. Yung dans les *Archives des sciences physiques et naturelles* (t. XXII, juillet 1906, p. 5-18), dut son orientation du côté des sciences naturelles, tandis que son père grand chasseur et collectionneur d'oiseaux l'initiait à l'ornithologie pratique. Yung, toujours en quête de ce qui peut donner une opinion favorable du savant dont il parle, n'oublie pas de rappeler les services éminents que Fatio a rendus au vignoble suisse dans la lutte contre le phylloxéra. — « Il s'en est allé, conclut l'auteur de sa « Notice biographique », au seuil de la vieillesse (Fatio mourut à 68 ans).

ayant conservé dans toute sa fraîcheur sa belle intelligence constamment mise au service de la recherche de la vérité dans ce domaine de la Zoologie où son nom sera longtemps vénéré ». (Separatabdruck aus der Beilage « Nekrologe » zu den Verhandlungen der Schweiz. naturf. Gesellschaft. St-Gall 1906).

L'éloge funèbre de Marc Thury, dont j'ai déjà eu l'occasion de parler, est de beaucoup le plus riche et le plus fouillé de tous ceux qui ont été écrits par Yung. On sent qu'il y a mis tout son cœur et qu'il a considéré comme un devoir de mettre en relief cette belle vie d'un homme d'une extrême modestie « qui était cependant un grand savant quasi-universel ». Cette notice qui compte 70 pages a été tirée à part du *Bulletin de l'Institut national genevois* (t. XXXVII, 1907, p. 87), avec un beau portrait, sous le titre Marc Thury. *Le Savant et son œuvre*. Le travail est divisé en cinq chapitres où l'auteur étudie cet homme extraordinaire sous ses multiples aspects : I. *Thury, étudiant et professeur* : II. *Thury, physicien* : III. *Thury, naturaliste* : IV. *Thury, philosophe et sociologue* : V. *Les dernières années*.

Il suffit de cette énumération pour montrer à quel point Marc Thury « échappait à toute classification ». Ce qui nous intéresse c'est la manière dont Yung a su tirer de l'oubli une hypothèse géniale de Thury sur le transformisme qui date de 1851, c'est-à-dire qui précéda de huit années la publication de « L'Origine des Espèces ». Thury reprit cette étude en 1882 et admit alors la génération des espèces par mutation brusque, que le botaniste De Vries devait formuler une vingtaine d'années plus tard. Yung fait observer que l'ingénieuse hypothèse

de Thury n'avait pas échappé au grand naturaliste français de Quatrefages qui reconnaît dans son livre *Les Emules de Darwin* que la théorie des germes de Thury rend mieux compte des faits observés que celle de la descendance de l'éminent naturaliste anglais. Or, conclut Yung, depuis que notre naturaliste philosophe n'a plus rien écrit sur ces matières, plusieurs auteurs reprenant ses idées, le plus souvent sans les citer, les ont développées dans une direction plus strictement scientifique, en sorte que, tout en n'ayant plus qu'un intérêt historique, la théorie des germes de Thury n'a pas entièrement disparu de la science et, quoiqu'il soit impossible de prédire le sort que les progrès ultérieurs de celle-ci lui réservent, le nom de Thury devra toujours, en bonne justice, lui demeurer attaché comme celui de son premier inventeur. »

Thury est mort à 83 ans et c'est à peine, remarque Yung qui l'a beaucoup connu, si l'âge avait altéré l'aspect physique si caractéristique sous lequel trois générations d'élèves avaient appris à le connaître... « Sous les rides du vieux lutteur on sentait encore palpiter dans sa fraîcheur première une âme tendre et d'autant plus compatissante qu'elle avait souffert davantage. »

. . .

Dans les « Mémoires d'Outre-Tombe » de Chateaubriand on peut lire cette pensée profonde qu'on ne saurait trop méditer : « *Les Morts instruisent les Vivants* ».

De tous ceux qui viennent de passer sous vos yeux nous pouvons tirer de précieux enseignements et des leçons salutaires. Mais souvenons-nous que notre recon-

naissance doit aller avant tout à celui qui a su mettre tant d'âme et une chaleur si communicative à ses biographies. Yung possédait toutes les qualités indispensables pour réussir dans ce genre du style nécrologique qui relève autant du littérateur et de l'artiste que de l'historien naturaliste.

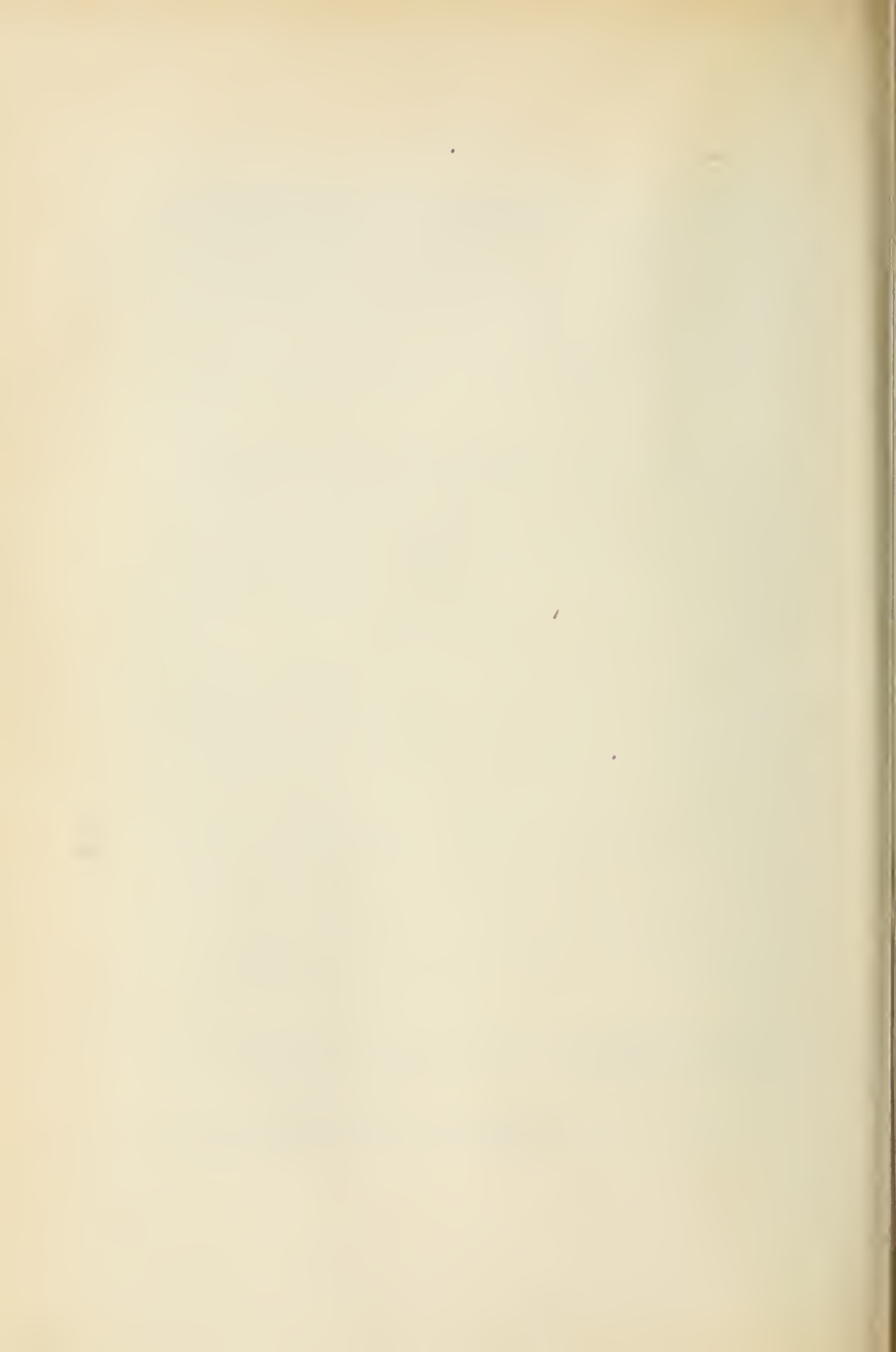
Les exemples que je vous ai donnés n'en sont-ils pas la meilleure preuve ?

Nous avons perdu en Emile Yung un savant d'une rare distinction, dont la place est marquée à côté de ceux qui ont honoré notre ville depuis deux siècles, de ceux dont il a si magistralement retracé les biographies et dont j'ai tenté de faire revivre ce soir devant vous la mémoire, de ceux qui ont enrichi la tradition scientifique, si glorieuse, de notre chère Genève.

Puissent ces témoignages de notre profonde et vive affection pour notre éminent collègue, apporter quelque adoucissement à la douleur de la femme et des enfants avec lesquels nous pleurons celui qu'ils ont perdu, le plus tendre et le plus dévoué des époux et des pères.

Au nom de la Section des Sciences naturelles et mathématiques de l'Institut national genevois, à laquelle tu as fait tant d'honneur par tes travaux et tant de bien par ton dévouement pendant les nombreuses années de ta présidence, je t'adresse, ô noble ami, nos suprêmes adieux !

J'invite les membres de l'assemblée à se lever pour honorer sa mémoire.



Les mécanismes qui provoquent l'éclosion des Papillons¹

PAR

M. ARNOLD PICTET, Dr ès sc.

Privat-docent à l'Université

(avec 4 figures dans le texte)

INTRODUCTION

Etat d'inaction du Papillon au moment de l'éclosion

La métamorphose de la chenille en chrysalide n'est autre que le résultat de la dernière mue larvaire, à la suite de laquelle la chenille, après s'être débarrassée de sa peau, apparaît enveloppée dans de nouveaux téguments dont la morphologie est toute différente. Les téguments de la chrysalide revêtent en effet une forme qui n'a aucune ressemblance avec la chenille dont elle provient.

Cette *enveloppe nymphale*, dès sa formation, se présente donc comme un organisme cylindro-conique, dont la peau chitineuse, très mince d'abord, s'épaissit et se durcit peu à peu au contact de l'air, de manière à constituer un revêtement solide : c'est la chrysalide.

¹ Communication présentée à la séance du 9 avril 1918 de la Section des Sciences de l'Institut national genevois.

dans laquelle la chenille effectuera sa transformation en Papillon.

Au début, l'enveloppe de la chrysalide n'est autre que la peau même de la chenille ; mais, après la transformation, provenant de phénomènes histolytiques qui concourent à la destruction des tissus de la chenille et à leur reconstitution en ceux de Papillon, l'Insecte acquiert une peau indépendante de celle de la chrysalide elle-même ; on peut alors parfaitement envisager le Papillon développé comme un être enfermé dans une sorte de boîte close, avec les parois de laquelle il n'a plus guère de contact intérieur direct qu'aux points où se trouvent les orifices stigmatiques.

La chrysalide possède une organisation morphologique externe, qui permet de reconnaître les diverses parties du corps du Papillon.

L'abdomen, principalement, avec sa segmentation lui permettant une certaine mobilité, rappelle tout à fait celui de l'Insecte. Quant à la tête et au thorax, ils sont pourvus d'un système de fourreaux aplatis, qui sont les appendices nymphaux sous lesquels se forment les appendices du Papillon ; leur organisation doit retenir notre attention.

Ces fourreaux sont disposés symétriquement sur la face ventrale du thorax où ils sont tous réunis les uns aux autres par des lignes de suture offrant une moins grande résistance ; il existe encore deux ou trois de ces lignes de suture sur le dos du thorax. L'éclosion se fait alors par déhiscence des fourreaux thoraciques, qui s'écartent après rupture de ces lignes, pratiquant de cette façon, à la partie antérieure de la chrysalide, une ouverture par où pourra sortir le Papillon.

Ce que nous venons de voir prouve que l'Insecte, mûr pour l'éclosion, ne peut faire, à part quelques girations de son abdomen, aucun mouvement dans la chrysalide où il est enfermé, grâce à la rigidité de celle-ci, et qu'il s'y trouve, en conséquence, dans l'impossibilité d'agir pour en provoquer l'ouverture; on se rend compte du reste très bien de cette inaction forcée, résultant de la constitution même de la chrysalide dont l'abdomen seul est articulé, tandis que le thorax, où se pratique la déhiscence, est rigide, et l'on conçoit parfaitement que tant que la prison ne s'est pas ouverte, le rôle du Papillon doit forcément rester passif.

Voici, en résumé, comment nous concluons à cette passivité du Papillon dans l'acte d'ouvrir sa chrysalide.

1. Nous prenons une chrysalide à maturation complète¹ et nous détachons délicatement ses fourreaux au moyen d'aiguilles; dès que la chrysalide a été ainsi ouverte, le Papillon sort ses pattes et cherche un support. Lorsqu'on lui en présente un, il s'y fixe et se tire en dehors de sa chrysalide.

2. Nous prenons une chrysalide qui n'est pas encore tout à fait à maturation, mais dans laquelle le Papillon est déjà tout développé et nous en pratiquons l'ouverture de la même façon que précédemment; bien que

¹ L'état de maturation d'une chrysalide, c'est-à-dire celui qui permet l'éclosion, est indiqué par un certain nombre de *caractères précurseurs* qui se forment graduellement et acquièrent d'autant plus de netteté que le moment de l'éclosion est proche. Avec un peu d'habitude il est par conséquent facile de savoir à peu près le moment où le Papillon émergera de sa chrysalide, celle-ci ne pouvant s'ouvrir que lorsque ces caractères ont atteint leur maximum de netteté.

doué de toutes ses facultés motrices, le Papillon reste immobile.

3. Nous sortons alors l'Insecte de sa chrysalide et le fixons à un support par les griffes de l'une de ses pattes ; ses ailes commencent à s'étendre à l'air libre (ce qui montre bien l'état de complet développement du Papillon) mais celui-ci reste toujours inactif.

Ces petites expériences, renouvelées plusieurs fois avec quantité d'espèces et toujours avec le même résultat, sont confirmées du reste par les observations suivantes :

L'éclosion du Papillon est précédée, sur les téguements de la chrysalide, de l'apparition de caractères précurseurs qui en précisent le moment. Or, la durée qui s'écoule depuis l'instant où ces caractères apparaissent jusqu'au moment de l'éclosion elle-même est très variable d'un individu à l'autre d'une même ponte, ce qui indique que certains individus avant d'éclore restent plus longtemps que d'autres en chrysalide, malgré l'apparition des caractères précurseurs.

D'autre part, si l'on étudie attentivement des chrysalides au moment de leur éclosion, on remarque fréquemment que le Papillon, bien qu'il soit tout à fait prêt à éclore, n'éclop pas encore et prolonge son état d'emprisonnement : il se produit réellement *une attente*, qui semble inexplicable et qui dure quelquefois tout un jour, et même davantage, avant que l'Insecte soit en mesure de se libérer. Nous avons maintes fois observé cette attente et dans certains cas, celle-ci se prolongeant au-delà des limites que le Papillon développé peut supporter dans sa chrysalide, sa mort en fut le résultat.

La passivité du Papillon dans l'action de l'ouverture de sa chrysalide se trouve encore démontrée par la cons-

titution morphologique de celle-ci, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer. En effet, c'est au thorax et non à l'abdomen que se pratique l'ouverture. Or, le thorax est rigide tandis que seul l'abdomen est articulé et les seuls mouvements que le Papillon puisse faire n'étant qu'abdominaux, on conçoit qu'ils n'aient pas d'action sur le thorax¹.

Dès lors apparaît la nécessité d'une action mécanique, indépendante d'une action volontaire du Papillon, pour provoquer l'ouverture de la chrysalide. La passivité et l'incapacité de l'Insecte dans ce domaine exigent donc l'intervention de *mécanismes*, qui sont d'ordre physique et physico-chimiques et qui dépendent des *variations atmosphériques du milieu ambiant*: leur rôle est de produire, au moment de la maturation complète de la chrysalide, une poussée du dedans au dehors de celle-ci, capable d'en provoquer la déhiscence.

Du moment que l'on admet, ainsi que cela vient d'être démontré, le rôle passif joué par le Papillon dans l'acte de l'éclosion, il est permis de percevoir toute l'importance de l'intervention de ces mécanismes, sans laquelle la chrysalide reste inévitablement close; ayant étudié, assez en détail depuis plusieurs années les phénomènes qui provoquent cette intervention, nous avons pu mettre en évidence trois de ces mécanismes, dont l'étude fera l'objet de la présente publication.

¹ On constate bien parfois que le Papillon tente quelques efforts pour ouvrir sa prison en contorsionnant son abdomen avec autant de vigueur que possible et en essayant de pratiquer une poussée d'arrière en avant destinée à agir sur le thorax. Mais, nous le répétons, ces essais sont principalement abdominaux et n'ont guère de succès.

Premier mécanisme provoquant l'éclosion du Papillon :

Influence de la Pression atmosphérique.

L'influence de la pression atmosphérique joue un grand rôle dans l'évolution ontogénique des Lépidoptères, principalement pendant le développement nymphal. Depuis 1907 nous avons étudié cette influence ; cependant, nos recherches touchant cette question ayant déjà été publiées, nous renverrons ceux que le sujet pourrait intéresser aux publications qui les ont relatées¹, nous bornant à résumer ici les résultats qui ont trait à l'influence de la pression atmosphérique comme mécanisme de l'éclosion.

Ce sont surtout les *variations* de la pression atmosphérique qui jouent le rôle principal et qui peuvent, suivant leur degré, accélérer ou ralentir, parfois dans de notables proportions, le développement nymphal des Lépidoptères. Cependant une *pression uniforme* d'une certaine durée est loin de rester inactive dans ce développement ; c'est pourquoi nous devons en étudier l'action séparément, au moyen d'expériences et d'observations naturelles, après quoi nous envisagerons les effets que produisent l'augmentation et la diminution de la pression atmosphérique.

¹ Arnold PICTET. Influence de la pression atmosphérique sur le développement des Lépidoptères. Arch. Sc. phys. et nat. Vol. 44, p. 413-454, pl. 1, 1917.

— Les éclosions de Papillons et la pression atmosphérique. Bull. Soc. lépidopt. Genève. Vol IV, p. 67-74, pl. 3, 1918.

ACTION D'UNE PRESSION UNIFORME

Pour étudier l'action d'une pression uniforme sur le développement d'une chrysalide, nous plaçons celle-ci dans un cristalliseur, assez grand pour fournir les éléments permettant des échanges gazeux suffisants, que nous fermons hermétiquement ; de cette façon la chrysalide se trouve soustraite aux variations de pression du dehors. Un baromètre anéroïde, placé dans le cristalliseur, indique du reste que la pression y est bien uniforme tant que le cristalliseur reste clos. Cette première série de recherches expérimentales a été pratiquée avec vingt espèces, comprenant un très grand nombre d'individus et amène aux résultats suivants :

1. Une pression uniforme agissant sur la chrysalide pendant la seconde moitié de son développement, *tend à empêcher l'éclosion du Papillon. Dans certains cas, celui-ci ne pouvant éclore, meurt dans sa chrysalide.*

2. Sous pression uniforme, agissant durant toute la nymphose, *la vie nymphale se trouve prolongée.*

3. Une pression uniforme, agissant *au moment de l'apparition des caractères précurseurs de l'éclosion, provoque une prolongation de la durée de ceux-ci.*

Il n'est pas douteux, en conséquence, que l'uniformité de la pression atmosphérique ambiante amène certaines perturbations dans la vie nymphale des chrysalides qui y sont astreintes, et qu'elle peut notamment devenir une cause d'empêchement d'éclore, voire même de mort pour le Papillon.

ACTION D'UNE DIMINUTION LENTE DE PRESSION

Les expériences qui ont eu pour objectif l'étude de l'influence d'une diminution de pression sont tout à fait significatives du rôle que joue ce phénomène comme mécanisme provoquant l'éclosion. Le cristallisoir que nous utilisons, de mêmes dimensions que le précédent, est percé latéralement d'une ouverture, où est adapté un tube communiquant avec une pompe à vide. Le baromètre placé dans le cristallisoir indique la diminution de pression que l'on fait subir aux chrysalides en enlevant un peu de leur atmosphère ambiante. Voici les résultats que nous avons obtenus avec un très grand nombre d'individus :

1. Une diminution de pression agissant durant toute la nymphose *raccourcit notablement la durée de celle-ci.*
2. Une diminution de pression agissant *au moment de l'apparition des caractères précurseurs, raccourcit la durée de ceux-ci et hâte l'éclosion du Papillon.*

ACTION D'UNE DIMINUTION BRUSQUE DE PRESSION

Une chrysalide, à maturation complète, est placée dans le cristallisoir ; après avoir clos hermétiquement l'appareil, d'un coup de piston nous abaissons subitement, au sein de celui-ci, la pression de 7 mm. et nous constatons que dès l'instant où cet abaissement a lieu, la déhiscence des fourreaux se produit, amenant comme un éclatement de la partie antérieure de la chrysalide, d'où sort le Papillon avec rapidité ; l'Insecte, hâtivement, se préci-

pite alors vers un support et s'y fixe par ses pattes; ses ailes se détendent alors normalement¹.

À la suite de cette première expérience, qui montre nettement le mécanisme qui intervient, par le fait d'une brusque diminution de la pression ambiante, pour provoquer la déhiscence de la chrysalide et la libération de son hôte, nous en avons entrepris d'autres, avec cinq espèces différentes, dont les résultats ont absolument concordé avec les premiers.

L'influence d'une diminution brusque de la pression atmosphérique sur une chrysalide à maturation, *est donc manifeste pour provoquer l'éclosion du Papillon.*

ACTION D'UNE AUGMENTATION DE PRESSION

Au cristalliseur, nous remplaçons la pompe à vide par une pompe à bicyclette, et nous augmentons la pression en introduisant un supplément d'atmosphère. Nous avons étudié cette augmentation de pression à diverses périodes du développement nymphal, et les résultats concordent pour démontrer que son rôle est sensiblement le même que celui joué par une pression uniforme. Les résultats de cette série d'expériences montrent en effet que *la durée de la nymphose s'en trouve prolongée, quelquefois au-delà de la limite que peut supporter le Papillon : dans ce cas, celui-ci meurt dans sa chrysalide, faute de ne pouvoir éclore.*

¹ Cette expérience a été répétée deux fois, avec le même succès, devant témoins.

INFLUENCE DE LA PRESSION ATMOSPHÉRIQUE AU MOMENT
DE L'ÉCLOSION

Après avoir étudié expérimentalement l'action de la pression atmosphérique, voyons si ce phénomène intervient à l'état naturel pour provoquer l'éclosion.

Nos recherches, dans ce domaine, se sont poursuivies de 1907 à 1914 et ont été publiées antérieurement¹; elles ont consisté à dresser chaque jour la courbe barométrique pour la comparer avec la date de l'éclosion de toutes les chrysalides que nous avons eues dans nos boîtes d'élevage pendant ces sept années. Nous avons de cette façon enregistré 1758 observations dont l'ensemble ne laisse pas de doute que les Lépidoptères, dans leur immense majorité, n'émergent de leur chrysalide que lorsqu'il se produit une baisse barométrique.

Voici comment nous sommes arrivé à ces conclusions :

Chaque jour nous dressions une courbe, en notant trois fois la hauteur du baromètre. A mesure qu'une éclosion avait lieu, nous la marquions sur la courbe même au moyen d'un numéro correspondant aux diverses espèces. La pression était notée le matin, à midi et le soir ; les éclosions étaient reportées sur la courbe aux mêmes heures, de telle sorte que chaque indication d'éclosion correspondait exactement avec la hauteur barométrique de l'instant où elle s'était produite. Durant ces sept années, le nombre de jours où des observations ont été enregistrées est de 981.

Les résultats de cette opération nous ont amené à constater que, *sur les 1758 éclosions comparées avec la*

¹ Arnold PICTET, *loc. cit.*

courbe barométrique, le 91.32 % se sont produites pendant que le baromètre baissait, les éclosions du surplus, fort restreint comme on le voit, s'étant effectuées par une hausse barométrique ou par une pression uniforme.

En examinant la longue série de nos courbes, nous sommes amené à enregistrer encore quatre sortes d'observations.

1. *Il est très rare qu'une éclosion se fasse lorsque le baromètre monte.*

2. *Le nombre des éclosions est en raison directe de l'intensité de la baisse barométrique : les jours de grande dépression ont amené parfois un nombre d'éclosions considérable.*

3. *Une diminution de la pression atmosphérique de un millimètre est suffisante pour provoquer l'éclosion d'un Papillon prêt à émerger.* Nous avons d'ailleurs calculé qu'un millimètre de pression se répartissant sur toute la surface d'une chrysalide équivaut à un poids de mercure qui est de 5,3 fois supérieur à celui de la chrysalide ; autrement dit, celle-ci est astreinte à une force bien suffisante pour provoquer la déhiscence des fourreaux.

4. *Lorsqu'une chrysalide est sur le point d'éclorre et que le baromètre monte, l'éclosion se trouve retardée jusqu'au jour où la pression baisse de nouveau.* Cette baisse peut avoir lieu le lendemain, comme elle peut survenir plusieurs jours après, 4 à 5 ainsi que nous l'avons observé à plusieurs reprises. Nous donnons ici les courbes de deux de ces cas qui sont particulièrement probants :



Fig. 1. — Ecllosion d'un *Papilio machaon* en rapport avec la pression barométrique à Louèche-les-Bains. — a, époque d'apparition des caractères précurseurs de l'écllosion, indiquant que le Papillon est prêt à éclore ; a', époque d'écllosion du Papillon.

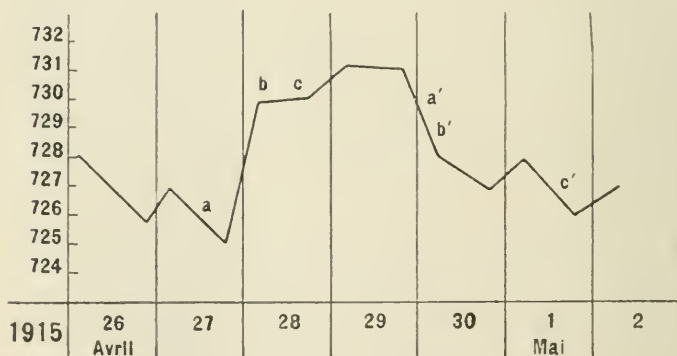


Fig. 2. — Ecllosion de trois individus de *Pieris brassicae* en rapport avec la pression barométrique à Genève. — a, b, c, époque d'apparition des caractères précurseurs de l'écllosion de chaque individu ; a', b', c', époque d'écllosion de chaque individu.

En conséquence, les observations que nous venons de signaler confirment pleinement les expériences précédemment relatées et montrent l'influence d'une diminution de la pression atmosphérique comme facteur provoquant l'éclosion. Il est facile maintenant d'envisager comment cette action se produit : Lorsque la pression augmente, cela se traduit par une poussée agissant sur toute la surface de la chrysalide, *du dehors au dedans*, et qui, pesant, notamment sur les fourreaux thoraciques, empêche leur déniscence.

Au contraire, lorsque c'est une diminution de la pression atmosphérique qui se produit au moment de la maturation nymphale, la poussée qui en résulte s'exerce *du dedans au dehors* de la chrysalide et provoque de cette façon, par rupture d'équilibre, l'éclatement des fourreaux et l'ouverture de l'enveloppe nymphale.¹

Cependant la diminution de la pression ambiante n'est intervenue pour provoquer l'éclosion que du 91,32 % des 1.758 individus mis en observation : le 8,68 % a donc échappé à cette influence, pour éclore soit par la hausse barométrique, soit par une pression uniforme. Cela montre en conséquence que d'autres mécanismes peuvent intervenir dans les cas où la pression atmosphérique n'agit pas et c'est pourquoi nous avons dû étendre nos investigations à la recherche de ces mécanismes complémentaires.

¹ C'est le même principe qui, chez l'homme, produit un afflux du sang aux orifices de son corps, lorsqu'il monte à une altitude trop élevée.

Deuxième mécanisme provoquant l'éclosion : **Influence de l'élévation de la température**

Nous avons vu que la déhiscence des fourreaux nymphaux, au moment où le Papillon est mûr pour l'éclosion, est produite par l'intervention d'une poussée agissant du dedans au dehors de la chrysalide sous l'influence d'une diminution de la pression atmosphérique.

Nous devons envisager maintenant que d'autres phénomènes de l'ambiance peuvent concourir au même résultat qu'une diminution de la pression ; en premier lieu une augmentation de volume du corps du Papillon et une dilatation de ses tissus, au moment de la maturation nymphale, seraient parfaitement justifiées pour provoquer l'éclatement des fourreaux.

C'est d'ailleurs à ce mécanisme que l'on attribuait jadis l'éclosion des Lépidoptères, mais en lui assignant une origine que nous pouvons démontrer comme n'étant pas admissible ; on pensait, en effet, que cette augmentation de volume était produite par une aspiration d'air dont l'animal gonflait ses organes respiratoires. Or, non seulement nos recherches ont démontré la passivité du Papillon dans l'acte de la déhiscence de la chrysalide, mais il y a lieu de remarquer que la structure annelée des trachées empêche toute dilatation de se produire sous l'influence d'une aspiration d'air.

Parmi les phénomènes qui peuvent amener une dilatation des tissus et une augmentation du volume du corps d'un Insecte, *l'élévation de la température* est un des premiers à considérer. On sait, en effet, que la dilatation sous l'effet de la chaleur est souvent assez

grande ; il est naturel que, dans le cas des Lépidoptères, survenant au moment de la maturation nymphale, elle puisse parfaitement justifier l'éclatement des fourreaux.

Nous avons donc étudié assez en détail cette question au moyen de recherches biologiques et d'expériences et voici les résultats auxquels nous sommes parvenu.

PREUVES BIOLOGIQUES DE L'INFLUENCE DE L'ÉLEVATION
DE LA TEMPÉRATURE DANS L'ÉCLOSION DU PAPILLON

On sait que l'immense majorité des Papillons volent pendant la belle saison et que la plupart d'entre eux n'éclosent qu'au milieu de la journée ; fort peu au contraire volent pendant l'hiver ou sortent de leur chrysalide pendant la nuit¹. Ces faits sont d'observation courante et montrent déjà que la chaleur joue un rôle dans l'éclosion.

Cependant, d'autres données peuvent encore en fournir la preuve, notamment celles que nous avons pu relever parmi ceux de nos élevages ayant comporté plus de cent individus. Nous avons noté l'époque de la journée où se faisaient les éclosions en la divisant en trois pé-

¹ On doit remarquer toutefois des exceptions. Il y a des Papillons, surtout parmi les Rhopalocères, qui éclosent à n'importe quelle époque du jour ou de la nuit ; dans les Alpes il est fréquent d'en voir éclore au lever du soleil, par la fraîcheur et tous ceux du genre *Hibernia* apparaissent comme Insectes parfaits pendant les mois d'hiver. D'autre part, certaines de nos expériences ont montré que des éclosions, même de sujets appartenant à des espèces estivales, peuvent se faire par des froids assez vifs. Il semble que ces cas échappent à l'intervention thermique comme facteur déterminant leur éclosion ; mais alors c'est le premier des mécanismes mis en évidence qui intervient à la place.

riodes, la première allant de 8 h. du matin (c'est-à-dire depuis le moment où la température commence à s'élever) jusqu'à midi, la seconde de midi à 6 h. du soir (c'est-à-dire l'époque la plus chaude de la journée); la troisième période comprenait la soirée et la nuit, alors que la température est généralement en baisse. Voici les résultats de ces recherches pour neuf espèces :

*Proportion des éclosions suivant l'époque
de la journée*

		<i>matin après-midi soir et nuit</i>		
<i>Lymantria dispar</i>	1909-1910	42.43 ⁰ / ₀	55.24 ⁰ / ₀	2.33 ⁰ / ₀
Diverses Noctuelles	1910	40.05 ⁰ / ₀	50.00 ⁰ / ₀	9.95 ⁰ / ₀
<i>Pieris brassicae</i>	1910	42.51 ⁰ / ₀	57.51 ⁰ / ₀	—
<i>Vanessa levana</i>	1910	34.09 ⁰ / ₀	65.91 ⁰ / ₀	—
<i>Vanessa urticae</i>	1914	32.95 ⁰ / ₀	54.55 ⁰ / ₀	12.50 ⁰ / ₀
<i>Vanessa io</i>	1914	44.40 ⁰ / ₀	51.89 ⁰ / ₀	3.71 ⁰ / ₀
<i>Lasiocampa quercus</i>	1909-1910	40.63 ⁰ / ₀	55.73 ⁰ / ₀	3.64 ⁰ / ₀
<i>id.</i>	1908-1909	53.21 ⁰ / ₀	46.79 ⁰ / ₀	—
<i>Dendrolimus pini</i>	1912	50.98 ⁰ / ₀	39.21 ⁰ / ₀	9.81 ⁰ / ₀
<i>Psilura monacha</i>	1911	28.41 ⁰ / ₀	45.46 ⁰ / ₀	26.13 ⁰ / ₀

Ainsi, pendant la soirée ou la nuit, lorsque la chaleur diminue, les éclosions sont rares, nulles dans certains cas; puis, au matin, lorsque la température s'élève, leur nombre augmente pour atteindre le maximum pendant l'après-midi, où la chaleur est plus forte.

Pour ce qui est des chiffres fournis par les élevages de *Dendrolimus pini* et de *Lasiocampa quercus* en 1908-1909, et qui semblent contradictoires, il y a lieu de remarquer qu'ils sont le résultat d'un élevage en hiver, pratiqué en chambre; aussi est-ce pourquoi la majorité

des éclosions ont eu lieu le matin, dès le moment de l'allumage du chauffage, avec diminution l'après-midi, la température ne s'élevant plus.

Nous devons remarquer encore les chiffres fournis par *Psilura monacha* en 1911 ; ceux-ci accusent une augmentation du nombre des éclosions nocturnes proportionnellement à celui des autres espèces ; mais l'année 1911 a été particulièrement chaude, avec des hausses fréquentes de température pendant la nuit.

PREUVES EXPÉRIMENTALES

Bien que les preuves biologiques que nous venons de relater soient suffisantes pour démontrer le rôle de l'élévation de la température comme mécanisme provoquant l'éclosion, nous résumerons encore quelques expériences qui amènent à la constatation du même résultat.

1. Nous plaçons dans une étuve à 33-36°, trente chenilles adultes de *Vanessa urticae* qui s'y chrysalident trois jours après ; la nymphose, qui se déroule entièrement dans l'étuve, se trouve raccourcie et dure cinq jours ; *toutes les éclosions ont lieu pendant la nuit.*

2. Nous plaçons cent-vingt chrysalides de la même espèce dans une étuve de même température et nous constatons que les éclosions se font à n'importe quelle époque de la journée et de la nuit, soit :

Matin	Après-midi	Soir et nuit
41,32 %	25,85 %	32,83 %

La conclusion à retenir de ces expériences, est, *qu'en milieu chaud, la chrysalide trouve dès le moment de sa maturation les éléments thermiques capables d'en provo-*

quer l'éclosion : aussi celle-ci peut-elle avoir lieu immédiatement, tandis que dans le milieu normal, la chrysalide à maturation doit attendre pour s'ouvrir une élévation de la température (ou une baisse barométrique).

Ces expériences ont été vérifiées plusieurs fois, avec un certain nombre d'espèces, dont en particulier *Vanessa io*, *Pieris brassicae*, *Pieris rapae*, *Lasiocampa quercus*, *Lymantria dispar*, *Abraxas grossulariata*, et ont chaque fois donné le même résultat.

On peut constater encore l'action de l'élévation de la température en plaçant des chrysalides à maturation brusquement de l'ombre au soleil, ce qui, souvent, provoque l'éclosion hâtive du Papillon ; nous avons pu le vérifier plusieurs fois avec des cocons de *Saturnia pavonia*, de *Lasiocampa quercus*, de *Lasiocampa trifolii*, de même qu'avec des chrysalides de plusieurs Rhopalocères.

Il va bien sans dire que l'élévation de la température, de même que la diminution de la pression atmosphérique, pour être efficaces comme agents provoquant l'éclosion, doivent intervenir au moment de la complète maturation nymphale et qu'avant cette époque ces phénomènes ne peuvent pas avoir d'action. On conçoit en effet qu'aucun mécanisme quelconque ne pourrait amener la déhiscence d'une chrysalide dans laquelle le Papillon ne serait pas encore formé. C'est pourquoi il arrive parfois que telle expérience ne donne pas de résultat favorable, parce qu'elle a été pratiquée avec une chrysalide incomplètement développée, bien que son état de maturation parût suffisant.

ÉTUDE DE LA DILATATION DE LA CHRYSALIDE

Après avoir démontré l'action de la chaleur comme agent provoquant l'éclosion, recherchons si cette dernière est bien, alors, le résultat d'une dilatation des tissus et des liquides de la chrysalide à maturation.

Les expériences que nous avons entreprises en dernier lieu dans ce but, ont consisté à placer des chrysalides mûres pour l'éclosion immédiatement du milieu normal, où elles se sont développées (température 20°) dans une étuve de 40°, et voici les résultats obtenus :

Chrysalides de Pieris brassicae. — 1. Nous introduisons d'abord dans l'étuve une chrysalide qui nous paraît être sur le point d'éclore. Après deux heures d'incubation on remarque nettement qu'elle subit l'influence d'une dilatation intérieure. En effet, ses téguments qui, avant l'introduction dans l'étuve, ne présentaient aucun gonflement apparent, se gonflent, notamment aux fourreaux des yeux, des ailes et des pattes, qui prennent peu à peu une convexité très marquée : les segments abdominaux eux-mêmes accusent un gonflement analogue. Cette chrysalide n'était évidemment pas encore à maturation suffisante, car son éclosion ne s'est produite que plusieurs heures après.

2. Nous répétons la même expérience avec une deuxième et une troisième chrysalide et nous ne tardons pas à constater que leur dilatation se fait de la même façon que pour la première. Au bout d'une heure de temps leur éclosion s'opère avec une avance certaine d'au moins 24 heures sur les témoins.

Vanessa urticae. — 3. Trois chrysalides à maturation sont placées dans l'étuve à 40°. La dilatation des four-

reaux thoraciques ne tarde pas à s'opérer rapidement, ainsi que celle des segments abdominaux. La première éclôt au bout d'un quart d'heure sans que nous ayons pu en surprendre l'éclosion. Les deux autres éclosent devant nos yeux, et voici ce que nous observons :

Après un quart d'heure d'incubation, les chrysalides accusent un gonflement intense de leurs fourreaux ; elles sont absolument immobiles, et durant tout ce quart d'heure nous ne remarquons aucun mouvement de leur part. Cinq minutes après, nous voyons le plastron thoracique, comprenant les fourreaux des pattes et des antennes, se détacher latéralement à ses lignes de suture et se soulever ensuite légèrement. A ce moment seulement le Papillon meut ses pattes de façon à déplacer le plastron, qui reste cependant soudé à son extrémité postérieure, et le sort par l'ouverture ainsi pratiquée ; en même temps la ligne de suture thoracique médiodorsale se rompt également, ce qui permet à l'Insecte de dégager sa tête et de tirer ses antennes et sa trompe en dehors¹.

Dès lors seulement, les contorsions du Papillon deviennent actives ; il s'aide de l'abdomen pour provoquer une pression dans le sens postéro-antérieur qui complète la déhiscence et facilite la sortie ; c'est alors qu'il étend ses pattes de droite et de gauche à la recherche d'un support où il se cramponne pour se tirer en dehors de sa dépouille nymphale ; le développement des ailes à l'air se fait ensuite normalement.

¹ On se rend très parfaitement compte que cette première partie de l'opération, c'est-à-dire le détachement du plastron thoracique et l'ouverture de la chrysalide, est le résultat d'une poussée intérieure et que cette poussée est provoquée par l'augmentation de volume résultant de la dilatation des tissus.

4. Nous répétons la même expérience avec dix chrysalides et avec le même résultat.

5. Nous introduisons dans l'étuve une chrysalide qui n'est pas à complète maturation ; une certaine dilatation se produit manifestement. avec *détachement partiel du plastron* : quelques girations abdominales indiquent que le Papillon fait des efforts pour émerger de la chrysalide, sans cependant y parvenir.

Notons que pendant toute la journée où se sont pratiquées ces éclosions dans l'étuve, le baromètre était en hausse, de 730 à 733 mm.

Les expériences qui précèdent mettent nettement en évidence que le rôle de l'élévation de la température, pour provoquer l'éclosion, *consiste à produire une dilatation des tissus et des liquidès de la chrysalide et que c'est l'augmentation de volume qui en provient, qui fait sauter les fourreaux à leurs lignes de sutures et ouvre la chrysalide.*

Troisième mécanisme provoquant l'éclosion :

La chaleur en corrélation avec la pression atmosphérique

Nous avons vu que sur les 1,758 Papillons dont nous avons comparé l'éclosion avec les variations de la pression atmosphérique, le 91,32 % sont éclos par une dépression barométrique, tandis que le reste, le 8,68 % seulement, faisant exception à la règle générale, ont émergé de leur chrysalide alors que le baromètre restait stationnaire ou bien accusait une augmentation de la pression ambiante.

Il s'agit maintenant de savoir si les individus qui ont échappé à l'action du mécanisme barométrique doivent leur éclosion à l'influence du mécanisme thermique et c'est pourquoi nous avons entrepris de nouvelles recherches dont voici l'énoncé :

RELATIONS ENTRE LES COURBES THERMOMÉTRIQUE ET BAROMÉTRIQUE

On sait qu'il existe souvent une relation très marquée entre les variations thermiques et les variations de la pression atmosphérique. En dressant en-dessous de courbes barométriques, et sur la même feuille, les courbes correspondantes de la température, ainsi que des exemples en sont donnés aux fig. 3 et 4, on est amené à reconnaître cette relation et à constater que, sous ce rapport, trois cas principaux peuvent se présenter :

1. Lorsque le baromètre baisse, la température tend à s'élever. Dans ce cas, les maxima de la courbe thermométrique se rapprochent des minima de la courbe barométrique. (Fig. 3, les 11, 15 et 20 juillet 1913.) C'est le cas qui se rencontre le plus communément.

2. A une dépression atmosphérique correspond une baisse de la température et à une augmentation de pression correspond une élévation de la chaleur. Ici, les deux courbes tendent à devenir parallèles. (Fig. 4.)

3. A une augmentation de la pression atmosphérique correspond une baisse de température. Dans ce cas, les maxima de la courbe barométrique s'écartent des minima thermométriques. (Fig. 3, les 9, 13, et 17 juillet.)

Ces deux derniers cas sont moins fréquents que le premier. Nous remarquerons encore qu'il peut arriver

momentanément qu'aucune relation n'existe entre les deux courbes, les éclosions qui surviennent alors sont régies par l'un ou l'autre des mécanismes agissant séparément.

Maintenant que nous connaissons le rôle joué par l'abaissement de la pression et l'élévation de la température dans l'éclosion des Papillons, il est permis de concevoir toute l'importance que peuvent avoir les relations existant entre les deux phénomènes et que leurs actions se complétant l'une l'autre, peuvent intervenir dans certains cas où, isolément, elles seraient insuffisantes. Nous étudierons en conséquence quelques-uns de ces cas, au point de vue de l'éclosion des Lépidoptères.

1. *L'élévation de la température en concordance avec une dépression atmosphérique* est le cas que l'on observe le plus fréquemment lorsqu'on compare, ainsi que nous l'avons fait pour plusieurs séries, les courbes barométriques et les courbes thermométriques correspondantes, dressées jour par jour.

Durant les périodes où la pression atmosphérique ne présente pas de grandes variations, le baromètre tend presque toujours à baisser dans le milieu de la journée et à remonter pendant la nuit ; or, cela concorde parfaitement avec les variations de la température qui s'élève au milieu du jour pour s'abaisser, le plus souvent, à partir de la soirée.

Pour ce qui est des périodes de grandes dépressions atmosphériques, durant plusieurs jours, on observe également qu'elles sont fréquemment en relation avec une élévation de la température qui dure autant que se prolonge la dépression.

Dans ces deux cas nous nous trouvons en présence de l'action réunie des deux principaux mécanismes provoquant l'éclosion. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à constater, en comparant nos courbes, que se sont principalement les périodes où les éclosions se sont faites en plus grand nombre. La fig. 3, que nous donnons à titre d'exemple, montre en effet que les jours où la courbe thermométrique offre des maxima qui concordent avec des minima barométriques, c'est-à-dire les 11, 14 et 20 juillet 1913, le nombre des éclosions est particulièrement élevé. Au cours de nos recherches, nous avons pu mettre en évidence un très grand nombre de cas semblables à ceux que montre la fig. 3, avec un chiffre d'éclosions atteignant souvent la cinquantaine en une seule journée.

Lorsque le baromètre indique une simple dépression diurne de peu d'intensité, accompagnée d'une hausse diurne de chaleur, et que cela se renouvelle plusieurs jours consécutivement, chaque journée amène une ou deux éclosions seulement, tandis qu'aucun Papillon n'écloît pendant la nuit. Mais, si la durée de la dépression se prolonge plusieurs jours de suite, avec hausse de température permanente de durée équivalente, les éclosions deviendront facilement plus nombreuses, et auront lieu aussi bien pendant la journée que pendant la nuit ; un exemple de ce genre s'est présenté les 19 et 20 juillet (fig. 3) et d'autres, en grand nombre, ont pu être constatés, notamment les suivants :

PÉRIODE	DÉPRESSION	NOMBRE D'ÉCLOSIONS
Du 4 au 7 mai 1909	730—718	86
Du 28 juin au 2 juillet 1911	736—723	43
Du 13 au 15 mai 1912	728—718	24
Du 5 au 6 juin 1908	729—717	24
Du 21 au 24 avril 1910	733—719	19

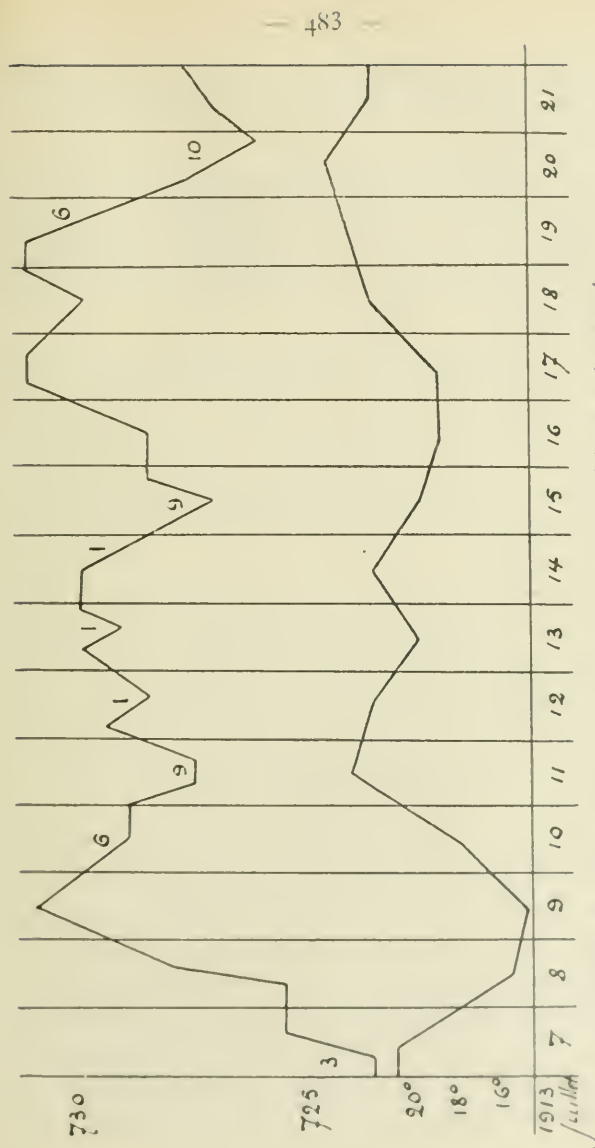


Fig. 3. — Relation entre la pression atmosphérique et la température :
 En haut : courbe barométrique. En bas : courbe thermométrique.

(Les chiffres indiquent le nombre des éclairs.)

La hausse de température, pendant ces périodes, a été constante, depuis le premier jour, sans diminution pendant la nuit.

2. Les périodes où *la courbe thermométrique tend à devenir parallèle à la courbe barométrique*, sont assez fréquentes, quoique moins souvent observées que dans le cas précédent ; elles nous amènent à envisager deux possibilités.

a) A une dépression atmosphérique s'associe une baisse de la température. Ici, le mécanisme barométrique est seul en action et l'examen de nos courbes montre que les jours où ce cas s'est présenté ont accusé un chiffre d'éclosions moyen, qui n'atteint que rarement les proportions obtenues lorsque les deux mécanismes fonctionnent en même temps.

b) A une augmentation de la pression atmosphérique correspond une augmentation de chaleur. Le mécanisme thermique est alors seul en jeu, et son action est le plus souvent suffisante, ainsi que nous l'avons vu au chapitre précédent, pour assurer l'éclosion des chrysalides qui arrivent à maturation durant ces périodes. .

Cependant, si nous examinons les courbes des périodes où la hausse de température est en concordance avec une hausse barométrique, nous avons l'explication de l'éclosion du petit nombre d'individus (le 8.68 %) qui sont éclos par une augmentation de la pression atmosphérique. En effet, *chaque fois qu'une éclosion a eu lieu alors que le baromètre montait, il s'est trouvé que la température s'était élevée ce jour-là*. La fig. 4 donne un exemple de ces éclosions les 25, 27, 29 avril et 2 mai 1913 ; un cas analogue se trouve représenté à la fig. 3, le 7 juillet 1913.

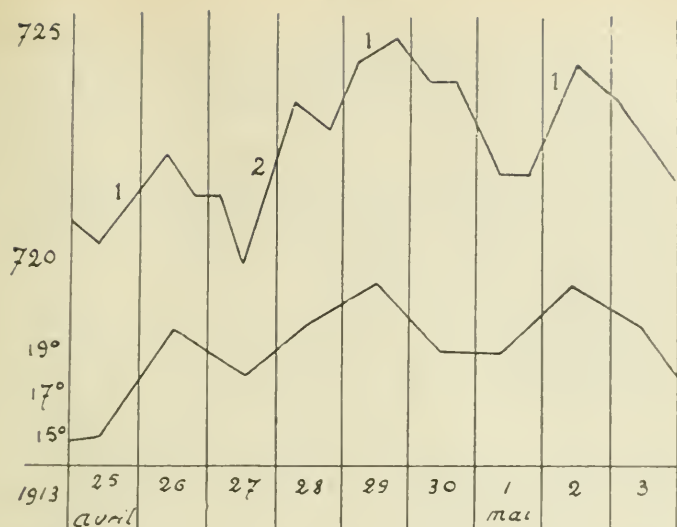


Fig. 4. — Relation entre la pression atmosphérique et la température
 En haut : courbe barométrique.
 En bas : courbe thermométrique.
 (Les chiffres indiquent le nombre des éclosions.)

3. Enfin, à une augmentation de la pression atmosphérique correspond une baisse de la température. Un cas de ce genre se trouve représenté, fig. 3, les 8 et 9 juillet, ainsi que les 16 et 17 du même mois; d'autres cas semblables s'observent également, quoiqu'en faible proportion, dans la longue série de nos courbes.

Ici, aucun des mécanismes nécessaires à l'éclosion n'intervient, aussi aucun Papillon n'est-il observé sortant de sa chrysalide pendant les jours où ce cas se présente. A défaut d'intervention, les chrysalides à maturation à cette époque restent closes et ne s'ouvrent que plus tard, un ou deux jours et même parfois davantage, lorsque la

pression diminue ou que la température monte de nouveau ; *la vie nymphale de l'insecte se trouve donc prolongée jusqu'au moment de l'intervention du mécanisme nécessaire.*

Cette prolongation de la vie nymphale a été mise en évidence d'une façon absolue par celle de nos expériences qui ont été relatées p. 465 à 467. Les fig. 1 et 2 en donnent encore des exemples.

Examinons, à ce point de vue, la fig. 3 : les 8 et 9 juillet, le baromètre monte de 725 à 732, tandis que la température baisse de 20 à 14° ; aucune éclosion n'a lieu, bien que nous constations qu'un certain nombre de chrysalides étaient à maturation. Les 10 et 11 juillet amènent une baisse barométrique et une élévation de température, ce qui produit l'éclosion de 15 Papillons. Des cas analogues se présentent encore les 15 et 16 juillet, les 18, 19 et 20 du même mois, ainsi que plusieurs autres fois.

Ces observations, qui montrent comment se pratique, à l'état naturel, l'intervention des deux mécanismes en concordance l'un avec l'autre, sont confirmées par une série d'expériences de laboratoire, dont le détail fait partie du travail déjà mentionné¹. Ces expériences ont consisté à élever une grande quantité de chrysalides dans un milieu uniformément tempéré ; toutes les éclosions de ces expériences se sont produites par une baisse barométrique et aucune n'a eu lieu par une augmentation de la pression atmosphérique.

¹ Arnold PICTET, *loc. cit.* p. 442 et suivantes.

CONCLUSIONS

Les données qui précèdent permettent de se rendre compte de la façon dont se font les éclosions de Lépidoptères dans leur milieu naturel.

Nous avons vu que le Papillon, au moment de l'éclosion, reste inactif et est incapable de produire la déhiscence de sa chrysalide ; celle-ci est provoquée soit par une diminution de la pression atmosphérique ou par une élévation de la température, soit par l'action réunie de ces deux phénomènes.

L'intensité de la pression atmosphérique varie sans cesse et accuse constamment des dépressions, de plus ou moins grande profondeur, qui durent simplement un jour ou bien peuvent se prolonger plusieurs jours consécutivement. En sorte que les Lépidoptères, lorsqu'ils arrivent à maturation dans leur chrysalide, ont toute chance qu'une dépression atmosphérique survienne au moment propice pour les libérer de leur emprisonnement. Si cette dépression ne survient pas le jour même de la maturation nymphale, il est bien probable qu'elle se produira le lendemain, voire même le surlendemain, c'est-à-dire à temps pour libérer le Papillon avant qu'il ne meurt dans sa chrysalide. Nous avons vu du reste que l'Insecte a la faculté de prolonger un peu la durée de sa vie nymphale, en sorte qu'un retard dans l'action d'une dépression ne se traduit que par un retard équivalent de l'éclosion, qui ne porte pas préjudice au Papillon.

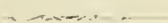
Cependant, on constate parfois des séries de jours où la pression reste uniforme, ou bien augmente graduelle-

ment. Que deviennent alors les chrysalides qui sont arrivées à maturation pendant ces séries ? Vont-elles périr, faute du mécanisme capable d'en provoquer l'éclosion ? Non, car un second phénomène peut intervenir, jouant le même rôle : c'est celui qui réside dans une élévation de la température ambiante. Or, on sait qu'une augmentation de chaleur se produit presque chaque jour au milieu de la journée, et que constamment, surtout pendant la belle saison qui est celle où volent le plus de Papillons, la température s'élève fréquemment d'un jour à l'autre. Ainsi, une chrysalide se trouvant à maturation lorsque le baromètre monte, aura bien des chances qu'une élévation de la température vienne remplacer l'absence de dépression atmosphérique.

La majorité des Lépidoptères, ainsi que nous l'avons montré, éclosent pendant le milieu du jour ; or, il arrive le plus souvent, pendant des périodes de durée parfois assez longue, que les deux mécanismes provoquant l'éclosion, c'est-à-dire une baisse barométrique et une élévation de la température, se produisent dans le milieu de la journée, ce qui concorde à démontrer le rôle de ces phénomènes. D'autre part, lorsque l'état de l'atmosphère subit des dépressions qui s'accroissent graduellement pendant plusieurs jours, ce qui concorde souvent avec une période d'élévation de chaleur durant aussi longtemps que la période de dépression atmosphérique, les éclosions sont particulièrement nombreuses, et se font aussi pendant la nuit.

Ainsi, l'incapacité où se trouve le Papillon d'ouvrir lui-même sa chrysalide lorsqu'est venu le moment d'en sortir, ne gêne nullement l'acte de l'éclosion. Une

fois à maturation, l'Insecte attend : un des mécanismes dont nous venons de mettre en évidence le pouvoir, ne tarde pas à se produire, et à provoquer la déhiscence de la chrysalide, en faisant sauter, à leurs lignes de suture. les fourreaux qui la ferment. Celle-ci une fois ouverte, permet au Papillon de sortir ses pattes, d'atteindre un support et de se tirer en dehors de sa dépouille nymphale.



LE FUTUR TRAITÉ DE PAIX

ET LA

SANCTION des CONVENTIONS de LA HAYE

par

GEORGE FAZY

Ancien Président du Grand Conseil de Genève,
Professeur de Droit public fédéral
à l'Université de Genève

MESDAMES, MESSIEURS.

Le 18 Octobre 1907, les plénipotentiaires des Etats du monde entier, réunis solennellement à La Haye, signèrent treize conventions et une déclaration. Ces documents, longuement discutés, avaient fait l'objet de délibérations commencées le 15 Juin et poursuivies jusqu'au 18 Octobre 1907.

Dans ces actes diplomatiques, les plénipotentiaires reconnaissaient « la solidarité qui unit les membres de la société des nations civilisées ». (Préambule de la 1^{re} Convention.)

Ils déclaraient « vouloir étendre l'empire du droit et fortifier le sentiment de la justice internationale ». (*Ibidem.*)

Ils se déclaraient « animés du désir de servir, même dans l'hypothèse extrême d'une guerre, les intérêts de l'humanité et les exigences toujours progressives de la civilisation ». (Préambule de la IV^{me} Convention.)

Ils ont, dans ce but, « révisé les lois et coutumes générales de la guerre afin d'y tracer certaines limites

destinées à en restreindre autant que possible les rigueurs». (*Ibidem.*)

Ils ont édicté des dispositions « inspirées par le désir de diminuer les maux de la guerre autant que les nécessités militaires le permettent » et « devant servir de règle générale de conduite aux belligérants dans leurs rapports entre eux et avec les populations ». (*Ibidem.*)

Ils ont déclaré « que les cas non prévus ne sauraient, faute de stipulation écrite, être laissés à l'appréciation arbitraire de ceux qui dirigent les armées » et ont « jugé opportun de constater que dans ces cas, les populations et les belligérants restent sous la sauvegarde et sous l'empire des principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis entre nations civilisées, des lois de l'humanité et des exigences de la conscience publique ». (*Ibidem.*)

Moins de sept ans après que ces principes ont été proclamés à l'unanimité, une guerre a éclaté, qui a dépassé en horreurs toutes les précédentes. Au cours de cette guerre, non seulement les *usages établis entre nations civilisées, les lois de l'humanité et les exigences de la conscience publique* ont été foulés aux pieds, mais encore les prescriptions mêmes qui avaient été solennellement consignées dans ces conventions adoptées à l'unanimité à La Haye, le 18 Octobre 1907.

Faut-il admettre que ces actes et ces déclarations solennelles ne constituaient que des vœux pies destinés à être méconnus à la première occasion ?

Était-ce là le sort réservé au travail considérable accompli par les représentants de toutes les nations, fières, à ce moment, d'être appelées en qualité de nations civilisées, à participer à ce Congrès ?

Faut-il admettre que l'humanité a été sujette à une véritable régression ; qu'après *avoir voulu servir les exigences toujours progressives de la civilisation*, les nations qui ont tenu à honneur de faire figurer leurs signatures au bas des Conventions de La Haye, les ont reniées ; qu'elles ont, non seulement méprisé les *exigences de la conscience publique*, mais n'ont plus même respecté les *principes du droit des gens* qui, au cours des siècles, *avaient été établis entre nations civilisées*.

Nous ne saurions l'admettre ; l'œuvre du Congrès de La Haye n'a point été stérile ; elle marquera une étape dans la marche du droit et de la justice entre les nations, mais à la condition que ces conventions, votées à l'unanimité, ne demeurent pas lettre morte et qu'une sanction leur soit donnée. Cette sanction, à peine mentionnée à l'art. 3. de la IV^{me} Convention de La Haye, ne doit pas seulement être indiquée, mais doit être appuyée par des dispositions qui la précisent et l'organisent. Elle doit surtout être rendue effective par la constitution d'un tribunal, appelé à prononcer sur les infractions commises.

On parle beaucoup aujourd'hui d'une société des nations et tous les belligérants se déclarent d'accord pour l'instituer.

Mais cette société des nations peut-elle être constituée sur d'autres bases que celles de la justice et du respect des engagements, et si les engagements pris peuvent impunément ne pas être tenus, il n'y a pas de société possible.

D'autre part, lorsqu'il s'agit d'obtenir l'exécution d'engagements, il faut pour ne pas perpétuer les ressentiments

et les haines nationales, éviter que cette exécution emprunte le caractère de représailles et se présente sous la forme d'un triomphe de la force.

Il faut lui enlever toute ressemblance avec l'application de la loi du talion.

Pour que les peuples puissent se grouper en une société, il faut qu'au régime de la *vendetta* entre nations, succède le règne de la légalité et de la justice.

Et si ce progrès pouvait se réaliser, bien que conçu dans les larmes et le sang, il serait une bénédiction pour les générations futures.

Pour les peuples, comme pour les individus, ce ne serait plus la force qui primerait le droit, mais le droit qui primerait et dompterait la force.

Si des réparations et des sanctions doivent être exigées, elles ne doivent pas être comprises dans une indemnité de guerre générale, ou dans d'autres mesures de ce genre, mais doivent résulter de condamnations prononcées, dans chaque cas particulier, par un tribunal neutre et aussi impartial que possible.

Les jugements que rendra ce tribunal s'imposeront à la conscience de tous comme une œuvre de justice, et non comme un acte de colère et de vengeance. Ils constitueront, dans l'avenir, une garantie précieuse pour la sécurité générale, tant des vaincus que des vainqueurs.

En se soumettant à cette juridiction, le vaincu ne subit aucune humiliation, car il impose à son tour la même juridiction au vainqueur et doit avoir un égal intérêt à l'observation des conventions qu'il a lui-même signées.

Enfin les forfaits qui ont été perpétrés, au lieu d'être des sujets de reproches et d'accusations ignominieuses et

généralisées, ne seront-ils pas plus facilement oubliés, lorsque leurs auteurs les auront personnellement expiés et que leur nation s'en sera ainsi désolidarisée ?

C'est notre illustre concitoyen, J.-J. Rousseau, qui, devant les diplomates du Congrès de La Haye, a, le premier, formulé l'un des principes reconnus par ce Congrès.

« La guerre, a-t-il dit, n'est point une relation d'homme à homme, mais une relation d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes, ni comme citoyens, mais comme soldats..... En pleine guerre, un prince juste s'empare bien, en pays ennemi, de tout ce qui appartient au public, mais il respecte la personne et les biens des particuliers... La fin de la guerre étant la destruction de l'Etat ennemi... la guerre ne donne aucun droit qui ne soit nécessaire à sa fin. » (Contrat social L. I. C. IV.)

Il nous a semblé qu'il appartenait à Genève de chercher à consacrer ce principe du « Contrat Social » et à rendre effectives les applications qui en ont été déduites dans les Conventions internationales du 18 Octobre 1907.

C'est cette idée qui nous a encouragé, Mesdames et Messieurs, à vous présenter le projet qui suit. Ce travail n'a aucune prétention à être complet et définitif : il vous est présenté comme une esquisse de ce qui pourrait être élaboré dans ce sens par une réunion de personnes compétentes.

Nous avons pensé qu'il pourrait convenir à la Section des Sciences morales et politiques de l'Institut National Genevois de prendre sous son patronage le présent travail, quelque imparfait qu'il puisse être, et

de favoriser ainsi la diffusion d'une idée qui peut avoir son utilité.

Avant de passer à la lecture du projet que nous avons rédigé, nous croyons, Mesdames et Messieurs, afin que vous puissiez plus facilement en suivre les dispositions, devoir vous indiquer très brièvement les principes qui nous ont dirigé.

L'article 3 de la IV^{me} Convention de La Haye, que nous venons de mentionner, s'exprime comme suit :

« La partie belligérante qui violerait les dispositions du dit Règlement sera tenue à l'indemnité, s'il y a lieu. Elle sera responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de sa force armée. »

Cet article, comme vous le voyez, est peu précis ; il n'indique pas par qui l'indemnité doit être fixée, ni comment cette indemnité doit être arrêtée. Il ne prévoit aucune intervention judiciaire. Il semble que l'indemnité doive suivre le sort des armes et être imposée, au jugé, par le vainqueur ; enfin, elle est collective et non individuelle, attribuée à la nation victorieuse et non aux individus lésés.

On ne saurait donc considérer cette indemnité comme réalisant une œuvre de justice et de réparation.

Le second principe qui nous a dirigé est le suivant :

Pourquoi le même individu, auteur d'un délit puni par le Code pénal de son propre pays, serait-il coupable ou innocent, suivant le vêtement ou l'uniforme dont il est revêtu ?

Il ne s'agit pas de savoir, pour condamner ou innocenter ce coupable, quel est l'habit qu'il porte, mais.

seulement de savoir si l'acte qu'il a commis était autorisé ou non par les Conventions de La Haye, si cet acte était nécessaire « aux fins de la guerre ».

S'il est jugé que cet acte constitue une violation aux Conventions de La Haye, il n'y a aucune raison pour que son auteur ne soit puni en conformité des dispositions du Code pénal de son propre pays, dispositions qu'il ne pouvait ignorer.

Ce sera au tribunal à examiner s'il y a atténuation dans le cas où l'infraction a été commise sur l'ordre d'un supérieur, et s'il convient de poursuivre ce supérieur.

Tels sont les principes dirigeants du projet que j'ai l'honneur, Mesdames et Messieurs, de vous soumettre.

De la sanction des Conventions de La Haye

Dispositions à insérer dans le futur Traité de Paix

ARTICLE PREMIER. — Pendant les dix années qui suivront la signature du présent traité, les auteurs et complices d'actes commis durant les hostilités, en violation de l'une quelconque des dispositions des Conventions de La Haye, pourront, à la requête des gouvernements, communes, sociétés, ou des particuliers, victimes de ces actes, être poursuivis devant la Haute Cour internationale instituée ci-après, et pourront être condamnés aussi bien pénalement que civilement.

Les condamnations pourront être requises, à défaut des victimes, par leurs parents ou alliés au degré successeur d'après leur loi nationale.

ART. 2. — Seront considérés comme auteurs principaux, ceux qui auront commis ou ordonné de commettre les actes ci-dessus.

Seront considérés comme complices, les chefs qui, revêtus de l'autorité nécessaire, n'auront pas prévenu ou réprimé ces actes.

Dans le cas où ces actes auront été commis collectivement, les chefs seront considérés, non plus comme complices, mais comme auteurs principaux.

ART. 3. — Ceux qui seront reconnus coupables seront punis en conformité des dispositions pénales qui étaient en vigueur dans leur propre pays au moment de la déclaration de guerre.

Ces dispositions pénales seront notamment appliquées, comme elles le seraient en temps de paix, à tous actes commis à l'égard des non-combattants, en violation des stipulations des Conventions de La Haye.

ART. 4. — Sans préjudice des peines prononcées, les coupables seront en outre condamnés à la réparation civile du dommage causé.

Si les coupables ne peuvent être atteints, cette réparation civile sera à la charge de leur gouvernement.

La solidarité entre les condamnés, auteurs principaux et complices, sera de droit pour les réparations civiles.

ART. 5. — Les pénalités infligées seront subies dans le pays des plaignants et les Hautes Parties contractantes déclarent, chacune en ce qui la concerne, consentir d'ores et déjà à l'extradition tant des accusés que des condamnés.

L'entretien des accusés pendant l'information préalable, si leur détention préventive est ordonnée, et pendant les débats définitifs, ainsi que l'entretien des condamnés pendant la durée de leur peine, sont à la charge de leur pays d'origine, suivant un règlement à établir.

ART. 6. — Sera assimilée à un assassinat et punie comme telle, toute exécution sommaire d'un civil, ou d'un prisonnier militaire détenu dans un camp de concentration ou autre lieu, si cette exécution n'a pas été précédée d'un jugement émanant d'un tribunal compétent, ou si la victime n'a pas pu librement faire valoir ses moyens de défense.

ART. 7. — Seront considérés comme séquestration illégale, toute détention, déportation ou emprisonnement auxquels un civil aura été soumis dans les mêmes conditions.

Il en sera de même de tout travail ou emploi auquel un civil aura été astreint contre son consentement.

Sera considéré comme circonstance aggravante le fait que le travail ou l'emploi auront été de nature militaire.

Si les faits prévus au présent article ont occasionné une maladie, une infirmité ou la mort, la peine sera respectivement celle de l'assassinat, de l'homicide, des sévices ou des voies de fait.

Cette disposition sera également appliquée dans le cas où le travail imposé aux prisonniers de guerre aura été excessif.

ART. 8. — Tout jugement, même rendu par un tribunal compétent, qui aura prononcé la peine de mort ou quelque autre pénalité, pourra, sur la demande des inté-

ressés, gouvernements, parents ou alliés, être révisé, et les juges pris personnellement à partie et condamnés à des réparations civiles et à des peines qui seront arbitrées par la Haute Cour Internationale, suivant la gravité des cas et le degré de partialité ou de légèreté dont ces juges auront fait preuve.

ART. 9. — Les commandants, directeurs, médecins, infirmiers, gardiens et autres employés des hôpitaux, camps de prisonniers ou autres lieux de détention, qui n'auront pas fourni aux individus dont ils avaient le soin ou la garde, les secours médicaux, les aliments et les vêtements qu'ils devaient leur fournir, qui auront négligé leurs obligations, exploité les malades ou les prisonniers, qui leur auront fait subir des punitions corporelles ou qui se seront rendus coupables à leur égard d'une violation manifeste des devoirs de l'humanité, seront, suivant les conséquences de ces actes, ou de ces omissions, condamnés pour assassinat, homicide, coups et blessures, etc.

ART. 10. — Les chefs qui, hors les cas autorisés par les Conventions de La Haye, auront imposé des contributions de guerre, ou en auront imposé d'excessives en regard des dites Conventions, seront personnellement tenu à la restitution de ces contributions, ou de ce qu'ils auront perçu en excès et cela solidairement avec leur gouvernement.

ART. 11. — Les jugements prononçant les réparations civiles seront exécutoires de plein droit dans tous les territoires des Hautes Parties contractantes, sans qu'il soit besoin d'en demander l'exequatur.

Des négociations seront entamées, conjointement par toutes les Hautes Parties contractantes, auprès des nations qui n'ont pas pris part à la guerre pour obtenir que l'exécution des dits jugements soit facilitée sur leurs territoires et pour éviter le célement des biens des condamnés.

Dans le cas où les réparations civiles ne pourraient pas être intégralement recouvrées contre les condamnés, leurs gouvernements seront tenus de les parfaire.

ART. 12. — La restitution de tous titres et objets mobiliers soustraits, sera ordonnée. Les titres et objets mobiliers se trouvant entre les mains de tiers, pourront être revendiqués sans que ces tiers puissent arguer de leur bonne foi, lorsque ces titres ou objets mobiliers se trouvent dans le pays des coupables ou sur un territoire appartenant à l'une des parties contractantes.

Pour les titres et objets mobiliers qui auraient été transportés sur le territoire d'Etats n'ayant pas pris part à la guerre, des négociations seront entamées, conjointement par toutes les Hautes Parties contractantes, pour que le recel de ces titres et objets mobiliers soit réprimé et leur restitution facilitée.

ART. 13. — Les biens qui ont été mis sous séquestre, parce qu'ils appartenaient à des sujets de pays ennemis, seront restitués à leurs propriétaires dans le délai d'un mois dès la signature du présent traité et les administrateurs des dits biens devront dans ce délai rendre compte de leur administration. Seront appliquées les règles de la *negotiorum gestio*, si les administrateurs se sont bornés à prendre les mesures conservatoires dictées par les circonstances. Dans le cas contraire, et s'ils ont

exploité les dits biens, et placé les capitaux, ils seront responsables, solidairement avec leur gouvernement, de tout préjudice causé au propriétaire.

ART. 14. — La Haute Cour Internationale chargée de juger les cas prévus par les dispositions ci-dessus, sera composée de cinq juges et de cinq suppléants désignés de la manière suivante :

Un juge et un suppléant par S. M. le Roi d'Espagne.

Un juge et un suppléant par S. M. le Roi de Suède.

Un juge et un suppléant par S. M. le Roi de Norvège.

Un juge et un suppléant par S. M. la Reine des Pays-Bas.

Un juge et un suppléant par le Conseil fédéral suisse.

ART. 15. — La Haute Cour siégera à La Haye, mais pourra se transporter partout où elle le jugera nécessaire et les Hautes Parties contractantes déclarent d'ores et déjà y consentir et s'engagent à lui fournir les locaux convenables, ainsi que l'assistance nécessaire, notamment celle de la force publique.

ART. 16. — La Haute Cour choisira elle-même ses greffiers et employés ; elle déterminera la procédure qui devra être suivie, soit pour l'information préalable, soit pour les débats définitifs. Elle sera revêtue de tous les pouvoirs qui lui seront nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

ART. 17. — Les émoluments des juges et des suppléants seront fixés par la Haute Cour et mis à la charge des Parties contractantes proportionnellement au montant des condamnations infligées à leurs nationaux.

ART. 18. — La Haute Cour recourra, dans les cas non prévus, aux règles de procédure contenues dans les Titres III et IV de la I^{re} Convention de La Haye, du 18 Octobre 1907.

Genève, Septembre 1916.

La Section des Sciences morales et politiques de l'Institut National Genevois, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de recommander le projet ci-dessus à l'attention bienveillante des autorités compétentes et à ces fins de le faire parvenir au Conseil fédéral avec prière d'en remettre un exemplaire à chacun des Ministres des Etats belligérants accrédités à Berne.

(Extrait du Procès-Verbal de la séance du 23 Octobre 1918 de la Section des Sciences morales et politiques de l'Institut National Genevois.)

De l'Education et de l'Instruction

PAR

FRANK BROCHER¹

Le but de l'éducation a été défini : (a) « Mettre l'enfant en état de pouvoir se passer de ses parents ».

C'est pourquoi, dit-on : (b) Il faut donner à l'enfant une connaissance élémentaire de tout ce qui peut lui être utile plus tard, dans la vie. (C'est l'instruction, qui n'est donc qu'une partie de l'éducation.)

Pendant, beaucoup de personnes, reconnaissant la superficialité de cette connaissance élémentaire encyclopédique et, en outre, constatant le peu d'utilité qu'ont, dans la vie, certaines branches (les langues mortes, beaucoup de personnes, dis-je, admettent que, par l'instruction, on cherche, avant tout, à inculquer aux enfants une méthode de travail (c) ; et que l'étude de certaines branches (absolument inutiles, dans la suite, pour la plupart d'entre eux) est (d) une sorte de gymnastique

¹ Les pages suivantes — qui concernent le côté théorique de la question — faisaient partie du chapitre d'introduction d'un travail que, pour diverses raisons, j'ai renoncé à publier, en entier, sous forme de brochure, comme je me l'étais primitivement proposé. La partie de ce travail qui traite des faits d'ordre tout à fait pratique a paru dans la *Tribune de Genève* du 5 septembre 1918, sous le titre de « L'Education et le Collège, réflexions d'un père ».

cérébrale qui, prétendent-elles, sert à développer leur intelligence, leur faculté de penser et de raisonner.

J'admets, en principe, la première (*a*) de ces définitions ; mais je me permets d'avoir, sur les autres (*b, c, d*), des idées assez différentes.

Pour mieux faire comprendre ma manière de voir, j'aurai recours à une comparaison.

Lorsqu'on plante un arbre, après avoir labouré la terre à sa base, on lui met un tuteur et on l'y attache. Si l'on se contente de faire cela, l'arbre croîtra et produira des fruits. Mais ceux-ci, quoique souvent précoces, ne seront ni aussi abondants, ni aussi savoureux, que ceux que l'on récoltera — mais au bout de quelques années seulement — sur un arbre qui, en outre, aura reçu les soins d'un jardinier expérimenté.

Or, que fait ce dernier ?

Il surveille le jeune arbre ; il enlève les mauvaises herbes qui l'entourent et dépose, à son pied, de l'engrais. Celui-ci contient des substances qui, absorbées par les racines et assimilées par la plante, contribuent à former la sève.

Si certaines branches, se développant trop, attirent à elles la sève, au détriment d'autres plus faibles, d'un coup de sécateur, le jardinier les élague ou, tout au moins, il les taille. En outre, pendant les premières années, il supprime les bourgeons à fruit ; il ne les laissera que, lorsque le tronc ou la tige ayant acquis suffisamment de force, ils pourront, sans inconvénient, se développer et se transformer en fruits.

Il en résulte que cet arbre produira des fruits plus tard que celui qui a été privé de soins ; mais ces fruits seront

meilleurs et plus nombreux, parce qu'ils seront produits par un organisme plus robuste.

Remplaçons maintenant, en pensée, le jeune arbre par l'enfant :

L'éducation peut être comparée au tuteur, auquel s'ajoutent les soins du jardinier, qui, eux, représentent l'instruction.

A mon avis, la meilleure éducation qu'on puisse donner à l'enfant, c'est le bon exemple ¹ ; toutefois, je ne m'arrêterai pas à ce sujet.

Bien que les régents soient aussi des éducateurs (puisque l'instruction n'est qu'une partie de l'éducation), je m'occuperai surtout de leur activité au point de vue de l'instruction proprement dite.

De même que le jardinier ne peut fabriquer la sève et qu'il se contente de mettre à la portée de la plante des substances (engrais) qui lui en facilitent l'élaboration, on ne peut, au moyen de l'instruction, que mettre l'enfant en état d'acquérir des connaissances ; mais il n'est pas possible de lui faire absorber celles-ci contre son gré.

Après avoir éloigné de lui tout ce qui peut avoir une influence funeste sur son développement (individus, choses, lectures), on doit s'efforcer d'éveiller son intelligence, en lui présentant certains sujets et en attirant sur eux son attention ; afin que, tout de suite ou plus tard, par un travail personnel, l'enfant s'en empare et y applique ses facultés ².

¹ Direct, cela va sans dire ; mais aussi, celui qui résulte de la lecture de morceaux choisis.

² Pour cela, il faut que l'enfant dispose de quelques instants d'où la nécessité de réduire le plus possible les travaux à faire à domicile.

Ces sujets — comme l'engrais — doivent, naturellement, être faciles à assimiler et, en outre, ils doivent être utiles, dans la suite, à la majorité des enfants.

A mon idée, on devrait leur présenter des objets ou des faits (dessins, travaux manuels, expériences diverses sur les éléments des sciences) qui les amènent à *observer*, à *comparer* et à *juger*, plutôt que de les faire *raisonner* sur des sujets abstraits (langues mortes, règles grammaticales) qui, à cet âge, sont au-dessus de leur portée et qui, dans la suite, ne serviront (?) qu'à une petite minorité d'entre eux.

Poursuivons notre comparaison.

Admettons que l'enfant ait une éducation normale, mais que son instruction soit insuffisante ou nulle.

Il se développera, dans ce cas, sans harmonie, comme un arbrisseau mal surveillé; comme pour celui-ci, il peut arriver qu'il envoie sa sève dans quelques branches seulement (il peut arriver qu'il ne développe que quelques-unes de ses facultés).

Si l'enfant est bien doué — s'il aime, par exemple, la musique ou les mathématiques — il produira, peut-être, des œuvres précoces, quelquefois très originales; mais celles-ci seront éphémères, la production tarira vite. Il est possible, qu'à 18 ans, ce soit un enfant prodige : pianiste remarquable ou calculateur extraordinaire; mais, à part cette production hâtive, le reste de sa vie, en général, sera terne. Il est probable, en outre, qu'il mourra jeune.

Si l'enfant est soumis à la discipline de l'instruction, les choses se passent différemment.

Admettons, comme plus haut, qu'il soit particulièrement bien doué pour la musique ou les mathéma-

tiques. Inconsciemment, il tendra à exercer ses facultés dans cette direction seule; mais, l'instruction intervient. Au lieu de lui laisser consacrer tout son temps à la musique, elle ne lui en permet que quelques heures par semaine; en revanche, elle lui fait étudier le latin, la géographie et d'autres branches encore.

C'est le coup de sécateur du jardinier qui empêche que la sève ne se porte trop exclusivement sur une branche (une faculté) et qui la force ainsi à se répartir dans tout l'organisme. Mais, au fur et à mesure que l'arbre croît, l'intervention du jardinier diminue; celui-ci s'abstient de plus en plus et, peu à peu, il laisse son élève se développer librement.

. . .

Le but principal de l'éducation étant donc, à mon idée, « la formation d'une personnalité indépendante, *harmonieusement développée*, capable de vivre et de produire par ses propres moyens », on peut dire que le seul critérium du succès de l'éducateur est le fait, qu'arrivé à un certain âge, l'élève, tout naturellement, s'émancipe et continue, de lui-même, à se développer normalement.

Ce qui semble paradoxal, c'est que cette émancipation — qui caractérise donc le succès de l'éducateur — est parfois un acte de révolte contre celui-ci, s'il n'a pas compris, à temps, que le moment était venu où il devait renoncer à la direction et devenir un collaborateur.

Mais, de même qu'il arrive parfois, que, malgré tous les soins du jardinier, un arbre pousse d'une manière défectueuse, il peut arriver aussi qu'un enfant se montre rebelle à toute bonne influence, qu'il s'émancipe trop

tôt et que son développement se fasse mal ou dans une mauvaise direction.

C'est un échec. Il ne faut pas toujours en attribuer la responsabilité au pédagogue ou à l'enfant. Il peut être dû à des causes multiples, dont quelques-unes seulement peuvent, parfois, être déterminées : hérédité, influence funeste d'un voisin, maladie, accident, mauvais fonctionnement d'un organe.

Cependant, il faut bien reconnaître que, si le jardinier (le pédagogue) est maladroit, il peut faire beaucoup de mal et compromettre le développement de la plante (de l'enfant), soit en élaguant où il ne faut pas, soit en gênant par trop le développement normal de certaines facultés de son élève ; celui-ci peut en pâtir pendant sa vie entière.

. . .

Si l'on accepte cette comparaison ¹, on arrive à la conclusion — assez paradoxale et qu'il ne faut évidemment pas prendre à la lettre — que l'instruction a, probablement, une action plus passive qu'active.

On ne peut guère, par son moyen, qu'améliorer les conditions dans lesquelles se développe l'enfant ; mais c'est à ce dernier de savoir en profiter. Lorsqu'il y a réellement intervention, celle-ci (la taille) a un caractère franchement négatif et retardant.

¹ Qu'on ne doit considérer que comme un moyen d'expliquer ma pensée. Car je suis le premier à reconnaître que comparer le développement intellectuel d'un enfant au développement physique d'une plante est, pour le moins, un peu risqué.

Par conséquent, peu importe, en somme, ce que l'on fait étudier à l'*enfant*, puisque le résultat que l'on obtient — voulu ou involontaire — ce n'est pas l'amélioration du fonctionnement cérébral (*d*), l'acquisition d'une bonne méthode de travail (*c*) ou (*b*) l'obtention de quelques connaissances (aussi vite oubliées qu'appriees) : mais c'est surtout — en disséminant l'activité cérébrale sur un grand nombre de sujets — d'amener le ralentissement du développement intellectuel (tout au moins celui de certaines facultés), jusqu'au moment où, l'organisme ayant assez de vigueur, l'*adolescent* peut se servir de ses facultés, comme il l'entend, pour le but qu'il se propose, avec le maximum de rendement.



DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

COMPTE RENDU
DES
TRAVAUX DE L'INSTITUT
PENDANT L'ANNÉE 1916

Depuis 1911, l'Institut genevois avait dû recourir à l'hospitalité de la Bibliothèque publique et du Musée d'Art et d'Histoire pour héberger ses collections de livres et d'objets d'art ; les sections tenaient leurs séances dans divers locaux universitaires obligeamment mis à leur disposition par le Département de l'Instruction publique. C'est pendant cette période que s'édifiait le Palais électoral dans lequel les locaux nécessaires à l'Institut avaient été prévus. Ces locaux comprennent une bibliothèque, une grande salle de séances, avec vestiaire et cabinet de toilette. La séance d'inauguration a eu lieu le 20 novembre 1916, avec l'ordre du jour suivant :

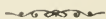
1. L'Institut genevois au Musée Rath et dans l'ancien Bâtiment électoral, allocution de M. Henri Fazy, président de l'Institut.

2. Les caractères généraux et la pensée centrale des « Alpes Suisses », d'Eugène Rambert, lecture de M. Virgile Rossel, membre correspondant de l'Institut.

3. La jeunesse du zoologiste genevois Edouard Claparède, d'après sa correspondance inédite, communication de M. le professeur Emile Yung.

Malheureusement, l'interdiction de chauffer les locaux

de sociétés a entraîné la dissémination des sections de l'Institut dès après l'inauguration des nouvelles salles. Il en est résulté un ralentissement sensible de nos travaux : deux des sections (sciences naturelles et mathématiques, littérature) ont suspendu leurs séances en 1916.



TRAVAUX DES SECTIONS

I

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire

Au cours des six séances publiques de l'année 1916, les communications suivantes ont été présentées :

M. Daniel BERSOT. Les effets de la guerre mondiale sur le journalisme.

M. W. DEONNA. Les croyances religieuses et superstitieuses à Genève avant le christianisme.

M. DE DOUKHTA. Les recherches ethnographiques concernant les langues primitives des peuples aryens et l'apparition des langues baltico-slaves en Europe.

M. Henri FAZY. Genève de 1789 à 1792 (fragments).

M. le professeur L. HERSCH. Les guerres et la nuptialité dans les pays neutres.

M. Otto KARMIN. Une étude inédite de J.-D. Blavignac : Carouge à l'époque révolutionnaire.

M^{lle} Pauline LONG. Grétry à Genève.

M. Paul OTLET. La Belgique pendant la guerre.

M. B. REBER. La transformation de l'Evêché en Musée du Vieux Genève et Archives d'Etat.

En outre la section a organisé deux conférences publiques à l'Aula de l'Université (M. Paul OTLET : Les problèmes internationaux et la guerre) et a fait placer une plaque commémorative auprès de la tombe de Sismondi, restaurée à ses frais.

II

Section des Beaux-Arts

Les travaux suivants ont été présentés :

M. Th. DIVORNE. L'Abbaye de Bonmont.

M. Eug. L'HUILLIER. Le château de Dardagny.

M. Alex. MAIRET. Les Beaux-Arts à Genève et l'Institut.

M. Albert TRACHSEL. La prison de l'Evêché, sa conservation ou sa démolition.

Du 5 au 30 octobre, la Section a organisé une exposition des Beaux-Arts à l'occasion de l'inauguration du Palais électoral, avec le concours de la Société d'Horticulture de Genève. Au cours de cette exposition, qui a eu un plein succès, la Section a organisé cinq grands concerts et fait faire deux conférences (M. Henri CORREYON : la Floriculture ; M. Alex. MAIRET : Genève et les Beaux-Arts.)

III

Section d'Industrie et d'Agriculture

Communications présentées :

M. BORNAND-BRITZ. La campagne genevoise (avec projections lumineuses).

M. le professeur JAQUET. L'horlogerie électrique.

M. NICODET. Fourrages et combustion spontanée.

IDEM. La culture maraîchère genevoise.

IDEM. Les porte-graines en culture maraîchère.

M. le Conseiller d'Etat ROCHAIX. Le drainage.

En outre, la Section a consacré une matinée à la visite du Musée industriel permanent, sous la conduite de M. P. RUDHARDT, directeur du Musée. Comme les années précédentes, des prix ont été remis à l'Ecole de Châtelaine et aux diverses expositions agricoles organisées dans notre canton.



COMPTE RENDU
DES
TRAVAUX DE L'INSTITUT
PENDANT L'ANNÉE 1917

Au cours de l'année 1917, l'Institut national genevois a publié le tome XLII de son *Bulletin* : vol. in-8° de 592 pages, 120 figures dans le texte et 4 diagrammes. En outre, il a assuré l'impression d'un important ouvrage d'histoire nationale dû à la plume de son président, M. Henri FAZY : *Genève de 1788 à 1792, la fin d'un régime* (Genève 1917, 560 p. in-8°, Kündig éd.).

TRAVAUX DES SECTIONS

I

Section des Sciences naturelles et mathématiques

Communications présentées :

M. le prof. ANDRÉ. La faune infusorienne du Léman.

M. J. BRIQUET. Sur la carpologie des Composées.

M. le Dr Frank BROCHER. Sur le développement et la vie larvaire du *Pseudogenia carbonaria*.

M. J. CARL. Remarques biologiques sur le *Scolopendra subspinipes*.

M. GANDOLFI-HORNOLD. Sur la nutrition des anguilles.

M. B.-P.-G. HOCHREUTNER. Remarques sur les poussières observées sur la neige à la montagne.

IDEM. Sur les classifications naturelles et artificielles en botanique, à propos de quelques genres nouveaux de Malvacées.

M. Fr. LE COULTRE. Sur la planète Mars (avec projections lumineuses.)

M. W. STEFANSKY. Recherches sur l'excrétion chez les Nématodes libres.

Parmi les pertes de cette année, la Section doit mentionner comme particulièrement regrettables celles de M. le Dr FREY-GESSNER, entomologiste, membre effectif, et de M. le prof. A. MONNIER, chimiste, membre honoraire.

II

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie. et d'Histoire

Communications présentées :

M. Georges ADAMIDI. L'origine d'un peuple archaïque : les Epirotes ou Albanais.

M. Aly EL GHAÏATY. L'Alma Mater du Caire (El Azhar).

M. X.-S. COMBOTHECRA. Portée de la souveraineté et circulation aérienne.

M. le prof. L. HERSCH. Les Suisses à l'étranger et les étrangers en Suisse.

M. Otto KARMIN. La Loge et le Chapitre genevois « La Parfaite Egalité ». 1767-1805.

IDEM. L'établissement genevois de Novoj Lancy, près Odessa, 1807-1813.

M. André DE MADAY. La théorie de la valeur des institutions comme fondement de la sociologie.

M. le prof. W.-E. RAPPARD. Albert Gallatin, citoyen de Genève, ministre des Etats-Unis.

Une séance de discussion a été consacrée à : La question des étrangers en Suisse pendant et après la guerre.

III

Section de Littérature

Au cours de cette année, la Section a procédé à diverses nominations. Outre plusieurs membres honoraires, ont été nommés membres effectifs : MM. Louis DEBARGE, Alexis FRANÇOIS et Henri MERCIER ; membres émérites : MM. Charles BONIFAS et Jules NICOLE ; membres correspondants : MM. Gottfried BOHNENBLUST, Francesco CHIESA, Conrad FALKE, François FRANZONI, Albert HALBLUTZEL, Pierre KOHLER, Félix MÖSCHLIN, Joseph REINHART, Carl SPITTELER. Le décès du regretté Alfred DUFOUR a laissé un grand vide parmi les membres effectifs où ce fin lettré ne comptait que des amis.

Désireuse de répandre chez nous les œuvres de nos Confédérés de langue allemande, la Section a ouvert un concours de traduction entre les stagiaires et les jeunes

sous-régents de l'enseignement primaire genevois. Les concurrents devaient traduire une nouvelle d'un auteur suisse-allemand contemporain. Les travaux ont été déposés à la fin de décembre et un jury sera nommé incessamment. Une somme de 250 francs est mise à sa disposition.

Enfin, la Section a voué le meilleur de son activité au centenaire de M^{me} de Staël. Le jeudi 6 décembre, elle a tenu une séance publique et gratuite dans l'Aula de l'Université, sous la présidence de M. Bernard BOUVIER. Une foule considérable y assistait. Après une allocution du président, M. Paul GATTIER, de Paris, le sagace historien de M^{me} de Staël, M. Philippe GODET et M. Pierre KOHLER ont évoqué tour à tour la grande et noble figure de la châtelaine de Coppet.

Le lendemain, dans la grande salle de l'Athénée, un groupe d'amateurs dirigé par M^{me} CHANTRE et enrichi du bienveillant concours de M^{me} Gretà PROZOR, a représenté deux ouvrages dramatiques de M^{me} de Staël : *Agar dans le désert*, scène lyrique qu'elle avait composée et jouée à Genève, en 1806, et la *Signora Fantastici*, proverbe qui fut donné en 1808 dans les mêmes conditions. Cette tentative de résurrection pour deux œuvres un peu oubliées, mais dont chacune renferme de réelles beautés ou du charme et de l'esprit, a été couronnée d'un entier succès. Après le spectacle, un thé a été offert par la Section dans les salons de l'Athénée.

Mentionnons, pour terminer, un geste de piété que la Section de littérature se devait de faire pour honorer le souvenir de Louis DUCHOSAL : elle s'est associée de grand cœur à la pétition des amis du poète lorsqu'ils ont demandé au Conseil Administratif, et obtenu, qu'on donnât son nom à une rue de Genève.

IV

Section des Beaux-Arts

Cette Section a tenu en 1917, une séance de membres effectifs et 8 séances générales. Elle a eu le chagrin de perdre trois artistes distingués : MM. Henri HÉBERT, Jules MATTHEY et Jules CROSNIER. Elle a élu membre effectif M. A. JACOT-GUILLARMOD, en remplacement de M. Henri HÉBERT. Deux excursions collectives ont été faites : au printemps à l'abbaye de St-Sulpice, en automne aux ruines du château de St-Cergues. Les communications suivantes ont été faites :

M. J. DOMPMARTIN. L'Abbaye de St-Sulpice (Vaud).

M. Paul MÆRKY. Ce que l'on voit sur la grande route (avec productions lumineuses).

M. Alex. MAIRET. La Section des Beaux-Arts depuis sa fondation jusqu'à nos jours.

M. Joseph MÉGARD. A la montagne (avec exposition de peinture).

M. Eug. MORIAUD. La Société mutuelle artistique.

M. Ch. RAYMOND. Navigation fluviale et jonction du Rhône au Rhin (avec projections lumineuses).

Outre 3 expositions de peinture individuelles, il convient de signaler encore une audition musicale : Trio à cordes, par MM. Paul BERTHEPAT, C. CORDIN et Aug. LANG.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture

Les communications suivantes ont été faites en 1917 :

M. DURET. Le crayon.

M. ELMER. Quelques erreurs et préjugés concernant l'électricité et le chauffage.

M. le prof. LENDNER. La culture et la récolte des plantes officinales en Suisse.

M. NICODET. Concours de pommes de terre.

M. P. RUDHARDT. L'effort de l'industrie genevoise depuis la guerre.

Des prix ont été remis à l'Ecole d'Horticulture de Châtelaine et des subventions accordées pour les expositions de l'« Union avicole genevoise » et de la « Société romande pour l'élevage du petit bétail ». Enfin, notre Section a organisé cette année un concours pour la culture en grand des pommes de terre, avec un tableau de 1.500 francs de prix. Nous ne pouvons que nous féliciter des résultats obtenus puisque, par rapport aux surfaces cultivées, le canton de Genève a passé au premier rang en Suisse pour la production des pommes de terre.

INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Comptes de l'exercice 1916, approuvés par l'Assemblée générale

Recettes		Dépenses	
Solde disponible à la Banque de Genève.	Fr. 5,009 75	Allocation à la Section d'Industrie et d'Agriculture (exercices 1912, 1913 et 1914).	Fr. 1,200 —
Allocation de la Ville de Genève pour la Bibliothèque	» 200 —	Allocation à la Section des Beaux-Arts (1916)	» 400 —
Allocation de l'Etat	» 5,000 —	Allocation à la Section de Littérature (1916).	» 400 —
En caisse.	» 100 35	Indemnité du Secrétaire général et débours du Secrétariat	» 486 35
Intérêts 3 1/2 à la Banque de Genève	» 203 60	Indemnité du Bibliothécaire et menus frais	» 457 30
Total des recettes	Fr. 11,413 70	Prime d'assurance.	» 41 65
A déduire les dépenses	» 3,055 90	Frais divers	» 70 60
Excédent des recettes	Fr. 8,357 80	Total des dépenses.	Fr. 3,055 90

INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Comptes de l'exercice 1917, approuvés par l'Assemblée générale

Recettes		Dépenses	
Solde disponible à la Banque de Genève.	Fr. 8,257 45	Allocation à la Section des Beaux-Arts pour l'exposition du Bâtiment Electoral	Fr. 500 —
En caisse.	» 100 35	Allocation à la Section de Littérature (1917).	» 400 —
Allocation de la Ville de Genève pour la Bibliothèque	» 200 —	Allocation à la Section des Sciences naturelles (1917)	» 400 —
Allocation de l'Etat	» 5,000 —	Indemnité du Secrétaire général et débours du Secrétariat	» 610 20
Intérêts 3 1/2 à la Banque de Genève	» 204 10	Impressions	» 4,645 80
		Factures Sadag (portraits, etc.)	» 558 75
		Nettoyage et réparations de tableaux (facture Margot).	» 142 —
		Frais pour placement des tableaux	» 122 20
		Chauffage, ventilation et nettoyage des locaux	» 376 75
		Prime d'assurance	» 41 65
		Frais divers	» 79 —
Total des recettes.	Fr. 13,761 90	Allocation de 1916 à la Section des Sciences naturelles.	» 400 —
A déduire les dépenses.	» 8,276 35	Total des dépenses	Fr. 8,276 35
Excédent des recettes	Fr. 5,485 55		

ÉTAT DES MEMBRES

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

au 31 Décembre 1918

COMITÉ DE GESTION

Président de l'Institut: M. Henri FAZY.
Vice-Président: M. le Dr Paul LADAME.
Secrétaire général: M. John BRIQUET.
MM. Bernard BOUVIER.
Louis DÉRIAZ.
Eugène RITTER.
C. VULLIÉTY.

Section des sciences naturelles et mathématiques

MEMBRES EFFECTIFS :

André, Emile, Dr ès sc., professeur à l'Université,
rue des Délices, 10.
Bard, Louis, docteur en médecine, professeur à l'Uni-
versité, boulevard des Tranchées, 44.
Briquet, John, Dr ès sc., directeur du Conservatoire et
du Jardin botaniques, 33, chemin des Clos, Pâquis.
Duparc, Louis, Dr ès sc., professeur à l'Université,
Ecole de Chimie.
Fehr, Henri, Dr ès sc., professeur à l'Université, route
de Florissant, 110.

Hochreutiner, B.-P.-G., Dr ès sc., conservateur au Conservatoire botanique, avenue Wendt, 49, *président*.

Ladame, Paul, docteur en médecine, Rond-Point de Plainpalais, 5.

Oltramare, Hugues, docteur en médecine, professeur à l'Université, *secrétaire adjoint*, Corratierie, 11.

Steinmann, Emile, Dr ès sc., professeur au Collège, rue St-Ours, 6, *secrétaire*.

MEMBRES ÉMÉRITES :

Bertrand, Louis, Dr phil., professeur au Collège, chemin du Gué, Petit-Lancy.

Prévost, Jean-Louis, docteur en médecine, professeur honoraire à l'Université, rue Eynard, 6.

Reverdin, Jacques-Louis, docteur en médecine, professeur honoraire à l'Université, La Poussière, Rives de Pregny.

MEMBRES HONORAIRES :

Albaret, John, ingénieur, rue d'Arve, 30, Carouge.

Askanazy, Max, docteur en médecine, professeur à l'Université, rue de Candolle, 6.

Audéoud, Georges, docteur en médecine, Chêne-Bourg.

Bader, Charles, pharmacien, chemin Dumas, 11.

Batelli, Frédéric, professeur à l'Université, rue Eynard, 6.

Bernoud, Alphonse, Dr ès sc., quai des Eaux-Vives, 32.

Brocher, Frank, docteur en médecine, Vandœuvres.

Brun, Albert, Dr ès sc., avenue Pictet-de-Rochemont, 31.

Bujard, Eugène, docteur en médecine, privat-docent, rue Bergalonne, 6.

Carl, J., Dr ès sc., assistant au Muséum d'histoire naturelle, Bastions.

Chaix, Emile, prof. au Collège, chemin des Cottages, 28 bis
Chavannes, Roger, professeur au Technicum, Les Cèdres,
Chambésy-dessus.

Chenevard, Paul, rue de la Cloche, 8.

Chodat, Robert, Dr ès sc., professeur à l'Université,
Pinchat, près Carouge.

Claparède, Edouard, docteur en médecine, professeur à
l'Université, chemin de Champel, 1.

D'Espine, Adolphe, docteur en médecine, professeur à
l'Université, rue Beauregard, 6.

Dubois, docteur en médecine, rue St-Léger, 4.

Duboule, Emile, maître au Collège, rue Versonnex, 19.

Favre, Jules, géologue, au Muséum d'histoire naturelle.

Gandolfi-Hornyold, von, Dr ès sc., Villa Beaulieu,
Champel.

Grintzesko, Jean, Dr ès sc., Bucarest.

Grintzesko, Alice, Dr ès sc., Bucarest.

Guye, Charles-Eugène, Dr ès sc., professeur à l'Uni-
versité, Florissant, 4.

Guye, Philippe-Auguste, Dr ès sc., professeur à l'Uni-
versité, chemin Bizot, 3, Florissant.

Hochreutiner, G., chimiste, Pinchat (Carouge).

Huguenin, B., docteur en médecine, Neuchâtel,

Humbert, G., docteur en médecine, professeur à la
Faculté de Médecine, rue de l'Université, 4.

Jacquerod, David, mécanicien, rue du Commerce, 6.

Jentzer, Albert, docteur en médecine, chef de Clinique,
rue de l'Université, 8.

Joukowsky, Dr ès sc., rue de Carouge, 116.

Juge, Marc, Dr ès sc., maître à l'Ecole professionnelle,
rue Pierre-Fatio, 14.

Jullien, Alexandre, avenue du Mail, 8.

Jullien, John, libraire, avenue du Mail, 8.

Kennel, Pierre, docteur en médecine, rue de Lausanne, 14.

Ladame, Charles, docteur en médecine, médecin adjoint à l'Asile de Bel-Air, Chêne.

Lagotala, arsenal de Genève.

Le Coultre, Fridtjof, rue Etienne-Dumont, 14.

Lendner, Alfred, Dr ès sc., professeur à l'Université, rue du Nant, 3, Eaux-Vives.

Marcelin, Dr ès sc., chemin de la Gradelle, 10, Chêne-Bougeries,

Mazel, Antoine, Dr ès sc., chemin Liotard, 2.

Mégevand, Jules, docteur en médecine, professeur à l'Université, Rond-Point de Plainpalais, 7.

Messerly, Oscar, géomètre, avenue de la Gare des Eaux-Vives, 16.

Métral, Ernest, méd.-dentiste, professeur à l'Ecole dentaire, quai de l'Île, 15.

Mermod, Dr ès sc., quai des Bergues.

Müller, docteur en médecine, Nyon, Vaud.

Naville, André, rue de la Pelouse, 4.

Naville, François, docteur en médecine, privat-docent, rue de Candolle, 24.

Odier, Robert, docteur en médecine, avenue du Mail.

Pictet, Arnold, Dr ès sc., château Banquet, Sécheron.

Pittard, Eugène, Dr ès sc., maître au Collège, chemin des Cottages, 36.

Pugnat, Amédée, docteur en médecine, professeur à l'Université, place du Molard, 15.

Reutter, Dr ès sc., privat-docent à l'Université, boulevard Georges-Favon, 17.

Reverdin, Frédéric, Dr ès sc., rue Michel-Chauvet, 8.

Romilly, Th., Dr ès sc., privat-docent, chemin Dumas, 15, Champel.

Rosier, William, Dr ès sc., professeur à l'Université, Petit-Saconnex.

Rudhardt, Paul, publiciste, rue de St-Jean, 3.

Sabot, René, assistant à l'Université, boul. de la Tour, 4.
Sandoz, Louis, électro-technicien, boulevard des Philosophes, 8.

Schær, H., astronome adjoint à l'Observatoire.

Schidlof, Dr ès sc., assistant à l'Université, avenue du Mail, 26.

Stern, M^{lle} Lina, docteur en médecine, professeur à l'Université, avenue du Mail, 15.

Teberniovsky, A., assistant au labor. de physique, rue Bernard-Dussaud, 1.

Tecon, Henri, docteur en médecine, Leysin.

Tommasina, Thomas, Dr ès sc., Mon Ermitage, Champel.

Veyrassat, Alfred, docteur en médecine, professeur à l'Université, quai du Mont-Blanc, 33.

Vulliétty, Marc, dentiste, rue de Hesse, 16.

Weber, Edmond, Dr ès sc., 1^{er} assistant au Muséum d'histoire naturelle, rue de Malagnou, 31.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

Andrade, Jules, professeur à la Faculté des sciences de l'Université de Besançon.

Blanchard, R., professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Paris, boulevard St-Germain, 226.

Bonnier, Gaston, membre de l'Institut de France, professeur à la Sorbonne, Paris,

Bouvier, Eugène, professeur au Muséum d'histoire naturelle, Paris.

Britton, N.-L., directeur du Jardin botanique de New-York, Bronx Park.

Burnat, Emile, Dr ès sc., botaniste, Nant-sur-Corsier, Vaud.

Capellini, professeur à l'Université de Bologne.

Delage, Yves, membre de l'Institut de France, professeur à la Faculté des sciences de l'Université de Paris.

- Engler, Adolphe, membre de l'Académie des sciences de Prusse, professeur à l'Université, directeur du Musée et du Jardin botaniques de Berlin, Dahlem.
- Ficheur, E., professeur à l'Ecole supérieure des sciences d'Alger.
- Francotte, professeur à l'Université de Bruxelles, rue Gillon, 72.
- Frédéricq, Léon, professeur à l'Université de Liège.
- Garrigou, Joseph-Louis-Félix, professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Toulouse.
- Gravier, Charles, professeur adjoint au Muséum d'histoire naturelle, Paris.
- Haeckel, Heinrich-Ernst, professeur à l'Université de Jena.
- Hervé, professeur à l'Ecole d'anthropologie de Paris, rue de Berlin, 8.
- Joubin, Louis, professeur au Muséum d'histoire naturelle, Paris.
- Julin, professeur à l'Université de Liège, 159, rue de Fragnée.
- Laïsant, Charles-Ange, Dr, ancien examinateur à l'Ecole polytechnique, rue du Conseil, 5, Asnières (Seine).
- Lametz, Pierre-Victor, ancien président de l'Académie de Metz, rue Sainte-Marie, 76, Metz.
- Maiden, J.-H., directeur du Musée et du Jardin botaniques de Sydney, Australie.
- Manouvrier, Léonce, professeur à l'Ecole d'anthropologie de Paris, rue de l'Ecole-de-Médecine, 15.
- Marchal, Paul, professeur à l'Institut national d'agriculture de Paris, Villa du Cèdre, Fontenay-aux-Roses (Seine).
- Minet, Adolphe, directeur du journal *L'Electrochimie*, rue de Berne, 37, Paris.
- Perrier, Edmond, membre de l'Institut de France, professeur au Muséum d'histoire naturelle, Paris.
- Plateau, Félix-Auguste-Joseph, professeur à l'Université de Gand, Chaussée de Courtray, 148, Gand.

Prain, sir David, directeur des Jardins botaniques de Kew (Angleterre).

Ranke, John, professeur à l'Université, directeur du Musée anthropologique et préhistorique. Brienverstrasse, 125, Munich.

Ramwetz, Fernand, professeur à l'Université de Louvain, rue de Tirlemont, 56.

Ræb, Emile, ancien professeur à l'École de Pharmacie, rue Ste-Odile, 6, Strasbourg.

Retzius, Gustav-Magnus, professeur émérite à l'Université de Stockholm.

Schlagdenhauffen, Charles-Frédéric, directeur honoraire de l'École supérieure de pharmacie de Nancy.

Schwendener, Simon, membre de l'Académie des sciences de Prusse, associé étranger de l'Institut de France, Matthäikirchstrasse, 28, Berlin.

Vallot, Joseph, directeur de l'Observatoire du Mont-Blanc, avenue des Champs-Élysées, 114, Paris.

Vogl von Fernheim, August, professeur à l'Université de Vienne, Josefstädlerstrasse, 37.

Vulpius, Gustav, Dr conseiller médical, 5, Sophienstrasse, Heidelberg.

Walden, Paul, professeur à l'Institut polytechnique de Riga.

Zograf, Nicolas, professeur à l'Université de Moscou.

**Section des sciences morales et politiques,
d'archéologie et d'histoire**

MEMBRES EFFECTIFS :

Combothecra, Xénocrate, D^r en droit, avocat, rue des Allobroges, 16, *vice-président*.

Fazy, George, D^r en Droit, professeur à la Faculté de droit de l'Université, avocat, rue des Moulins, 1, *président*.

Fazy, Henri, vice-président du Conseil d'Etat, député au Conseil des Etats, président de l'Institut, ancien professeur à la Faculté des lettres de l'Université, boulevard Helvétique, 24, *président honoraire*.

Karmin, Otto, D^r phil., privat-docent à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université, secrétaire de rédaction de la « Revue historique de la Révolution française et de l'Empire », avenue des Arpillières, 11, Chêne-Bougeries, *secrétaire*.

Ladame, Paul, docteur en médecine, vice-président de l'Institut, Rond-Point de Plainpalais, 5.

Milhaud, Edgard, professeur à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université, directeur des « Annales de la régie directe », rue Saint-Victor, 8.

Reber, Burkhard, conservateur du Musée épigraphique, privat-docent à la Faculté des lettres de l'Université, Cour Saint-Pierre, 3, *vice-secrétaire*.

Richard, Eugène, ancien conseiller aux Etats, professeur honoraire de l'Université, quai des Eaux-Vives, 4.

Rosier, William, ancien conseiller d'Etat, professeur à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université, Petit-Saconnex.

Wuarin, Louis, professeur à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université, La Chênaie, avenue Jacques-Martin, Chêne-Bougeries.

MEMBRES ÉMÉRITES :

Borgeaud, Charles, professeur à la Faculté de droit et à la Faculté des lettres de l'Université, Onex.

Nicole, Jules, professeur honoraire de l'Université, 35, route de Frontenex.

Ritter, Eugène, professeur honoraire de l'Université, chemin des Cottages, 3, Eaux-Vives.

MEMBRES HONORAIRES :

Adamidi, Georges, docteur en médecine, avenue G. Valette, 7.

Aeschimann, Daniel, professeur, Versoix.

Amstein, Hermann, avocat, boulevard Helvétique, 17.

Art-Guigon, D., graveur, 6, route de Florissant.

Auvergne, Antoine, ancien maître au Collège, rue Jacques-Dalphin, 11, Carouge.

Babel, Antony, Dr en sociologie, privat-docent à l'Université, route de Saint-Julien, Carouge.

Bader, Paul-Louis, libraire-antiquaire, rue Diday, 4.

Balizer, Sigismond, Dr phil., professeur, rue Saint-Léger, 8.

Baffrey, Alfred, ingénieur, villa La Pensée, chemin de Beau-Séjour, Champel.

Bard, Louis, pasteur, Carouge.

Barde, Charles, architecte, rue des Glacis-de-Rive, 16.

Basset, John, directeur du Bureau central de l'état-civil, rue Etienne-Dumont, 2.

Bieler, Rodolphe, régent, rue Saint-Léger, 8.

Birukoff, Paul, homme de lettres, 49, Onex.

Candolle (de), Lucien, Cour Saint-Pierre, 1.

Cellerier, Lucien, rue Massot, 7.

Chaix, Emile, professeur de géographie à l'Université, chemin des Cottages, 28 bis.

Chalumeau, Lucien, professeur, avenue de Champel, 32.
Charvoz, Maurice, Dr phil., homme de lettres, Le Châ-
ble, Valais.

Choisy, Albert, notaire, cours des Bastions, 15.

Choisy, Eugène, professeur de théologie à l'Université,
président de l'Ecole d'études sociales pour femmes,
avenue Calas, 4.

Corbaz, André, régent, Jussy.

Cuchet, Albert, mémorialiste du Grand Conseil, chemin
de la Colombe, Conches.

Denkinger, Henri, pasteur, rue de Lyon, 31.

Deonna, Waldemar, Dr ès-lettres, privat docent à l'Uni-
versité, 10, avenue des Vollandes.

Dreyfus, Paul, antiquaire, 17, rue Tœpfli.

Dubouloz, Marius, caissier-comptable. Bellegarde (Ain).

Dunant, Albert, ancien conseiller d'Etat, 4, Grand-
Mézol.

Duvillard, Joseph, professeur honoraire de l'Université,
Bourg-de-Four, 24.

El-Ghaïaty, Aly, homme de lettres, rue Barthélemy-
Menn, 8.

Erni, Alphonse-Louis, avocat, rue des Moulins, 1.

Ernst, Robert, chemin de Champel, 40.

Favre, Louis, professeur, président de la Société gene-
voise de la Paix, rue de St-Jean, 37.

Fazy, Robert, juge, quai des Eaux-Vives, 36.

Ferrière, Louis, pasteur, rue Tœpfli, 8.

Ferrière, Frédéric, Dr-méd. Florissant, 45.

Foëx, Théodore, régent, Grand-Lancy.

Folliet, Edouard, Dr en droit, doyen de la Faculté
des sciences économiques et sociales, directeur de
l'Institut des hautes études commerciales, rue du
Stand, 62.

Frütiger, G., Dr ès sciences, rue Pierre-Fatio, 1.

Gay, Nicolas, homme de lettres, Grand-Lancy.

Gentet, Ferdinand, professeur à la Faculté de droit de l'Université, avocat, Molard, 4.

Gerard, César, avocat, rue Plantamour, 47.

Ghidionescu, Wladimir, Dr phil., Bucarest.

Gomberg, Léon, ancien professeur à l'Académie de commerce de Saint-Gall, Quai des Bergues, 15, *trésorier*.

Gorlany, Victor, 9, chemin des Charmilles.

Goth, Charles, pasteur, rue Pierre-Fatio, 2.

Grunberg, J., directeur de l'*Argus suisse de la Presse*, rue du Rhône, 23.

Hersch, Liebmann, professeur extraordinaire à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université, route de Chêne, 28 bis.

Jacques, Henri, régent à la division supérieure de la Servette.

Jentzer, Ketty (M^{lle}), professeur à l'Ecole secondaire et supérieure des jeunes filles et à l'Institut J.-J. Rousseau, rue Tœpffer, 5.

Karmin, Jeanne (M^{me}), avenue des Arpillières, 11.

Kühne, Emmanuel, rédacteur à la *Tribune de Genève*, Grange-Canal.

Kunz, Carl, Dr phil., professeur, Crêts de Champel, 4.

Lafendel, Adrienne (M^{lle}), rue Michel-Chauvet, 6.

Lasserre, Henri, notaire, Croix-d'Or, 14.

Lombard, Frank, banquier, Contamines, 7.

Long, Pauline (M^{lle}), licenciée ès lettres, chemin Liotard, 47.

Lubecki, Casimir (duc), Dr en droit et en philosophie, camérier du pape, rue Sienna, 5, Cracovie.

Luchsinger, Federico, ingénieur E. P. Z., rue du Mont-Blanc, 4.

de Maday, André, professeur à l'Université de Neuchâtel, Beaux-Arts, 16, Neuchâtel.

Masson, Edgard, Dr méd., place du Marche, 23, Carouge.

Mercinier, Edgard, quai du Mont-Blanc, 35.

- Méroz, Emile, docteur en médecine, boulevard des Philosophes, 14.
- Monnerat, Eugénie (M^{lle}), professeur, rue Verte, 7.
- Moriaud, Paul, doyen de la Faculté de droit de l'Université, place Claparède, 7.
- Naville, Adrien, professeur honoraire de l'Université, chemin Dumas, 8.
- Nicollier, Berthe (M^{me}), professeur, route de Chêne, 25.
- Otlet, Paul, secrétaire général de l'Union des associations internationales à Bruxelles.
- Peter, Marc, conseiller national, avocat, Croix-d'Or, 12.
- Piot-Pasquier, Gustave, traducteur officiel du Conseil d'Etat, rue du Rhône, 98.
- Pittard, Eugène, professeur à la Faculté des sciences, chemin des Cottages, 36.
- Rabinovitch, Alexandre, licencié ès sciences, rue Verte, 9.
- Rappard, William-E., professeur à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université, Valavran.
- Reverchon, Isaac, professeur au Collège de Genève, avenue de Florissant, 11.
- de Riaz, Henri, licencié ès sciences sociales, Le Fief, Chésereux-sur-Nyon.
- Roch, Charles, sous-archiviste d'Etat, route de Saint-Julien, 36.
- Schæfer, J.-Frédéric, secrétaire de la Chambre de Travail, Terreaux du Temple.
- Scheffler, Hans, pharmacien, Davos-Dorf.
- Schütz, Alfred, ancien conseiller administratif, régent, rue Argand, 3.
- Seitz, Charles, professeur à la Faculté des lettres de l'Université, directeur du Collège, Tranchées de Rive, 3.
- Senard, Marcelle (M^{lle}), femme de lettres, route de Florissant, 72.

Stœssel, Marius, Conseiller administratif, maître à l'Ecole professionnelle, promenade Saint-Antoine, 16.

Strauss, Otto-R., représentant de commerce, route de Frontenex, 35.

Tierque, Charles, conservateur du Bâtiment du Conseil Général, boulevard Georges-Favon, 31.

Timenovitch, K., pharmacien-chimiste, rue Grenus, 6.

Töndury, Hans, professeur à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université, chemin de l'Escalade, 3.

Ulmo, Louis, homme de lettres, avenue de Lancy, 12.

Vincent, François, aide-chirurgien, 7, rue du Mont-Blanc.

Viollier, William, homme de lettres, Villereuse, 35.

Vogt, Albert, abbé, professeur à l'Université de Fribourg, rue Bonivard, 6, Genève.

Vuagnat, Eugène, avocat, rue Céard, 11.

Waegeli, Charles, docteur en médecine, privat-docent à l'Université, avenue Pietet-de-Rochemont, 24.

Warynski, Thadé, Dr ès sciences, directeur d'usine, rue du Quatre-Août, 55, Villeurbanne près Lyon.

von Weber, Georges, Dr méd. « La Combette », route de Troinex

Werner, Charles, doyen de la Faculté des lettres de l'Université, Florissant, 4.

Werner, Georges, avocat, rue du Rhône, 29.

Wilmot, Emile, licencié ès sciences sociales, privat-docent à l'Université, boulevard Georges-Favon, 16.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

Adriani, Giovanni-Battista, membre de la Députation pour l'histoire du Royaume, Cherasco.

Aulard, Alphonse, professeur à la Faculté des lettres de Paris, place de l'Ecole, 1.

- Barbosa, Ruy, membre du Sénat brésilien, Rio-de-Janeiro.
- Barth, Hans, Dr phil., bibliothécaire de la Ville de Zurich.
- Bergson, Henri, professeur au Collège de France, membre de l'Institut de France, villa Montmorency, 18, avenue des Tilleuls, Paris.
- Bourgeois, Léon, sénateur, Paris.
- Boutroux, Emile, professeur à la Faculté des lettres de Paris, membre de l'Institut de France, directeur de la Fondation Thiers, Rond-Point Bugeaud, 5, Paris.
- Bovet, Ernest, professeur à l'Université de Zurich, directeur de « Wissen und Leben », Bergstrasse, 29, Zurich.
- Bridel, Philippe, professeur à la Faculté libre de théologie de Lausanne, avenue de Morges, 15, Lausanne.
- Bryce, viscount James, P. C., F. R. S., O. M., ancien professeur à l'Université d'Oxford, Londres.
- Buisson, Ferdinand, professeur honoraire de la Faculté des lettres de Paris, président de la Ligue des droits de l'homme, rue Bobillot, 30, Paris.
- Capellini, Giovanni, professeur à l'Université et directeur de l'Institut géologique de Bologne, via Zamboni, 65, Bologne.
- Chevallier, Ulysse, professeur d'histoire à l'Institut catholique de Lyon, membre correspondant de l'Institut de France, Romans (Drôme).
- Cogels, baron Frédérand, sénateur, gouverneur honoraire de la province d'Anvers, rue de la Justice, 18, Anvers.
- Collebille, Méril de, ancien pasteur, Chathamplace, 24, Brighton (Angleterre).
- Darlu, A., inspecteur général au ministère de l'instruction publique, rue de Grenelle-Saint-Germain, Paris.
- Dierauer, Johannes, Dr phil., docteur ès lettres (h. c.), bibliothécaire de la Ville de Saint-Gall.
- Dognée, Eugène, Dr en droit, rue des Remontrés, 4, Liège.

Dorner, August, professeur de théologie systématique à l'Université de Königsberg, Hardenbergstrasse, 7. Königsberg.

Doumergue, Emile, doyen de la Faculté libre de théologie protestante à Montauban, avenue Saint-Michel, 22, Montauban (Tarn-et-Garonne).

Emerton, Ephraïm, professeur d'histoire ecclésiastique à Harvard University, Cambridge (U. S. A.).

Fried, Alfred H. Dr phil. h. e., prix Nobel de la paix, directeur de « Friedenswarte », Spitalgasse, 3, Berne.

Georgov, Ivan-A., professeur de philosophie à l'Université de Sofia.

Grand-Carteret, John, publiciste, rue de Rome, 1, Paris.

Greef, Guillaume de, recteur de l'Université Nouvelle, membre effectif de l'Académie royale de Belgique, rue Guillaume Stoeq, 50, Bruxelles-Ixelles.

Grelling, Richard, Dr jur., Bellerive, 7, Zurich.

Greppi, conte Guiseppe, sénateur du Royaume, Hôtel Excelsior, Rome.

Hauser, Henri, professeur à l'Université de Dijon, membre correspondant de l'Institut de France, boulevard Exelmans, 133, Paris (XVI).

Headlam, A.-Coyley, D. D., doyen de la Faculté de théologie de King's College, Londres.

Howard, L.-O., secrétaire permanent de l'Association américaine pour l'avancement des sciences, Smithsonian Institution, Washington (U. S. A.).

Jacoub Artim pacha, président de l'Institut égyptien, Le Caire.

Janowski, Louis, professeur à l'Université de Cracovie.

Kasasis, Néokles, professeur à l'Université d'Athènes.

Kirkpatrick, John, ancien professeur d'histoire et de droit constitutionnel à l'Université d'Edimbourg, Clarendon Villas, 53, Hove (Sussex).

Lallemand, Léon, correspondant de l'Institut de France, rue Bonaparte, 29, Paris.

Leonhard, Rudolf, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Breslau, Geheimer Justizrat, Gabitzstrasse, 188, Breslau.

Magalhães Lima, Sebastião de, Dr en droit, sénateur de la République portugaise, ancien ministre de l'instruction publique, Lisbonne.

Masaryk, Thomas-G., président de la République tchéco-slovaque, Hradcan, Prague.

Millioud, Maurice, professeur de philosophie à l'Université de Lausanne, directeur de la « Bibliothèque universelle », Fleurettes, 12, Lausanne.

Montenach, Georges de, conseiller aux Etats, rue St-Pierre, 22, Fribourg.

Montet, Albert de, homme de lettres, villa Crottaz, Corsaux-sur-Vevey (Vaud).

Pantaleoni, Maffeo, professeur d'économie politique à l'Université de Rome, via del Babuino, 169, Rome.

Peano, Guiseppe, professeur de mathématiques à l'Université de Turin, membre de la Società italiana delle scienze, Cavourto, Turin.

Petrescu-Commène, N., Dr en droit, avocat de l'Etat, Bucarest.

Pingaud, Léonce, professeur honoraire à l'Université de Besançon, rue Saint-Vincent, 17, Besançon (Doubs).

Ragaz, Leonhart, pasteur, professeur à la Faculté de théologie de l'Université de Zurich, directeur de « Neue Bahnen », Zurich.

Reay, baron, Donald James Mackay, P. C., ancien président de la British Academy et de la Royal Asiatic Society, Great Stanhope street, 6, Londres W.

Rébelliau, Alfred, professeur honoraire à la Sorbonne, membre de l'Institut de France, 76 bis, rue des Saints-Pères, Paris.

Reyon, Michel, professeur à la Sorbonne, 5 bis, place du Panthéon, Paris.

- Robertson, John M., P.C. homme de lettres, Londres.
- Schubert, Rudolf, professeur d'histoire à l'Université de Königsberg, Lobeckstrasse, 14 B, Königsberg.
- Solvay, Ernest, président de l'Ecole des sciences politiques et sociales de Bruxelles, rue des Champs-Elysées, 43, Bruxelles.
- Stein, Ludwig, ancien professeur de philosophie à l'Université de Berne, directeur de l'« Archiv für Philosophie, » Lützowufer, 5 A, Berlin.
- Stourdzia, Alexandre, A. C., privat-docent à l'Université de Genève, rue du Soleil-Levant, 8.
- Strong, professeur à Columbia University, New-York (U. S. A.)
- Vaihinger, Hans, professeur de philosophie à l'Université de Halle, directeur de « Kantstudien », Reichardstrasse, 15, Halle a. S.
- van den Broeck, Ernest, géologue, place de l'Industrie, Bruxelles.
- Vandervelde, Emile, ministre d'Etat belge, Bruxelles.
- Vincent, J.-M., professeur à John Hopkins University, Baltimore (U. S. A.).
- Vruland, Williamson up Dike, ministre des Etats-Unis à la Haye.
- Wartmann, Hermann, Dr phil., secrétaire du Directoire du commerce, Notkerstrasse, 15, Saint-Gall.
- Wilson, Woodrow, ancien président de l'Université de Princeton, président des Etats-Unis, White House, Washington (U. S. A.).
- Zitelmann, Ernst, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Bonn, Coblenzstrasse, 83, Bonn.
- Zolla, Daniel, professeur à l'Ecole des sciences politiques, rue de Siam, 16, Paris.
-

Section de littérature

MEMBRES EFFECTIFS :

- Blanchard, J., docteur en médecine, rue d'Italie, 11.
Bouvier, Bernard, professeur à l'Université, rue Charles Bonnet, 4, *président*.
Chapuisat, Edouard, avocat, route de Malagnou, Le Nant, 39.
Cougnard, Jules, Vert-Logis, Grange-Canal, *trésorier*.
Debarge, Louis, directeur de la *Semaine Littéraire*, Champel.
François, Alexis, professeur à l'Université, Florissant, 8.
Grandjean, Frank, maître au Collège, boulevard des Philosophes, 18.
Malche, Albert, professeur à l'Université, route de Frontenex, 66, *secrétaire*.
Mercier, Henri, maître au Collège, Cours de Rive, 20.
Spiess, Henri, Florissant, 6.

MEMBRES ÉMÉRITES :

- Blondel, Auguste, rue Senebier, 14.
Bonifas, Charles, Versoix.
Duvillard, Joseph, professeur honoraire de l'Université, Bourg-de-Four, 24.
Maystre, Henri, ancien pasteur, Métropole, 2.
Nicole, Jules, professeur à l'Université, chemin de Roches, 9.
Olttramare, Paul, professeur à l'Université, avenue des Bosquets.
Ritter, Eugène, professeur honoraire de l'Université, chemin des Cottages, 3.
Tavan, Edouard, professeur honoraire de l'Université, Hauts-Crêts de Champel, 6.

MEMBRES HONORAIRES :

- Aubert, Théodore, avocat, Taconnerie, 7.
Auvergne, Antoine, place du Temple, 15, Carouge.
Avennier, Louis, Lausanne.
Badel-Surville, M^{lle}, La Chauve-Souris, Drize.
Barde, Edouard, rue Tœpffer, 17.
Baud-Bovy, Daniel, Aïre, 16.
Baudin, H., rue Saint-Léger, 5.
Bogey, Louis, rue des Alpes, 10.
Bovy, Adrien, Frontenex, 66.
Bressler, Jules, rue du Stand, 54.
Brunet, Paul, boulevard du Pont-d'Arve, 14.
Chantre, Ami, boulevard du Théâtre, 8.
Choisy, Louis-Frédéric, Taconnerie, 7.
Copponex, John, rue Versonnex, 19.
Courthion, Louis, homme de lettres, rue Necker, 17.
Courtois, Louis-J., maître au Collège, rue de l'Ecole de Médecine, 16.
Cuchet-Albaret, M^{me} Emilia, avenue de la Garance, Grange-Canal.
Cuendet, Henri, maître à l'Ecole professionnelle, rue Liotard, 1.
Debrit, Jean, Châtelaine.
De la Harpe, André, Malombré, 14.
Deonna, Waldemar, La Gradelle, Chêne.
De Ziegler, Henri, maître au Collège, rue du Vieux-Billard, 6.
Duboin, Ch.-G., rue Ami-Lullin, 11.
Duchosal, directeur de l'Ecole secondaire des jeunes filles, route de Chêne, 13.
Dunand, E., chemin Gourgas, 20.

- Fazy, Henri, vice-président du Conseil d'Etat, boulevard Helvétique, 24.
- Gautier, M^{me}, Emilie, Bourg-de-Four, 24.
- Girard, Pierre, place Edouard-Claparède, 5.
- Grandjean, Valentin, rue des Eaux-Vives, 106.
- Graz, Alfred, maître au Collège, Clos Belmont, 28 *bis*.
- Guillermet, M^{lle}, Fanny, rue de la Prairie, 1.
- Guinand, Marcel, avocat, rue Petitot, 10.
- Jullien, Alexandre, Bourg-de-Four, 32.
- Jörimann, Planta, Palais de Justice, Bourg-de-Four.
- Kahn-Cartier, M^{me}, Julia, av. Gambetta, 95, Paris XX^e.
- Kircheisen, Friedrich, rue des Charmilles, 15.
- Lambert-Brand, M^{me}, villa de la Béroche, Chêne.
- Lemaitre, Auguste, maître au Collège, chemin des Caroubiers, Carouge.
- Loriol, Lucien de, Promenade du Pin, 1.
- Maystre, Louis, pasteur, avenue de la Servette, 3.
- Mobbs, Robert, Taconnerie, 3.
- Müller, Charles, pasteur, rue de Lyon, 61 *bis*.
- Mugnier, Henry, rue des Peupliers, 15.
- Nicole, Georges, Dr ès lettres, chemin de Roches, 9.
- Odier, Henri, Champel, 23.
- Piachaud, René-Louis, rue Tœpfler, 5.
- Pilorget-Villibourg, M^{me}, boulevard du Pont-d'Arve, 16.
- Pittard, Eugène, M^{me} (M^{me} Noëlle Roger) chemin des Cottages.
- Pommier, M^{me} Lily, route de Chêne, 8.
- Raisin, Frédéric, rue Senébier, 8.
- Riedlinger, Albert, maître au Collège, rue du Colombier, 12.
- Rosen-Dufaure, M^{me}, rue de Lyon, 31.
- Roussy, Albert, route de Chêne, 105.
- Rudhardt, Paul, Les Sapins, Grand-Pré, 30.

Rueff, M^{lle} (M^{lle} Marcelle Eyris) rue du Mont-Blanc, 14.
Schenker, Manfred, chemin des Chalets, Champel.
Schneegeans, A., rue de l'Ouest, 2.
Tissot-Cerruti, M^{me}, (Hautesource,) rue de la Prairie, 25.
Séchehaye, Albert, avenue des Charmilles, 39.
Traz, Robert de, rue des Granges, 8.
Vadier, M^{me}, Berthe, rue Verdaine, 13.
Vincent, Fr., rue du Mont-Blanc, 7.
Violette, Jean, Bibliothèque publique et universitaire.
Wuarin, Albert, avocat, rue du Stand, 53.
Wuilleumier, Paul, rue du Jura, 12.
Zbinden, Louis, chemin de Roches, 2.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

Barthélemy, Antonin, Consulat général de France à
Southampton.
Bohnenblust, Gottfried, professeur, Winterthur.
Bourgeois, Emile, professeur à la Faculté des Lettres,
Sorbonne, Paris.
Bordeaux, H.-J., homme de lettres, rue du Ranelagh,
44, Paris.
Bovet, Ernest, professeur au Polytechnicum, Bergstrasse,
29, Zurich.
Buffenoir, Hippolyte, homme de lettres, rue des Apen-
nins, 15, Paris.
Carrance, Evariste, homme de lettres, rue du Saumon,
6, Agen.
Cérésole, Alfred-Louis, ancien pasteur à La Chièssaz-sur-
Vevey, Vaud.
Chenevière, Jacques, Bellerive.
Chiesa, Francesco, homme de lettres, Lugano.
Gingria-Vaneyre, A., Haute-Belotte.
Clément-Rochat, Adrien, ancien professeur, boulevard
de Grancy, 25, Lausanne.

- Cornu, Jules, professeur de philologie romane à l'Université de Graz, Leimburggasse, 11.
- Desjardins, Paul, rue de Boulainvilliers, 27, Paris XVI.
- Dueloz, François-Victor, Moutiers en Tarentaise.
- Dumur, Louis, rue Condé, 5, Paris (VI^{me}).
- Falke, Conrad, homme de lettres, Morgensame, Feldbach, Zurichsee.
- Février, Reymond, pasteur à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard).
- Fontaine, Léon, rue Molière, 53, Lyon.
- Franzoni, François, rue des Gentilshommes, 29, Berne.
- Fuster, Charles, homme de lettres, rue St-Jacques, 161, Paris.
- Gielly, Louis, homme de lettres, Marseille.
- Giraud, Victor-J., boulevard du Roi, 17, Versailles.
- Godet, Philippe, professeur à l'Université de Neuchâtel, faubourg du Château, 7.
- Gross, Jules, chanoine du Grand-Saint-Bernard, Lens, Valais.
- Halblützel, A., rédacteur en chef de la *Winterthurer Zeitung*, Winterthour.
- Jakues-Dalcroze, Emile, Terrasière, 44.
- Kohler, Pierre, rue des Gentilshommes, 29, Berne.
- Le Coultre, Jules, professeur à l'Université de Neuchâtel, avenue de la Gare, 4, Neuchâtel.
- Loyson, Paul-Hyacinthe, rue du Bac, 110, Paris.
- Michaud, Eugène, professeur à l'Université de Berne, rue d'Erlach, 17, Berne.
- Millien, Achille, Beaumont-la-Ferrière (Nièvre).
- Morax, René, homme de lettres, Morges.
- Morel, Louis, Leonhardstrasse, 15, auf der Mauer, Zurich.
- Möschlin, Félix, homme de lettres, Arosa.
- Peschier, Eugène, 10, Schützenstrasse, Constance.
- Platzhoff-Lejeune, Bullet, près Ste-Croix.

- Ramuz, C.-F., l'Acacia, Cour, Lausanne.
Reinhart, Joseph, Kantonsschule, Soleure.
Relave, chanoine, Sury-le-Contat, Loire.
Reynold de, Gonzague, professeur à l'Université de Berne.
Rossel, Virgile, Palais du Tribunal fédéral, Lausanne.
Schuré, Edouard, homme de lettres, rue d'Assas, 90, Paris.
Secrétan, Eugène, homme de lettres, Le Mélèze, Lausanne.
Seippel, Paul, professeur au Polytechnicum, Zürichbergstrasse, 4, Zurich.
Sigogne, Emile, professeur à l'Université de Liège, avenue de la Toison-d'Or, 72, Bruxelles.
Société italienne pour l'avancement des sciences, via del Collegio romano, Rome.
Spitteler, Carl, Lucerne.
Tissot, Ernest, homme de lettres, rue du Ranelagh, 129, Paris.
Vaillat, Léandre, rue César Franck, Paris.
Vallotton, Benjamin, Lausanne.
Weck, de, René, Jolimont, 22, Fribourg.
Wittmer, Louis, Freiestrasse, 58, Zurich.
-

Section des Beaux-Arts

MEMBRES EFFECTIFS :

- Dompmartin, Jules, professeur de dessin, quai des Eaux-Vives, 10, *président*.
Ravel, Edouard, peintre, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, rue de St-Jean, 92, *vice-président*.
Divorne, Th., dessinateur, route de Chêne, 57, *secrétaire-archiviste*.
Dériaz, Louis, architecte, Florissant, 107, *trésorier*.
Dériaz, Gédéon, architecte, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, rue de la Cité, 24.
Dufaux, Frédéric, peintre-sculpteur, rue de Lausanne, 62.
Furet, Francis, peintre, chemin l'Evêque, av. d'Aïre, 401.
Jacot-Guillarmod, Alfred, professeur de ciselure à l'Ecole des Arts et Métiers.
L'Huillier, Eugène, peintre, rue Etienne-Dumont, 16.
Mittey, Joseph, peintre, chemin du Gué, Petit-Lancy.

MEMBRES ÉMÉRITES :

- Becker, Georges, compositeur de musique, Lancy, Genève.
Reymond, Henri, professeur au Conservatoire de musique, boulevard Georges-Favon, 41.

MEMBRES HONORAIRES :

- Bartholdi, Louis, peintre, au Bouchet, route de Meyrin.
Baud, Edouard, peintre, route de Lyon, 44.
Baudin, Henry, architecte, rue St-Ours, 6.
Beaumont (de), Gustave, peintre, Cour St-Pierre, 1.
Berger, Guillaume, peintre, rue du Cendrier, 8.

- Bertherat, P., violoniste, route de Fernex, Versoix.
Bolle, Alphonse, sculpteur, avenue Wendt. 66.
Bouët, Marc-Louis, architecte, Ker Mely, Champel.
Bouvier, François, sculpteur, professeur à l'Ecole des Arts et Métiers, place des Grottes, 3.
Braillard, Maurice, architecte, rue de l'Arquebuse, 22.
Briquet, Ami, professeur au Conservatoire, rue Etienne-Dumont, 22.
Brosset, Edouard, peintre, rue St-Ours, 5.
Bruner, Charles, peintre, rue de la Muse, 2.
Buisson, Paul, professeur de musique, place de la Synagogue.
Camoletti, Marc, architecte, rue Petitot, 4.
Caniez, Barthélemy, sculpteur, professeur à l'Ecole des Arts et Métiers, rue de la Prairie, 27.
Castres, Edouard, peintre, Etrembières, Haute-Savoie.
Chappuis, François, graveur, professeur à l'Ecole des Arts et Métiers, rue de la Servette, 47.
Châtillon, Louis, professeur de dessin à l'Ecole ménagère, route de Chêne, clos Belmont, 4.
Chovin, Louis, peintre, rue Ami-Lullin, 9.
Courvoisier, Jules, peintre, rue de l'Escalade, 1.
Cuénod, C., peintre, rue de la Tour-de-l'Ile, 2.
Cullaz, David, sculpteur, ateliers : rue des Marbriers ; domicile, rue des Rois, 7.
Darier, J.-M., violoniste, boulevard des Tranchées, 8.
Dauer, W., dessinateur, rue de Berne, 29.
Deluc, Henri, peintre, avenue de la Servette, 38.
Domenjoz, Henri, peintre, rue du Stand, 60.
Dorier, Fernand, architecte, Nyon.
Dufaux, Gabriel, peintre en émail, Paris.
Dumas, Emile, peintre-décorateur, rue de l'Ecole, 41.
Dumont, Emile, professeur à l'Ecole des Arts et Métiers, rue du Conseil-Général, 11.

- Dumont, Ernest, architecte, rue Bergalonne, 6.
 Droguet, Maurice, professeur à l'Ecole des Arts et Métiers.
 Elzingre, Edouard, peintre, rue des Eaux-Vives, 116.
 Gallay, Henri, architecte, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, Pinchat.
 Garcin, Henri, architecte, rue Versonnex, 11.
 Gianoli, Jean, peintre-sculpteur, rue Maison-Rouge, 3.
 Gianoli, Louis, peintre, rue Maurice, 2.
 Gillard, Eugène, peintre, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, Bernex.
 Gos, Albert, peintre, Crêts de Champel, 4.
 Goss, Henri, architecte, rue Pierre-Fatio, 7.
 Gras, John, décorateur, rue Weber, 3.
 Guinand, René, peintre, rue Leschot, 6.
 Guyonnet, Ad., architecte, rue d'Italie, 10.
 Hainard, Philippe, sculpteur, rue Charles-Galland, 155.
 Hébert, Auguste, peintre en émail, Boulevard de la Cluse, 101.
 Hébert, Charles, peintre, Paris.
 Hellé, Jean, peintre, Petit-Lancy.
 Henchod, Amédée, architecte, rue du Conseil-Général, 20.
 Hornung, Emile, peintre, rue Général-Dufour, 20.
 Huguet, Charles, dessinateur-sculpteur, en Corse.
 Jaques, André, peintre, avenue des Bosquets, 10.
 Juvet, Emile, architecte, rue Beau-Site, 2.
 Ketten, Léopold, professeur de chant, rue du Stand, 58.
 Lang, J.-A., violoncelliste, professeur au Conservatoire, rue du Cloître, 1.
 Lanz, Jean, lithographe, rue Bonivard, 4.
 Lanz, Walther, dessinateur-lithographe, rue Bonivard, 4.
 Mærky, P., graveur-ciseleur (Molard, 9), Onex.
 Mairet, Alexandre, peintre, rue Massot, 4.

Marschall, J., architecte, Rond-Point de Plainpalais, 2.
Martin, F., architecte cantonal, Département des travaux publics, Hôtel de Ville, 6.

Martin, François, professeur de dessin, rue Petitot, 2.

Mason, Hamond, peintre, chemin Ed. Berlic. Petit-Saconnex.

Meltzer, Charles, peintre, rue de l'Hôtel-de-Ville, 8.

Mennet, Jacques, peintre, villa Studio, chemin de Lurigoz, Lausanne.

Metton, Edouard, peintre, Villa Beau-Site, Corsier-Port.

Molina, Louis, peintre, chemin de la Roseraie, 47.

Morérod, Albert, peintre, quai des Bergues, 25.

Moriaud, Eugène, peintre, rue du Rhône, 19.

Périnet, H.-C., peintre-sculpteur, chemin des Clos, 34, Pâquis.

Piantoni, Louis, prof. de musique, rue de Carouge, 116.

Plojoux, John, sculpteur, professeur à l'Ecole des Arts et Métiers.

Portier, Francis, professeur de dessin, Sécheron.

Rey, Henry, peintre, rue de la Cloche, 7.

Rheiner, Louis, peintre, place de la Synagogue, 6.

Richard, Rigis, céramiste, Entrée des Crêts, 165, Grand-Saconnex.

Ruegger, Henri, professeur de dessin, rue de l'Université, 6.

Sabon, Laurent, peintre, chemin de la Roseraie, 62.

Salzmann, L., dessinateur, Grands-Philosophes, 21.

Schmidt, Albert, peintre, boulevard Helvétique, 22.

Schulë, C., architecte, rue de St-Jean, 64.

Siebenthal (de), Adolphe, rue Schaub, 12.

Silvestre, Albert, peintre, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, boulevard des Philosophes, 18.

Snell, E., professeur de musique, rue de Candolle, 15

Suppo, Jules, sculpteur, Pinchat.

- Trachsel, A., peintre, rue Petitot, 2.
Turettini, Horace, violoniste, Rond-Point de Plainpalais, 1.
Uldry, Louis, peintre, promenade de Saint-Antoine, 14.
Vibert, James, sculpteur, professeur à l'Ecole des Beaux-Arts, chemin de la Chapelle, sur Carouge.
Viollier, Edmond, peintre, Florissant, 62.
Voizard, Emile, dessinateur-architecte, villa Uhlmann, route de Chêne, 137.
Zubitzki, Lorend, peintre, rue du Centre, 24.

MEMBRES CORRESPONDANTS

- Arrigo, Guiseppe, (chevalier), compositeur de musique, Turin, via Barolo, 29.
M. le chanoine Bourban, Pierre, vicaire capitulaire, abbaye de Saint-Maurice, Valais.
Camuzat, Claude, architecte en chef du Département de la Nièvre, Nevers, avenue St-Just, 4.
Charvet, Léon, architecte, inspecteur de l'enseignement du dessin et des Musées, Paris.
Cozlan, Louis-Léon, compositeur de musique, Marseille, rue de la République, 16.
Grand-Carteret, John, publiciste, Paris, rue de Rome, 48.
Kraus, Alexandre, professeur de musique, Florence, via dei Terretani, 10.
Millet, boulevard St-Michel, 95, Paris.
Pedrell, Philippe, compositeur de musique, Aragon, 282, Barcelone.
Rahn, Adolphe, docteur, professeur d'histoire de l'Art à l'Université et au Polytechnicum, Zurich, Thalacker, 23.
Stadler, Jules, ancien professeur d'architecture à l'Ecole polytechnique, Zurich.
-

Section d'Industrie et d'Agriculture

MEMBRES EFFECTIFS :

Nicodet, Jean, Troinex, *président*.

Vulliét, Charles, rue des Terreaux-du-Temple, 4, *vice-président*.

Galé, Jules, place St-Gervais, 5, *trésorier*.

Chatelan, Emile, rue Ami-Lullin, 3, *secrétaire*.

Dériaz, Gédéon, professeur d'architecture, Cité, 24.

Graizier, Jean, directeur du Service électrique, quai des Bergues, 11.

Lachenal, F., Plan-les-Ouates.

Neury, Elie, arboriculteur, rue des Promenades, Carouge.

MEMBRES ÉMÉRITES :

Dériaz, Ami, Peney (Satigny).

Dufour, Auguste, rue Dancet, 12, Plainpalais.

Dumur, Gustave, agence agricole, Longemalle, 16.

Guillaumet-Vaucher, quai des Eaux-Vives, 10.

Monnard, Henri, vétérinaire, avenue Weber, 3, Eaux-Vives.

Paschoud, Charles, chemin Evêque, Charmilles.

Romieux, Henri, Florissant, 5.

MEMBRES HONORAIRES :

Eschbach, électricien, station centrale, en l'île.

Almèras, Conches-Genève.

Béatrix, François, campagne Debonneville, route de Chêne, 89.

- Béné, Albert, rue du Stand, 57.
Bergin, Antoine, monteur de boîtes, rue Lissignol, 1.
Besson, Henri, ingénieur, quai des Eaux-Vives, 12.
Blanc, Henri, horloger, Grand-Quai, 18.
Blanc, Jean, Petit-Lancy.
Blanc, J.-H., méd.-dentiste, rue Général-Dufour, 12.
M^{me} Blanc, Léon, avenue du Mail, 26.
Bornand-Britz, G., horticulteur-paysagiste, av. Soret, 28.
Bovet, Julie, boulevard de la Tour, 6.
Bovet (M^{me} veuve Auguste), boulevard de la Tour, 6.
Bret, Théodore, chancelier, quai des Eaux-Vives, 12.
Burkhardt, libraire, Molard, 2.
Campiche, horloger-électricien, rue de l'Université, 5.
Champendal, brasserie, rue Dalphin, 29, Carouge.
Chaponnière, C., rue des Pitons, 3, Plainpalais.
Charvoz, Maurice, Dr, Le Châble, Valais.
Chavaz, François, propriétaire, Onex.
Christin, Jules, arbitre de commerce, Florissant, 55.
Claus, Charles, pharmacien, place St-Gervais, 5.
Comte, François, marchand grainier, rue Ancienne, Carouge.
Courvoisier, Eugène, chemin Sautter, 13.
M^{me} Crétenoud, Jeanne, avenue du Mail, 26.
Dalphin, E., avenue Industrielle, 12, Acacias.
M^{lle} S. Domp martin, quai des Eaux-Vives, 10.
Dubois, Henri, horticulteur, rue de Carouge, 65.
Duksza (de), Miécislas, Dr, rue du 31-Décembre, 8.
Dumonthay, Joseph, chef de culture, Ecole de Châtelaine.
Dunand, Denis, géomètre, rue J.-Dalphin, 31, Carouge.
Durand, A., rue Caroline, 2.
Durouvenoz, Marc-Auguste, rue Dalphin, 52, Carouge.

- Ehrensperger, Charles, armurier, Corratierie.
Elmer, Charles, électricien, station centrale, en l'île.
Enneveux, Marius, place du Temple, 9, Carouge.
Fabre, Jules, négociant, rue du Mont-Blanc, 12.
Favre, Jules W., électricien, ch. de la Chevillarde, 4,
Grange-Canal.
Fazy, George, avocat, rue des Moulins, 1.
Fuchs, J., ferblantier, rue Général-Dufour.
Furet, L., graveur, rue de l'Arquebuse.
Gaimard, M^{me} Marie, rue de Candolle, 6.
Gay, Charles, chaînes d'or, Glacis de Rive, 6.
Gay, Henri, ingénieur, Rond-point de Plainpalais, 2.
Glitsch, W., ingénieur, rue de Lyon, 43.
Golay, Henri, agriculteur, Châtelaine.
Gonin, Emile, pépiniériste, Onex.
Grunholzer, Otto, rue de Monthoux, 40.
Henchoz, Paul-Alfred, vétérinaire, Moillesulaz.
Hofmann, F., fondeur en cuivre, rue Richemont, 25.
Hoiler, Léon, curé, église St-Joseph, Eaux-Vives.
Hugon, E., à Vilette.
Husson, Victor, papetier, rue Petitot, 6.
Jaquet, Eugène, directeur de l'Ecole d'Horlogerie, rue
Necker.
Keller, M^{me} A., rue de Lyon, 23.
Koller, Robert, architecte-paysagiste, Petit-Saconnex.
Kündig, Albert, imprimeur, rue du Vieux-Collège.
Künzler-Mayer, Auguste, rue de Lyon, 84.
Leclerc, Joseph, rue de Carouge, 91.
Lehmann, Auguste, propriétaire, Troinex.
Lemaitre, Louis, Acacias, Genève.
Lombard, Frank, chemin Contamines, 7.
Manz, Arnold, teinturier, place du Marché, Carouge.

- Matthey, denrées coloniales, Coutance.
Natermann, John, Ecole d'horlogerie, rue Necker.
Olivier, Charles, restaurateur, Troinex.
Olivier, Louis, rue de Carouge, 23.
Perrelet, M^{me} Lina, rue de Candolle, 6.
Pochon, Germain, graveur, Coulouvrenière, 29.
Pouille, Ch.-Désiré, ingénieur, Versoix.
Privat, Jules, imprimeur, rue Petitot, 7.
Rey, Ch.-Emile, rue du Conseil-Général, 20.
Richard, Frédéric, libraire, rue du Rhône, 80.
Richter, Paul, imprimeur, rue des Voirons, 10.
Rossetti, M^{lle} Marie, rue des Voisins, 3.
Roussy, John, mécanicien, place Neuve.
Ruff, Guillaume, rue des Rois, 1.
Rutishauser, Antoine, orfèvre, rue des Allemands, 4.
Schaefer, Charles, entrepreneur, Montbrillant, 34.
Schaefer, M^{me} Hélène, Montbrillant, 34.
Schiess, Adolphe, pension Bussillet, place du Lac, 1.
Scholl, F., fabricant de balances, rue du Cendrier, 13.
Secrétan, Gustave, aviculteur, Crête, Vandœuvres.
Stèche, M^{lle}, boulevard des Tranchées, 14.
Stucker, M^{me}, Chambésy.
Studer, Jean, imprimeur, Rond-point de Plainpalais.
Térond, Arnold, régisseur, boulevard Georges-Favon.
Tourelle, John, propriétaire, rue St-Jean, 25.
Tschumi, Arthur, rue d'Arve, 23, Carouge.
Vairant, M. et M^{me}, boulevard Helvétique, 19.
Vettiner, Antoine, chef de la Sûreté, Genève.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

Baumann, Napoléon, pépiniériste, Bollwiller (Alsace).
Belot, Jean-Baptiste, Ecole nationale professionnelle de
Voiron (Isère).

Bruzetto, Aloïs, Uccle, Belgique.

De Vevey, E., directeur de la Station laitière, Fribourg.

Exner, Guillaume-Fr., directeur du musée technologique
de Vienne.

Grandeau, Louis-Nicolas, inspecteur-général des stations
agronomiques, avenue de la Bourdonnais, 4, Paris.

Hæek, Ministère des finances, Belgique.

Laquierrière, Ansbart, vétérinaire de la Seine, rue du
Lac, 11, St-Mandé (Seine).

Low, Hugh, horticulteur, Bush Hill Park, Enfield,
Angleterre.

Messikommer, directeur d'une exploitation de tourbe à
Wetzikon, Zurich.

Nourrisson Bey, Albert, secrétaire de la Société d'agri-
culture, à Belbeïs, Egypte.

Oberty-Plasse, J.-A., photographe, rue Crudère, 9,
Marseille.

Renoud, Jean, Lalande, 18, Bourg-en-Bresse.

Tournachon, Félix, photographe, rue de Mailles, 21,
Marseille.

Van Geert, Charles, horticulteur, rue de la Province, 77,
Anvers.

Vibert, Pierre-Eugène, xylographe, St-Nicolas, Montfort-
Samaury (Seine et Oise).



SOCIÉTÉS et INSTITUTIONS CORRESPONDANTES de l'Institut National Genevois

Liste des publications reçues par voie d'échange

1. — SUISSE

- AARGAU. — Historische Gesellschaft. (*Taschenbuch der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau; Argovia, Jahresbericht der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau*).
- BALE. — Naturforschende Gesellschaft. (*Verhandlungen der naturforschenden Gesellschaft in Basel*.)
- BERNE. — Naturforschende Gesellschaft. (*Mitteilungen der naturforschenden Gesellschaft in Bern*).
- » — Antiquarische Gesellschaft.
- » — Historischer Verein. (*Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern*).
- * » — Société helvétique des Sciences naturelles. (*Matériaux pour la carte géologique suisse; publications diverses*).
- COIRE. — Naturforschende Gesellschaft Graubündens. (*Jahresbericht der naturforschenden Gesellschaft Graubündens*.)

(*) Toutes les sociétés, institutions ou rédactions reçoivent le *Bulletin*; celles désignées par un astérique reçoivent, en outre, les *Mémoires*.

- COIRE — Historisch-antiquarische Gesellschaft.
(*Jahresbericht der historisch-antiquarischen Gesellschaft von Graubünden*).
- FRAUENFELD. — Thurgauische naturforschende Gesellschaft. (*Mitteilungen der thurgauischen naturforschenden Gesellschaft*).
- FRIBOURG. — Société d'histoire du canton de Fribourg. (*Annales fribourgeoises; Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*).
- * » — Société fribourgeoise des Sciences naturelles. (*Bulletin et Mémoires de la Société d'histoire du canton de Fribourg*).
- * GENÈVE. — Société des Arts. (*Revue polytechnique*).
- » — Société d'utilité publique (*Bulletin de la Société genevoise d'utilité publique*).
- » — Société suisse de numismatique. (*Revue suisse de numismatique*).
- » — Société d'histoire et d'archéologie.
- » — Société d'hygiène.
- » — Société d'horticulture et de viticulture.
- GLARIS. — Historischer Verein.
- * LAUSANNE. — Société vaudoise des Sciences naturelles. (*Bulletin de la Société vaudoise des Sciences naturelles*).
- » — Société d'agriculture de la Suisse romande. (*La Terre vaudoise, journal agricole*).
- * » — Société vaudoise d'histoire et d'archéologie. (*Revue historique vaudoise*).
- * » — Société d'histoire de la Suisse romande. (*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*).
- » — Archives de l'imprimerie et des procédés modernes de l'illustration.

- * NEUCHÂTEL. — Société neuchâteloise des Sciences naturelles. (*Bulletin et Mémoires de la Société neuchâteloise des Sciences naturelles*).
- » — Société d'histoire.
- PORRENTRUÏ. — Société jurassienne d'émulation. (*Actes de la Société jurassienne d'émulation*).
- SAINT-GALL. — Historischer Verein. (*St-Galler Mittheilungen zur vaterländischen Geschichte*).
- » — Naturwissenschaftliche Gesellschaft. (*Jahrbuch der St-Gallischen naturwissenschaftlichen Gesellschaft*).
- SCHWYZ. — Historischer Verein des Kantons Schwyz. (*Mittheilungen des historischen Vereins des Kantons Schwyz*).
- SION. — Société Murithienne. (*Bulletin de la Société Murithienne*).
- » — Société d'histoire du Valais romand. (*Annales valaisannes*. Rédacteur: M. Pierre Biolley à Orbe, Vaud).
- STANZ. — Historischer Verein der V Orte (*Der Geschichtsfreund, Mittheilungen des historischen Vereins der fünf Orte*).
- * ZÜRICH. — Naturforschende Gesellschaft. (*Vierteljahrsschrift der naturforschenden Gesellschaft in Zürich*).
- * » — Antiquarische Gesellschaft. (*Mittheilungen der antiquarischen Gesellschaft in Zürich*).
- * » — Allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz. (*Jahrbuch für schweizerische Geschichte*).
- » — Schweizerische Gesellschaft für Urgeschichte. (*Jahresberichte der schweizerischen Gesellschaft für Urgeschichte*).

2. — FRANCE

- ABBEVILLE. — Société d'émulation d'Abbeville. (*Bulletin de la société d'émulation d'Abbeville*).
- AIX-EN-PROVENCE. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts. (*Rapports*).
- ANNECY. — Société Florimontane. (*Revue savoisienne*).
- » — Académie Salésienne. (*Mémoires et documents publiés par l'Académie Salésienne*).
- AUTUN. — Société Eduenne des Lettres, Sciences et Arts. (*Mémoires de la Société Eduenne des Lettres, Sciences et Arts*).
- BELFORT. — Société Belfontaine d'émulation. (*Bulletin de la Société Belfontaine d'émulation*).
- BESANÇON. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts. (*Mémoires et Procès-verbaux de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon*).
- » — Société d'émulation du Doubs. (*Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*).
- * BORDEAUX. — Société Linnéenne. (*Procès-verbaux et Actes de la Société Linnéenne de Bordeaux*).
- » — Faculté des Lettres de l'Université. (*Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux et des Universités du Midi*).
- BOURG. — Société d'émulation et d'agriculture de l'Ain. (*Annales de la Société d'émulation et d'agriculture de l'Ain*).
- BREST. — Société académique de Brest. (*Bulletin de la Société académique de Brest*).

- CHAMBÉRY. — Société savoissienne d'Histoire et d'Archéologie. (*Mémoires et documents de la Société savoissienne d'histoire et d'archéologie*).
- » — Société d'Histoire naturelle de la Savoie. (*Bulletin de la Société d'Histoire naturelle de la Savoie*).
- » — Académie de Savoie. (*La Savoie littéraire et artistique; Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie*).
- CHERBOURG. — Société nationale des sciences naturelles et mathématiques. (*Mémoires de la Société nationale des sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg*).
- COLMAR. — Naturhistorische Gesellschaft. (*Mitteilungen der naturhistorischen Gesellschaft in Colmar*).
- * CONCARNEAU. — Laboratoire de zoologie et physiologie maritime. (*Travaux scientifiques du Laboratoire de zoologie et physiologie maritime de Concarneau*).
- GAP. — Société d'Études des Hautes-Alpes. (*Bulletin de la Société d'Études des Hautes-Alpes*).
- * LYON. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon. (*Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon*).
- » — Société d'agriculture, sciences et industrie. (*Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et industrie de Lyon*).
- * » — Bibliothèque de l'Université de Lyon. (*Annales de l'Université de Lyon*).
- MONTAUBAN. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne. (*Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne*).

- ORLÉANS. — Société archéologique et historique de l'Orléanais. (*Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*).
- * PARIS. — Musée Guimet. (*Annales du Musée Guimet : Revue de l'histoire des religions*).
- » — Société d'histoire du Protestantisme français. (*Bulletin de la Société d'histoire du Protestantisme français*).
- » — Société de Biologie. (*Comptes rendus des séances de la Société de Biologie de Paris*).
- » — Société Philomathique (Grands Augustins, 7). (*Bulletin de la Société philomathique de Paris*).
- » — Société d'Hygiène.
- » — *Journal d'agriculture pratique*.
- RENNES. — Société scientifique et médicale de l'Ouest. (*Bulletin de la Société scientifique et médicale de l'Ouest*).
- ROUEN. — Société industrielle. (*Bulletin de la Société industrielle de Rouen*).
- STRASBOURG. — Historisch-litterarischer Zweigverein des Vogesenklubs. (*Jahrbuch für Geschichte, Sprache und Litteratur Elsass-Lothringens*).
- THONON. — Académie Chablaisienne. (*Mémoires et documents de l'Académie Chablaisienne*).
- * TOULOUSE. — Société d'Histoire naturelle. (*Bulletin trimestriel de la Société d'Histoire naturelle de Toulouse*).
- TOURS. — Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du Département d'Indre-et-Loire. (*Annales de la Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du Département d'Indre-et-Loire*).

TOURS — Société nationale d'Horticulture de France. (*Annales de la Société nationale d'horticulture de France*).

3. — ITALIE

* BOLOGNE — Accademia delle Scienze dell' Istituto di Bologna. (*Rendiconto delle sessioni et Memoria della r. Accademia delle Scienze dell' Istituto di Bologna*).

CATANÈ. — Accademia Gioenia di Scienze naturali. (*Bollettino delle sedute della Accademia Gioenia di Scienze naturali in Catania*).

FLORENCE. — Società italiana per la diffusione e l'incoraggiamento degli studi classici. (*Atene e Roma*).

» — Biblioteca nazionale centrale di Firenze (*Bollettino della pubblicazioni italiane*).

» — Musée académique de Florence. (Prof. Milani).

MANTOUE. — Accademia Virgiliana. (*Atti et Memorie della r. Accademia Virgiliana di Mantova*).

* MILAN. — Società italiana di Scienze naturali e del Museo di Storia naturale. (*Atti et Memorie della Società italiana di Scienze naturali e del Museo di Storia naturale in Milano*).

» — *Scientia*. (Dir. : Eug. Rignano, via Aurelio Saffi, 11 Milano).

* » — Istituto lombardo delle Scienze e lettere.

MODÈNE. — Accademia di Scienze, Lettere et Arti. (*Memorie della r. Accademia di Scienze, Lettere et Arti in Modena*).

* NAPLES. — Accademia delle Scienze fisiche e matematiche. (*Rendiconto et Atti della r. Accademia delle Scienze fisiche e matematiche di Napoli*).

- * NAPLES. — Società reale di Napoli. (*Rendiconti et Atti della Società reale di Napoli*).
- * PALERME. — Accademia di Scienze, Lettere ed Arti. (*Bollettino et Atti della r. Accademia delle Scienze, Lettere ed Arti di Palermo*).
- * PISE. — Società toscana di Scienze naturali. (*Proc.-verb. et Atti della Società toscana di Scienze naturali*).
- * ROME. — Accademia di Lincei. (*Rendiconti et Memorie delle classe di Scienze fisiche, matematiche e naturali della r. Accademia dei Lincei*).
- * » — Società italiana per il progresso delle Scienze. (*Bollettino della Società italiana per il progresso delle Scienze*).
- * TURIN. — Accademia delle Scienze. (*Atti et Memorie della r. Accademia delle Scienze di Torino*).
- * » — R. Deputazione sovra gli studi di storia patria per le antiche Provinzie e la Lombardia. (*Miscellanea di Storia patria*).

4. --- ALLEMAGNE

- DANZIG. — Naturforschende Gesellschaft. (*Schriften der naturforschenden Gesellschaft in Danzig*).
- GIESSEN. — Oberhessischer Geschichtsverein. (*Mitteilungen des Oberhessischen Geschichtsvereins*).
- * GÖTTINGEN. — Gesellschaft der Wissenschaften. (*Nachrichten der Gesellschaft zu Göttingen: Philologisch-historische Klasse; math. phys. Klasse; Geschäftliche Mitteilungen*).
- * HALLE. — Leopoldisch - Carolinische deutsche Akademie der Naturforscher. (*Nova Acta physico-medica et Leopoldina*).

- * HAMBURG. — Zoologisches Museum. (*Mittheilungen aus dem zoologischen Museum in Hamburg*).
- * HEIDELBERG. — Naturhistorisch-medizinischer Verein. (*Verhandlungen des naturhistorisch-medizinischen Vereins zu Heidelberg*).
- LENA. — Verein für thüringische Geschichte und Altertumskunde. (*Zeitschrift des Vereins für thüringische Geschichte und Altertumskunde*).
- * » — *Jenaische Zeitschrift für Naturwissenschaften*.
- * LEIPZIG. — Sächsische Gesellschaft der Naturwissenschaften. (*Bericht über die Verhandlungen et Abhandlungen der sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften : Philol.-historische Klasse*).
- » — Fürstlich Jablonowskische Gesellschaft. (*Jahresbericht der fürstlich Jablonowskischen Gesellschaft*).
- LINDAU. — Verein für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung. (*Schriften des Vereins für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung*).
- * MÜNCHEN. — Bayerische Akademie der Wissenschaften. (*Festreden, Jahresbericht, Abhandlungen et Sitzungsberichte der math.-phys. Klasse*).
- NÜRNBERG. — Germanisches Nationalmuseum. (*Anzeiger et Mittheilungen des germanischen Nationalmuseums*).
- ROSTOCK. — Naturforschende Gesellschaft. (*Sitzungsberichte der naturforschenden Gesellschaft in Rostock*).
- STUTTGART. — Württembergische Vierteljahrshefte für Landesgeschichte.
- » — Württembergische Jahrbücher für Statistik und Landeskunde.

TÜBINGEN. — Verein für Geschichte und Naturgeschichte der Baar. (*Schriften des Vereins für Geschichte und Naturgeschichte der Baar*).

5. — LUXEMBOURG

LUXEMBOURG. — Société des naturalistes. (*Bulletins mensuels de la Société des naturalistes luxembourgeois*).

6. — BELGIQUE

* BRUXELLES — Académie royale des Sciences, des Lettres, des Sciences morales et politiques et des Beaux-Arts de Belgique. (*Annuaire, Bulletin et Mémoires*.)

* » — Société malacologique de Bruxelles. (*Annales de la Société malacologique de Bruxelles*).

» — Société royale de botanique de Belgique. (*Bulletin de la Société royale de botanique de Belgique*).

LOUVAIN. — Musée belge.

7. — HOLLANDE

* LA HAYE. — Hollandsche Maatschappij der Wetenschappen. (*Archives néerlandaises des Sciences exactes et naturelles*).

* HAARLEM. — Musée Teyler. (*Archives du Musée Teyler*).

8. — SUÈDE

GÖTEBORG. — *Eranos, Acta philologica suecana*.

- * STOCKHOLM. — Académie royale d'Histoire et Antiquités. (*Antiqvarisk Tidskrift for Sverige*).
- * " — Académie royale des Sciences, Lettres et Arts. (*Aarsbog*; *Arkiv for Botanik*; *Arkiv for Zoologi*; *Arkiv for Kemi, Mineralogi och Geologi*; *Arkiv for Matematik, Astronomi och Physik*; *publications diverses*).
- * UPSALA. — Université d'Upsala. (*Bulletin of the geological institution of the University of Upsala*; *Zoologiska Bidrag han Uppsala*; *publications diverses*).

9. — NORVÈGE

- * BERGEN. — Bergens Museum (*Aarsberetning et Aarsbog*; *Historisk-antiquarist Række et naturvidenskabelig Række*).
- * CHRISTIANIA. — Université royale de Norvège. (*Publications diverses*).

10. — GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE

- * LONDRES. — Royal Society. (*Transactions et Proceedings of the Royal Society of London*: A. *Mathematical and physical sciences*, B. *Biological sciences*; *Yearbook*).
- * " — Society for the promotion of Hellenic Studies (22 Albermarlbstreet, London W.).
- MANCHESTER. — Literary and philosophical Society. (*Memoirs and Proceedings of the Manchester literary and philosophical Society*).
- * DUBLIN. — Royal Society. (*Transactions et Proceedings of the Royal Dublin Society*).

11. — AUTRICHE

- VIENNE. — Gewerbe-Museum.
- * » — Académie des sciences. (*Akademie der Wissenschaften in Wien. Sitzungs-Berichte: Math.-naturw. Klasse; Almanach*).
- * » — Oesterreichisches archäologisches Institut. (*Jahreshefte des österr. archäologischen Instituts*).

12. — HONGRIE

- BUDAPEST. — Officium ornithologicum. (*Aquila, Zeitschrift für Ornithologie*).
- IGLO. — Ungarischer Karpathenverein. (*Jahrbuch des ungarischen Karpathenvereins*).

13. — POLOGNE

- CRACOVIE. — Académie des Sciences. (*Bulletin international de l'Académie des Sciences de Cracovie*).
- POSEN. — Historische Gesellschaft. (*Historische Monatsblätter für die Provinz Posen*).

14. — RUSSIE

- KIEW. — Société des naturalistes. (*Travaux et Mémoires de la Société des naturalistes de l'Université de Kiew*).
- * MOSCOU. — Société des naturalistes de Moscou. (*Bulletin de la Société des naturalistes de Moscou*).

- ODESSA. — Société russe d'Histoire et d'Antiquité.
 * PETROGRAD. — Société russe classique et orientale.
 * " — Société russe d'Archéologie.

15. — ESPAGNE

- * BARCELONE. — Junta de Ciencias naturales. (*Musei Barcinonensis scientiarum naturalium opera: ser. zoologica, botanica, geologica, biologico-oceanografica*).
 " — Institució catala d'Historia natural. (*Treballs et Butlletí de la Institució catala d'Historia natural*).
 * " — Institut d'Estudios Catalans. (*Anuario*).
 MONTSERRAT. — *Analecta Montserratensia*. (Directeur : Dom Gregori M^a Sunol, Abbadia de Montserrat)
 SARAGOSSE. — Société arragonaise des sciences naturelles. (*Boletín de la Sociedad Aragonesa de Ciencias naturales*).

16. — PORTUGAL

- LISBONNE. — Commission du service géologique. (*Publications géologiques diverses*).
 " — Real Instituto bacteriologico Camara Pestana. (*Arquivos do Instituto bacteriologico Camara Pestana*).
 * " — Muséo ethnologico, Belem. (*O Archeologo portugueso*).

17. — ROUMANIE

- BUCAREST. — Academia Roumana. (*Annales et Bulletin de la section scientifique de l'Académie roumaine*).

18. — TURQUIE

- * CONSTANTINOPLE - Institut archéologique russe de Constantinople.
" — Sylloge hellénique, Péra au Topsilav.
SMYRNE. — Museum et bibliothèque de l'Ecole Evangélique.

19. — GRÈCE

- * ATHÈNES. — Société archéologique.

20. — ÉTATS-UNIS

- ALBANY. — New-York State Museum. (*Bulletin, Report et Memoirs of the New-York State Museum*).
- * BALTIMORE. — National Academy of Sciences of the United States of America (*Proceedings of the national Academy of the U. S. of America*).
- * " — *The American Journal of Philology*. J. Hop. kins).
- * BOSTON. — Society of Natural History. (*Occasional Papers, Memoirs et Proceedings of the Boston Society of Natural History*).
- * CAMBRIDGE. — Museum of comparative Zoology at Harvard College. (*Bulletin of the Museum of comparative Zoology at Harvard College*).
- CHAPEL-HILL. — Elisha Mitchell scientific Society. (*Journal of the Elisha Mitchell scientific Society*).
- CHARLOTTEVILLE. — University of Virginia. (*Bulletin of the philosophical Society of Virginia*).

- * CHICAGO. — University of Chicago. (*Classical Philology*).
- * NEW-HAVEN. — Connecticut Academy of Arts and Sciences. (*Transactions of the Connecticut Academy of Arts and Sciences*).
- NEW-ORLEANS — Academy of Sciences.
- * NEW-YORK. — Academy of Sciences. (*Annals et Memoirs of the New-York Academy of Sciences*).
- * NORWOOD. — Archaeological Institute of America. (*American Journal of Archaeology*).
- PHILADELPHIA — Academy of Natural Sciences. (*Journal et Proceedings of the Academy of Natural Sciences of Philadelphia*).
- ROCHESTER. — Academy of Science. (*Proceedings of the Rochester Academy of Science*).
- * SAINT-LOUIS — Missouri Botanical Garden. (*Annals of the Missouri Botanical Garden*).
- » — Academy of Science. (*Transactions of the Academy of Science of St-Louis*).
- * S.-FRANCISCO. — California Academy of Sciences. (*Proceedings of the California Academy of Sciences*).
- * WASHINGTON. — Smithsonian Institution. (*Bulletin et Annual report of the Bureau of American Ethnology; Annual report of the Board of trustees of the Smithsonian Institution; Yearbook of the U. S. National Museum; et publications diverses*).
- * » — Geological Survey of the U. S. of America. (*Publications diverses*).

21. — CANADA

MONTREAL. — *Canadian Antiquarian and Numismatics Journal.*)

- * OTTAWA. — Royal Society of Canada. (*Proceedings and Transactions of the Royal Society of Canada*).
- * " — Geological Survey of Canada. Ministère des Mines. (*Publications diverses*).
- TORONTO. — Canadian Institute. (*Proceedings et Transactions of the Canadian Institute*).

22. — MEXIQUE

- MEXICO. — Instituto geologico de Mexico. (*Anales del Instituto geologico de Mexico*).

23. — AMÉRIQUE DU SUD

- * CORDOBA (Argentine). — Academia Nacional de Ciencias. (*Boletín de la Academia nacional de Ciencias en Cordoba*).
- * MONTEVIDEO (Uruguay). — Museo Nacional. (*Anales del Museo nacional de Montevideo*).

24. — CEYLAN

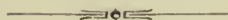
- COLOMBO. — Marine Biological Station. (*Reports*).

25. — AUSTRALIE

- * ADELAÏDE. — Royal Society of South Australia. (*Transactions, Proceedings et Reports of the Royal Society of South Australia*).
- * SYDNEY. — Royal Society of New South Wales. (*Journal and Proceedings of the Royal Society of New South Wales*).

26. — JAPON

- * KYOTO. — Kyoto imperial University. College of Science, and Engeneering. (*Memoirs of the College of Science, Kyoto imperial University*).
- * SENDAI. — Tohoku imperial University. (*Science Reports of the Tohoku imperial University*).
- TOKYO. — Earthquake investigation Committee. (*Bulletin of the imperial earthquake investigation Committee*).
- * » — Université impériale. (*Journal et Memoirs of the college of Science*).



BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES NATURELLES ET MATHÉMATIQUES ; 2^o DES SCIENCES
MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE ; 3^o DE
LITTÉRATURE ; 4^o DES BEAUX-ARTS ; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRI-
CULTURE.

TOME XLIV

GENÈVE

KÜNDIG, LIBRAIRIE DE L'INSTITUT, RUE DU RHÔNE
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1921

BUREAUX
DE
L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Comité de gestion

Président de l'Institut : M. John BRIQUET.

Vice-Président : M. Bernard BOUVIER.

Secrétaire général : M. Albert ROUSSY.

MM. Jules DOMPMARTIN, Georges FAZY, B.-P.-G. HOCHREUTINER, Jean NICODET.

Section des Sciences naturelles et mathématiques

Président : M. B.-P.-G. HOCHREUTINER. — *Secrétaire-Trésorier* : M. Emile STEINMANN. — *Secrétaire-Adjoint* : M. le Dr Hugues OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques,
d'Archéologie et d'Histoire

Président : M. George FAZY. — *Vice-Président* : M. Xénocrate COMBOTHÉCRA. — *Secrétaire* : (vacat) — *Vice-Secrétaire* : M. Burkhardt REBER.

Section de Littérature

Président : M. Bernard BOUVIER. — *Secrétaire* : M. Frank GRANDJEAN. — *Trésorier* : M. Jules COUGNARD.

Section des Beaux-Arts

Président : M. Paul BERTHERAT — *Vice-Président* : M. Albert TRACHSEL. — *Secrétaire* : M. Jules DOMPMARTIN. — *Vice-Secrétaire* : M. Adolphe SIEBENTHAL. — *Trésorier* : M. Emile JUVET. — *Vice-Trésorier* : M. Amédée ROCHE. — *Archiviste* : M. Eugène L'HUILLIER.

Section d'Industrie et d'Agriculture

Président : M. Jean NICODET. — *Vice-Président* : M. Jean GRAIZIER. — *Secrétaire* : M. Emile CHATELAN. — *Trésorier* : M. L. FURET.

Siège de l'Institut national genevois : Palais électoral, rue de la Plaine, N° 2, Genève.

TABLE DES MATIÈRES

I. — TRAVAUX ORIGINAUX

CHARVOZ, Maurice. — <i>Un pédagogue valaisan : L'œuvre du P. Héliodore Bourgoz (1764-1766)</i> (tiré à part, 25 exemplaires, janvier 1919)	299
KARMIN, Otto. — <i>Le transfert de Chambéry à Fribourg de l'Evêché de Genève (1815-1819)</i> (tiré à part, 150 exemplaires, juillet 1920)	1
MERCIER, Henri. — <i>Rapport sur le Concours de traductions ouvert par la section de littérature de l'Institut national genevois</i> (tiré à part, 25 exemplaires, octobre 1920)	281

II. — DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Compte rendu des travaux de l'Institut pendant les années 1918, 1919 et 1920	311
Travaux des Sections :	
Section des sciences naturelles et mathématiques . .	313
Section des sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire	317
Section de littérature	320
Section des Beaux-arts	322
Section d'industrie et d'agriculture	326
Etats des membres de l'Institut national genevois au 1 ^{er} novembre 1921	329
Sociétés et institutions correspondantes de l'Institut national genevois. Liste des publications reçues par voie d'échange	359

TRAVAUX ORIGINAUX

Le transfert de Chambéry à Fribourg de l'Evêché de Genève

1815-1819

Recueil de documents tirés des Archives suisses

par

Otto KARMIN

AVANT-PROPOS

L'histoire du transfert de l'évêché de Genève du diocèse de Chambéry à celui de Lausanne n'a pas encore été étudiée objectivement et à la lumière des documents.

Au XIX^{me} siècle, les rares auteurs dont les investigations aient dépassé la Restauration de la République de Genève, se sont bornés à signaler en peu de lignes cette mutation diocésaine, et les quelques études plus explicites publiées alors au sujet du bref *Inter multiplices* sont des écrits de polémique, avec tous les inconvénients que comporte, au point de vue scientifique, ce genre de littérature.

Même l'œuvre des abbés Fleury et Martin¹, relativement bien documentée et publiée en un moment où les luttes religieuses à Genève étaient loin d'avoir atteint leur apogée, ne donne que de rares renseignements inédits et elle risque beaucoup d'égarer le lecteur par son but apologétique et par ses préoccupations politiques.

Les autres écrits du XIX^{me} siècle datent tous de l'époque troublée du *Kulturkampf* genevois et ils n'ont, quelle qu'en soit la tendance, aucune valeur documentaire tant

¹ *Histoire de M. Vuarin et du rétablissement du catholicisme à Genève*, 2 vol. Genève, 1861-62. La question du transfert y est étudiée, t. II, pp. 204 sqs.

soit peu appréciable en ce qui concerne la question du bref¹. Quand à la polémique de presse de ces années, quelques lectures sporadiques nous ont convaincu qu'il n'y avait là guère de matière utile à trouver.

La suppression du budget des cultes à Genève en 1907, amenant pratiquement la séparation des Eglises et de l'Etat dans ce canton, a puissamment favorisé la pacification religieuse. Aussi deux écrits publiés en 1909², parlent-ils de la question du bref de 1819 avec l'objectivité nécessaire, toutefois sans que leurs auteurs aient eu en main beaucoup de documents y relatifs.

M. Friedrich Pieth, se servant des papiers de Gruner, conservés au *Geheime Staatsarchiv* de Berlin, a incidemment étudié la question du bref de 1819³. Ce travail, ainsi que l'ouvrage de Fleury et Martin, ont fourni à M. Wilhelm Ochsli les renseignements principaux au sujet des affaires épiscopales genevoises⁴.

¹ A. DE RICHECOURT. *Un évêque de Genève à Genève; lettre à M. le conseiller d'Etat Richard*. Genève, 1868.

FLEURY. *Mémoire historique sur le bref de 1819; affaires catholiques de Genève*. Genève, 1872.

M. BROQUET. *Un évêque à Genève; bref de 1819; lettre aux catholiques genevois*. Genève, 1872.

FOISSET. *La question catholique à Genève*. Genève, 1872.

AMÉDÉE ROGET. *La question catholique à Genève de 1815 à 1873*. Genève, 1873.

[Anonyme]. *Histoire de la persécution religieuse à Genève; essai d'un schisme par l'Etat*. Paris et Lyon, 1878. (Chap. II).

² WILLIAM MARTIN. *La situation du catholicisme à Genève 1815-1907. Etude de droit et d'histoire*. Paris et Genève, 1909, pp. 39 sqs.

CHARLES SEITZ. *L'historien Niebuhr, citoyen de Genève*. Genève, 1909, pp. 9 sqs.

³ *Die Mission Justus von Gruners in der Schweiz, 1816-1819*. Chur, 1899, pp. 86 sqs.

⁴ *Geschichte der Schweiz im neunzehnten Jahrhundert*. 2 vol. Leipzig, 1903 et 1913, t. II, pp. 547 sqs.

Les ouvrages signalés ci-dessus nous ont, en partie, servi de fils conducteur. Des données importantes nous ont été fournies par l'ouvrage de M. Lucien Cramer, *Genève et les traités de 1815*¹. Quelques renseignements de détail, surtout d'ordre biographique, nous viennent de l'étude (très superficielle) du P. Rufin Steimer sur les nonces en Suisse², ainsi que de plusieurs études historiques genevoises et de monographies d'histoire ecclésiastique, notamment relatives aux diocèses de Savoie. On les trouvera indiquées en leurs lieux et places. En revanche nous nous abstenons de citer les ouvrages classiques de références, tels que *Bullarii Romani continuatio*, et *Series episcoporum* de Gams.

Les deux sources principales de cette étude sont des manuscrits conservés aux Archives d'Etat³ de la République et Canton de Genève, et aux Archives fédérales⁴ à Berne.

A Genève ont été consultés d'abord les séries déjà accessibles aux auteurs qui ont parlé de la question, (mais qui n'en ont guère tiré parti), savoir :

- les *Registres du Conseil*⁵ de 1815 à 1819,
- les *Pièces annexes* aux dits Registres,
- les *Copies de lettres du Conseil* de 1815 et 1816.

Grâce à l'intérêt que M. Henri Fazy, alors président du Conseil d'Etat de Genève, a bien voulu prendre à nos

¹ Publié en 1914 par la *Société d'histoire et d'archéologie de Genève*.

² *Die päpstlichen Gesandten in der Schweiz, 1073-1873*. Stans, 1907.

³ Abrégé A. G. — ⁴ Abrégé A. F. — ⁵ Abrégé R. C.

recherches, nous avons été autorisé à consulter non seulement des documents non encore versés aux dépôts publics, savoir les *Copies de lettres du Conseil* de 1817 à 1819, mais encore et surtout le *Registre secret* et la *Correspondance secrète du Conseil* à l'époque de la Restauration¹. Or ce sont précisément ces papiers, jusqu'alors inabordables, qui nous ont fourni les documents de beaucoup les plus importants.

Aux Archives fédérales nous avons consulté les *Protokolle des eidgenössischen Vororts, 1815-1819*, la *Korrespondenz der Kantone mit den Bundesbehörden : Genf.* et les *Verhandlungen auswärtiger Staaten mit den Bundesbehörden : Rom.* pour la même époque.

Quelques pièces nous ont été fournies par les papiers de Sir Francis D'Ivernois², conservés à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève.

Des recherches entreprises aux Archives cantonales de Fribourg ne nous ont procuré que des documents relatifs au temps immédiatement postérieur au bref *Inter multiplices*, de même que la copie de lettres de l'évêque Yenni, mise très aimablement à notre disposition grâce à l'intervention de M. l'abbé F. Ducrest, le directeur aussi accueillant que compétent de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg³.

¹ Qu'il nous soit permis de renouveler ici à M. Henri Fazy l'expression de notre sincère reconnaissance.

² Abréviation : **P. I.**

³ Nous n'avons, malheureusement, pu consulter les archives du Vicariat général de Genève, celles-ci étant soumises actuellement, et pour assez longtemps encore, à un réarrangement intégral. (Communication due à l'obligeance de M. l'abbé Petite, vicaire général.)

Les documents se suivent par ordre de leurs dates de rédaction.

Seules les pièces les plus importantes ou les plus curieuses ont été reproduites *in extenso* ; quant aux autres, des parties plus ou moins grandes en ont été résumées.

L'orthographe et la ponctuation ont été modernisées, sauf pour les documents en langues étrangères, reproduits tels quels.

Autant que faire se pouvait, les personnes citées ont été identifiées¹ ; les allusions à des événements contemporains ont été expliquées dans la mesure de nos connaissances.

Entièrement désintéressé dans le débat relaté ci-après, comme aussi dans les conflits qui s'y sont greffés un demi-siècle plus tard, puissions-nous avoir réussi à faire revivre objectivement ce temps de luttes confessionnelles et politiques qui, pour des raisons en partie étrangères à la question, ont occupé les chancelleries européennes pendant près de quatre ans d'une manière, certes, disproportionnée à l'importance intrinsèque des principes et des intérêts qui y étaient engagés. Puissions-nous, en même temps, avoir fourni aux futurs historiens de l'époque de la Restauration un instrument de travail utile, ne fût-ce qu'en soustrayant des documents en partie uniques au risque toujours possible de destruction.

Chêne-Bougeries, décembre 1918.

¹ Tant que ne sera pas achevé le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, dont le premier fascicule vient seulement de paraître, les travaux relatifs à l'histoire de la Suisse resteront fortement entravés par l'absence d'un ouvrage général de références, les quelques dictionnaires et recueils généalogiques existants n'y suppléant que dans une trop faible mesure.

INTRODUCTION

I

Par la bulle *Qui Christi Domini*, du 29 novembre 1801¹, Pie VII réorganisa l'épiscopat de France. A la place des vingt-trois archevêchés et des cent-trente-quatre évêchés d'autrefois, le pape créa dix archevêchés et cinquante évêchés. Quatre-vingt-dix-sept sièges furent donc supprimés.

Parmi les évêchés supprimés fut l'antique diocèse de Genève². Il remontait au quatrième siècle et avait été illustré, avant la réforme, par Adhémar Fabri³, par Jean de Brogny⁴ et par plusieurs princes de la Maison de Savoie, dont le plus connu est l'antipape Félix V⁵. La

¹ Cf. *Bulletin des lois de la République Française*, 3^e série, t. VI, pp. 770-786. Paris, an XI.

² Les principales sources pour l'histoire générale de l'Eglise catholique à Genève sont *Régeste Genevois ou Répertoire chronologique et analytique des documents imprimés relatifs à l'histoire de la ville et du diocèse de Genève avant l'année 1312*. Publié par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 1866.

François FLEURY, *Histoire de l'Eglise de Genève depuis les temps les plus anciens jusqu'en 1802*. 3 vol. Paris, 1880-81.

Fr. MUGNIER. *Les évêques de Genève-Annecy, 1535-1879*. 2^{me} éd. Paris, 1888.

³ Auteur des « Franchises » de Genève, promulguées le 23 mai 1387.

⁴ Evêque de 1423-1426; il mourut cardinal d'Ostie.

⁵ Amédée VIII de Savoie, 1383-1451; pape de 1439-1449.

Réforme chassa de Genève l'évêque Pierre de La Baume, le 14 juillet 1533; ce dernier transféra sa résidence à Annecy, alors que l'ancienne cité épiscopale se transformait en moins d'une génération en « Rome protestante ». Une tentative de rendre Genève au catholicisme, essai entrepris à main armée par Charles-Emmanuel, duc de Savoie, échoua le 12 décembre 1602. L'apostolat de François de Sales, « évêque de Genève » de 1602 à 1622, n'eut pas plus de succès et son siège épiscopal resta à Annecy jusqu'au Concordat. C'est alors que Jean-Marie Paget résigna ses fonctions et que son diocèse fut incorporé à celui de Chambéry¹.

Le diocèse de Chambéry était formé des deux départements du Léman² et du Mont-Blanc³. Il dépendait de la métropole de Lyon. Les évêques de Chambéry pendant l'époque napoléonienne furent René de Moustiers de Mérimville⁴ et Irénée-Yves Dessolles⁵, transféré de Digne à Chambéry le 22 mars 1805. Il avait pour vicaires généraux les abbés Claude-François de Thiollaz⁶; et Bigex.

¹ Cf. J.-M. LAVANCHY. *Le Diocèse de Genève, partie de Savoie, pendant la Révolution française*. Annecy, 1894, t. II. pp. 266-277.

² Composé de Genève, du Pays de Gex, du Faucigny et du Chablais.

³ Composé du reste de l'ancien duché de Savoie.

⁴ Evêque de 1803 à 1805.

⁵ Né à Auch, le 19 mai 1774; sacré évêque de Digne le 11 juillet 1802; nommé par Napoléon évêque de Chambéry le 28 janvier 1805; préconisé par Pie VII le 22 mars 1805; archevêque le 20 juillet 1817; démissionnaire le 21 novembre 1823; mort à Paris le 31 décembre 1824. Il était l'oncle de Jean-Joseph-Paul-Augustin marquis Dessolles, général de l'Empire, et ministre de la guerre en 1819.

⁶ Cf. NESTOR ALBERT. *Histoire de Mgr. C.-F. de Thiollaz*.

C'est le premier de ces deux prêtres qui s'occupa plus particulièrement du département du Léman et partant de Genève. Là, le « débonnaire »¹ abbé Lacoste avait donné sa démission le 28 août 1805 de ses fonctions de curé de St-Germain, alors l'unique paroisse catholique de la cité de Calvin. Il y fut remplacé par l'abbé Jean-François Vuarin, le 24 février 1806². L'évêque de Chambéry, en procédant à cette nomination « savait tout ce qu'il y avait d'habileté, de ressources, et surtout de fermeté dans ce caractère de bronze, et il était bien assuré que cet ecclésiastique ne reculerait pas devant la lutte, et qu'au milieu des combats il saurait se faire place »³. C'était, en effet, un prêtre combatif et intrigant — *ad majorem Ecclesiae gloriam* : même ses panégyristes sont obligés de dire qu'« on aurait aimé trouver en lui plus de douceur et de suavité, moins de brusquerie, plus d'huile enfin à travers ces vigoureux rouages »⁴. Tel était l'homme contre lequel, pendant une génération, le gouvernement de Genève soutiendra une lutte, — parfois latente, souvent

premier évêque d'Annecy, et du rétablissement de ce siège épiscopal, dans Mémoires et documents publiés par l'Académie Salésienne. Annecy, 1907, t. XXX, p. 268.

¹ *Ibid.*, p. 273.

² Cf. abbés FLEURY et MARTIN. *Histoire de M. Vuarin et du rétablissement du catholicisme à Genève. Genève, 1861-1862, t. I, p. 247.*

³ *Ibid.*, t. I, p. 246.

⁴ *Ibid.*, t. I, p. 249. — Dans *Documents sur l'histoire religieuse de Genève à l'époque de la Restauration. Genève, 1918.* nous avons publié plusieurs appréciations au sujet de l'abbé Vuarin : par D'Ivernois, p. 24-30, par Pictet-de Rochemont, p. 74-77 ; par un anonyme, p. 89-92. — Cf. aussi abbé RUFFIN. *Vie de Pierre-Joseph Rey, évêque d'Annecy, Paris, 1858, p. 134-135.*

ouverte — pour la conservation du caractère protestant de la petite république.

Genève, en effet, de « bonne ville » de l'Empire français qu'elle était alors, se retransforma en Etat indépendant, le 31 décembre 1813 ; il est vrai pour faire très vite partie intégrante de la Confédération helvétique.

Or pour entrer dans la famille suisse, il fallait aux Genevois un territoire agrandi, susceptible d'être défendu militairement. Le Congrès de Vienne procura à la « République et Canton de Genève » cette augmentation territoriale, mais il ne pouvait la lui donner que par la cession de territoires à populations catholiques.

Ce n'était là pour l'Etat restauré rien de moins qu'une transformation profonde de ses conditions d'existence : l'ancienne république calviniste, qui même pendant la domination française avait réussi, en une certaine mesure, à rester une entité religieuse, la « Rome protestante », se transformait tout d'un coup en une collectivité mixte, comprenant environ deux tiers de calvinistes et un tiers de catholiques, les uns nourrissant à l'égard des autres fort peut de compréhension et d'autant plus de méfiance et d'antipathie.

C'était un problème ardu que se posaient alors les hommes d'Etat genevois : comment assimiler les nouveaux citoyens catholiques, tout en gardant à Genève le maximum de son caractère d'autrefois ? Ils espéraient le résoudre en faisant voter, en août 1814, les *Lois éventuelles* dont le but était de restreindre, tant que faire se pouvait, l'influence politique des catholiques, mais en leur donnant satisfaction dans le domaine religieux et économique¹.

¹ Cf. Henri FAZY, *Les Constitutions de la République de Genève*, Genève, 1890, pp. 187-220, surtout 210-212 ; et Charles BORGEAUD, *Genève, canton suisse*, Genève, 1914, p. 131.

Cette manière de faire était également considérée par les hommes d'Etat de la Restauration genevoise comme une garantie d'helvétisme : ils se méfiaient, en effet, des attaches françaises et surtout savoisiennes des populations à annexer et ils voulaient éviter que des tendances centrifuges pussent se faire jour dans leur Canton.

Il leur paraissait également — et les événements subséquents ont parfaitement justifié cette appréhension — que le maintien des nouveaux catholiques genevois sous la crosse d'un évêque étranger, ne pouvait que susciter des difficultés multiples et d'autant plus redoutables qu'elles offraient à un Etat voisin, plus ou moins hostile à Genève et à la Suisse, la possibilité d'intervenir dans les affaires intérieures de la République, ou de moins à compliquer énormément la solution de tous les problèmes d'ordre religieux.

Pour des raisons faciles à comprendre, le gouvernement genevois ne voulait à aucun prix du rétablissement de l'évêché de Genève. Force lui était donc de rechercher à rattacher le diocèse genevois à un évêché suisse. C'est d'ailleurs à quoi s'employèrent assidûment les deux députés genevois au Congrès de Vienne, Charles Pictet-de Rochemont et Francis D'Ivernois¹.

Malgré les efforts soutenus de la Sardaigne et de l'abbé Vuarin, la députation genevoise finit par faire admettre le principe de la séparation du diocèse de Genève de celui de Chambéry et de son rattachement à un diocèse suisse, celui de Fribourg ou de Sion. Il est vrai qu'elle rencontra un secours aussi inattendu que précieux en la personne

¹ Cf. Lucien CRAMER, *Genève et les traités de 1815 ; Correspondance diplomatique de Pictet-de Rochemont et de François D'Ivernois*, 2 vol. Genève ; *passim*.

du cardinal Consalvi, secrétaire d'Etat de Pie VII et plénipotentiaire du St. Siège au Congrès de Vienne¹. Le Cardinal se montra « fort disposé » à servir les intérêts genevois. Il engagea les députés de la petite République, qui étaient allés lui rendre visite le 28 mars 1815, « à lui faire une demande formelle ». Des lettres à ce propos furent échangées sur le champ², Consalvi eut soin cependant de prévenir les Genevois³ « qu'il fallait que le changement de diocèse eût lieu du consentement de l'évêque qu'on dépossédait; que c'était l'usage constant de sa cour, bien que ce ne fût que de la courtoisie; [et] que ces choses-là se faisaient plus aisément dans une vacance de siège, parce qu'alors on n'avait à batailler qu'avec le chapitre ».

Dès le lendemain, 29 mars, les plénipotentiaires des puissances signataires du Traité de Paris approuvèrent le protocole relatif à la cession territoriale faite par le roi de Sardaigne au Canton de Genève. On y lisait à l'art. 7 :

« Les communes catholiques et la paroisse de Genève continueront à faire partie du diocèse qui régira les provinces du Chablais et du Faucigny, sauf qu'il en soit réglé autrement par l'autorité du Saint Siège. »

Cet article, d'une apparence plutôt favorable aux revendications sardes, marquait de fait, vu les engagements pris par le cardinal Consalvi, une victoire de Genève. D'ailleurs, dès le 17 avril 1815, Pie VII demanda à Fabrice-Sceberas Testaferata, archevêque de Beyrout et nonce en Suisse⁴, son avis *de commodo et incommodo* sur le transfert de l'évêché de Genève⁵.

¹ Cf. *Ibid.*, t. I, pp. 435, 436, 738.

² *Ibid.*, t. I, p. 462. — ³ *Ibid.*, t. I, p. 436.

⁴ Cf. P. RUFIN STEIMER, *Die Päpstlichen Gesandten in der Schweiz, 1073-1873*. Stans, 1907, XXII.

⁵ Cf. N. ALBERT, *o. c.* p. 421.

Le pape, entendait-il agir sans retard, quoi qu'en ait dit Consalvi ? ou désirait-il seulement posséder tous les éléments d'information pour le cas d'un changement du titulaire de l'évêché de Chambéry ? — Nous l'ignorons.

En revanche à Genève, comme chez les autorités fédérales, on tenait énormément à la mise en pratique rapide de l'article 7 du protocole de Vienne. Genève, en effet, appréhendait de nouvelles intrigues du curé Vuarin contre l'exécution d'un texte dont l'interprétation pouvait donner lieu à des discussions ; le Directoire fédéral avait tout intérêt à voir cette question liquidée en un moment où la réorganisation des diocèses en Suisse était à l'ordre du jour. A cela s'ajoutait la précaution de faire disparaître une source de conflits possibles avec la Sardaigne, ainsi que le désir d'obliger le petit Etat qui venait de renoncer à son indépendance pour entrer dans le giron de la Confédération suisse.

Telle était la constellation, lorsque, à peine dix semaines après la bataille de Waterloo, les deux députés genevois auprès de la Diète remirent au Président de celle-ci la demande officielle de la République et Canton de Genève, sollicitant d'être soutenue par la Confédération en vue du changement de son régime diocésain ¹.

¹ Voir cette pièce ci-dessous, n° I, du 31 août 1815.

II

Les négociations au sujet du transfert de l'évêché de Genève à celui de Lausanne peuvent être divisées en neuf périodes.

La première période est celle du Congrès de Vienne; nous en avons résumé ci-dessus les faits essentiels.

La deuxième période va de la demande officielle d'intervention adressée au Directoire fédéral le 31 août 1815 jusqu'au commencement de mars 1816. Elle comprend surtout une correspondance entre les Cantons de Lucerne et de Genève relative aux démarches préliminaires à entreprendre auprès du Saint-Siège. Les discussions entre les cantons alémaniques au sujet d'un diocèse suisse unique, et les négociations de Pictet-de Rochemont à Turin au sujet des rectifications de frontière sardo-suisse font renvoyer toute démarche jusqu'au règlement de ces questions. (Pièces I à XII).

La troisième période va de l'automne 1816 à la fin de février 1817. La question territoriale étant résolue, Genève s'adresse de nouveau au Directoire fédéral et au Conseil d'Etat de Lucerne, en prévoyant déjà le concours des quatre Puissances qui l'avaient favorisée lors du Congrès de Vienne, savoir l'Autriche, la Grande Bretagne, la Prusse et la Russie. A cette même époque commence la correspondance aigre-douce entre les autorités genevoises et l'évêque de Chambéry, et surgissent les premiers conflits entre ces deux autorités au sujet du droit de nomination des curés. (Pièces XIII à XXIII).

Avec la quatrième période on quitte les préliminaires de l'affaire. Cete période va de fin mai à la mi-octobre 1817. La Diète helvétique s'en occupe; les députés genevois ont des entretiens avec le nonce; le choix de l'évêque de Lausanne (résidant à Fribourg) se dessine toujours davantage; Genève reconnaît la nécessité d'envoyer à Rome un agent diplomatique pour y contrecarrer les menées du curé Vuarin¹ et la politique de la Sardaigne; le Directoire fédéral s'adresse officiellement au pape en faveur des revendications genevoises; l'ancien avoyer bernois Freudenreich, documenté par le syndic Des Arts, intervient auprès de Consalvi pour étayer auprès de lui la thèse genevoise; le Conseil d'Etat de Genève charge Jean-Louis Viollier, membre du Conseil Représentatif, d'une mission auprès de la Cour de Rome, et le munit de toutes les recommandations et du crédit nécessaires. (Pièces XXIV à LI).

La cinquième période comprend la mission de Jean-Louis Viollier. Elle débute le 28 novembre 1817 par une audience auprès du cardinal Consalvi et par une conversation avec l'ancien nonce en Suisse, Carlo Zeno. Le premier se montre accommodant, le second souligne les difficultés. Le résultat de ce double courant est pratiquement l'arrêt des négociations, malgré des entrevues, des échanges de lettres et des promesses. Dès la mi-décembre

¹ Voici de quelle manière Vuarin, dans une lettre à Léon XII, a résumé son activité en cette affaire : « Oui, j'ai tenté tout ce qu'il était possible humainement de tenter; j'ai fait une course à Gènes en 1815; j'ai fait plus de sept voyages à Lucerne; j'en ai fait un à Sion; j'en ai fait à Chambéry; j'ai fait agir la Cour de Turin; j'ai pris toutes ces précautions avec le consentement et sous la direction de Mgr. de Chambéry et de ses vicaires généraux. » (FLEURY et MARTIN, *o. c.*, t. II, p. 216).

1817 Viollier quitte Rome, confiant à l'ambassadeur prussien Niebuhr, d'une manière officieuse, la représentation des intérêts genevois auprès du St-Siège, intérêts qui se heurtent toujours plus ouvertement à l'opposition « vétilleuse » de la Cour de Sardaigne. (Pièces LII à LX).

La sixième période est celle qui s'écoule entre le départ de Viollier pour Livorno et son remplacement officiel par Niebuhr. Cette nomination nécessite des démarches à Berlin. D'autre part le Directoire fédéral reprend en main officiellement les intérêts genevois et s'adresse au St-Siège et aux Puissances signataires du Protocole de Vienne du 29 mars 1815. (Pièces LXI à LXXVII).

La septième période est dominée par cette intervention officielle des grandes Puissances récemment coalisées contre la France : gouvernements catholiques et gouvernements protestants se trouvent d'accord pour appuyer Genève et la Suisse contre la Sardaigne. Pour les deux Etats protestants, l'Angleterre et la Prusse, cette attitude ne demande guère d'explication ; pour la Russie, elle découle probablement des bons rapports que Genève avait su y entretenir parmi de nombreux personnages influents, et peut-être de la sympathie que Frédéric-César de la Harpe avait su inspirer à Alexandre en faveur des régions lémaniques ; quant à l'Autriche, son hostilité traditionnelle contre le Piémont a dû influencer la politique de Metternich dans cette occurrence et la rendre favorable à la petite république calviniste. (Pièces LXXXVIII à CXXVIII.)

A partir de juin 1818, le rôle de Niebuhr devient prépondérant. Le choix que Genève avait fait de cet homme d'Etat était des plus heureux : non seulement parce que « la Prusse fut la première cour protestante qui s'était

fait représenter au Vatican par une ambassade permanente »¹, mais encore parce que, pour des raisons personnelles, son ambassadeur y était *persona gratissima* auprès du cardinal Consalvi, du cardinal Capaccini et d'autres princes de l'Eglise. Pie VII lui-même distinguait l'éminent historien parmi tous les autres diplomates². Aussi, lorsque, en juin 1818, Consalvi lui promet une solution rapide de la question pendante, Niebuhr ne doute pas du transfert prochain de l'évêché, et cela d'autant moins qu'il a fait au nom de Genève, quoique seulement d'une manière officieuse, des offres économiques au profit du clergé genevois. C'est ce moment qu'on peut envisager comme le début d'une nouvelle phase (la huitième) des négociations. Celle-ci est caractérisée par des délais renouvelés que réclame le cardinal-secrétaire d'Etat, et par l'impatience grandissante des Genevois et de Niebuhr. Ce dernier ira jusqu'à dire qu'il mettrait « moins de temps à une négociation sur tous les intérêts ecclésiastiques de tout un royaume qu'à cette légère affaire de circonscription de diocèse »³. Ces retards s'expliquent cependant par la politique de la Sardaigne et surtout par l'activité extraordinaire de l'abbé Vuarin. C'est très vraisemblablement aussi à l'influence de ce prêtre qu'est due l'intervention de la France en les affaires ecclésiastiques genevoises, au sujet de la cure de Vernier, intervention qui, il est vrai, est habilement éludée par le Gouvernement de Genève⁴. D'autres difficultés proviennent alors

¹ Cf. H. v. TREITSCKE, *Deutsche Geschichte im neunzehnten Jahrhundert*, 2 Aufl., Leipzig, 1886, p. 201.

² Cf. *Ibid.*, p. 202.

³ Lettre à D'Ivernois, du 12 juillet 1818; voir ci-dessous, n° CXLVIII.

⁴ Voir ci-dessous, n° CXXXVII, CXL, CXLIV, CXLVII.

de l'attitude hostile de Stratford Canning, le diplomate anglais¹. Vers la même époque un long rapport du syndic Schmidmeyer au syndic Des Arts² fournit d'importants renseignements sur les diverses tendances représentées au sein du Conseil d'Etat de Genève au sujet de la politique ecclésiastique à suivre vis-à-vis des catholiques; on peut les classer en deux groupes : les conseillers qui redoutent l'influence savoyarde plus que l'influence ultramontaine, et ceux qui appréhendent davantage le danger « romain » que le danger « sarde ».

Cette huitième période des négociations peut être considérée comme close par une sorte d'ultimatum moral présenté par Niebuhr au cardinal Consalvi, et accepté par celui-ci au commencement de septembre 1818 (Pièces CXXIX à CXLII).

Mais l'affaire n'en finit pas plus vite pour cela. Il faudra encore une année entière pour obtenir du pape le bref souhaité. Les intrigues les plus invraisemblables se multiplient : ainsi, un mémoire expose que les dangers de la navigation sur le Léman rendaient incertaines les relations entre Genève et Fribourg. Il surgit la proposition d'établir pour le canton de Genève un évêché séparé à Carouge, etc. Niebuhr réussit à vaincre tous ces obstacles, mais ce n'est que grâce à un service rendu par lui à la Cour pontificale³ qu'il finit par obtenir la promesse formelle d'un règlement de l'affaire genevoise pour une date déterminée.

¹ Voir ci-dessous, nos CLII et CLXVI.

² Voir ci-dessous, no CLI.

³ Nous n'avons pas réussi à élucider de quelle nature était le service en question.

Enfin, le 20 septembre 1819, Pie VII promulgue le bref *Inter multiplices* qui détache le diocèse de Genève de l'archevêché de Chambéry et qui le transfère à l'antique évêché de Lausanne dont le titulaire, Pierre (III)-Tobie Yenni, réside à Fribourg. (Neuvième période, Pièces CLXIII à CLXXIV.)

Le titre d'évêque de Genève reste cependant à l'archevêque de Chambéry. Cette appellation ne couronnera la fonction que seize mois plus tard, à la suite de nombreux conflits, de savantes intrigues et d'interminables négociations¹.

¹ Les antécédents du bref *Temporeni vices* (transfert du titre d'« évêque de Genève ») formeront l'objet d'une publication postérieure, déjà préparée en grande partie.

RECUEIL DE DOCUMENTS

1¹

Des Arts¹ et Schmidtmeyer² au Bourgmestre de Zurich⁴

Zurich, 31 Août 1815.

A Son Excellence Monsieur le Bourgmestre
du Canton de Zurich.

Président de la Haute Diète.

Les Soussignés, Députés du Canton de Genève, sont chargés de présenter à Son Excellence le vœu de leur Gouvernement pour que le territoire catholique de leur canton fasse à l'avenir partie d'un Diocèse Suisse.

L'Acte du Congrès de Vienne du 29 mars dernier statue que les Communes catholiques cédées à Genève dépen-

¹ **A. F.** *Korrespondenz der Kantone mit den Bundesbehörden.* Genf, 1814-1816, t. 727. De la main de Schmidtmeyer.

² Joseph Des Arts, 1743-1827, homme d'Etat genevois, « représentant » dans sa jeunesse, plus tard « négatif »; conseiller d'Etat en 1777; émigré en 1792; de retour à Genève au moment de la Restauration; membre de la délégation envoyée aux souverains alliés à Bâle, janvier 1814; membre du conseil provisoire; syndic en 1814 et 1815; député à la Diète de 1815 à 1818; il fut à cette époque le chef du parti conservateur genevois.

³ Jean-Pierre Schmidtmeyer, 1768-1830, magistrat genevois; signataire de la déclaration du 31 décembre 1813, restaurant la République de Genève; conseiller d'Etat en 1814; député à la Diète de 1814 et 1815.

⁴ David von Wyss (le fils), 1763-1839, bourgmestre de Zurich, en cette qualité président de la Diète en 1815 et 1816.

dront à l'avenir de l'Evêque qui régira les Provinces du Chablais et du Faucigny, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le St. Siège.

Il est facile d'apercevoir combien il serait dangereux pour le Canton de Genève que son nouveau Territoire fit partie d'un Diocèse soumis à la souveraineté de S. M. le Roi de Sardaigne¹. l'ancien maître des Communes cédées, et que ces Communes eussent un Evêque dont les Prédécesseurs n'avaient pas oublié les droits dont ils avaient une fois joui dans Genève.

Ce vœu a été manifesté solennellement dans la Constitution de Genève : ses Magistrats sont chargés « si Genève obtient un territoire catholique de faire les démarches nécessaires pour que ce Territoire relève d'un Evêque Suisse »².

Il est aussi en harmonie avec le plan qui paraît adopté par les Etats de la Confédération pour que les portions catholiques de la Suisse ne dépendent plus à l'avenir de Diocèses étrangers, plan qui a déjà reçu en partie son exécution, puisque l'Evêque de Constance a renoncé à sa juridiction en Suisse.

Les Soussignés prient Son Excellence de vouloir bien prendre en considération le vœu qu'ils ont l'honneur de lui adresser au nom de leur Gouvernement, et d'y avoir égard dans le travail préparatoire qui aura lieu pour les affaires Ecclésiastiques de la Suisse.

Les Soussignés prient Son Excellence d'agréer l'hommage de leur profond respect.

DES ARTS, syndic. SCHMIDTMEYER, conseiller.

¹ Victor-Emmanuel I, 1759-1824, roi de Sardaigne, duc de Savoie, restauré en 1814 et 1815.

² *Lois éventuelles*, I. 4.

Le Directoire Fédéral² au Conseil d'Etat de Lucerne³

Zürich, den 6 Herbstmonat 1815.

Hochwohlgeborne. Hochgeachtete Herren !

Getreue, liebe Bunds- und Eidgenossen !

Die Gesandschaft des Cantons Genf auf der Eidgenössischen Tagsatzung hat unserem Praesidio den Wunsch ihrer Regierung eröffnet, dass im schicklichen Zeitpunkt, und auf zweckmässig erachtete Weise, die Verwendung

¹ A. F. *Protokoll des Eidgen. Vororts*, t. 213. N° 900.

² Le Conseil d'Etat de Zurich.

³ Les Archives de Genève conservent une traduction de cette pièce, authentiquée par le Chancelier de la Confédération. (R. C. 1815. Pièces annexes A. F. 106). Elle est peut fidèle. La traduction qui suit serre le texte de beaucoup plus près.

Traduction

Zurich, le 6 septembre 1815.

Très noblement nés et très estimés Messieurs,
Fidèles et chers Alliés et Confédérés,

La députation du Canton de Genève à la Diète fédérale a témoigné à notre Président le désir de son Gouvernement qu'au moment favorable et d'une manière jugée convenable, la Confédération s'intéressât afin que le territoire de Savoie, cédé au Canton de Genève par l'arrêté du Congrès du 29 mars, fût soumis à la juridiction d'un évêque suisse. Une copie de l'adresse de la députation qui démontre l'importance et les raisons de cette demande d'une manière aussi précise que persuasive se trouve ci-jointe.

Nous sommes bien convaincus que l'accomplissement de ce désir du Canton de Genève serait très avantageux et aussi nous y contribuerions avec grand plaisir; cependant l'entrée en matière nous paraît assez difficile et, plutôt qu'à l'autorité protestante du Canton directeur, on pourrait la transmettre au Gouvernement du Haut Etat de Lucerne qui déjà, en son nom et en celui d'autres Etats, a entamé avec le Siège apostolique des négociations relatives à des affaires diocésaines. C'est pourquoi nous vous invitons (Titres) de vous occuper confidentiellement de cette affaire. Votre bonne volonté confédérale dont la République de Genève a déjà des preuves convaincantes, votre situation spéciale et vos lumières plus grandes vous feront trouver plus facilement les moyens permettant à la Confédération d'appuyer le plus efficacement cette

der Eidgenossenschaft eintreten möchte, damit das dem Canton Genf durch den Congress-Schluss vom 29ten Merz letzthin abgetretene Savoyische Gebiet unter die geistliche Gerichtsbarkeit eines Schweitzerischen Bischoffs kommen möchte. Die Zuschrift der Gesandtschaft, welche die Wichtigkeit und die Gründe dieses Ansuchens eben so bündig als überzeugend darstellt, wird hier abschriftlich beygelegt¹.

Wenn wir in der Ueberzeugung stehen, dass die Gewährung dieses Wunsches des Cantons Genf allerdings sehr vorteilhaft wäre, und Wir daher mit Freuden dazu mitwirken möchten, so scheint uns auf der andern Seite die Einleitung etwas schwierig zu seyn, und in jedem Fall dürfte dieselbe mit besserem Erfolg der Regierung des hohen Standes Luzern, welche bereits in Diöcesan-Angelegenheiten für sich und andere Stände mit dem Römischen Stuhl Unterhandlungen angeknüpft hat, als

demande importante. Nous vous prions encore de faire connaître au Gouvernement de Genève le résultat de cette délibération, et lorsque le moment favorable à cette négociation sera venu (qui pourrait peut être coïncider avec la cession formelle de ce pays) d'agir alors énergiquement, de manière à ce que le succès corresponde autant que possible aux vœux de nos Confédérés.

Le Gouvernement de Genève à qui nous donnons, en même temps qu'à vous (Titres), connaissance de cette demande, acceptera sûrement votre intercession avec vive reconnaissance, et dès-à-présent il aura soin que toutes les données nécessaires et tous les éclaircissements plus détaillés qu'on pourrait désirer au sujet des institutions en question vous soient communiqués.

Au reste, s'il fallait renvoyer la séparation définitive du nouveau territoire catholique de Genève de l'ancienne paroisse épiscopale jusqu'à l'arrangement général des affaires d'océaines de la Suisse, et qu'il fût nécessaire d'établir un règlement provisoire d'après l'exemple de ce qui a été fait pour l'évêché de Constance, vous voudrez bien assister également en cela le Gouvernement de Genève de vos conseils et de vos lumières.

Dans tous les cas nous sommes disposés, si tant est que l'intervention immédiate du Canton directeur pût être utile à la chose d'une manière quelconque, de faire les démarches qui pourront le mieux appuyer votre médiation amicale.

En recommandant avec empressement à votre prévoyance amicale les intérêts de nos Confédérés de Genève, nous vous prions (Titres) d'agréer l'assurance de nos sentiments les plus dévoués et les plus amicaux.

¹ Cf. ci-dessus, N° I.

der protestantischen Behörde des Vororts übertragen werden. Wir ersuchen Sie daher, Hochwohlgeborne, Hochgeachtete Herren! sich mit diesem Gegenstand vertraulich zu befassen, und nach ihrem, von der Republik Genf bereits erprobten freundeſgenöſſiſchen Willen, und nach ihrer eigenen Stellung und beſſerer-Einſicht, die Mittel zu berathen wie man von Seiten der Eidgenossenschaft jenes wichtige Anliegen am zweckmässigsten unterstützen könnte. Wir bitten Sie ferner, die Regierung von Genf mit dem Resultat dieser Berathung vertraut zu machen, und wenn einmal der Zeitpunkt zu wirklichen Unterhandlungen vorhanden ist (welcher vielleicht mit demjenigen der förmlichen Abtretung des Landes zusammentreffen dürfte) alsdann kräftigſt dahin zu wirken, dass der Erfolg so viel als möglich nach den Wünschen unserer Mit-Eidgenossen ausfalle.

Die Regierung von Genf, der Wir unter Einem von diesem an Euer Hochwohlgeboren gerichteten Ansuchen Kenntniſs geben, wird gewiſſ ihre Verwendung hierinn mit lebhaftem Dank annehmen, und von nun an dafür ſorgen dass alle nothwendigen äusseren *data* und beſtimmtere Aufſchlüſſe über die gewünſchten dieſfallſigen Einrichtungen Euer Hochwohlgeboren mitgetheilt werden.

Wenn übrigens eine definitive Abſonderung des neuen catholiſchen Genfer Gebiets von dem alten biſchöflichen Sprengel bis zur allgemeinen Berichtigung der Schweiſzeriſchen Diöceſan-Angelegenheiten aufgeſchoben werden, und eine proviſoriſche Einrichtung nach dem Beyspiel deſſen was in Hinſicht des Biſthums Conſtanz geſchehen iſt¹, nothwendig eintreten müſſte, ſo mögen Sie, Hoch-

¹ Cf. Carl GAREIS und Philipp ZOHN, *Staat und Kirche in der Schweiz*, Zürich, 1877. Bd. II. pp. 4-8. — Friedrich PIETH.

wohlgeborne, Hochgeachtete Herren ! auch hierüber der Regierung von Genf mit Rath und That beystehen.

In jedem Fall sind wir bereit, wofern die unmittelbare Dazwischenkunft des Vororts auf irgend eine Weise der Sache zuträglich wäre, diejenigen Schritte zu thun die ihre gefällige Verwendung, Hochgeachtete Herren ! am besten werden unterstützen können.

Indem Wir also das Interesse unserer Mit-Eidgenossen von Genf ihrer freundschaftlichen Vorsorge bestens empfehlen, ersuchen Wir Sie, Hochwohlgeborne, Hochgeachtete Herren ! die Versicherung unserer ergebensten und freundschaftlichen Gesinnung zu genehmigen.

von Wyss Mousson]

III¹

Le Directoire fédéral au Conseil d'Etat de Genève

Zurich, le 6 septembre 1815.

Très honorés Seigneurs,

Chers et fidèles Alliés et Confédérés !

Messieurs vos Députés à la Diète ont laissé dans les mains de notre Président un mémoire qui exprime le vœu que dans le travail préparatoire qui aura lieu pour l'arrangement des affaires Ecclésiastiques de la Suisse catholique, la partie catholique du territoire de Genève soit réunie au Diocèse d'un Evêque Suisse.

Die Mission Justus von Gruners in der Schweiz, Chur, 1899. pp. 89. — Wilhelm Oechsli, *Geschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert*. Leipzig. 1903-1913. Bd. II. pp. 554 sqs.

¹ **A. G.** R.C. 1815. Pièces annexes. A.F. 106. Cf. aussi **A. F.** Prot. d. eidg. Vororts. t. 213. N° 900.

Nous concevons toute l'importance des motifs qui parlent en faveur d'une telle disposition et nous désirons vivement qu'il soit en notre pouvoir d'en faciliter le succès; mais plus la chose en elle-même intéresse le Gouvernement de Genève, plus il est essentiel de bien choisir le moment propice et les moyens les plus convenables pour parvenir au but, d'éviter en particulier tout ce qui pourrait effaroucher Rome et susciter prématurément quelque difficulté de la part de la Cour de Turin, qui n'a point fait encore la remise du Pays dont il s'agit à Votre République.

Comme Canton protestant, l'Etat de Zurich rencontrerait probablement dans la conduite officielle de cette affaire des difficultés qu'on réussira peut-être à éluder en procédant d'une manière confidentielle et moins directe. Dans cette conviction, nous avons écrit au Conseil d'Etat de Lucerne, ancien Directoire Catholique, lequel en dernier lieu a été chargé par les Cantons Diocésains de Constance des négociations relatives à leur séparation de cet Evêché Allemand¹; nous l'avons prié d'entrer en correspondance avec vous, de vous communiquer ses avis, et de faire à votre demande les démarches qu'il jugerait les plus analogues (*sic*) au bien de la chose; ajoutant que, comme Directoire fédéral, l'Etat de Zurich était prêt à soutenir cette négociation de son mieux, s'il pouvait l'entreprendre avec quelque avantage. Nous sommes persuadés d'avoir ainsi préparé la première voie, et comptons également sur l'empressement du Canton

¹ Allusion à la lettre du Canton de Lucerne, du 24 mai 1815, adressée à Pie VII au nom de tous les cantons diocésains de Constance, à l'exception de celui d'Argovie.

de Lucerne à vous être utile, et sur la confiance avec laquelle cette affaire va se traiter entre vous et lui.

Nous joignons ici copie de notre lettre au Conseil d'Etat de Lucerne ¹.

Agréez, très honorés Seigneurs ! chers et fidèles Alliés et Confédérés ! l'assurance de notre haute considération et de notre affection fédérale.

Au nom des Bourgmestre et Conseil d'Etat du Canton de Zurich, Directoire fédéral.

Le Bourgmestre en charge : DE WYSS.

Le Chancelier de la Confédération : MOUSSOX.

IV²

Le Conseil d'Etat de Genève au Directoire fédéral

Genève, le 15 septembre 1815.

Accusé de réception de la lettre du 6 septembre³. Accord complet avec son contenu. Le conseiller Schmidmeyer a fait des ouvertures à l'avoyer Rüttimann⁴ et au trésorier Meyer de Schauensee de Lucerne.

Signé : FALQUET⁵, secrétaire d'Etat.

¹ Voir ci-dessus, N° II.

² **A. G.** *Lettres du Conseil*. C. L. 104, p. 275-76. N° 263 (minute) cf. aussi *R. C.* 1815 2, p. 366.

³ Voir ci-dessus, N° III.

⁴ Vincenz von Rüttimann, 1769-1844, avoyer de Lucerne de 1804 à 1830. Il présidera la Diète en 1816.

⁵ Jean-Louis Falquet, 1768-1842. Membre du Gouvernement provisoire genevois, conseiller et secrétaire d'Etat à partir de 1814, syndic en 1817 et 1819, premier syndic en 1823.

V¹

**Le Conseil quotidien de Lucerne
au Conseil d'Etat de Genève²**

Luzern, den 20^{ten} Herbstmonat 1815.

Schultheiss und Täglicher Rath der Stadt und Republik
Luzern, an Syndik und Staats-Rath des Kantons Genf.

Getreue. Liebe Bunds- und Eids-Genossen!

(Résumé de n^o 11.)

Der Beweis von Zutrauen, den Wir hiedurch von Seite
des Löblichen Vorortes erhalten, war uns ebenso schmei-
chelhaft, als Uns dieser so wie jeder andere Anlass
erfreulich seyn wird, wo Wir die freundeidgenössischen
Gesinnungen, von denen Wir gegen den Stand Genf
beseelt sind, an Tag geben können, und Wir entziehen
uns desnahen nicht, so viel in Unsern Kräften liegt zur
Erreichung Eueres vorliegenden Wunsches mitzuwirken.

¹ A. G. R. C. 1815. Pièces ann. A. C. 81.

² Extrait revu de la *Traduction* faite par le Gouvernement
genevois. (*Ibid.*)

.....

La preuve de confiance que dans ce cas nous recevons de la part du Louable
Canton Directeur nous était aussi flatteuse que chaque occasion nous sera
agréable où nous pourrions manifester comme Confédérés les sentiments d'ami-
tie dont nous sommes animés pour le Canton de Genève, et c'est pourquoi,
autant qu'il dépendra de nos forces nous coopérerons à l'accomplissement de
votre vœu.

Mais il est compréhensible que nous ne pourrions rien entreprendre dans
cette affaire, ni satisfaire à l'invitation du Louable Canton Directeur, sans une
connaissance exacte de vos intentions et notamment et surtout sans connaître le
diocèse — soit qu'il existe déjà en Suisse, soit qu'on l'y établisse — dont vous
considérez comme désirable ou avantageux que le territoire en question fasse
partie.

C'est pourquoi nous vous prions, Fidéles et chers Alliés et Confédérés, de

Allein es ist begreiflich dass, bevor Wir im Stande sind in dieser Sache etwas zu thun und der Einladung des Löblichen Vororts ein Genügen zu leisten, Wir nothwendig Euere Absichten des Nähern kennen und namentlich und vor allem, aus wissen müssen, von welcher der in der Schweiz bestehenden oder zu errichtenden Diozesen Ihr es für besonders wünschbar oder vortheilhaft erachtet, dass das betreffende Gebieth künftighin einen Theil ausmache.

Wir sind desnachen im Falle, Euch Getreue, Liebe Bunds- und Eids-Genossen ! zu ersuchen Uns hierüber die erforderlichen Aufschlüsse und alle nöthigen *Data* vertraulich mitzutheilen, und zwar um so beförderlicher, da die endliche Reglierung der Angelegenheiten jener neuen *Diocæse*, welche desmalen die vom Bisthum Konstanz losgetrennten Theile der Schweiz begreift, nicht mehr länger ausstehen kann und baldest eine *Conférenzial*-Berathung zu diesem Behufe zwischen den betreffenden Ständen statthaben dürfte.

In dieser Erwartung empfehlen Wir Euch Getreue, Liebe Bunds- und Eids-Genossen ! samt Uns in den Machtschutz des Allerhöchsten.

Der Amtsschultheiss :

H. KELLER

Namens des Täglichen Raths
Der Staatsschreiber :

X. MOHR ¹

nous communiquer confidentiellement vos vues et les données nécessaires, et cela d'autant plus vite que la conclusion de l'affaire du nouveau diocèse, formé de quelques parties détachées de l'évêché de Constance et situées en Suisse, ne saurait plus tarder et que très prochainement une conférence des Cantons intéressés pourrait avoir lieu, pour délibérer de cette affaire.

En attendant nous vous recommandons (Titres, ainsi que nous-mêmes, à la protection du Très-Haut.

¹ Le Conseil d'Etat de Genève renvoya cette lettre à sa commission diplomatique. Cf. R. C. 1815/2, p. 385.

VI¹

Le Conseil d'Etat de Genève à celui de Lucerne

Genève, le 30 septembre 1815.

(Accusé de réception de la lettre du 20 septembre²).

Vous désirez connaître nos vues sur cet objet et particulièrement nos intentions sur le choix d'un Evêque Suisse.

Nous nous bornerons à vous répondre à cet égard que nous nous rapporterons entièrement à ce que vous croirez convenable; que nous n'avons jusqu'ici formé aucun vœu particulier, et qu'il nous suffira que notre nouveau territoire ne dépende point d'une autorité tout à fait étrangère à la Suisse. Vous comprendrez aisément, chers et fidèles Alliés, qu'il peut y avoir de l'inconvénient à ce que ce territoire ressorte d'un Evêque sujet de son ancien maître, d'un Evêque qui pourrait se rappeler que ses prédécesseurs étaient autrefois des Evêques de Genève.

Nous ne vous dissimulerons point, d'ailleurs, que les Commissaires que S. M. le Roi de Sardaigne nous a envoyés pour régler la remise du territoire cédé, élèvent diverses difficultés inattendues, et qu'en particulier ils demandent de nous une déclaration formelle que les Ecclésiastiques Catholiques seront absolument indépendants, sous toutes les relations, du pouvoir civil. Nous ne prétendons point avoir sur eux plus de droits que les Gouvernements Suisses, et spécialement que celui de Lucerne, n'ont sur leurs propres ecclésiastiques; nous

¹ A. G. Corr. secr. 1814-1830, p. 7-10.

² Voir ci-dessus, N° V.

nous en rapporterons volontiers sur cet objet à ce que vous estimerez juste et conforme au bien de notre Canton. Nous vous prions cependant d'observer que notre Constitution confie des droits politiques aux Curés, et que leur entière indépendance du Gouvernement ne serait peut-être pas sans danger.

Nous sommes pleins de confiance en Vos Seigneuries et nous nous estimons bien heureux de voir nos intérêts remis à un Canton aussi éclairé que le Vôtre.

Nous n'avons d'autres directions à vous adresser que de vous prier que cette lettre soit absolument confidentielle pour le présent, car il serait fâcheux qu'au moment où nous traitons de la remise du territoire avec des Commissaires de S. M. Sarde, ces Commissaires apprissent que nous aspirons à ôter la juridiction Ecclésiastique à un Evêque sujet de leur Roi. Ce n'est pas qu'ils ne connaissent déjà notre vœu, puisqu'il fut manifesté par nos Députés à Vienne, où il ne fut point formellement repoussé, l'affaire n'ayant été qu'ajournée; mais il vaut mieux n'en pas faire bruit présentement.

Quant à la population de notre nouveau territoire, qui est peut-être l'une des données que vous désirez connaître, nous aurons l'honneur de vous dire qu'il a environ 9.000 habitants, dont environ la sixième partie est protestante.

Nous vous prions d'être persuadés que nous n'avons en vue que des précautions qui assurent notre tranquillité publique; que nous sommes bien éloignés de penser à affaiblir ou à restreindre les droits de nos ressortissants catholiques et que nous souhaitons au contraire qu'ils jouissent de la même protection et des mêmes sûretés que les Gouvernements catholiques de la Suisse garantissent

à leurs ressortissants et qu'ils jugent compatibles avec le maintien de l'ordre et de l'autorité publique.

Agrérez.....

Les Syndics et Conseil d'Etat
de la République et Canton de Genève.

TURRETTINI, secrétaire d'Etat¹

VII²

Le Conseil d'Etat de Lucerne à celui de Genève

Luzern, den 7^{ten} Weinmonat 1815³

« Accusé de réception de la lettre du 30 septembre^{4,5}

Es wurde Euch. Getreue, Liebe Bunds- und Eids-Genossen! bereits in dem frühern Schreiben angezeigt, dass es gegenwärtig darum zu thun sey, die Angelegenheiten jenes Bisthums endlich zu reglieren, welches die

¹ Albert TURRETTINI-DE VILLETIES, 1753-1826, magistrat genevois vers la fin de l'ancien régime; membre du Gouvernement provisoire en 1814, secrétaire d'Etat, syndic en 1815.

² A. G. R. C. 1815. Pièces ann. A. C. 88.

³ Cette lettre, datée du 7 octobre 1815, portait le timbre postal lucernois du 22 octobre. (Cf. R. C. 1815/2, p. 458).

⁴ Voir ci-dessus, N° VI.

⁵ Extrait revu de la *Traduction* faite par le Gouvernement genevois. (*Ibid.*)

.....
Nous vous avons annoncée (Titres), dans une lettre antérieure qu'il était à présent question de régler enfin les affaires de cet évêché qui doit comprendre les parties suisses séparées de l'évêché de Constance.

En cas qu'on pût encore joindre votre nouveau territoire à ce diocèse, cette réunion — à côté des avantages multiples qu'elle pourrait avoir à vos yeux — en aurait aux nôtres des inconvénients auxquels nous nous croyons obligés de vous rendre attentifs.

Nous trouvons la raison de notre scrupule d'une part dans le grand éloignement des contrées en question, et de l'autre dans la différence de langage, circonstances qui pourraient amener sous les dits rapports des inconvénients multiples, comme vous le trouverez vous-même, et vous engager à choisir de

vom Bisthum Konstanz losgetrennten Theile der Schweiz begreifen soll¹.

Wen die Anschliessung Eueres neuen Gebiets an diesen Sprengel annoch in's Werk gesetzt werden und Euch in mehrfacher Hinsicht dienlich vorkommen dürfte, so hätte dieselbe in Unsern Augen auch ihre bedenkliche Seite, auf welche Wir Euch aufmerksam zu machen Uns für verpflichtet erachten.

Wir finden den Grund dieser Bedenken namentlich einerseits in der grossen Entfernung der betreffenden Gegenden, andererseits in der Verschiedenheit der Sprache, beydes Umstände die, wie Euch nicht entgehen mag, in den gedachten Verhältnissen mancherley *Inconvenienzen* herbeyführen könnten, und Euch ebendaher eher bestim-

préférence un diocèse qui parlât la même langue que vous ou du moins qui fût rapproché davantage.

Mais si vous n'ajoutez pas une grande importance à ces difficultés et si malgré cela vous vous décidez à vous réunir aux Etats de la Suisse séparés de l'évêché de Constance, nous aurons soin de faire connaître cette résolution à la conférence de ces Etats, cela dès son ouverture, et de vous tenir régulièrement et exactement au courant de la marche de la dite affaire.

En attendant vous ne pouvez ignorer (Titres), que l'autorisation de détacher le territoire en question de l'évêché sous lequel il se trouve à présent est, en tout cas, la première condition pour atteindre votre but. Le premier pas que vous devez faire, sera donc de solliciter ce consentement, et comme celui-ci dépend exclusivement du Siège apostolique, le mieux serait que vous entamiez vous-mêmes directement des négociations auprès de S. Em. le Nonce résidant ici. Dans ce cas vous pouvez compter sur notre appui le plus empressé, comme aussi, si dans la suite de vos négociations à ce sujet, nous pouvions vous être utiles. Au reste, le succès serait d'autant mieux assuré si en intéressant l'évêque actuel à votre cause vous pouviez l'engager à vous appuyer dans vos demandes.

Quant à vos négociations avec S. M. le Roi de Sardaigne, ce n'est pas sans étonnement que nous avons appris dans votre lettre les prétentions que les Commissaires royaux ont élevées à votre égard : ils vont indubitablement plus loin que ne le permet le sens littéral des décisions du 29 mars prises par le Congrès. Mais vous n'avez qu'à opposer à ces prétentions la déclaration — suffisante à notre avis — que vous êtes disposés à garantir au clergé catholique du nouveau territoire les mêmes rapports avec le Gouvernement que ceux qui existent sous ce rapport dans les autres Etats de la Suisse, et que par conséquent ce clergé sera traité sur le même pied et jouira des mêmes droits que celui des autres Cantons.

En attendant....

¹ Voir ci-dessus, N° V.

men dürften Euere Wahl auf eine, die gleiche Sprache redende, oder wenigstens näher gelegene Diozöse fallen zu lassen.

Sollten diese Schwierigkeiten hingegen bey Euch nicht ein so grosses Gewicht erhalten und Ihr Euch dem ohngeachtet entschliessen in den Verein der vom Bisthum Konstanz losgetrennten Stände der Schweiz zu treten, so würden Wir es Uns angelegen seyn lassen, diesen Entschluss der nahe bevorstehenden *Conferenz* dieser Stände, sobald sie versammelt wäre, zu eröffnen und Euch ebenmässig von dem Gange der diesfälligen Angelegenheit so fort in genauer Kenntniss zu unterhalten.

Inszwischen kann Euch nicht entgehen, Getreue, Liebe Bunds- und Eids-Genossen! dass die Bewilligung zur Lostrennung des betreffenden Gebiets von jenem Bisthum, unter welchem dasselbe gegenwärtig steht, auf jeden Fall die erste Bedingung zur Erlangung Eueres Endzwekes ist: Euer erster Schritt muss daher auch die Nachsuchung dieser Bewilligung seyn, und da dieselbe vom Römischen Stuhle einzig ausgehen kann, so dürfte die Einleitung schiklich bey S. E. dem in hier residirenden Nunzius¹, und zwar von Euch aus unmittelbar, geschehen, wodann Ihr Euch auf Unsere bestmögliche Unterstützung zu diesem Behufe sowohl, als auf den Fall verlassen könntet, wo dieselbe Euch im weitem Verfolge Euerer diesfälligen Bewerbung nützlich seyn würde. Der Erfolg dieser wäre übrigens um so gesicherter, wenn Ihr auch den gegenwärtigen Bischof² für Euere Sache gewinnen und denselben zur Mitwirkung bestimmen könntet.

Was dann Euere Unterhandlungen mit S. M. dem

¹ FABRICE SCEBERAS TESTAFERRATA, archevêque de Bayrouth, nonce en Suisse de 1803 à 1816.

² Mgr. Dessolle.

Könige von Sardinien anbetrifft, so haben Wir aus Euerm Schreiben nicht ohne Verwundung die Zumuthungen entnommen, welche dessen Commissarien Euch machen, und wodurch sie offenbar weiter greifen, als die buchstäblichen Gesinnungen des Congress-Beschlusses vom 29^{ten} März es zulassen. Ihr dürftet unterdessen diesen Zumuthungen, die nach Unserm Ermessen genügende Erklärung entgegensetzen, dass Ihr bereit seyd, dasjenige Verhältniss der katholischen Geistlichkeit des neuen Gebiethes zur Regierung zu gewährleisten, welches diesfalls in den übrigen Ständen der Schweiz besteht, und dass somit diese Geistlichkeit auf dem gleichen Fusse behandelt werde und die gleichen Rechte zu geniessen haben soll, wie in den letztern der Fall ist.

Indem Wir inzwischen Euern fernern Eröffnungen, Getreue, Liebe Bunds- und Eids-Genossen ! entgegen sehen, empfehlen Wir Euch.....

Der Amtsschultheis, Präsident : H. KELLER
Namens des Staatsraths, Der Staatsschreiber : X. MOHR

VIII¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 30 octobre 1815

Noble D'Ivernois² lit un projet de lettre au Canton de Lucerne en réponse à la lettre de ce Canton³ sur l'Evêque dont notre nouveau territoire savoyard ressortira. Ce projet, qui se trouvera dans le Registre de la correspondance secrète, est approuvé⁴.

¹ A. G. R. C. 1815/2, p. 467.

² François D'Ivernois, 1757-1842, alors Conseiller d'Etat. Cf. Otto KARMIN, *Sir Francis D'Ivernois, sa vie, son œuvre et son temps*, (actuellement sous presse).

³ Voir ci-dessus n° VII. — ⁴ Voir ci-dessous n° IX.

IX¹

Le Conseil d'Etat de Genève à celui de Lucerne

Genève, le 31 octobre 1815.

La reconnaissance que nous inspire votre lettre du 7 courant² est proportionnée à l'intérêt non moins vif qu'éclairé dont vous nous donnez des preuves si réelles. et à l'extrême importance que nous mettons à obtenir que nos Eglises catholiques relèvent d'un Evêque Suisse.

Autant nous avons désiré qu'elles ressortissent du même diocèse que les vôtres, afin d'avoir un lien de plus avec votre Louable Gouvernement, autant devons-nous nous trouver ébranlés par les considérations exposées dans votre lettre sur la convenance de choisir un diocèse plus près de nous et où notre langue soit en usage.

Vu l'incertitude où nous sommes encore du nombre de ressortissants catholiques qui seront associés à notre Canton, et dans l'espoir fondé d'en être très incessamment instruits, nous vous demandons de nous accorder quelque temps de plus pour prendre une résolution définitive sur un point qui intéresse si essentiellement notre tranquillité future.

En attendant, et si avant d'avoir pu vous la transmettre, les conférences que vous nous annoncez venaient à s'ouvrir, nous vous supplions de ne point perdre de vue :

¹ A. G. *Corr. secr.* 1814-30, p. 17-18.

² Voir ci-dessus n° VII.

1^o Que nous sommes fermement résolus à observer consciencieusement et dans toute son étendue, l'engagement qui nous est imposé par le § 1 de l'article 3 du Protocole de Vienne, de *maintenir* et de *protéger* la religion Catholique dans les Communes qui nous seront réunies, engagement au devant duquel nous avons été dans nos lois éventuelles, et auquel il est si évidemment dans nos intérêts, non moins que dans nos devoirs, de rester toujours fidèles.

2^o Que nous attachons une importance majeure à ce que nos Eglises Catholiques relèvent d'un Evêque Suisse, et que les obstacles que nous prévoyons de la part du Roi de Sardaigne nous avaient fait et nous feraient encore douter du succès, soit auprès du Saint-Père, soit auprès de son Nonce à Lucerne, si vous n'aviez pas relevé nos espérances par la promesse de *votre appui le plus empressé*.

Nous avons quelques raisons de croire qu'il ne faudra rien moins qu'un appui si efficace pour nous obtenir cet objet tout particulier de nos vœux.

Les conférences de nos Commissaires avec ceux de S. M. Sarde se trouvent en quelque manière suspendues par les prétentions inadmissibles qu'ont élevées ces derniers; aussitôt que ces conférences se renouvelleront, nous ne manquerons pas de profiter du précieux Conseil que vous daignez nous adresser.

En vous remerciant....

(Signé) FALQUET

X¹

Le Conseil d'Etat de Lucerne à celui de Genève²

Luzern, den 27^{ten} Jänner 1816.

Theils in Erwartung Euerer Uns versprochenen, weiter'n Eröffnungen — nachdem die von Euch mit dem Hofe von Sardinien angeknüpften, fernern Unterhandlungen ihren wirksamern Fortgang erhalten haben würden — theils in der Voraussicht, dass die damals bevestigandene, katholische *Conferenz* zwischen den ehemals zum Bisthum Constanz gehörten Löblichen Ständen seiner Zeit von selbst Anlass zur Fortsetzung jenes vertraulichen Briefwechsels geben werde, welcher zwischen Uns schon seit früher, über die von Euch gewünschte Einverleibung der katholischen Gemeinden Eueres Kantons einem Schweizerischen Bisthum, entsponnen hat, haben Wir bis heute die Beantwortung Euerer Rückaus-

¹ A. G. R. C. 1816. Pièces annexes. A. C. 12

² (Traduction rectifiée)

Nous avons différé jusqu'à ce jour de répondre à votre lettre du 31 octobre de l'année dernière, soit dans l'attente de nouvelles communications que vous nous aviez promises, suivant que vos négociations entamées avec la Cour de Sardaigne obtiendraient par la suite un développement plus actif, soit dans la prévision que la Conférence catholique qui était prévue alors entre les louables Cantons ressortissant antérieurement de l'Evêché de Constance, amènerait d'elle-même, en son temps, l'occasion de poursuivre cette correspondance confidentielle, qu'avait déjà fait naître précédemment entre nous votre désir d'incorporer les Communes catholiques de votre Canton à un Evêché Suisse.

Mais comme cette conférence (sur laquelle nous vous avions déjà donné des informations par notre lettre du 7 octobre, a été convoquée ici le 8 du mois courant et ne s'est réellement ouverte que le 10 du dit, du fait de l'arrivée tardive des députés de quelques cantons — et à laquelle ont assisté par des députations les louables Etats de Zurich, Lucerne, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glaris, Zoug, Soleure, Schaffhouse, Appenzell-Rhodes intérieures, St-Gall, Argovie et Thurgovie — que cette conférence s'est dissoute derechef le 18 du même mois, après qu'elle eut fait préparer par une Commission spéciale les premières

serung vom 31^{ten} Weinmonat vorigen Jahres¹ verschoben

Da nun diese katholische *Conferenz*. von der Wir Euch bereits am 7^{ten} Weinmonat Voranzeige gemacht², auf den 8^{ten} des zu Ende gehenden Monats nach hier einberufen ward; auch wirklich am 10^{ten} desselben, wegen später'm Eintreffen der Deputierten einiger Kantone, eröffnet worden ist, an welcher die Löblichen Stände Zürich, Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Zug, Solothurn, Schaffhausen, Appenzell I. R., St-Gallen, Aargau und Thurgau durch Abordnungen Antheil genommen, dieselbe am 18^{ten} gleichen Monats — nachdem sie die ersten Grundlinien zu einem künftigen Schweizerischen *National-Bisthum* durch eine eigene *Commission* hat

¹ Voir ci-dessus n° IX. — ² Voir ci-dessus n° VII.

bases de l'établissement d'un *Evêché national suisse*, et que, sans entrer pour le moment en aucune délibération au sujet des opinions soumises à cet égard, elle a simplement chargé les délégués d'en référer à leurs Hauts Commettants respectifs, et de faire agréer pour une nouvelle réunion le terme proposé de la fin de juin prochain, intervalle pendant lequel les Etats pourront communiquer au *Vorort* catholique leurs sentiments au sujet des rapports de la commission énoncés au récé, ceci afin de faciliter les nouvelles introductions sur cet objet; nous estimons que le moment est arrivé de renouer notre précédente correspondance avec vous, en vous communiquant, comme s'était promis par la présente, le résultat de la Conférence catholique, en énonçant par le détail les matières dont s'occupe le rapport sus-mentionné de la commission.

Ce résultat doit être considéré en partie comme étant la suite d'une conférence confidentielle aux résultats nullement obligatoires, conférence confidentielle tenue par une sélection de la dite commission avec la Nonciature papale résidant en cette ville. Il procède des vues et des principes consignés ci-dessous et des propositions qui s'en sont inspirés :

1° Pour des raisons d'ordre religieux, politique et économique on propose à conserver la réunion des louables Cantons qui se trouvaient déjà précédemment réunis sous la direction spirituelle de l'Evêché de Constance, mesure qui seule peut obvier aux multiples inconvénients de la création de nombreux petits évêchés.

2° Le Chapitre devrait se composer de vingt chanoines adjoints à l'évêque, celui-ci résidant toujours au chef-lieu capitral; parmi ces chanoines seraient compris un prévôt et un doyen. Pour la fondation de ce Chapitre, Lucerne pourrait fournir dix prébendaires de son chapitre collégial de St-Leodgar « auf dem Hof »; les dix autres seraient choisis parmi les Cantons affiliés (excepté ceux de Zurich et de Schaffouse qui ensemble comptent à peine 830 âmes), ces dix derniers chanoines, ainsi que l'évêque, seraient dotés avec les

vorbereiten lassen — wiederum auseinander gegangen ist, und das diesfalls Ihr vorgelegte Gutachten, ohne darüber für dermalen in einige Berathung einzutreten, lediglich zu Händen Ihrer allseitigen hohen *Committenten*, mit der Verpflichtung *ad referendum* genohmen hat: Hochdiesen den auf Enden künftigen Brachmonats angesetzten Termin beliebt zu machen, inner welchem die hohen Stände dem katholischen Vororte ihre Ansichten über dieses in den Abschied gelegte *Commissional*-Gutachten, zum Behuff der weiter'n, der Sache zu gebenden Einleitungen, zu eröffnen hätten; so sehen Wir für Uns auch den Zeitpunkt zur Fortsetzung der früher'n Korrespondenz mit Euch gekommen, indem Wir Euch gegenwärtig versprochenermassen das Resultat der Statt gehaltenen katholischen *Conferenç* in näherer Angabe der Gegenstände mittheilen, über welche das mehrbemelte *Commissional*-Gutachten abhandelt.

Es ist dasselbe zum Theil als Folge einer mit der in

fonds qui, suivant le traité d'Etat avec l'Electorat de Bade du 6 février 1804, doivent revenir à la Suisse après le décès de l'actuel évêque de Constance.

Ce Chapitre devrait également être soutenu par un nombre adéquat de vicaires dont l'institution et le choix devraient être abandonnés aux Cantons diocésains.

3° L'élection de l'Evêque, limitée aux seuls chanoines, aurait lieu quarante jours après la vacance et par les deux tiers des voix que donneront les députés envoyés à Lucerne par les louables Cantons; dans la quinzaine communication de l'élection serait fait au St-Siège, qui la confirmerait dans un délai de six mois aux maximum.

4° On propose la ville de Lucerne pour siège de l'Evêque; on y établirait également le Séminaire épiscopal qui se trouverait placé sous la surveillance de l'évêque. A cet effet, Lucerne fournirait les bâtimens et le mobilier nécessaire; elle prendrait également soin de l'église cathédrale.

5° Le diocèse aurait à pourvoir au logement de l'Evêque, par contre celui des chanoines et des vicaires serait à la charge des intéressés respectifs.

6° On propose de fixer le traitement de l'Evêque à 500 louis d'or, et celui de chaque chanoine à 100 louis d'or. Pour subvenir aux dépenses du culte on pourrait augmenter le fonds déjà existant à cet effet au Chapitre de cette ville par des années de vacance dans les prébendes capitales.

7° Enfin, les droits et les rapports entre l'Eglise et l'Etat seraient maintenus sur l'ancien pied fédéral.

hier residierenden päpstlichen *Nunciatur* durch einen engern Ausschuss der obenerwähnten *Commission* unvorgreiflich gepflogenen, vertraulichen Unterredung zu betrachten und geht von nachstehenden Ansichten, Grundsätzen und hierauf begründten Anträgen aus, als:

1^o Wird in religiöser, politischer und *ökonomischer* Hinsicht auf das Beysammenbleiben der früher unter dem Bisthum Konstanz sich vereinigt befundenen Löblichen Stände angetragen, wodurch allein die in so manchem Betracht besorgliche Vermehrung vieler kleiner Bisthümer vermieden würde.

2^o Das Domstift sollte aus Zwanzig, dem Bischofe, als am Hauptsitz desselben ununterbrochen *residierend*, beygegebene [n] Domherrn, worunter ein Domprobst und Domdekan begriffen wären, bestehen, wofür das hiesige *Collegiat*-Stift von *St-Leodegar* auf dem Hof mit zehen seiner Präbenden, als Luzern angehörend, zur Grundlage dienen, die übrigen zehen von den beytretenden Kantonen, mit Ausnahme von Zürich und Schaffhausen, die sammenthaft kaum 830 Seelen zählen, gewählt und diese leztern, so wie der Bischof, aus demjenigen *Fond dotiert* werden, welcher, in Folge des Staats-Vertrages mit Churbaden vom 6^{ten} Hornung 1804, nach dem Tode des wirklichen Bischofs von Konstanz¹ der Schweiz anheim fällt.

Dieses Domstift sollte ebenfalls durch eine angemessene Anzahl von Kapellanen unterstützt werden, deren Stiftung und Wahl den Diozesan-Kantonen überlassen bliebe.

¹ Carl Theodor von DALBERG, 1744-1817, plus connu comme prince-évêque de Mayence, archichancelier et grand-duc de Francfort.

3^o Die Wahl des Bischofs würde, auf die Domherrn beschränkt durch die Löblichen Stände mittelst nach Luzern abzusendender Deputirten durch $\frac{2}{3}$ der Stimmen inner 40 Tagen nach erfolgter Erledigung vorgenommen, und von dem päpstlichen Stuhle von der inner 14 Tagen zu geschehenden Anzeige über diese Wahl angerechnet, spätestens in 6 Monaten bestätigt.

4^o Zum Sitz des Bischofs wird die Stadt Luzern vorgeschlagen, wohin auch das bischöfliche *Seminarium*, das unter die Aufsicht des Bischofs zu stehen käme, verlegt würde, wozu Luzern die Gebäude und *Mobilien* herzugeben hätte, das überhin auch für die Cathedral-Kirche zu sorgen hat.

5^o Für die Wohnung des Bischofs sollte durch die ganze *Dioces*, für jene der Domherrn und Kapellane hingegen durch die betreffenden *Collatoren* vorgesorgt werden.

6^o Die Besoldung des Bischofs wird auf 500 *Louisd'or* und jene eines Domherrn auf 100 *Louisd'or* angetragen.

Zur Bestreitung der Ausgaben des Gottesdienstes wäre der hierfür am hiesigen Stift schon vorhandene *Fond* durch sogenannte Karenzjahre bey erledigt werdenden Dompräbenden aufzubessern.

7^o Endlich sollten die Rechte und daherigen Verhältnisse zwischen Kirche und Staat auf dem alten Eidgenössischen Besitz-Stande beruhen.

(Formules de politesse)

Vincenz RÜTTIMANN

PEYFFER-HEYDEGGER

XI¹**Le Conseil d'Etat de Genève à celui de Lucerne**

Genève, le 23 février 1816.

Le gouvernement genevois ne pourra répondre à la lettre du 27 janvier² qu'après le retour du conseiller Pictet-de Rochemont, alors à Turin³. « Dans cet état des choses, nous mettrions du prix à savoir si vos Commissaires ont eu l'occasion d'articuler devant le Nonce du Pape la convenance d'assurer nos Eglises Catholiques à un Evêché Suisse, et si son Eminence a paru accéder à cette convenance. »

(Signé): FALQUET

XII⁴**Le Conseil d'Etat de Lucerne à celui de Genève**Luzern, den 2^{ten} März 1816.

Vu les demandes antérieures du gouvernement genevois relatives au secret des négociations, celui de Lucerne n'a encore fait aucune démarche auprès du nonce. Il serait plus prudent d'attendre la solution des négociations concernant l'ancien Evêché de Bâle. Si cependant Genève insiste, une démarche sera faite auprès du Nonce.

(Signé): H. KELLER. PFYFFER-HEYDEGGER

¹ **A. G.** *Corr. secr.* 1814-30, p. 21-22. — Ce texte a pour auteur le Conseiller D'Ivernois (cf. *R. C.* 1816/1, p. 144 et 177).

² Voir ci-dessus n° X.

³ Sur ces négociations, cf. surtout Lucien CRAMER, *Genève et les traités de 1815*, Genève et Paris, 1914, t. II, p. 269-522.

⁴ **A. G.** *R. C.* 1816. Pièces annexes, A. C. 20.

XIII¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 15 mars 1816

.....

Lettre du Conseil d'Etat de Lucerne du 2 mars. — Suit le résumé. — Arrêté de ne pas répondre avant le retour de M. Pictet de Turin.

2

XIV²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 11 novembre 1816

On décide d'écrire une lettre confidentielle au Directoire fédéral « lui exprimant le vif désir de ressortir d'un Evêque Suisse, lui demander ses conseils sur les démarches à faire et si c'est le moment d'écrire de nouveau au Canton de Lucerne. » Le Conseil « se met sous le serment du secret sur la présente délibération. »

XV³

Le Conseil d'Etat de Genève au Directoire fédéral

Genève, le 20 novembre 1816.

Lettre rédigée par D'Ivernois⁴, conformément aux décisions du 11 novembre⁵, et signée par Falquet, secrétaire d'Etat.

¹ A. G. R. C. 1816/1, p. 269.

² Ici devrait figurer un mémoire de l'abbé Bigex à Pie VII, du 6 mai 1816, mémoire dont le curé Vuarin était, « l'auteur principal ». (Cf. FLEURY et MARTIN, o. c., t. II, pp. 194-197.)

³ A. G. R. C. 1816/2, pp. 565-566.

⁴ A. F. *Korrespondenz der Kantone mit dem Bundesbehörden, Genf, 1814-1816*, t. 727.

⁵ Cf. A. G. R. C. 1816/2, pp. 598-599.

⁶ Voir ci-dessus, n° XIV.

XVI¹

Le Directoire fédéral au Conseil d'Etat de Genève

Zurich, le 27 novembre 1816.

(Accusé de réception de la lettre du 20 novembre²).

Les faits, Très Honorés Seigneurs, ont suffisamment prouvé qu'une année plus tôt cette négociation aurait été prématurée, et faite pour susciter probablement de nouvelles difficultés dans les discussions déjà assez épineuses que vous avez eu à soutenir avec la Cour de Turin. Aujourd'hui que la réunion du nouveau territoire est consommée, nous ne connaissons aucun motif tiré de la situation politique de la Suisse, ou du Canton de Genève, qui doive vous engager à différer de renouer votre correspondance à ce sujet avec le louable Etat de Lucerne. La difficulté du succès ne gît plus maintenant que dans la chose même, ou plutôt dans la situation où se trouve actuellement toute l'affaire des diocèses Suisses. Vos Seigneuries apprendront du louable Etat de Lucerne, beaucoup mieux que de nous, combien cette affaire est compliquée, et tout ce qui reste à faire pour mettre d'accord les intérêts divers et les vues des Etats de Suisse. Nous ne pouvons en aucune manière prévoir quels seront les résultats de toutes ces discussions, mais nous avons la persuasion que les communications amicales du louable Etat de Lucerne à ce sujet pourront être utiles et agréables à vos Seigneuries.

Agréez.....

REINHARD. MOUSSON.

¹ **A. G. R. C.** 1816. Pièces ann. *A. F.* 141, et cf. **A. F. Prot. d. eidg.** *Vororts.* t. 216, n° 1255.

² Voir ci-dessus, n° XV.

XVII¹

Le Conseil d'Etat de Genève à l'Evêque de Chambéry²

Genève, le 23 décembre 1816.

Monseigneur,

L'exécution des traités du 20 novembre 1815 et du 16 mars de cette année ayant réuni au Canton de Genève des paroisses du pays de Gex et de Savoie qui se trouvent dans l'enceinte de votre Diocèse,

Nous nous empressons, Monseigneur, de vous déclarer que, fidèles aux engagements que nous avons contractés, nous accorderons un égal appui aux Cultes établis dans notre Canton, conformément aux traités; que nos nouveaux compatriotes qui professent la Religion Catholique, Apostolique et Romaine et les Ministres de cette Religion dans l'exercice de leurs fonctions pastorales, ainsi que dans leur vie privée, seront l'objet de notre bienveillance fraternelle et Chrétienne, et qu'ils en ressentiront constamment les effets.

Vous savez, Monseigneur, que c'est pour la Confédération Suisse un principe constitutionnel et sacré, un principe dont la violation est sans exemple depuis des siècles, que cette protection également accordée aux deux cultes et à leurs Ministres. Nous avons adopté, par sentiment comme par raison, une règle d'administration si juste et si salutaire, et une conduite si conforme aux saints préceptes de l'Evangile.

¹ **A. G.** (Réserve) *Copie de lettres 1816-17*, p. 52.

² Lettre rédigée par Pictet-de Rochemont, (cf. **A. G. R. C.** 1816/2, p. 721).

Nous ne savons pas encore, Monseigneur, si avec le consentement du Saint-Siège, et à l'exemple de la grande pluralité des Cantons, auxquels nous devons désirer d'être pleinement assimilés, nos paroisses catholiques ne seront point appelées à ressortir d'un Evêque Suisse, mais vous n'éprouverez de notre part que les égards et les déférences qui sont dûs au rang que vous occupez et aux qualités respectables qui vous caractérisent éminemment, et vous nous trouverez disposés, en ce qui dépend de nous, à vous seconder dans les mesures qui intéresseront votre Eglise et ses convenances.

Et en particulier, lorsque les cures de nomination Royale, dont la nomination nous appartient, viendront à vaquer, nous vous demanderons vos sages directions pour arriver au choix le plus convenable.

Nous garderons le silence sur la Cure de Chêne¹, à laquelle vous venez de nommer, jusqu'à ce que nous nous soyons assurés qu'elle était, ainsi que nous avons lieu de le croire, de nomination Royale; et si nous ne nous trompions point dans nos conjectures, nous en prendrions occasion, sans préjudicier à nos droits pour l'avenir, de vous donner une preuve du désir que nous avons de vous être agréable.

Enfin, Monseigneur, nous serons jaloux d'obtenir, par l'entremise de vos bons offices, auprès de Sa Sainteté, qu'Elle daigne rendre justice aux sentiments de paix, d'union et de Charité dont nous sommes animés envers ceux de nos Frères qui professent la religion Catholique Romaine.

Nous sommes avec respect.....

TREMBLEY, secrétaire d'Etat.

¹ Voir les détails sur cette affaire dans la lettre du Conseil d'Etat de Genève à celui de Lucerne, ci-dessous n° XXI.

XVIII¹

Le Conseil d'Etat de Genève à celui de Lucerne

Genève, le 26 décembre 1816.

(Rappel de la lettre du 2 mars²).

Nous sommes en pleine possession de tout le territoire qui devait nous être réuni, et le Directoire fédéral, qui nous avait donné le même conseil dilatoire que Vos Seigneuries, nous annonce qu'il ne connaît aucun motif tiré de la situation politique de la Suisse ou du Canton de Genève qui doive nous engager à suspendre plus longtemps l'effet de vos bienveillantes dispositions envers nous.

Dans cet état de choses, pleins de confiance en votre affection confédérale et en vos lumières, nous nous faisons un devoir de vous répéter confidentiellement que, quoique le choix du Diocèse Suisse auquel nos ressortissants catholiques pourront appartenir ne soit, pour ainsi dire, à nos yeux, qu'un objet secondaire, nous envisageons de plus en plus comme un bienfait inappréciable pour notre tranquillité future d'obtenir qu'ils relèvent d'un Evêque Suisse. Sans qu'il soit besoin de nous étendre ici sur nos rapports anciens et nouveaux avec la Maison de Savoie.

Vos Seigneuries comprendront aisément combien de motifs doivent nous faire désirer d'être associés à un

¹ **A. G.** (Réserve). *Copie de lettres, 1816-1817*, pp. 54-55. Le texte de cette lettre a été rédigé par D'Ivernois. (Cf. *R. C.* 1816¹², p. 741).

² Voir ci-dessus n° XII.

Evêché Suisse. et que si nous y parvenons jamais par votre intervention, vous aurez rendu le plus éminent service à notre Canton.

Nous venons donc solliciter Vos Seigneuries, non d'entamer encore cette délicate et importante négociation avec le Nonce de Sa Sainteté¹, si, dans leur sagesse, Elles ne jugeaient pas les circonstances suffisamment favorables, mais de choisir avec leur perspicacité ordinaire le moment opportun pour l'ouvrir, comme aussi de nous éclairer sur la convenance de faire alors appuyer cette négociation par des démarches directes à Rome, de la part des Cours auxquelles nous sommes redevables de l'acquisition de notre nouveau territoire². Nous ne serions point sans espoir de trouver encore auprès d'Elles protection et appui, surtout si nous le leur demandions sous vos auspices.

Nous ne devons point négliger d'informer Vos Seigneuries que d'après les conseils des Ministres de ces mêmes Cours, nos Députés à Vienne y firent une démarche officielle auprès de S. Em. Mgr. le Cardinal Consalvi pour lui exprimer le vœu de notre Canton d'être associé à un Diocèse Suisse, qu'ils en furent bien accueillis, que quoique S. Em. ne leur fit aucune promesse positive, elle ne leur laissa entrevoir aucun obstacle insurmontable, et que des rapports postérieurs nous donnent lieu de croire qu'elle se montre animée de bienveillance envers notre Canton.

La part que vous voudrez bien prendre à une négociation dont le succès est du plus grand prix à nos yeux excitera toute notre reconnaissance.

En vous priant.....

TREMBLEY, secrétaire d'Etat.

¹ Résidant à Lucerne.

² Autriche, Grande-Bretagne, Prusse et Russie.

XIX¹

L'Evêque de Chambéry au Conseil d'Etat de Genève

Chambéry, le 28 décembre 1816.

Messeigneurs,

J'ai reçu avec reconnaissance la déclaration que Vos Excellences m'ont fait l'honneur de m'adresser² de leurs dispositions à protéger, dans leur Canton, l'exercice de la Religion Catholique, et à faire éprouver les effets de leur bienveillance à ses Ministres et à ceux qui la protègent. Ces dispositions, dignes de la sagesse et de la justice de Vos Excellences, sont seules capables d'adoucir les regrets que les Coopérateurs de ma sollicitude et mes Diocésains peuvent encore ressentir de leur douloureuse séparation d'avec deux Gouvernements éminemment catholiques, et ils y trouveront un nouveau motif de fidélité, de soumission et d'attachement au Gouvernement sous lequel la Divine Providence vient de les placer. Je n'aurai donc pas besoin de leur en inspirer le sentiment, mais en ma qualité de Premier-Pasteur, je ne négligerai rien pour le fortifier et le diriger à la grande satisfaction de Vos Excellences.

Si la Religion Catholique est inflexible et invariable dans sa doctrine, dans son culte et dans les principes de sa discipline, elle ne place pas moins la Charité au premier

¹ **A. G. R. C. 1817.** Pièces annexes P. D. 1.

² Voir ci-dessus n° XVII.

rang des vertus, et les nouveaux citoyens acquis à votre Canton se montreront, je l'espère, sur ce point aussi religieux que les Catholiques de l'ancienne Suisse. Votre Gouvernement a adopté la règle d'administration de la Confédération Helvétique, qui protège également les deux cultes ; c'est une puissante garantie du règne de la paix et de la charité dans votre République. Pour lui en assurer tout l'effet, Vos Excellences ne dédaigneront pas de prendre des mesures de détails propres à effacer l'impression dangereuse de quelques anciens préjugés, et à réprimer toute attaque qui provoquerait des animosités et des dissensions.

J'ignore, comme Vos Excellences, si dans les hautes vues de sa sollicitude générale, Notre Saint Père le Pape démembrera de mon Diocèse les paroisses catholiques de votre Canton pour les unir à un Diocèse Suisse. Je ne puis le désirer : les sentiments de la charité pastorale m'attachent trop fortement à toutes mes Ouailles ; ce ne serait qu'avec un profond regret que je perdrais cette partie si précieuse de mon troupeau. Quoiqu'il doive en arriver, j'administrerai ces paroisses avec le même zèle que si j'étais assuré de les conserver, et je réclamerai avec la même confiance les bons offices que vous voulez bien me permettre.

J'ai l'honneur de remercier Vos Excellences des dispositions obligeantes qu'elles m'ont marquées sur la nomination du Curé de Chêne, pour le cas où cette cure eût été de nomination royale. Mais je ne puis penser que, pour ce cas même, le droit de nomination en fût dévolu à Vos Excellences. Le Concordat de 1801 entre le Saint-Siège et le Gouvernement Français a tout rappelé, en cette espèce, au droit commun, selon lequel l'Evêque est

le seul et libre collateur des bénéfices-cures. Aussi S. M. le Roi de Sardaigne ne nomme aujourd'hui et ne nommait en mars 1815 à aucune cure dans la Savoie; et, en conformité du Protocole du Congrès de Vienne, les paroisses cédées et réunies à votre Canton doivent être administrées sur le même pied qu'elles l'étaient à cette époque. Je dois donc regarder la libre collation de toutes les cures de mon Diocèse comme un droit de mon Siège, et il ne me serait pas permis d'y renoncer.

Je serai très heureux de pouvoir faire connaître à Sa Sainteté les sentiments de paix, d'union et de charité que vous témoignez pour les Catholiques et dont vous voulez leur faire éprouver les heureux effets. Leur Premier-Pasteur sera toujours avec empressement l'interprète de leur reconnaissance, et il ne cessera d'invoquer en leur faveur votre bienveillante protection.

Vous trouverez ci-joint¹. Messesseurs, le tableau des Curés de mon Diocèse qui se trouvent aujourd'hui sous votre domination et dont le traitement doit être dorénavant le fruit de votre bienfaisance.

Agréez, Messesseurs, je vous prie, la sensibilité que j'éprouve des choses honnêtes que vous avez bien voulu m'adresser dans votre lettre; agréez en même temps l'hommage du respect avec lequel je suis.....

I.-Y., Evêque de Chambéry.

¹ Suit une liste de 19 curés.

XX¹

**Le Conseil Quotidien de Lucerne
au Conseil d'Etat de Genève²**

Luzern der 8^{te} Jänner 1817.

Wir haben von Euerer verehrlichen Zuschrift vom 26^{ten} vorigen Christmonats Kenntniss genommen und den darinn enthaltenen Gegenstand einer sorgfältigen Berathung unterworfen.

Der Wunsch, den Ihr Uns ausdrücket, dass nämlich Euere neuerworbene Besitzungen, in kirchlicher Hinsicht einem Schweizerischen Bisthum möchten einverleibt werden, ist allerdings der Klugheit, so wie dem *Interesse* Eueres Kantons, und selbst jenem der Eidgenossenschaft angemessen. Denn nicht immer dürfte der Einfluss eines fremden Bischofs, zumal eines Bischofs, der von dem *Souveraine* abhängt, welchem die erworbenen Lande angehört, diesen *Interessen* zuträglich seyn, vielmehr

¹ A. G. R. C. 1817. Pièces ann. A. C. 4.

² Traduction rectifiée.

Lucerne, le 8 janvier 1817.

Accusé de réception de la lettre du 26 décembre 1816).

Le vœu que vous y exprimez de voir, quant au spirituel, vos nouvelles acquisitions incorporées à un Evêché suisse, est certainement conforme à la sagesse, aux intérêts de votre Canton et même à ceux de la Confédération. Car l'influence d'un évêque étranger — et surtout d'un évêque dépendant du souverain antérieur des pays acquis — pourrait ne pas toujours être propice à ces intérêts, mais elle amènera plutôt des complications qui, même sans conséquences importantes, ne laisseraient que d'être très fâcheuses.

Partant donc de ce point de vue, rien ne nous tient plus à cœur que de vous seconder dans la réalisation de vos vœux. Mais afin d'agir avec plus d'efficacité et pour nous assurer d'un résultat favorable, nous devons attendre préalablement la tournure que prendront nos propres affaires en matière épiscopale.

Les négociations qui avaient eu lieu à ce sujet ont été interrompues par

Verwickelungen herbeyführen, die, wenn auch nicht immer von bedeutenden Folgen, doch stets sehr misliebig seyn würden.

Von dieser Ansicht ausgehend liegt Uns nichts so sehr am Herzen als Euch zur Erfüllung Eurer Wünsche behilflich zu seyn. Allein um es mit mehr Wirksamkeit thun und sich davon einen günstigen Erfolg versprechen zu können, müssen Wir noch vorher erwarten, welche Wendung die selbsteigenen bischöflichen Angelegenheiten nehmen werden.

Durch die Abreise des Päbstlichen Nunzius, Sr. E. des Herrn Erzbischofs *Testa ferrata*, sind die daherigen Unterhandlungen unterbrochen worden; nun aber ist bereits die Einleitung getroffen, dieselben mit dem neuen Herrn Nunzius ¹ wiederanzuknüpfen, und Wir sind nicht ohne Hofnung, dass bey den günstigen Gesinnungen, welche S. E. bereits ausgesprochen haben, die obwaltenden Diozesan-Angelegenheiten in kurzem soweit vorrücken dürften, dass die Einberufung einer neuen katholischen *Conferenz* zum endlichen Abschluss des Geschäftes vermöglicht werde.

le départ du nonce papale, S. E. Mgr l'Archevêque Testa ferrata, mais on s'est déjà mis en mesure pour le renouer avec le nouveau nonce; d'après les sentiments favorables que S. E. a manifestés, nous ne désespérons pas que les affaires diocésaines en cours seront bientôt assez avancées pour que, dans une nouvelle Conférence catholique, on puisse enfin arriver à une conclusion.

Dans le cours des négociations ou même lors de leur arrangement final il se présentera facilement une occasion propice et de mettre aussi votre affaire sur le tapis. Vous pouvez être assurés (Titres), que nous en profiterons avec le même empressement que nous apportons à tout ce qui nous permet de vous prouver notre amitié sincère et notre affection loyale, afin de justifier la confiance dont il vous a plus de nous honorer, confiance qui est aussi flatteuse pour vous comme elle sera toujours d'un prix inestimable à nos yeux.

En nous réservant en conséquence de vous informer des événements en temps utile, nous vous prions de considérer la présente communication comme d'ordre préliminaire et confidentiel.

¹ Carlo ZENO, archevêque de Chalcédome, accrédité le 14 août 1816 (cf. R. STEIMER, *o. c.*, XXII).

Da nun im Verlaufe der Unterhandlungen oder bey Erledigung des Geschäftes selbst sich unschwer ein Anlass darbiethen dürfte, auch Euere Angelegenheit auf schikliche Art auf die Bahn zu bringen, so dürfet Ihr Euch, (Titres) überzeugt halten, dass Wir denselben mit jener Bereitwilligkeit benutzen werden, die Wir in alles legen, wo es darum zu thun ist, Euch Beweise Unserer aufrichtigen Freundschaft und ungeheuchelten Zuneigung zu geben, und so jenes Zutrauen zu erwiedern, womit Ihr Uns ganz besonders zu beehren beliebt, und das für uns ebenso schmeichelhaft ist, als es immerdar von unschätzbarem Werthe für Uns seyn wird.

Uns demnach vorbehaltend Euch zur Zeit von dem Geschehenen in Kenntniss zu setzen, ersuchen Wir Euch die gegenwärtigen Eröffnungen als eine vorläufige vertrauliche Mittheilung ansehen zu wollen.

Womit Wir.....

Der Amtsschultheiss : AMRHYN

Nahmens des Täglichen Raths. Der Staatsschreiber :
X. MOHR

XXI¹

Le Conseil d'Etat de Genève au Conseil Quotidien de Lucerne.

Genève, le 9 janvier 1817.

L'affection confédérale avec laquelle vous avez bien voulu nous promettre vos bons offices, et le besoin que nous éprouvons de vos conseils pour ce qui concerne

¹ A. G. (Réserve). *Copie de lettres. 1816-1817.* pp. 65-68. Cette lettre est due à D'Ivernois; elle a été quelque peu modifiée par la Commission diplomatique (Cf. R. C. 1817/1, pp. 29-30.)

nos rapports avec le Clergé de nos Paroisses Catholiques, nous font un devoir de vous communiquer confidentiellement nos premières ouvertures à l'Evêque de Chambéry et la réponse amicale qu'il s'est empressé d'y faire¹...

Ces ouvertures pouvaient être d'autant moins retardées, que du moment où l'Evêque apprit que notre Cure de Chêne était vacante, il s'était empressé d'y nommer, sans nous consulter d'avance et sans nous faire aucune communication postérieure. Or cette Cure étant ci-devant du nombre des Cures de *nomination Royale*, il nous importait de ne pas avoir l'air d'abandonner notre droit de succéder au Gouvernement Sarde pour la présentation à ces Cures. Vos Seigneuries verront dans notre lettre avec quels ménagements particuliers nous nous étions énoncés à cet égard.

Un point non moins délicat était de savoir si nous devons garder le silence sur nos vœux de ressortir d'un Diocèse Suisse. Tout considéré, nous jugeâmes qu'en réclamant, pour la première fois, les bons offices de l'Evêque de Chambéry, nous ne pouvions honorablement nous dispenser de lui dire que nous ignorons si nos nouvelles Communes ressortiront toujours de son Diocèse. Sa réponse à ce sujet n'a rien que de bienveillant, rien qui nous ait étonné, ni même qui affaiblisse nos espérances, car S. Em. le Cardinal de Consalvi avait dit à nos Députés à Vienne que, quelque parti que prenne le Saint-Père sur des démembrements de cette nature, il se fait toujours une règle de demander à l'Evêque Diocésain les motifs qu'il aurait à y opposer.

Mais sa réponse, quoique affectueuse, nous laisse des doutes sur deux ou trois points de droit canonique, à

¹ Voir ci-dessus n^{os} XVII et XIX.

l'égard desquels il nous serait précieux d'avoir l'avis de Vos Seigneuries.

Avant d'entrer en matière, nous les prions d'observer que bien que toutes nos Paroisses Catholiques relèvent de l'Evêque de Chambéry, nous ne les possédons pas toutes aux mêmes titres. Celles de Savoie nous ont été cédées par le Protocole de Vienne, sous la condition expresse que, « la religion Catholique y sera maintenue et protégée *de la même manière qu'elle l'est maintenant* (au 29 mars 1815) dans les Communes réunies », tandis que le Traité de Paris nous a cédé les six Communes du Pays de Gex sans condition. Loin que cette circonstance nous dispose à mettre des différences entre les unes et les autres, nous nous proposons d'augmenter et presque de doubler le traitement de nos Curés du Pays de Gex, afin de l'assimiler au traitement de nos Curés de Savoie; et quant à ces derniers, quoique le Protocole n'astreignit le Gouvernement de Genève (§ 5. art. 3) *qu'à fournir aux mêmes frais que fournit le Gouvernement actuel pour l'entretien des Ecclesiastiques du culte*, nous allons leur assigner sur la Caisse du Gouvernement la portion de leur traitement qui l'était jusqu'ici sur les Caisses de leurs Communes, ce qui l'avait rendu par cela même toujours précaire et tout au moins très retardée.

La différence entre les deux titres auxquels nous possédons nos paroisses catholiques, pourra cependant compliquer la question, en ce qu'il n'est point impossible que l'évêque nous conteste le bénéfice de certains articles du Concordat, en alléguant qu'ils étaient déjà tombés en désuétude en Savoie à l'époque du Protocole de Vienne, tandis que cet allégué ne pourrait nullement s'appliquer à nos paroisses du Pays de Gex.

(Suivent des questions détaillées sur l'application du Concordat, sur le serment exigible des ecclésiastiques et sur les fêtes à chômer¹.)

Veuillez nous éclairer de vos précieux conseils sur ces divers points, la plupart si nouveaux pour nous. Il n'échappera point sans doute, à la pénétration de Vos Seigneuries que si d'un côté il nous importe de ne pas nous exposer à voir périlcliter ou compromettre les justes droits de notre Gouvernement, de l'autre il ne nous importe pas moins de peser nos démarches de manière à ne mettre en avant aucune prétention non fondée, et à nous ménager la bienveillance du Saint-Siège qui nous est indispensable pour obtenir ce que nous désirons par dessus tout : d'être annexés à un Diocèse Suisse.

Ce que nous venons de vous exposer avec une confiance entière, doit suffire pour vous faire comprendre combien les directions de Vos Seigneuries nous sont nécessaires dans une occasion aussi importante, et avec quelle reconnaissance nous les recevrons.

Vos Seigneuries apprendront sans doute avec satisfaction que sur 38 Députés qui viennent d'être nommés à notre Conseil représentatif et souverain, 16 ont été choisis parmi les habitants de notre nouveau territoire, et que les deux premières des quatre places vacantes dans notre Conseil d'Etat viennent d'être décernées à

¹ « Nous ne dissimulerons point à V. S. que nous verrions avec peine ces fêtes se multiplier outre mesure, soit parce que l'intérêt, comme le vœu bien prononcé de nos ressortissants catholiques s'y opposent, soit aussi parce que MM. les Commissaires Sardes articulèrent dans les conférences de Chêne que leur Clergé sera en droit d'exiger des protestants qui habitent ou habiteront nos paroisses catholiques, qu'ils s'interdisent les jours de fêtes toute espèce de travaux. »

deux d'entre eux qui professent la religion catholique, apostolique et romaine¹. Ces Elections ont été le résultat d'un accord général qui nous paraît du plus heureux augure pour l'union entre Genevois des deux cultes.

En vous priant.....

TREMBLEY, secrétaire d'Etat.

XXII²

Séance du Conseil d'Etat de Genève, du 31 janvier 1817

.....
Lettre de M. le Colonel de Sonnenberg³ en réponse à M. le Conseiller Micheli⁴, en date du 26 janvier, que ce dernier communique au Conseil, dans laquelle il l'informe que la dernière lettre adressée par notre Gouvernement au Canton de Lucerne, touchant nos affaires Ecclésiastiques, a été renvoyée à une Commission d'Etat, composée des deux Avoyers, du Trésorier et de trois autres magistrats. L'opinion des premiers Magistrats, ajoute M. de Sonnenberg, est que le Concordat, tel qu'il existait à l'époque du néant des articles du Protocole du Congrès de Vienne, devrait être considéré comme règle pour les droits du Gouvernement sur le clergé de notre territoire réuni. L'Evêque et ses Curés doivent donc hommage à leur Gouvernement, et lui soumettre la confir-

¹ Le maire de Carouge, Monifalcon, et le maire de Chêne-Thônex, Châtier. Cette élection eut lieu le 4 janvier 1817.

² *A. G. R. C.* 1817/1, pp. 131-132.

³ Officier lucernois, commandant des troupes suisses venues à Genève en 1814.

⁴ Horace-Louis Micheli, 1776-1840, conseiller d'Etat depuis 1814, syndic en 1821.

mation des nominations. Mais quelque certains que soient les droits du Gouvernement à cet égard, il ne serait peut-être pas convenable de les faire valoir avec trop de force dans un moment où dans l'intérêt de notre séparation du Diocèse de Chambéry, objet de nos désirs, il est de la plus haute importance de ne pas nous aliéner l'Evêque. Quand l'état provisoire du Canton de Lucerne sera terminé, son Gouvernement fera tout pour nous appuyer dans nos justes réclamations.

XXIII¹

Le Conseil d'Etat de Lucerne à celui de Genève²

Luzern den 22^{ten} Hornung 1817.

Eure letzte Zuschrift vom 9^{ten} Jänner³ jüngsthin traf wirklich zur Zeit bey Uns ein, als die Spätjahrs-Sitzung Unseres Grossen Raths noch ihren Fortgang hatte, und konnte desnahen, so wie wegen den zur Folge habten unverschiebbaren weiter'n Geschäften, nicht sobald von Uns in Berathung genohmen werden, als es theils sein wichtiger Inhalt, theils das schmeichelhalte Zutrauen

¹ A. G. R. C. 1817. Pièces ann. A. C. 12.

² Voir ci-dessus n° XX.

³ Traduction rectifiée.

Votre dernière lettre du 9 Janvier nous est juste arrivée pendant la session d'automne de notre Grand Conseil ce qui, joit aux affaires nombreuses et urgentes auxquelles cette session a donnée lieu, nous a empêchés d'en faire l'objet de nos délibérations aussi vile que l'eut rendu désirable et l'importance de son contenu et la confiance flatteuse que vous ne cessiez de nous témoigner

Actuellement que nous sommes débarrassés des affaires les plus pressantes, la réponse à faire à votre lettre sera l'objet de nos premiers soins.

D'un côté nous sommes obligés de convenir que votre position quant à l'objet de vos ressortissants catholiques est incontestablement difficile, vu les relations particulières de l'administration religieuse avec l'Etat, et cela d'autant

wünschbar gemacht hätte, das Ihr (Titres) fortgesetzt zu Uns trägt.

Von dem ersten Ueberdrange dieser Geschäfte nunmehr einigermaßen entledigt, wird es daher auch für Uns zur besonder'n Angelegenheit in die Beantwortung Eueres obenerwähnten Schreibens vorzuschreiten.

Wenn Wir allerdings gestehen müssen, dass Euere Stellung bey den in Frage liegenden Angelegenheiten Euerer Angehörigen katholischer Religion gerade in Sachen, welche die Religions-Verwaltung derselben in höherer Beziehung zum Staate selbst betrifft, nicht anders

plus qu'il s'agit de ne point mettre en péril votre désir secret de voir bientôt les dits ressortissants catholiques incorporés à un évêché suisse. Mais d'un autre côté — et nous vous en félicitons avec grand plaisir — vous avez gagné une forte avance par la manière judicieuse et libre de préjugés dont vous avez agi tant à l'occasion de vos dernières élections au Conseil Représentatif Souverain et au Conseil d'Etat, que dans les premières démarches que vous avez faites auprès de Sa Grandeur Mgr l'Evêque de Chambéry au sujet de vos affaires ecclésiastiques.

En entrant plus avant en matière relativement aux objets sur lesquels vous désirez connaître nos appréciations et qui concernent, soit la nomination aux cures vacantes, soit le serment à prêter par le clergé catholique entre les mains du Gouvernement, soit enfin la tentative faite d'augmenter le nombre des jours fériés; nous pensons sans contredit que les actes diplomatiques sur lesquels repose la possession des nouveaux territoires acquis par votre Canton, désignent indubitablement aussi les droits de souveraineté qui vous appartiennent et qui vous ont été attribués sur les dits territoires, tant en matière politique qu'en matière religieuse. Et puisque Sa Grandeur Mgr l'Evêque de Chambéry, dans sa lettre du 28 décembre 1816 fait, allusion au Concordat conclu le 7 juin 1801 entre le St. Père et la France, — il est vrai que ce cas était en sa faveur, — nous croyons être d'accord avec vous en admettant que vous aussi, de votre côté considérez le dit Concordat comme étant toujours en vigueur. En ce faisant, vous donnez du moins un point d'appui solide à vos rapports politiques avec l'Eglise, et cela jusqu'au moment où vous auriez réussi dans votre dessein de séparation du siège épiscopal de Chambéry; ces rapports pourraient même, en cas de nécessité, trouver indirectement de très puissants protecteurs dans les auteurs et garants de vos nouvelles possessions territoriales.

A l'égard du rétablissement des jours fériés, abolis par le dit Concordat, ou par l'Indult qui lui fait suite, ainsi qu'à l'égard de la tendance se manifestant ci et là d'en augmenter encore le nombre, il nous paraît positivement décidé que le Bref du Pape du 20 novembre 1815 y relatif et notamment relatif aux Etats de S. M. Sarde, ainsi que le mandement épiscopal le concernant, ont été donnés à une époque, où, conformément aux traités, vos nouvelles possessions ne se trouvaient plus sous le Gouvernement Sarde, et qu'ils ne peuvent certainement pas préjudicier en quoi que ce soit aux droits que vous

als schwierig ist, besonders wenn dabey Euer geheimer Wunsch nicht gefährdet werden soll, eben diese Euere katholischen Angehörigen in der Folge einem Schweizerischen Bisthume einverleibt zu sehen; so ist hingegen — Wir sollen Euch dazu mit vielem Vergnügen Glück wünschen — zum Behuff dieses Eueres Vorhabens gerade in den vorurtheilsfreyen und umsichtsvollen Benehmen von Euch selbst ein grosser Vorsprung geschehen, mit dem Ihr Euch (Titres), sowohl bey Euer'n lezten Wahlen für den Repräsentativen Souveränen Rath, und für den Staatsrath, als bey den ersten Schritten, die Ihr gegen Seine Hochwürden Gnaden, den Herrn Bischof von *Chambery*, in Hinsicht der kirchlichen Angelegenheiten, ausgezeichnet habt.

avez acquis en un moment donné; bien moins encore qu'une atteinte à ces droits puisse être portée par quelques curés qui de leur propre chef augmenteraient le nombre des jours fériés. — En attendant votre sagesse éprouvée trouvera et saura maintenir à cet égard, comme pour vos autres relations ecclésiastiques vis-à-vis de vos nouveaux ressortissants catholiques, cette attitude intermédiaire convenable qui, d'un côté, ne cède rien des droits de souveraineté vous appartenant indubitablement, et qui, de l'autre côté, sait non moins habilement prévenir toute collision préjudiciable, afin d'arriver d'autant plus promptement au principal but de vos désirs, savoir à votre adjonction à un évêché suisse. A cet égard, nous vous renouvelons l'assurance que nous coopérerons de tout notre pouvoir afin de vous faire participer aux droits dont les gouvernements suisses, à l'encontre d'autres Etats, jouissent depuis des siècles en matière ecclésiastique, qu'ils ont toujours su défendre.

Afin de vous faire connaître, dès aujourd'hui les grandes lignes de ces droits tels qu'ils existent chez nous, nous sommes chargés de vous faire observer, que nous exerçons — à de rares exceptions près — le droit de collation des prébendes existant dans le Canton; que relativement à la question d'introduire ou d'abolir des jours fériés, nous nous adressons uniquement à notre évêque, en essayant de nous arranger avec lui; enfin que nulle autorité ecclésiastique ne peut publier, ni faire circuler dans le Canton de Lucerne ni lettre pastorale, ni mandement, ni ordonnance religieuse, sans que ceux-ci soient munis d'un *placet*, demandé préalablement au gouvernement.

Nous croyons devoir terminer ces communications franches et confidentielles en vous informant que nous nous sommes saisi, dès son arrivée, de votre lettre susmentionnée du 9 janvier quoiqu'elle fut adressée à Messieurs les Membres du Conseil quotidien. Nous pensons, en effet, que des communications aussi confidentielles que les présentes ne peuvent être que du ressort des autorités les plus secrètes, en espèce du Conseil d'Etat qui se fera sans cesse un plaisir tout particulier d'être en intime relation avec vous et qui vous présente. ...

Treten Wir dann in die Gegenstände selbst näher ein, worüber Ihr Unsere Ansichten zu kennen wünschet, und die theils die Ernennung zu geistlichen Pfründen, theils den von der katholischen Geistlichkeit zu Händen des Staats zu leistenden Eid, theils endlich die versuchte Vermehrung der Feyer-Täge betreffen, so will Uns allerdings gedünken, dass diejenigen diplomatischen Aktenstücke, auf welchen der Besitzstand der für Euer'n Kanton errungenen, neuen Ländereyen beruhet, auch unzweifelbar diejenigen Hoheitsrechte bezeichnen, die Euch über dieselben sowohl in politischer als kirchlicher Hinsicht zustehen und zugeeignet worden sind; und da Seine Hochwürden Gnaden, der Herr Bischof von *Chambery*, in Ihrem Antwortschreiben vom 28^{ten} Christmonat vorigen Jahres¹, wenn schon im für ihn günstigen Falle, auf das *Concordat* beziehende Anspielung macht, welches unter'm 7^{ten} Brachmonat 1801 zwischen dem Heiligen Vater und Frankreich abgeschlossen worden ist, so glaubten Wir auch Euerer eigenen Ueberzeugung zu begegnen, wenn Wir annehmen, dass Ihr von Euerer Seite ebenfalls dieses *Concordat* als fortbestehend behandelt, wodurch Euere staatsrechtlichen, kirchlichen Verhältnisse wenigstens einen festen Stützpunkt bis auf den Augenblick erhalten, wo es Euch gelungen seyn sollte, Euer Trennungs-Vorhaben vom Bischofs-Sitze zu *Chambery* in Ausführung zu setzen. Verhältnisse, die nöthigenfalls in den Urhebern und den Gewährleistern Eueres neuen *Territorial*-Besitzstandes selbst mittelbar die kräftigsten Beschützer finden dürften.

Was dann die Euch misfällige Wiederherstellung der durch das obenerwähnte *Concordat*, oder das ihm

¹ Voir ci-dessus n° XVIII

zur Folge gewesene *Indult* aufgehobenen Feiertage, so wie den sich hier und da zeigenden Hang betrifft, diese noch zu vermehren, so scheint uns allerdings entschieden, dass das für jene bestehende und namentlich für die Staaten Seiner Königlichen Majestät von Sardinien erlassene, päpstliche *Breve* vom 20^{ten} Wintermonat 1815¹, so wie das ihm nachgefolgte bischöfliche Mandat in einen Zeitpunkt fällt, wo Euere neuen Besitzungen vertragsmässig nicht mehr unter die Regierung von Sardinien, und gewiss nicht zum Nachtheil Euerer in bestimmter Zeit darauf erlangter Rechte zu stehen hatten, welchen noch weit weniger ein durch einzelne Pfarrer überhin erfolgte Vermehrung solcher Feiertage Eintrag thun kann. Inzwischen wird sich Euere geprüfte Klugheit auch hierüber, so wie für alle Theile der kirchlichen Verhältnisse zu Euer'n neuen katholischen Angehörigen jene schikliche Mittel-Stellung zu wählen und zu behaupten wissen, die auf der einen Seite nichts von den Euch diesfalls allerdings zustehenden Hoheits-Rechten vergiebt, und auf der andern eben so gewandt jeder nachtheiligen *Collision* vorbeugt um nur desto bälde zum Hauptziel Euerer Wünsche, der Anschliessung einem Schweizerischen Bisthum, gelangen zu können, wozu Wir, so viel von uns abhängen sollte, seiner Zeit — wie Wir Euch schon früher dessen zu versichern die Ehre hatten — nach Kräften mitwirken werden, um so Euch derjenigen Rechte theilhaftig zu machen, welche die Regierungen der Schweiz, vorzüglich gegen andere Staaten, seit Jahrhunderten in kirchlichen Angelegenheiten behauptet und genossen haben.

¹ *Bullarii Romani continuatio* ne contient aucun document portant cette date.

Um Euch mit diesen Rechten, so wie sie hierorts bestehen, schon dermalen einigermassen bekannt zu machen, sollen Wir Euch bemerken, dass Wir, mit wenigen Ausnahmen, das *Collatur*-Recht über die geistlichen Pfründen im hiesigen Kanton ausüben; dass, wenn es um Einführung oder Abstellung von Feyertagen zu thun ist, Wir uns desnahen lediglich an Unser'n Bischof wenden und mit diesem die Sache auszumitteln trachten, und dass endlich, ohne zuvor bey Uns eingeholte landesherrliche Bewilligung (*Placet*), weder Hirtenbriefe, noch Mandate oder andere geistlichen Verordnungen von irgend einer geistlichen Behörde im Kanton Luzern öffentlich bekannt gemacht oder in Umlaufgesetzt werden dürfen.

Diese offenen und vertraulichen Eröffnungen glaubten Wir schlüsslich noch mit der Bemerkung begleiten zu sollen, dass Wir Euer Eingangs erwähntes Schreiben vom 9^{ten} Jänner, das Wir so eben zu beantworten die Ehre hatten, gleich bey dessen Eintreffen zu Unsern Händen gezogen haben, obschon es an unsere Gnädigen Herren des Täglichen Rathes gerichtet war, indem Wir dafür hielten, dass sich solche vertraulichere Mittheilungen, wie die vorliegenden sind, ihrem Zweke nach schon einzig nur für die geheimeren Regierungs-Stellen eignen, als in welcher Eigenschaft bey Uns der Staatsrath besteht, der es sich besonders wird angelegen seyn lassen, Sich mit Euch, (Titres), stets in vorzüglich vertrauten Verhältnissen zu befinden, die Wir Euch, unter Erneuerung der Versicherung Unserer zu Euch tragenden, vollkommensten Hochachtung, nebst Uns, dem Machtschutze des Allerhöchsten getreulichst empfehlen.

Der Amtsschultheiss, Präsident : J. R. AMRHYN.
Nahmens des Staatsraths, Der Staatsschreiber : X. MOHR.

XXIV¹

Le Conseil d'Etat de Genève à celui de Lucerne

Genève, le 20 mai 1817.

La réunion des Députés de quelques Cantons catholiques dans votre ville pour s'y occuper des affaires ecclésiastiques nous détermine à vous rappeler le vœu toujours plus vif que nous formons d'obtenir que nos paroisses catholiques ressortent d'un Evêque Suisse.

En nous référant sur cette importante affaire aux communications confidentielles que nous avons eu l'honneur de vous faire, nous laissons toujours néanmoins à vos lumières et à votre prudence à juger si le moment est propice pour mettre publiquement cette demande en avant, et nous sollicitons de nouveau votre affection confédérale pour nous indiquer et pour adopter les mesures qui vous paraîtront propres à en préparer le succès, ainsi qu'à l'amener à une heureuse issue !

En vous priant..... TREMBLEY, secrétaire d'Etat.

XXV²

**Le Syndic Des Arts, Député à la Diète,
au Conseil d'Etat de Genève**

(Postscriptum) Berne, le 27 juillet 1817.

J'avais oublié de vous dire que le curé Vuarin avait passé ici il y a environ huit jours, revenant d'auprès du nonce. Les intrigues de cet homme sont sans fin. S'il était irréprochable, il aurait dû faire une visite ici à notre Députation. On nous fait espérer de découvrir quel a été le but de sa course.

[DES ARTS]

¹ A. G. (Réserve) *Copie de lettres*, 1816-17, p. 152.

² A. G. R. C. 1817. Pièces ann. C. D. 23 (7).

XXVI¹

Le Syndic Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne. le 29 juillet 1817.

.....

(Au sujet de la séance de la Diète du 26 juillet)... On a lu la circulaire sur l'affaire de l'Evêché de Bâle et le recès de l'année dernière sur cet objet². Le Président a dit que par déférence pour les Hauts Etats mixtes et catholiques, la Députation Bernoise de 1816 avait consenti à ajourner la demande jusqu'à cette année, dans l'espoir que les conférences de Lucerne pourraient amener quelque arrangement sur la formation du nouvel Evêché qui remplacera celui de Constance, et que les Cantons qui en dépendaient autrefois et ceux qui relevaient de l'Evêché de Bâle tomberaient d'accord sur ce point, ainsi que sur la circonscription nouvelle de ce dernier; que ces conférences n'ayant eu aucun résultat, son Canton se voyait forcé, dans l'intérêt du pays qui lui a été réuni, de renouveler sa demande. Il fait voir que, sous le rapport moral et religieux, l'incertitude de ce mode de vivre diminuait l'influence morale du Clergé sur les habitants, et que sous le rapport politique, cette même incertitude influait sur l'opinion de ces mêmes habitants, et les entretenait dans celle que leur réunion n'était que temporaire, opinion que leurs voisins des frontières nourrissaient

¹ A. G. R. C. 1817. Pièces ann. C. D. 23 (9).

² Cf. Wilhelm FETSCHERIN. *Repertorium der Abschiede der eidgenössischen Tagsatzungen aus den Jahren 1814 bis 1848*. Bern, 1874. Bd. I, pp. 780-781.

chez eux. Il ajoute que, quoique l'ancien Evêque de Bâle¹ ait reparu dans l'Evêché avec l'assentiment du Commandant autrichien, M. Dandelot, au moment des victoires des Alliés, et que le Gouvernement de Berne lui ait laissé exercer provisoirement ses fonctions Episcopales, le Canton, pour se conformer aux dispositions du Congrès de Vienne doit demander présentement à la Diète de décider la question, sans rien préjuger aux droits qu'ont les divers Etats de se rattacher ou non à ce Diocèse, ce qui sera l'effet d'un libre arrangement. Il montre sa surprise de ce que le Congrès ait laissé à la Diète la décision d'une question qui, dans le sens des Constitutions de l'Eglise, devrait être du ressort du Saint-Siège; il fait sentir que cette disposition favorise le principe qu'a toujours eu la Suisse de tempérer l'influence de la Cour de Rome. Pourquoi le Congrès n'a-t-il pas pris le même parti à l'égard de notre territoire? Il nous aurait épargné bien des ennuis.

(Suit l'analyse des discours des différentes délégations. A propos de celui des Bâlois, Des Arts remarque)..... Il paraît que le nom de l'Evêque de Bâle ne sonne pas mieux aux oreilles Bâloises que celui d'Evêque de Genève aux nôtres.

.....

Glaris, Fribourg,..... Neuchâtel et Genève parlèrent pour Berne. Je dis que je votais pour la proposition du Canton de Berne dans les principes de la Députation de Fribourg, et je saisis cette occasion de faire connaître combien nous désirions que la partie catholique de notre territoire fût attachée à un Evêque Suisse, ainsi que cela avait ou aurait lieu pour la partie catholique de tous les

¹ François-Xavier de Neveu, évêque de 1794 à 1828.

Cantons mixtes ; que nous demandions instamment l'intervention, dans un moment opportun, de la Haute Diète et du Canton Directeur auprès du St-Siège pour obtenir cette réunion ; et nous dîmes que le bonheur et la tranquillité de notre Canton pouvaient y être tôt ou tard extrêmement intéressés.

.....
DES ARTS

XXVII¹

Le Conseil d'Etat de Genève au Syndic Des Arts

Genève, le 1^{er} août 1817.

Monsieur le Syndic,

J'ai reçu le 30 juillet votre lettre n^o 9 (cotée par vous n^o 8) en date du 29 juillet, et rendant compte de la séance du 26^e. Le Conseil, à sa réception, étant encore en séance, a eu le plaisir d'en entendre la lecture. Il a non seulement applaudi à ce que vous avez dit, à l'occasion de l'Evêché de Bâle, sur l'importance que la partie Catholique de notre territoire fût attachée à un Evêque Suisse, et sur notre désir que la Diète ou le Canton Directeur intervînt à cet égard auprès du St-Siège en temps opportun. J'ai de plus été chargé de vous dire que le Conseil craindrait que si la conservation de l'Evêché de Bâle était arrêtée avant que la Diète se fût occupé de notre affaire d'une manière spéciale, le véritable moment ne fût manqué et qu'il y

¹ A. G. (Réserve) *Copie de lettres 1816-17*, p. 207. Lettre écrite d'après les décisions du Conseil d'Etat du 30 juillet 1817. (Cf. R. C. 1817/2, pp. 210-211.)

² Voir ci-dessus, n^o XXVI.

fût apporté moins d'intérêts. En conséquence, le Conseil vous recommande, Monsieur le Syndic, de tenter tous les moyens possibles pour attirer l'attention de la Diète sur la nécessité d'attacher la population catholique de notre Canton à un Evêque Suisse, et de la saisir, si faire se peut, de cet intéressant objet avant que l'affaire de l'Evêché de Bâle ait été terminée.

..... [TREMBLEY, secrétaire d'Etat.]

XXVIII¹

Le Syndic Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 3 août 1817.

.....
J'ai fait auprès de la Diète et du Directoire la démarche que le Conseil me prescrit aujourd'hui². Je l'ai faite plus ample et plus solennelle que mes instructions ne me le prescrivaient. Un silence profond fut généralement gardé; les Membres de la Diète à qui j'ai parlé de la nouvelle démarche qu'on nous prescrit, la trouvent inconvenante et dangereuse et nous la déconseillent. M. le Président³, en particulier, l'envisage sous ce point de vue; elle n'aboutirait à rien dans ce moment et dès lors elle pourrait tourner contre nous; le Directoir s'en occupera dans un temps opportun, et en cas de résistance invincible pourra au besoin intéresser les Ministres des Puissances qui ont signé le Congrès. M. Addington⁴ déconseille fortement la mesure et parlera au Nonce. Dans notre

¹ A. G. R. C. 1817. Pièces ann. C. D. 23 (10).

² Voir ci-dessus, n° XXVII. — ³ De Watteville.

⁴ Henry Unwin Addington, 1790-1870 (neveu de Lord Sidmouth), diplomate anglais alors accrédité en Suisse.

visite. nous avons dit un mot à celui-ci : nous avons eu la preuve que M. de Garez¹ venait de lui faire le bec ; il nous a résisté avec vivacité et fermeté, sans cesser d'être très poli, et a dit que le Pape ne dépouillait pas les Evêques contre leur gré ; je l'ai poussé avec persévérance ; il a fini par me dire que quand l'Evêché serait vacant par décès la chose serait plus facile. Voilà le fait : ainsi, quoiqu'il ne faille rien négliger pour anticiper sur cette époque, il ne faut rien précipiter et ne blesser, ni heurter qui que ce soit. Laissons faire aux autres les démarches.

Vous devez comprendre que j'ai fait valoir la clause du Congrès de Vienne qui n'a pas été mise là pour qu'elle fût insignifiante. J'ai insisté sur ce qu'il devait y avoir uniformité dans la juridiction ecclésiastique de toutes les parties catholiques de la Suisse ; sur notre vœu de maintenir nos nouveaux compatriotes dans leur culte et leur principe religieux, et j'en ai donné pour preuve notre vœu de les placer sous l'Evêque de Fribourg, homme respectable et dont chacun connaît la piété et la sévérité des principes². Il m'en a fait l'éloge ; j'ai vu qu'un de ses vicaires, qui est d'Estavayer, avait l'air de m'écouter très favorablement. J'ai brusqué l'affaire, comme vous voyez ; il n'y aurait point eu de conversation, si je n'avais fait l'ouverture à laquelle il me provoquait par son silence et en me regardant au blanc des yeux. M. de Montenach³ lui parlera fortement dans notre sens et en faveur de

¹ Le marquis de Saint-Martin de Garès, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire de Sardaigne en Suisse.

² Pierre-Tobie Yenni. A en croire Eugène Secrétan, Yenni devint évêque grâce à l'appui des jésuites, de quelques patriciens fribourgeois dévoués à ces pères, et du nonce Testaferata. (Cf. *Biographies nationales*. Lausanne, 1876, t. II, p. 285.).

³ Jean de Montenach.

l'Evêque de Fribourg dont on a écourté le Diocèse¹; je vois que le Gouvernement de Fribourg met un grand prix à nous avoir. M. de Montenach croit que toute démarche en Diète et publique serait imprudente dans ce moment. Soyez sûr que les démarches particulières ne manqueront pas, et qu'on verrait d'un mauvais œil celle qui m'a été prescrite et sur laquelle je ne doute pas que le *Vorort* ne s'expliquât comme je viens de le faire, si le Conseil persistait.

On annonça notre visite au Nonce au moment qu'il était chez M. de Gareze; celui-ci le retint un quart d'heure pour lui faire la leçon; la chose était évidente. Il ne l'est pas moins que la Cour de Turin met du prix à nous faire acheter cher notre acquisition par les tracasseries épiscopales et cléricales. C'est un grand argument pour faire sentir que notre tranquillité et, par voie de conséquence, celle de la Suisse, sont intéressées à ce qu'on nous arrache aux griffes d'un Evêque qui ne nous aimera jamais et à qui on ne permettra jamais de nous aimer.

.....

DES ARTS

XXIX²

Le Conseil d'Etat de Genève au Syndic Des Arts

Genève, le 4 août 1817.

(Accusé de réception de sa lettre du 3 Août. rendant compte de la séance de la Diète du 31 juillet³).

Le Conseil m'a chargé de vous témoigner sa vive reconnaissance de tout ce que vous avez fait, tant en Diète

¹ En 1802, les districts jurassiens de l'Evêché de Lausanne avaient été attribués à celui de Strasbourg.

² A. G. (Réserve). *Copie de lettres 1816-17*. pp. 210-11.

³ Voir ci-dessus, n° XXVIII.

qu'auprès de nos Amis et du Nonce relativement à notre désir de relever d'un Evêque Suisse. Il a reconnu par les informations que vous lui avez données, que vous aviez tout ce qui était possible et tout ce qui convenait pour le moment. Qu'une nouvelle démarche auprès de la Diète aurait des inconvénients, et en conséquence le Conseil retire la recommandation qu'il vous avait faite dans ma lettre en date du 1^{er} août, d'occuper la Diète de notre Evêque, avant que la résolution relativement à celui de Bâle soit prise¹. Le Conseil, en reconnaissant que dans ce moment il convient de se borner aux démarches particulières, voit par tout ce que vous avez déjà fait qu'il n'a pas besoin de vous recommander de suivre toutes les occasions, de les multiplier et de leur donner toute l'activité possible.

.....

TREMBLEY, secrétaire d'Etat.]

XXX²

Le Syndic Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 7 août 1817.

.....

Nous avons eu bien du plaisir en apprenant³..... que Messieurs approuvaient que nous ne fissions pas les démarches officielles qui avaient paru convenables, avant qu'ils fussent mieux informés de l'état des choses. Nous les remercions d'avoir donné du poids à notre opinion motivée par des faits qui ne leur étaient pas connus.

¹ Voir ci-dessus, n° XXVII.

² **A. G. R. C.** 1817. Pièces ann. C. D. 23 (13).

³ Voir ci-dessus, n° XXIX.

.....

Je dinai hier chez S. E. M. l'Avoyer de Watteville¹; le Nonce, son Chancelier et son Vicaire étaient de ce dîner; j'eus une conversation avec ce dernier, je le trouvai assez cordial, et il me dit positivement que jamais le St-Père ne dépouillerait l'Evêque actuel, mais que nous pouvions être sûrs qu'au moment de la vacance nos vœux seraient exaucés. M. l'Avoyer de Lucerne² m'a parlé dans le même sens, en nous disant de nous tenir prêts pour cet événement. Messieurs de Fribourg³ m'ont dit qu'ils n'avaient aucun doute sur une heureuse issue à cette époque. Nous ne-négligerons rien pour préparer les voies. Il n'y a qu'une voix ici pour nous réserver pour cette époque, en prenant des précautions préalables.

.....

DES ARTS

XXXI⁴

Le Syndic Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 8 août 1817.

.....

(Lors d'une conversation avec le vicaire du nonce), je lui dis comme M. Vuarin a passé ici en allant et revenant de Lucerne : il a fait sans doute visite à Mgr. le Nonce. Cela le déconcerta un peu, mais il en convint.

.....

DES ARTS

¹ Nicolas-Rodolphe de Wattenwyl, 1760-1832, représentant de Berne à la Consulta de Paris en 1803; landammann de la Suisse en 1804 et 1810; général des troupes suisses en 1805, 1809 et 1813; premier avoyer de Berne après la Restauration.

² Vincent Rüttimann.

³ C'est-à-dire les députés de Fribourg à la Diète.

⁴ A. G. R. C. 1817. Pièces ann. C. D 23 (14).

XXXII¹

Le Syndic Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 26 août 1817.

.....

Je me suis décidé, de concert avec mon Collègue², de laisser entre les mains de M. le Président une note pour l'inviter et le *Vorort* à ne pas perdre de vue nos paroisses et à agir en notre faveur dans le moment opportun. Si le Conseil veut que j'y ajoute quelques réflexions supplémentaires, j'obéirai. Je pourrai rayer la parenthèse qui est à la quatrième ligne et à la marge de la seconde page³; elle m'avait été recommandée d'une manière plus explicite et plus énergique par M. l'Avoyer de Lucerne. Je n'ai pas cru devoir faire de demande ouverte : elle aurait été contraire aux Traités ; j'ai seulement appelé l'attention du *Vorort* sur ce point, parce [que ce] qui serait fait un jour à Rome sur la matière ecclésiastique légitimerait tout. M. l'Avoyer a fort approuvé la pièce.

Il est à souhaiter qu'on soit sous le serment du secret pour toute cette affaire ; on doit bien le dire que M. Vuarin et C^{ie} observent nos démarches comme des curieux de profession.

.....

DES ARTS

¹ A. G. R. C. 1817. Pièces ann. C. D. 23 (22).

² A.-G. Fatio-Rigaud.

³ Voir ci-dessous, p. 78.

[*Projet d'une note*].

La Députation de Genève croit de son devoir de présenter à S. E. M. le Président et aux Très-honorés Seigneurs du Conseil d'Etat du Louable Canton Directeur, les observations suivantes :

Il s'est élevé plus d'une fois des dissentiments entre le Gouvernement de Genève et les autorités Ecclésiastiques dont relèvent les Communes Catholiques. Ces dissentiments peuvent s'accroître et prendre une fâcheuse gravité.

Il est d'autant plus important pour nous de les prévenir, que par les stipulations du Congrès de Vienne et les Traités de Paris et de Turin, S. M. Sarde pourrait se croire fondée à intervenir dans ces différends sous prétexte d'atteintes portées à ces Traités, par la fausse interprétation que l'on prétendrait que le Gouvernement de Genève leur aurait donnée.

Ces Traités portent que la Religion Catholique sera maintenue et protégée dans les Communes cédées par S. M. le Roi de Sardaigne de la même manière qu'elle l'est maintenant.

L'usage est tout à fait incertain, car on ne peut guère regarder comme usage ce qui s'est passé pendant le court espace de temps qui s'est écoulé depuis que le Roi a recouvré ses Etats jusqu'au moment de la cession. On devrait plutôt regarder comme tel ce qui se pratiquait avant que la France eût envahi la Savoie.

Il y avait dans les Communes cédées des Cures à la nomination du Roi : de ce que le Roi n'a nommé à aucune Cure depuis qu'il est rentré dans ses Etats, il ne s'ensuit pas qu'il ne puisse pas y nommer, quand il le voudra et l'on ne peut pas dire qu'il ait renoncé à son droit. Lors-

que nous avons réclamé contre le pourvoi à une de ces Cures fait par l'Evêque, on nous a cité le Concordat ; lorsque nous nous sommes montrés disposés à adopter le Concordat, qui donne la nomination à l'Evêque, sous la condition que le sujet sera présenté au Gouvernement et soumis à la prestation du serment de fidélité, on nous a opposé l'usage. (Il¹ serait pas moins à souhaiter que conformément à ce qui se passe dans les grands Cantons Catholiques, on parvint à attribuer la nomination aux Cures au Gouvernement de Genève, mais nous nous abstenons de toute demande à cet égard). Le Concordat n'avait pourtant pas été aboli ; d'ailleurs on comprend très bien que le Roi qui nomme les Evêques peut sans inconvénient s'en remettre à eux pour le choix des Curés. Mais Genève, dont les paroisses Catholiques relèvent d'un Evêque étranger, et qui confère des Cures à des étrangers, doit exiger nécessairement la présentation et le serment. Malgré notre condescendance à ne pas nous élever contre une première nomination irrégulière, et la déclaration que nous fîmes que nous exigeions la présentation et le serment, on a nommé dès lors un Curé pour une paroisse du pays de Gex qui relève du Diocèse de Chambéry, sans nous le présenter. Nous n'avons pas voulu le reconnaître et la chose en est là.

Le nombre des fêtes, déterminé par l'usage de plusieurs années et par le Concordat, s'accroît sensiblement, ce qui nuit également aux Catholiques et aux Genevois propriétaires dans nos villages Catholiques. Nos réclamations n'ont pas été jusqu'ici d'un grand poids.

Quoiqu'il soit du principe qu'aucun mandement d'Evêque, règlement ou autres pièces de ce genre, ne puissent

¹ C'est la parenthèse mentionnée ci-dessus.

avoir d'effet sans avoir été présenté au Gouvernement et muni de son *exequatur*, l'Evêque a fait afficher à notre insu un Règlement dans les écoles Catholiques. Nous l'avons fait enlever au grand déplaisir de l'Evêque : c'est encore là un sujet de dissentiment.

Nous craignons qu'il ne s'établisse tôt ou tard un concert entre les Ministres de S. M. Sarde et l'Evêque pour faire prévaloir un système que nous ne saurions admettre sans danger, et qui par notre refus de l'admettre pourrait donner des prétextes de se plaindre de nous.

Toutes nos craintes disparaîtraient dès que nos paroisses Catholiques relèveraient d'un Evêque Suisse.

(Suit le projet de texte, tel qu'il sera adressé, le 2 septembre, au Directoire fédéral¹. Il ne diffère de la rédaction finale que par des variantes insignifiantes, et par cette phrase, supprimée dans la pièce officielle : « Il serait à désirer qu'on en vint à regarder comme un point de droit public de la Suisse qu'aucune partie de son territoire ne fit partie d'un Diocèse étranger. »)

XXXIII²

Le Conseil d'Etat de Genève au Syndic Des Arts

..... Genève, le 30 août 1817.

Le Conseil s'est occupé aujourd'hui³, Monsieur le Syndic, de votre note relative à un Evêque Suisse; et considérant que n'ayant pas eu connaissance de notre

¹ Voir ci-dessous, n° XXXIV.

² A. G. (Réserve) *Copie de lettres 1816-17*, pp. 226-27.

³ La séance du Conseil, dans laquelle cette lettre a été arrêtée, a eu lieu le 29 août. Cf. R. C. 1817/2, pp. 341-343.

dernière lettre à l'Evêque de Chambéry. il s'est glissé quelques inexactitudes dans l'énoncé que vous consignez dans la note sur nos dissentiments avec le dit Evêque, en sorte que par là elle se trouve dans quelques parties en contradiction avec notre lettre. Considérant que telle note pourrait tomber en des mains qui tireraient parti contre nous des détails de nos griefs dans lesquels vous êtes entré, et cela d'autant plus que nos rapports avec l'Evêque de Chambéry peuvent changer avant que le moment arrive de faire valoir la note, le Conseil, par ce motif, a estimé plus convenable de supprimer de votre note le détail de nos dissentiments avec l'Evêque et de se réserver dans le temps de présenter un Mémoire où ils seront exposés au long et tels qu'ils existeront alors. M. le Conseiller D'Ivernois étant chargé de vous exposer en détail les inexactitudes de la note, et la convenance de la modifier, je me borne, Monsieur le Syndic, à vous rendre sommairement les considérations et l'arrêté du Conseil.

..... [TREMBLEY, secrétaire d'Etat].

XXXIV¹

La Députation de Genève au Directoire fédéral

Berne, le 2 septembre 1817.

La Députation de Genève, au nom de son Gouvernement, a l'honneur de présenter à Son Excellence Monsieur le Président et aux Très Honorés Seigneurs du Conseil d'Etat Fédéral, les observations suivantes :

¹ **A. F.** *Korr. d. Kantone mit d. Bundesbehörden*, t. 727, Genf, 1817-18. Cette pièce est de la main de Des Arts; Fatio n'y a apposé que sa signature.

Il s'est élevé plus d'une fois des dissentiments entre le Gouvernement de Genève et les autorités ecclésiastiques dont relèvent les Communes catholiques. Ces dissentiments peuvent s'accroître et avoir un jour une gravité d'autant plus fâcheuse qu'ils prendraient leur source dans l'interprétation d'une stipulation des Traités de Vienne, de Paris et de Turin.

Ces Traités portent que la Religion catholique sera maintenue et protégée dans les Communes cédées par S. M. le Roi de Sardaigne, de *la même manière qu'elle l'est maintenant*.

La Députation se borne à indiquer cette importante considération et ne croit pas devoir entrer dans des détails que notre Conseil consignera dans un mémoire, lorsque Vos Seigneuries le jugeront convenable.

Toutes ¹ nos craintes disparaîtront, dès que les Paroisses cédées relèveront d'un Evêque Suisse.

Le vœu que nous formons à cet égard coïncide et avec les intérêts de la Suisse et avec les intérêts de Genève.

C'est au St-Siège qu'il appartient d'exaucer ce vœu; cette réserve, qui est mentionnée dans les Traités, ne doit pas néanmoins être une clause vaine et sans effet.

La Députation s'est présentée chez Monsieur le Nonce et a eu un entretien avec son S. Em. sur cet objet. Il a montré une grande opposition à tout changement; cependant, après avoir déclaré que le St-Père ne dépouillerait jamais un Evêque vivant, Il nous a laissé entrevoir que Sa Sainteté pourrait se montrer plus facile à l'époque d'une vacance.

La Députation ne peut plus douter que la Cour de Turin

¹ Ici commence le texte, proposé par Des Arts dans sa lettre du 26 août, texte accepté pratiquement sans modifications.

ne travaille à augmenter le nombre des Evêchés en Savoie, et à en avoir un dans le Chablais et le Faucigny. Si cet événement, qui est peut-être à la veille de se réaliser, a lieu avant qu'on ait pu agir en notre faveur, il en résultera que l'accomplissement de nos vœux essuyera les plus longs retards.

La Députation demande donc au Conseil d'Etat Fédéral qu'Il veuille bien intervenir en faveur de Genève dans un temps utile par les moyens les plus efficaces, aider notre Gouvernement de ses sages directions, et ajouter cette marque précieuse de bienveillance à toutes celles que Genève a reçues constamment de Votre République.

L'intérêt que Vos Seigneuries accorderont à notre Etat ne peut être que d'un grand poids auprès de Sa Sainteté.

Notre démarche nous est dictée par des motifs dirigés vers le bien public, par l'amour de l'ordre et de la tranquillité publique.

Monsieur le Nonce a dû se convaincre que nous voulions sincèrement le maintien de la Religion catholique dans les Paroisses cédées, lorsque nous lui avons fait connaître que notre Canton se prononçait de préférence pour l'Evêque de Fribourg, dont les principes et la réputation ne devaient laisser aucun doute sur la droiture de nos intentions, et il nous a paru que cette préférence n'avait pas produit un mauvais effet.

La Députation a l'honneur d'informer le Conseil d'Etat Fédéral que, comme le moment où l'intervention aura lieu est incertain et pourrait (ce qui est peu vraisemblable) ne se présenter que sous un autre Directoire, Elle remet une copie de cette note à Messieurs les Députés de Zurich et de Lucerne, et en donne une connaissance confidentielle à Messieurs les Députés de Fribourg, qui par leur

influence sur leur Evêque, et par l'influence de cet Evêque sur la Nonciature ou ailleurs, peuvent aussi nous être d'un grand secours.

Nous vous prions. . . . DES ARTS, Député de Genève.

FATIO, Député de Genève.

XXXV¹

Le Conseil d'Etat de Genève au Syndic Des Arts

Genève, du 5 septembre 1817.

.....

Le Conseil a entendu avec beaucoup de satisfaction la note modifiée relative à un Evêque Suisse, qui accompagnait votre lettre du 2 de ce mois²; il l'a approuvée s'il pense que vous l'avez remise. Il pense aussi que vous avez vu M. le Président de la Diète pour connaître son opinion et avoir son assentiment relativement à une lettre du Cardinal Consalvi, ou à la convenance d'avoir, soit d'envoyer quelqu'un à Rome, qui agit pour nous sans délai. Le Conseil sent comme vous, Monsieur le Syndic, la convenance de ces démarches préliminaires, et il verra avec plaisir que vous ayez entretenu M. de Watteville de l'importance de faire quelques démarches directes à la Cour de Rome à l'appui de nos prétentions à un Evêché Suisse.

.....

TREMBLEY, secrétaire d'Etat.

¹ A. G. (Réserve) *Copie de lettres 1816-17*, p. 232.

² Cette lettre manque au dossier. Cf. aussi *R. C. 1817.2.* pp. 367-368.

XXXVI

Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 8 (ou 9) septembre 1817.

(Cette lettre semble perdue. Voir son contenu ci-après :
Séance du Conseil d'Etat de Genève du 10 septembre ¹⁾)

XXXVII²

Séance du Directoire Fédéral³ du 8 septembre 1817

.....⁴

Der geheime Rath war sehr geneigt diesem Ansuchen des Standes Genf⁵ zu entsprechen, und hat geglaubt dass ein disfalsiger Schritt nicht länger aufgeschoben werden solle, daher an den päbstlichen Herren Nuntius diejenige Note, und an die Regierung von Genf die Rückäusserung erlassen worden sind deren Inhalt folgt.⁶

¹ N° XL.

² **A. F. Prot. d. eidgen, Vororts**, t. 218, n° 608.

³ Le Conseil secret de Berne.

⁴ *Traduction.* — ... Le Conseil secret a été très disposé à se conformer à la demande de l'Etat de Genève, et il a été de l'avis qu'une démarche y relative ne devrait plus être renvoyée; c'est pourquoi il a adressé à M. le Nonce et au Gouvernement de Genève respectivement la note et la réponse ci-jointes.

⁵ Mémoire du 2 septembre 1817, voir ci-dessus n° XXXIV

⁶ Voir ci-dessous nos XXXVIII et XXXIX.

XXXVIII¹

Le Directoire Fédéral au Nonce

A S. Exc. Monseigneur l'Archevêque de Chalcédoine.
Nonce du St.-Siège Apostolique en Suisse².
à Lucerne.

Berne, le 8 septembre 1817.³

Monseigneur l'Archevêque !

Les Députés de l'Etat de Genève ont eu l'honneur d'exprimer à Votre Excellence durant la dernière Diète les vœux de leur Gouvernement, au sujet de la réunion à un Evêché Suisse des Communes catholiques qui font maintenant partie du Canton de Genève. Nous prenons la liberté de recommander par l'intermédiaire de Votre Excellence cette même demande à la haute sagesse et à la bonté paternelle de Sa Sainteté.

Des considérations importantes, tirées toutes de l'avantage du pays même, nous font envisager le changement dont il s'agit comme infiniment désirable. La tranquillité publique et la confiance entre le Gouvernement et ses Administrés ne pourraient qu'y gagner; peut-être même qu'à quelques égards les relations amicales entre la Cour de Sardaigne et le Corps Helvétique y seraient intéressées. Dans le cas contraire on aurait lieu de craindre, en

¹ **A. F.** *Prot. d. eidgen. Vororts*, t. 218, n° 608^a — Copie : **A. G. R. C.** 1817. Pièces ann. A. F. 67 (2).

² Carlo Zeno.

³ Expédié le 16 septembre 1817. (Note sur l'exemplaire conservé à Genève.)

effet, que l'influence d'un Evêque étranger ne suscitât tôt ou tard des difficultés qui seraient surtout préjudiciables à ces mêmes communes dont il s'agit d'assurer les intérêts spirituels et temporels.

Le Gouvernement de Genève ayant à cœur de procurer à cette partie de ses ressortissants les bienfaits d'une administration religieuse vraiment catholique et digne de toute confiance du Saint-Siège, désire de préférence que le territoire dont il s'agit, soit confié à la direction de l'Evêque de Fribourg. Cette déclaration a dû ne laisser à Votre Excellence aucun doute sur la droiture de ses intentions.

Si, comme on l'assure, des négociations relatives à une nouvelle circonscription des Diocèses en Savoye sont entamées entre le Saint-Siège et la Cour de Turin, cette circonstance paraîtrait singulièrement favorable pour effectuer le changement demandé. Si les Evêchés savoyards restent tels qu'ils sont, la première vacance du Siège de Chambéry peut présenter des facilités à cet égard. De toutes manières, le Pontife suprême de l'Eglise a dans la puissance souveraine les moyens de réaliser le vœu de l'Etat de Genève, vœu naturel autant que légitime, que nous prenons la liberté d'appuyer auprès de Sa Sainteté par nos sollicitations [les] plus vives et les plus respectueuses.

En priant Votre Excellence de vouloir bien présenter et recommander au Souverain Pontife l'objet de la présente Note, nous avons l'honneur de réitérer à V. Em. les assurances de notre haute considération.

Les Avoyers et Conseil secret
de la Ville et République de Berne, Directoire Fédéral.
(suivent les signatures.)

XXXIX¹

Le Directoire fédéral au Conseil d'Etat de Genève

Berne. le 8 septembre 1817.

Le Directoire a envoyé au Nonce la note dont ci-joint la copie². Il est conseillé aux autorités genevoises d'agir directement à Rome « vu que l'époque de la conclusion d'un concordat entre la Sardaigne et le Saint-Siège renverrait peut-être indéfiniment et rendrait beaucoup plus difficile encore la réalisation » du transfert de l'Evêché.

Signé : R. de WATTEVILLE. MOUSSON.

XL³

Séance du Conseil d'Etat de Genève,
du 10 septembre 1817

.....
Des Arts informe qu'il a remis aux trois Cantons directeurs et à celui de Fribourg la note du Gouvernement genevois relative à un Evêque Suisse.

Qu'en outre, dans la crainte que plus occupés des affaires Ecclésiastiques que traitent ces Cantons dans leur propre intérêt, ils n'apportassent pas aux nôtres le même degré d'attention, il avait consulté M. l'Avoyer en charge du Canton Directeur pour savoir de lui si des démarches directes de la part de notre Canton auprès de Sa Sainteté seraient vues de mauvais œil. Que M. l'Avoyer, en lui donnant l'assurance du contraire, lui avait indiqué M. l'ancien Avoyer Freudenreich⁴ comme un homme

¹ A. G. R. C. 1817. Pièce ann. A. F. 67 (1). — ² N° XXXVIII.

³ A. G. R. C. 1817/2, pp. 400-402.

⁴ Christophe-Frédéric de Freudenreich, 1748-1821.

qui, par ses relations particulières avec le Cardinal Consalvi, pouvait nous être du plus grand secours dans nos négociations. Noble Des Arts ajoute qu'en effet, dans une conférence qu'il eut peu après avec M. Freudenreich, ce dernier, après lui avoir parlé des offres de service que dans l'intimité de ses précédents rapports avec le Cardinal, Son Eminence lui avait faites, lui témoigna le plus grand empressement à s'employer en notre faveur à Rome, nous demandant à cet effet une note explicative et détaillée de nos divers motifs, pour servir à la rédaction de la lettre qu'il lui adresserait à l'appui de nos réclamations.

Noble Des Arts termine son rapport en faisant envisager qu'en se fondant ouvertement sur les dispositions du Congrès de Vienne pour obtenir son adhésion à nos vœux, qu'en lui exprimant franchement nos motifs pour en désirer le succès, nous prendrions probablement la meilleure marche.

Le Conseil se met sous le serment du secret sur toute cette affaire, vote des remerciements à Des Arts, et renvoie l'affaire à la Commission diplomatique.

XLI¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève

du 20 septembre 1817

.....

Il est donné communication au Conseil par Noble Des Arts, ancien Syndic, d'une lettre particulière qu'il vient de recevoir de M. l'Avoyer de Watteville, dans laquelle il presse les motifs de poursuivre immédiatement et avec chaleur l'affaire de l'Evêché Suisse, pour le succès de laquelle il sera peut-être nécessaire de faire quelques sacrifices d'argent.

¹ A. G. R. C. 1817/2, pp. 442-443.

XLII¹

Le Conseil d'Etat de Genève au Directoire fédéral

Genève, le 20 septembre 1817.

(Remerciements.)

Nous écrivons par ce courrier à M. le Nonce pour lui adresser le même vœu que Vos Seigneuries lui ont exprimé. Nous ne tarderons pas à faire la même démarche auprès de Son Eminence M. le Cardinal Consalvi, et nous ne négligerons rien de notre côté pour en assurer le succès. Malheureusement, nous n'avons pas pu encore nous procurer des coopérateurs à Rome qui employassent d'une manière privée les moyens qu'ils jugeraient les plus propres à obtenir le succès désiré.

TREMBLEY, secrétaire d'Etat.

XLIII²

Le Conseil d'Etat de Genève au Nonce

Genève du 20 septembre 1817.

Monseigneur,

Nos députés à la Haute Diète ont eu l'honneur d'exprimer à Votre Excellence nos vœux instants pour la réunion à un Evêché Suisse de toutes les Paroisses Catholiques, que le Congrès de Vienne et le Traité de Paris ont réunies à notre Canton.

Les pressants motifs que vous a présentés le Canton

¹ A. F. Korr. d. Kantone mit den Bundesbehörden, t. 727, Genf, 1817-18.

² A. G. (Réserve) *Copie de lettres, 1816-17*, p. 231. Cette lettre est due à D'Ivernois. (Cf. R. C. 1817/2, pp. 443 et 446.)

Directeur à l'appui d'une demande si naturelle et si légitime doivent vous avoir convaincu, Monseigneur, qu'elle se fonde principalement sur l'amour de la paix et sur les intérêts de ceux de nos administrés qui professent la Religion Catholique. Apostolique et Romaine. Il importe essentiellement à la considération et à la confiance dont nous désirons que notre clergé catholique reste investi aux yeux de toute notre population, qu'il ne relève point d'une autorité étrangère à la Suisse.

La préférence que nous donnerions à l'Evêque de Fribourg, distingué dans notre Confédération par la sévère discipline de son Diocèse, et par son zèle apostolique pour y faire fleurir la Religion, doit vous être un sûr garant, Monseigneur, des principes qui nous animent envers ceux de nos ressortissants qui la professent.

C'est avec la ferme et sincère résolution de la protéger et de la maintenir invariablement dans notre Canton mixte, comme le Protocole de Vienne et nos intérêts bien entendus nous en font un devoir, que notre Conseil d'Etat vient de renouveler avec instances auprès de V. Em. le vœu de voir incessamment toutes nos Paroisses catholiques relever du Diocèse de Fribourg.

En daignant l'appuyer de toute son influence auprès du Saint-Père, V. Em. s'acquerra les plus justes titres à notre profonde reconnaissance.

Nous la supplions de mettre aux pieds de Sa Sainteté l'hommage de notre profonde vénération et d'agréer celui du respect avec lequel nous sommes.....

Les Syndics et Conseil d'Etat
de la République et Canton de Genève.

TREMBLEY, secrétaire d'Etat.

XLIV¹

Le Nonce au Conseil d'Etat de Genève

Lucernæ, die 25 Septembris 1817.

Perillustribus Dominis Dominis Colendissimis
Domino Syndaco et Consilio Status
Reipublicæ et Pagi Genevæ

Perillustres Domini Domini Colendissimi !

Petitionem, quam Dominationes Vestræ, humanissimis litteris die 20 labentis mensis datis, pro uniendis Episcopatui Lausannensi iis Catholicis Parochiis, quæ in vestro Pago existunt, exponunt, jam ad Beatissimum Patrem ex officio transmisi. Idem bernense Gubernium tamquam Helvetici Fœderis Director hoc ipsum negotium litteris omni studio plenæ meæ fidei commendavit. Et hinc utriusque Gubernii desideria et vota, ut ad pedes summi Pontificis pervenirent, curavi. Cum mihi perjucundum est atque acceptum, in ipso legationis meæ exitu Vobis in hac re meam operam præstare, tum perjucundius mihi esset, etiam post discessum in aliis rebus pro Vestris utilitatibus et commodo me posse distingere eo studio, quo debita erga Vos existimatione affectus permaneo.

Dominationum VV. Perillustrium

Carolus Archiep. CHALCED.

NUNTIVS APTICUS

¹ A. G. R. C. 1817. Pièces ann. P. D. 46.

XLV¹

Des Arts à l'ancien Avoyer Freudenreich

Genève, le 27 septembre 1817.

Monsieur l'Avoyer,

Je n'ai pas oublié l'offre obligeante de V. E. d'appuyer auprès de Mgr. le Cardinal Consalvi la demande que notre Gouvernement se propose de lui adresser dans le but de réunir nos Paroisses catholiques à l'Evêché de Fribourg.

Le Conseil d'Etat fédéral a déjà transmis notre vœu à M. le Nonce, et d'après les directions que S. E. M. l'Avoyer de Watteville a bien voulu me donner, notre Gouvernement s'est aussi adressé à M. le Nonce.

M. Viollier², membre de notre Conseil Souverain et l'un de nos Députés à la Diète de 1815, doit se rendre bientôt à Livourne où il a un grand établissement de Commerce. C'est un homme d'une capacité distinguée; il ne se refusera pas à faire le voyage de Rome, il pourra nous seconder par l'emploi des moyens qui lui paraîtront les plus propres à faire réussir notre demande.

Je ne connais pas de plus efficace que l'intervention V. E. et l'influence de sa recommandation sur Mgr. le Cardinal. Vous jouissez à juste titre, M. l'Avoyer, de sa confiance, et nos arguments présentés par votre organe auront un poids que nous ne pourrions nous flatter de leur donner. Son Eminence sera bien persuadée que

¹ A. G. (Réserve) *Copie de lettres, 1816-17*, pp. 247-251.

² Jean-Louis Viollier, né en 1778, fils de Jean-Pierre Viollier (1755-1818), Conseiller d'Etat.

vous n'appuyeriez pas notre demande si elle n'était pas juste et convenable.

Notre lettre à M. le Cardinal sera prête pour le moment où vous jugerez convenable que nous la fassions partir. Puisque le *Vorort* et notre Conseil ont écrit à M. le Nonce, croyez-vous qu'il soit mieux que vous appuyiez cette demande en annonçant à M. le Cardinal que nous en allons faire une pareille auprès de lui, ou bien pensez-vous que notre lettre doive précéder la vôtre ? Vos conseils nous serviront de règle. Ce qui me paraît de quelque importance, c'est que les deux lettres se suivent de très près. Le moment m'a paru bien choisi d'adresser notre demande à Rome : il est question de rétablir un nouvel Evêché à Annecy d'où dépendraient nos paroisses ; il ne s'agit donc pas de dépouiller d'une partie de son ressort un Evêque vivant, ce qui répugnerait à Sa Sainteté.

Voici les motifs de notre vœu :

Suivent, quelque peu développés, les arguments que Freudenreich fera valoir dans sa lettre reproduite ci-dessous n^o XLVI.

Voilà, Monsieur l'Avoyer, des arguments qui seront bien placés dans la bouche de V. E. Elle peut les modifier, les tempérer, les réduire et en faire usage selon sa prudence.

Je vous demande mille pardons de ma prolixité : c'est le défaut de mon âge¹. L'intérêt que vous voulez bien nous accorder m'a autorisé à me prévaloir de vos offres ; notre reconnaissance égalera le service que vous vous êtes montré disposé à nous rendre.

Agréez.....

DES ARTS

¹ Des Arts était alors âgé de 74 ans.

L'ancien Avoyer Freudenreich au Cardinal Consalvi

Berne, le 1^{er} octobre 1817.

Quoique je conserve le plus précieux souvenir de la bienveillance dont Votre Eminence a bien voulu m'honorer à Londres, quoiqu'Elle m'ait permis de m'adresser à Elle dans les occasions où j'aurais besoin de son intervention, je ne prendrai pas cette liberté pour des affaires qui me fussent particulières.

Les occupations dont Votre Eminence est chargée sont trop multipliées et trop importantes pour me permettre une telle indiscretion. Mais cette considération disparaît devant l'Homme d'Etat qui jouit à tant de titres de la confiance de Sa Sainteté et de l'estime de l'Europe entière. quand il s'agit d'étouffer dans son germe un grand mal, et d'aplanir les difficultés qui peuvent compromettre l'harmonie entre des nations voisines dont l'intérêt civil et religieux exige paix et concorde.

C'est d'après ces considérations que j'ose solliciter l'attention de V. Em. et son puissant appui pour une demande que le Conseil Fédéral de la Suisse et le Gouvernement du Canton de Genève ont actuellement fait parvenir à S. S. par le canal de Mgr le Nonce, demande qui, j'ose l'affirmer, intéresse non seulement le droit public de la Suisse et ses relations avec un Etat voisin. mais tend aussi essentiellement à augmenter la sûreté. la considération et la consistance du Culte Catholique dans les Cantons Protestants de la Confédération.

¹ A. G. *Corr. secr.* 1814-30, pp. 29-34.

Que V. Em. me permette d'établir brièvement l'état de la question. Toute explication et information ultérieures qu'Elle pourra désirer. Lui sera donnée par Monsieur Viollier, membre du Grand Conseil de Genève, qui par ses lumières et son caractère personnel mérite d'être écouté.

Le Gouvernement de Genève, appuyé par le Conseil Fédéral de la Suisse, sollicite instamment de S. S. que les Paroisses catholiques réunies à ce Canton par le Recès de Vienne fassent à l'avenir partie du Diocèse de l'Evêché de Fribourg en Suisse. Par ce Recès et le Traité de Turin entre S. M. le Roi de Sardaigne et Genève, ces paroisses doivent relever de l'Evêque de Chambéry, jusqu'à ce qu'il plaise au Saint-Père d'en ordonner autrement. Cette réserve prouve évidemment que la demande de Genève a non seulement été prévue, mais sa convenance admise. Ce point n'était pas de la compétence des parties contractantes, et Genève l'a remis avec confiance à la décision de S. S. qui, en déployant les plus éminentes vertus dans les circonstances les plus difficiles, a droit à la plus haute vénération de la part de toutes les communions de l'Eglise Chrétienne. La nécessité de cette demande n'a pas tardé à être évidente. L'Evêque de Chambéry, respectable d'ailleurs, mais excité probablement par des esprits inquiets et mécontents des nouvelles limites de la Savoie, a donné aussitôt au Gouvernement de Genève, en diverses manières, les sujets de plaintes les mieux fondées, et il en résulte des contestations qui peuvent devenir conséquentes et auxquelles le Saint-Père peut mettre un terme de la manière la plus honorable, la plus juste et la plus avantageuse, en réunissant au Diocèse de Fribourg en Suisse les paroisses Catholiques du Canton de Genève.

Un esprit aussi droit et aussi exercé dans la connaissance des hommes que celui de V. Em. n'a besoin, pour fixer son opinion, que de mettre en opposition la conduite des deux parties. L'Evêque de Champéry a nommé à des Cures, qui lors de la cession étaient de nomination royale, sans même présenter au Gouvernement le Curé de son choix, et il a prétendu qu'il en avait le droit par le Concordat et l'usage. Genève a prouvé le contraire, mais par égard pour sa personne et sa place a acquiescé à son choix sans conséquence pour l'avenir.

L'Evêque prétend que les Curés ne doivent pas être présentés au Gouvernement, ni lui prêter serment de fidélité. Genève répond qu'une pareille prétention est contraire aux droits et à la sûreté publique ; que des Curés étrangers à la Suisse, nommés par un Evêque aussi étranger à ce pays, doivent être liés au Gouvernement sous lequel ils exercent leurs fonctions, et par lequel ils sont soldés ; et d'ailleurs, au cas où S. M. Sarde ait permis un pareil usage, ayant la nomination de l'Evêque de Chambéry. Elle avait par là une garantie que Genève ne peut avoir. — L'Evêque a, de son chef, augmenté le nombre des fêtes chômées avant la cession. Genève croit que cela ne peut avoir lieu sans l'aveu du Gouvernement. — L'Evêque prétend faire des règlements pour les Ecoles, et les faire afficher sans l'*exequatur* du Gouvernement. Genève ne voit dans cette démarche qu'un dessein prémédité de compromettre son autorité, et un pas de plus vers l'*imperium in imperio*. — L'Evêque va jusqu'à se permettre de critiquer les jugements des Tribunaux. Genève a eu l'extrême condescendance de lui en démontrer l'exacte justice. — L'Evêque exige que Genève change les livres d'enseignement religieux de

notre communion et accuse son clergé d'être hostile au Clergé et à la Religion catholique. Genève répond que ces livres sont à peu près les mêmes que dans les autres Etats protestants, qu'ils ont été mitigés, que l'Evêque trouverait fort extraordinaire que Genève voulût diriger l'enseignement religieux Catholique, et que quant au Clergé, celui de Genève était notoirement tolérant et qu'aucun fait ne pouvait être articulé à sa charge. — L'Evêque réclame des augmentations de paye pour les Curés. Genève prouve que depuis la cession ces appointements, et notamment celui du Curé de Genève, ont été considérablement augmentés.

Je me borne à ces détails, qu'il serait facile d'augmenter, pour prouver à V. Em. que tant que la partie catholique du Canton de Genève sera sous un Diocèse étranger à la Suisse, il en résultera des tracasseries continuelles dans lesquelles, selon les circonstances, les autorités politiques ne manqueront pas de s'immiscer ; que l'harmonie entre les Etats voisins en sera troublée ; que cela ne peut qu'exciter la méfiance et une surveillance pénible chez les Etats protestants qui ont des ressortissants des deux Communions ; que cet état des choses est contraire aux vrais intérêts de la Catholicité. Genève, ainsi que Berne, Zurich, Argovie, Vaud, Bâle, qui se trouvent dans la même position, sont ennemis de l'irreligion et du relâchement dans les principes religieux qui sont une suite funeste de la Révolution. Ces Cantons respectent le Culte Catholique et le protègent, tel qu'il est établi, ainsi que le Leur. Il est vrai que la partie Catholique de Genève est seule sous un Diocèse étranger, mais les autres Cantons ne peuvent voir avec indifférence des prétentions aussi contraires au bon ordre que celles de

Mr l'Evêque de Chambéry. Ils sont tous intéressés à ce que Sa Sainteté accorde à Genève que cette partie de ce Canton soit réunie au Diocèse de Fribourg en Suisse. Non seulement il ne peut en résulter aucun inconvénient, mais des avantages majeurs pour le bien général seront les fruits de cette faveur. Elle a été prévue et autorisée d'avance par le Recès de Vienne et le Traité de Turin ; elle ne lèse aucun droit ; Mr l'Evêque de Fribourg est connu par le zèle avec lequel il remplit toutes ses augustes fonctions ; toutes les discussions entre Genève et Mr l'Evêque de Chambéry tomberont d'elles-mêmes. aucun Prince voisin ne pourra y intervenir : et Genève devra à la sagesse et au caractère noble et pacifique du Saint-Père une mesure salubre au repos public et tendant à établir entre ses ressortissants des deux Communions cette concorde et bienveillance réciproque qui est dans les vœux de tout bon Gouvernement.

J'ose croire qu'en recommandant cette affaire importante pour Genève et pour la Suisse à l'attention et à l'appui de V. Em. je n'abuse pas de la permission qu'Elle m'a donnée à Londres de me rappeler à Son souvenir. Je respecte en Elle toutes les qualités que Princes et Peuples peuvent désirer à un Ministre d'Etat, et ce motif de confiance est encore encouragé par les sentiments de plus haute considération et de sincère respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être.

de Votre Eminence.

le très humble et très obéissant serviteur,

DE FREUDENREICH,

Membre du Sénat de la Ville et République
de Berne, Ancien Avoyer, et Président
du Tribunal Souverain d'Appel.

XLVII¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 3 octobre 1817

.....

Noble des Arts est chargé de rendre compte à M. de Montenach, député de Fribourg à la dernière Diète, des démarches que nous avons faites pour rattacher nos paroisses Catholiques au Diocèse de son Canton. démarches qu'il le priera au nom de notre Gouvernement de favoriser par tous les moyens qu'il estimera (convenable) les plus propres à en assurer le succès.

XLVIII²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 8 octobre 1817

M. le Premier³ rapporte qu'il eut, il y a peu de jours, une conversation avec M. Viollier fils qui s'annonça comme prêt à partir incessamment pour l'Italie, et disposé à se rendre à Rome, à moins que ses affaires particulières n'apportassent à ce voyage des obstacles imprévus et insurmontables; que communication de tout ce qui concerne nos affaires ecclésiastiques lui fut donné, et que de nouveaux renseignements lui seront

¹ A. G. R. C. 1817/2, p. 500.

² A. G. *Registre du Conseil d'Etat pour les matières secrètes* (1816-1828), p. 101.

³ G. Delarive-Boissier.

encore fournis à ce sujet par Nobles Des Arts et Schmidt-meyer, anciens Syndics qui, réunis à M. le Premier, doivent encore avoir avec lui une entrevue prochaine ; que le Conseil est maintenant appelé à fixer la somme dont M. Viollier le fils sera autorisé à disposer, dans le but d'aplanir les difficultés qu'il pourrait y rencontrer et de se rendre les voies plus faciles.

Dont opiné.

Le Conseil, en s'en rapportant à la prudence et à l'habileté éprouvées de M. Viollier pour ne hasarder dans cette affaire qu'une somme bornée, quand il ne s'agira que de prendre l'accès et les dispositions de quelques employés en sous-ordre plus favorables, se réservant de ne faire de sacrifice pécuniaire un peu considérable qu'après s'être assuré d'avance de leur résultat,

Arrête :

De lui ouvrir un crédit de 20.000 fr. de France à cet effet.

Il sera en outre déterminé, dans la conférence dont il a été fait mention par M. le Premier comme devant avoir lieu incessamment, de quelle manière M. Viollier sera recommandé ou accrédité auprès de S. Em. le Cardinal Consalvi.

XLIX ¹

D'Ivernois à Niebuhr ²

Genève, le 9 octobre 1817.

Il a reçu la visite de l'historien Raumer et de M. Cathcart, parent du Lord, recommandé par Niebuhr.

Il lui donne des nouvelles de sa famille.

Il lui demande de rendre à Genève «un service des plus signalés».

Je laisse à M. Viollier, qui aura l'avantage de vous remettre cette lettre, le soin de vous en expliquer la nature et l'extrême importance. Je suis bien sûr de ne m'être point compromis en l'assurant d'avance qu'il pouvait compter sur vos conseils et sur votre appui dans cette négociation délicate qui tient de très près aux mêmes objets que vous suivez à Rome. M. Viollier, qui a toute notre confiance la mérite sous tous les rapports.

Considérations politiques générales en réponse à la lettre de Niebuhr du 5 mai, confiée à Raumer.

Comptez sur toute ma reconnaissance pour les services que vous rendrez à M. Viollier et qui, je puis le dire, (le reste de la lettre est tout à fait illisible).

D'IVERNOIS.

¹ **B. G. P. I. Corr.**, t. III. Brouillon à peine lisible, dont les mots sont extrêmement abrégés. Le texte ci-dessus ne peut être garanti exact.

² Barthold Georg Niebuhr, 1776-1831, l'historien connu. Fonctionnaire danois jusqu'en 1806, Niebuhr était entré au service de la Prusse lors de la réorganisation de ce pays par le baron de Stein. Brouillé avec Hardenberg, il se retira et s'adonna pendant quelques années exclusivement à ses études

L¹

**Le Conseil d'Etat de Genève à Mgr Charles Zeno,
Archevêque de Chalcédoine, ancien Nonce en Suisse**

Genève, le 10 octobre 1817.

Lettre de recommandation en faveur de Jean-Louis
Viollier.

L1²

Le Conseil d'Etat de Genève au Cardinal Consalvi

Genève du 10 octobre 1817.

Monseigneur.

Lorsque d'après les conseils des Hauts Protecteurs de notre petit Etat, nos Députés de Vienne déposèrent dans vos mains le vœu de voir incessamment relever d'un Evêque Suisse les Paroisses Catholiques que le Congrès venait de réunir à notre Canton, ce vœu fut accueilli avec bonté par Votre Eminence. Elle daigna de leur promettre de le porter à Rome et de l'y appuyer, sans leur dissimuler néanmoins que le Saint-Père se portait rarement à restreindre la circonscription d'un Diocèse.

historiques. Les événements de 1813 le firent retourner à la politique. C'est alors qu'avec D'Ivernois il négociait un traité de subsides anglo-prussien. En 1816, le gouvernement prussien l'envoya à Rome en qualité d'ambassadeur. Il y négociera la bulle *De salute animarum*, réglant la situation des catholiques en Prusse. Il quittera ce poste en 1823 et deviendra professeur d'histoire à l'Université de Bonn.

¹ A. G. Corr. secr. 1814-30, p. 35.

² A. G. Corr. secr. 1814-30, pp. 35 (bis)-37.

à moins qu'il n'y eût vacance ou que le Chef de ce Diocèse n'y acquiesçât.

Pleins de confiance dans les dispositions bienveillantes de Votre Eminence, nous avons cru devoir nous abstenir jusqu'ici de réitérer une démarche dont Elle ne méconnut point la convenance et la justice. Mais aujourd'hui que le bruit public annonce dans le nombre des Evêchés Savoyards et Français une augmentation qui entraînera nécessairement de nouvelles circonscriptions pour les Diocèses qui nous environnent, nous envisageons comme un devoir de renouveler une demande dont le succès réunira les intérêts politiques de notre Canton et les intérêts spirituels de ceux de nos ressortissants qui professent la Religion Catholique, Apostolique et Romaine.

Les intérêts de notre Canton, puisqu'aussi longtemps que nos Paroisses Catholiques relèveront d'un Evêché étranger à la Suisse, cette exception nous laisserait en dehors du droit public et ecclésiastique qu'aspire à consacrer cette antique Fédération, à laquelle les Hautes Puissances Alliées ont voulu nous unir intimément.

Les intérêts de nos ressortissants catholiques et de leur Clergé, car, quelque amicales que fussent d'ailleurs envers notre Gouvernement les dispositions de l'Evêque Savoyard dont ils relèveraient, celui-ci étant lui-même sujet d'un souverain étranger, cette circonstance seule altérerait plus ou moins les rapports intimes que nous désirons cultiver et resserrer avec le Chef de nos Eglises Catholiques. Aussi longtemps que leur Clergé serait nommé par une autorité étrangère à la Suisse, il serait à craindre que cette dépendance, en entraînant une nomination de Curés étrangers, n'engendrât des défiances qui pourraient nuire à la considération dont nous désirons

que notre Clergé Catholique reste toujours investi aux yeux de toute notre population.

Quelques difficultés survenues depuis peu, et qu'il n'a pas tenu à nous de prévenir, nous donnent déjà le pressentiment que sous la prolongation de ce régime elles risqueront de s'accroître et même d'altérer l'harmonie que nous souhaitons voir constamment régner entre le Gouvernement de S. M. Sarde et le nôtre, tandis que tout nous autorise à espérer qu'elles s'aplaniront d'elles-mêmes, dès que nos Curés seront nommés par une Autorité Ecclésiastique Suisse.

La préférence que nous donnerions à l'Evêque de Fribourg, distingué dans notre Confédération par la sévère discipline de son Diocèse et par son zèle apostolique pour y faire fleurir la religion, doit vous être un sûr garant, Monseigneur, des principes qui nous animent envers ceux de nos ressortissants qui la professent.

C'est avec la ferme et sincère résolution de la protéger et de la maintenir invariablement dans notre Canton mixte, comme le Protocole de Vienne et nos intérêts bien entendus nous en font un devoir, que notre Conseil d'Etat vient renouveler avec instances auprès de Votre Eminence et de Sa Sainteté, la demande si naturelle et si légitime de voir incessamment toutes nos Paroisses Catholiques relever du Diocèse de Fribourg.

Nous aurions pris la liberté d'adresser humblement cette demande à Sa Sainteté, si nous n'avions pas cru qu'elle Lui serait plus agréable par votre organe. Monsieur Viollier, Membre de notre Conseil Souverain, qui aura l'honneur de remettre cette lettre à Votre Eminence, est à même de Lui développer combien le succès de cette demande contribuera au maintien de l'harmonie entre

ceux de nos administrés qui professent les deux Communions. Nous vous prions d'accorder une pleine confiance à ce qu'il vous dira à cet effet, et de l'accueillir avec bonté.

En vous suppliant, Monseigneur, de mettre aux pieds du Saint-Père l'hommage de notre vénération, nous vous prions d'agréer celui du profond respect, avec lequel...

Les Syndics et Conseil d'Etat
de la République et Canton de Genève,
DE ROCHES, Secrétaire d'Etat.

LII ¹

Jean-Louis Viollier au premier Syndic de La Rive

Rome, 29 novembre 1817.

Monsieur le Syndic,

Ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le faire savoir de Livourne, je me suis rendu ici aussitôt que j'ai appris de Mr. Snell² que notre affaire en était au même point, et en effet elle ne pouvait guère avancer, Mr. Snell n'ayant ni pouvoir, ni instructions, ni information, et par conséquent ne disant et ne recevant que des choses vagues. Il était sans doute plus nuisible qu'utile que l'affaire continuât à se traiter ainsi, d'autant plus que Mr. Snell, quoique un très galant homme, qui a mis à tout cela la meilleure volonté et la plus grande complaisance, n'est cependant ni assez ancien ici, ni assez connu pour y être

¹ A. G. *Registre secret*; entre pp. 102 et 103.

² Auguste Snell, négociant genevois établi à Rome.

influent et n'a réellement point de rapports d'affaires avec le Cardinal Ministre.

J'ai différé quelques jours de vous écrire, afin de pouvoir vous rendre compte de ma conférence avec le Ministre, que quelques circonstances ont retardée. Je devais être présenté par M. le Ministre de Prusse¹, pour lequel j'avais des lettres de M. le Conseiller D'Ivernois² et de M. Justus Gruner³, au moyen desquelles j'ai été reçu de lui avec la plus grande obligeance; il m'a paru un homme très distingué par ses connaissances, qui possède bien notre histoire, s'intéresse beaucoup à nous et aime les institutions Républicaines.

Il est animé de la meilleure volonté en notre faveur, mais malheureusement sa santé est faible et souvent dérangée et par cette raison j'ai dû renoncer à l'avantage d'être présenté par lui; mais il a eu la bonté d'écrire d'avance au Cardinal pour lui annoncer ma visite et l'y préparer en lui envoyant la lettre de M. l'Avoyer Freudenreich⁴.

Enfin hier je me suis présenté seul chez le Ministre, d'assez grand matin, moyen de le trouver plus en liberté; il était déjà cependant chez le Pape pour affaires; j'ai attendu un peu et en rentrant il m'a admis sur le champ seul dans son cabinet, m'a reçu avec obligeance et a lu avec beaucoup d'attention la lettre du Conseil⁵ que je lui ai consignée.

Voici à peu près l'exposé de notre conversation qui a duré une demi-heure.

¹ Niebuhr. — ² Voir ci-dessus, n° XLIX.

³ Alors ministre de Prusse en Suisse. Cf. Friedrich PIETH. *Die Mission Justus von Gruner in der Schweiz 1816-1819*. Chur, 1890, spécialement pp. 77-116.

⁴ Voir ci-dessus n° XLVI. — ⁵ Voir ci-dessus n° LI.

Le Cardinal s'est informé de la santé de M. de Freudenreich et de la place qu'il occupait dans le gouvernement de Berne. Il m'a dit avoir vu nos Députés à Vienne¹. qu'il était instruit de notre affaire et comprenait les motifs politiques que nous avions pour désirer un changement auquel lui personnellement ne serait pas opposé. La phrase insérée dans l'acte du Congrès, réservant les changements que le Pape jugerait convenable de faire, était bien, sans doute, une *porte ouverte*, mais la chose était extrêmement délicate en ce que, aussitôt qu'on aurait débuté par un changement pareil pour un *petit Etat*, tous les *Petits Etats* de l'Allemagne en demanderaient de semblables. Qu'à la vérité les circonstances demandent à l'Eglise de ces mutations, les Puissances paraissant adopter le Principe de centraliser les Diocèses chez elles, mais qu'elles obtenaient le consentement des Evêques, etc.

J'ai énoncé en abrégé les principaux motifs dont S. Em. avait déjà connaissance par la correspondance; je me suis attaché particulièrement aux raisons politiques vis-à-vis du Roi de Sardaigne, que le Ministre a paru apprécier très bien. Je n'ai pas parlé du *Droit public*, mot qui sonne mal ici.

Ainsi que vous m'avez autorisé, Monsieur, j'ai cru devoir adoucir ce que la lettre de M. de Freudenreich pouvait contenir de trop vif contre l'Evêque de Chambéry *personnellement*, rejetant sur quelques officieux qui l'entourent, ou de mauvaises informations, les tracasseries qui ont eu lieu. J'ai cru ne point devoir laisser percer de plaintes sur le compte de M. Vuarin, puisque de ce que nous en sommes mécontents serait peut-être

¹ Pictet-de Rochemont et D'Ivernois.

un motif pour nous le laisser davantage. J'ai cité le concordat qui vient d'être conclu entre Sa Sainteté et la Bavière, et qui change les Diocèses de ce Royaume¹, comme un motif pour nous flatter que notre demande ne serait pas considérée comme intempestive. Le Ministre n'a point avoué de changements en Savoie.

Enfin, j'ai assuré le Ministre avec toute la force dont je suis capable, que Sa Sainteté trouverait dans notre Gouvernement et dans la Nation en général le désir le plus sincère que la Religion Catholique et ses Ministres, fut respectée comme elle doit l'être, et que notre Gouvernement, quoique presque tout Protestant, mettrait d'autant plus de scrupule à remplir ce devoir.

Le Cardinal a dit qu'il savait que notre Gouvernement était sage et qu'il avait confiance dans ses mesures; que, *pour me tranquilliser* sur ma mission, il me répéterait qu'il n'était point opposé à ce que nous demandions; qu'il prendrait les ordres de Sa Sainteté; que le Roi de Sardaigne, qui s'oppose à la mesure, mérite des égards de la part du Saint-Siège, mais enfin on verra de concilier, si possible. En attendant, il y aurait quelques points à examiner et il m'enverrait le voir dans cinq ou six jours, ayant un surcroît d'ouvrage pour l'expédition du Nonce en France qui va partir.

Sur ce j'ai été congédié avec beaucoup de politesse.

Voilà, Monsieur, où nous en sommes, et vous voyez qu'on ne peut encore rien conjecturer de bien réel. Autant que j'en puis juger, le Cardinal m'a paru sincère dans sa

¹ Conclu le 5 juin 1817. Ce Concordat était considéré comme un grand triomphe des tendances ultramontaines. Cf. J. G. A. WIRTH, *Die Geschichte der deutschen Staaten*. Karlsruhe, 1847, t. II, pp. 617-622, et C. Th. HEIGEL, *Ludwig I. König von Bayern*. Leipzig, 1872, pp. 71-72.

manière de s'annoncer et me parler avec effusion.... mais peut-être est-ce là sa manière!!!

En sortant de là j'ai été porter la lettre à Monsignor Zenn¹, que je n'avais pas cru convenable de voir avant d'avoir été reçu chez le Cardinal, et je m'en applaudis. Il est entré en matière assez vivement et même avec volubilité lorsqu'il a vu qu'il pouvait s'exprimer en Italien. Quoique pris au dépourvu, il paraît connaître très bien notre affaire, mais il ne l'a pas saisie du bon côté. Il croit qu'il n'y a rien à faire tant que l'Evêque de Chambéry vivra; qu'en attendant comment ne nous entendrions-nous pas avec lui? qu'il ne faut pas y mettre de raideur; que le Pape ne consentira jamais à ce qu'un Gouvernement Protestant se croie le droit de ne pas agréer les nominations faites aux Cures Catholiques par l'Evêque; que lors du Concordat avec Napoléon Sa Sainteté avait précisément pour ce fait réservé le cas où le successeur du Premier Consul serait protestant; que lorsque nous aurions de véritables griefs, nous pourrions en référer au Nonce à Lucerne sous la juridiction duquel nos Paroisses Catholiques se trouvent comme faisant partie de la Suisse, etc., etc.

J'ai fait à tout cela les réponses que je croyais convenables, en cherchant toutefois à abréger plutôt la discussion voyant que nous ne gagnerions rien avec cet homme, qui d'ailleurs va partir, et tout ce que nous pouvons désirer c'est qu'il parte vite et ne se mêle pas de notre affaire.

J'ai rectifié cependant quelques rapports tronqués sur les points qui nous divisent avec l'Evêque, et je l'ai

¹ Nonce en Suisse en 1816-17; il venait alors d'être rappelé et d'être remplacé par Vincent Macchi, archevêque de Nisibi.

éclairé sur la brochure de Grenus ¹ qu'il connaissait et dont il tirait de fausses conséquences.

Je n'ai rien d'autre à vous apprendre, Monsieur, sur cette affaire; dès que je connaîtrai la personne que le Cardinal en chargera, je chercherai à travailler sur les subalternes et je crois avoir trouvé l'homme propre à cela. Je ne négligerai rien pour en accélérer la marche et préparer le succès, si j'en suis capable; mais je ne peux me flatter que nous obtenions une prompte décision; l'expédition dans les affaires n'est pas en usage ici et la nôtre est d'une nature bien secondaire pour ce Gouvernement.

Si donc je vois que cela traîne, il me sera impossible de prolonger mon séjour ici, mes affaires particulières en souffrent et souffriraient trop; mais j'ai cru de mon devoir de citoyen de faire ce sacrifice puisque vous avez bien voulu le croire utile et que l'éloignement momentanément de ma Patrie me prive d'ailleurs de fréquentes occasions de la servir, comme mon cœur m'y porte. J'ai lieu d'espérer d'après l'intérêt que Monsieur le Ministre de Prusse a mis à entrer dans les détails de cette affaire qu'il aurait la bonté de la poursuivre, et en partant je prendrai sur moi de le lui demander de votre part.

En attendant, si j'ose énoncer mon opinion, je crois qu'on fera très bien de surseoir à toute explication contentieuse avec l'Evêque et d'éviter autant que faire se pourra tout frottement trop vif, afin de ne pas nuire à la présente négociation et se soustraire à tout faux rapport à Rome.

¹ Vraisemblablement *Ordonnances ecclésiastiques conservées par la Constitution pour servir de règle à l'Eglise et aux fidèles*. Genève, 1817. (B. G. Bf. 729/32). Cette brochure, épisode du « Réveil » méthodiste à Genève, ne concernait, en effet, que l'Eglise nationale protestante.

Je ne manquerai pas de continuer à vous instruire de ce qui se fera. Je crois devoir faire passer mes lettres par Livourne : c'est un peu plus long, mais plus sûr.

Daignez faire agréer mes hommages à tous les membres du Conseil et recevoir en particulier, Monsieur le Syndic, l'expression du respectueux dévouement de votre

J.-L. VIOLLIER.

J'ai regretté de ne pas trouver dans les Pièces qui m'ont été remises les articles du protocole du Congrès qui nous concernent et notre Loi de mai 1816 sur les mariages.

LIII¹

J.-L. Viollier au Cardinal Consalvi

Rome, le 1^{er} décembre 1817.

.....

Le Gouvernement de Genève mettait infiniment d'importance à pouvoir présenter un résultat sur l'objet de ma mission au Grand Conseil Représentatif de notre Canton qui s'assemble ce mois de décembre, époque périodique de sa convocation pour discuter et sanctionner les Lois et décréter le Budget de 1818. Ce sont les formes consacrées par nos Institutions Républicaines.

Notre Conseil d'Etat, qui a l'initiative des Lois aurait désiré en présenter une qui assurât le sort des Ecclésiastiques Catholiques dans notre Canton d'une manière moins précaire qu'elle n'était sous les Gouvernements auxquels nous avons succédé, et indépendante des

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. C. D. 1. (4 bis).

Communes afin d'entourer toujours davantage la Religion et ses Ministres du respect qui leur est dû. C'est à quoi on avait déjà pourvu provisoirement pour l'an 1817. Les frais du Culte Protestant sont chez nous à la charge d'une Bourse particulière *à laquelle les Catholiques ne contribuent point*, tandis que ceux du Culte Catholique sont à la charge *de tout le Canton* et par conséquent aussi des Protestants. Dans cette position particulière, V. Em. s'apercevra que toute dépense dans un petit Etat, dont les ressources sont très bornées, entraîne des oppositions dans un Conseil discutant. Je connais le bon esprit de ce Conseil et je suis convaincu qu'il sera dirigé dans ses délibérations par les meilleurs sentiments de justice et de convenance, mais je sens aussi comment le Conseil d'Etat met du prix à appuyer ses propositions par une communication comme serait celle de la réunion de nos Eglises Catholiques à un Evêché Suisse, mesure désirée par la généralité de nos citoyens dans l'esprit d'assurer la Paix et la Concorde avec nos voisins.

J'ose donc présenter ces considérations à V. Em. et La supplier de vouloir bien peser les motifs qui lui ont déjà été soumis pour obtenir l'objet de nos sollicitations.

.....

[J.-L. VIOLLIER]

LIV

Lettre de Jean-Louis Viollier à son père

Rome, le 5 décembre 1817.

Voir : Séance du Conseil d'Etat de Genève du 19 décembre 1817.

LV¹**J.-L. Viollier au Premier Syndic de la Rive**

Rome, 8 décembre 1817.

Monsieur le Syndic,

Depuis la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 1^{er} crt², j'en ai adressé une le 5 à mon Père, qui vous aura dit combien j'avançais peu ici dans mes démarches, et cela à mon grand chagrin et désappointement. Enfin je peux vous dire aujourd'hui qu'à force de presser le Ministre, de bouche, par écrit et par des tiers, j'ai cependant obtenu qu'il s'occupât de notre affaire, et acquis la conviction qu'il le faisait dans un sens qui nous était favorable.

Je l'ai revu ce matin pour la troisième fois depuis ma dernière, et j'ai appris de lui que ses dispositions en notre faveur étaient les mêmes, mais que l'opposition venait du Roi de Sardaigne, avec le Ministre duquel³ il avait eu à notre égard une longue conférence.

Que par suite des égards que le Pape doit à cette Cour, il avait communiqué au dit Ministre notre demande, en lui témoignant la disposition où il était d'y accéder. Mais que le dit Ministre s'était élevé fortement contre un pareil changement qui affligerait grandement S. M. le Roi de Sardaigne dans l'intérêt de la Religion, et pour

¹ A. G. *Registre secret*; entre pp. 104 et 105.

² Cette lettre semble perdue, mais peut-être Viollier se trompe-t-il et fait-il allusion à sa lettre du 29 novembre.

³ Comte Barbaroux.

laquelle Sa Sainteté ne devait avoir aucun motif ; que les actes du Congrès et le Traité de Turin avaient fixé que les affaires de la Religion Catholique seraient maintenues sur le pied où elles étaient ; qu'à ces conditions seules le Roi avait cédé le territoire et que, quant à la réserve en faveur des droits du Saint-Siège, le Roi ne pourrait croire que Sa Sainteté voulût, sans aucun motif, faire des changements qui l'affligeraient, etc.

Le Cardinal m'a dit avoir répondu à ces objections dans un sens pour nous favorable, et il est entré avec beaucoup d'obligeance dans des détails que je ne puis rapporter ici, mais qui auront leur place dans le compte que j'aurai l'honneur de vous rendre plus tard de ma mission.

Le Cardinal pensait d'abord que je devais voir le Ministre de Sardaigne, pour détruire ses objections et l'amener à lever son opposition. Mais je lui ai observé que je ne *pouvais*, ni ne *devais* faire une semblable démarche, parce que nous ne pouvions admettre que le *Roi de Sardaigne* fût en droit de se mêler d'une pareille négociation et qu'une démarche de ma part impliquerait que nous reconnaissons ce droit qu'il veut s'arroger.

J'ai présenté de nouveau tous nos motifs pour un changement, et [j'ai] déclaré que sur cette matière nous ne reconnaissons à forme (?) du Traité de Turin d'autre Autorité que le Saint-Siège ; etc. etc.

Le Cardinal, me voyant aussi prononcé, a paru abonder dans mon sens, et s'est enfin résumé à me demander un Mémoire, où sans parler des particularités dont il venait de s'ouvrir avec moi, je me bornerais à établir nos raisons et demander directement au Saint-Siège ce changement, sans l'intervention du Roi de Sardaigne, d'après les

Traités existants ; qu'il se servirait de ce Mémoire comme d'appui, et il m'a fixé jeudi ¹ matin pour le lui apporter. Je vais donc y travailler autant que mes faibles lumières me le permettront dans une pareille matière, et il faudra nécessairement que la bonne volonté supplée au talent.

J'ose espérer, Monsieur, que le Conseil approuvera ce que j'ai fait et croirai devoir faire encore dans le but de réussir dans cette affaire, dont la tournure me décidera à rester encore quelques jours ici, malgré le besoin que j'ai de me rapprocher de ma famille et de mes affaires à Livourne.

Le Ministre de Prusse est toujours indisposé et n'a pu rien faire pour moi ; je crois d'ailleurs qu'il désire attendre des instructions de sa Cour avant de se mêler de cette affaire. Il aurait été sûrement utile que cette autorisation fût arrivée d'avance.

J'aurai l'honneur de vous faire passer depuis Livourne la copie de mon Mémoire au Cardinal. En attendant agrééz,.....

J.-L. VIOLLIER.

LVI²

Séance du Conseil d'Etat de Genève

du 12 décembre 1817

Lecture faite d'une lettre, datée de Rome [du 29 novembre] adressée par M. Jean-Louis Viollier à M. le Premier Syndic et annexée au Registre secret :

En étant opiné,

Le Conseil, en applaudissant à toutes les démarches de Mr. Viollier, dans lesquelles il a développé autant de sagacité que de prudence,

¹ Le 11 décembre 1817. — ² A. G. *Registre secret*, p. 102.

Arrête de lui adresser ses remerciements, de l'autoriser à prendre les mesures qu'il annonce être dans l'intention d'adopter, et de lui transmettre les pièces dont il dit avoir besoin.

LVII¹

Le Secrétaire d'Etat de Genève à J.-L. Viollier

Genève, du 15 décembre 1817.

Lettre conforme à l'arrêté du Conseil du 12 décembre.

LVIII²

Séance du Conseil d'Etat de Genève

du 19 décembre 1817

Lecture de la lettre de J.-L. Viollier à son père, du 5 décembre 1817. « Il ne s'est rien passé de décisif ; les longueurs sont inséparables des négociations qui se traitent » à Rome ; Niebuhr est toujours souffrant. « M. Viollier ajoute qu'il a du regret que notre Gouvernement ne lui ait pas préparé les voies en s'adressant préalablement à quelques Ministres pour les disposer favorablement, l'absence de ces préliminaires le plaçant dans un isolement fâcheux ».

Le Conseil décide d'attendre avant de s'adresser à M. de Gruner.

LIX³

Séance du Conseil d'Etat de Genève

du 20 Décembre 1817

Le Conseil(ayant fait l'éloge de J.-L. Viollier)..... persistant à envisager le concours favorable des Puissances signataires des Actes du Congrès de Vienne comme

¹ A. G. *Corr. secr.*, p. 39. — ² A. G. *Reg. secr.*, p. 102.

³ A. G. *Registre secret*, pp. 103, 104.

étant de la plus haute importance, et la recommandation des Ministres en Suisse comme un préliminaire indispensable, lorsque le Mémoire de M. Viollier nous sera connu ; envisageant comme urgent de se préparer à Rome l'intervention d'un négociateur dévoué à nos intérêts, qui réunisse à ses dispositions bienveillantes à notre égard l'influence de son caractère et qui puisse suivre le travail si heureusement commencé par M. Viollier, dont le départ de Rome est prochain ;

Arrête de se borner pour le moment à charger Noble Des Arts, ancien Syndic, de donner connaissance confidentielle à M. de Gruner et à M. l'Avoyer de Watteville ¹ de l'état actuel de notre négociation à la Cour de Rome, et d'intéresser le premier au succès de nos démarches en obtenant de lui, s'il est possible, ses bons offices pour faire accréditer le Ministre de Prusse auprès de Sa Sainteté comme chargé de suivre auprès du Saint-Siège la négociation ouverte par M. Viollier.

LX²

J.-L. Viollier au Syndic Schmidtmeyer

Livourne, le 30 décembre 1817.

Confirmation de la lettre du 8 décembre³ et accusé de réception de celle du 15 décembre⁴

Aujourd'hui je viens achever de vous rendre compte de ma mission, en reprenant les choses au point où je les ai laissées par ma dernière, qui vous informait du

¹ de Berne.

² **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. C. D. I. (3).

³ Voir ci-dessus n° LV. — ⁴ Voir ci-dessus n° LVII.

résultat de ma conférence du même jour avec le Ministre, où il m'avait fait part de l'opposition du Ministre de Sardaigne et demandé un mémoire en réponse dans un sens où lui, Cardinal, ne serait pas compromis pour ce qu'il m'avait communiqué. Il m'apprit en même temps que le siège d'Annecy n'était point rétabli¹, mais celui de Chambéry converti en Archevêché². Enfin il m'assura avoir prêché notre cause au Ministre de Sardaigne, qui s'était bien aperçu qu'il nous était favorable.

Le 11 décembre, je me présentai de nouveau chez le Cardinal, avec le Mémoire dont ci-joint copie, que j'accompagnai du Traité de Turin, qu'il n'avait pas et m'avait demandé.

Le Cardinal me promit d'en faire attentivement lecture, et m'apprit qu'il avait revu le Ministre de Sardaigne, qui insistait de plus fort sur son opposition, en s'appuyant sur l'Acte de Cession du Roi, où l'on voit en effet (dit le Cardinal) qu'il ne voulait pas qu'il se fit de changement et qui aujourd'hui persiste à trouver qu'il n'y a pas de motif pour séparer ses anciennes paroisses de leur Diocèse; etc. etc.

Dans cet état de la discussion, je récapitulai les raisons énoncées dans le Mémoire et déclarai au Cardinal que le Gouvernement de Genève avait cru de son devoir de faire la démarche dont j'étais chargé, bien plus encore dans l'intérêt de la Religion Catholique que pour toute autre considération; que si, par une trop grande condescendance pour le Gouvernement Sarde, le Saint-Siège se refusait à la mesure, et que par la suite il s'établît une lutte entre l'Autorité Civile et l'Autorité Ecclésiastique, je

¹ Il le sera le 15 mars 1822.

² Le 20 juillet 1817.

laissais à S. Em. à juger des conséquences dans un Canton de la nature du nôtre !!

J'ai exposé au Cardinal, de bouche, comme je le faisais dans mon Mémoire, les motifs d'égards pour le Saint-Siège qui nous avaient fait préférer à l'intervention non douteuse des Puissances une démarche directe auprès du Gouvernement Pontifical.

Le Cardinal m'a hautement témoigné être sensible à cette manière d'agir et m'a réitéré qu'il désirait que notre demande fût octroyée, qu'il la trouvait raisonnable et conforme à ce qui se pratiquait *malheureusement partout*; il disait *malheureusement* parce que ces changements étaient en eux-mêmes fâcheux et des points d'appui pour en solliciter d'autres dans d'autres temps. Afin de donner au consentement du Saint-Siège une couleur moins partielle, il verrait avec plaisir, à cause de la Cour de Sardaigne, que les Ministres des Puissances appuyassent notre réclamation.

Sur mon observation que les Ministres des Puissances à Rome n'auraient pas, dans ce moment, des instructions de leurs Cours à ce sujet et ne pourraient dans ce cas remettre de Note officielle, le Cardinal me dit « qu'il se servirait même d'une simple intervention verbale. »

L'arrivée d'un des Cardinaux interrompit notre conversation et je pris congé.

J'ai omis de dire que le 1^{er} décembre, croyant que notre affaire n'avancait point, j'avais pris le parti d'écrire au Cardinal la lettre dont l'extrait ci-joint¹, afin d'essayer de lui présenter un intérêt à hâter sa décision, et je crois que cela a produit l'effet désiré, car dans notre susdite conversation, il m'a répété plusieurs fois qu'il sentait

¹ Voir ci-dessus n° LIII.

tout l'avantage qui résulterait pour notre Clergé Catholique si les vœux de notre Gouvernement étaient satisfaits.

Si j'ose donc hasarder une opinion, il me semble que dans l'état actuel de la négociation, il conviendrait peut-être dans le budget de 1818 de ranger sous deux chefs la somme affectée au paiement des prêtres catholiques. Le premier porterait celle qui leur était allouée par le Gouvernement précédent, et le second mettrait à la disposition du Conseil pour la dite année la somme destinée aux suppléments pour être répartie aux Titulaires des Cures dans la proportion établie et autant que ceux-ci se conformeraient aux Lois et règlements.

De cette manière on verrait bien que ces suppléments sont provisoires et facultatifs de la part du Gouvernement et que, pour les obtenir, les Titulaires ont des obligations à remplir, tandis qu'aujourd'hui ils peuvent se croire couverts par les stipulations du Congrès, et ainsi indépendants du Gouvernement. Il serait bien possible que cette idée ne fût pas exécutable. car j'ignore jusques à quel point ces suppléments étaient autrefois assurés sur les Communes et comment la rentrée en était exécutoire.

Dans tous les cas, je vous demande pardon, Monsieur, de cette digression et je reviens à ma négociation.

Je fis part de l'état des choses au Ministre de Prusse, qui, sans instructions de sa Cour, ne parut pas se soucier d'agir bien vivement, mais me promit cependant de dire un mot au Cardinal à première entrevue contre les prétentions de la Cour de Sardaigne. Il eut la bonté de me présenter chez le Ministre de Russie, chevalier d'Italinsky¹,

¹ André Jaovlévitch Italienski, né en 1743.

qui me tint à peu près le même langage, et qui est un bon vieillard qui n'agira sûrement pas sans ordres.

Le chevalier Reinolds, Ministre de Hollande, que j'avais beaucoup connu à Hambourg, et que j'entretins de notre affaire, ne pouvait nous être d'aucun secours, vu la position particulière de sa Cour avec celle de Rome qui, dans ce moment n'est pas très amicale¹.

Je ne jugeai pas convenable de voir le Ministre de France², soit parce que je craignais qu'il ne fût plutôt favorable à la Cour de Sardaigne, soit parce que le Concordat lui donnait dans ce moment assez de besogne et beaucoup d'humeur.

Quant au Ministre d'Autriche, Prince de Kaunitz³, on m'assura qu'il ne s'en mêlerait pas sans instructions.

Je jugeai donc qu'il fallait agir directement à Vienne, Petersbourg et Berlin pour obtenir que les ministres de ses Cours reçussent l'ordre d'appuyer notre demande. Dans ce cas, il n'était pas douteux que nous ne l'obtenions sur le champ, car elle est dans l'esprit du moment. Jusqu'alors il était probable que par égard pour le Roi de Sardaigne et pour ne pas paraître accorder plus d'effet à nos réclamations qu'aux siennes, le Saint-Siège ne se décidera pas. Ce qui se passe en France au sujet du Concordat le rend peut-être d'autant plus circonspect vis-à-vis des grands Etats⁴.

Je considérai la prolongation de mon séjour à Rome comme inutile et me décidai à annoncer mon départ au

¹ Le 9 octobre 1817, Maurice de Broglie, évêque de Gand, avait été condamné pour avoir excité son clergé contre la Constitution.

² Le duc de Blacas. — ³ Kaunitz-Rietberg.

⁴ Allusion à l'opposition qu'y suscitait le « Concordat de 1817 ».

Cardinal, en profitant de la circonstance pour insister de nouveau sur notre demande.

Pour cet effet je me présentai à son Audience le 15 décembre et lui annonçai ma détermination d'inviter le Conseil à recourir à l'intervention officielle des Puissances, puisque le Saint-Siège ne paraissait pas vouloir s'en passer et qu'en attendant je me trouvais forcé à prendre congé de S. Em. pour me rapprocher de ma famille que j'avais laissée en Toscane. Le Cardinal voulut m'engager à différer encore mon départ jusqu'à la réponse de Turin, mais j'insistai, croyant qu'il valait mieux brusquer plutôt un peu l'affaire. Alors il me demanda de le revoir encore le surlendemain parce qu'il ferait une nouvelle tentative auprès du Ministre de Sardaigne.

J'y consentis, et dans l'intervalle sollicitai de nouveau le Ministre de Russie d'agir pour nous, ce qu'il me promit ; mais son âge et sa santé s'opposent peut-être pour le moment aux bonnes dispositions qu'il m'a témoignées.

Le 16 décembre, je revis le Cardinal, qui avait eu une conférence à notre sujet avec le Ministre de Sardaigne et lui avait communiqué mon Mémoire, en lui observant qu'il ne pensait pas que sa Cour pût sérieusement s'opposer à notre demande, ni soutenir cette prétention dans la disposition générale où sont tous les gouvernements, *et même le sien*, à réclamer ce que nous demandons. Qu'il valait mieux que sa Cour fît la chose de bonne grâce, plutôt que par l'intervention des Puissances Alliées, qui nous appuyeraient sûrement ; etc., etc. Le Ministre de Sardaigne a répondu agir sur d'anciennes instructions et avoir écrit à sa Cour pour en avoir de

nouvelles, en lui faisant connaître que le Cardinal paraissait pencher pour accorder notre demande. Il le pria donc d'attendre, avant de prendre un parti, la réponse de sa Cour qu'il aurait dans 8 à 10 jours, ce que le Cardinal n'avait pu lui refuser. J'ai donc annoncé à S. Em. que, des raisons qui m'étaient personnelles m'obligeant à me rendre en Toscane auprès de ma famille, je ne pouvais prolonger mon séjour, mais que je lui demandais de me faire savoir ses intentions par correspondance par l'entremise du Ministre de Prusse.

J'ai exposé de nouveau que nous ne nous serions pas attendu à ces difficultés et j'ai insisté sur les Droits de Genève, qui jamais n'en pourrait reconnaître au Roi de Sardaigne pour se mêler de cette affaire, que nous avions cru dépendre uniquement de la volonté du Saint-Siège. Le Cardinal m'a dit que les ménagements qu'ils doivent à la Cour de Sardaigne sont la seule cause de leur délai, car quant à la chose elle-même, *nous pourrions compter qu'elle se ferait un peu plus tôt ou un peu plus tard* : qu'en attendant, pour nous prouver ses bonnes dispositions on pourrait faire de suite pour les *Paroisses Françaises* le changement que nous demandions. Mais en remerciant le Cardinal de cette preuve de sa bienveillance je crus, en l'absence d'instructions du Conseil à ce sujet, devoir lui observer, qu'en faisant ainsi la chose partiellement après ce qui s'était passé avec le Ministre de Sardaigne, cela me paraîtrait avoir des inconvénients et pour la Cour de Rome, et pour nous, puisque ce serait, tacitement, reconnaître le droit de la Cour de Sardaigne à s'opposer à ce qui concerne son ancien territoire.¹

¹ Une pareille mesure sera cependant prise en 1824, au sujet de la législation du mariage.

Le Cardinal convint que cette réflexion était juste, et me demandai de suspendre de faire agir les Puissances jusqu'après les nouvelles qu'il aurait de Turin, ce qui me fait croire que son intention est d'agir avec la Cour de Sardaigne comme avec l'Evêque de Chambéry, c'est-à-dire de lui demander son assentiment et s'en passer s'il y a lieu ; ce que, relativement à l'Evêque de Chambéry, le Cardinal appelle *la règle Canonique* sur quoi il est revenu souvent. Je pense aussi qu'il sent que le Saint-Siège doit se passer de l'intervention des Puissances puisque le consentement sur leur demande ne serait plus une grâce.

Le Cardinal m'a répété qu'il comprenait les motifs de la Cour de Sardaigne, *qui était vétilleuse*, ce qui prouve qu'il la connaît bien. M'ayant insinué plusieurs fois dans les diverses conférences que j'ai eues avec lui que nous aurions à nous entendre sur quelques conditions et arrangements, sans s'expliquer sur leur nature, je me suis toujours retranché à dire que nous ne demandions *aucun changement* sur les formes religieuses, que nous maintiendrons fidèlement et rigoureusement *telles qu'elles étaient* suivant les Traités, en sorte que nous ne sollicitons qu'une simple *Bulle Réglementaire* qui nous fit relever de l'Evêque de Fribourg au lieu de celui de Chambéry.

Le Cardinal m'a promis qu'il m'écrit et répondrait alors à la lettre du Conseil, ce qu'il différerait afin de pouvoir dire quelque chose de plus positif.

Les considérations que j'ai présentées en faveur du changement sollicité ont été générales et j'ai cru ne point devoir articuler de plaintes contre l'Evêque de Chambéry, comme aussi on ne m'a fait aucune mention de ses prétendus griefs.

Voilà, Monsieur le Syndic, où j'ai laissé les choses à Rome. Si je n'ai pas réussi à terminer l'objet de ma mission, j'aime à croire qu'il est avancé et que nous avons maintenant quelque chance de succès. Le Ministre de Prusse m'a promis de suivre (à) cette affaire pour nous et il ne paraît pas douter de recevoir l'autorisation de sa Cour de nous appuyer officiellement. Je continuerai donc à correspondre avec lui et avec le Cardinal depuis ici, et j'aurai l'honneur de vous tenir informé de la suite de cette affaire.

En terminant, je dois dire, qu'autant que je puis en juger, le Cardinal m'a toujours paru dans ses ouvertures franc et dégagé des préjugés que l'on pourrait attribuer à sa vocation. C'est certainement un homme très supérieur et c'est sur lui que roule tout le poids de l'administration des Etats du Saint-Siège et de ses affaires extérieures ; mais tout se traite avec la plus grande lenteur parce qu'il est surchargé de besogne.

Daignez, Monsieur, excuser la prolixité de cette lettre ; j'ai cru devoir entrer dans des détails même minutieux afin que le Conseil fût parfaitement instruit de tout, si par suite il jugeait convenable d'envoyer un autre député à Rome.

Je serai charmé aussi de recevoir vos observations sur ce qui s'est fait jusqu'à présent, et vos ordres pour ce qu'il y aurait à faire par la suite.

Agréez mes vœux pour la République et l'expression de la haute considération.....

J.-L. VIOLLIER

LXI

De Watteville à Des Arts

Berne, le 30 décembre 1817.

Voir Séance du Conseil d'Etat de Genève, du 1^{er} janvier 1818.

LXII¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève, du 1^{er} janvier 1818

.....

Lettre en date du 30 décembre de S. E. M. l'Avoyer de Watteville à Noble Des Arts... dans laquelle il lui mande qu'informé de la puissante influence dont la Cour de Londres jouit à Rome, il serait peut-être utile d'intéresser M. Canning² aux démarches que nous faisons auprès du Saint-Siège pour un Evêché Suisse, et de les faire appuyer officiellement par le Directoire fédéral auquel il serait convenable que notre Gouvernement écrivît dans ce but. En quittant la présidence fédérale, M. de Watteville se montre disposé dans sa nouvelle situation à mettre le plus grand empressement à se rendre utile à notre République.

Le Conseil en observant que Noble Des Arts, ancien Syndic, à la veille de se rendre à Rolle pour y faire quelque séjour, trouvera sans doute l'occasion de nous préparer de la part de Mr. Canning un accueil favorable et le secours de son intervention,

¹ A. G. R. C. 1818/1 p. 2.

² Stratford Canning, 1786-1880, alors plénipotentiaire britannique en Suisse.

Arrête de suspendre jusqu'à mercredi prochain¹ d'écrire au Directoire fédéral, dans l'espérance que d'ici là les renseignements que nous attendons de Rome nous seront parvenus.

²)

LXIII³

Le Conseil d'Etat de Genève au Directoire fédéral

Genève, le 8 janvier 1818.

(Historique de la mission de J.-L. Viollier.)

Les relations du Saint-Père avec le Roi de Sardaigne et l'Evêque de Chambéry, ainsi que l'opposition qu'ils apporteront à notre demande, nous font considérer le concours favorable de Vos Excellences comme étant de

¹ Le 7 janvier.

² Ici devrait figurer une lettre de Dessolle à Vuarin, du 2 janvier 1818. Fleury et Martin en donnent quelques extraits : « C'est en vrai général, mon cher ami, que vous conduisez vos opérations ; vous avez vos avant-postes, vos espions, vos auxiliaires ; Rome, Vienne, Turin, et votre chère Bavière, vous mettez tout en œuvre pour assurer votre bonne cause... Mais, hélas ! mon cher ami, je crains bien que tout cela ne soit inutile... Que vous êtes heureux d'être accoutumé à ce guerroïement, et que j'aurais besoin d'avoir auprès de moi un homme tel que vous, habitué à ce genre d'escrime et qui put me rassurer sur les malheurs que je prévois ! (o. c. t. II, p. 207.) »

Environ de la même date est une lettre de Testaferatta à Vuarin, lettre dont voici le passage principal : « J'ai l'honneur de vous assurer que la réunion en question, soit au diocèse de Fribourg, soit à quelque autre diocèse de Suisse que ce soit, n'arrivera absolument jamais ; ainsi vous pouvez être absolument tranquille là-dessus. » (*ibid.* t. II, p. 208).

³ A. F. Korr, d. Kantone mit den Bundesbehörden, Genf, 1817-1818. t. 728. (pièce reliée en mauvaise place, au début de 1817). - Minute : A. G. Corr. secr. pp. 48-50.

la plus haute importance pour en assurer le succès. Déjà Elles ont bien voulu remettre au Nonce du Saint-Siège en Suisse une note en notre faveur¹, mais nous avons lieu de craindre que M. le Nonce, dont les dispositions ne nous sont point favorables, n'ait pas appuyé notre vœu auprès de son Gouvernement. Nous sommes convaincus que ce qui contribuerait le plus à déjouer les oppositions de la Cour de Sardaigne et à nous faire obtenir une décision favorable du Saint-Siège, serait la conviction du Saint-Père que l'objet de nos démarches est désiré par la Confédération, qu'il est dans ses intérêts et qu'en se montrant favorable à notre demande, il obligera la Suisse entière.

Nous venons, en conséquence, solliciter Vos Excellences au nom de l'amitié confédérale dont Elles nous ont constamment donné des preuves, de bien vouloir nous accorder leur puissant appui auprès de la Cour de Rome pour la demande que nous lui avons adressée et au succès de laquelle sont attachés la tranquillité et le bonheur de notre Canton.

TREMBLEY, *Secrétaire d'Etat*.

LXIV ²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 9 janvier 1818

Vote de remerciements à J.-L. Viollier. — Ses deux lettres du 8 (N^o LV) et du 30 décembre (N^o LX) seront communiquées en copie à l'avoyer Mulinen, président du Directoire fédéral et au conseiller Des Arts. Ce dernier devra consulter M. de Montenach sur

¹ Note du 8 septembre 1817; voir ci-dessous n^o XXXVIII.

² *A. G. Reg. sec.*, pp. 106. 107.

l'opportunité « d'entrer en conférence avec l'Evêque de Fribourg pour établir éventuellement quelques principes sur les rapports ecclésiastiques qui lieraient » les paroisses catholiques de Genève à son Diocèse. — Pictet-de Rochemont sera invité à prendre connaissance à la Chancellerie de la correspondance de J.-L. Viollier.

LXIV^{bis} et LXIV^{ter}

Ici devraient figurer des lettres de Pictet-de Rochemont à Capodistria et à Metternich, datées du 11 janvier (cf. ci-dessous, N^{os} CV et CVII).

LXV

L'avoyer Frédéric de Mulinen

au premier Syndic de Genève ¹

[Berne, le 12 (?) janvier 1818.]

Voir Séance du Conseil d'Etat de Genève du 14 janvier 1818.

LXVI

Des Arts au premier Syndic de Genève

[Rolle (?), du (?) janvier 1818.]

Voir Séance du Conseil d'Etat de Genève du 14 janvier 1818.

LXVII ²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 14 janvier 1818

M. le Premier communique au Conseil deux lettres qui viennent de lui parvenir en ce moment :

¹ Alors Schmidtmeyer.

² **A. G. Reg. sec.**, p. 108.

La première de S. E. l'Avoyer de Mulinen, qui lui mande qu'il a vu avec une vive satisfaction par les lettres de M. Viollier, qui lui ont été transmises, l'heureuse tournure que prenait la négociation confiée à ses soins; qu'il s'estimera heureux toutes les fois que l'occasion se présentera de témoigner à notre Etat son désir de lui être agréable et de le seconder dans ses démarches; qu'il regrette que M. Viollier n'ait pas attendu pour se [rendre] à Livourne les dépêches de la Cour de Sardaigne annoncées comme prochaines; qu'il regarde comme de la plus haute importance d'intéresser à notre cause les Cours de Prusse et d'Angleterre.

La seconde de Noble Des Arts, ancien Syndic, lui annonçant réception de la correspondance de M. Viollier, dans laquelle il ne saurait assez applaudir à la raison et à la justice qui l'ont guidé dans la tractation de cette affaire. Il en a donné communication à M. de Gruner et à M. Canning; ce dernier, qui s'est montré disposé à en écrire à sa Cour, lui a témoigné dans la conférence qu'il a eue avec lui à Lausanne le désir de transcrire quelques passages de cette correspondance pour les transmettre à M. Addington ¹.

Noble Des Arts ne pense pas qu'il soit à propos de compliquer cette négociation par des démarches directes avec l'Evêque de Fribourg, mais il croit qu'il est plus sage d'en attendre la conclusion pour obtenir ensuite les meilleures conditions possibles. Il se propose d'écrire incessamment à M. de Montenach dans le but de nous le rendre favorable, mais sans lui parler de nos droits éventuels ou de nos prétentions en affaires ecclésiastiques.

¹ Henry Addington, first viscount Sidmouth, 1757-1844, alors *home secretary*.

LXVIII ¹

Niebuhr à J.-L. Viollier

Rome, le 14 janvier 1818.

.....

Ce n'est que dans la dernière conférence que M. de Barberoux (ministre de Sardaigne), a communiqué au Cardinal Secrétaire d'Etat la réponse précise de sa Cour à la communication qu'elle a eue des intentions favorables du Gouvernement romain et de la probabilité que les Cours garantes du Traité de Vienne se prononceraient en faveur de votre demande. Dans cette réponse non seulement on s'oppose au projet de Votre République, mais en chicanant sur les expressions de l'Article, on se permet de soutenir qu'elle n'a pas le droit d'en faire la proposition au Saint-Siège.

Cet article, dit la Cour de Turin, stipule le *status quo*, à moins que le Saint-Siège ne juge à propos d'y apporter des modifications. Donc, conclut-on, ce *status quo* fait la loi pour tous et personne ne doit se permettre même le projet de vouloir le changer, excepté le Pape lui seul, si par impossible il lui paraissait plus convenable de séparer la direction spirituelle des Catholiques du Canton du Diocèse d'un Etat catholique et pur, pour la donner à un Evêque citoyen d'une confédération mixte, dans laquelle les hérétiques ont une certaine prépondérance. Cet article n'a pu être rédigé ainsi que parce que le Congrès, tout en établissant à perpétuité l'état actuel, a dû néanmoins reconnaître expressément le pouvoir du

¹ Copie de la main de J.-L. Viollier, jointe à sa lettre du 5 février : **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. C. D. 1 (4).

St-Père de le changer, si le bien de l'Eglise le lui conseillait; ce n'est donc qu'une clause, comme tant d'autres, destinée à conserver les droits du tiers, sauf à lui de ne jamais agir.

Ils prétendent que cette faculté absolue, réservée à la Cour de Rome, lui laisse une liberté si entière et lui fournit une réplique tellement décisive aux propositions de Votre République, que ce serait une offense directe pour la Cour de Turin si on vous écoutait.

M. le Cardinal Consalvi a tenu à M. de Barberoux le même langage qu'à vous, Monsieur, et à moi; il lui a fait sentir que puisque la bienveillance de votre Gouvernement était très importante pour le bien-être de vos Communes catholiques, le Gouvernement Pontifical pouvait avoir des motifs puissants pour se montrer favorable à vos idées; que la Cour de Turin avait sollicité elle-même et obtenu l'indépendance de l'Evêché de Chambéry de la Métropole de Lyon; il lui a demandé finalement ce que ferait le Roi de Sardaigne si, irritée par ses chicanes, Genève ne respectait pas même le *status quo*, si elle défendait les communications spirituelles des Communes avec l'Archevêque et même avec Rome, si le roi lui ferait la guerre?

Mais vous ne savez que trop, Monsieur, que les meilleurs arguments sont sans force sur des esprits entêtés. Le Cardinal n'en peut espérer aucun effet, et sa position est trop délicate pour lui permettre d'emporter la mesure contre l'opposition de la Sardaigne, à moins qu'il n'y fût assisté par une *déclaration des Cours* « que l'article a été » rédigé dans le sens que vous lui donnez et nullement » dans celui que lui prête la Cour de Turin; que son » motif a été de centraliser la direction spirituelle de la

» Suisse, que l'on a eu à cœur de dégager de tous les froissements politiques de l'Europe, de l'influence des Etats voisins, et qu'on se serait prononcé plus positivement si l'on avait voulu éviter l'apparence de rien prescrire au Saint-Siège. »

Si je reçois les instructions demandées, vous pouvez être sûr, Monsieur, que je ferai aussitôt des démarches et que vous en serez informé; mais il serait bon sans doute que votre Gouvernement s'adressât directement aux grandes Cours qui ont concouru au Traité de Vienne.

J'ai été infiniment flatté de ce que vous me dites de la manière bienveillante avec laquelle le Gouvernement de votre République a bien voulu considérer les faibles services que j'ai pu rendre ¹ à votre négociation. Il faudrait être étranger dans l'histoire et dans la littérature pour être indifférent à une occasion de se montrer peut-être utile à Genève; je m'estimerais heureux de le devenir réellement et c'est me rendre justice que de compter sur mon zèle.

.....

[NIEBUHR]

LXIX²

Séance du Directoire Fédéral³ du 15 janvier 1818

Discussion au sujet de la lettre du Conseil d'Etat de Genève du 8 janvier. — A la pluralité des voix, il est décidé d'écrire au pape, au cardinal secrétaire d'Etat et d'envoyer des notes confidentielles aux ministres britannique, prussien, russe et autrichien en Suisse. — Connaissance de ces décisions et de ces lettres est donnée au Conseil d'Etat de Genève le 30 janvier 1818.

¹ Le texte porte: répondre.

² A. F. Prot. d. eidgen. Vororts, t. 219, n° 29.

³ Le Conseil secret de Berne.

LXX¹

Lottum² à Gruner

Berlin, le 24 janvier 1818.

.....

Monsieur Niebuhr m'avait prévenu que M. Viollier, Chargé d'affaires de Genève à Rome, désirait que le Ministre de Prusse appuyât ses demandes et se chargeât au besoin de ses intérêts. J'ai répondu dans le temps à M. Niebuhr qu'il convenait d'attendre que la République de Genève s'adressât directement au Ministère du Roi et sollicitât de lui ce service. Aujourd'hui qu'elle le fait par votre organe, et que vous l'appuyez par votre dépêche du 31 décembre, c'est non seulement sans difficulté, mais avec plaisir que je lui accorde ce qu'elle désire. La Prusse est charmée de saisir cette occasion de prouver son estime et son attachement à cette république si intéressante pour nous sous tous les rapports, et à son Gouvernement, qui mérite par sa sagesse et ses excellents principes toutes sortes d'égarde. Vous ne manquerez donc pas de l'instruire et de votre résolution et des motifs honorables pour elle qui nous l'ont dictée. M. Niebuhr va recevoir l'ordre de rendre à Genève dans l'affaire en question tous les services que sa position permettra de lui rendre.

.....

LOTTUM

¹ **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. P. D. 11 (*bis*). Texte accompagnant la lettre de Gruner du 6 février, voir ci-dessous, n° LXXXI.

² Karl Friedrich Heinrich, Graf von Wylich und Lottum. 1767-1841, alors « wirklicher geheimer Staats- und Schatzminister ».

LXXI¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 26 janvier 1818

Le Conseil décide d'adresser à J.-L. Viollier ses remerciements réitérés et de lui donner connaissance des dispositions de la Commission diplomatique, savoir que « toutes les conditions qui lui seraient proposées, à moins qu'elles ne fussent évidemment de nature à ne pas aggraver ou empirer celles sous lesquelles Genève est maintenant, doivent être transmises au Conseil immédiatement, et par courrier extraordinaire si le cas l'exige. »

LXXII²

Le Directoire Fédéral au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 30 janvier 1818.

(Remerciements pour la lettre du 8 janvier 1818³)

..... nous avons résolu de faire ce qui dépendait de nous pour prouver au St.-Siège l'intérêt que la Confédération prend au succès des démarches de l'Etat de Genève sur cet objet. Nous écrivons en conséquence au Pape et au Cardinal ministre d'Etat Consalvi les lettres dont vos Seigneuries trouveront ci-joint les originaux et les copies⁴. Ne jugeant pas devoir faire passer ces lettres par la Nonciature Apostolique, vu le peu d'intérêt qu'elle paraît prendre à la chose, nous vous prions, chers et fidèles Confédérés, de vous charger de cette expédition, ce qui

¹ A. G. *Reg. sec.*, pp. 112, 113.

² A. G. *R. C. 1818*. Pièces ann. A. F. 1811).

³ Voir ci-dessous, n° LXIII.

⁴ Voir ci-dessous, nos LXXIII et LXXIV.

pourrait sans doute avoir lieu de la manière la plus convenable par l'entremise de M. Viollier, dont les bons services dans la même affaire ont si bien justifié votre confiance.

Enfin il nous a paru convenable, en même temps que nous écrivions au Souverain Pontife, de faire une démarche confidentielle auprès des légations de la Grande Bretagne, de Prusse et de Russie, pour solliciter les bons offices des Ministres de ces Cours à Rome, dans le but d'écarter les difficultés que le Gouvernement Sarde paraît vouloir élever, *sans intérêt légitime* contre l'arrangement que nous sollicitons. Nous mettons également sous les yeux de vos Seigneuries une copie de cette note¹.

.....

Fred. de MULINEN. MOUSSON

LXXIII²

Le Directoire Fédéral à Pie VII

Berne, le 30 janvier 1818.

Très Saint Père !

Votre sollicitude paternelle qui embrasse également toutes les parties de la Catholicité, nous inspire la confiance de faire auprès de Votre Sainteté une démarche respectueuse, afin de l'instruire du vif intérêt que la Confédération Suisse prend au succès des demandes adressées au Saint-Siège par le Gouvernement du Canton de Genève, dans le but d'obtenir la réunion des Communes Catholiques de ce Canton à un Evêché Suisse, et nommé-ment à l'Evêché de Fribourg.

¹ Voir ci-dessous, N° LXXV.

² A. G. R. C. 1818. Pièces ann. A. F. 18 (2).

VOTRE SAINTETÉ aime à pourvoir aux besoins Spirituels des Peuples par des mesures favorables au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique; Elle ne refuse pas d'avoir égard aux vœux et aux convenances des Gouvernements. lorsque ceux-ci. en demandant des choses justes. prouvent en même temps que la cause de la Religion, la première et la plus sacrée à leurs yeux. non seulement n'en recevra aucun détriment. mais même en retirera de l'avantage. Sous ce point de vue, le Directoire fédéral ne craint pas d'affirmer à VOTRE SAINTETÉ que jamais une requête semblable adressée au Saint-Siège ne présentera en sa faveur des considérations morales et politiques plus pressantes. des convenances locales plus décisives, et que jamais l'intérêt de l'Eglise elle-même ne s'y réunit d'une manière plus évidente que dans le cas actuel.

Sans répéter ici toutes les informations qui ont été présentées verbalement et par écrit au Ministère d'Etat de VOTRE SAINTETÉ. nous prendrons la liberté de mettre sous ses yeux les circonstances suivantes :

Genève. devenue Canton de la Suisse, a obtenu par les transactions Européennes de 1815 quelques parcelles de territoire. qui appartenaient à la Savoie et à la France. Ce territoire Catholique de treize à quatorze mille âmes au plus, se trouve aujourd'hui divisé entre deux ¹ Diocèses

¹ C'est là une erreur. Les anciennes communes gessiennes du canton de Genève faisaient partie du Diocèse de Chambéry; François de Salle les avait ramenées au catholicisme. Le Concordat les avait laissées à l'évêché de Chambéry, composé des départements du Léman et du Mont-Blanc. Le retour des Bourbons n'y changea rien et ce n'est qu'en 1823 que le pays de Gex fut rattaché à l'évêché de Belley, restauré à cette date. (Cf. *Joseph BROSSARD, Histoire politique et religieuse du Pays de Gex. Bourg-en-Bresse, 1851, p. 507.*)

étrangers. De là résultent des inconvénients journaliers qui, selon les circonstances, pourraient même prendre un caractère infiniment grave. Plus les relations entre la Cour de Turin et la Confédération Suisse, entre cette même Cour et le Canton de Genève sont amicales aujourd'hui, plus il importe de les simplifier en écartant soigneusement pour l'avenir tout point de contact délicat ou difficile. L'expérience en a démontré la nécessité. Sous ce rapport, on pourrait envisager la réunion des communes dont il s'agit à un Evêché Suisse comme le complément de leur incorporation politique à la Suisse elle-même, comme un nouveau gage de bonne intelligence entre les deux Etats. Quant aux frais du culte Catholique, de l'instruction religieuse, et de l'entretien convenable des Pasteurs qui desservent les Eglises, le Gouvernement de Genève, par la nature même des choses, ressentira — s'il est possible — encore plus d'inclination à y pourvoir d'une manière libérale, lorsqu'une autorité, sur laquelle la politique étrangère pourrait exercer de l'influence, n'aura vocation à s'ingérer dans ses mesures administratives.

C'est au Saint-Siège, qui exerce sa surveillance suprême par la Nuntiature (*sic*) Apostolique; c'est à un Evêché Suisse recommandable entre plusieurs par sa persévérance dans les anciennes Maximes de l'Eglise; c'est enfin à la Confédération elle-même, qui s'est rendue garante du maintien de la Religion Catholique dans ce territoire, que le Canton de Genève désire d'en répondre. Connaissant parfaitement les intentions paternelles et les vues sages du Gouvernement, nous avons la certitude que tous les motifs sur lesquels sa demande se fonde, sont dignes de l'approbation de VOTRE SAINTETÉ, et que si ELLE

daigne l'exaucer, la Paroisse Catholique de Genève et les nouvelles communes rurales auront lieu d'envisager leur réunion au Diocèse de Fribourg comme un nouveau bienfait du Saint-Siège.

A ces observations sur le fond de la chose nous ajouterons que l'époque actuelle, où il s'agit de réorganiser l'Eglise dans les Etats de Sa Majesté Sarde et de S. M. Très Chrétienne, semble particulièrement favorable à l'accomplissement des vœux de l'Etat de Genève. Par le concordat entre le Saint-Siège et la Cour de Turin des changements vont s'effectuer dans la circonscription des Diocèses; des parties de territoire, soumises jusques ici à la juridiction d'Evêques ou d'Archevêques étrangers, sont réunies à des Evêchés ou Archevêchés nationaux. Le Diocèse dont le territoire catholique Genevois, autrefois Savoyard, faisait partie, éprouve lui-même de grands changements. Dans un autre temps la disposition Pontificale que nous sollicitons rencontrerait peut-être quelques difficultés, qui disparaissent entièrement aujourd'hui.

Enfin, c'est du Saint-Siège uniquement que cette décision dépend, car nous ne saurions comprendre comment la Cour de Turin, si Elle respecte les droits de la Suisse, et ne désire entretenir avec Genève que des relations d'amitié et de bon voisinage, pourrait avoir l'intention d'y mettre quelque empêchement. Les stipulations du Protocole du Congrès de Vienne, du 29 mars 1815, relatives au maintien de la religion dans le territoire cédé du Canton de Genève, en réservant expressément les dispositions que le Saint-Siège jugerait convenable de faire relativement au changement du Diocèse, ont écarté d'avance toute objection de la part du Gouvernement

Sarde dans des choses que l'administration suprême de l'Eglise a seule le droit de régler.

Nous terminons cette lettre en présentant de nouveau à VOTRE SAINTETÉ, avec les instances les plus respectueuses et les plus pressantes que la Bulle de réunion sollicitée par le Gouvernement de Genève n'est pas moins vivement désirée par la Confédération, qui envisage cette affaire comme un intérêt national, et que dès lors VOTRE SAINTETÉ, en se montrant favorable à nos demandes, obligerait essentiellement la Suisse entière.

Pleins de confiance dans la bienveillance de VOTRE SAINTETÉ envers notre Patrie, nous sommes dans les sentiments du respect le plus profond, et d'une vénération sans bornes de VOTRE SAINTETÉ les très humbles et très obéissants serviteurs.

Les Avoyers et Conseil secret de la Ville et République de Berne, Directoire fédéral.

L'Avoyer en charge : Fred. de MULINEN

(suivent les autres signatures)

Le Chancelier de la Confédération : MOUSSON

LXXIV ¹

Le Directoire fédéral au Cardinal Consalvi

Berne, le 30 janvier 1818.

Monseigneur le Cardinal !

Le Directoire de la Confédération Suisse a l'honneur d'écrire à Sa Sainteté pour une affaire importante, dont Votre Eminence a bien voulu s'occuper et à laquelle

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. A. F. 18 (3).

Elle a paru même accorder quelque intérêt ; nous voulons parler de la demande présentée au Saint-Siège par la république de Genève concernant la réunion à un Evêché Suisse des parties de territoire autrefois Savoyard et Français qui ont été incorporées à ce Canton.

Nous prions Votre Eminence de vouloir bien mettre le plus tôt possible notre lettre sous les yeux du Souverain Pontife. Son contenu, en rappelant à Votre Eminence quelques-uns des motifs importants qui réclament en faveur de la mesure dont il s'agit, lui prouvera aussi le vif intérêt que la Confédération Suisse prend au succès des vœux de l'Etat de Genève. Veuillez, Monseigneur ! — nous vous le demandons avec instance — y contribuer par vos recommandations auprès de Sa Sainteté. Nous pouvons affirmer que les vues du Gouvernement de Genève méritent la plus entière confiance ; nous avons de même la certitude que cette réunion du territoire catholique de Genève à l'Evêché de Fribourg, infiniment désirable sous le rapport des considérations d'Etat et d'ordre public, aurait aussi des effets très avantageux pour l'administration Ecclésiastique et l'exercice du culte Catholique dans ces communes. Tous ces motifs nous permettent d'espérer un résultat satisfaisant de notre démarche, si Votre Eminence veut bien la seconder de ses bons offices.

En l'assurant d'avance de notre vive gratitude.....

F. DE MULINEN. MOUSSON.

LXXV¹

**Le Directoire fédéral au Ministre de la Grande Bretagne
en Suisse²**

Berne, le 30 janvier 1818.

Note confidentielle.

Le Conseil secret de la Ville et République de Berne, Directoire actuel de la Confédération Suisse, a l'honneur de solliciter les bons offices de S. E. M. le Ministre de la Grande Bretagne dans une affaire importante et délicate, qui concerne directement la République de Genève, mais à laquelle le Corps helvétique prend aussi un vif intérêt.

Ensuite des transactions Européennes de 1815, le Canton de Genève a reçu, en augmentation de territoire, quelques parties détachées de la Savoie et de la France, dont la population, entièrement catholique, s'élève à quatorze mille âmes à peu près. Ce territoire est soumis à deux diocèses Etrangers, l'un Savoyard, l'autre Français³. Des Considérations importantes, qu'il est facile d'apprécier, ont fait désirer sa réunion à un Evêché Suisse et nommé à l'Evêché de Fribourg. Dans les négociations qui ont été entamées à Rome, il a été facile de démontrer au ministère d'Etat de Sa Sainteté que la réunion dont il s'agit, fondée sur les convenances politiques, administratives et locales les plus manifestes, non seulement n'apporteraient aucun détriment à l'administration Ecclésiastique, mais même qu'elle pourrait être un bienfait

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. A. C. 18 (4).

² Stratford Canning. — ³ Cf. la note, p. 137.

très réel pour le Clergé, comme pour la population de ce territoire.

Les ouvertures de l'Etat de Genève ont été accueillies avec bienveillance; mais quoiqu'il eut choisi pour traiter cette affaire importante le moment où la négociation d'un nouveau Concordat pour les Etats de S. M. Sarde amenait des changements considérables et notamment dans le Diocèse dont ce territoire catholique, autrefois Savoyard, aujourd'hui Genevois, fait partie, cependant il paraît que quelques difficultés — les seules dont il a été possible de s'apercevoir — ont été élevées par la Cour de Turin. Or, si la République de Genève a essentiellement à cœur de soutenir les meilleures relations d'amitié et de bon voisinage avec cette Cour, elle a quelque sujet de craindre son influence sur le Clergé des communes dont il s'agit. La Suisse ne saurait reconnaître au Gouvernement de S. M. Sarde aucun intérêt légitime à les retenir sous un Diocèse Savoyard, d'autant moins que le Protocole du Congrès [de Vienne] du 29 Mars 1815 a prévu un semblable changement, qui dépend absolument du St-Siège.

Dans cet état des choses, le Directoire fédéral, convaincu des avantages qui résulteraient de cette réunion Ecclésiastique, persuadé en outre qu'en simplifiant les rapports du voisinage entre la Savoie et Genève on contribuerait essentiellement à assurer la durée d'une parfaite intelligence entre les deux pays, désirerait vivement que le Ministre de S. M. Britannique à Rome fût autorisé à faire connaître d'une manière confidentielle au Ministère Pontifical, que S. M. qui a donné à la République de Genève tant de preuves de bienveillance, verrait avec plaisir l'affaire en question se terminer d'une manière conforme aux vœux de la Suisse.

C'est afin d'obtenir cette intervention amicale que le Directoire fédéral a l'honneur d'adresser à S. E. M. le Ministre de la Grande Bretagne la présente Note. Il ressentira une vive gratitude des démarches que S. E. voudra bien faire auprès de son auguste Cour à ce sujet.

Le Conseil secret soussigné a l'honneur.....

L'Avoyer en charge :

F. DE MULINEN

Le Chancelier de la Confédération :

Mousson

LXXVI¹

**Le Directoire fédéral au Ministre de Prusse
en Prusse²**

Berne, le 30 janvier 1818.

Cette lettre, *mutatis mutandis*, est la même que celle adressée à Stratford Canning.

LXXVII³

**Le Directoire fédéral au chargé d'affaires de Russie
en Suisse⁴**

Berne, le 30 janvier 1818.

Cette lettre, *mutatis mutandis*, est la même que celle adressée à Stratford Canning.

LXXVIII

Niebuhr à J.-L. Viollier

Rome, le 3 février 1818.

(Voir la lettre de Viollier à Schmidtmeier, du 13 février 1818.)

¹ Cf. **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. A. F. 18 (4).

² Justus Gruner. — ³ Cf. *ibid.* — ⁴ Le baron de Krudener.

LXXIX¹

J.-L. Viollier au Syndic Schmidtmeier

Livourne, le 5 février 1818.

Il lui communique la lettre de Niebuhr du 14 janvier 1818 (N^o LXVIII). S'il a mis du retard à sa correspondance, c'est qu'il était dans l'inquiétude au sujet de la santé de son « excellent père » (le Conseiller Jean-Pierre Viollier).

LXXX²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 6 février 1818

Le Conseil invite Pictet-de Rochemont de faire parvenir, par l'organe de M. de Krudener, une note au comte Capo d'Istria relative aux affaires ecclésiastiques genevoises. Le Conseil se met sous le serment du secret au sujet de cette délibération.

LXXXI³

De Gruner au premier Syndic de Genève

Berne, le 7 février 1818⁴.

Monsieur le Syndic,

Pour satisfaire au vœu que Vous avez bien voulu m'exprimer par Votre lettre du 24 décembre dernier au nom du Conseil d'Etat de Genève au sujet d'une intervention de la Prusse en faveur de la négociation que

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. C. D. 114. Cette lettre a été communiquée au Conseil dans la séance du 13 février (Cf. *Registre secret*, p. 116).

² A. G. R. C. 1818/1, pp. 137, 138.

³ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 11.

⁴ La pièce porte deux dates : 7 janvier et 7 février. C'est la seconde qui est la bonne.

Votre République vient d'entamer à Rome. je me suis empressé de communiquer et de recommander cette demande au Cabinet du Roi, mon auguste Maître, dont je connaissais déjà toute l'attention qu'il porterait à une affaire aussi importante pour la tranquillité de Votre Canton.

J'ai à présent l'honneur de Vous faire passer la réponse que je viens de recevoir, par l'extrait ci-joint de la Dernière dépêche de Berlin ¹.

Veuillez, Monsieur le Syndic, la communiquer à Votre Conseil d'Etat et Lui témoigner toute la satisfaction que j'éprouve de cet heureux résultat qui j'espère n'est que l'augure de la réussite de Votre négociation.

En me félicitation (*sic*) d'être l'interprète des sentiments et des intentions bienveillantes de ma Cour pour la république de Genève, je Vous prie de croire, Monsieur le Syndic, et d'assurer Messieurs Vos Collègues, que je me ferai toujours le devoir le plus agréable de maintenir ces bonnes dispositions du Roi et de Vous en faire sentir tous les effets que Vous puissiez désirer dans Vos affaires, auxquelles je ne cesserai jamais de vouer l'intérêt le plus actif.

J'ai l'honneur d'être.....

JUSTUS V. GRÜNER

LXXXII ²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 9 février 1818

.....

Le Conseil, informé que Noble Pictet-de Rochemont a déjà donné cours à la lettre qu'il a adressée en son nom à M. le Comte de Capo d'Istria, charge Noble Turretini, ... d'inviter Noble Pictet à écrire à M. de Krudener

¹ Voir ci-dessus n° LXX. — ² A. G. R. C. 1818/1, pp. 142, 143.

pour lui donner une connaissance sommaire de nos démarches auprès de Sa Sainteté, et d'ajouter incidemment que, l'occasion s'étant présentée de faire parvenir à M. Capo d'Istria l'exposé de nos prétentions en affaires ecclésiastiques, il l'avait saisie avec empressement. Il en fera de même à l'égard de M. le Baron de Schraudt, relativement à la lettre que le Prince de Matternich doit avoir reçue de sa part pour le même objet, en réclamant auprès de ces deux Ministres en Suisse l'influence et l'appui de leur précieuse recommandation.

.....

LXXXIII ¹

Le Conseil d'Etat de Genève à Gruner

Genève, du 11 février 1818.

Monsieur le Baron,

Monsieur le Syndic Des Arts vient de nous donner communication de l'extrait de la dépêche que V. E. a reçue de Berlin en date du 24 de janvier dernier ². Nous sommes infiniment sensibles aux témoignages précieux de l'intérêt que le Cabinet de S. M. le Roi de Prusse daigne mettre à la négociation que nous avons entamée à Rome et au succès de laquelle nous attachons une haute importance.

Rien de plus propre à nous donner l'espoir d'un heureux résultat que la part que le Ministère de S. M. veut bien y prendre, et rien en même temps de plus honorable pour cette République et son Gouvernement que les motifs par lesquels il daigne annoncer avoir été dirigé dans la résolution qu'il a prise d'autoriser S. F.

¹ A. G. Corresp. secrète, p. 51. — ² Voir ci-dessus n° LXX.

M. de Niebuhr à rendre dans l'affaire qui se traite maintenant à Rome tous les services qui dépendent de lui.

Nous apprécions comme nous le devons le puissant appui que prête à nos démarches auprès de Sa Sainteté l'intervention du Ministre de Prusse à la Cour de Rome, et nous prions V. E. de saisir cette occasion de déposer aux pieds de S. M. l'hommage de notre entier dévouement et de lui faire agréer les assurances de notre profonde et respectueuse gratitude. Nous tiendrons à grand honneur d'avoir mérité par les principes qui nous dirigent dans l'administration de cet Etat l'estime d'un Monarque qui, par les lumières et le caractère qui le distinguent et la sagesse qui préside à toutes ses démarches, s'est acquis des droits éternels à l'admiration et à la reconnaissance de l'Europe.

Recevez, Monsieur le Baron, les expressions de toute notre sensibilité pour la part que V. E. a eue dans le favorable accueil qu'a obtenu du Cabinet de S. M. la réclamation qu'Elle a bien voulu lui adresser en notre nom; ce n'est pas la première fois que nous faisons l'heureuse expérience de la bienveillance toute particulière qui vous anime en faveur de cet Etat et de l'emploi que vous savez faire pour lui être utile de l'influence que vous ont acquise à si juste titre les qualités qui vous caractérisent et les services que vous avez rendus et rendez tous les jours dans votre utile et honorable carrière.

Nous prions V. E.....

Les Syndics et Conseil d'Etat
de la République et Canton de Genève.

DES ROCHES, *secrétaire d'Etat.*

LXXXIV ¹

J.-L. Viollier au Syndic Schmidtmeyer

Livourne, 13 février 1818.

Niebuhr lui a écrit en date du 3 février, lui annonçant « qu'il n'y a rien de nouveau à Rome sur notre affaire, mais qu'il voit par les dépêches qu'il reçoit de son Ministère qu'il est très disposé à nous accorder son appui, mais qu'il attend que notre Gouvernement en fasse la demande. »

LXXXV ²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 16 février 1818

Le Conseil invite Des Arts à se rendre à Berne et d'y soumettre au Directoire fédéral un mémoire relatif aux différents démêlés entre Genève et le gouvernement sarde. Ce mémoire sera élaboré en commun par Des Arts, Pictet-de Rochemont et d'Ivernois. Des Arts accepte cette mission.

LXXXVI ³

Le Conseil d'Etat de Genève au Directoire fédéral

Genève, le 19 février 1818.

Remerciements pour la lettre du 30 janvier et ses pièces annexes. « Les démarches que Vos Exc. ont jugé convenable de faire pour appuyer votre demande à la Cour de Rome, ainsi que les considérations qu'Elles ont présentées pour en faire sentir la convenance et la justice ne nous laissent rien à désirer. »

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. C. D. 16.

² A. G. *Registre secret*, pp. 116-119.

³ A. F. *Korr. d. Kantone m. d. Bundesbehörden*, t. 727. Genl. 1817-1818. Minute: A. G. (Réserve) *Copie de lettres*, 1818-19, p. 30.

LXXXVII

Schmidtmeyer à Viollier

Genève, 20 (?) février 1818.

Cf. Séance du Conseil d'Etat du 23 février 1818.

LXXXIII¹

Le Conseil d'Etat de Genève à Niebuhr

Genève, le 21 février 1818.

Remerciements à Niebuhr et expressions de vive reconnaissance à l'adresse de Frédéric-Guillaume III.

(signé) TREMBLEY.

LXXXIX²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 23 février 1818:

.....

M. le Premier informe.... le Conseil.... qu'il a dernièrement écrit à M. Viollier pour.... le remercier de ses services en applaudissant aux réponses qu'il a faites au Cardinal Consalvi, et pour lui observer que s'il s'agissait de propositions qui n'entraînaient pas pour l'obtention d'un Evêché Suisse des conditions importantes, qui n'introduisissent, par exemple, aucune surveillance ecclésiastique sur nos établissements d'éducation, ou qui ne dérogeassent en faveur des tribunaux de l'officialité aux droits du gouvernement, ou qui n'augmentassent pas le nombre des fêtes, il pourrait se dispenser d'en référer au Conseil d'Etat.

¹ A. G. Corr. secr. pp. 52, 53. — ² A. G. Registre secret, p. 121.

XC

Viollier au Syndic Schmidtmeier

Livourne (?), fin février 1818.

Voir Séance du Conseil d'Etat du 6 mars, ci-dessous
n° XCIII.

XCI ¹

**Le Conseil d'Etat de Genève
à l'Avoyer Mulinen de Berne**

Genève, le 3 mars 1818.

L'ancien Syndic Des Arts a été chargé d'entretenir le Directoire fédéral de plusieurs affaires, parmi lesquelles les démarches de Genève auprès de la Cour de Rome. On prie « de donner une matière créance à tout ce que M. Des Arts aura l'honneur d'exposer » et de lui accorder des conseils et directions.

Le professeur Louis-Albert Necker ², membre du Conseil Souverain, accompagnera Des Arts.

XCH ³

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 4 mars 1818

Des Arts lit un mémoire sur l'achat d'une maison à Genève par la Cour de Turin et sur l'affaire de l'Evêché. Le Conseil l'approuve.

Voir le texte revu de ce Mémoire, daté de Berne, 14 mars 1818, ci-dessous n° XCVI.

¹ **A. F.** *Korr. d. Kantone m. d. Bundesbehörden*, t. 127, Genf, 1817-1818.

² Louis-Albert Necker, 1786-1861, capitaine d'infanterie depuis 1814, professeur de géologie et minéralogie à l'Académie de Genève de 1810 à 1835. C'était un petit-fils de Necker de Germany (frère du ministre), et d'Horace-Bénédict de Saussure.

³ **A. G. R. C.** 1818/1, pp. 237, 238.

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 6 mars 1818

M. le Premier informe le Conseil, qu'instruit confidentiellement qu'une Députation, adressée à la Cour de Rome pour y traiter d'affaires ecclésiastiques au nom des Cantons de Berne et de Lucerne, devait traverser cette ville dans la journée d'hier, il chercha les moyens de voir Messieurs les Députés à leur passage; que ceux-ci, savoir Messieurs de Rüttimann et Fischer, accompagnés de M. de Watteville, fils de l'Avoyer, se présentèrent aussi de leur côté chez lui où il les reçut, et que dans un entretien que la rapidité de leur voyage ne permit pas de prolonger, il se borna à réclamer leur assistance relativement à nos démarches actuelles auprès du St-Siège; les invita à manifester le prix que la Confédération attache à voir toute la partie Catholique de ses Etats relever d'Evêchés Nationaux, et témoigna le désir qu'ils pussent entrer en rapport direct avec M. Viollier, chargé de nos intérêts dans cette négociation; que M. Fischer parût prêt à entrer dans toutes les vues de M. le Premier et qu'il lui échappa, dans le cours de la conversation, quelques mots qui donnent lieu de croire qu'il a reçu quelques instructions à cet égard.

.....

Lecture faite d'une lettre de M. Viollier dans laquelle, en annonçant qu'il vient d'avoir connaissance des pouvoirs accordés par le Cabinet de S. M. le Roi de Prusse à M. de Niebuhr pour intervenir favorablement dans la

¹ A. G. *Registre secret*, pp. 121-123.

négociation ouverte à Rome pour l'Evêché Suisse, et en se félicitant de l'empressement avec lequel M. de Niebuhr se montre disposé à agir, il demande Conseil pour savoir s'il doit attendre que les Ministres des autres Cours aient été munis d'instructions de leurs Souverains dans le même sens, ou s'il ne convient peut-être pas mieux en intéressant M. de Niebuhr au succès d'une affaire qu'il a prise à cœur, de lui laisser une entière liberté de faire les démarches qu'il estimera utiles à nos intérêts.

Dont opiné.

Le Conseil est à l'avis d'inviter M. le Premier à écrire à M. Viollier pour lui donner d'abord avis de la Députation des Cantons de Lucerne et de Berne à la Cour de Rome et de ce qui s'est passé dans l'entretien qui a eu lieu à Genève entre Messieurs les Députés et M. le Premier, et en second lieu pour l'informer que l'opinion du Conseil s'est réunie à la convenance de ne point suspendre les démarches que M. de Niebuhr est disposé à faire en notre faveur.

XCIV¹

Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 10 mars 1818.

.....

Je n'ai pas trouvé chez lui M. le Ministre de Prusse². Nous³ n'avons pas voulu aller chez celui d'Autriche⁴ avant qu'on nous eut expliqué pourquoi il n'avait pas été question de lui dans la démarche que le Directoire nous a dit avoir faite auprès des autres Ministres relativement à l'Evêché.

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. C. D. 15 (1).

² Justus v. Gruner. — ³ Des Arts et Necker.

⁴ Baron de Schraut.

Nous demanderons à M. l'Avoyer si le Conseil secret fédéral estime que nous devons écrire aux Puissances Principales qui nous ont protégés au Congrès de Vienne, et si les démarches faites soit par le Conseil secret, soit par notre Conseil après de leurs Ministres sont suffisantes.

.....

DES ARTS

XCIV¹

Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 12 mars 1818.

.....

Nous ne trouvons ici que des approbateurs de notre résistance à l'acquisition projetée par la Cour de Turin. Le Ministre d'Autriche s'est expliqué clairement là-dessus, et il nous a lu la note qu'il envoyait à Vienne pour nous procurer l'appui de S. M. I. auprès du St-Siège, et entre les motifs qu'il donne pour nous obtenir une intervention bienveillante, il parle de l'inconvénient qu'il y aurait pour nous que la Cour de Turin s'immiscât dans les démêlés que nous aurions infailliblement avec le Clergé Savoyard. Nous ne lui avons point parlé de la démarche faite auprès du Prince de Maternich ; l'obligation et le zèle de M. de Schraut méritent toute notre confiance, et il aurait pu être blessé de ce qu'on avait gardé le silence avec lui sur cette démarche.

C'est la lettre que j'adressai à S. E. l'Avoyer de Watteville qui a fait réparer l'omission que nous avions remarquée².

On est entièrement de notre avis ici sur notre demande à Rome.

.....

DES ARTS

¹ A. G. R. C. 1818, Pièces ann. C. D. 15 (2).

² Voir ci-dessus n° XCIV.

XCVI¹

**Mémoire de Des Arts concernant le refus du Conseil
d'Etat de Genève de ratifier l'achat de la maison
Dejoux fait par le Gouvernement sarde, et concer-
nant les affaires ecclésiastiques genevoises.**

Berne, le 14 mars 1818.

La plus grande partie de ce mémoire est consacrée à l'examen juridique et moral du droit de Genève d'interdire au Gouvernement Sarde l'achat d'un grand immeuble, sis à côté des fortifications de Genève. En voici la fin :

Il n'est pas raisonnablement permis de supposer qu'une aussi vaste habitation eut servi uniquement pour loger le Consul [sarde]; on n'en avait pas besoin non plus pour placer les sels de S. M., dont nous avons consenti qu'elle eût un dépôt dans Genève; un magasin près du lac a toujours servi à cet usage, et d'une manière plus commode et plus économique.

Nous aurions dû faire dans le sentiment de nos devoirs et avec une politique prévoyante une foule de conjectures plausibles sur la destination, ou possible, ou probable, ou réelle qu'aurait eue quelque jour une acquisition de ce genre, et nous n'aurions pu y donner les mains sans encourir un blâme universel, et sans nous exposer à la crainte de voir naître des incidents et, dans des circonstances critiques, des événements les plus fâcheux.

Nous le déclarons avec sincérité : nous ne sommes.

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. C. D. 13.

asservis à aucun préjugé populaire, et d'anciens souvenirs¹ ne règlent ni nos sentiments, ni notre conduite.

Le Gouvernement de Genève n'a jamais rien négligé et il ne négligera jamais rien pour donner à S. M. Sarde des preuves d'un respectueux attachement et pour obtenir sa bienveillance.

Mais il ne doit pas perdre de vue qu'aussi longtemps que notre territoire Catholique ne relèvera pas d'un Evêque Suisse, il doit se tenir en garde contre les projets d'un clergé étranger qui ne cesse pas de nous donner de justes motifs de défiance.

Il est évident que de nos rapports avec le Clergé Savoyard et par une suite même de nos traités avec la Cour de Turin sur cet objet, il peut s'élever de fréquentes difficultés entre Elle et notre République, et que l'opposition persévérante et mal fondée que cette Cour met au succès de nos démarches auprès du St.-Père, qui se montre disposé à les favoriser, est un puissant motif pour nous de redoubler de vigilance et de prévoyance.

L'issue qu'ont eue nos plaintes et celles du Directoire Fédéral sur les traitements scandaleux qu'avait essuyé M. le Syndic Lullin² dans sa campagne d'Archamp³, sur l'assassinat qualifié commis sur l'un des nôtres et sur notre territoire par un soldat Piémontais, convaincu de ce crime⁴, la manière dont le territoire cédé a été

¹ Allusion à l'*Escalade*, tentative faite en 1602 par Charles-Emmanuel, duc de Savoie, de s'emparer de Genève par un coup de main, exécutée pendant une trêve.

² Au commencement d'août 1816, l'ancien syndic Ami Lullin avait été insulté et frappé par des soldats piémontais.

³ Village au pied du Salève.

⁴ Assassinat de Claude Meunier, au pont du Foron. (Cf. A. G. R. C. 1817 2, p. 215).

évacué¹, les principes contenus dans les diverses Notes des Ministres de S. M. Sarde sur les conditions de cette cession et sur les transactions avec le Valais, nous forcent de ne pas nous livrer à une confiance illimitée et de ne pas renoncer à des précautions que doit prendre d'ailleurs tout sage Gouvernement, dans quelque position qu'il se trouve placé.

.....²

XCVII³

Gruner à Des Arts

[Berne, le] 16 Mars [1818.]

En ayant l'honneur de Vous rendre le Mémoire⁴ que vous avez bien voulu me communiquer confidentiellement, Monsieur le Syndic, je me fais un vrai plaisir de Vous dire qu'il m'a convaincu de la justesse de Votre mesure. Je vais en conséquence informer ma Cour des motifs du Gouvernement Genevois, qui sans doute seront approuvés et protégés par Elle d'après ma demande.

Veuillez.....

JUSTUS V. GRUNER

XCVIII⁵

Niebuhr à d'Ivernois

Rome, le 16 mars 1818.

Monsieur,

Puis-je me flatter que Vous pardonneriez à mon silence en faveur de la preuve que vous devez avoir acquise

¹ Sans observer les formes admises en pareil cas ; cf. ALBERT RILLIET, *Histoire de la Restauration de la République de Genève*, Genève 1849, p. 394.

² Dans sa séance du 4 mars, le Conseil d'Etat de Genève avait donné son « plein et entier assentiment » à une première ébauche de ce Mémoire. (Cf. **A. G. R. C.** 1818/1, pp. 239, 240.)

³ **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. C. D. 15 (4), pièces jointes.

⁴ Du 14 mars 1818, voir ci-dessus, n° XCVI.

⁵ **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. P. D. 36, s. n.

combien Votre recommandation vaut à mes yeux ? Je l'espère, et je me dispose de Vous demander pardon ou de Vous offrir des excuses.

Vous verrez, par ma lettre à votre Gouvernement, quelle est la situation de Votre négociation ; je me suis permis de proposer des conseils : si Vos collègues trouvent qu'il y a trop de hardiesse de la part d'un étranger de le faire, je me recommande à Votre protection que mes bonnes intentions méritent.

J'ai appris avec un vif intérêt par Votre lettre que Vous êtes heureusement marié et père. Vous habitez donc cette campagne¹ qu'en 1813 Vous n'espériez jamais revoir. Puisse Votre tranquillité ne plus être menacée ! Je Vous avoue que l'avenir me paraît bien triste. La révolution a pris le dessus partout et elle nous domine tous.

Dites à Vos collègues, Monsieur et honoré ami, que je m'estime heureux de leur prouver mon dévouement à Votre intéressante République.

Ne travaillez-vous pas pour l'histoire ? Combien il serait intéressant si vous rédigiez dans un seul ouvrage l'histoire des finances de France, en commençant avec la Révolution. Il n'y a enfin que Vous qui puissiez le faire.

Rome est un triste séjour pour quiconque préfère les hommes, citoyens et instruits, aux objets inanimés ; il a été pernicieux pour ma santé pendant une année entière ; enfin je me suis acclimaté.

Veillez bien me conserver Votre amitié et agréer les sentiments avec lesquels.....

NIEBUHR

¹ Le Lignon près Genève.

XCIX¹

Niebuhr au Conseil d'Etat de Genève

Rome, 16 mars 1818.

Messieurs,

La lettre que Vos Seigneuries m'ont fait l'honneur de m'écrire au sujet des négociations de Votre République avec la Cour de Rome est très précieuse pour moi². Elle doit l'être par les mêmes sentiments qui m'ont rendu empressé à vouer à Votre envoyé, M. Viollier, le peu de services dont j'ai été capable, et que Vous avez daigné apprécier avec bonté. Veuillez donc bien être persuadés, Messieurs, que je me servirai de la faculté que Sa Majesté le Roi vient de m'accorder, d'intercéder officiellement dans Votre négociation pour acquérir, du moins par mon zèle, des titres plus marqués à Votre confiance. Ils me vaudront en même temps l'approbation de mon auguste Souverain, sincère ami et allié de Votre République.

Vos Seigneuries connaîtront par M. Viollier le singulier embarras que la Cour de Turin a su élever pour celle de Rome par une interprétation, du moins très bizarre, de l'article de l'Acte de Vienne qui regarde Votre négociation. Le ministère Piémontais prétend que, par les termes de cet article, Votre République est exclue du droit de demander des changements; que celui d'en faire appartient sans doute au Saint-Siège, comme cela y est déclaré, mais que le Roi de Sardaigne, par cela même qu'il n'en pourrait envisager l'exercice que comme un

¹ **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. P. D. 24.

² Voir ci-dessus, n° LXXXVIII.

acte spontané du Pape, se croirait vivement offensé si Sa Sainteté voulait déférer à Vos propositions.

M. Viollier, observateur juste et exact, Vous aura instruit des dispositions extrêmement favorables de Son Eminence le Cardinal Consalvi, et je puis ajouter que celui-ci en a donné des preuves nouvelles par la réponse qu'il a faite au ministre de Sardaigne. Mais Vos Seigneuries jugeront parfaitement combien doit être embarrassante la position d'un Cardinal, ministre du Pape, plaidant pour les vues et les intérêts d'un Etat protestant, contre les passions d'une Cour qu'on chérit ici à cause d'un genre de dévotion dont les autres Cours catholiques n'offrent point d'exemple dans notre siècle. Je regrette que je ne pourrais, sans manquer à la promesse donnée au Cardinal, communiquer en détail ce qu'il a dit au ministre de Sardaigne ; mais je puis assurer qu'il est impossible de mieux saisir le principe de l'affaire et de montrer plus d'intérêt pour la réussite de Votre cause.

Je lui ai remis deux lettres du Directoire fédéral que M. Viollier m'a envoyées. Il n'y aura point de conférences dans le courant de cette semaine à cause des jours saints. Par conséquent il faudra attendre la prochaine pour prendre l'avis de Son Eminence pour juger si mon intercession officielle doit déjà avoir lieu ou s'il vaudra mieux la différer encore.

En attendant, permettez-moi, Messieurs, de Vous proposer une démarche qui lèverait les futilités objections de la Cour de Turin. Il est tout simple que ceux qui élèvent des (*sic*) mauvaises difficultés les maintiennent jusqu'au bout, et cette Cour pourra toujours dire, et elle le dira sans doute, que, bien que l'intervention de la Prusse et de la Russie (*si*, comme on n'en

peut pas douter, Sa Majesté l'Empereur l'accorde; prouvât en effet que ces deux Cours interprètent l'article contesté dans le même sens que Vous, ces deux Cours ne sont point Catholiques et sont, par conséquent, partiales en Votre faveur et qu'il faudrait avoir la déclaration au moins des trois autres grandes puissances qui ont concouru au traité.

Rien sans doute ne serait plus facile pour Votre République que de l'obtenir; mais comme il en résulterait des (*sic*) longs délais, peut-être paraîtra-t-il convenable à Vos Seigneuries de Vous adresser au Conseil des ministres des cinq puissances réunis à Paris pour leur demander une déclaration authentique : que

l'article en question ne déroge aucunement au droit du Canton de réclamer à Rome des changements jugés utiles, et cela d'autant plus que stipuler seulement le droit du Saint-Siège d'arrêter des changements pour les rapports spirituels de communes catholiques, de concert avec le Gouvernement dont elles dépendent, serait supposer que ce droit pourrait lui être contesté.

Une déclaration de ce genre munirait en toute apparence le Cardinal des moyens de Vous être utile, comme il le désire, et alors l'intervention des Souverains, plus particulièrement amis de Votre République, aurait tout son poids.

Mais sans doute il faut envisager la possibilité que la bonne volonté du Secrétaire d'Etat se trouvât entravée par une influence clandestine, et pour ce cas, comme pour celui que Vos Seigneuries eussent des raisons pour ne pas réclamer une déclaration telle que je l'ai proposée, il serait bon d'aviser à temps à des moyens de vaincre tous les obstacles.

J'en crois entrevoir un infaillible : j'espère qu'en l'exposant je ne serai point taxé par Vos Seigneuries d'avoir dépassé les limites des rapports que Vous m'avez fait l'honneur d'établir entre Vous et moi.

Il y a une idée qui a presque pris un caractère de fixité chez les politiques sacerdotaux de Rome : c'est que le Clergé, depuis le rang le plus élevé jusqu'au curé de village, doit jouir d'un revenu fixe et indépendant des Gouvernements. Or j'ignore si vos lois pourraient permettre que, pour le cas seulement où la réunion de Vos communes avec le diocèse de Fribourg fût effectuée, au lieu d'un salaire annuel, la même somme qui serait allouée à Votre clergé catholique comme tel, fut donnée sous la forme d'une rente perpétuelle sur l'Etat, rente que ce clergé aurait le droit d'aliéner pour acquérir des biens-fonds situés dans votre Canton seulement, et comme la perception de la rente dépendrait de la prestation du serment de fidélité, de même la jouissance de ces biens serait soumise à cette condition. J'ignore également si les principes de Votre législation permettent de rendre le clergé capable d'accepter des legs et donations : à cela on met ici la plus haute importance.

Or, si d'un côté ces avantages pouvaient être offerts, si de l'autre on contrastait avec eux la prétendue détermination d'exécuter rigoureusement en défaveur du clergé le *status quo* du temps de la cession, Vous emporteriez la négociation décidément, sans qu'il en résulterait une obole de charges additionnelles, car une rente perpétuelle et un salaire qu'on veut de bonne foi payer à perpétuité ne diffèrent absolument en rien.

Il est presque superflu de dire que je me garderai bien de faire le moins du monde entrevoir ici la possibilité d'une pareille idée.

Votre sagesse, Messieurs, déterminerait ensuite s'il ne pourrait être utile d'offrir une certaine contribution annuelle pour le Séminaire de Fribourg, et de négocier que le Curé de Genève fût admis comme membre honoraire du chapitre de ce diocèse.

Je continuerai à adresser dorénavant à M. Viollier, comme par le passé, des notices exactes sur ce qui regarde la négociation qu'il appartient à lui de terminer; il en communiquera à Vos Seigneuries ce qu'il jugera le mériter.

Je suis.....

NIEBUHR

C ¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 27 mars 1818

Le Conseil accepte la proposition de l'ancien syndic Delarive offrant de profiter d'un séjour à Londres pour faire à Downing-Street des démarches relatives au conflit sardo-genevois.

CI ²

Waldburg-Truchsess à Saint-Marsan

Gênes, le 11 avril 1818.

Monsieur le Marquis,

J'ai eu l'honneur d'entretenir V. E. avant mon départ de Turin de l'intérêt que prend le Roi, mon Auguste Maître, au désir de la République de Genève de transférer la juridiction diocésaine de ses Paroisses Catholiques.

A mon arrivée à Gênes, je trouve une nouvelle dépêche de ma Cour, qui m'ordonne d'informer V. E. que le

¹ **A. G. R. C.** 1818/1, p. 317.

² Copie **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. P. D. 39 (2).

Cabinet de Vienne a porté ce différend au Comité des Ministres à Paris, et que M. le Baron de Vincent vient de déclarer :

« Que l'Empereur d'Autriche reconnaît la justice des prétentions du Gouvernement Genevois, les trouve fondées sur les lettres et l'esprit que l'article 3 du Protocole du 29 mars 1815 annexé à l'Acte du Congrès de Vienne, a attachés aux cessions territoriales faites par le Roi de Sardaigne à la Confédération Helvétique et que S. M. Impériale et Royale, les regardant comme propres à simplifier et à faciliter l'exercice de la juridiction épiscopale, ainsi qu'à assurer le maintien et la protection de la religion catholique dans les Communes cédées à la Suisse, invite par conséquent les Puissances Alliées d'appuyer les démarches auxquelles le Canton de Genève s'est porté à Rome, où le Prince de Kaunitz reçoit l'ordre d'accorder son assistance au Député Suisse, chargé de cette négociation auprès du St-Siège. »

Le Roi a fait donner de pareilles instructions à M. Niebuhr, son Ministre à Rome, mais comme il Lui importe avant tout de donner à S. M. Sarde des preuves non équivoques de son sincère attachement, Il m'ordonne de prévenir avec franchise V. E. de la situation actuelle de cette affaire, et de la prier d'employer ses soins et son crédit pour faciliter un arrangement qui a par devers lui le bon droit, les stipulations des traités et l'appui des Puissances alliées, titres trop réels pour que la Cour de Rome, reconnaissant déjà elle-même les avantages de la translation proposée, voudra y résister.

Les motifs qui ont porté S. M. Sarde à s'y opposer jusqu'à présent sont sans doute très respectables, mais l'époque des persécutions et représailles en religion étant

heureusement passée, il n'est pas à craindre que le Gouvernement Genevois, dépendant d'ailleurs de la Confédération Helvétique, abuse de son pouvoir sur ses sujets Catholiques lorsque ceux-ci appartiendront au Diocèse d'un Evêque Suisse au lieu d'être attachés à celui de l'Evêque de Chambéry, l'un et l'autre obéissant également aux ordres supérieurs du Pape.

Ces considérations, qui paraissent influencer sur les délibérations du St-Siège ne laisseront pas que d'être appréciées par S. M. le Roi de Sardaigne, lorsqu'elles lui seront présentées dans leur vrai jour par son Ministre, dont l'esprit éclairé et les principes d'équité sont trop connus par ma Cour pour qu'elle ne fonde pas sur V. E. tout son espoir de voir écarter une discussion fâcheuse.

En attendant que vous me fassiez connaître, Monsieur le Marquis, la décision du Roi, votre Auguste Maître, j'ose prier V. E. d'agréer.....

WALDBURG-TRUCHSESS

CII ¹

Saint-Marsan à Waldburg-Truchsess

Turin, 18^e avril 1818.

(Accusé de réception de la lettre du 11 avril.)

Le Roi, à qui j'ai eu l'honneur de rendre compte de cette communication, n'a pu reconnaître l'objet de la déclaration de Mr. le Baron de Vincent, et encore moins l'interprétation qu'il a donné au sens de l'article 3 des

¹ Copie **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. A. F. 58(1); cf. la lettre du Directoire fédéral à Des Arts de 22 juin 1818. ci-dessous, n° CXXXIII.

cessions faites par le Roi de Sardaigne, dont le § 7 est ainsi conçu : « les Communes catholiques et la paroisse de Genève continueront à faire partie du Diocèse qui régira les provinces du Chablais et du Faucigny, sauf qu'il en soit réglé autrement par le St-Siège. » Aucune rédaction ne peut être plus précise et les Puissances ne pouvaient plus formellement déclarer que l'Autorité seule du Pape aurait put opérer un changement dans la juridiction Diocésaine des paroisses réunies à Genève.

Le Roi aime à voir que S. M. le Roi de Prusse rende justice aux motifs qui l'ont engagé à demander à Vienne le maintien de l'ancienne juridiction dans les Communes cédées. C'est encore dans l'intérêt de la religion catholique qu'il s'est réservé dans le § 13 du même Acte le droit d'appuyer auprès de la Diète les réclamations dépendantes de l'Acte de cession ; et il est hors de doute qu'un des moyens d'éloigner des sujets d'intervention toujours désagréables sera détruit, dès que la réunion de ces paroisses sous la juridiction d'un Evêque Suisse aura lieu.

En s'abstenant de rien manifester sur le mode d'intervention adopté par Mr. le Baron Vincent dans cette circonstance, S. M., qui reconnaît dans la lettre du Protocole du 29 mars la route dont sa religion ne lui permet pas de s'écarter, croit devoir interdire à son Ministère toute démarche tendante à opérer la séparation des paroisses de Genève de leur pasteur actuel, et Elle attend avec le respect qu'Elle a toujours eu pour l'Autorité du St-Siège, la décision que le Saint-Père prononcera à ce sujet.

De SAINT-MARSAN.

CIII¹

D'Ivernois à Niebuhr

[Genève], ce 21 avril 1818.

D'Ivernois a reçu la lettre de Niebuhr du 16 mars². Jean-Louis Viollier rentrera prochainement à Genève pour y voir son père très malade. Le reste de la lettre est relatif à des affaires privées.

CIV³

Metternich à Kaunitz-Rietberg⁴

Vienne, le 28 avril 1818⁵.

L'article 3 du Protocole du 29 Mars 1815 concernant les cessions faites par S. M. le Roi de Sardaigne au canton de Genève a statué dans son paragraphe 7 « que les communes catholiques (comprises dans ces cessions) et la paroisse de Genève continueront à faire partie du diocèse qui régira les provinces du Chablais et du Faucigny, *sauf qu'il en soit réglé autrement par l'autorité du St-Siège.* »

Le Canton de Genève, par l'organe de Mr. le Conseiller d'Etat Pictet-de Rochemont, s'est adressé à notre

¹ **A. G. R. C. 1818.** Pièces ann. P. D. 36, sans numéro.

² Voir ci-dessus n° XCVIII.

³ **A. G. R. C. 1818.** Pièces ann. P. D. 26 (*bis*).

⁴ Ambassadeur autrichien à Rome.

⁵ Cette copie de la dépêche de Metternich à Kaunitz était jointe à la lettre de Metternich à Pictet-de Rochemont du 2 mai 1818. Voir ci-dessus n° CVII.

Cour afin d'être appuyé dans les démarches qu'il vient de faire pour obtenir de l'autorité du Saint-Siège que les dites communes et paroisses catholiques dépendissent désormais d'un Evêque suisse.

S. M. I. et R. Ap., à qui j'ai rendu compte de la demande du Canton de Genève, hésite d'autant moins à accorder ses bons offices en faveur d'une disposition déjà prévue dans l'acte du Congrès et déferée par les Puissances à l'autorité du Saint-Siège, que l'avantage de la religion catholique semble se réunir aux avantages politiques de la Suisse pour rendre cette détermination de la Cour de Rome désirable. Il semble, en effet, devoir en résulter que la circonscription de la juridiction ecclésiastique étant rendue analogue aux nouvelles démarcations territoriales, on obtiendra en Suisse le même but que l'on a eu en vue dans les nouveaux arrangements diocésains de plusieurs pays et nommément des Etats de S. M. le Roi de Sardaigne. Il paraît donc que tout ce qui tient à l'exercice de la juridiction épiscopale et aux autres garanties que l'acte du Congrès a stipulées pour le maintien et la protection de la religion catholique dans les communes cédées à la Suisse, ne pourra que se trouver facilité et simplifié par un arrangement dont l'utilité a été reconnue en principe à l'égard d'autres Etats. — S. M. l'Empereur, comme étant l'une des Puissances signataires tant de l'acte du Congrès que du traité du 20 novembre 1815, n'a pu méconnaître les considérations que je viens de Vous rappeler, Monsieur l'Ambassadeur, et Son intention est que V. A. les appuie d'une démarche officielle près la Cour de Rome.

Nous sommes informés que les autres Puissances signataires des transactions du 20 Novembre 1815 parta-

gent à cet égard notre opinion, et se proposaient de dépêcher des directions en conséquence à leurs Missions à Rome, à Turin et en Suisse. Mr. le Comte de Truchsess et Mr. de Hill¹ se sont déjà acquittés près de Sa Majesté Sarde de démarches qui leur avaient été recommandées par leurs Cours. Et comme le Gouvernement britannique n'a pas de Ministre accrédité près le Saint-Siège, Lord Castlereagh nous a fait témoigner le désir que V. A. fût autorisée à exprimer de la part du Prince Régent au Gouvernement papal la conformité des sentiments et des vœux de S. A. R. pour le succès des représentations des Puissances.

Vous voudrez bien, Monsieur l'Ambassadeur, m'instruire du résultat des bons offices des Cours afin que je puisse en donner part aux intéressés.

[METTERNICH]

CV²

Capodistria à Pictet-de Rochemont

Varsovie. le $\frac{19 \text{ avril}}{1^{\text{er}} \text{ mai}}$ 1818.

.....

J'ai reçu les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 11 janvier. Les instructions transmises à notre Ministre à Rome, et que je m'empresse de vous communiquer ci-jointes en copie, répondront, je l'espère, d'une manière satisfaisante au désir que vous me témoignez, Monsieur, de voir appuyer les démarches de votre République auprès du Saint-Siège.

.....

[CAPODISTRIA]

¹ Ministre anglais à Turin.

² A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 27. — Ces lignes copiées de la main de Pictet-de Rochemont se trouvent au bas des instructions à d'Italinski.

CVI¹

Capodistria à d'Italinski²

Varsovie, $\frac{19 \text{ avril}}{1^{\text{er}} \text{ mai}}$ 1818.

(Exposé de la question.)

Enfin la Cour de Vienne nous a témoigné, par l'organe de son Ministre à Paris, sa disposition à seconder les ouvertures que l'agent de Genève est chargé de faire à Rome, et son désir de voir les trois autres Cours Alliées concourir également à cette intervention.

Votre Excellence trouvera ci-joint les différentes pièces qui, dans cette occasion, ont été adressées au Ministère Impérial.

Elles serviront à Vous instruire, Monsieur, de l'état de la question des titres que la Confédération Helvétique peut justement faire valoir à l'intérêt bienveillant des Puissances signataires du recès de Vienne, enfin du désir énoncé par la Cour de Rome elle-même de voir leurs bons offices s'interposer en faveur du Canton de Genève.

Tels sont les motifs qui engagent notre auguste Maître à donner suite à la demande du Directoire fédéral, ainsi qu'aux ouvertures du Cabinet de Vienne. Votre Excellence voudra donc bien ne pas laisser ignorer au Cardinal Secrétaire d'Etat combien Sa Majesté Impériale aimerait voir terminer à la satisfaction de la République de

¹ **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. P. D. 27. — « Copie d'une dépêche au Conseiller privé d'Italinski. » Cette pièce était jointe à une lettre de Capodistria à Pictet-de Rochemont, de la même date.

² André Jaovlévitch Italinsky, ambassadeur russe à Rome.

Genève les arrangements réclamés par l'intérêt de ses communes Catholiques. Vous serez vous-même, Monsieur, à portée de juger, selon les circonstances, des formes confidentielles ou officielles à donner à Vos ouvertures. La Cour de Vienne paraît disposée à préférer les voies de cette seconde cathégorie (*sic*), tandis que le Directoire fédéral en appelle à une intervention simplement confidentielle.

Toutefois c'est avec MM. les Ministres d'Autriche, d'Angleterre et de Prusse que Vous concerterez Vos démarches à ce sujet, et ce n'est autant qu'elles se trouveront être d'accord avec celles de vos Collègues, que Votre Excellence pourra les envisager comme conformes au but qu'on se propose d'atteindre, et au système politique suivi constamment par Sa Majesté l'Empereur.

.....

[CAFODISTRIA.]

CVII¹

Metternich à Pictet-de Rochemont

Vienne, le 2 Mai 1818

(Accusé de réception de la lettre du 11 janvier 1818.)

Sa Majesté l'Empereur, à qui je me suis empressé de rendre compte des vœux que Vous m'exprimiez, Monsieur, de la part de Votre Gouvernement, a cru ne pouvoir mieux les seconder qu'en se mettant en accord à cet égard avec les trois autres Puissances signataires du traité de Paris du 20 Novembre 1815. Nous avons eu la satisfaction de rencontrer les mêmes dispositions dans les autres Cabinets, et forts de cette réunion de suffrages,

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 26.

nous n'avons pas hésité à dépêcher à Monsieur le Prince de Kaunitz et à Monsieur le Prince de Starhemberg¹ les instructions que nous avons cru les plus propres à faire obtenir à la Confédération helvétique le but de ses représentations près la Cour de Rome.

Pour ne vous laisser rien ignorer, Monsieur, de ce que la bienveillance que Sa Majesté Impériale porte à la Confédération Lui a suggéré en faveur de ses réclamations, je ne fais pas difficulté de vous communiquer pour votre information la copie des ordres expédiés à ce sujet à Monsieur l'Ambassadeur à la Cour de Rome².

.....

METTERNICH

CVIII

Le Landamman de Wyss à Des Arts

[Zurich, commencement de mai 1818]

Lettre perdue, voir son contenu ci-dessous, n° CIX.

CIX³

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 4 mai 1818

.....

(Le Conseil d'Etat a communiqué le Mémoire de Des Arts du 14 mars à M. de Wyss, landamman de Zurich. Il donne connaissance de la réponse qu'il vient de recevoir de ce magistrat, où il le remercie des détails qu'il lui a communiqués, détails qui ne laissent aucun doute

¹ Ambassadeur autrichien à Londres.

² Voir ci-dessus n° CIV.

³ A. G. R. C. 1818/1, pp. 424, 425.

sur la sagesse et la convenance de notre conduite. . . .
Il exprime sa crainte que l'interprétation donnée par la Cour de Sardaigne à l'article du Protocole de Vienne relatif à la nomination d'un Evêque Suisse pour le Canton de Genève, quelque singulière et artificieuse qu'elle soit : n'entrave les négociations, et il témoigne occasionnellement son regret de ce que quelques Cantons, au lieu de décider eux-mêmes de certaines contestations en matière de Jurisdiction Ecclésiastique sur lesquelles leurs opinions diffèrent, ont recours à l'intervention du Saint-Siège, et entament chacun de leur côté avec la Cour de Rome des négociations qui tendent à lui donner une influence considérable en Suisse.

.....

CX¹

Niebuhr à Viollier

Rome, le 9 Mai 1818.

La dernière lettre dont vous m'avez honoré fait entrevoir que Vous attendez avec anxiété des nouvelles sur l'état de Votre affaire ; je me flatte que Vous n'avez jamais pu expliquer mon silence sur d'autres raisons que celles qui m'ont empêché de vous écrire : l'attente frustrée d'un jour à l'autre d'avoir quelque chose de positif à Vous dire. Je me suis en vain flatté qu'une démarche officielle que j'ai été autorisé à faire aurait ce résultat, et pour éviter de Vous paraître coupable de négligence envers Vous, Monsieur, il faut me résoudre à Vous faire l'aveu que l'objet qui nous intéresse n'avance point. Ma

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 28.

Cour. en m'autorisant à plaider Votre cause me participe (*sic*) que l'Autriche donnerait la même autorisation à son Ambassadeur ; mais M. le Prince de Kaunitz n'a rien reçu.

L'opposition de la Cour de Turin est tellement opiniâtre et passionnée que le Cardinal, dont Vous avez connu les dispositions favorables, recherche à présent lui-même les moyens de retarder une décision qu'il ne voudrait pas faire négative, et que les plus grandes considérations seules pourront emporter en Votre faveur.

J'ai appris sous main que des représentations faites à Turin par le ministre de ma Cour, et celui d'une autre qu'on ne me nomme pas, ont été très mal accueillies. Le ministre de Sardaigne ici, chez qui je me suis présenté deux fois pour lui faire part amicalement de mes démarches, ne m'a point reçu, et depuis ce temps il m'évite. Voilà un terrible entêtement, et je crois en vérité que l'adoption des mesures que j'ai proposées à Votre Gouvernement peut seule décider la timidité de la Cour de Rome.

Ma note a été conçue avec tous les ménagements que le cas exige ; cependant j'ai dit que sans doute Votre Canton saurait profiter du *Status quo* en restreignant sa libéralité si on le maintenait contre lui, et qu'il s'agissait plus encore des intérêts des Catholiques que de ceux de Votre Gouvernement.

Veuillez être persuadé, Monsieur, que je Vous informerai sans délai du moindre mouvement qui se fera sentir dans Votre affaire.

.....

NIEBUHR

CXI ¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 13 mai 1818

.....
(M. Viollier est à Genève depuis quelques jours, et la Commission diplomatique a eu récemment avec lui un entretien au sujet de sa mission auprès du Saint-Siège).
.....

CXII ²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 15 mai 1818

(Il décide l'envoi de lettres de remerciements à Metternich, Schraut et Stratford Canning).

La Commission diplomatique a considéré comme nécessaire de ne pas laisser ignorer au Directoire fédéral les démarches de la Cour d'Autriche, sans toutefois lui donner copie des pièces qui nous ont été transmises par Noble Pictet³, et cela dans la crainte que l'état de la négociation que suivent à Rome quelques Cantons ne lui offrit, si elle n'est pas accompagnée de circonstances aussi favorables que celles où se trouve maintenant la nôtre, un objet de comparaison pénible.

(Il décide d'envoyer à Niebuhr un exposé complet de la question catholique à Genève et arrête le sens de la réponse à donner à sa lettre du 16 mars⁴).

Quant à la proposition qui s'est élevée dans le sein de la Commission d'envoyer un Député à Rome, comme

¹ A. G. *Registre secret*, pp. 125-127.

² A. G. *Registre secret*, pp. 127-130.

³ La lettre de Metternich du 2 mai et sa pièce annexe.

⁴ Voir ces deux pièces ci-dessous nos CXX et CXXI.

présentant l'avantage d'une plus grande facilité de notre part à instruire les Ministres de toutes les circonstances qui peuvent faire l'objet de communications diplomatiques en cette négociation, et comme moyen d'en améliorer la marche, la Commission diplomatique, après de mûres réflexions, a pensé que le moment en serait tout au moins prématuré, et s'en rapportant à cet égard au zèle de M. Niebuhr et aux renseignements qu'il a déjà obtenus sur toute cette affaire, elle est à l'avis que le Conseil, en se bornant à lui annoncer que M. Viollier se trouve vraisemblablement dans l'impossibilité de retourner à Rome, l'achemine naturellement à se prononcer si à raison de ses plus grandes occupations il éprouverait le besoin d'un Envoyé de notre Gouvernement qui l'aidât dans sa tâche dont il a bien voulu se charger et qui lui en allégeât le fardeau.

.....

CXIII ¹

Pictet-de Rochemont à Metternich

Genève, du 15 mai 1818.

Remerciements, au nom du Conseil, pour son intervention.

CXIV ²

Pictet-de Rochemont à Schmidtmeyer

[Lancy ?] Lundi soir 18 Mai 1818.

J'ai l'honneur d'envoyer à Monsieur le Premier ce que j'ai reçu du Comte Capodistria ³. C'est à qui nous servira

¹ A. G. *Correspondance secrète*, pp. 53, 54.

² A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 27 (*bis*).

³ Voir ci-dessus, nos CV et CVI.

le mieux. Il serait piquant maintenant que les manœuvres des opposants fissent manquer la chose en la traînant en longueur.

Je dois accuser réception à M. de Krudener, qui m'a fait passer la dépêche. Ne faudrait-il point lui envoyer copie de l'instruction donnée à d'Italinski ? Je pense qu'il l'aura reçue de son côté, mais ce serait une politesse à lui faire, et peut-être d'autant plus convenable que ma lettre à Capodistria n'avait pas passé par lui, mais par d'Anstett¹.

.....

C. PICTET

P. S. — Il faudrait encore voir si maintenant que nous avons réponse de Russie, une communication confidentielle au Comte de Stackelberg ne serait point convenable. Il doit se retrouver avec l'Empereur ; mais il est vrai que ce n'est qu'en septembre. et que d'ici là il faut espérer que nous aurons fini.

CXV²

Le Baron de Krudener au Directoire fédéral

L'empereur de Russie a ordonné que son ministre à Rome y appuie la demande du Directoire fédéral en faveur de Genève.

CXVI³

Des Arts au Baron de Schraut

Genève, du 19 Mai 1818.

(Lettre de remerciements.)

¹ Probablement Jean-Protase d'Anstett.

² Copie ; **A. G. R. C.** 1818. Pièce ann. A. F. 41 (2).

³ **A. G. Corresp. secr.** pp. 57, 58.

CXVII¹

Des Arts à Stratford Canning

Genève, 19 mai 1818.

(Lettre de remerciements.)

CXVIII²

Le Directoire fédéral au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 21^e mai 1818.

Nous remercions Vos Seigneuries de l'intéressante communication qu'Elles nous ont fait donner d'une manière confidentielle par Monsieur le Syndic des Arts sur les dispositions favorables que les Cours alliées, signataires des traités de 1815, témoignent à l'égard de la réunion des Communes catholiques du Canton de Genève à un Diocèse Suisse. Il nous a été très agréable d'apprendre ce résultat satisfaisant. . . .

(Il communique la note du baron de Krudener du 6/18 mai.)

Dans l'état où en est maintenant cette affaire, il nous paraît, et nous prions Vos Seigneuries de prendre en bonne part cette observation, que le moment est venu de donner aux démarches de l'Etat de Genève auprès de la Cour de Rome toute l'activité et toute l'instance possibles. Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat avait lui-même témoigné précédemment que les recommanda-

¹ **A. G.** *Corresp. secr.*, p. 59.

² **A. G. R.** 1818. Pièces ann. A. F. 41 (1). Cf. **A. F.** *Prot. d. eidg. Vororts*, t. 219, n° 407 a.

tions des Grandes Cours détermineraient l'époque où cette affaire pourrait être reprise de la manière la plus favorable. Pour assurer l'effet de cette intervention, il serait nécessaire à notre avis que Monsieur Viollier, qui a entamé la négociation avec beaucoup de sagesse, ou dans le cas d'impossibilité absolue, une autre personne investie de la confiance de Vos Seigneuries, paraisse à Rome avec un caractère officiel pour reprendre ces négociations et les conduire à bonne fin. La chose nous paraît d'une urgence absolue, et nous regretterions infiniment qu'elle souffrit le moindre délai.

Nous prions...

Fr. de MULINEX, MOUSSON

CXIX¹

Le Directoire fédéral au baron de Krudener

Berne, le 21 mai 1818.

(Lettre de remerciements.)

CXX²

D'Ivernois à Niebuhr

Genève, le 23 mai 1818.

Remerciements pour tout ce que Niebuhr a déjà fait en faveur de Genève. Historique de ce qui a été fait auprès des grandes Puissances et de ce qui en a été obtenu.

Après qu'Elles viennent de s'expliquer d'une manière si catégorique sur le sens qu'Elles y avaient attaché, nous

¹ A. F. *Prot. d. eidg. Vororts*, t. 219, n° 407 b.

² A. G. *Corresp. secr.* 1814/30, pp. 65-75.

nous croyons fondés à espérer que le Gouvernement Pontifical, qui l'avait déjà lui-même interprété dans le même sens, ne mettra aucune condition à la demande pure et simple qu'Elles lui adressent. Mais cet espoir ne nous dispense point d'entrer à fond avec vous, Monsieur, dans l'examen des deux concessions au-devant desquelles vous nous proposez d'aller, pour le cas où le puissant appui que nous venons d'obtenir aurait éprouvé des difficultés ou des délais. Nous allons nous expliquer sur l'une et l'autre sans déguisement et avec le plus entier abandon.

Premier point. — « Il y a, nous dites-vous, une idée qui a pris un caractère de fixité chez les Politiques Sacerdotaux : c'est que le Clergé depuis le rang le plus élevé jusqu'au Curé de Village, doit jouir d'un revenu fixe et indépendant des Gouvernements. »

En conséquence, vous nous demandez si nos lois permettraient que la *même somme* allouée à notre Clergé catholique fût donnée sous la forme de rente perpétuelle sur l'Etat, rente que le Clergé aurait le droit d'aliéner pour acquérir des biens-fonds situés dans notre Canton seulement. Vous ajoutez que comme la perception de la rente dépendrait de la prestation du serment de fidélité, de même la jouissance de ces biens serait soumise à cette condition.

Ici nous prions d'abord V. E. d'observer que s'il y a en Europe un Clergé catholique dont le revenu soit perpétuel et indépendant du Gouvernement, c'est assurément le nôtre, puisque le paiement intégral de ce revenu est l'une des premières conditions que la Cour de Sardaigne attacha à la cession de nos Paroisses catholiques. Le § 5. art. 3 du Protocole de Vienne s'exprime en ces

termes : *Le Gouvernement* (celui de Genève) *fournira aux mêmes frais que fournit le Gouvernement actuel* (celui de Sardaigne) *pour l'entretien des Ecclésiastiques du Culte.*

Cette clause est tellement impérieuse, elle rend le traitement convenu en leur faveur tellement fixe et irrévocable, qu'on l'envisage dans notre Canton comme la seule dépense qui ne soit susceptible ni de retranchements, ni même de retards. Dans l'esprit de quels Politiques Sacerdotaux pourrait-il entrer que la petite République de Genève pût jamais songer à réduire une dépense devenue condition *sine qua non* des cessions qui ont désenclavé son territoire, d'une dépense ordonnée par l'acte authentique qui lui a assuré ces cessions, garantie par toutes les grandes Puissances de l'Europe et librement stipulée de nouveau dans le traité de Turin, postérieur au Protocole ?

Non seulement notre Conseil Souverain a solennellement ratifié cet engagement, mais il l'a libéralement outrepassé, en ajoutant aux *mêmes frais* (c'est-à-dire au traitement fixe et permanent) fournis soit par le Gouvernement Sarde, soit par le Gouvernement Français aux Curés de nos nouvelles Paroisses, le traitement additionnel que ceux-ci recevaient d'une manière si précaire de leurs Communes et qui leur est [payé] aujourd'hui par notre Caisse Cantonale.

Ces deux traitements séparés figurent de la manière suivante dans notre budget de 1818 :

Frais du Culte catholique :

Traitement fixe Flor. 34,883, soit 16,100 Fr.
» supplémentaire. Flor. 31,089, soit 14,350 Fr.

Ce traitement additionnel a dans plusieurs cas augmenté le supplément que recevaient ci-devant nos Curés de leurs Paroissiens et nous l'avons étendu à ceux-mêmes qui n'en recevaient aucun.

Or, si V. E. considère que cette faveur spontanée donne au Conseil d'Etat la seule espèce de prise qu'il ait sur nos Prêtres catholiques, nous ne présumons pas que vous nous conseilliez de nous en départir en faisant de cette seconde allocation une dette *fixe et permanente* comme la première, qui était le résultat d'un contrat bilatéral. Ce traitement supplémentaire deviendra bien sans doute permanent avec le temps, mais il ne nous en importe pas moins de rester toujours en mesure de le renouveler chaque année comme acte de faveur. Pour mieux vous mettre au fait de nos dispositions à cet égard, permettez-moi d'ajouter, Monsieur, qu'une Loi de l'Etat a assigné ces deux traitements de notre Clergé catholique sur le trésor public et qu'ils lui sont dès lors fournis en commun par tous nos contribuables, tant protestants que catholiques, tandis que le traitement de notre Clergé protestant lui est assigné sur la Caisse de notre Société économique dont les fonds sont le patrimoine des anciens Genevois et par conséquent des protestants exclusivement.

Enfin, Monsieur, il se présenterait chez nous un obstacle qui tient à nos localités et que vous n'avez guère pu prévoir en nous suggérant l'idée de convertir le traitement fixe de notre Clergé catholique en rentes foncières : c'est que notre Canton est si petit, et que par leur extrême subdivision les propriétés territoriales y ont acquis une valeur vénale tellement élevée qu'il est à peu près impossible d'y placer des capitaux à un intérêt de :

plus de 2. 2 $\frac{1}{4}$ ou 2 $\frac{1}{2}$ %. Or comme d'un autre côté l'intérêt courant et légal est chez nous de 5 %. vous comprenez que toute conversion de sa rente perpétuelle sur l'Etat en rentes sur des terres situées dans le Canton exposerait infailliblement notre Clergé catholique à voir diminuer de moitié ses revenus *fixes*, revenus qui nous ont apparus si peu assortis à la considération extérieure dont nous désirons le voir jouir, que nous les avons à peu près doublés par le traitement supplémentaire et annuel mentionné ci-dessus. Si vous daignez peser toutes ces considérations, nous présumons que notre Etat vous paraîtra celui où l'arrangement en question est le moins nécessaire, celui où il serait le plus nuisible aux intérêts pécuniaires du Clergé catholique et que d'ailleurs nos Curés, en voyant leur ancien revenu fixe réduit de moitié, ne manqueraient pas de dénoncer cette réduction comme contraire aux stipulations très précises du Protocole de Vienne.

Le *second point* sur lequel Votre Excellence nous a honorés de ses précieux conseils se rapporte à la convenance *d'offrir quelque contribution annuelle pour le Séminaire de Fribourg et de négocier que le Curé de Genève fût admis comme membre honoraire du Chapitre de ce Diocèse.*

Après avoir mûrement délibéré sur cette idée, le Conseil d'Etat m'a chargé d'annoncer à V. E. que si elle se présentait à S. Em. le Cardinal Consalvi et qu'il vous en parlât comme d'une chose qui lui serait agréable, nous vous prions de lui dire que pourvu qu'il s'agisse d'un sacrifice proportionné à nos faibles facultés, qui ne dépassât point la modestie des dotations helvétiques, et que celui de nos Curés qu'il s'agirait d'introduire.

comme Membre honoraire dans le Chapitre de Fribourg fût désigné par nous entre nos trois Archiprêtres, les Curés de Genève, Carouge et Chêne, notre Gouvernement sera disposé à entrer dans vos vues qui lui paraissent pleines de sagesse. Nous désirerions fort, néanmoins, que la tractation de ce petit arrangement fut renvoyée après que le changement de Diocèse aura été effectué, et nous sommes en droit de nous flatter que les dispositions ci-dessus, quand elles seront annoncées par votre organe, et au nom d'un Gouvernement qui, loin de rester en arrière de ses engagements les a outrepassés, ne lui laisseront aucun doute sur les intentions sincères de réaliser celui-ci. Tout ce que nous connaissons du caractère éclairé et impartial du Cardinal Secrétaire d'Etat nous persuade qu'il reconnaîtra la haute convenance de nous laisser dans cet arrangement le double mérite de l'initiative et d'une libre exécution, mérite précieux pour un Gouvernement dont la presque totalité des Membres est composée de Protestants.

D'après les mêmes motifs, nous nous croyons également fondés à croire que malgré la présence du Ministre Sarde à Rome, malgré les difficultés de tout genre qu'il a élevées et y élèvera peut-être encore, aujourd'hui que les Puissances signataires du Protocole de Vienne se sont saisies de cette négociation, elle ne risquera plus d'être entravée par des conditions dont l'effet presque inévitable serait d'en reculer indéfiniment la conclusion.

Quelles conditions utiles pour le Culte catholique serait-il d'ailleurs possible d'ajouter à toutes celles que la Cour de Turin avait fait insérer dans le Protocole? Que V. E. veuille bien le relire : Elle y verra qu'il a si bien pourvu à tout qu'aucun rédacteur sacerdotal n'aurait pu

porter plus loin la prévoyance, les précautions et je puis même dire les défiances. Vous y verrez entre autres, Monsieur, par rapport à vos doutes sur le droit du Clergé catholique d'accepter des legs et donations, que ce droit y est expressément ténorisé, et qu'il serait difficile d'aller au-delà sans attenter à l'indépendance de l'autorité civile.

Tout en reconnaissant néanmoins les convenances et même la justesse de nos instances pour relever d'un Evêque Suisse, et en exprimant ouvertement à M. Viollier son désir d'y adhérer, S. Em. le Cardinal Secrétaire d'Etat n'avait pas laissé de lui insinuer *que nous aurions à nous entendre sur quelques conditions et arrangements.*

Comme il ne s'était nullement expliqué sur leur nature, nous en sommes encore à nous demander sur quoi pourraient porter de nouveaux arrangements. à moins que S. Em. n'eut, comme vous, en vue quelque dotation pour le Séminaire de Fribourg, sur laquelle nous venons de vous mettre en mesure d'adhérer à ses désirs.

Il ne serait cependant pas impossible que ce que le Cardinal s'est abstenu d'articuler fût relatif à une controverse assez vive où nous avons déjà été forcés d'entrer avec l'Evêque de Chambéry. Comme il nous importe essentiellement que V. E. connaisse à fond et en détail tout ce qui a un rapport même indirect avec la négociation dont Elle a bien voulu se charger, nous croyons devoir lui adresser copie de toutes les pièces de la correspondance. Il nous serait précieux d'apprendre que le mélange de fermeté et de modération que nous avons cherché à y mettre obtienne votre approbation. Vous y verrez entre autres, Monsieur, que les deux points sur lesquels nous avons invariablement insisté, ce sont :

1^o que les Curés qu'il nomme aux places vacantes ne puissent être mariés à leurs Eglises qu'après que l'Evêque se sera assuré que leur nomination est agréable à notre Gouvernement :

2^o qu'ils prêtent un serment de fidélité à l'Etat qui les salarie.

L'embarras qu'a éprouvé l'Evêque à repousser par des arguments solides ou spécieux deux demandes aussi naturelles en elles-mêmes et fondées sur le régime établi dans son diocèse à l'époque du Protocole de Vienne, où ce régime se trouve prescrit pour règle de nos rapports, paraît avoir mis fin à cette correspondance qui nous devenait pénible. Nous y joignons sur la conduite de nos Curés un petit exposé historique et confidentiel¹ qui vous présentera tous les divers points en litige auxquels il serait à toute la rigueur possible qu'eût fait allusion le Cardinal en insinuant vaguement la convenance de s'entendre sur quelques arrangements.

Il nous reste à prévenir V. E. que, vu la maladie grave du Père de M. Viollier, il n'y a aucune apparence que son fils puisse se rendre de nouveau à Rome. Dans cet état des choses et vu l'avantage inappréciable que nous avons de pouvoir vous remettre les intérêts de notre république, nous ne penserons à envoyer un Député à Rome qu'autant que l'état de votre santé ou votre séjour à la campagne vous feraient désirer sa présence. Mais nous ne nous occuperons d'un pareil envoi qu'autant que vous le regarderiez comme indispensable ; et dans ce cas là même, nous ferions choix de quelqu'un qui vous serait subordonné de manière à n'agir que par vos directions et sous vos ordres. Vous jugerez beaucoup mieux

¹ Voir ci-dessous, n^o CXN1.

que nous si la présence d'un Agent de Genève à Rome ne serait pas de nature à y provoquer, surtout de la part du Ministre Sarde. des conférences, des prétentions et des retards qu'il nous importe de prévenir. Autant nous avons cru convenable d'envoyer un agent à Rome lorsque nous ne savions encore à qui nous adresser pour les premières ouvertures de cette négociation, autant il nous serait précieux de vous abandonner sans intermédiaire la défense de nos intérêts, aujourd'hui que, d'accord avec votre Cour, vous les avez épousés avec une bienveillance si rare et si éclairée. Jamais nous ne les avons déposés avec plus de confiance dans les mains de nos meilleurs citoyens.

Agréez,.....

F. D'IVERNOS.

P. S. — En venant de la campagne pour signer cette dépêche à notre Chancellerie, je reçois communication de votre lettre du 9 Mai à M. Viollier,¹ arrivée ce matin même. Ce que vous lui mandez de l'opiniâtreté de la Cour de Turin m'étonne peu, et je me flatte que les notes des Cabinets de Vienne, Londres et St-Pétersbourg, dont vous ne connaissez pas encore le contenu, vous fourniront les armes nécessaires pour la vaincre.

CXXI²

Le Conseil d'Etat de Genève à Niebuhr

Genève, le 23 mai 1818.

Exposé des principaux faits relatifs à l'exercice du Culte catholique dans les Communes cédées au Canton de Genève par les Traités de Paris et de Turin.

¹ Voir ci-dessus, N° CX.

² A. G. *Corresp. secrète*, pp. 60-66.

La réunion de quelques Communes catholiques de Savoie et de France au Canton de Genève causa un vif chagrin aux Curés qui les desservaient : ils donnèrent assez publiquement des regrets à leurs anciens souverains et témoignèrent leurs craintes que la Religion catholique ne courut des dangers sous le Gouvernement Genevois.

Ce Gouvernement était décidé à observer toutes les conditions mises à la cession de ces Communes, et en particulier celles relatives au maintien de la religion ; il mettait du prix à bien vivre avec les Curés ; il voulait que les habitants du nouveau territoire fussent religieux et qu'à l'exemple du reste de la Suisse les deux religions du Canton fussent libres et indépendantes l'une de l'autre, et que leurs ministres et les fidèles vécussent en paix et en harmonie. Ces principes n'étaient point étrangers aux Genevois, qui pendant les années qui avaient précédé la révolution soutenaient des relations de bons voisinage avec les habitants et les Curés du pays de Gex et de la Savoie, et pendant la révolution avaient rendu des services essentiels aux Ecclésiastiques persécutés.

D'après ces principes, le Gouvernement Genevois s'empessa d'accorder aux Curés du Canton les mêmes droits et privilèges dont jouissait le Clergé protestant dans les élections des premières autorités de l'Etat. Au premier renouvellement du Grand Conseil il donna plus de la moitié des places aux habitants du nouveau territoire, il en admit deux au Conseil d'Etat.

Quant au traitement des Curés, il ne se borna pas à leur payer ce qu'ils recevaient de leurs anciens Gouvernements, il y a ajouté chaque année un supplément égal et souvent supérieur, et a ainsi déchargé les Communes

des contributions qu'elles s'imposaient pour cet objet. et dès lors il est souvent venu à leur secours pour les réparations à faire aux Eglises et aux Presbytères.

Le Conseil d'Etat, pour faire revenir les Curés de leurs craintes et de leurs préjugés avait désiré établir avec eux des rapports fréquents et des communications amicales ; les Curés cherchèrent à les éviter : ils mirent en avant la prétention que les relations entr'eux et le Gouvernement devaient se faire par écrit et par notes ; ils voulaient pour ainsi dire traiter de puissance à puissance et dès lors ils ne sont venus chez les Magistrats que lorsqu'ils ont été mandés d'office. Ils se sont regardés comme en pays ennemi ; sont restés sur la défensive ; ont écarté autant qu'ils l'on pu l'intervention du Gouvernement dans les cas où elle est requise ; et pour bien constater leur volonté de vivre en étrangers dans le Canton. ils se sont refusés à exercer les droits politiques qui leur étaient conférés, et ont cherché indirectement à affaiblir chez leurs paroissiens le respect dû à l'autorité et à établir un mur de séparation entre les anciens et les nouveaux Genevois. Plusieurs des Curés du Canton¹ auraient été disposés à une conduite différente. mais ils ont été entraînés par l'influence d'un ou deux de leurs chefs. gens à moyens et intrigants, qui se conduisent comme si leurs Communes n'étaient pas Genevoises, et comme s'il n'y avait pas un Gouvernement auquel il fût dû des égards et de la soumission.

(Situation des communes savoisiennes créée par le Protocole de Vienne et le Traité de Turin.)

La cession des Communes du Pays de Gex fut faite sans conditions ; à l'époque de leur réunion le Concordat

¹ Le texte porte : Des Cantons.

de 1802 y était exécuté dans toute sa rigueur comme dans le reste de la France. Au 29 mars 1815, le même Concordat était en vigueur en Savoie. Le St-Siège et le Roi de Sardaigne n'y avaient fait aucun changement, et la Savoie était rentrée depuis trop peu de temps sous son ancien maître pour que de nouveaux usages eussent pu s'introduire. Seulement les registres de l'Etat civil étaient tenus en Savoie par les Curés, tandis que dans les Communes du Pays de Gex ils l'étaient par les Maires. Le Conseil d'Etat désirait faire cesser cette différence, et adopter un terme moyen, mais il ne précipita rien, et les Curés de Savoie continuèrent pour le moment à tenir les Registres.

Par nos lois Genevoises, la nomination aux Emplois Ecclésiastiques des deux cultes appartient à l'Autorité Ecclésiastique, mais est soumise à l'approbation du Conseil d'Etat qui doit aussi recevoir le serment des élus.

Par le Concordat le choix des Curés appartient à l'Evêque qui ne peut le faire tomber que sur des sujets agréés par le Gouvernement. Le Serment est également imposé aux Curés. Enfin le Roi avait le droit de nomination à quelques cures dont il avait fait la fondation. Peu de jours après la réunion, une de ces cures ayant vauté, l'Evêque y nomma sans en prévenir le Gouvernement et le Curé, prit de même possession de son bénéfice. Le Conseil d'Etat en écrivit à l'Evêque et lui représenta avec politesse, qu'étant aux droits du Roi de Sardaigne, la nomination de la Cure à laquelle l'Evêque venait de pourvoir aurait dû lui appartenir; sans insister sur ce qui était fait, il réclamait ses droits pour l'avenir.

L'Evêque répondit que le Roi de Sardaigne, depuis la restitution de la Savoie n'avait point fait usage du droit de nommer à certaines cures, et que d'ailleurs on vivait sous la Loi du Concordat.

Peu de temps après, l'Evêque nomma à une Cure d'une des Communes du Pays de Gex ; il fit choix d'un Prêtre Savovard dont la famille venait d'avoir des torts graves envers le Premier Magistrat du Canton de Genève.

Le Conseil d'Etat ne fut informé du choix de l'Evêque ni avant, ni après la nomination. Lorsque le Curé vint demander son traitement, on lui répondit qu'il ne le toucherait que lorsque son élection aurait été communiquée au Gouvernement et agréée par lui, et que le serment d'usage aurait été prêté. Le Conseil en écrivit à l'Evêque qui ne répondit pas. Quelque temps après, le Curé qui ne recevait pas son traitement fut nommé à une autre cure hors du Canton, et depuis cette époque cette cure est restée sans chef spirituel, et sans qu'on ait permis aux habitants qui le désirent de se faire dire quelques messes par des prêtres du voisinage. La dépense aurait été supportée par le Gouvernement, qui partageait le vœu des habitants.

(L'Evêque n'a pas répondu à une offre du Conseil d'Etat d'ajouter une petit nombre de fêtes à celles du Concordat.)

Dans cet état des choses, le Conseil d'Etat pour faire cesser l'anarchie religieuse qui régnait sur cet objet, prit un arrêté par lequel, sans rien prescrire ou imposer à la conscience des catholiques, il ordonnait que le travail en public serait interdit les jours de dimanche, les jours des quatre fêtes du Concordat, celui du Jeûne fédéral et l'anniversaire de la restauration de la République¹. Les Curés ont montré beaucoup d'humeur contre cette disposition.

¹ Le 31 décembre 1813.

Le Conseil d'Etat ayant fait quelques établissements d'éducation dans les nouvelles Communes qui n'en avaient point, l'Evêque publia un règlement par lequel il s'attribuait la nomination des maîtres, la surveillance des écoles et la direction de l'éducation.

Le Conseil d'Etat qui était aux droits du Roi de Sardaigne, étant bien informé qu'en Savoie l'éducation relevait directement du Roi, que c'était lui qui nommait les maîtres, les inspecteurs et les corps chargés de la surveillance générale, prit un arrêté par lequel il confiait la surveillance de l'enseignement dans les nouvelles Communes à une Commission dont la majorité des membres devaient être catholiques, les membres étant nommés par le Conseil d'Etat qui recevait leur serment.

Par le même arrêté, les Maires et les Curés des Paroisses avaient le droit de visiter les écoles; et la surveillance et la direction de l'instruction religieuse appartenait exclusivement aux Curés des Paroisses.

Plusieurs Curés ont fait ce qui était en eux pour nuire aux Ecoles; ils ont engagé les enfants à ne pas les fréquenter; enfin des Ecclésiastiques étrangers aux paroisses et aux écoles sont venus, vraisemblablement au nom de l'Evêque, distribuer des prix à des Elèves dont ils n'avaient pas suivi les travaux et ont cherché ainsi à les soustraire à l'autorité du Gouvernement pour les retenir dans leur dépendance.

Jusques à présent il n'a point été fait de prières publiques pour l'Etat et pour les magistrats, et le service religieux qui est ordonné pour le jour anniversaire de la restauration de la République n'a pas été célébré dans les Eglises catholiques.

Avant la réunion des nouvelles Communes, l'Autorité

ecclésiastique accordait dans certains cas des dispenses pour les mariages mixtes ; elle a cessé de le faire depuis cette époque, et le Conseil d'Etat qui avait le pouvoir de suppléer au refus des Prêtres a poussé la retenue jusqu'à n'en pas user. Dans ses rapports avec les Curés et l'Evêque le Conseil d'Etat a toujours préféré le parti de la prudence à celui de faire valoir ses droits. Cette circonspection, qui n'a pas toujours obtenu l'assentiment général, avait pour but d'éviter l'éclat d'une rupture ; mais on a toujours cru que lorsque les paroisses catholiques ne dépendraient plus d'un Diocèse soumis au Roi de Sardaigne et ressortiraient d'un Evêque Suisse, lorsque les Curés seraient pris parmi les nationaux — ils sont presque tous étrangers dans ce moment — les anciens souvenirs, les espérances secrètes disparaîtraient, et que les Prêtres catholiques du Canton de Genève renonceraient à un système de conduite et à des sentiments qu'on ne pourrait tolérer s'il devait être de quelque durée.

CXXII¹

Des Arts au Baron Schraut

Genève, du 27 Mai 1818.

Tableau résumé de l'état des négociations à Rome et à Turin.

CXXIII²

Des Arts à Gruner

Genève, le 27 Mai 1818.

Tableau résumé de l'état des négociations, accompagnant l'envoi d'une copie de la lettre de Niebuhr du 9 mai³ dont Schraut n'a reçu « qu'un extrait sommaire. »

¹ A. G. *Corr. secr.*, pp. 77-79.

² A. G. *Corr. secr.*, pp. 79, 80. — ³ Voir ci-dessus, n° CX.

CXXIV¹

Le Conseil d'Etat de Genève au Directoire fédéral

Genève, le 28 Mai 1818.

Remerciement pour la lettre du 21 mai². Communication de la fin de la lettre écrite à Niebuhr le 23 mai³. Annonce de la mort du père de J.-L. Viollier et du retour à Genève de ce dernier.

Maintenant que Vos Excellences sont au fait de notre position vis-à-vis de M. de Niebuhr, nous espérons qu'Elles ne désapprouveront pas notre conduite et qu'Elles penseront que nous ne pouvons pas nous dispenser d'attendre la réponse du Ministre de Prusse, avant que d'envoyer un Député à Rome. La manière dont il s'exprime dans une lettre que vient d'en recevoir M. Viollier, sur le désir que celui-ci vienne le rejoindre, nous semble annoncer qu'il nous demandera que M. Viollier soit remplacé, et que nous nous empresserons de déférer aux Conseils de Vos Seigneuries et au désir de M. le Ministre de Prusse.

TREMBLEY, Secrétaire d'Etat.

CXXV⁴

Gruner à Des Arts

Berne, le 29 mai 1818.

(Accusé de réception de la lettre du 14 mai⁵.)

D'après la lettre de mon Collègue à Rome à M. Viollier.

¹ A. F. Korr, d. Kant, m. d. Bundesbehörden. t. 727. Genf. 1817-18.

² Voir ci-dessus, n° CXVIII.

³ Voir ci-dessus, n° CXX. : depuis « Il nous reste à prévenir... » jusqu'à « ... dans les mains de nos meilleurs citoyens. »

⁴ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 33.

⁵ Voir ci-dessus, n° CXXIII.

il paraît que ces insinuations ¹ n'ont pas été bien reçues : mais encore je n'ai pas de nouvelles de M. de Truchsess depuis quelque temps, je vais lui en demander et l'engager de nouveau à parler en Votre faveur. Je parlerai dans le même sens avec M. de Schraut et j'espère que nos démarches communes auront quelque succès pour Votre affaire.

Ma Cour m'a témoigné à cette occasion le désir que le Gouvernement de Genève montrât de la facilité dans les rapports avec la Sardaigne pour toutes les affaires indifférentes ou peu importantes. Elle dit que le Cabinet de Turin a été très sensible à l'opposition de l'acquisition qu'il a voulu faire sur votre territoire, et ajoute que je devais Vous éclairer sur Vos vrais intérêts qui exigent de Vous montrer facile dans les choses mineures, afin de déployer avec d'autant plus de succès de la fermeté et de l'énergie dans les affaires majeures. En me permettant de Vous transmettre ce conseil, je me flatte, Monsieur le Syndic, que Vous l'accueillerez comme dicté par l'intérêt le plus sincère au salut de Votre république.

Je crois du reste que le Pape voudra régler à la fois toutes les relations ecclésiastiques de la Suisse et que, quand une fois les affaires diocésanes (*sic*) des grands Cantons seront terminées, la Vôtre réussira mieux.

.....

JUSTUS VON GRÜNER.

CXXVI ²

Schraut à Des Arts

Berne, 30 Mai 1818.

J'ai eu l'honneur de recevoir l'une et l'autre lettres que vous m'avez adressées au même sujet ³. Je conçois que

¹ de Waldburg-Truchsess à St-Marsan.

² A. G. R. C. 1818. Pièces ann., P. D. 34.

³ Voir ci-dessus. nos CXVI et CXXII.

M. de Niebuhr pouvait rencontrer quelque froideur en Cour de Rome sur un objet de cette espèce (où les sujets de S. M. Sarde ne sont pas concernés) tant qu'il y paraissait seul. On ne devait pas s'attendre à mieux de la part de celle de Turin. Les instances réunies des quatre Cours alliées prévaudront, j'espère, sur toutes les difficultés qu'on pourrait vouloir encore faire naître.

L'intérêt de la République de Genève, celui de ses sujets catholiques, même celui de la Confédération Suisse, enfin l'accomplissement entier des vues des quatre Souverains et leur dignité veulent que tout obstacle tombe promptement et ne se relève plus sous aucune forme et d'aucun côté.

Je viens d'engager Messieurs mes Collègues de Prusse et de Russie d'en parler dans ce sens à M. le Marquis de Garèse, en lui observant avec moi que nous tous suivons de l'œil cette affaire, réglant nos rapports à nos Cours sur ce que les Cantons y intéressés nous diront de bien ou de mal du cours de leur négociation.

.....

SCHRAUT.

CXXVII¹

Le Directoire fédéral au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 2 juin 1818.

Accusé de réception de la lettre du 28 mai². Le Directoire approuve entièrement l'attitude prise. (signé : Mulinen et Mousson.)

¹ **A. G. R. C.** 1818. Pièce ann. A. F. 50. cf. **A. F. Prot. d. Eidg. Vororts**, t. 220, n° 428.

² Voir ci-dessus, n° CXXIV.

CXXVIII¹

Waldburg-Truchsess à Gruner

Türin (*sic*), den 6^{ten} Juny 1818.

Euer Exzellenz

sehr geehrtes Schreiben vom 30^{ten} vorigen Monaths ist so schmeichelhaften Inhalts für mich, dass ich mich beeile Hochdenenselben meinen aufrichtigsten Dank dafür zu bezeugen und Sie zu bitten das Bundes *Directorium* zu versichern, dass ich mit Freude jede Veranlassung ergreife, in welcher der Eidgenossenschaft meine Dienste angenehm seyn können.

Die Genferangelègenheit in Hinsicht der *Diöcesan*-Verhältnisse ihrer katholischen Gemeinden ist mir nicht nur ganz bekannt, sondern ich habe auch schon, dem Auftrag unseres Hofes gemäss, alle Schritte darin gethan, die mir zu Gebote standen. Gleich bey der ersten vertraulichen Unterredung, die ich über diesen Gegenstand mit dem *Marquis St-Marsan* hatte, äusserte letzterer wie schwer es halten würde, den König zur Nachgiebigkeit in einem Gegenstand zu vermögen der seine *Religion* betreffe, und in welchem er glaube gewissenlos zu handeln wenn er nicht aus allen Kräften dahin arbeite die geistlichen Verhältnisse der Genfer Catholiken unverändert bestehen zu lassen, weil er überzeugt sey die Verlegung des Hirtensitzes würde von sehr nachtheiligem Einfluss für den katholischen Glauben jener Gemeinden seyn.

¹ Copie. **A. G. R. C.** 1818 Pièces ann. A. F. 58 (2).

So leicht es auch ist das irrige einer solchen Meynung zu beweisen, und so sehr ich auch überzeugt bin, dass der *Marquis St. Marsan* mir in seinem Inneren beypflichtete, so liess er sich auf keine weitläufige Auseinandersetzung darüber ein; versprach jedoch seinerseits den König von der Ansicht unsers Hofes zu unterrichten und, wenn es möglich sey, die Sache auf eine genügende Weise in Ordnung zu bringen.

Da ich nun bisher mit dem Hof in *Genua* war, so konnte ich über diese Angelegenheit mit dem in *Türin* zurückgebliebenen Minister nur schriftlich verhandeln, und war sehr froh bald darauf von *Berlin* aus offiziell dazu ermächtigt zu werden. Euer Exzellenz werden aus der beygebogenen Abschrift¹ ersehen, wie wenig man hiesigerseits geneigt ist dem gerechten Ansuchen der Genfer und der Vermittlung der verbündeten grossen Mächte Gehör zu geben. Der vorletzte, etwas dunkel abgefasste und der letzte Satz dieser Antwort drücken den Entschluss aus, sich mit allen Kräften dagegen zu sträuben.

Ich muss hiebey bemerken, dass der englische und der österreichische Gesandte mir sogleich beygestanden sind, und auf mein Ansuchen gemeinschaftlich mit mir gehandelt haben; der Russische hielt sich aber nicht hierzu ermächtigt und hat auch bis jetzt noch keinen Auftrag dazu erhalten, während die beyden ersten seitdem diesenhalb angefragt und billigende Antwort von ihren Höfen bekommen haben. Unter solchen Umständen werde ich allerdings nichts versäumen, was in meinem Wirkungskreise liegt um dem Ziele näherzukommen und Euer Exzellenz mit grossem Vergnügen vom Erfolg.

¹ Lettre de St. Marsan du 18 avril, voir ci-dessus, n° CII.

in Kenntniss setzen; nur muss ich gestehen, dass ich nicht viel *da* erwarten kann, wo man jede Abänderung in weltlichen Angelegenheiten als höchst verderblich, und so mehr eine Abänderung in *geistlichen* Verhältnissen als *sündlich* betrachtet.

Der Hof kehrt erst gegen Johannj nach *Türin* zurück; bisdahin kann man nichts beginnen; dann aber denke ich meine Collegen auf's neue anzuspornen, denn bisher haben sie auf ihre Eingaben nur die seichte Antwort erhalten, dass ihre *Noten* S. M. unter die Augen gelegt werden würden.

Höchst angenehm ist es mir.....

WALDBURG-TRUCHSESS.

CXXIX¹

Niebuhr à d'Ivernois

(Lettre officielle)

Rome, le 13 juin 1818.

Accusé de réception de la lettre du 23 mai². Niebuhr déclare son « plaisir éminent » de la marque de confiance reçue du « Sénat illustre ».)

Je connaissais les dépêches des Cours de Vienne et de St-Petersbourg. adressées à M. le Prince de Kaunitz³ et à M. le Chevalier d'Italinsky⁴. Le premier a présenté sa note il y a plus de trois semaines; l'autre quinze jours plus tard. Tous les deux se sont exprimés dans les termes de leurs dépêches sur la justice et sur l'équité de

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 36 (1).

² Voir ci-dessus, n° CXX.

³ Voir ci-dessus, n° CIV. — ⁴ Voir ci-dessus, n° CVI.

Votre demande. et ils ont manifesté l'intérêt que leurs Souverains prennent à son accomplissement. On devrait croire que cela suffirait. et on se serait difficilement attendu à apprendre que ces notes n'étaient cependant pas ce qui pouvait dégager la Cour de Rome de ses embarras avec celle de Turin. Néanmoins Vous trouverez ceci moins inconcevable, Monsieur, en Vous rappelant que la chicane de la Cour de Turin roulait sur l'interprétation au moyen de laquelle, en Vous refusant le droit de réclamer un changement de la dépendance diocésaine, elle fit semblant de considérer une pareille mesure comme spontanée de la part de Sa Sainteté, et, comme telle, contraire à l'amitié. « Si vous cédez aux recommandations des Cours », disait-on au ministre du Pape, « cela n'est pas moins nous blesser, quand Vous ne nous prouvez pas par une déclaration unanime que Genève avait le droit que nous lui contestons; car nous soutenons que ces Cours se sont immiscés dans une affaire illégale dès son principe. »

Plus à portée que ces deux ministres de connaître les points décisifs, je m'attachais dans ma note à développer que l'intention des Cours avait été dans le temps que Votre territoire devait être détaché du Diocèse Savoyard, et je pris sur moi de le déclarer positivement au nom de ma Cour. J'engageai ensuite mon Collègue et ami, M. d'Italinsky, à faire la même déclaration. Il le promit. Mais il paraît qu'ensuite il a cru que son devoir exigeait qu'il se tint verbalement à la lettre de ses dépêches, où l'on glisse sur ce point trop essentiel.

Après la réception de Votre dépêche, je me rendis chez S. Em. Mgr le Cardinal Secrétaire d'Etat pour réveiller Votre affaire qu'on aime à tenir assoupie, proba-

blement pour attendre une réponse de la Cour de Turin, à laquelle il est à supposer que les notes ont été communiquées.

S. Em. me fit observer qu'à l'exception de ma note, on n'avait point détruit la fin de non recevoir opposée par les Piémontais ; qu'on n'avait point allégé ses embarras envers cette Cour ; bref, il me dit en substance ce que j'ai eu l'honneur. Monsieur, de Vous exposer plus haut. Il ajouta que jusqu'ici on n'avait pu s'en occuper ; il me demanda encore patience, et il avoua que pour une affaire de ce genre il n'était pas le maître d'en décider sans la concurrence d'autres Cardinaux, auxquels il s'agissait de faire partager ses vues, invariablement favorables aux demandes de Votre République. Ceci fit voir à l'évidence qu'on était bien loin d'abandonner le plan des délais et des tergiversations suppédité (*sic*) par le désir de complaire à la Cour de Turin, et combien j'avais eu raison de Conseiller à Votre Gouvernement de créer ici un intérêt en faveur de Votre réussite, qui, en même temps fournirait une ample justification auprès de cette Cour, qui base son opposition sur son zèle pour la religion catholique.

J'ai oublié de Vous dire que j'aperçus, et me hâtai de rectifier, une singulière erreur géographique, très préjudiciable à Vous. Le Cardinal s'imaginait, et il en faisait dériver des objections réelles, que l'évêque duquel Vous demandiez de ressortir, était sujet d'un état protestant. Il paraît ou qu'on a été trompé par son ancien titre d'Evêque de Lausanne, ou qu'on a confondu Fribourg en Brisgau avec Fribourg en Suisse.

Je fus convaincu que le moment était venu de tenter un coup décisif, et à cette fin de mettre en avant la con-

cession, telle que Votre Gouvernement l'a exprimée par Votre organe, Monsieur, au profit du Séminaire et du Chapitre de Fribourg. Après avoir récapitulé au Cardinal tout ce que Vous m'avez appris sur les intentions et les mesures bienveillantes de Votre Gouvernement pour le clergé et la religion Catholique de Votre territoire; après lui avoir répété que Votre bienveillance serait ou reculée ou encouragée par l'issue de Votre négociation, j'ajoutai que je savais officiellement que Votre Gouvernement, pénétré de la justice de contribuer aux frais d'une éducation qui doit lui procurer des prêtres citoyens, s'occupait des moyens de fournir au Séminaire de Fribourg une assistance proportionnée à ses facultés et au nombre de ses sujets catholiques; et que même il était question de fonder dans le chapitre une place de chanoine honoraire à l'avantage d'un des trois Archiprêtres que le Gouvernement désignerait; que cependant je le priais de ne voir en ceci qu'une communication confidentielle, que Vous n'y souscririez pas comme condition, mais que j'engageais avec confiance mon honneur pour l'accomplissement de l'espoir que les communications de Votre Gouvernement me mettaient à même de donner.

J'avais éprouvé d'autant plus de plaisir en apprenant Votre assentiment à cette proposition qu'il était à prévoir qu'infailiblement on en ferait une condition; qu'alors le sacrifice perdrait tout son prix; et que quand même, presque par impossible, on l'eût détourné à Rome, l'évêque de Fribourg aurait commencé par l'exiger. Et il faut avouer que cette demande de sa part serait aussi équitable que la Vôtre même. D'ailleurs, dans le cas qu'il aurait fallu en traiter ici comme d'une condition, on aurait eu à discuter les sommes, tandis que, ayant

prévenu la demande, je pourrai repousser toute fixation, comme tendant à en faire une condition.

Je suis presque persuadé que les arrangements dont Son Eminence a parlé à M. Viollier n'étaient pas autre chose, mais vous concevez que je ne le lui demande pas.

Cette ouverture produisit tout l'effet que je m'en étais promis. « Laissez-moi faire », répondit Son Eminence, « d'après tout ce que vous me dites, je me charge de faire Votre affaire. Vous serez content. Je ne vous demande que peu de jours. » Ce terme, sans doute, peut se reculer par différentes causes, mais il ne peut plus être éloigné.

Je me suis annoncé au Cardinal comme muni de pouvoirs par Votre Gouvernement. Monsieur, et son amitié lui fait agréer Votre choix. J'ose le dire, la parole que j'ai engagée pour l'accomplissement de Votre munificence n'est pas ici sans prix : un Etat républicain ne la laissera pas en souffrance.

Vous savez que lorsque la résolution sera prise définitivement, il faudra, selon les formes, la communiquer à l'Archevêque de Chambéry, pour demander son assentiment ; bien entendu qu'on passera outre en cas de refus. Alors il sera question des bulles. Je tâcherai d'en obtenir la minute avant l'expédition. Vous savez qu'il faut se garder d'être trop pointilleux sur les expressions ; il y en a toujours de très peu agréables qu'il est impossible de faire disparaître. Comme ensuite pour les solliciter, il faut un agent curialiste, je Vous en proposerai un ; car bien qu'établi ici je ne puis pas me dispenser de m'en servir pour nos affaires. Vous n'ignorez pas que les bulles ne s'obtiennent pas sans frais, et il Vous en faudra probablement deux.

La grande question sera de savoir si, sous l'évêque de-

Fribourg. Vous pourrez être régi par les lois du Concordat de 1801. ou si vous serez nivelé avec le reste du Diocèse ? Mais cette question, vous l'avez pesée depuis longtemps.

Je fini par le vœu que la démarche, au moyen de laquelle j'espère avoir mis fin à des délais interminables, puisse obtenir l'honneur du suffrage de Votre Gouvernement. et le Vôtre en particulier.

Agréez.....

NIEBUHR.

CXXX¹

Niebuhr à d'Ivernois

(Lettre privée)

Rome. le 13 juin 1818.

Monsieur,

Je ne veux pas faire partir la lettre officielle sans répondre par quelques mots d'amitié à ceux que Vous m'avez fait le plaisir de m'écrire.

Les nouvelles que j'ai à Vous communiquer sont aussi bonnes qu'on pouvait l'attendre : il ne faut pas s'imaginer que nous sommes sur le point de terminer, mais je me tiens assuré que nous concluerons à Votre satisfaction et que les délais, auxquels il faut être préparé, ne seront point excessifs. On peut s'estimer fort heureux à Rome quand on aperçoit un terme : ce sont les incommensurables longueurs qui y rendent les négociations désespérantes.

Ne croyez pas. et faites agir Votre amitié pour empêcher d'autres de croire, que j'ai trop facilement offert ce que Vous vouliez accorder quand il y aurait une inévi-

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 36. s. n.

table nécessité. Cette nécessité exista : sans cela on Vous aurait détenu Dieu sait combien de temps encore et on Vous l'aurait extorqué à la fin. Je désire que ma lettre en donne la conviction. Au reste, j'ai fait dans Votre affaire ce que je ferais pour ma Cour dans une semblable. J'ignore s'il est parfaitement vrai, toujours et dans tous les cas, que la politique la plus honnête est la plus prudente ; je voudrais que cela fût ainsi ; mais ce que je sais par expérience, c'est que des concessions spontanées sur des points avoués par l'équité, alliées avec une fermeté inébranlable contre des demandes injustes, constituent une politique diplomatique très honnête et très forte en elle-même.

Je Vous remercie, Monsieur, de tout ce que Vous m'avez dit d'honorable, comme de l'indulgence sur une proposition que je reconnais avec plaisir être superflue et peu conforme aux localités. Il est très possible qu'on en parlera et alors Vous m'aurez fourni la meilleure réponse.

Vous me parlez du voyage qui, un jour, doit me ramener dans la patrie, et qui pourrait me conduire dans Votre ville et à Votre campagne. Il faut sans doute espérer qu'on n'est pas destiné à être enterré auprès de la pyramide de Cestius¹, mais à moins qu'on ne m'assigne une sphère d'activité convenable, il faudra cependant se résoudre à se tenir tranquille ici, car je n'ai nullement envie d'aller dans un pays étranger où les chaînes des missions diplomatiques pèsent beaucoup plus ; et ainsi il dépend des circonstances combien d'années il faudra se résigner à attendre encore. Au reste je préfère les sables de la Marche aux sites superbes du Latium : là, la con-

¹ Le cimetière protestant de Rome se trouve à proximité de ce monument antique.

templation de l'ancienne Rome élève l'âme, ici elle attriste. L'Italie est le ciel des artistes; pour un historien, homme d'Etat et littérateur, il n'y a rien de plus mélancolique et je dirai même de dégoûtant. On en a souvent dit beaucoup de mal, cependant il y a encore beaucoup plus de mal qu'on n'en dit : cet anéantissement de toutes les vertus et de toute espèce de génie, cette indifférence affreuse qui réduit tous à végéter, cette absence même de tout également généreux, cette domination de tout ce qu'il y a dans la nature humaine de vil et de méprisable accable de tristesse et gâte le plaisir que peut éprouver un voyageur qui ne ferait que passer.

NIEBUHR.

CXXXI¹

Von Gruner à von Mulinen

..... Bern, den 18^{ten} Juny 1818

Was Herr Graf von Truchsess mir über die Genfer-angelegenheit in Hinsicht der *Diöcesan*-Verhältnisse der dasigen katholischen Gemeinden meldet, belieben Euer Exzellenz selbst aus dessen Antwort vom 6^{ten} dieses² zu ersehen, welche ich mir die Ehre gebe Ihnen hieneben vertraulich mitzutheilen. Sie gewährt zwar bis jetzt wenig Hoffnung des Gelingens, indess zweifle ich doch nicht an demselben, wenn die Unterhandlungen in Türin mit Nachdruck fortgesetzt werden, und der Russische Gesandte sich denselben ebenfalls anschliesst.

Herr Marquis von Garèse hat mir und meinen Herren *Collegen* in Bern, auf unsere persönliche Verwendung

¹ Copie. A. G. R. C. 1818. Pieces ann. A. F. 58 (3).

² Voir ci-dessus, n° CXXVIII.

in dieser Angelegenheit, den Entschluss seines Hofes noch nicht eröffnet, erwartet aber solchen posttätlich. Sobald ich ihn kenne, werde ich dem Grafen von Truchsess darnach neue Vorstellungen bey dem Grafen von *St.-Marsan* empfehlen, und erbitte mir zu diesem Behufe die Anlage ganz ergebenst zurück.

Genehmigen.....

JUSTUS V. GRUNER

CXXXII¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 19 Juin 1818

.....
L'ancien syndic Delarive, de retour de son voyage en France et en Angleterre, rapporte l'accueil encourageant qu'il a trouvé dans ce dernier pays, particulièrement de la part de Hamilton et de Planta², sous-secrétaire d'Etat et du ministre Vansittart. Tous lui ont manifesté l'intérêt amical du gouvernement britannique pour Genève et lui ont promis son appui en faveur de ses réclamations à Rome.

CXXXIII³

Le Directoire fédéral à Des Arts

Berne, le 22^e Juin 1818.

Monsieur le Syndic,

Monsieur de Gruner, Ministre de Prusse, a fait part au Conseil secret des pièces ci-jointes⁴, qui l'instruisent

¹ **A. G. R. C.** 1818/1, pp. 617-619.

² Joseph Planta, 1878-1847, ancien secrétaire privé de Canning, puis de Castlereagh.

³ **A. G. R. C.** 1818. Pièces ann. A. F. (5). Lettre arrêtée par le Directoire fédéral dans sa séance du 22 juin, cf **A. F. Prot. d. eidg. Vororts.** t. 220. N° 480.

⁴ Savoir : Saint-Marsan à Waldburg-Truchsess, du 18 avril ; Waldburg-Truchsess à Gruner, du 6 juin ; Gruner à Mulinen, du 18 juin : voir ci-dessus nos CII, CXXVIII et CXXXI.

des démarches faites à Turin par les Ministres des puissances alliées afin de mettre un terme aux difficultés que la séparation des communes catholiques genevoises de l'Evêché de Savoie et leur réunion à un Evêché Suisse rencontre auprès du Roi.

Que ce soit affaire de conscience ou de politique, toujours paraît-il dans ce moment peu probable de voir Sa Majesté revenir d'une résolution aussi expressément déclarée. Mais enfin, si le Roi refuse de concourir, il reconnaît du moins la compétence d'une décision du St-Siège et promet de s'y soumettre. C'est donc à Rome, à ce qu'il paraît, que la chose doit être poussée avec vigueur par les Envoyés autorisés à cet effet par leurs Cours respectives. Toutefois les Ministres résidents à Turin ne paraissent pas vouloir se rebuter, et Monsieur de Gruner ne désespère pas non plus du succès.

Le Conseil secret a pensé, Monsieur le Syndic, qu'une communication *confidentielle* de ces pièces pourrait être agréable au Conseil d'Etat; c'est dans ce but qu'il vous les adresse, en vous priant de recevoir l'assurance...

Fr. de MULINEN. MOUSSON.

CXXXIV¹

Von Mulinen à von Gruner

Bern, den 22^{ten} Juny 1818.

(Accusé de réception de la lettre du 6 juin².)

.....

Wenn auch nach der Aeusserung des Ministers das Gewissen des Königs wenig *Willfährigkeit* hoffen lässt,

¹ A. F. Prot. d. eid. Vororts, t. 220, n° 480^b

² Voir ci-dessus, N° CXXVIII.

dürften doch wahrscheinlich vereinigte Vorstellungen der Gesandten grosser Mächte wenigstens das bewirken, dass der Widerstand sich nicht mehr laut und officiell erklären werde. Warum von Seiten Russlands an seinen Gesandten zu Turin keine Aufträge ertheilt wurden, da gegen den päpstlichen Hof die grösste Bereitwilligkeit zugesichert worden ist, kann man nicht wohl begreifen. Zuletzt scheint hauptsächlich der glückliche Erfolg einer thätigen Betreibung in Rom selbst vorbehalten zu seyn. da der König die Sache dem päpstlichen Stuhl unbedingt unterworfen lassen will. Unter allen Beziehungen erlauben Eure Exzellenz dass Ich Hochdensenben und durch Sie S. Exz. dem Grafen von Truchsess, eine fortdauernde wohlwollende Rücksicht auf dieses Geschäft angelegenst empfehle. Von den hier mit Dank mitkommenden (?) Schriften hat der geheime Rath mit Empfehlung der strengsten Verschwiegenheit dem Alt-Syndic Des Arts, und durch ihn dem Staats-Rath von Genf vertrauliche Kenntniss geben lassen.

Ich ersuche Eure Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu genehmigen.

VON MULINEN.

CXXXV¹

Waldburg-Truchsess à Pictet-de Rochemont

Turin, le 11 juillet 1818.

Monsieur,

Ne m'accusez pas de négligence.....

.....

Ensuite je vous assure qu'il n'y a pas de Genevois qui s'intéresse plus vivement que moi à vous voir réussir

¹ Copie, A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 39 (3).

dans votre réclamation par rapport à vos paroisses Catholiques. Déjà à la fin de Mars j'en ai parlé à M. de St. Marsan pour lui faire savoir la justice de cette cause, et le trouvais alors personnellement assez bien disposé.

Bientôt après des ordres de ma Cour m'autorisèrent à des démarches officielles et je n'ai pas tardé un moment à les remplir en faisant valoir l'appui des quatre Puissances alliées, auxquelles je supposais que le Roi de Sardaigne ne demanderait pas mieux que de se rendre agréable. Mais tout ce que j'ai pu obtenir, était une réponse évasive qui remettait au Pape la décision de cette question et alléguait des raisons très spécieuses pour prouver que de retirer ses mains des cartes était le moyen de les brouiller davantage. C'était dire assez pour donner la certitude que tous les soins sont employés auprès de la Cour de Rome pour en obtenir une décision défavorable à notre juste réclamation.

Korrl et Starhemberg se trouvèrent sans instruction ; Hill en recevait et écrivit, pressé par moi ; Starhemberg demandait des ordres et en reçut ; il ne tarda pas de se joindre à moi, mais pour toute réponse Mr. de St. Marsan répliqua qu'il mettrait leurs notes sous les yeux de S. M.

Je les ai engagés de ne pas se contenter d'une phrase aussi banale, mais St. Marsan, sans entrer avec eux dans autant de détail qu'avec moi, s'est borné à leur dire que le Roi n'avait qu'y faire et que tout dépendait du Pape. Depuis j'en ai parlé quelquefois à ce Ministre qui, ne pouvant démontrer autrement l'utilité de l'état des choses actuel, m'assurait confidentiellement que de nombreuses adresses des Communes Catholiques de la République de Genève sollicitaient du Roi de ne pas les abandonner ni permettre qu'elles soient détachées de leur ancien diocèse.

Je crois réellement que quelques Curés mal intentionnés aient fait de pareilles démarches, ce qui, selon ma manière de voir, serait un motif de plus pour rompre ce fil de relation inconvenable (*sic*) et entretenu sans contredit dans quelque mauvaise intention.

Voilà donc où en sont les choses à Turin.

J'ai cru raisonnable de recommander particulièrement cette affaire à mon Collègue de Rome, en le priant de me communiquer le succès de ses démarches, sachant qu'il était chargé d'y appuyer votre réclamation. Jusqu'à présent je n'ai pas de réponse; j'écirai une seconde fois et vous manderai ce qu'il me répondra.

Puissé-je être à même de contribuer plus efficacement à vous faire réussir dans une négociation qui me paraît aussi raisonnable que possible. Je vous transmets, Monsieur, la minute d'une de mes notes¹, et la réponse en original du Ministre², afin que vous jugiez par vous-même des dispositions du dernier. Veuillez me renvoyer ces deux pièces par une occasion sûre, dont il se présente de temps à temps à Genève.

(Suivent des observations sur l'affaire de l'immeuble acheté à Genève par la Sardaigne.)

WALDBURG-TRUCHSESS.

CXXXVI³

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 15 juillet 1818

(Discussion au sujet de la lettre de Niebuhr du 13 juin⁴).

La Commission diplomatique propose en conséquence

¹ Cette pièce n'est pas conservée.

² St-Marsan à Waldburg-Truchsess, du 18 avril 1818, voir ci-dessus n° CII.

³ A. G. Reg. secr. pp. 138-141. — ⁴ Voir ci-dessus, N° CXXIX.

de transmettre à nos Députés à la Diète l'exposé complet et circonstancié de tous les doutes et de toutes les questions qui se sont élevées dans son sein sur une matière aussi épineuse, en les chargeant d'en entretenir M. de Gruner

(Voir la lettre à Des Arts, du 20 juillet ¹).

CXXXVII²

Le Comte de Talleyrand³ à Des Arts

Berne, 17 juillet 1818.

Vous m'avez demandé, Mon cher et Vénérable Syndic, de vous mettre par écrit les représentations que j'ai eu l'honneur de vous faire verbalement, relativement à la paroisse de Vernier qui se trouve privée de pasteur depuis environ six mois.

Il paraît, d'après ce que me mande le Ministre⁴, que l'état de choses actuel provient de ce que le Conseil d'Etat qui approuve les promotions faites par la Compagnie des Pasteurs protestants, prétend exercer le même droit d'approbation sur les nominations faites par l'Evêque Diocésain, prétention que l'Evêque ne reconnaît pas et à laquelle il refuse de se prêter.

Mon intention, Mon cher Syndic, n'est nullement de m'immiscer dans une semblable discussion, mais de demander à Votre Gouvernement de faire tout ce qui peut dépendre de lui pour aplanir ces difficultés.

¹ Voir ci-dessous, n° CXLI.

² A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 42.

³ Ambassadeur français à Berne.

⁴ Le général Dessoles (frère de l'évêque de Chambéry), alors ministre des affaires étrangères.

Nous ne voulons nullement nous mêler des affaires des habitants des Pays séparés de la France, mais il est assez naturel que nous prenions quelque intérêt à leur sort. Je connais trop les sentiments de justice [et] de tolérance du Gouvernement de Genève pour ne pas être bien convaincu de son désir d'arranger promptement cette affaire à la satisfaction des Catholiques du Pays de Gex, qui sont devenus ses ressortissants.

Agréez, je vous prie, Mon cher Syndic, l'hommage de la haute considération et de l'amitié sincère que je vous ai vouées pour la vie.

C^{te} Auguste TALLEYRAND.

CXXXVIII¹

Pictet-de Rochemont au Premier Syndic

[Genève ou Lancy], le 18 juillet 1818.

Monsieur le Syndic,

Quoique cette dépêche², que m'apporte l'auditeur Naville n'apprenne rien de nouveau, j'ai l'honneur de vous la communiquer. Nous n'avons pas eu, je crois, la note de M. de Truchsess³, à laquelle répondait celle de St. Marsan. Maintenant que nous tenons celle-ci en *original*⁴, nous voyons qu'il a réellement conclu à son préjudice, et qu'il n'y avait pas d'erreur de copiste.

J'ai l'honneur.....

C. PICTET.

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces an. A. F. 58 (1 *bis*).

² Voir ci-dessus, n° CII.

³ Elle est imprimée ci-dessus, n° CI.

⁴ C'est probablement dans le dernier alinéa qu'on avait cru voir une erreur de copiste.

CXXXIX ¹

D'Ivernois à Niebuhr

Brouillon

Confidentielle.

Genève, le 18 juillet 1818,

Remerciements pour les lettres du 13 juin ² et félicitations au sujet des avantages obtenus.

En attendant le Conseil d'Etat (qui vient de donner ses ordres pour vous ouvrir le crédit nécessaire aux avances qu'exigera la bulle que vous sollicitez) vous exprime lui-même sa satisfaction et sa reconnaissance. je suis chargé de vous transmettre confidentiellement quelques observations sur le point par lequel votre dépêche du 13 juin se termine en ces termes : « La grande question sera de savoir si, sous l'Evêque de Fribourg, vous pourrez être régis par les lois du Concordat de 1801. ou si vous serez nivelés avec le reste du Diocèse ? Mais cette grande question, vous l'avez posée depuis longtemps. »

Sans doute, nous l'avons pesée et méditée, puisqu'elle peut devenir en quelque manière vitale pour notre Etat, et pourra paraître telle à notre Conseil Souverain auquel appartient la ratification des arrangements que nous poursuivons. Je viens, Monsieur, vous exposer sans nulle réserve les divers motifs de prudence qui, jusqu'ici, nous ont fait craindre d'entraver ces arrangements à leur début même, en anticipant la tractation du point délicat dont il s'agit.

¹ P. I. Corr. t. III. La minute : A. G. Corr. secr., pp. 89-92.

² Voir ci-dessus, n° CXXIX et CXXX.

Et d'abord, je vous prie d'observer qu'avant votre dernière lettre nos espérances de succès étaient encore aussi précaires qu'elles paraissent solides aujourd'hui, et que dans l'incertitude où nous étions sur l'appui que nous accorderaient les Puissances signataires du Protocole de Vienne et sur la durée des obstacles que l'opposition de la Cour de Turin¹ pourraient mettre aux dispositions bienfaisantes de S. Em. le Cardinal Consalvi², il nous aurait paru intempestif de provoquer une question incidentelle qui eût risqué d'influer plus ou moins sur le fond même de l'affaire.

Je vous prie d'observer en outre que quel que soit le Diocèse dont relèvent et relèveront nos Paroisses savoyardes, le régime diocésain auquel elles devront rester soumises nous paraît irrévocablement décidé d'avance par le Protocole de Vienne et par le traité de Turin. Ils prononcent, art. III et XII, que la religion catholique y sera maintenue et protégée de *la même manière* qu'elle l'était alors, et que les lois et usages en vigueur au 29 mars 1815 seront *maintenus*.

Le *status quo* du Régime diocésain établi à cette époque étant donc, bien évidemment, la règle que nous ont prescrite les Hautes Puissances, vous comprendrez aisément, Monsieur, combien il serait dangereux de nous en départir, au risque de compromettre, soit pour le présent, soit dans l'avenir, le bienfait de la cession des Paroisses catholiques que nous a assuré le Protocole, en y attachant la condition expresse qu'elles continueront à être régies spirituellement de *la même manière* qu'elles l'étaient alors.

¹ Le texte portait d'abord : ... l'opposition inattendue du Cabinet de Turin ...

² Le texte porte : Gonzalvy.

L'Evêque de Fribourg et le Gouvernement de son Canton sont, vous ne l'ignorez pas, les deux autorités Helvétiques les plus religieusement attachées à toutes les prérogatives du Saint-Siège. Or le choix volontaire que nous avons fait de cet Evêque pour régir nos nouvelles paroisses prouve assez combien nos intentions envers leurs ressortissants doivent nous mériter de confiance à Rome.

Toutes ces circonstances réunies nous ont portés à croire que, jusqu'à ce que la Cour de Sardaigne eût décidément retiré son opposition à nos vœux, il pourrait être déplacé de les faire connaître officiellement à Fribourg, et que si nous nous hasardions à y entamer, sur ce qui concerne le régime diocésain, des pourparlers qui ressemblent à une négociation, nous risquerions d'y provoquer, sinon des prétentions, du moins des questions incidentelles qui, une fois élevées avant l'obtention de la bulle, rendraient ensuite plus grande la difficulté de leur solution. Il nous a même paru que si ces questions venaient à être immédiatement référées à Rome par l'Evêque (ce qui ne serait pas invraisemblable), elles nous exposeraient à y voir compliquer ou ralentir la marche de notre négociation ; tandis qu'au contraire si elle s'y termine purement et simplement sans qu'il y soit rien prononcé sur le régime particulier auquel seront soumises nos nouvelles Paroisses, nous nous retrouverons, pour débattre nos justes droits, placés sur le même terrain où nous avait placés le Protocole vis-à-vis l'Evêque de Chambéry. Notre perspective d'arriver alors à quelque mode de vivre également satisfaisant pour les deux autorités, en sera d'autant meilleure qu'aucun intérêt purement politique, étranger à la Suisse et

hostile pour nous. ne viendra comme aujourd'hui en traverser et'en envenimer la tractation. Pourquoi d'ailleurs l'Evêque de Fribourg se refuserait-il à placer nos paroisses catholiques sous quelque régime particulier et assorti à notre condition de Canton mixte, quand l'évêque de Chambéry lui-même a expressément reconnu. ainsi que vous l'avez vu dans ses lettres, la convenance de nous placer à l'égard des fêtes religieuses sous des rapports différents de ceux qui régissent le reste du Diocèse? Quand les choses en seront là, le Protocole dont nous voulons supporter toutes les charges, pourvu qu'on en respecte les décisions, servira de base à des arrangements équitables. Nous ne doutons pas qu'ils ne soient facilités par l'amour de l'ordre et l'esprit de paix qui, dans leurs transactions intérieures, animent et dirigent les diverses autorités suisses, quelle que soit d'ailleurs la différence du culte qu'elles professent.

Mais cet avenir dépend beaucoup. Monsieur, de ce que la bulle dont vous nous annoncez incessamment la minute, ne contiendra, s'il est possible. rien qui put s'interpréter comme imposant directement à l'Evêque de Fribourg l'obligation de nous sortir du Protocole. S. Em. le Cardinal Secrétaire d'Etat, sous les yeux duquel cet acte Européen a été préparé, signé et garanti par les Puissances pacificatrices, sentira mieux que personne combien il nous importe de ne pas nous en laisser dévier. Nous nous flattons aussi qu'il sentira qu'un Gouvernement Protestant, qui a spontanément dépassé en faveur de ses Prêtres catholiques les conditions que lui imposait ce Protocole, s'est déjà acquis quelques droits à la bienveillance du Saint-Siège.

Je viens donc vous prier. Monsieur, d'employer tout

l'ascendant de votre place et de vos lumières pour que la bulle que vous sollicitez en notre faveur ne contienne rien qui, en mettant en problème les conditions prescrites dans le Protocole de Vienne, tendrait à compliquer d'avance la question délicate que vous avez si bien posée et qui, j'ai l'honneur de vous le répéter, est en quelque manière pour nous une question vitale.

Veillez agréer, avec l'hommage de ma considération distinguée, celui de tous les sentiments d'attachement, d'estime et de reconnaissance que je vous ai voués et avec lesquels je suis. Monsieur.....

D'IVERNOIS
Conseiller d'Etat

P. S. — M. Viollier, qui vous fera parvenir cette lettre et qui a perdu ici son respectable père, me charge très particulièrement de le rappeler à votre souvenir et de vous présenter ses respects.

CXL¹

Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

Berne, le 19 juillet 1818.

.....

Je joins ici la lettre que j'ai reçue hier de M. de Talleyrand²; elle est très obligeante pour notre Canton; je différerai de lui répondre par écrit jusqu'à ce que le Conseil m'ait transmis un modèle de réponse.

.....

DES ARTS

¹ **A. G. R. C. 1818.** Pièces ann. C. D. 41 (q).

² Voir ci-dessus, n° CXXXVII.

CXLI¹

Schidtmeyer à Des Arts

Genève, du 20 juillet 1818.

La Commission diplomatique s'est occupée sérieusement de la lettre de Mr. de Niebuhr² et de la marche à suivre dans la position défavorable qui semble nous menacer; elle a fait son rapport au Conseil d'Etat et j'ai été chargé de vous exposer les opinions diverses qui se sont élevées dans la Commission, de vous demander votre avis, et enfin de vous inviter à prendre des renseignements importants. Vous avez une copie de la lettre de Mr. de Niebuhr, ce qui me dispense de vous transcrire les articles. Pour procéder avec ordre, je vous exposerai les opinions et les contre-opinions; les résultats viendront ensuite.

Première opinion

Le passage de la lettre de Mr. de Niebuhr où il nous demande si nous avons une opinion arrêtée sur ce point, si en faisant partie du Diocèse de Fribourg nous continuerons à suivre le régime du Concordat, ou si nous adopterons le régime en vigueur dans le Diocèse nouveau; la connaissance que l'on a des obstacles qu'on rencontrés quelques Cantons dans les négociations qu'ils ont ouvertes à Rome pour le même objet que nous, doivent nous faire craindre qu'il ne soit question de nous faire acheter la faveur d'appartenir à un Evêque Suisse par les conditions les plus dures, ou que nous ne soyons

¹ A. G. Corr. sec. pp. 83-88. — ² Voir ci-dessus, n° CXXIX..

ipso facto soumis à la Jurisdiction Episcopale qui régit le Diocèse de Fribourg. Or sans connaître avec exactitude le régime actuelle de l'Evêque de Fribourg, on sait que par un effet de l'union intime des pouvoirs civil et spirituel et du secours mutuel qu'ils se prêtent en toute occasion, les prérogatives sont immenses, et qu'en particulier les bulles du Pape, les règlements de l'Evêque ne sont soumis à aucun *exequatur*; les nominations Ecclésiastiques appartiennent à l'Evêque, sans confirmation de la part de l'Autorité civile, ni prestation de serment; les fêtes sont en grand nombre; le clergé a une grande influence sur l'éducation; toutes les matières Ecclésiastiques, les questions d'état, de mariage ressortent des tribunaux Ecclésiastiques.

Dans un tel état de chose est-il prudent et sage d'aller en avant? Ne vaudrait-il pas mieux attendre des circonstances plus favorables? Le Conseil Représentatif, auquel il appartient de donner une sanction définitive aux arrangements ecclésiastiques, d'accepter la bulle et les conditions, ne rejettera-t-il pas les conditions trop dures qu'on nous imposerait, et ce refus ne rendra-t-il pas notre position plus mauvaise?

Le moment est mal choisi pour traiter: nous sommes sous l'influence des Concordats conclus avec la France¹, la Bavière², des arrangements faits avec le Piémont, etc., etc.³, et qui tous sont trop favorables à l'autorité spirituelle.

La Diète Germanique se prépare à disputer le terrain au Clergé, à diminuer ses prérogatives, à ne pas le laisser dans une indépendance absolue. On doit supposer que

¹ Juin 1817. — ² Octobre 1817.

³ Les Deux-Siciles et l'Espagne.

le Concordat avec la France, qui a été repoussé par l'opinion, sera remplacé par un autre Concordat tout différent. Le Canton de Genève ne serait-il pas mieux placé à une pareille époque ?

Contre-opinion

Suspendre la négociation, c'est renoncer à en faire une.

Il faut profiter à présent ou jamais de la bienveillance des Puissances : une guerre, un système différent d'alliances peuvent nous priver de leur accord, les porter à des ménagements envers le Pape et la Cour de Turin ; Mr. de Niebuhr, qui nous est si favorable, peut quitter Rome ; le Pape peut mourir ; le Cardinal Consalvi quitter le Ministère.

Le système du Canton de Genève doit être avant tout de ne plus ressortir d'un Evêque Savoyard, parce qu'à un inconvénient purement religieux dans une pareille association se joignent tous les dangers politiques. L'état actuel des choses est tel que nos habitants catholiques sentent tous les avantages de leur réunion, mais cet état de choses peut changer : une guerre ou tel autre événement politique peut les mettre dans la dépendance de leur ancien Maître pour la crainte de tel danger, ou l'espérance de tel avantage ; et il est facile d'entrevoir l'influence qu'exercerait un souverain sur ses anciens sujets par le moyen de prêtres qui seraient sous sa dépendance spirituelle.

Le Conseil Représentatif pourra montrer de la répugnance pour certaines conditions ; mais il est à croire qu'avant tout il voudra se sortir de la tutelle Savoyarde ; et d'ailleurs pour suspendre la négociation dans ce moment on aurait de la peine à trouver un motif suffisant.

et qui peut être justifié aux yeux du public et le convaincre de la convenance de cette suspension. Il faut donc continuer la négociation, mais faire tout ce qui est en nous pour l'amener à bien.

Seconde opinion.

En supposant que Rome ne nous impose aucune condition, n'est-il pas à craindre que *ipso facto* nous ne soyons soumis au régime actuel du Diocèse de Fribourg, et ce régime qui peut convenir au Canton de Fribourg (qui ne fait qu'un avec le Clergé) ne sera-t-il pas insupportable pour le Canton de Genève, placé tout différemment, et qui par suite de son protestantisme, des anciennes préventions, et des restes d'une influence étrangère mais voisine, se trouvera toujours plus ou moins en opposition avec son Clergé.

Contre-opinion

Si on ne nous impose aucune condition à Rome, il n'en résulte pas nécessairement que nous soyons soumis au régime actuel de Fribourg; et n'est pas de règle qu'il n'y ait qu'un même régiment pour un seul Diocèse.

Dans le Diocèse de Chambéry, la partie Savoyarde est réglée par les Lois et usages Savoyards, le Pays de Gex par le Concordat de 1801, les Communes de Genève par un état intermédiaire.

Dans le Diocèse de Constance, dont ressortissaient la Thurgovie, St-Gall, les Petits Cantons, Lucerne, etc., le régime Ecclésiastique différerait dans chaque Etat et dépendait plus des préventions et des habitudes de chaque Etat que d'une règle uniforme et générale.

Si Genève obtient sa réunion à Fribourg, ne doit-on

pas supposer que nous serons régis par les lois et usages en vigueur au 29 mars 1815. sauf à nous débattre avec l'Evêque de Fribourg sur le sens et l'application des articles du Protocole [de Vienne] et du Traité [de Turin] ? Cette position sera fatigante pour le Gouvernement de Genève. mais elle sera la même qu'avec l'Evêque de Chambéry. sauf les inconvénients politiques qui n'existeront plus, et c'est là le grand point.

L'Evêque de Fribourg lui-même n'a pas un seul et même régime pour son Diocèse ; on croit que les Communes catholiques du Canton de Vaud¹ et de Neuchâtel ne sont pas sous le même régime que les Communes du Canton de Fribourg.

Troisième opinion

N'y aurait-il pas de l'avantage à pressentir d'avance l'Evêque de Fribourg, soit directement, soit indirectement, sur notre mode de vivre avec lui ? Ne serait-il pas flatté de cette démarche ? ne serait-il pas plus facile en raison de ce que notre réunion à son Diocèse est à faire. et que nous pourrions lui montrer de la répugnance à continuer nos démarches, s'il n'était pas accommodant ? ne le disposerait-on pas en notre faveur en lui faisant entrevoir des avantages pécuniaires et temporels pour lui et pour son séminaire ?

Contre-opinion

Vu l'esprit et le caractère des Evêques de Fribourg. toute tentative de négociation directe ou indirecte auprès de lui sera communiquée à Rome, où l'on se prémunira contre nous. On nous dictera des conditions dures, si

¹ Dans le baillage d'Echallens.

nous en demandons de douces. L'expérience nous a appris que la plus fâcheuse des positions (à moins que l'on ne soit Bonaparte) c'est de traiter avec le Clergé, qui ne se lie jamais par écrit à des conditions défavorables, et que le mieux est de rester dans un certain vague, où la lutte est permise. Enfin notre Code religieux est consigné d'une manière authentique dans le Protocole de Vienne et le Traité de Turin, et en cela notre position diffère de celle des Cantons de la Suisse qui veulent établir un Evêché nouveau pour lequel il faut convenir d'une Jurisdiction et la créer et [qui] n'ont pas comme nous un mode de vivre déjà déterminé. Dans les circonstances actuelles, de Etat tel que le nôtre, qui prend l'initiative sur le mode de vivre en matières Ecclésiastiques, court la chance certaine de se voir imposer des conditions plus dures que celles sous lesquelles il vit. Ce serait chimère que d'espérer un adoucissement.

Le Conseil d'Etat. Monsieur le Syndic, sans avoir adopté d'opinion tranchée, a plutôt été entraîné du côté des contre-opinions, qui ont eu pour elles la grande majorité de la Commission Diplomatique. En conséquence il arrête :

1^o de ne pas arrêter dans ce moment les négociations de Mr. de Niebuhr, de le remercier, de lui ouvrir un crédit, et de se retrancher d'une manière générale non derrière le *Concordat*, dont le nom sonnerait mal à Rome, mais derrière les *Lois et usages* mentionnés au Protocole et au Traité, de demander à connaître la bulle de translation avant qu'elle soit signée, et de l'informer que notre Conseil Représentatif doit connaître en dernier ressort de tous nos arrangements Ecclésiastiques.

2^o de vous inviter, Monsieur le Syndic, à conférer avec Mr. de Gruner et les autres amis que nous avons en Suisse sur l'état de nos affaires, sur l'inconvénient qu'il y aurait à agir dans ce moment, sur la chance d'avoir pour Genève un régime différent de celui du Canton de Fribourg.

3^o de vous prier de réfléchir et de nous donner votre avis sur la convenance d'aborder l'Evêque de Fribourg directement ou indirectement sur les conditions de notre futur régime avec lui.

4^o de vous demander de prendre les renseignements les plus précis sur les droits de l'Evêque de Fribourg, la compétence des tribunaux Ecclésiastiques, la nomination aux Cures, le serment, l'*exequatur* des bulles et des mandements, les fêtes, l'instruction publique, etc., etc.

5^o de vous demander aussi des renseignements sur le régime sous lequel vivent, quant au spirituel, les Cures catholiques de Vaud et de Neuchâtel, en s'adressant pour cela aux Députés des Cantons respectifs. Peut-être sur toutes ces matières Mr. Muller de St-Gall¹ donnerait-il d'utiles renseignements.

Le Conseil d'Etat ne veut prendre de résolution définitive que lorsqu'il aura votre opinion sur le tout, et les renseignements qu'il vous demande lui sont nécessaires. Il regrette, Mr. le Syndic, d'ajouter ainsi à vos travaux, mais l'importance du sujet et le prix qu'il met à vos avis lui ont fait un devoir d'avoir recours à vos lumières, et d'écouter l'intérêt de la chose publique plus que les ménagements qu'il aurait voulu avoir pour vous.

¹ Karl Müller-Friedberg, 1755-1836, alors *landammann* de St-Gall; adversaire du prince-évêque Pancrace de ce diocèse. Cf. J. Dierauer. *Müller-Friedberg*, St-Gallen. 1884, pp. 350-364.

Il est également à désirer que si les Députés de Berne et de Lucerne reviennent de Rome pendant que vous serez à Berne, vous ayez avec eux quelques entretiens sur leur mission, qui puissent vous servir de direction, et qu'à leur défaut vous en causiez avec des membres du Gouvernement de Berne.

Agréez.....

SCHMIDTMEYER

CXLII¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 24 juillet 1818

Des Arts accuse réception de la lettre du syndic Schmidtmeier du 20 juillet².

..... il a cru devoir s'abstenir d'en donner connaissance à Mr. de Gruner dans la crainte que nos hésitations et nos scrupules ne donnassent à notre marche une apparence rétrograde et ne diminuassent son zèle à nous être utile.

En étant opiné

Le Conseil invite Mr. le Premier à faire observer à Noble Des Arts que loin qu'Il ait eu l'intention de consulter par son organe Mr. de Gruner sur la convenance de suspendre une négociation, qu'Il est au contraire à l'avis de suivre avec le plus d'activité possible, Il a désiré seulement qu'en l'entretenant de nos craintes sur la dureté des conditions que la Cour de Rome serait tentée de nous imposer, il put concourir par son influence et son crédit à les rendre plus douces.

¹ A. G. Reg. secr., pp. 142, 143.

² Voir ci-dessus, n° CXLII.

CXLIII¹

Le Conseil d'Etat de Genève à Niebuhr

Genève, du 27 juillet 1818.

(Remerciements de tout ce qu'il a fait dans
l'intérêt de Genève.)

Nous nous en rapportons entièrement à V. E. pour le
choix de l'agent curialiste chargé de solliciter les Bulles,
et nous l'informons de plus que pour tous les frais
auxquels elles donneront lieu nous lui avons ouvert par
l'entremise de Mr. Viollier un crédit sur Mr. Auguste
Snell, négociant établi à Rome.

.....

DES ROCHES, secr. d'Etat.

CXLIV²

**Note sur la réponse à faire par M^r le Syndic des Arts
à la lettre que lui a adressée M^r de Talleyrand
relativement à la cure de Vernier.**

Genève, du 28 juillet 1818.

Note reproduite presque mot à mot dans la lettre
de Des Arts au comte Talleyrand, du 9 août 1818³.
Il n'y a à relever que le post-scriptum :

N.-B. — Il serait à désirer que dans la réponse on prit
en quelque sorte acte de ce que dit Mr. de Talleyrand
que son Gouvernement ne veut point s'immiscer dans
nos affaires. et qu'on eut l'air de ne lui répondre que par
amitié et politesse.

¹ A. G. *Corr. sec.*, p. 93.

² A. G. (Réserve) *Copie de lettres 1818-19*, pp. 117, 118.

³ Voir ci-dessous, n° CXLVII.

CXLV¹

Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

.....

Berne, le 30 juillet 1818.

J'avais communiqué les lettres de Mrs de Niebuhr² et D'Ivernois³ à S. E. Mr. de Gruner; je lui avait dit quelques mots; je fus interrompu; j'ai fait dès lors deux ou trois visites en blanc; nous y dînons demain; je lui recommanderai de nouveau toute cette affaire selon le vœu du Conseil d'être à l'abri d'un bref par trop ultra-montain.

.....

DES ARTS

CXLVI⁴

Des Arts au Conseil d'Etat de Genève

.....

Berne, le 2 août 1818.

Dans la conversation que j'ai eue avec S. E. Mr. de Gruner. j'ai appris qu'en général à Rome on voudrait aujourd'hui faire revivre les principes des XII^e et XIII^e siècles, et qu'on aurait voulu les faire adopter aux Députés Suisses⁵, en leur disant : vous êtes souverains chez vous. vous les modifierez dans l'exécution à votre gré. Il paraît qu'ils s'y sont refusés. J'ai fait remarquer que

¹ A. G. C. R. 1818. Pièces ann. C. D. 41 (14).

² Voir ci-dessus, nos CXXIX et CXXX.

³ Voir ci-dessus, n° CXXXIX.

⁴ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. C. D. 41 (15).

⁵ Bernois et Lucernois, venus à Rome pour régler la question des Evêchés de Bâle et de Constance.

nous avions plus de raison encore de nous y refuser, parce que notre Souveraineté était un peu restreinte par l'espèce d'inspection que s'était attribuée S. M. Sarde sur le maintien du Culte Catholique dans les Communes ci-devant Savoyardes, d'où il serait à craindre qu'on ne soutînt à Turin que tout culte qui s'écarterait de la Bulle n'était pas Catholique.

Je lui ai dit que nos craintes extrêmes sur la nature de la Bulle n'étaient point un obstacle aux négociations de Mr. de Niebuhr, mais que nous avions extrêmement à cœur que le Gouvernement eût la haute main sur le clergé, sans toucher au dogme, et qu'on eût le projet de la Bulle avant qu'elle fût publiée pour pouvoir obtenir des améliorations. ce qui serait plus difficile après la publication, vu la répugnance qu'aurait la Cour de Rome de revenir sur ses pas.

Il m'a promis de la manière la plus bienveillante de lui écrire fortement dans notre sens et de lui faire bien connaître notre situation, et la certitude d'un refus par notre Grand Conseil, si la Bulle était inacceptable. On pourrait soupçonner que Mr. de Niebuhr ne met pas une trop grande importance aux expressions de la Bulle. puisque dans une de ses lettres, je crois me souvenir qu'il disait qu'il ne fallait pas trop se scandaliser de quelques mots¹. D'ailleurs son Souverain sait très bien dire : « si vous ne donnez pas votre adhésion à telle proposition elle n'en aura pas moins son effet. » Nous sommes de trop chétifs Souverains pour avoir le verbe si haut.

.....

DES ARTS

¹ Lettre du 13 juin 1818, p. 203.

CXLVII¹

Des Arts au comte Talleyrand

le 9 août 1818.

Monsieur le Comte,

Je suis en état de répondre à la lettre pleine de bonté que V. E. m'a fait l'honneur de m'écrire².

La Cure de Vernier était vacante longtemps avant le traité de Paris. C'est notre Conseil d'Etat qui, mettant du prix à ce que cette Commune ne restât pas plus longtemps sans Pasteur, s'adressa à l'Evêque de Chambéry pour y pourvoir, en réclamant le bénéfice du Concordat qui régissait le Pays de Gex.

Le Concordat veut que le choix des Curés confié à l'Evêque ne puisse porter que sur des personnes agréées du Gouvernement et que les Curés prêtent serment aux Autorités civiles.

Au mépris de ces dispositions, l'Evêque nomma un Curé pour Vernier et le fit installer sans remplir aucune des formalités requises. Nous ne fûmes, en quelque sorte informés de cette nomination que par la demande que le nouveau Curé fit de son traitement. Il lui fut répondu qu'il le recevrait dès que les formalités requises auraient été observées.

Peu de temps après le Curé fut révoqué et transféré ailleurs.

C'est donc par le fait de Mr. l'Evêque de Chambéry

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann., P. D. 42, f° 2 (brouillon).

² Voir ci-dessus. n° CXXXVII.

que la paroisse de Vernier est restée sans Curé jusqu'à ce jour.

Le Gouvernement de Genève est bien éloigné de demeurer indifférent sur l'exercice du Culte dans les nouvelles Communes. Il eût volontiers payé pendant cette espèce de litispendance un desservant pour l'Eglise de Vernier, si la chose eût dépendu de lui et sans préjudice à ses droits.

Il n'a cessé de veiller à ce que toutes les Cures fussent pourvues, il a augmenté le traitement annuel des desservants, il a pris à sa charge les suppléments de traitement qui étaient à la charge des Communes, il les a aidés dans les réparations des Eglises et des Presbytères, il a fait don pour cet objet à la Commune de Vernier d'une somme d'environ 800 francs. Enfin il a pourvu à ce que pendant la vacance de la Cure les jeunes gens de cette paroisse ne fussent pas privés de l'instruction religieuse.

V. E. voit que nous avons justifié les préventions favorables qu'Elle a conçues à notre égard.

Nous n'oublierons jamais les devoirs que la cession qui nous a été généreusement accordée nous impose.

Vous nous annoncez, Monsieur le Comte, que Votre Gouvernement ne veut nullement s'immiscer dans les intérêts des habitants séparés du Pays de Gex; c'est un motif de plus pour nous d'en faire constamment l'objet de nos soins, et de montrer en cette occasion comme en toute autre, par tous les moyens qui seront en notre pouvoir, notre gratitude et notre dévouement à Sa Majesté, et que nous avons présente à l'esprit la bienveillance précieuse dont ses Augustes Prédécesseurs ont honoré dans tous les temps notre République.

Agréez l'hommage du respect et du dévouement avec lesquels.....

DES ARTS

CXLVIII¹

Niebuhr à D'Ivernois

Confidentielle.

Rome, le 12 août 1818.

Monsieur et très honoré ami.

J'éprouve toujours un plaisir particulier en recevant de Vos nouvelles, qui toujours présentent l'assurance de la continuation d'une amitié à laquelle je mets tout le prix qu'elle mérite. Cependant Votre dernière lettre² m'a été d'autant plus chère qu'elle me rassure contre la crainte que Votre Gouvernement aurait pu concevoir, par mon silence, que j'eusse négligé des intérêts que je n'aurais embrassés qu'avec un zèle passager. Ceux d'entre Vous qui connaissent l'été de Rome, et qui savent s'imaginer ce qu'il doit être cette année, seraient les premiers à le soupçonner et peut-être même ils l'excuseraient. Croyez cependant, Monsieur, pour me rendre justice, que je ne m'occupe pas moins des affaires pendant la canicule que pendant la saison où l'on est ici maître de ses facultés morales et intellectuelles. L'équité exige qu'on soit excusé si on les fait moins bien pendant les mois où on ne fait que végéter.

Toujours encore Votre affaire n'a point été discutée dans une congrégation, et ainsi elle n'est point encore décidée. Vingt fois je l'ai rappelée au Cardinal Secrétaire d'Etat, et chaque fois que je lui en parle je tâche de la lui

¹ A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 36 (2).

² Voir ci-dessus, n° CXXXIX.

rendre urgente, et de trouver quelque observation pour l'appuyer, et des nouveaux arguments à son usage qu'il puisse opposer à ceux qui sont dirigés par l'influence de Vos adversaires. Il m'écoute favorablement; je crois aussi qu'il profite de ce que je lui dis; s'il me conjure d'avoir encore un peu de patience, il faut bien s'y soumettre.

Nos adversaires maintiennent leur opposition, et Monseigneur le Cardinal Consalvi m'a dit qu'il avait vu deux lettres (je suppose des dépêches) terribles, et dictées par la plus véhémence passion, dont l'une toute récente.

Le Cardinal lui-même ne change point dans ses dispositions, et je n'ai que peu d'appréhension qu'il ne réussisse. Tout ne peut pas se dire par la poste; ainsi je Vous dirai seulement que les obstacles que l'influence personnelle élève sont tels, qu'on ne doit pas s'étonner si, avec des instructions telles que les Vôtres, je finissais en moins de temps une négociation sur tous les intérêts ecclésiastiques de tout un Royaume, que cette légère affaire de circonscription de diocèse. Il faut la suivre et avec persévérance, et avec des égards à la position du Cardinal. Veuillez bien être persuadé, Monsieur, que j'agis comme s'il était question de mon pays.

Lorsque la question sera décidée, je Vous en avertirai sur le champ et je demanderai communication de la bulle. Vous savez ce que c'est qu'une bulle, et qu'il est de son essence qu'il y entre des expressions très peu conformes à nos idées. J'espère que Vous en serez choqué moins que tant d'autres. Vous vous montrez si bon catholique dans Votre correspondance avec l'Archevêque de Chambéry! J'en aurais fait autant à Votre place, et j'espère que l'ombre de Calvin ne s'agitiera pas. Mais tout en passant sans pédanterie sur les phrases et sur ce

qui est sans conséquence dans le 19^e siècle, je veillerai sur tout ce qui regarde le point qui fait l'objet de Votre dernière lettre.

.....

Les affaires de l'Eglise catholique offre le spectacle d'un grand mouvement, excité par des forces morales très peu considérables. Les hommes qui se mettent en évidence n'auraient pas même été aperçus du temps de la réforme, et nos réformateurs avaient un but autrement grand. La masse paraît s'y intéresser fort peu ; mais les révolutionnaires attendent. Les suites peuvent devenir très importantes ; il est possible qu'il naisse un schisme en Allemagne qui pourrait bien gagner d'autres pays. Si l'on crée des prêtres réfractaires, on verra les révolutionnaires qui à présent crient pour la soi-disant réforme, qui n'est que la guerre de l'épiscopat contre la papauté, se ranger du côté des ultramontains, qu'il faudra bien pousser à la révolte pour établir le nouveau système.

.....

NIEBUHR

[P. S.] Lorsqu'il sera temps de retirer la bulle, je Vous recommanderai un *expéditionnaire* (Vous avez entendu parler de cette classe de gens) très habile et très digne de confiance, dont je me sers et auquel je voudrais faire gagner plutôt qu'à un autre les épices qu'il faut nécessairement payer à quelqu'un.

CXLIX ¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 28 août 1818

Mr. le Premier donne connaissance au Conseil :

1^o d'un article faisant partie d'une lettre qu'a adressée Mr. de Truchsess à Mr. Pictet-de Rochemont, où il lui

¹ A. G. Reg. secr. p. 143.

mande que quelque chagrin qu'excite à la Cour de Turin la réunion du Canton de Genève à un Evêché Suisse, elle prend néanmoins l'apparence de la résignation à ce qu'elle a l'air d'envisager comme inévitable.

2° (de la lettre de Niebuhr à D'Ivernois du 12 août 1818.)

CL¹

Niebuhr à Savigny²

.....

Rom, den 1. September 1818.

Wissen Sie schon, dass ich einige Aussicht habe *citoyen de Genève* zu werden ? und wohlverdient ? Dann schreibe ich einmal etwas mit allen meinen Titeln und Würden nach dem Namen.

.....

CLI³

Niebuhr au Cardinal Consalvi

(Note)

Rome, le 3 septembre 1818.

Niebuhr rappelle ses démarches antérieures en faveur de Genève, ainsi que celles des diplomates anglais, autrichien et russe. Il insiste sur l'intérêt particulier que le roi de Prusse prend à la demande du gouvernement genevois. Il s'étonne de voir arrêtée cette affaire par des obstacles tout à fait hors de proportion aux circonstances de la cause.

¹ *Lebensnachrichten über Barthold Georg NIEBUHR*, Hamburg, 1838, t. II, p. 375.

² Friedrich Karl von Savigny, 1779-1861, le célèbre juriste allemand, alors conseiller auprès de la Cour de révision des provinces rhénanes.

³ Copie. A. G. R. C. 1818. Pièces ann. P. D. 36 (3).

Genève demande une mesure du genre de celles qui ont été accordées à la Suisse Allemande, à la Bavière, à la Pologne, à l'Autriche, à la Sardaigne même. Le Ministre de Prusse ne peut ignorer ce qu'il sait en commun avec la ville entière, que non seulement l'autorité métropolitaine de Monseigneur le Prince Archevêque de Gnesne¹ sur le royaume de Pologne est abolie, mais qu'encore quatre cinquièmes de son diocèse sont démembrés; et que, si le Concordat du Royaume d'Hanovre se conclut, une grande partie de l'Evêché de Munster passera à un autre diocèse.

Quelle serait donc la raison pour refuser à Genève ce que le Saint-Siège accorde aux demandes d'autres Etats, parce que les circonstances politiques les justifient ?

Genève désire-t-elle un arrangement qui diminue la dépendance de ses communes catholiques du Saint-Siège ? — Elle réclame de les voir passer de l'autorité d'un prélat nommé par son Prince sous celle d'un Evêque nommé immédiatement par le Saint-Siège.

Ce prélat et l'Etat où il réside sont-ils soupçonnés de projets hostiles à l'unité de l'Eglise catholique ? — On n'en imputera point à eux qui de tout temps se sont distingués en Suisse par leur attachement à la Cour de Rome, à ceux qui ont accueilli des ordres religieux persécutés².

Genève a-t-elle fait naître des doutes sur sa sincérité de sa profession de vouloir honorer et protéger l'Eglise catholique ? Elle a augmenté les salaires des curés, elle procure aux catholiques le partage des premiers emplois, malgré le désavantage dans lequel se trouvent inévitable-

¹ Ignace Raczyński. S. J., archevêque de Gnesen depuis 1806.

² Allusion au rappel des jésuites par le Canton de Fribourg.

ment les habitants de campagne à côté de ceux d'une ville où l'esprit est éminemment cultivé.

Que veut donc Genève ? — Elle désire que tous les rapports de ses citoyens catholiques soient Suisses ; elle désire qu'ainsi les nouveaux citoyens se rattachent entièrement à l'Etat auquel ils appartiennent ; elle désire aussi, pour parler sans réserve, affermir le bon voisinage avec la Cour de Turin en faisant disparaître ce qui entretient des souvenirs qui peuvent troubler l'harmonie. Un Souverain qui franchement et de bonne foi veut concourir au nouvel ordre que les événements ont établi ne sera point fâché de voir cesser l'influence des Evêques de son Royaume dans les pays voisins, influence qui peut l'entraîner dans des démêlés qui doivent lui être étrangers ; et par ce motif le Roi [de Prusse] ne regrettera aucunement la diminution de la splendeur et de la puissance de l'Archevêché de Gnesne.

Ce n'est pas pour avoir méconnu les vertus et les qualités de Mgr. l'Archevêque de Chambéry que Genève a formé sa demande ; mais quelle serait désormais la position du Gouvernement de la république par rapport à ce prélat, si ses adversaires réussissaient à la faire échouer ?

Le soussigné demande pardon à S. Emin. de sa franchise ; mais on ne peut se dissimuler : une décision contraire au vœu de la république serait partout jugée être contraire à l'équité, et l'effet d'une faveur personnelle, très méritée sans doute, mais très malheureusement appliquée.

Il faut le dire : la décision que la Cour de Rome prendra, influera sur des intérêts beaucoup plus importants que ceux d'un petit Etat qu'on peut traiter avec dédain. Si malheureusement elle fut contraire à Genève, elle

éveillerait la défiance dans tous les Gouvernements où les sujets sont de religion mixte. On se demanderait à quoi sert un esprit de justice et de respect pour l'Eglise à laquelle le Gouvernement n'appartient pas ? Qu'on ne se fasse point illusion : Genève, par son étendue géographique n'est sans doute qu'un point, mais ce point est la partie de tout le Continent qui possède les rapports les plus resserrés avec l'Angleterre; et si la Cour de Rome met de l'importance à voir enfin les démarches des Catholiques Irlandais accordées, la sagesse conseillera qu'on ne fournisse pas des armes à leurs adversaires. La cause de Genève repoussée serait plaidée dans les journaux anglais, elle retentirait au Parlement, et l'impression qu'elle produirait peut suffire à elle seule à décider une majorité où les voix seront à peu près balancées. L'heureux effet d'une décision favorable peut au contraire devenir également décisif.

Quant à Genève même, elle sera pleinement justifiée dans le cas d'un refus, si elle veut s'en tenir avec une inexorable rigidité à la lettre du *status quo* qu'on voudrait maintenir contre elle; il n'y aurait pas même en cela de l'irascibilité. Et si l'on veut empêcher que ses sujets se réunissent à leurs concitoyens, si l'on veut que le Gouvernement ait des causes de se défier d'eux, il lui serait très facile de les éloigner de toutes places et de toute influence et cependant de les contenir sans difficulté : ils sont à peine plus d'un tiers de la population.

Voilà l'une des alternatives. L'autre, c'est la suite et l'étendue du système de libéralité, de bienfaisance et de cordialité que l'on a adopté jusqu'ici. De quel côté serait l'avantage de l'Eglise ?

Le soussigné profite de cette occasion. . .

NIEBUHR

CLII¹

Niebuhr à D'Ivernois

Rome, le 5 septembre 1818.

Au moment de me rendre à la campagne pour quelques semaines. j'ai à peine un instant pour Vous donner quelques nouvelles sur notre négociation. Je me réserve de Vous écrire plus amplement de Genzano²; cependant il y a des circonstances qu'il est impossible de confier à la poste. Vous saurez tout si jamais il se présente une occasion assez sûre. Qu'il suffise de Vous dire que Vos intérêts ont été trahi par une cour au moins de celles qui Vous avaient promis le contraire³. Heureusement j'en ai été instruit et, fort de l'intérêt tout à fait particulier que le Roi voue à Votre république, j'ai remis une note conçue avec beaucoup de chaleur et quelque sévérité. Vous en aurez la copie⁴. Tout porte à croire qu'enfin cela sera décisif. Il paraît impossible que l'intrigue Piémontaise puisse y résister. Mes collègues ne font rien depuis qu'ils ont satisfait à leurs instructions; mais ne dites cela à personne.

Le mois d'octobre est mois de vacances pour les affaires, et j'étais très empressé de terminer et faire expédier la bulle dans le courant du mois. L'impression que ma note a produite a été si forte que j'aurais pu espérer y

¹ **A. G. R. C. 1818.** Pièces ann. P. D. 36 s. n.

² Genzano di Roma, au bord du lac de Nemi.

³ L'Angleterre; voir ci-dessous, n° CLXVI.

⁴ Voir ci-dessus, n° CLI.

réussir, mais voilà un autre retard : le Cardinal ne retrouve pas les notes de M. Viollier sur lesquelles il doit baser son rapport. Veuillez donc, Monsieur, m'en faire passer sans délai des copies.

Je suis

NIEBUHR.

CLIII¹

**Séance du Conseil d'Etat de Genève,
du 11 septembre 1818**

Le Conseil informé par Noble Montfalcon² qu'on attend incessamment en Savoie un Grand Vicaire, accompagné d'un ancien Avocat Fiscal du Sénat de Chambéry, chargés par le Gouvernement Sarde de procéder à la délimitation des trois Diocèses de Chambéry, d'Annecy et de Moûtiers. (décide d'en écrire à M. de Niebuhr³) s'en rapportant en outre à la prudence des Seigneurs Syndics pour, s'ils l'estiment convenable, en donner aussi avis à S. E. l'Avoyer en charge, Président du Directoire, qui jugera de la convenance d'en conférer avec le nouveau Nonce de S. S. en Suisse⁴, dont l'intervention n'est peut-être pas à négliger dans une affaire de cette espèce.

¹ A. G. *Reg. secr.*, pp. 143-144.

² Un des deux conseillers catholiques.

³ Voir cette lettre, du 15 septembre, ci-dessous, n^o CLIV.

⁴ Vincenzo Macchi, archevêque de Nisibe (1770-1860); il sera accrédité en Suisse le 6 octobre 1818 et il y restera jusqu'au 9 octobre 1819.

CLIV ¹

Le Conseil d'Etat de Genève à Niebuhr

Genève, le 15 septembre 1818.

Monsieur le Baron,

Nous venons d'apprendre par une voie sûre qu'on attend incessamment en Savoie deux personnages qualifiés et chargés par le Gouvernement Sarde d'y procéder à la délimitation des trois Diocèses de Chambéry, de Moûtiers et d'Annecy.

Le bouleversement qui en résultera dans les Juridictions Episcopales actuelles suffit déjà pour faire disparaître entièrement les premières objections qu'on avait opposées à notre demande, en alléguant la difficulté de rien changer à l'ordre établi.

Mais d'un autre côté, si ce nouvel ordre de choses venait à s'établir, ne fût-ce même que provisoirement, avant que nos Paroisses Catholiques eussent été agrégées à l'Evêché de Fribourg, nous savons qu'elles seront rattachées à l'Evêque d'Annecy qui, avant la révolution Française prenait le titre d'Evêque d'Annecy et de Prince de Genève, et nous savons aussi qu'on se prépare à tirer du voisinage d'Annecy, qui n'est qu'à sept lieues de notre Ville, un argument pour insister sur ce que les intérêts religieux de nos ressortissants catholiques en seront mieux soignés qu'ils ne l'étaient à Chambéry et qu'ils ne pourraient l'être à Fribourg.

¹ A. G. *Corr. secr.*, pp. 94-95.

Le Conseil, pour ces raisons, prie Niebuhr de revenir à la charge auprès de Consalvi pour que ses dispositions en faveur de Genève, soient, sinon complètement effectuées, du moins officiellement connues, avant que la Cour de Sardaigne ait le temps d'y mettre de nouvelles entraves en consommant la réorganisation diocésaine dont elle s'occupe.

.....

TREMBLEY, secr. d'Etat.

CLV ¹

D'Ivernois à Niebuhr

Genève, le 31 octobre 1818.

Accusé de réception de la note du 3 septembre². Détails sur un conflit avec l'Evêque de Chambéry au sujet de la Cure de Vernier³ et de celle de Confignon (en territoire autrefois savoyard). Dans ce second cas, le Conseil d'Etat a refusé de reconnaître la nomination d'un curé faite par l'Evêque, avant que le curé n'ait été agréé par l'autorité civile et ne lui ait prêté le serment d'obéissance.

CLVI ⁴ CLVII ⁵ CLVIII ⁶ CLIX ⁷

Du 13 novembre au 2 décembre 1818 se place un double échange de lettres entre l'archevêque de Chambéry et le Conseil d'Etat de Genève, le premier demandant que le curé Veuilland, qu'il a nommé à la Cure de Confignon, soit salarié par l'Etat de Genève, le second ne voulant s'y conformer que si le prêtre jure entre

¹ A. G. *Corr. secr.*, pp. 95-97. — ² Cf. ci-dessus, n° CXLIV.

³ Voir ci-dessus, n° CLI.

⁴ A. G. *R. C. 1818*. Pièces ann. P. D. 62.

⁵ A. G. (Réserve). *Copie de lettres 1818-19*, p. 164.

⁶ A. G. *R. C. 1818*. Pièces ann. P. D. 64.

⁷ A. G. (Réserve) *Copie de lettres 1818-19*, pp. 170-176.

les mains du gouvernement genevois de lui être fidèle. L'archevêque finit par menacer les Genevois d'une « lutte de puissance à puissance », à quoi ceux-ci répondent qu'ils la regretteraient mais ne craindraient point de soumettre leurs droits « au Tribunal supérieur appelé à en connaître. »

CLX¹

D'Ivernois à Niebuhr

Genève du 5 décembre 1818.

Private and confidential.

Dear and excellent friend,

Votre long silence commence à nous causer, surtout à moi, autant d'inquiétudes sur l'état de votre santé que sur celui de notre négociation. Sans chercher à démêler les causes qui ont pu retarder jusqu'à ce jour la réalisation des promesses que vous avait faites le Cardinal Secrétaire d'Etat, je m'empresse de vous informer d'un incident qui, s'il parvient à S. Eminence et s'il acquiert de la publicité, donnera sûrement à S. Em. plus d'un regret de n'avoir pas encore adhéré à nos sollicitations.

Pourriez-vous croire que malgré nos instances réitérées et respectueuses auprès de l'Archevêque de Chambéry pour obtenir communication du choix des Curés qu'il destine à nos Paroisses vacantes, avant que ces nouveaux Curés s'y présentent pour se marier à leurs Eglises, il persiste à nous refuser cette communication préalable, afin de nous refuser par cela même le droit de déférer à ses choix.

¹ A. G. Corr. secr., pp. 98-101.

Il y a près d'une année qu'à l'occasion du Curé de Vernier (suit le récit déjà connu par la lettre de D'Ivernois du 31 octobre) L'Evêque vient néanmoins de renouveler la même contestation à l'occasion de la Cure vacante de Confignon, et avec cette différence, que l'Ecclésiastique nommé pour celle-ci, sans que l'Evêque eût daigné nous faire part de cette nomination, a essayé de se présenter devant l'Eglise, accompagné de femmes et d'enfants, pour en exiger l'ouverture qui lui a été refusée jusqu'à ce qu'il eût prêté le serment requis. Son refus de le prêter et la fermentation qu'il causait dans la Paroisse nous ont obligés, par mesure de police, à lui interdire de séjourner jusqu'à nouvel ordre dans cette Paroisse et dans deux ou trois des paroisses adjacentes. A peine a-t-on été informé de ces mesures à Chambéry que l'Evêque a pris une voie indirecte pour nous annoncer qu'il avait fait choix de cet individu pour cette Cure et que de notre côté nous nous sommes empressés de donner notre *agrément* à son choix. Mais voilà qu'en retour l'Evêque nous a contesté non seulement le droit d'approuver ses choix, mais celui de demander un serment de fidélité à nos Ecclésiastiques catholiques ce qui de notre part a donné lieu à une réponse ¹ qui ne vous laissera, je l'espère, aucun doute sur la justice de nos réclamations. Je vous envoie copie des quatre pièces dont je viens de vous faire mention ², et je crains fort que cet incident [n'ait été] suscité par le Cabinet de Turin tout exprès pour essayer de mettre des entraves à votre négociation.

Mais je suis aussi extrêmement trompé, ou avec un

¹ Voir ci-dessus, n° CLIX. — ² CLVI à CLIX.

homme d'Etat tel que le cardinal Consalvi, cet incident aurait précisément un résultat opposé, en lui montrant l'absolue nécessité de nous rattacher promptement à un Evêque Suisse, afin de terminer d'emblée cette lutte qui éclate déjà et qui, malgré tous nos efforts, pourra devenir infiniment nuisible aux intérêts de la catholicité.

J'ai besoin, entre autres, mon excellent ami, de vous exprimer le chagrin que j'éprouve en voyant l'Evêque de Chambéry (je devrais plutôt dire le Cabinet de Turin) élever ces deux étranges prétentions dans un moment où elles pourront avoir une influence si fâcheuse et peut-être si décisive sur une cause au succès de laquelle j'ai toujours pris l'intérêt le plus sincère. Vous savez qu'il existe un puissant Empire Protestant ¹ où les Catholiques sollicitent encore et poursuivent avec ardeur ce qu'ils appellent leur *émancipation* et se flattent enfin de l'obtenir, ainsi que de voir leurs Prêtres salariés par le Gouvernement. Que diront de *la lutte de Puissance à Puissance* dont nous menace l'Archevêque de Chambéry, ceux des hommes d'Etat opposés jusqu'ici à cette émancipation par la crainte de conséquences à leurs yeux incalculables ?

(Suivent d'autres considérations relatives à la question catholique en Angleterre.)

Quoique notre Conseil d'Etat m'ait simplement chargé de vous donner communication des pièces incluses, je crois pouvoir vous garantir que l'esprit de paix qui l'anime l'empêchera de les faire connaître au public et de donner de l'éclat à cette constatation, à moins qu'il ne vienne de Chambéry ou de Turin. Mais si ce fâcheux

¹ La Grande-Bretagne.

éclat devait avoir lieu et qu'il ne fût pas promptement étouffé par notre association à un Evêché Suisse, je n'hésiterai pas — pour ce qui me concerne — et en raison même de l'espèce de part que j'ai eue au Protocole de Vienne que l'Evêque de Chambéry interprète d'une manière si étrange; je n'hésiterai pas, dis-je, à proposer d'en appeler sur le sens de ce Protocole au Tribunal des Hautes Puissances Alliées qui l'ont rédigé et de qui nous tenons les Paroisses catholiques dont il s'agit. Ces Puissances jouissent elles-mêmes de la plénitude des droits dont on cherche à nous dépouiller; elles en connaissent l'importance pour le maintien de la religion et de l'ordre public; elles savent qu'à l'époque de leur Protocole le Concordat n'avait pas été abrogé dans le Duché de Savoie. C'est sous le régime de ce Concordat qu'elles nous avaient placés et il ne nous serait pas permis de nous en laisser dévier sans un Prononcé de leur part.

.....

F. D'IVERNOIS.

CLXI ¹

D'Ivernois à Niebuhr

Genève, du 8 février 1819.

(Il s'inquiète du long silence de son correspondant.)

CLXII ²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 17 mars 1819

.....

Sur la proposition d'un membre de ce Conseil, on invite la Commission diplomatique à s'assembler pour s'occuper des retards que souffre la tractation de notre affaire à Rome.

.....

¹ A. G. *Corr. secr.* p. 102. — ² A. G. *R. C.* 1819/1, p. 263.

CLXIII¹

D'Ivernois à Niebuhr

Genève, du 27 mars 1819.

Tout le Conseil d'Etat est très inquiet du silence prolongé de Niebuhr, silence qu'il ne peut s'expliquer. Le Gouvernement de Genève a exprimé sa désapprobation à un ecclésiastique protestant pour avoir attaqué les Jésuites dans un de ses écrits. Le Conseil d'Etat espère que cet incident, « s'il est parvenu jusqu'à Rome, y aura mis en évidence l'esprit qui anime » les autorités genevoises.

CLXIV²

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 11 juin 1819

.....
Sur la proposition d'un membre, le Conseil d'Etat invite la Commission diplomatique à chercher la cause des retards qu'éprouve la tractation de notre affaire à Rome.

.....
CLXV³

Séance du Conseil d'Etat de Genève du 28 juin 1819

.....
Noble Schmidtmeyer rapporte que, conformément aux instructions de ce Conseil, la Commission diplomatique s'est assemblée pour s'occuper de l'état de notre négociation à Rome et que le résultat de cette délibération a été de proposer au Conseil :

¹ **A. G. Corr. secr.**, pp. 102-103. — ² **A. G. R. C. 1819/1**, p. 538.

³ **A. G. R. C. 1819/1**, p. 580.

1^o de charger la Députation à son passage à Berne de voir le secrétaire de la légation Prussienne (M. Gruner ne pouvant par suite de son état de santé s'occuper d'affaires), pour chercher à savoir de lui si la Cour de Prusse n'avait mis aucun obstacle à l'intervention de M. Niebuhr en notre faveur comme chargé direct de nos intérêts, ou comme appuyant nos demandes de la part de sa Cour ;

2^o de recommander à la Députation de voir le Nonce du Pape en Suisse, et de chercher à détruire les préventions défavorables qui pourraient lui avoir été inspirées contre nous, en évitant tout ce qui pourrait acheminer son intervention dans nos affaires ;

3^o d'inviter la Députation de recueillir les informations les plus circonstanciées sur l'état des affaires ecclésiastiques de la Suisse.

Dont opiné.

Le Conseil d'Etat adopte le préavis de la Commission diplomatique.

.....

CLXVI ¹

Niebuhr à D'Ivernois

Rome, le 6 septembre 1819.

Mon cher et respectable ami,

Ce n'est pas sans quelque embarras que je reprends la plume pour Vous écrire après un silence que trop probablement Vous avez interprété d'une manière peu avantageuse pour moi. Aussi je commencerai par Vous prier

¹ P. I. *Corr.*, t. III.

de suspendre Votre mauvaise humeur, si Vous en avez conçue ; ensuite je Vous présenterai mon apologie, et alors je Vous communiquerai les nouvelles que j'ai à Vous donner.

Je suppose que Vous m'accorderez sans beaucoup de difficulté la première demande : il Vous serait toujours libre de rentrer en courroux contre moi, quand, après la lecture de ma lettre, Vous ne fussiez pas content de moi.

Mon silence date d'une époque où j'ai été assailli par tous les soucis et toutes les peines que la destinée suscite quelquefois en même temps contre un individu.

Sa femme était gravement malade ; lui-même en but à une intrigue « qui compromettait son existence civile ». Il espère obtenir son rappel pour faire soigner sa femme dans un climat meilleur.

Permettez-moi de Vous parler maintenant de notre affaire. Vous Vous rappelerez que je Vous ai écrit que M. le Cardinal Consalvi accueillit très favorablement la note forte et urgente dont Vous avez reçu copie¹. Arriva ensuite le mois des vendanges et des vacances, où toutes les affaires reposent et pendant lequel il faut se résigner. Lorsque les affaires furent reprises, je me présentai d'abord pour réveiller mon affaire. On me conjura de ne la pas trop presser ; on me donna à entendre que le moment était singulièrement défavorable, mais qu'on s'occupait de chercher un moyen de réussite. Vainement je cherchai à obtenir l'appui de mes collègues : l'un d'eux qui n'avait jamais mis le moindre intérêt à Votre réussite resta tel qu'il avait été dès le commencement ; l'autre, qui avait embrassé Vos intérêts avec sincérité, avait appris que la

¹ Voir ci-dessus, n° CLI.

Cour de Turin s'était adressée au Cabinet de son Souverain pour paralyser son intervention. et la réponse qu'elle avait eue n'était pas tellement prononcée qu'il croyait pouvoir donner suite à son intercession. sans avoir obtenu des ordres plus précis.

Sur ces entrefaites, et pendant que je devais craindre une réponse décisive et négative¹ en agissant avec quelque vivacité. M. Stratford Canning nous arriva comme voyageur et Vous sentirez bien que ce que je vais Vous communiquer ne se dit que dans la confiance que Vous me garderez un inviolable secret. Nous fîmes connaissance et je me félicitais d'avoir obtenu un secours puissant pour vos intérêts. Je priai M. Canning de profiter de l'accueil très distingué qu'il reçut pour plaider Votre cause auprès de S. E. M. le Cardinal Secrétaire d'Etat — jugez de mon chagrin quand j'en essayai le refus le plus complet. Il ne pouvait pas soutenir qu'un voyageur diplomatique distingué dont la Cour n'a ici aucun représentant diplomatique. n'aurait le droit de faire valoir son intercession ; mais je le trouvai tellement prépossédé² en faveur de la Cour de Turin qu'il prétendait que l'interprétation au moyen de laquelle cette Cour nie le droit des puissances médiatrices de s'intéresser pour la séparation de Vos paroisses du diocèse Savoyard était conforme à l'esprit et à l'intention du traité. Je répète ma demande que Vous me garderez le secret sur ce point.

Imaginez-Vous donc combien j'étais découragé. et

¹ A partir de ce mot le texte de la lettre n'a pas été communiqué au Conseil jusqu'à, et y compris..... « garderez le secret sur ce point. »

² Germanisme : traduction littérale de *voreingenommen*. Niebuhr veut dire : préconçu.

qu'avais-je donc à Vous dire dans ce temps de mes souffrances domestiques, surtout puisque ce que je Vous dis à présent, parce que cela ne Vous fait pas plus de mal, je ne pouvais pas Vous en parler alors. Des mois s'écoulèrent et le Cardinal me fit toujours la même réponse et toujours il me demanda un délai. L'Empereur d'Autriche arriva, et il ne fut plus question que de fêtes. Cependant lorsque Leurs Majestés et le ministre furent partis pour Naples, je profitai de la reprise des conférences diplomatiques pour déclarer à Mr. le Cardinal Secrétaire d'Etat que cet état de suspens était insupportable, que mon honneur était compromis et qu'il serait préférable de terminer d'une manière quelconque. Alors en effet l'affaire fut reprise et on me communiqua bientôt après un mémoire dans lequel il était dit que, — comme le Saint-Siège ne pouvait sans léser les droits que les sentiments manifestés et prouvés par Sa Majesté Sarde lui avaient acquis à des égards particuliers, consentir à une mesure à laquelle le Prince se montrait si décidément opposé, à moins qu'on ne pourrait se justifier par des avantages marqués pour l'église qui résulterait de cette condescendance, — on voulait bien séparer Vos Paroisses du diocèse de la Savoie, mais sous condition qu'il serait établi pour Votre Canton un évêché séparé à Carouge. Cette prétention était appuyée par des raisons tout à fait fausses contre la réunion avec Fribourg, p. ex. que Fribourg était pays Allemand et par conséquent d'une langue différente, que le lac Léman se trouvait sur la route de l'évêque qui ne devrait pas être exposé au péril d'une navigation, etc. Apparemment le rédacteur s'était rappelé la Nouvelle Héloïse. En un mot on ne peut rien imaginer de plus absurde. Il était impossible

de ne pas y reconnaître M. Votre Curé ¹ qui, sans doute, ne serait pas mal disposé à être évêque. A cette lecture je me fâchai : j'exposai avec quelque indignation la mauvaise foi des raisonnements et le mensonge des prétendus faits ; cela fit de l'effet : le mémoire fut retiré, on déclara qu'il n'en serait plus question et l'on avoua avoir été trompé par des rapports infidèles.

Ce fut au mois de Juin que j'eus cette déclaration. Peu de temps après j'eus le bonheur de pouvoir rendre à la Cour de Rome un service de quelque prix à ses yeux, et l'on m'exprima avec chaleur combien on en avait de reconnaissance. Je profitai sur le champ de ces dispositions favorables, qui pouvaient ne pas durer, pour demander qu'on terminât Votre affaire de manière ou d'autre avant la fin du mois d'Août. Je demandai pardon de fixer un terme ; j'observai que comme on m'avait fait perdre mon temps avec des délais indéfinis, on devait trouver tout naturel que je voulais finir ; qu'on ne saurait, selon moi, refuser Votre juste et modeste demande, mais que, quand on le ferait, il Vous importait de sortir de l'incertitude.

On me promit sur le champ que tout serait décidé avant ce terme et qu'on accorderait Votre demande ; et cette fois on a tenu parole. Le décret de Séparation et de réunion a reçu la signature du Saint-Père, et le bref va être expédié au plus tôt. car comme un bref est aussi valable et beaucoup moins dispendieux qu'une bulle, Mgr. Mazio ² a eu lui-même la complaisance de me proposer ce mode. Aussitôt que je serai instruit que l'expédition est faite, je le ferai retirer par mon expédition-

¹ Vuarin.

² Raphaël Mazio, secrétaire de la Congrégation consistoriale.

naire confidentiel, homme sûr, dont je vous donnerai l'adresse et dont Votre Gouvernement pourra se servir après mon départ, si Vous avez quelque chose à arranger en affaires courantes.

J'ai consenti à deux points qu'on m'a indiqué[s] devoir se trouver dans le bref :

1^o On m'a demandé si Vous exigiez aussi la réunion des fractions de paroisses ? J'ai répondu affirmativement, convaincu que telle devait être Votre intention. « Pour ce cas, répondit-on, il faudra dire que l'évêque aura le droit de les réunir à d'autres paroisses, ou si le besoin l'exige, ériger des paroisses nouvelles. » Il n'y avait pas moyen de s'y opposer, seulement j'ai demandé qu'on ne Vous imposât point l'obligation de concourir aux dépenses, mais qu'on se contentât d'exprimer le vœu du St-Père que la République le fasse en cas de nécessité.

2^o Il fut question du titre d'évêque de Genève, lequel, par la bulle d'exécution du concordat de 1801, a été annexé à l'évêché de Chambéry. Si Vous y consentez, ce titre sera transféré à l'évêque de Fribourg, mais on éprouverait une peine infinie à le supprimer ; peut-être ne le ferait-on pas. En attendant votre décision, rien ne sera statué, et le vain titre reste provisoirement à Mgr. de Chambéry. Notez que je ne pouvais pas vous écrire avant de répondre sous risque de perdre net un moment inappréciable.

Je me félicite d'avoir surmonté une opposition formée par la Cour favorite des prêtres, et de l'avoir surmonté[e] par mon influence personnelle. Il ne me reste qu'à souhaiter que Votre Gouvernement puisse être content du résultat. L'esprit qui règne à Fribourg n'est pas rassurant pour un canton protestant, mais je conçois que Vous trouverez un avantage réel à pouvoir réclamer l'interces-

sion de la Diète en cas de malentendus, et Vous Vous trouverez dégagés des rapports avec une Cour qui ne Vous traitera jamais avec faveur.

Puisse Votre Gouvernement se bien pénétrer d'une vérité incontrovertible : c'est que, pour faire des catholiques des bons citoyens, un Gouvernement protestant doit les laisser être catholiques autant qu'ils le veulent, et qu'il y a moins d'inconvénients à ce que leurs connaissances soient imparfaites, leur industrie moins active, qu'à les rendre soupçonneux et mécontents, eux et leur clergé.

Vous savez sans doute que le Roi de Sardaigne s'occupe de rétablir deux autres évêchés dans la Savoie ; jugez de la faveur que cela donne ici.

Je termine avec cette feuille, en Vous réitérant l'assurance des sentiments invariables avec lesquels je suis. Monsieur et respectable ami.

votre très humble et très obéissant serviteur et ami
NIEBUHR.

CLXVII¹

Pie VII au Directoire Fédéral

Romæ, die 18 Septembri 1819.

Dilectis Filiis Sculteto² et Senatoribus
Cantonis Directorialis Reipublicæ Lucernensis

PIUS PP. VII

Dilecti Filii salutem, et Apostolicam Benedictionem.
Litteras die trigesima Januari superioris Anni datas a Scultetis et Consilio Secreto Civitatis et Reipublicæ

¹ *A. F. Verhandlungen auswärtiger Staaten mit den Bundesbehörden*, Rom, 1814-1831, t. 2171.

² Forme latinisée de *Schultheiss* (avoyer).

Bernensis, quæ Directorii Fœderalis¹ munere tunc fungebatur, jam pridem accepimus, ex iisque intelleximus quantopere Fœderatio Helvetica optaret ut morem generemus Reipublicæ Genevensi a Nobis petenti, ut Parœciam Catholicam Genevensem, et Vicos itidem Catholicos per nupera Conventiones Reipublicæ Genevensi adjectos, a Diœcesi Chamberiensi avelleremus et Episcopo Friburgi traderemus regendos. Talem petitionem serio considerandam esse duximus, hoc præsertim magis, quod ea suffragiis studiisque commendaretur Fœderationis Helveticæ, de qua benemereri, quantum in Nobis est, ex animo cupimus. At hujusmodi negotium cum pluribus gravibusque difficultatibus obnoxium esset, ad quas vincendas non exiguo temporis spatio fuit opus, nunc demum absolvi, perficique potuit. Vobis igitur, Dilecti Filii, apud quos Directorii Fœderalis Dignitas Auctoritasque nunc residet, per has Litteras significamus petitioni Republicæ Genevensis Nos esse obsequutos, et jussisse jam, ut Apostolicæ in hanc rem Litteræ expedirentur. In hoc autem præstando plurimum apud Nos valuerunt officia Fœderationis Helveticæ, cui plane gratos Nos profitemur, quod memoratis in Litteris prædem se declaraverit Catholicæ Religionis, quæ potissimum cordi Nobis est iis in Locis conservandæ, quæ modo in Genevensis Reipublicæ potestatem venerunt : quod præclare de Friburgensi Episcopatu sentiât : quod prono in Apostolicam Nunciaturam animo sit : quod supremam inordinandis Ecclesiæ Catholicæ rebus Sanctæ Hujus Sedis Auctoritatem agnoscat. Præstantibus adeo declarationibus acquiescentes anxietates animi, quibus angebamur omnes expulimus, quod argumento Vobis erit quantam

¹ Voir ci-dessus, n° LXXIII.

in Suprema Fæderationis Helveticæ Auctoritate fiduciam reposuerimus et quam indubiam ejus promissis fidem adhibeamus. Nos igitur singulari quodam studio Catholicos prosequunt, quos Friburgensi Episcopo nunc primum subiicimus, ipsos eidem impense commendabimus atque una mandabimus Nostro apud Vos Nuncio, ut præcipuam illorum curam gerat, quod ab utroque diligentissime factum iri non dubitamus. A Republica autem Genevensi, et ab Helvetica Fæderatione cupimus petimusque, ut Sanctissimæ Religioni, quam Fideles, de quibus sermo est, profitentur, peculiari quodam præsidio esse, Nuncioque Nostro favere iis in rebus velint, quas pro bono Religionis Catholicæ data occasione postulaverit. Vota hæc Nostra expletum iri eo magis confidimus, quo planius Nobis declaravistis, cunctam Nos Helvetiam habituros obstrictam, si petitionibus Vestris annueremus, Apostolicam interea Benedictionem Vobis, Dilecti Filii, peramanter impertimur. Datum Romæ apud S. Mariam Majorem sub Annulo Piscatoris die XVIII. Septembris MDCCCIX. Pontificatus Nostri Anno Vigesimo.

DOMINICUS TESTA

CLXVIII¹

Bref "Inter multiplices"

Pie VII à l'Archevêque de Nisibi

[Rome, 20 septembre 1819].

Venerabili Fratri Vincentio Archiepiscopo Nisiben.
Nostro, et Apostolicæ Sedis in Dominio Helvetiorum
et Rhetorum Nuntio.

¹ **A. G.** (Réserve) A. 12. — Un cahier en parchemin, format 21 × 27 cm, de 22 pages. Couverture en parchemin. En parfait état de conservation, à l'exception du sceau dont il ne reste que des fragments.

PIUS PP. VII.

Venerabilis Frater, salutem, et apostolicam
Benedictionem.

Inter multiplices gravissimasque apostolatus Nostri curas non exiguam tenet partem ea, quæ Diœcesium per universum orbem distributarum respicit statum, siquidem supremæ potestatis, iudicii que Nostri est novos earum limites constituere, vel constitutos immutare, prout. habita temporum ac circumstantiarum ratione, Fidelium utilitati conducere dignoscimus. — Statim ac per politicas conventiones superioribus annis MDCCCXV et MDCCCXVI, Vindobonæ et Augustæ Taurinorum respective initas in potestatem Genevensis Reipublicæ (quæ ad Helveticam Confœderationem nunc pertinet) in temporalibus devenerunt nonnulla loca Ducatus Sabaudia sub temporali Dominio Serenissimi Sardinia Regis olim posita. nec non alia ad Gallia Regnum pertinentia per Legatum etiam ad Urbem a prædictæ Reipublicæ Genevensis Gubernio missum. Nobis supplicatum fuit, ut. prædicta omnia Loca eidem Reipublicæ attributa a Camberiensis Diocœsi, cui in spiritualibus subsunt, avellere, et dismembrare, et alteri ex Helvetiæ Diœcesibus adjungere dignaremur, designata ad hoc quoque a Gubernio ipso tamquam opportuniori. Diœcesi Lausanensi. — Precibus vero Gubernii Reipublicæ Genevensis non modo postulata totius Helvetiæ Confœderationis adjuncta sunt, sed plurium etiam Principum supremorum Officia accesserunt, qui unanimi consensione, collatisque studiis, vota Genevensis Gubernii apud Nos, et hanc Sanctam Sedem patrocinati sunt. — Nos autem pro

Pastorali munere Nostro totum hoc negotium, propositis præsertim Nobis Religionis Catholicæ rationibus, diu et sedulo perpendendum Nobis esse arbitrati sumus. ad hoc ut cognosceremus, an necessarium et expediens foret ad hujusmodi gratiæ concessionem devenire. — Ex instituto autem examine omnium, quæ ad hanc rem pertinent, perspicuum factum est Nobis, in vim Protocolli Recessus Vindobonensis Anni MDCCCXV, nec non Conventionis inter Serenissimum Sardiniae Regem ex una parte, et Confæderationem Helveticam, ac Gubernium Reipublicæ Genevensis ex altera Augustæ Taurinorum initæ Anno MDCCCXVI Catholicam Religionem in Locis Gubernio prædictæ Reipublicæ cessione eodem modo conservandam, et protegendam fore, quo a præfato Religiosissimo Rege, cum ad Ejus dominationem prædicta Loca spectabant, prout Catholicum, piissimumque Principem decet, servabatur et protegabatur. Ex quo plane intelleximus Catholicæ Religionis rationes, vigore etiam pacti sollemnis instrumento cessionis prædictorum Locorum appositæ, cui auctoritas quoque et garantia plurimorum Principum supremorum accessit, satis in tuto fuisse positas. — Quaquam vero singulari. præcipuaque laude dignum Nos arbitramur eximium studium illud, quo Venerabilis Frater Irenæus Ivo Desolles Genevensis Parœciam aliasque, de quibus agitur, Camberiensis Diœcesi, qui præest, adjunctas a nobis infra nominandas, hucusque in spiritualibus gubernavit, non minorem tamen fiduciam in actuali Episcopo Lausanensi, ejusque in sede prædicta successorum, Nos collorare posse sentimus, quos quidem nulla ratione dubitare possumus novarum ovium prædictæ Diœcesi a Nobis et Sede Apostolica adjiciendarum curam, et sollicitudinem pastorali munere

dignam suscepturos, omnemque datorios operam, ut in Locis præfatæ Diœcesis adjungendis Catholica Religio sarta tecta servetur, et Fideles ibidem positi in recta fide confirmati et per justitiæ semitas tuto gradientes æternam Salutem consequantur. Et quamvis Lausanensium Episcoporum pro tempore virtutem, ac zelum nullo prorsus egere incitamento Nos pro certo habeamus, ipsa tamen præsentia Apostolici Nuntii in Helvetiæ Regionibus, super quem Sancta Sedes peculiarem exercet curam illarum Diœcesium, quæ intra limites Nuntiaturæ præfatæ reperiuntur, Nobis uberiores securitatem præbet, fore ut Lausanensis Episcopi studio, accedente quoque Legati Apostolici sollicitudine, quam Nos gratissimo animo perspeximus Helveticam Confœderationem in Litteris ad eam hac de re datis, et libentissime agnoscere, et venerari, Res Catholica in supra memoratis Locis tuta permaneat, et majora etiam in dies, favente Dei gratia, percipiat incrementa. — Quæ, cum ita se habeant in memoriam Nos etiam revocantes superioribus annis, ad preces Catholicorum Helvetiæ, qui Constantiensi Ecclesiæ extra Helvetos limites positæ in spiritualibus suberant, ipsos a præfata Constantiensi Diœcesi separavisse, præservantes Nobis erectionem unius, vel plurium sedium Episcopaliū in separato hujusmodi Territorio constituendarum probe intelleximus petitam separationem Parœciarum supra dictarum, pro qua obstinenda non Gubernium modo Genevense Nobis supplicavit, sed tota etiam Helvetica Confœderation, immo et tot supremi Principes Nobis officia sua obtulerunt, absque offensione illorum omnium, qui studia in hanc rem contulerunt, diutius Nos differre non posse. — Archiepiscopus quidem Camberiensis desiderium suum nobis expressit Parœchias

Genevensum, aliasque, de quibus agitur, ob rationes a se allatas, in Diœcesi sua etiam in posterum retinendi. Nos vero gravibus illis permoti rationum momentis, quæ supra exposita sunt, atque ad concilianda in Catholicos, et in Sanctissimam Religionem, quam profitentur, Guberniorum Helvetiæ studia, propensamque voluntatem, ac etiam perpendentes, quod maxima saltem pars Locorum, et Parœchiarum, de quibus agitur, ad Camberiensem Diœcesim originarie non pertinebat, sed Diœcesi illi nuperrime a nobis adjuncta fuerunt vigore Litterarum Apostolicarum circumscriptionis Diœcesium Galliæ sub datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem Anno Incarnationis Dominicæ MDCCCL. quarum initium «Qui Christi Domini» ad hujusmodi dismembrationem a Camberienſi Diœcesi, et unionem Diœcesi Lausanensi deveniendum Nobis esse judicavimus. — Quo ad Serenissimum autem Sardinia Regem pertinet, Majestas Sua in supra memorata conventionem Augustæ Taurinorum inita circa Loca illa ad ejus dominationem pertinentia, quæ præfata Reipublicæ cessit, præter ea, de quibus pro suo in Religionem Catholicam studio favore Catholicorum ad Loca, et Parœcias illas pertinentium laudabiliter cavit, illud quidem expressit Parœcias illas sub eadem Diœcesi permanere, et in posterum debere, ad quam de tempore initæ Conventionis spectabant, id autem ab se pactum fuisse adjecit ea conditione, scilicet. nisi hujus Sanctæ Sedis auctoritate secus decretum foret, quemadmodum nunc Nos gravibus adducti rationibus, ac referente Nobis Dilecto Filio Magistro Raphæle Matio, Nostræ Congregationis Consistorialis Secretario, aliter de illis decernere judicavimus. — Motu igitur proprio atque ex certa scientia, et matura deliberatione Nostris,

deque Apostolicæ Potestatis plenitudine deficientiam consensus Archiepiscopi Camberiensis supplendo, decernimus, ut Urbs Genevensis cum Parochiali Catholica sua Ecclesia, nec non Parochiales pariter Ecclesiæ in Territorio Sabaudiaë positæ, quæ vulgo nuncupantur — Choulex — Collonge — Corzier¹ — Mainier² — Hermance — Corouge³ — Bernex — Aire la Ville — Comepezière — Consignon⁴ — Lanci⁵ — Veirier — Chine⁶ — Auvsi⁷ — a spirituali jurisdictione moderni, et pro tempore existentis Archiepiscopi Camberiensis, et ab ejus Diœcesi in Sabaudiaë Ducatu positæ limitibus divelli, et separari debeant, prout auctoritate prædicta tenore præsentium divellimus et separamus; itemque Parochiales etiam Ecclesias ad territorium Galliaë olim pertinentes, nempe — Graud⁸ — Sacconex⁸ — Meirins — Bossi — Vernier — Versoix — a regimine et jurisdictione spirituali Camberiensis Archiepiscopi, cujus Diœcesi nunc subjectas esse asseritur, vel alterius cujuscumque Ordinarii, auctoritate, et tenore præfatis avellimus, et dismembramus, et tam Urbem Genevensem cum supra-memoratis Parœciis ad Sabaudiaë Ducatum olim in temporalibus pertinentibus, quam recensitas Parœcias ad Territorium Galliaë olim spectantes cum omnibus, et singulis Ecclesiis, Beneficiis, Clero, Personis Sæcularibus, et Regularibus cujusvis status, gradus et ordinis Diœcesi Lausanensi in Helvetia perpetuo adjungimus, et incorporamus, nec non moderni, et pro tempore existentis Episcopi Lausanensis regimini, et jurisdictioni auctoritate, et tenore prædictis subjicimus; circa Portiones autem Parœciarum — Thouex⁹ — Ville la Grand — et Thairi¹⁰ — quæ portiones a Dominio Serenissimi Sardi-

¹ Corsier. ² Meinier. ³ Carouge. ⁴ Confignon. ⁵ Lancy.
⁶ Chêne. ⁷ Avusy. ⁸ Grand-Saconnex. ⁹ Thônex. ¹⁰ Thoiry.

niæ Regis in potestatem Gubernii Genevensis transierunt, nec non circa Portionem Parœciæ Versonex nuncupatæ, quæ quidem portio ad Territorium pertinet, quod a Gallica Dominatione sejunctum in potestatem venit Gubernii Reipublicæ Genevensis; has enim Portiones omnes a Camberiensi, vel alia Diœcesi ad quam in præsens pertinent, auctoritate et tenore præfatis separamus, et Lausanensi addicimus et unimus. — Cum autem Parochiales Ecclesiæ, in quibus exercetur cura animarum Christifidelium in supradictis portionibus existentium, partim constitutæ sint in Territorio Serenissimi Sardinæ Regis, partim vero intra limites Regni Galliarum existant, eadem auctoritate præcipimus, atque mandamus, ut Christifideles ipsi ab iisdem Parochis a quibus ac tu pendent, interea regantur, usque dum Lausanensis Episcopus, aut aliis Parœciis suæ Diœcesis, si commode fieri possit, portiones illas adjungat, aut in iis unam, vel plures Parochiales Ecclesias, prout necessitas, et utilitas fidelium ipsorum postulat, valeat constituere. — Tandem Fraternitati tuæ ad præsens Nostro, et Apostolicæ Sedis apud Helvetios Nuntio præsentium Nostrarum Litterarum executionem committimus cum facultate quamcumque dubietatem, et controversiam in actu executionis fortasse orituræ componendi, et ad præmissorum omnium effectum se delegandi aliam Personam, seu Personas in Ecclesiastica Dignitate constitutas, et cum onere acta omnia in præsentium executionem expedienda transmittendi suo tempore ad Congregationem rebus Consistorialibus præpositam. Mandantes propterea omnibus, et singulis, ad quos spectat, ac in futurum spectabit, ut prædictis dispositionibus Nostris se subjiciant, illasque accurate exequi teneantur, ac debeant. —

Decernentes has præsentès Litteras firmas, validas, et efficace existere, et fore, suosque plenarios, et integros effectus sortiri, et obtinere, ac ab omnibus, ad quos spectat, et spectabit quomodolibet in futurum inviolabiliter observari ac irritum, et inane, si secus super his a quoquam quavis auctoritate scienter, vel ignoranter contigerit attentari. — Non obstantibus Apostolicis, ac in Universalibus, Provincialibusque, et Synodalibus Conciliis editis generalibus, vel specialibus Constitutionibus, et Ordinationibus, nec non utriusque Ecclesiæ, et Diœcesis etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus privilegiis quoque indultis, et Litteris Apostolicis in contrarium præmissorum quomodolibet concessis, confirmatis et innovatis. Quibus omnibus et singulis illorum tenores præsentibus pro plene, et sufficienter expressis, ac de verbo ad verbum insertis habentes, illis alias in suo robore permansuris ad præmissorum effectum hac vice dumtaxat specialiter, et expresse derogamus, cæterisque contrariis quibuscumque.

Datum Romæ, apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris Die XX Septembris MDCCCXIX, Pontificatus Nostri anno Vigesimo.

L. S.

H. Card. CONSALVI.

CLXIX¹

Séance du Conseil d'Etat de Genève

du 24 septembre 1819.

M. le Premier met le Conseil sous le serment du secret.

Noble Schmidtmeier, au nom de la Commission Diplomatique, à laquelle fut renvoyé le 22 septembre la

¹ A. G. *Reg. secr.*, pp. 146-149.

lettre de S. E. l'Envoyé de Prusse à Rome, relative à nos demandes à la Cour de Rome¹, rapporte qu'à cette occasion la Commission Diplomatique a examiné de nouveau la convenance de la séparation de nos Paroisses catholiques du Diocèse de Chambéry et de leur réunion à l'Evêché de Fribourg, et a été unanime à reconnaître que cette séparation et cette réunion sont très désirables pour le bien de la République.

Que dans l'état actuel des choses, le clergé Catholique Genevois, dépendant d'un Evêque étranger dont le siège est situé dans un pays dont le Gouvernement est animé envers nous d'anciens ressentiments, placé sous l'ascendant de ce Gouvernement dont il a des faveurs à attendre, vit dans un état permanent de lutte et de défiance envers l'autorité, ne prend point les sentiments nationaux et fédéraux et ne cherche point à les inspirer aux Citoyens. Que toute influence de ce genre, destructive de l'esprit national, cessera selon toute apparence lorsque notre clergé dépendra d'un Evêque Suisse, intéressé à l'honneur et à la sûreté de la commune Patrie.

Que le rétablissement des Jésuites dans le Canton de Fribourg peut, il est vrai, inspirer quelque répugnance pour le siège Episcopal de ce Canton et affaiblir notre désir de lui être adjoint, mais que cependant la réunion de nos Eglises catholiques à cet Evêché est bien préférable à leur adjonction au Diocèse de Sion.

Qu'il existe dans le Canton de Fribourg un parti éclairé qui tend à contenir l'influence Ecclésiastique dans de justes bornes et à prévenir la pente (*sic*) aux doctrines et aux pratiques superstitieuses, tandis qu'il

¹ Voir ci-dessus, n° CLXVI. La Commission n'en reçut qu'un texte incomplet, copié de la main de D'Ivernois.

n'existe en Valais aucun contrepoids d'opinion de cette espèce.

Que le rétablissement des Jésuites s'est opéré à Fribourg par un acte de surprise et contre la volonté d'une partie de la nation et du Gouvernement, tandis qu'en Valais ce rétablissement a été opéré avec le concours et l'assentiment de la nation et du Gouvernement.

Que dans le Canton de Fribourg le Haut Clergé ne participe pas à l'administration, tandis qu'en Valais l'Evêque siège en Diète et y dispose de quatre votes, que par conséquent il est possible à Fribourg d'influer sur l'Evêque par le Gouvernement, tandis qu'en Valais l'Evêque, par sa prépondérance dans le Gouvernement, est placé hors de toute influence.

Que d'ailleurs nos anciennes relations d'amitié avec Fribourg¹, renouvelées récemment avec un empressement réciproque, et la composition du Gouvernement de ce Canton, nous font espérer d'y trouver toujours les facilités et l'appui désirable pour nos relations avec l'Evêque.

Noble Schmidtmeyer ajoute, relativement aux deux points sur lesquels Mr. de Niebuhr désire connaître le vœu du Gouvernement de Genève, savoir, si le titre d'Evêque de Genève sera donné à l'Evêque de Fribourg et si les fractions de paroisses catholiques de notre Canton appartenant à des paroisses Sardes seront réunies au Diocèse de Fribourg? — que la Commission Diplomatique est d'avis, sur le premier point, qu'il ne doit être élevé aucune objection à ce que le titre d'Evêque de Genève soit donné à l'Evêque de Fribourg; bien entendu

¹ Allusion au traité de combourgeoisie entre Fribourg et Genève conclu en 1526.

qu'on ne lui donnera pas le titre de Prince de Genève ; sur le second point, qu'il est à désirer que l'Evêque puisse disposer à son gré des fractions de paroisse pour les réunir à telles Eglises du Canton qu'il estimera convenables.

Dont opiné.

Le Conseil d'Etat adopte le préavis de la Commission Diplomatique et la charge de répondre à Mr. de Niebuhr dans ce sens.

Tous les membres du Conseil, convaincus que les progrès de nos négociations à Rome tiennent principalement au crédit personnel de Mr. de Niebuhr à la Cour de Rome, et que l'amitié et l'estime que Mr. de Niebuhr porte à Mr. le Conseiller D'Ivernois ont puissamment excité son zèle à nous servir, s'empressent de témoigner à Mr. D'Ivernois leur vive reconnaissance pour la grande part qu'il a eue au succès de cette affaire épineuse.

En recommandant à Mrs. les Secrétaires d'Etat d'expédier nos lettres à Mr. de Niebuhr par le canal de Mr. Viollier à Livourne, le Conseil d'Etat les autorise à informer ce dernier de la tournure favorable que prend notre négociation à Rome.

Noble D'Ivernois est autorisé à témoigner à Mr. de Niebuhr toute la reconnaissance dont le Gouvernement de Genève est pénétré pour son Souverain, qui lui a permis d'employer son temps et son influence à la tractation de notre affaire, à le pressentir délicatement sur l'acceptation de lettres de bourgeoisie ; bien entendu que cette inclination (*sic*) ne pourra pas faire croire à Mr. de Niebuhr que la République se bornera envers lui à des témoignages honorifiques de sa reconnaissance.

Noble Schmidtmeyer rapporte qu'il a été proposé dans

la Commission Diplomatique d'entrer immédiatement en négociation directe ou indirecte avec l'Evêque de Fribourg pour régler d'avance nos rapports avec lui, lors de la réunion de nos Eglises catholiques à son Diocèse; que cette proposition a été écartée, mais que cependant la commission a cru devoir la soumettre à ce Conseil.

Dont opiné.

Le Conseil d'Etat arrête de ne faire, quant à présent, aucune démarche auprès de l'Evêque de Fribourg.

CLXX¹

Consalvi à Niebuhr

Dalle stanze del Quirinale,

li 25 Settembre 1819.

Il sottoscritto Cardinal Segretario di Stato ricevè nel suo tempo il biglietto dell' Eccellenza Vostra del 26 Novembre 1817, e le due note dei 13 Aprile e dei 3 Settembre 1818, colle quale l'Eccellenza Vostra caldamente raccomandò tanto Mr. Violliers, uno dei Consiglieri di Stato della repubblica di Ginevra, quanto l'oggetto della di lui missione a Roma, quello cioè della separazione dall' Arcivescovo di Chambery delle Parocchie Cattoliche riunite al Cantone di Ginevra e l'aggregazione di esse alla Diocesi di Losanna.

Dalle note suddette il Cardinal sottoscritto rilevò quanto vivo interesse ha preso la Real Corte di Prussia alla istanza avanzata alla Santa Sede dal Governo di Ginevra, avendo anche permesso all' Eccellenza Vostra

¹ Copie. **A. G. R. C.** 1819. Pièces ann. P. D. 20 (2).

di sostenere le parti di Agente del Governo medesimo in una tale negoziazione.

Il sottoscritto ha provato gran pena di non poter corrispondere con quella sollecitudine ch'egli avrebbe bramato alle premure di essa Real Corte pervenute col di lei mezzo. Vostra Eccellenza però come è testimonio dell'interesse che il sottoscritto ha preso per secondarle, così non ignora che l'affare del quale si tratta attesi i diversi suoi rapporti era di natura da presentare non piccole difficoltà, a superare le quali à stato necessario tempo più lungo di quello che il sottoscritto potesse in principio prevedere.

Ha egli finalmente la soddisfazione di annunziare all' Eccellenza Vostra che il Santo Padre ha aderito alla richiesta grazia, a di trasmetterle qui unito il Breve Pontificio contenente la determinazione della Santità Sua a seconda delle istanze del Governo di Ginevra.

Il sottoscritto prega l'Eccellenza Vostra che nel portarne la notizia a cognizione della di Lei Real Corte voglia altresì farle sentire che l'interesse preso da Sua Maestà Prussiana in questo affare è stato di molto peso nell'anima di Sua Santità per indurla a condiscendere alla grazia richiestagli dal Governo di Ginevra.

Quantunque poi il sottoscritto risponda alla lettera che gli venne indirizzata nell'Ottobre del 1817 dal Governo di Ginevra¹ ed esponga al medesimo i sentimenti del Santo Padre, non può tuttavia dispensarsi dal ripetere anche all' Eccellenza Vostra, come è quello che ha fatto le parti di suo rappresentante in questa negoziazione, che siccome Sua Santità si è determinata a secondare le di lui brame, attesi anche le promesse da esso fatte in

¹ Voir ci-dessus, n° LI.

favore della Religione Cattolica, così da esso si attende una piena corrispondenza a tali promesse, e non può non raccomandargli col più gran calore i Cattolici da esso dipendenti nel temporale, non meno che gl' interessi della religione che professano.

Il sottoscritto ha l'onore di rinnovare all' Eccellenza Vostra le assicurazioni della sua distinta considerazione.

E. Card. CONSALVI.

CLXXI¹

Consalvi au Directoire fédéral

Rome, ce 25 Septembre 1819.

Messieurs les Avoyers, et Conseil Secret de la Ville et République de Lucerne, Directoire Fédéral à Lucerne.

(Accusé de réception de la lettre du 30 janvier 1818².)

.....

..... Plusieurs circonstances et difficultés ayant retardé la conclusion de cette affaire, je me suis trouvé dans la nécessité de différer jusqu'à ce moment ma réponse au Directoire Fédéral.

J'ai toutefois la complaisance (*sic*) de pouvoir annoncer à Vos Excellences que les vœux de la Confédération Suisse viennent d'être satisfaits, ainsi qu'Elles le verront dans la réponse du St-Père à la Confédération, que j'ai l'honneur de joindre à cette lettre³.

Quoique Sa Sainteté exprime à Vos Excellences dans

¹ **A.G.** *Verhandlungen auswärtiger Staaten mit den Bundesbehörden* : Rom, 1814-1831, t. 2171.

² Voir ci-dessus, n° LXXIV. — ³ Voir ci-dessus, n° CLXVII.

son Bref ses sentiments, je ne puis cependant me dispenser de leur renouveler l'assurance que la certitude que le Directoire fédéral a donné à Sa Sainteté que la réunion du territoire Catholique de Genève à l'Evêché de Lausanne aurait obligé la Suisse tout entière et aurait aussi des effets très avantageux pour l'administration Ecclésiastique et l'exercice du Culte Catholique dans ces Communes, ont eu le plus grand poids sur l'esprit du Saint-Père pour le déterminer à y donner son adhésion. Je suis bien sûr que la connaissance des sentiments de Sa Sainteté, et de la confiance qu'Elle a dans la Confédération, lui donnera une impulsion nouvelle à accorder une protection toute particulière aux intérêts Religieux des Catholiques des Communes susmentionnées, de manière que, comme il est dit dans la lettre du Directoire Fédéral au St.-Pères (*sic*), elles puissent véritablement envisager leur réunion au Diocèse de Lausanne comme un nouveau bienfait du St.-Siège.

Très sensible dans mon particulier aux expressions bienveillantes dont la Confédération Suisse a bien voulu faire usage à mon égard, j'ai l'honneur d'être.....

H. Card. CONSALVI.

CLXXII¹

Consalvi au Conseil d'Etat de Genève

Roma (*sic*), ce 25 Septembre 1819.

(Lettre d'envoi du Bref *Inter multiplices*.)

Après avoir contribué par les Moyens qui étaient en mon pouvoir à la satisfaction de Votre Gouvernement

¹ A. G. R. C. 1819. Pièces ann. D. P. 19.

par rapport à cette affaire, je ne puis me dispenser de faire connaître par ordre exprès du Saint-Père à Vos Excellences ses sentiments à cet égard. Sa Sainteté a vu avec consolation et reconnaissance dans votre lettre le compte que Votre Gouvernement a fait de Mgr l'Evêque de Lausanne précisément à cause de l'exacte discipline de son Diocèse et du zèle Apostolique pour y faire fleurir la Religion, et les assurances de la ferme et sincère résolution du même Gouvernement de la protéger et la maintenir invariablement dans votre Canton, comme le protocole (*sic*) de Vienne (ainsi que Vos Excellences s'expriment) et Vos intérêts bien entendus Vous en font un devoir. Sa Sainteté compte sur ces dispositions au point qu'elles ont beaucoup contribué (*sic*) à le faire accéder, malgré les difficultés qui s'y opposaient, à la réunion demandée. Elle est sûre que ces dispositions et ces promesses ne seront jamais démanties (*sic*) par les faits ; mais pourtant, pour répondre dans cette occasion à ses devoirs, le Saint-Père me charge de recommander à Vos Excellences d'une manière toute particulière les intérêts de la Religion Catholique dans votre Pays, et les individus qui la professent.

.....

H. Card. CONSALVI.

CLXXIII ¹

Niebuhr au Conseil d'Etat de Genève

Rome, le 29 Septembre 1819.

Messieurs,

Enfin j'ai la satisfaction de Vous remettre le bref par lequel Sa Sainteté accorde la séparation des paroisses

¹ A. G. R. C. 1819. Pièces ann. P. D. 21 (1).

catholiques de Votre canton et leur réunion avec le diocèse de Fribourg. Ce bref est adressé au Nonce Mgr Macchi et lui confère le pouvoir de prendre toutes les mesures que l'exécution exigera, et de se substituer à cet effet un commissaire. Il était indispensable d'accorder ses pouvoirs ; mais des intrigants pouvaient en profiter pour Vous créer des embarras et par cette raison on a promis, sur ma demande, de dire dans une dépêche particulière à Mgr. le Nonce que s'il juge nécessaire de se substituer un commissaire, il doit choisir un Suisse qui n'est pas sujet de Votre République.

Vous avez prévu, Messieurs, que des frais d'expédition seraient inévitables : j'ai pu les faire diminuer en préférant un bref à une bulle ; toutefois ces frais s'élèvent à 160 Piastres, selon le compte de l'expéditionnaire, M. l'Abbé de Augustinis, que j'ai l'honneur de Vous remettre ci-joint¹. J'ai payé cette somme ; le remboursement se fera comme Vous le jugerez à propos.

Je crois devoir porter à Votre connaissance la note par laquelle Son Eminence Mgr. le Cardinal Secrétaire d'Etat m'a transmis le bref². Permettez, Messieurs, que j'en recommande le dernier paragraphe à Votre bienveillante attention. Vous Vous rappelerez aisément qu'il se rapporte aux promesses que Vous m'aviez autorisé à faire en Votre nom ; elles ont été du plus grand poids pour décider l'esprit de Sa Sainteté, et des magistrats républicains sauront apprécier la délicatesse de la Cour de Rome qui, au lieu de faire de leur accomplissement une condition, s'en rapporte à cet égard exclusivement à leur loyauté.

Vous ne trouverez, je l'espère, dans le bref aucune

¹ Voir ci-dessous, n° CLXXIV. — ² Voir ci-dessus, n° CLXX.

disposition préjudiciable à Vos droits et à Vos intérêts. L'importante question qui regarde le droit selon lequel Vos Paroisses seront régies par l'Evêque de Fribourg ne pouvait être décidée par la Cour de Rome comme Vous deviez le désirer : ainsi la prudence exigea qu'il n'en fût pas question. Je désire que le lien fédératif puisse Vous procurer toutes les garanties dont il est à craindre que Vous puissiez quelquefois éprouver le besoin dans Vos relations avec le siège de Fribourg.

Vous Vous appellerez, Messieurs, que le titre de l'Evêché de Genève est un de ceux qui furent conservés après le Concordat de 1801 par leur réunion avec celui d'un autre siège et que de cette manière M. l'Archevêque de Chambéry s'en trouve décoré. On m'a prévenu que le Pape aurait la plus grande répugnance à le supprimer, mais qu'il était disposé à le transférer à l'Evêque de Fribourg. Cela paraîtrait fort simple; cependant j'ai prié qu'il ne fut rien statué avant que Vous, Messieurs, Vous fussiez prononcés. En attendant M. l'Archevêque de Chambéry continuera de jouir de cet innocent honneur.

En terminant ainsi l'affaire qui m'a procurer (*sic*) l'honneur d'entrer dans des rapports avec Votre République, aurais-je encore besoin, Messieurs, de solliciter Votre indulgence pour le silence que j'ai gardé tant de mois ? J'ose me flatter que la preuve manifeste de mon zèle me dispense de Vous présenter mon apologie et je le désire d'autant plus que de justes motifs de discrétion la rendraient trop imparfaite. Permettez seulement de vous dire que les obstacles que nous avons à combattre étaient si forts et si multipliés que nous n'en aurions jamais triomphé sans un événement heureux dont j'ai profité sans perdre un instant.

Veillez donc, Messieurs, agréer l'assurance que je m'estime heureux d'avoir pu Vous être utile, et d'acquérir quelques faibles titres à la bienveillance des magistrats d'une République aussi illustre que la Vôtre, ainsi que l'hommage de la haute considération avec laquelle.....

NIEBUHR.

CLXXIV¹

Computum Expensarum factarum in sollicitatione Decretorum Consistorialium ac expeditione Litterarum Apostolicarum in Forma Brevis Dismembrationis Diœcesis Camberiensis et Unionis Diœcesi Lausanensis.

Pro duobus Decretis Sacræ Congregationis Consistorialis.	76,35
Pro diversis copiis præfatorum Decretorum. . .	3,65
Pro Taxa, Minuta et Scriptura Brevis	52,50
Pro Copia Authentica dicti Brevis	12,55
Pro duabus copiis dicti Brevis.	5,20
Pro expeditione	9,75

Sunt in totum Scutata Moneta Romanæ². 160,—

Ita est Carolus de Augustinis Litterarum Apostolicarum Sollicitator.

FIN

¹ A. G. R. C. 1819. Pièces ann. P. D. 21 (3).

² L'écu ou piastre à 100 *bajocchi* à 5 *quattrini*; sa valeur était quelque peu supérieure à la pièce de 5 francs française.

Table alphabétique de noms cités

	Pages		Pages
ADDINGTON, Henry ...	71, 130	CASTLEREAGH, lord....	169, 207
ALBERT, Nestor.....	8, 9, 12	CATHCART, lord.....	101
ALEXANDRE I ^{er} , empereur de Russie 16, 161, 170, 171, 177		CATHCART... ..	101
AMÉDÉE VIII, duc de Savoie	7	CHARLES-EMMANUEL, duc de Savoie.....	8, 156
AMRHYN, J. R.....	54-56, 61-66	CHATRIER, F.-A.....	60
ANSTETT, Jean-Protase, d'...	177	CONSALVI, cardinal 12, 13, 15, 17 18, 50, 57, 83, 88, 89, 92, 94 100, 102, 106-109, 110, 113- 115, 118-125, 131-133, 135, 137 140, 143, 150, 160, 161, 170 174, 178, 183-185, 200-203, 215 217, 221, 232, 233, 235, 240 242-244, 249-251, 263, 267, 271 272.	
AUGUSTINS, Carlo de... 234, 252 272, 274		CRAMER, Lucien . 3, 11, 12, 44	
BARBEROUX, comte 113, 114, 118 122, 123, 131, 132, 159, 160 174, 184, 187.		DALBERG, Charles-Théodore. 42	
BAUME, Pierre de la.....	8	DANDELLOT, commandant... 69	
BIGEX, abbé.....	8, 45	DELARIVE-BOISSIER, G... 99, 100 105, 113, 115, 163, 207	
BLACAS, duc de.....	121	DES ARTS, Joseph.. 13, 15, 18 21, 22, 26, 67, 68-70, 71-76 79, 80, 83, 84, 87-89, 92, 93 99, 100, 117, 126, 128-131, 147 149, 151, 153-157, 165, 172 177, 178, 193-195, 207, 209 212, 218, 219, 226-231.	
BORGEAUD, Charles.....	10	DES ROCHES 102-105, 147; 148, 227	
BROGLIE, Maurice de.....	121		
BROGNY, Jean de.....	7		
BROQUET, M.....	2		
BROSSARD, Joseph.....	137		
CALVIN.....	9. 233		
CANNING, George .	207		
CAPACCINI, cardinal	17		
CAPODISTRIA . 129, 145, 146, 147 169-171, 176, 177			

	Pages		Pages
DESSOLLES, Jean-Joseph-Paul-Augustin, marquis...	8, 212	GRENUS, Jacques....	110
DESSOLLES, Yves-Irénée.	8, 14, 15 35, 47, 48, 51-53, 57, 58, 61, 63 64, 73, 75, 79, 80, 95, 98, 107 109, 110, 124, 127, 185, 191- 193, 203, 212, 216, 217, 230 233, 237, 242-244, 246, 253 258-260, 273.	GRUNER, Justus von.	2, 106, 116 117, 130, 134, 144-147, 153, 157 193-195, 197, 206-208, 212, 225 226, 228, 248.
DIERAUER, Johannes	225	HAMILTON.....	207
D'IVERNOIS, Francis.	4, 9, 11, 17 32, 36, 44, 45, 49, 56, 57, 80 89, 101, 102, 106, 107, 149, 157 167, 179-187, 204, 214-218 228, 232, 235, 239, 242-248 264, 266.	HARDENBERG, prince de....	101
DUCREST, F. abbé.....	4	HARPE, Frédéric-César de la.	16
FABRI, Adhémar.....	7	HEIGEL, C. Th.....	108
FALQUET, Jean-Louis.	28, 37, 38 44, 45	HILL.	169, 196, 210
FATIO-RIGAUD, A.-G.	76, 80, 83, 89	ITALIENSKI, André-J... 120, 122 133, 169, 170, 177, 196, 199 200, 239, 243, 256.	
FAZY, Henri.....	3, 4, 10	KARMIN, Otto.....	9, 36
FÉLIX V, pape.....	7	KAUNITZ-RIETBERG, prince de	121 164, 167, 171, 172, 174, 198- 200, 235, 239, 249.
FETSCHERIN, Wilhelm.	68	KELLER, H....	29, 30, 33-36, 44
FISCHER, colonel.....	152, 226	KORRL.....	210
FLEURY, François, abbé.	1, 2, 7 9, 15, 45, 127	KRUDENER, baron de	133, 144-146 177-179
FOISSET.....	2	LACOSTE, abbé.....	9
FRANÇOIS 1 ^{er} empereur d'Autriche	154, 165, 168, 171, 172	LAVANCHY, J.-M.....	8
FRÉDÉRIC-GUILLAUME III. roi de	146, 147, 150, 152, 159 163, 164, 166, 229, 235, 237 239, 266, 268.	LÉON, XII, pape.....	15
FRÉUDENREICH, Chr.-Frédéric de	15, 87-89, 93, 94-98, 106, 107	LOTTUM, comte.....	134
GAMS, B.....	3	LOUIS XVIII, roi de France,	139 231, 262
GAREIS, Carl.....	25	LULLIN, Ami.....	156
GARÈS, voir St-Martin.		MACCHI, Vincent.	109, 240, 248 256, 272
GEORGES (IV), prince régent, puis		MAZIO, Raphaël, ...	252, 260
		MARTIN, William.....	2
		MARTIN, abbé	1, 2, 9, 15, 45, 127
		METTERNICH ..	16, 129, 147, 154 167-169, 170, 175, 176

Pages	Pages
MEUNIER, Claude 156	PIE VII. 7, 8, 12, 13, 15-19, 27
MEYER, von SCHAUENSEE 28	38, 45, 48, 52, 53, 64, 75, 81
MICHEL, Horace-Louis 60	82, 85, 86, 90, 91, 94, 95, 98
MOHR, X. 29, 30, 33-36, 54-56	102, 104, 106-109, 113, 114, 127
61-66	128, 133, 135-140, 147, 148, 156
MONTFALCON, Louis 60, 240	160, 165, 166, 195, 200, 210, 221
MONTENACH, Jean de. 72, 99, 128	252, 254-263, 268-272.
130	PIETH, Friedrich 2, 25, 106
MOUSSON. 23-28, 46, 86, 87, 89	PLANTA, Joseph 207
135-144, 178, 179, 196, 207, 208	
MOUSTIERS de MERINVILLE, René de	
8	RACZYNSKI, Ignace 236
MUGNIER, Fr. 7	RAUMER, Friedrich von 101
MULINEN, Frédéric de, avoyer de	REINHARD 46
Berne. . 128-130, 135-144, 151	REINOLDS, Chevalier 121
154, 178, 179, 196, 206-209, 240	RICHECOURT, A. de 2
MÜLLER-FRIEDBERG, Karl 225	RILLIET, Albert 157
	ROGET, Amédée 2
NAPOLÉON I ^{er} 8, 109, 224	RUFFIN, abbé 9
NAVILLE, auditeur 213	RÜTTIMANN, Vincenz von 28, 39-
NECKER, Jacques 151	43, 75, 76, 152, 226
NECKER, Louis-Albert. . 151, 153	
NECKER de GERMAGNY 151	SAINT-MARSAN, marquis de 163
NEVEU, F.-X. de 69	165, 166, 195, 197, 198, 207, 210
NIEBUHR, Barthold Georg. 16-18	211, 213
101, 106, 110, 115-117, 120, 123	SAINT-MARTIN de GARÈS. . 72, 73
125, 131-134, 144, 145, 148-150	196, 206, 207
152, 153, 157-164, 167-171, 173-	SALLES, François de 8, 137
176, 179, 187, 193, 194, 196	SAUSSURE, Horace-Bénédict de 151
199-206, 211, 214, 219, 221, 224	SAVIGNY, Friedrich Karl von 235
227-229, 232-243, 246-254, 264-	SCHMIDTMEYER, Jean-Pierre 13, 18
267, 271-274.	21, 22, 26, 28, 100, 117, 129
CECHSLI, Wilhelm 2, 25	145, 149-153, 176, 213, 219-226
PAGET, Jean-Marie 8	234, 247, 263, 265, 266.
PANCRACE, évêque de St-Gall. 225	SCHRAUT, baron de 133, 147, 153
PETITE, abbé 4	154, 175, 177, 193, 195, 196
PFYFFER-HEYDEGGER 39-44	SECRÉTANT, Eugène 72
PICTET-de ROCHEMONT, Charles 9	SEITZ, Charles 2
11, 14, 32, 44, 45, 47, 57, 102	SIDMOUTH, Lord 71
107, 129, 145, 146, 149, 167, 169	SNELL, Auguste 105, 227
171, 175-177, 209, 213, 234.	SONNENBERG, colonel de 60
	STACHELBERG, comte de 177

	Pages		Pages
STARHEMBERG, prince de	172, 210	VIOLLIER, Jean-Louis	15, 16, 92, 95 99-102, 104-125, 127-131, 134- 136, 144, 145, 149-153, 159, 160 163, 167, 173, 175, 176, 179 186, 187, 194, 203, 218, 227, 240 266, 267.
STEIMER, R.	3, 12, 55	VIOLLIER, Jean-Pierre	92, 113, 145 167, 186, 194, 218.
STEIN, baron de	101	UARIN, Jean-François	9, 11, 13 15, 17, 45, 67, 75, 76, 107, 127 252.
STRATFORD CANNING	18, 126, 130 133, 136, 142, 144, 175, 178, 250	WALDBURG-TRUCHSESS, comte de	163-165, 169, 174, 195, 197-199 206, 207, 209, 211, 213, 234
TALLEYRAND, Auguste de	212, 213 218, 227, 230	WATTEVILLE, Nicolas-Rodolphe de	71, 75-77, 80, 83, 86-88, 92, 117 126, 152, 154.
TESTA, Dominique	256	WATTEVILLE, de, fils	152
TESTAFERRATA, nonce	12, 35, 38 44, 50, 55, 72, 127	WIRTH, J. G. A.	108
THIOLLAZ, Claude-François de	8	WYSS, David, von	13, 21, 22, 23- 28, 172
TREITSCHKE, H. v.	17	YENNI, Pierre-Tobie	4, 15, 19, 72 73, 82, 83, 86, 104, 124, 128, 130 201-204, 216, 217, 220, 223, 225 253, 262, 265, 267, 271, 273.
TREMBLEY-VAN BERCHEM, J.-C.	47-50, 56-60, 67, 70, 71, 73, 74 79, 80, 83, 89, 90, 127, 128, 150 194, 242.	ZENO (Zenn) Carlo	15, 55, 67, 71 73-75, 81, 82, 84, 85, 89-94, 98 102, 104, 109, 128
TURRETTINI-de-VILLETES, Albert	31-33, 146	ZORN, Philipp	25
VANSITTART, Nicolas	207		
VEUILLAND, curé	242, 244		
VICTOR-EMMANUEL I ^{er} , roi de Sar- daigne	12, 22, 31, 36, 38, 53, 65 77, 79, 81, 95, 96, 104, 107, 113 114, 121, 123, 127, 132, 139, 143 156, 159, 164-169, 193-199, 208- 210, 229, 237, 251, 254, 259-262		
VINCENT, baron de	163, 165, 166 170		

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos.	1
Introduction	7
Recueil de documents	21
Table alphabétique de noms cités.	275

ERRATA

- p. 15, ligne 2 d'en haut. Au lieu de *cete* lire : *cette*
p. 36, » 2 » » *Uerwunderung*
lire : *Verwunderung*
p. 113, note 3. Au lieu de *Barbaroux* lire : *Barberoux*
p. 127, note 2. » » *Dessole* » *Dessolles*.
p. 137, note » » *Salle* » *Sales*
p. 144, LXXXVI (titre) » *en Prusse* » *en Suisse*
-
- 

RAPPORT
SUR LE
CONCOURS DE TRADUCTIONS

ouvert par la Section de littérature de l'Institut national genevois

présenté par HENRI MERCIER¹

MESDAMES ET MESSIEURS,

M. Louis Delarge, Directeur de *La Semaine littéraire*, MM. le professeur Charly Clerc et Henri Mercier, rapporteur, ont composé le jury chargé d'examiner le concours littéraire ouvert en 1917 par notre Section de l'Institut, entre les stagiaires de l'enseignement primaire et ceux des membres du corps enseignant primaire qui ont été nommés sous-régents ou sous-régentes depuis le 1^{er} octobre 1912.

Il s'agissait de traduire une nouvelle d'un auteur suisse-allemand contemporain.

Treize travaux ont été envoyés dans le délai prescrit et se sont conformés à la condition posée que la nouvelle originale devait compter au moins 500 lignes et n'être pas antérieure à l'année 1895.

Si l'on songe que, par définition, un ou une stagiaire et même un sous-régent ou une sous-régente est, pour

¹ Lu dans la séance de la Section de littérature du 13 novembre 1918.

son bien d'ailleurs, un être assez itinérant, ballotté entre les écoles de la ville, de la banlieue et de la campagne, on conviendra que, treize envois, c'est un résultat honorable. Il faut féliciter cordialement et en bloc tous les concurrents pour leur zèle et leur bonne volonté. En ajoutant au labeur quotidien des heures nombreuses d'attention, de réflexion, de recherches, ils ont, quelle que soit l'issue, travaillé, orné leur esprit et combattu la fatale routine qui nous guette tous, tant que nous sommes, à tous les degrés de l'enseignement.

Le jury aurait voulu être moins économe de récompenses. Mais la somme à distribuer ne le permettait pas. Le temps est d'ailleurs passé des prix scolaires d'assiduité. C'est un concours, et, comme aux élections, il y a les élus et les « viennent ensuite ».

Nous avons lu deux traductions dues à des messieurs tandis que neuf sont signées par des dames. On regrette le petit nombre des messieurs. Sans doute les nécessités du service militaire et de la mobilisation ont été une des causes de leur abstention. Deux cahiers ne sont pas signés ; mais, à en juger par l'écriture, ils sont probablement aussi l'œuvre de plumes féminines. Ils sont accompagnés de plis cachetés portant, l'un : *Traduttore non traditore*, l'autre : *Traduttore traditore*. Devises contradictoires exprimant bien l'idéal d'une part et de l'autre la réalité hélas ! à peu près inévitable d'un concours de traductions faites par des débutants.

Quant aux auteurs choisis, ils se répartissent comme suit : Max Pulver, Reinhart, Meinrad Lienert, Federer, Johannes Jegerlehner ont chacun un suffrage. Heer et Ernest Zahn fournissent chacun deux nouvelles. Enfin Jacob Bosshart a été mis quatre fois à contribution.

Tout en estimant que son examen devait porter avant tout sur les mérites de la traduction, le jury a pensé qu'il ne devait pas négliger l'élément du choix, qu'il devait tenir compte de la valeur littéraire de la nouvelle originale. Essayons de donner une idée générale de tous les travaux à ce double égard.

Je ne goûte que médiocrement cette *Célestine* de Max Pulver. On lit sans grand intérêt la psychologie plutôt compliquée et maladive de cette âme d'étudiante qu'aime l'étudiant Alexandre égaré, lui aussi, dans des complications sentimentales. Tous deux feraient mieux de passer vite et convenablement leurs examens. Si j'étais papa et maman, je leur couperais les vivres pour les ramener à l'exacte appréciation des choses. Habile par places, la traduction ne l'est guère dans son ensemble. Elle partait d'un texte vague et compliqué comme l'âme des héros. Leurs états d'âme sont analysés dans un style abstrait, hérissé d'adjectifs philosophiques ou neutres qui ont été escamotés ou mal rendus. Les contre-sens sont nombreux. On s'est servi beaucoup du dictionnaire et pas assez du bon sens, du goût et du contexte. Malgré l'allemand « Geheul », il ne faut pas faire hurler un chat, et, quand l'amoureux a été repêché du fleuve et qu'il est retiré « besinnungslos », c'est qu'il est bel et bien évanoui, sans connaissance, alors que vous en faites un étourdi qui se jette à l'eau. Pauvre Alexandre ! il en serait navré !... Ne confondons pas étourderie et étourdissement.

Le Père de Joseph Reinhardt est le maître laborieux de la ferme du Chêne qu'il a fait fructifier par toute une vie honnête. Le voilà sur son déclin. Après la mort de sa femme, il a eu une attaque ; il a vacillé sur son échelle. Sa faulx s'échappe de ses mains lasses. Il se juge de trop.

Il quitte fils, belle-fille, enfants, tout le train. Il se retire à l'Asile des Vieillards. Saisissante description de cet asile de campagne qui m'a fait revoir en esprit celui de Mettmensstetten : les vieux qui ont beaucoup peiné, toute sorte de types, des bons, des médiocres, des fatigués, des chargés, des épaves, des vieux dont l'âme n'est plus que crépusculaire et dont le regard ne brille que trois fois par jour quand sonne l'heure des repas.

Le père n'y tiendra pas longtemps. La terre, sa terre l'attire, le fascine. Après une nuit de délire, il parvient à sortir de l'asile. Il s'en va, il court, il hume les labours. Il veut mourir où il est né, où il a vécu. Cette mort du laboureur dans sa ferme, dans sa chambre où il est entré se reposer, est très touchante. — Ah, oui ! la vie de la terre est une dure vie. Et toute la nouvelle répond bien au titre du volume « *Schweizererde* » et à l'épigraphe :

« Wir pflügen harten Heimatgrund
« Und rauhes Feld gibt uns die Ernte. »

Nous labourons le sol dur du pays. C'est un champ âpre qui nous donne la moisson. — Mais, à cette pensée se mêlent de la joie, du contentement et de l'orgueil. Et c'est sans amertume que le père, sa tâche faite, s'est endormi dans ses habits du dimanche.

Le charme de cette nouvelle, avant tout descriptive, réside dans l'harmonie des tons, dans le choix des mots expressifs qui notent l'éternelle querelle du paysan et de la terre. La traduction est en général correcte, mais elle n'est pas assez nuancée, ce que justement il fallait, ni assez artistique. Ne parlons que pour mémoire de certaines fautes d'orthographe, d'un *souria* qui a dû être écrit à 9 heures du soir, retour de Gy ou de Bardonnex.

M. Jegerlehner, auteur du « *Village abandonné* », est bien connu des spécialistes en folklore par ses Contes et Légendes du Haut et du Bas-Valais qui remplissent les volumes VI et IX de la collection éditée par la Société suisse des Traditions populaires. L'érudit me paraît meilleur que le nouvelliste. Le Village abandonné est d'une composition un peu traînante avec un abus de touches descriptives qui font songer à de certains récits d'excursions publiés par les journaux alpins. La nouvelle qui, plus ramassée, serait excellente, se déroule comme *Le père*, sans complications psychologiques.

Tous les gens d'Aletsch ont, peu à peu, émigré dans l'Argentine. Il ne reste plus là-haut que Klaus Inderfluh et sa fille Sabine que va emmener, aussi outre-mer, un Valaisan amoureux de cette fille brave et saine. Le lac de Märjelen vient de se vider. De nouveau il a fait au pâturage de terribles dégâts. Isidore le maquignon emmène tout le troupeau. Inderfluh se décide : il a en poche son billet de passage. Mais, sur le haut de la pente, quand le Fletschhorn s'illumine, il renonce. On n'a pas bu pour rien, pendant soixante ans, à la source de la montagne. Et il restera avec la chèvre Strusi dans le Village abandonné. Des chasseurs le trouveront en hiver gisant évanoui au pied d'un arole. Il avait voulu se couper une branche pour allumer un arbre de Noël solitaire. Et il meurt dans la nuit.

En s'intitulant *Traduttore traditore*, le traducteur s'est calomnié. Il se tire assez bien des difficultés de la description, notamment de celle de la catastrophe du lac de Märjelen, décidément un peu ampoulée et surchargée d'épithètes. Mais le traducteur laisse passablement de négligences de détail. La fin, le rêve de Noël du montagnard, remue doucement le cœur.

Inderfluh et le Père sont deux vrais Suisses.

Quand on lit E. Zahn dans ce qu'il a de meilleur, on s'attend à la poésie sévère des solitudes uranaises. C'est là-haut que se passent les deux nouvelles « *Le rayon de lune* » et « *Frère et sœur* ». La première l'emporte de beaucoup, comme traduction, sur la seconde. Ce rayon de lune, c'est la frêle et touchante Plazida apparue ainsi, transfigurée par l'astre, à son cousin, le terrible et vigoureux Brosi, Ambroise Schuler. Sa grâce dompte ce malheureux garçon qui a des accès affreux d'ivresse et qui fait la terreur du village quand il n'a pas cuvé sa boisson et sa colère. Plazida régénère le réprouvé par cette force souveraine qu'est la bonté simple, celle qui ne prêche pas, qui n'a pas d'air protecteur, qui surtout n'humilie pas. Mais Plazida meurt dans un accident de luge. Et alors il arrive à Brosi ce qui arriva à cette « charrette de Berton » après la mort de Franceline, la petite boiteuse. La suprême raison d'aller, d'agir, d'aimer, de croire, de servir était pour lui perdue. Le pan de ciel bleu au-dessus du mur s'est éteint. Brosi a vu tout d'un coup, par la porte entrebâillée, la jeune fille morte. Elle est retournée là-haut sur le rayon argenté. Il s'échappe avec un hurlement effroyable. On le retrouve le lendemain, ivre-mort à côté d'une bouteille de schnaps.

En traduction, cette histoire d'un clair-obscur romantique, se lit facilement. Mais le français, assez coulant, ne peut pas faire illusion sur mainte exactitude.

« *Frère et sœur* » sont Gérald et Julienne Zopp. C'est un tragique épisode des guerres de la révolution et de l'invasion française dans le pays d'Uri. Enfants, ils ont échappé au massacre des Uranais dans la forêt du Gwest où les Français ont tué le père et la mère. Ils

ont gagné les hauteurs des cols déserts et glacés. Effroyable tourmente ! — Ces deux jours de souffrance les ont rivés pour la vie. Ils ne se marieront point ; ils mèneront une vie commune. Ils ont vu de trop près l'ombre de la mort. Et ils vivront côte à côte, étranges, mystérieux et pourtant respectés.

La traduction de cette histoire sévère laisse souvent bien à désirer. Certains germanismes sont complètement incompréhensibles au traducteur qui les rend par une erreur, laquelle, dans la suite, en amène une seconde et même une troisième par un enchaînement fatal.

Le fécond auteur qu'est Jacob-Christophe Heer n'est pas représenté trop à son avantage par la nouvelle « *Amour de critique* ». Nous comprenons, sans doute, qu'elle plaise à une jeune fille. La traductrice en a tiré, comme compréhension, un assez bon parti. Il est dommage qu'elle n'ait pas trouvé mieux que cette histoire un peu fade, tout à fait dans le genre dit du « roman romand » qu'autrefois satirisa Gaspard Vallette. Rien n'y manque, pas même l'inévitable accident de montagne ou de forêt qui permet au jeune privat-docent de montrer ses talents de sauveteur et de faire sa déclaration suivie du baiser des fiançailles. — Le français pêche souvent par la syntaxe.

Très supérieure est la nouvelle autobiographique du même Heer « *Si j'étais seigneur et maître* », bien faite pour plaire à une de nos institutrices qui connaît peut-être dans sa classe quelque tête comme le petit Joggeli, auteur de la fameuse composition « Si j'étais seigneur et maître », laquelle fit scandale. Mœurs scolaires, scènes d'examens. psychologie enfantine, milieu qui, en général, a bien inspiré la traductrice à laquelle on souhaite toutefois plus de compréhension de la couleur locale.

C'était également une bonne idée que de prendre comme l'a fait un de nos deux messieurs « *Le bon Dieu qui voit tout* », de Meinrad Lienert. Oh ! ce ne sont pas aventures tragiques que celles de ce bouèbe puni pour ses sottises naïves, malicieuses et poétiques tout ensemble. Mais, qu'il fasse des trocs, qu'il perde son couteau, qu'il gadrouille dans les flaques, ou que même il ait failli être emporté par le torrent gonflé d'eau d'orage, pas moyen d'échapper à ce bon Dieu qui voit tout ! Le Schwytzsois qu'est Lienert et qui revient si souvent à son dialecte n'est pas toujours facile à interpréter avec sa verve souriante et sa grâce attendrie. Sur ce point la traduction, assez précise d'ailleurs, n'a pas toutes les nuances de style désirables.

« *Madame Agnès* » de Federer nous transporte bien loin des cantons primitifs. Agnes di Serla tient à Assise un bazar d'objets de piété, reliques, images, souvenirs de saint François. La nouvelle, assez alerte, raconte la vie d'avisée commerçante que mène Madame Agnès. Elle offre avec une agréable faconde et un pieux boniment sa marchandise aux touristes et aux pèlerins de tous pays. Son fils Marzo occupe le comptoir face à Pérouse. Il tient les cierges jaunes comme il s'en allume dans les grands malheurs, pour les morts, les expiations, les péchés. Face à la montagne, Agnès vendait des chapelets d'os, des cierges blancs, comme il s'en brûle dans la joie, l'innocence, les miracles, les exaucements... Quelques-unes de ces plaisanteries sont un peu forcées, quasi voltairiennes. Heureusement que l'énumération des bondieuseries n'est pas trop longue. L'historiette contient beaucoup de conversations, de dialogues, à la différence des autres nouvelles. Avec des transpositions parfois un

peu hardies, la traduction rend la couleur italienne et, c'est un grand point, l'histoire ne fait pas, en général, l'effet d'être traduite. On l'avouera, c'est une qualité précieuse.

Je trouve qu'on a rendu un juste hommage à Jacob Bosshart en le traduisant quatre fois. Son art consciencieux ne va pas sans quelque lourdeur, mais Bosshart est un observateur, un loyal écrivain qui rend avec amour la vie rustique sans négliger la psychologie de ses personnages.

Une légende fréquemment recueillie, celle des arbres au feuillage rouge dont le pied repose sur une mare de sang et qui, de temps à autre, réclament une victime : tel est le point de départ de l'histoire, la plus irréaliste des quatre, qui s'intitule *Sous les hêtres pourpres*. Scènes d'amour et de jalousie, meurtre, tristesse et remords, vie brisée, toute une tragédie qui se déroule le jour de l'Ascension, quand la jeunesse va danser sous ces hêtres funestes. On doit louer le zèle de la traduction, mais le français rappelle parfois à s'y méprendre la traduction scolaire, le fameux mot à mot. Cela a dû être fait avec une certaine hâte. Le style est composite, semé de germanismes, comme « il est *encore toujours* d'un fier. Certains termes sont étonnés de se rencontrer au village. On se croirait parfois sur les grands boulevards, il est question de *noctambules* ; Herminie *écopa* (sic) *quelques moqueries*. Enfin la grammaire française reçoit quelques pénibles horions.

Pour la longueur, la palme appartient certainement à la nouvelle « *Heimat* », 56 pages de texte imprimé. La traductrice a présumé de ses forces. On comprend cependant son intérêt pour le fermier du Tobel. Pressé par les

siens, le malheureux s'est décidé à vendre sa maison. L'industrie s'empare de la vallée ; on construit un grand barrage artificiel et, au jour fatal, l'eau submergera en un lac boueux d'abord, étrangement glauque ensuite, les ruines de la ferme, la bonne fontaine, tout ce qui fut la terre aimée du Tobel. Hans Schollenberg, saisi de remords, revient constamment vers ce lac-tombeau, autour duquel rôde encore le chat familial Peter. Et quand le chat se sera noyé, le maître le suivra dans l'eau profonde... Avec des trouvailles heureuses la traduction a malheureusement bien des négligences et même des obscurités. Le lyrisme de certains passages, très difficiles, je le reconnais, est rendu gauchement. Les images n'ont peut-être pas tout le goût désirable. Il est question de scarabées d'or qui ont une peur bleue...

Les mêmes qualités et les mêmes défauts se retrouvent dans les cahiers de *l'Héritage*. Nouvelle parfaitement bien choisie, d'une attachante psychologie. C'est un lourd héritage que porte longtemps, sans savoir lequel, le pauvre Blaise Reimann. Son père, un assassin, a été exécuté. Sa mère est morte de douleur. Tout petit, l'enfant a été recueilli par un brave homme présent au pied de l'échafaud pour maintenir la foule avec un peloton de soldats. Blaise Reimann, comme Oedipe, n'arrive que lentement à connaître le tragique secret. Sa douleur est intense. Maintenant il comprend toutes sortes de choses du passé et des gestes et des mépris ou des pitiés insultantes. Il voit partout des sous-entendus, des arrière-pensées. Pénible calvaire qu'il gravira jusqu'à ce que, affranchi, maître de lui-même, il aille là-bas, là-bas pour chercher une bonne renommée... Non, Dieu n'est pas le Dieu fort et jaloux qui punit sur les enfants l'iniquité des pères !

Encore une vie tragique et bien brisée que celle du syndic de Kaltenbach, *le Juge*. Il me paraît que c'est la meilleure de toutes les nouvelles que vous avez eu la patience de m'entendre résumer. C'est la psychologie d'un incendiaire. Mais ce n'est pas un incendiaire comme l'aubergiste de l'Agneau à Lunken qui a réussi à esquiver la justice et à qui l'on tire le chapeau. Le syndic de Kaltenbach voudrait un village propre, rénové. Longtemps il a essayé des améliorations, des réformes. La population reste routinière et stupide. Alors il se fait à l'idée d'un feu qu'il mettrait quand souffle le fœhn puissant. Il lutte incessamment contre cette idée fixe. L'obsession devient hallucinatoire. En rêve, il voit le phénix doré de la plaque de la Compagnie d'assurances qui plane dans une gloire de résurrection. Il succombe. Le village est détruit, un vieil homme périt. Alors le syndic, que personne ne soupçonne, se dénonce. On a pitié de cette victime d'une sorte de fatalité. Sans doute une justice humaine doit le condamner, tandis qu'elle absout l'aubergiste de l'Agneau. Mais notre cœur est touché d'une profonde pitié quand, quinze ans plus tard, sorti de la prison, le vieux vagabond boit humblement son verre derrière l'auberge toujours florissante de l'Agneau.

La traductrice a été ici presque toujours à la hauteur de sa tâche.

Avant de proclamer quels sont les lauréats, sera-t-il encore permis au magister (qui a le plaisir d'y retrouver quelques-uns de ses anciens élèves), de leur faire encore deux ou trois remarques, en toute simplicité d'intention, et de leur adresser cordialement quelques conseils ?

« Ce n'est pas le succès qui importe, mais l'effort. » Très juste. Mais tâchons de montrer où et comment doit s'appliquer l'effort.

Et, premièrement, je crains que quelques concurrents ne se soient pas suffisamment représenté ce qui constitue une bonne traduction. A l'école on trouve bien joli déjà d'avoir saisi à peu près un texte. On est content d'avoir, selon la formule, enrichi son vocabulaire et enregistré quelques règles de syntaxe. On a beaucoup de respect pour le thème, degré suprême de la difficulté. La version est plus sacrifiée. On lit le texte étranger *grosso modo* et l'on s'endort sur un oreiller de satisfaction.

Or, il importe d'éviter les contre-sens. Le jury en a fait une gerbe assez belle. Disons une vérité à la Palice : « Pour bien traduire, il faut bien posséder l'idiome étranger. » Et, malgré les excellentes leçons que vous avez reçues, il faut un séjour à l'étranger. Le savoir livresque ne remplacera jamais l'expérience de la vie. Cela est vrai pour les langues comme pour le reste. Nous ne faisons ici aucun reproche, mais nous espérons que des facilités toujours plus grandes seront faites pour des échanges amicaux entre les trois Suisses. Certaines locutions toutes faites qui, imprimées, semblent des casse-tête, s'éclairent dès que vous les avez entendues dans la conversation. Ces particules, ces verbes s'illuminent par les circonstances où on les entend, où on les sépare. « Einen rechten Mann mag ich ihr gönnen » ne signifie pas : « Un homme juste doit le lui accorder. » (Qui le ?) Mais : « Je lui souhaite pour mari un brave garçon. » — Il y a les dictionnaires. Ah ! oui, ces treize travaux représentent bien des pages tournées. Vénérons les Dictionnaires, mais n'en n'ayons pas la superstition. Ils font dire des âneries aux grands comme aux petits. « Le chasseur installe, tourne le coq et la boule part. » Voilà la belle chose que m'écrivit un petit Autrichien

ami du lexique, dans le temps que je dirigeais la classe des étrangers. Et c'est vrai qu'à Hahn on trouve coq ; mais on y trouverait aussi chien de fusil ; on trouverait balle à côté de boule au mot Kugel... Je possède un plaisant catalogue d'un Museum de la foire où l'on montrait, il y a bien des années, des figures de cire. On devine l'origine du propriétaire qui traduisait sans sourciller, de sa langue dans la nôtre : « Le N° 18 représentait une jeune Almée égyptienne qui avait garni un riche Anglais de tricotages, ainsi qu'il coulait bas littéral, corporel et spiritueux... » Je n'oserai pas affirmer qu'il n'y ait pas quelques-unes de ces énormités parmi nos traductions.

Secondement. Etudiez toujours le texte à la lueur du contexte. Un mot isolé n'a, pour ainsi dire, pas de sens par lui-même. Avec deux mots, avec un vous faites pendre un homme, ou, ce qui est déjà grave, vous faites dire à un auteur des sottises dont il est innocent.

Troisièmement. Une traduction n'est pas un mot à mot. Vous n'avez pas à présenter, à l'usage des élèves en détresse une juxta-linéaire. Allez-vous dire, parce que vous traduisez, « j'attends sur ces nouvelles » ? « Mon frère étudie sur l'Université. » « J'ai apporté ma cousine avec moi à cette réunion. » « Cette photographie est à coller à l'intérieur. » « Tintait-il de la sympathie ou du reproche dans la voix du pasteur ? ». — Laissez au commerce, à l'industrie, au prospectus le soin de gâter la syntaxe. N'y aidez pas !

Quatrièmement. Songez que, bien rendre, ce n'est pas mettre un mot à la place d'un autre ; c'est faire rire, si l'on a ri ; toucher le cœur, si l'on a pleuré ; c'est être indigné, ironique, admiratif ; c'est, autant qu'il se peut,

communier avec l'auteur. Les mots ne doivent pas être, comme pour les nominalistes, de simples *flatus vocis*. Si vous traduisez un écrit qui parle de choses et de mœurs universitaires, ne croyez pas que celles-ci soient les mêmes partout. Informez-vous. En traduisant on apprend des faits positifs. Si la traductrice avait seulement consulté un programme d'Université, elle aurait vu que les « Uebungen » sont nos conférences pratiques accompagnant le cours *ex cathedra*, tandis que ce malheureux Alexandre et cette pauvre Célestine ont l'air de se livrer chaque matin à des exercices de haltères et de trapèze, suivant un système Muller ou Abplanalp. A la fin du repas allemand, il est d'usage de dire : « Gesegnete Mahlzeit ! », abrégé en « Mahlzeit ! » quelque chose comme « Grand bien vous fasse ! », comme un « Deo gratias ! » Il ne faut donc pas traduire par : « A votre santé ! » Nous ne trinquons pas dans un café à Satigny ; nous sommes à Würzburg et il ne s'agit pas de traiter de *toast* cette formule que l'usage rend banale. Et que dire de ce montagnard d'Uri qui est traité, à répétitions, de « Monsieur le sénateur », de ce Seckelmeister qui est un simple trésorier et non pas un « maire » !

Cinquièmement. Ne tombons pas, comme le paysan ivre de Luther, du panier de droite dans le panier de gauche. Evitons, sous prétexte d'art et d'élégance, « les belles infidèles ». Le temps n'est plus où l'on permettait à Madame Dacier de rendre « fils de chienne ! » par « insensé ! ». « *Verwisch-sehnsüchtig* » est rendu très imparfaitement par « un visage fané ». Il faut lutter pour trouver l'expression propre. Mais quelle excellente occasion d'apprendre quelles sont les ressources de la langue maternelle !

Enfin, ajouterai-je, plusieurs concurrents ont trop traduit sagement, au jour le jour, comme on continuerait une tapisserie à ses moments perdus. Oui, d'accord avec cette méthode si, au préalable, on a réfléchi au ton général du morceau, à sa manière, à son coloris. Ai-je affaire à des paysans ? Dans ce cas, quel vocabulaire leur prêter ? Et si c'est un dialogue, doit-il être académique et compassé en français, s'il est vivant en allemand ? — Me sera-t-il permis d'illustrer ma pensée en citant un passage du *Traité de stylistique française*¹ par M. Ch. Bally :

« Voici un texte allemand : il sera traduit d'abord en langage usuel, simple et banal, puis dans la langue vraiment parlée, avec les ressources de l'expression familière.

(Une jeune fille vient de recevoir une lettre par laquelle un directeur de théâtre, sans se prononcer catégoriquement, lui fait entrevoir l'acceptation d'une pièce qu'elle a composée à l'insu de son père.)

Also wird er heute kommen. Und der Vater weiss von nichts ! Ich dachte ihn mit der Annahme meines Stückes zu überraschen. Das hat man von der Heimlichkeit ! Und es klingt alles in diesem Briefe so unbestimmt ! Schliesslich lacht der Vater mich aus. Das will ich aber nicht ! — Halt, ein Gedanke ! Er erwartet ja auch Theaterdirektoren und Dramaturgen... Das kann mich retten. Aber wie soll ich... » (Fulda. Das Recht der Frau.)

a) Il viendra donc aujourd'hui. Papa ne sait rien encore. Je comptais lui faire une surprise en lui annonçant l'acceptation de ma pièce. Tel est le résultat de mes cachoteries. Cette lettre ne renferme rien de précis. Mon

¹ Tome premier, page 264.

père va sans doute se moquer de moi; mais je ne veux pas. Il me vient tout à coup une idée; il attend aussi des directeurs et des critiques; cela peut me sauver; mais quel moyen employer?

b) Ainsi il va venir... aujourd'hui! Et dire que papa ne se doute de rien! Et moi qui pensais lui faire une surprise en lui annonçant que ma pièce a passé! Ah! voilà ce que c'est que de faire des cachoteries! Et cette lettre... pas claire du tout! Qui sait? Papa va peut-être se moquer de moi! Ah! mais, c'est que je ne veux pas moi! Oh! une idée! Est-ce qu'il n'attend pas, lui aussi, des directeurs et des critiques? Tiens, tiens! mais voilà qui peut me tirer d'affaire!... Oui, seulement, voilà... comment m'y prendre? »

Mais ce n'est pas ici le lieu de faire une didactique de la traduction.

Voici plutôt la liste des récompenses. Le jury a estimé qu'aucun des travaux, d'entre ceux qu'il a retenus, ne mérite le prix global.

Il décerne donc :

- a) Un premier prix de 100 francs à M^{lle} Emely FISH (depuis la clôture du concours M^{me} Bacher-Fish) pour sa traduction *Le Juge* par Jacob Bosshart.
- b) Un deuxième prix de 70 francs à Traduttore non traditore (M^{lle} Jeanne YAUX) pour sa traduction *Madame Agnès* par Henri Federer.
- c) Deux accessits *ex aequo* de 40 francs à M^{lle} Léa BURGER, pour sa traduction de *Si j'étais Seigneur et maître*, par J. C. Heer; et à M. GROSREY, pour sa traduction de *Le Bon Dieu qui voit tout*, par Meinrad Lienert.

En terminant, je tiens, Mesdames et Messieurs, à remercier ceux de mes Confrères de l'Institut qui ont eu l'heureuse idée de ce concours de traductions. Il témoigne de l'intérêt que nous commençons, en Suisse romande, à porter à la littérature de nos Confédérés. A cet égard, je ne crois pas nous calomnier en disant que nous sommes un peu en retard sur nos compatriotes de langue allemande. Mais nous rattraperons le temps perdu. Nous aurons des anthologies de leurs écrivains comme ils en ont des nôtres. Qu'il y ait d'amicaux interchanges ! On sent que certains concurrents, pleins de bonne volonté, ont choisi leur nouvelle un peu au hasard, n'étant pas assez dirigés. Qu'ils s'adressent aux articles de M. Charly Clerc dans *la Semaine littéraire* ! Que les Bibliothèques des maîtres reçoivent la *Schweiz*, *Schweizerland* !... Que les nôtres lisent la *Lehrerzeitung* ! etc...

Voir au-delà de son étroit canton, ne pas ignorer, ne pas s'imaginer être perpétuellement à la tête de tout... De toutes ces nouvelles, après tout, se dégage quelque chose de sain, d'honnête, de vraiment suisse. Aucune langue n'a le monopole du bien, de l'idéal, de la poésie. Et, en ces temps troublés où il semble outrageant à quelques-uns d'entendre la parole évangélique « Aimez-vous les uns les autres », disons du moins la morale de ce concours, parce que sûrement ceci mène à cela :

« Efforcez-vous de vous comprendre les uns les autres. »



UN PÉDAGOGUE VALAISAN

L'ŒUVRE DU P. HÉLIODORE BOURGOZ

1764-1766

par Maurice CHARVOZ¹

Une année avant la naissance du P. Girard, l'éminent pédagogue fribourgeois, un religieux valaisan, le P. Héliodore Bourgoz, travaillait avec une ardeur admirable à la fondation d'une école en Valais. Né à Bruson, dans la vallée de Bagnes, en 1719, ce moine est mort à Sion en 1804. Nous savons très peu de choses de cette longue existence en dehors de son extraordinaire activité pédagogique en 1764 et en 1766. Les nombreux documents concernant cette période nous démontrent que, devenu le prédicateur attitré de la chaire de St-Théodule à Sion et l'ami intime de l'Evêque de cette ville, le capucin Bourgoz s'est servi des avantages de sa situation pour travailler fiévreusement à l'instruction de ses concitoyens.

Si nous tenons compte de la routine et de l'ignorance de cette époque, de la somme d'énergie et de persévérance que ce moine dut déployer pour vaincre les obstacles dressés sur sa route, nous ne tarderons pas à accorder notre admiration au dévouement et au caractère de ce précurseur.

Le P. Bourgoz rêvait de doter sa vallée natale d'une école modèle pouvant instruire « tous les garçons de la commune, grands et petits, pauvres et riches et vingt escoliers étrangers à la commune ». La maison d'école

¹ Résumé d'un travail présenté à la Section des Sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire le 13 Novembre 1918.

serait « entourée d'un bel enclos de 12 à 13 cartanées de façon que cet établissement deviendrait un des plus beaux ornements de la paroisse ».

Mais le P. Bourgoz et son protecteur, Mgr Am Büel, connaissaient leurs contemporains. En hommes avisés, ils prévoyaient les obstacles que devaient leur créer la routine et les intérêts établis. Aussi, en approuvant le projet du moine, l'Evêque de Sion — usant de sa haute autorité — écrit le 6 avril 1764 ces lignes sévères : « Nous défendons, en outre, sous peine de notre indignation à toutes personnes de quelque état et condition qu'elles soient d'empêcher malicieusement que cette œuvre si salulaire ne soit exécutée par les bien intentionnés ».

La voix du P. Bourgoz fut d'abord très favorablement entendue. En effet, le 23 avril 1764, « une assemblée des hommes des quarts, à la requête des honorables syndics et conseillers, approuve le projet de l'école à l'unanimité ». Dans ses sentiments de satisfaction qui touchent à de l'enthousiasme, le conseil décide même « de prendre 3.700 florins sur la Confrérie des pauvres et 1.000 florins sur la Confrérie du St-Esprit et de les consacrer à la nouvelle institution ».

Profitant de ces bonnes dispositions, le P. Bourgoz félicite vivement les Bagnards de correspondre si bien à ses vœux. Il travaille fiévreusement à la réalisation de son rêve. Il lui faut de l'argent; il en trouvera. Il lui faut des terrains à bâtir; il les réclamera aux propriétaires « gratuitement », au nom du Ciel. Il frappe donc de porte en porte, soit directement chez ses amis et connaissances, soit indirectement par son fidèle collaborateur, le curial Gard. Avec un art consommé et une bienveillante délicatesse, il fait miroiter aux yeux de tous l'importance du but qu'il poursuit et leur promet les grâces inestimables

du Ciel s'ils veulent bien acquiescer à ses désirs. Il frappe, il prie, il écrit, il implore ; sans cesse il se multiplie de tous côtés. Son inlassable persévérance ne rencontre pas que le bon accueil. Son insistance se butte parfois à l'indifférence et à la froideur ; parfois aussi elle provoque non seulement des refus catégoriques, mais même des reproches vifs et amers. Voici, par exemple, la lettre typique de l'abbé Pierre Bruchez au curial Gard, datée du 27 avril 1764, qui en dit long sur l'importunité du quémandeur : « Monsieur, Pour répondre à la demande que me fait le R. P. Gliodore (*sic*) par lettre dont vous m'avez fait l'honneur de me donner en descendant de Sion, il me semble qu'il devait se contenter aussi bien que les Messieurs de Bagnes, de la première offrande et promesse qui est la somme de cent écus petits monnâjés du bas Vallays de 20 baz, parce qu'il est vrai, il est vrai oui qu'il ne coûte pas beaucoup de demander, ni même de promettre, mais c'est d'effectuer ses promesses qu'il en coûte, *nemo dat quod non habet*. On fait un cheval rétif en lui faisant trop tirer. »

Sans se laisser arrêter par la tiédeur des uns ni par le refus des autres, le P. Bourgoz poursuit sa route. Mais bientôt son œil clair perçoit à l'horizon des signes précurseurs d'orage. Il y a des intéressés à faire avorter son projet. Le temps presse : il faut agir vite pour réussir, agir avant que de puissants ennemis aient forgé leurs armes, organisé leurs troupes, alarmé un peuple ignorant, déchainé le branle-bas.

Le 5 mai 1764, il écrit donc au curial Gard : « Il s'agit de travailler tout de bon, car les coups pressent et les fers sont au feu et tout est disposé à recevoir une forme convenable à mon dessein ».

Mais déjà l'alarme est donnée ! L'activité du P. Bourgoz a réveillé des susceptibilités de ces puissants personnages qui sèment l'agitation et le mécontentement dans le peuple contre le projet qui lui tient à cœur. L'œuvre à réaliser passe au tamis d'une critique malveillante. La méfiance enveloppe le novateur ; le vide se fait autour de lui. La crainte et la froideur paralysent ses partisans. Les édiles si bien disposés autrefois hésitent devant la marée montante des murmures ; ils tergiversent et attendent. Aussi les instances du P. Bourgoz consternent ces pacifiques magistrats qui, le 6 mai, adressent au moine remuant une réponse pleine de sagesse pour lui faire observer que son zèle « risque de ruiner son projet de fond en comble. — Nous vous prions et supplions pour la plus grande gloire de Dieu de modérer vos désirs, ce zèle ardent qui vous dévore là-dessus, car *omne nimium vertitur in vitium* ; allons tout bellement, trop d'huile dans une lampe éteint le feu ; aplanissons tous les obstacles qui se présentent et qui ne se présenteront que trop ».

Le P. Bourgoz était trop intelligent pour ne pas comprendre la sagesse des édiles ; c'est ce qui ressort de sa lettre aux syndics du 9 mai et de celle adressée à son ami, le curial Gard, en date du 1^{er} juin 1764.

L'orage gronde. Tous les prétextes servent à grossir et à agiter les mécontents. Blessé par ces manœuvres méchantes, le pauvre moine préfère quand même rendre le bien pour le mal à « ces aveugles qui cherchent à mettre obstacle à leur propre bonheur ». Surpris un instant par « les murmures et les oppositions des aveugles », il se redresse. l'âme retrempée au vent qui fouette sa figure ; il réchauffe le zèle des tièdes, recon-

forte les découragés, ranime les craintifs et travaille sans relâche à recueillir les fonds nécessaires. Mais il n'ignore pas pour autant les dangers qui menacent d'écraser dans l'œuf l'œuvre d'éducation qu'il a conçue.

L'ennemi veille ; il agit dans l'ombre. Non seulement il agite les ignorants contre l'innovation du moine, mais il trame une vengeance contre le moine lui-même. Celui-ci le voit : il discerne dans la nuit la silhouette de la main qui va le jeter en exil. Il faut pourtant sauver l'œuvre de la destruction, car elle seule compte. « Les coups pressent toujours plus, écrit le P. Héliodore à son ami, ne perdons point de temps, je vous en prie, si nous voulons bien faire réussir notre projet ; pour peu que nous perdions de temps, nous risquons de faire une grande perte... On me fera peut-être aller au fond de la Savoie sans espérance de me faire revenir au pays de longtemps, ce qui serait peut-être un grand obstacle à l'heureux succès de notre projet. » Aussi, il insiste pour qu'on installe l'instituteur pour le 15 juillet.

Pauvre moine, aux prises avec de redoutables adversaires, il craint encore plus les lenteurs administratives que les coups de ses ennemis : ... « pourvu que le Conseil soit exact et prompt à exécuter mon projet, écrit-il le 30 juillet, soyez persuadé que notre dessein deviendra bientôt efficace, malgré les murmures de Messieurs de St-Maurice et les oppositions qu'ils pourraient y mettre. J'ai si bien pris mes mesures auprès de l'Illustrissime Grandeur que je regarde tous leurs efforts en cela comme une fumée qui disparaît en naissant ! »

Pressentant son exil prochain, le P. Bourgoz adresse aux magistrats un pressant et dernier appel : « Faites si bien que j'aie la consolation de voir cet établissement

solide avant que je sorte du pays, sans quoi vous risquez beaucoup de ne le jamais voir vous-même et de priver pour toujours vos successeurs d'un si grand avantage...» De son côté, l'Evêque de Sion exhorte les syndics à « correspondre aux efforts du P. Héliodore qui ne recherche en tout que leur grand avantage ».

A ces appels, le Conseil se décide enfin « unanimement » à réaliser cette fondation. « Pour ce qui est du silence et de la lenteur à opérer, il est très difficile de vous en donner raison et même de vous l'expliquer autrement que de « bouche à bouche », écrivent en s'excusant ces craintifs magistrats qui évidemment ne veulent pas se compromettre aux yeux de leur seigneur temporel.

Mais l'ennemi a manœuvré dans l'ombre. Il a agi sur l'esprit du supérieur du moine intrépide. Celui-ci ne pourra plus opposer de résistance. A en croire une chronique écrite par un auteur hostile mais renseigné, « au mois de septembre 1764, le P. Bourgoz reçoit ordre de son supérieur le provincial de se rendre de Sion en Savoie parce que le père provincial fut instruit que son religieux Bourgoz se mêlait en Bagnes des affaires étrangères à son Etat ».

Quels jours d'amertume dut vivre, en cette fin de septembre, ce brave moine pédagogue qui, au moment de parachever son œuvre, se voyait exilé comme un perturbateur ? Quelles étranges réflexions devaient assaillir son esprit perspicace, assombrir son âme d'apôtre, quand il vit ses ennemis dominer la volonté de son supérieur ! Pouvait-on le frapper plus cruellement et l'abattre davantage que de le frapper par celui-là auquel il avait juré obéissance ?

Le cœur brisé, le P. Bourgoz se soumet pourtant sans se plaindre. Il prend le chemin de l'exil, non toutefois sans donner un dernier coup de main à la réalisation de son rêve. De Monthey, avant de quitter son cher Valais, il écrit à son Mécène, Mgr l'Evêque Am Büel et au curial Gard, son ami; il compte sur leur concours, en son absence forcée, pour l'achèvement de l'œuvre à laquelle, hélas ! il ne pourra plus travailler désormais. « Je me dispose, dit-il, à partir ce matin pour Thonon et j'espère y arriver ce soir, si bien que je compte prendre possession de la France lundi prochain. » (Lettre du 28 septembre 1764.)

Pauvre moine à la robe poussiéreuse et aux sandales usées peut-être, il n'allait « prendre possession de la France » qu'avec son bâton de pèlerin et son cœur d'exilé : toute sa pensée restait attachée à son pays, à sa chère grande école, à ce peuple ignorant qu'il aurait tant voulu pouvoir instruire ! Son absence ralentit naturellement la fondation de l'école. Délivrés de cet importun personnage, ses ennemis triomphaient. Mais cette joie ne dura pas. « On jouissait d'une parfaite tranquillité dans la paroisse de Bagnes jusqu'à son malheureux retour à Sion, dit le chroniqueur hostile que nous avons déjà cité, car il recommença ses ordonnances menaçantes le 9 janvier 1766 pour forcer l'établissement de la nouvelle école sous le sceau du R^{me} Evêque ».

Dès son retour, en effet, le moine pédagogue se remettait au parachèvement de son œuvre. En fidèle ami, Mgr Am Büel « ordonne à la paroisse de tenir pour bien fait tout ce que le P. Héliodore fera pour l'Ecole ».

Quel perturbateur que ce moine ! Il avait l'habileté de se couvrir de la protection du Révérendissime Evêque !

Il poussait l'audace non seulement jusqu'à vouloir absolument instruire ses concitoyens ignorants, mais même jusqu'à tenter de réglementer les cabarets ! Introduire des innovations pareilles n'était-ce pas attaquer « les privilèges et libertés des Bagnards » ? Troubler leur tranquillité ? Supporterait-on plus longtemps une agitation aussi désordonnée ? C'était intolérable. Il fallait sévir contre l'énergumène. « Tant de démarches irrégulières d'un capucin, dit le chroniqueur, engagèrent le Révérendissime Abbé, seigneur de Bagnes, à faire des plaintes à son supérieur de Sion. Le R. P. Joseph-Alexis, capucin vicaire de Sion, répondit en date du 16 juin qu'il interdirait au P. Héliodore Bourgoz toute manœuvre relative aux cabarets de Bagnes ou à toutes autres choses qui puissent blesser son illustrissime révérence. » Dès ce jour, en effet, la personnalité du P. Bourgoz s'efface ; mais les semailles sont faites ; le grain va germer.

Bientôt l'affaire se corse : elle arrive à sa phase critique et terminale. Les deux éminences qui avaient pris parti, l'une pour et l'autre contre l'Ecole Bourgoz, vont enfin se trouver aux prises. Le 2 août 1766, Mgr l'Evêque de Sion arrive à la cure de Bagnes pour sa visite épiscopale. Le lendemain, l'abbé de St-Maurice, seigneur temporel de la vallée, lui rend visite ; il cherche à le convaincre des graves inconvénients qui résulteraient de l'établissement de cette prétendue école. L'Evêque reste inébranlable. Malgré l'inutilité de ses efforts, l'abbé l'invita à dîner pour le lendemain.

Dès le matin du 4 août, craignant que sous l'influence épiscopale le projet de l'école ne soit adopté définitivement par le Conseil, l'abbé-seigneur fit sous main pression sur celui-ci. « A l'heure du dîner, dit le chroniqueur,

l'abbé alla à la cure pour prendre le Révérendissime Evêque et l'accompagner à la maison abbatiale pour dîner. Point du tout, l'Evêque ayant déjà eu vent de l'ordre donné au Conseil, fut fort irrité contre l'Abbé, lui fit un vif reproche... ne voulant point dîner chez l'Abbé qui se retira... »

Ainsi se termine l'entrevue des deux seigneurs, temporel et spirituel de la vallée.

Pour étouffer l'école, l'abbé recourt à une consultation populaire, comptant sans doute que le peuple fut « cuisiné » à point. L'abstention dut être énorme : 304 hommes seulement prennent part au vote ; 16 voix acceptent l'école et 288 s'opposent à son établissement, déclarant « vouloir vivre comme ont vécu leurs pères ! » L'abbé triomphant fait publier ce résultat aux criées publiques le 24 août 1766, en des termes que nous voudrions pouvoir citer en entier, rappelant les ordonnances souveraines « deffendant d'ériger d'autres écoles dans les villages que pour apprendre aux enfants le catéchisme et à lire... »

Cette victoire de l'abbé « Jean George Schnier, par la grâce de Dieu et du St-Siège abbé de la royale abbaye de St-Maurice et seigneur temporel de Bagnes » fut de courte durée. Le 14 octobre 1766, en sa qualité de « comte et Préfet du Vallais, de Prince du St-Empire Romain », Mgr Am Bül envoie les Règles de l'Ecole de Bagnes et « ordonne aux syndics, conseillers et jurés de la paroisse ainsi qu'à leurs successeurs de les faire exactement mettre à exécution afin qu'elles soient stables pour toujours ». Le bon Evêque termine son mandement en rassurant les Bagnards sur les « difficultés qu'on leur fait appréhender de la part de Messieurs de St-Maurice » et sur « les menaces » du seigneur abbé.

Le 14 octobre dut être un jour d'immense satisfaction pour le P. Héliodore Bourgoz, qui, du fond de sa cellule, voit enfin la réalisation de son rêve : son institution épancherait désormais son influence bienfaisante sur les jeunes générations de la vallée et sur celles des vallées voisines du Valais.

Pendant cent ans, en effet, l'Ecole marche conformément aux vœux de son fondateur. Puis, par un étrange retour des choses, à l'encontre de l'acte de fondation, elle passe un jour aux mains de « ces Messieurs de St-Maurice » chez lesquels le P. Bourgoz avait rencontré une irréductible opposition.

Il nous resterait à relever le caractère pourtant si orthodoxe de cette école, à raconter son histoire depuis 1766 jusqu'à sa transformation en école publique par un jugement du Tribunal fédéral. mais notre cadre actuel nous force à nous restreindre. Qu'il nous soit permis, en terminant, à nous qui savons, par expérience, ce que de nos jours même, il en coûte d'efforts et de souffrances pour fonder une école, à l'encontre des préventions et des intérêts établis, à nous qui ne partageons ni les principes philosophiques ni les méthodes pédagogiques du P. Bourgoz, d'exprimer ici toute notre admiration à l'homme qui, sous sa robe de bure — en un siècle où notre peuple était tenu dans l'ignorance — a mis son indomptable énergie à vouloir instruire la jeunesse. Puisse notre bien modeste travail contribuer à faire revivre le souvenir de ce précurseur des P. Girard et des Pestalozzi.

II

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

COMPTE RENDU

DES

TRAVAUX DE L'INSTITUT

pendant les années 1918, 1919 et 1920

De 1918 à 1920 la plupart des séances des diverses sections ont dû avoir lieu à l'Université, le prix élevé du combustible ne permettant pas le chauffage des salles de l'Institut. Nous espérons toutefois que nos locaux pourront être utilisés à partir de septembre 1921.

Durant cette période de trois années, une seule assemblée administrative a eu lieu, le 28 mai 1918, à la salle de l'Institut, où se firent les élections des membres du comité de gestion. Le précédent comité fut réélu avec une seule modification : M. Louis Dériaz fut remplacé par M. J. Domp martin. A cette même séance, M. Henri Fazy, président, rappela la mémoire du professeur Émile Yung, vice-président, décédé le 2 février 1918. C'est une perte très sensible pour l'Institut dont il était un des membres les plus actifs.

Le 21 octobre 1919 est décédé le Dr Paul Ladame, qui avait été élu vice-président en 1918 et dont l'activité avait été si grande au sein de la section des sciences naturelles et mathématiques.

Le 22 décembre 1920, l'Institut avait à déplorer le décès de son président, M. le Conseiller d'Etat Henri Fazy. M. Henri Fazy avait été élu président en 1902, après avoir occupé le poste de secrétaire général pendant 30 ans. L'Institut ressent cruellement la perte de ce membre dévoué qui lui consacra tant d'années de soins et de labeur. La séance publique annuelle de 1921 sera en partie consacrée à la mémoire de ce grand citoyen, auquel notre histoire nationale est redevable de nombreux travaux.

Anticipant sur le compte rendu de l'année 1921, nous avons

le regret de mentionner le décès de M. Charles Vulliét, membre du comité de gestion depuis 1912, enlevé subitement à l'affection de ses collègues qui appréciaient son esprit judicieux et son active collaboration.

Il convient également d'indiquer ici le résultat des élections qui eurent lieu à l'assemblée administrative du 10 février 1921. Au cours de cette assemblée furent élus membres du Bureau de l'Institut et de la Commission de gestion :

Président : M. John Briquet : Vice-président : M. Bernard Bouvier : Secrétaire général : M. Albert Roussy, et membres de la Commission de gestion : MM. Jules Domp martin, Georges Fazy, B.-P.-G. Hochreutiner et J. Nicodet.

Le tome XLIII du Bulletin de l'Institut a paru en 1919. (577 pages, in-8°, 2 gravures hors-texte.)

Le nombre des membres de l'Institut, au 1^{er} novembre 1921, est au total de 596. Ces membres se répartissent comme suit :

SECTIONS	Effectifs	Emérites	Honoraires	Correspon- dants	Total
Sciences naturelles et mathématiques . . .	9	4	74	31	118
Sciences morales et po- litiques, d'archéologie et d'histoire	8	2	83	61	154
Littérature	10	6	62	45	123
Beaux-Arts	10	3	74	7	94
Industrie et agriculture	10	7	75	15	107
Total . . .	47	22	368	159	596

Le nombre des sociétés avec lesquelles l'Institut échange ses publications est de 189 (38 en Suisse et 151 à l'étranger).

TRAVAUX DES SECTIONS

I

Section des Sciences naturelles et mathématiques

Année 1918

La section a tenu une séance de membres effectifs et, en outre, quatre séances publiques, au cours desquelles ont été présentées les communications suivantes :

M. le Dr Paul LADAME : Eloge funèbre de M. le professeur E. Yung.

M. le professeur Dr BARD : Sur la perception des mouvements par les canaux semi-circulaires.

M. le Dr Arnold PICTET : Sur les mécanismes qui provoquent l'éclosion des papillons.

M. le Dr John BRIQUET : Sur les dornaties foliaires.

M. le professeur DUPARC : Sur les terrains gelés de la Sibérie orientale.

M. le professeur ANDR : Sur les toxines des vers parasites.

M. le professeur STEINMANN : Sur l'application de l'acétylène aux voitures automobiles.

M. le professeur Dr HUMBERT : Sur l'épidémie actuelle de grippe.

Au cours de l'année, la section a eu à déplorer le décès de son président, M. le professeur Emile Yung, et celui de M. le Dr Van Bambeke, membre correspondant. M. le professeur

Louis Bertrand a été nommé membre émérite. MM. les professeurs Emile André, Louis Duparc, Henri Felir et Emile Steinmann, membres honoraires, ont été nommés membres effectifs. Il a été reçu 13 membres honoraires. Un membre honoraire, quittant Genève, a donné sa démission.

Au 31 décembre 1918, la section comptait : 3 membres émérites, 9 membres effectifs, 67 membres honoraires, 40 membres correspondants.

Année 1919

La section a tenu sept séances publiques. Les communications suivantes y ont été présentées :

M. le professeur E. CHAIX : Les geysers et les phénomènes connexes.

M. le professeur SCHIDLOF : Le mouvement brownien dans les gaz et la structure des charges électriques.

M. le Dr John BRIQUET : Le mécanisme de la chute des fleurs chez les composées.

M. le Dr Albert JENTZER : L'anesthésie locale et ses récents progrès.

M. le Dr Albert BRUN : Recherches sur le volcanisme.

M. le Dr B.-P.-G. HOCHREUTINER : Le toupin, cloche traditionnelle du bétail.

M. le professeur TIERCY : Sur les courbes orbiformes.

M. le professeur GUYENOT : Sur les mutations chez les drophiles.

M. le professeur Dr KUMMER : Les rayons X en chirurgie gastro-intestinales.

M. le professeur E. STEINMANN : Un physicien-amateur genevois, M. Arthur Calame.

M. le Dr François NAVILLE : Notice nécrologique sur le Dr Paul Ladame, vice-président de l'Institut national genevois.

M. le professeur J.-A. WEBER : Sur l'effet des anesthésiques sur les larves de batraciens.

M. le professeur TIERCY : Sur quelques propriétés nouvelles des courbes orbiformes.

M. le professeur C.-E. GUYE : Le principe de Carnot est-il applicable aux organismes vivants ?

La section a accordé un subside de 300 fr. au Comité constitué pour honorer la mémoire de son ancien président, M. le professeur Emile Yung.

La section a perdu, par décès, un membre effectif, M. le Dr Paul Ladame, et trois membres honoraires : MM. Ch. Bader, Edmond Weber et Paul Chenevard. Il a été procédé à quatre radiations de membres honoraires. Par contre, neuf membres honoraires ont été reçus.

La section compte au 31 décembre 1919 : 3 membres émérites, 8 membres effectifs, 69 membres honoraires, 40 membres correspondants.

Année 1920

La section a tenu une séance administrative et cinq séances publiques. Elle a entendu les communications suivantes :

M. le professeur DUPARC : Les mines d'or du Vénézuéla.

M. le professeur E. PITTARD : Les ancêtres des Suisses.

M. le Dr Ch. DU BOIS : Les teignes humaines et leur fréquence à Genève.

M. B.-P.-G. HOCHREUTNER : La naissance d'un organe nouveau.

M. le Dr E. BUJARD : Quelques anomalies et monstruosité de la face.

M. le professeur H. LAGOTALA : Formation du col de St-Cergues.

M. le Dr John BRIQUET : La vie et les travaux d'Emile Burnat.

M. le professeur E. STEINMANN : Ce que l'étude de l'électricité atmosphérique doit à H.-B. de Saussure.

La section a nommé membres effectifs : MM. les professeurs Kummer et Eug. Pittard ; membre émérite, M. le professeur L. Bard ; au titre de membres correspondants : MM. le professeur Fischer, président central de la Société helvétique des sciences naturelles, Ch.-Ed. Guillaume, directeur du Bureau international des poids et mesures. Elle a perdu par décès un membre correspondant, M. Laisant, à Paris. Il a été procédé à la réception de 4 membres honoraires : il en a été radié 3.

La section compte, au 31 décembre 1920 : 4 membres émérites, 9 membres effectifs, 68 membres honoraires, 39 membres correspondants.

II

**Section des Sciences morales et politiques,
d'archéologie et d'histoire**

Année 1918

La section a tenu une séance de membres effectifs et dix séances publiques. Ont été présentées les communications suivantes :

M. le professeur George FAZY : La Cour pénale fédérale est-elle constitutionnelle ?

M. Otto KARMIN : Documents inédits sur l'histoire religieuse de Genève pendant la Restauration.

M. B. REBER : Les gravures préhistoriques de la Suisse.

M. Marc PETER : Un chapitre de l'histoire des Comités provisoires genevois de 1793.

M. le Dr P. LADAME : Une séquestration arbitraire dans la maison des aliénés à Genève au XVIII^{me} siècle : l'affaire Damoisel.

M. le Dr ADAMIDI : L'ethnologie de la Macédoine.

M. le professeur George FAZY : Le futur traité de paix et la sanction des conventions de La Haye.

M. le Dr F. BROCHER : L'éducation et l'instruction ; leur but.

M. M. CHARVOZ : L'œuvre de P. Bourgoz à Bagnes, 1764.

M. Otto KARMIN : Le transfert de Chambéry à Fribourg de l'Evêché de Genève, 1815-1819.

La section a nommé un membre effectif, M. le Dr Paul Ladame, et quatre membres correspondants : MM. Henri Hauser, Georges de Montenach, Wilhelm (Echli, N. Petrescu Comnène.

Deux membres honoraires sont décédés, deux ont démissionné, onze nouveaux ont été admis, dont deux dames.

La section s'est intéressée à la création de l'« Ecole d'études sociales pour Femmes » : elle a adressé au Conseil fédéral et au corps diplomatique accrédité à Berne le mémoire de M. George Fazy sur « Les sanctions de la Convention de La Haye » ; elle a échangé avec la ville de Lille, patrie de Barni, des dépêches à l'occasion de la libération de cette cité.

Année 1919

La section a tenu huit séances dont sept publiques. Ont été présentées les communications suivantes :

M. le professeur L. HERSCH : La mortalité en Suisse et particulièrement à Genève.

M. W. DEONNA : Un trésor gallo-romain d'argenterie, découvert aux Fins d'Annecy, et conservé au Musée d'art et d'histoire de Genève.

M. P. COMNÈNE, m. c. : Les droits historiques de la Roumanie sur les territoires roumains : la continuité de l'élément daco-romain dans le territoire de l'ancienne Dacie.

M. A. BAFFREY : Le rôle des mathématiques dans l'éducation.

M. Th. FÖEX : La destruction de l'abbaye de Bellerive et l'établissement de la Seigneurie du même nom.

M. A. CORBAZ : Le rôle d'Isaac de Thellusson et de Micheli

du Crest pendant les troubles révolutionnaires à Genève de 1734 à 1738.

M. le professeur Ch. BORGEAUD : La Suisse et la Société des Nations.

M. Otto KARMIN : Une donation de Marie-Antoinette au comte Fersen. — Une lettre inédite du général Beaulieu. — Cinq lettres inédites de George Mills à Senfft-Pilsach (d'après des documents conservés au Staatsarchiv de Vienne).

La section a perdu un membre effectif, M. Ladame, remplacé par M. le professeur Hersch. Deux membres honoraires, MM. le Dr Dunant et Gentet sont décédés. Deux membres honoraires, MM. Dubouloz et Goriany ont été reçus. Trois membres correspondants sont décédés : MM. Roosevelt, Oechsli et de Stourdza.

Année 1920

Le rapport paraîtra dans le t. XLV du *Bulletin*.

III

Section de Littérature

Année 1918

La section a tenu une séance publique au cours de laquelle M. Henri MERCIER a présenté le rapport sur le concours littéraire ouvert par la section entre les stagiaires de l'enseignement primaire ou les sous-régents récemment nommés, pour la traduction d'une nouvelle due à un auteur suisse-allemand contemporain. M^{me} Emely Bacher-Fish et M^{lle} Jeanne Yaux ont obtenu des prix, et M^{lle} Léa Burger et M. Adrien Grosrey des accessits.

Dans la même séance M. Alexis FRANÇOIS a donné lecture de deux chapitres de son ouvrage paru depuis : *Le berceau de la Croix-Rouge*.

M. Charly Clerc a été nommé membre honoraire, et M. Antonio da Faria membre correspondant.

Année 1919

En deux séances publiques la section a célébré le centenaire de Gottfried Keller. M. Edouard KORRODI, de Zurich, et M. Charly CLERC parlèrent de la vie et de l'œuvre de cet auteur. Des chœurs furent exécutés par les sociétés Concordia et Liederkranz.

Il y eut représentation d'une pièce dramatique de G. Keller : « Thérèse », traduite par M. Bernard BOUVIER.

Année 1920

La section a eu une seule séance publique. On y entendit les communications suivantes :

M. Pierre KOHLER : Valérie et Madame de Krüdener.

M. Frédéric RAISIN : Deux sonnets descriptifs, lus par M. Jules COUGNARD, ainsi que trois sonnets historiques, de M. Raymond FÉVRIER.

M. Louis-J. COURTOIS : Considérations sur la chronologie de la vie et des œuvres de J. J. Rousseau.

M. le professeur Bernard BOUVIER : Le journal intime d'Amiel.

IV

Section des Beaux-Arts

Année 1918

Pendant l'année 1918 il a été tenu deux séances de membres effectifs, neuf séances du Bureau, neuf séances générales et deux séances extraordinaires.

Les séances ont été accompagnées de plusieurs conférences, causeries, auditions musicales et d'expositions particulières :

M. A. JACOT-GUILLARMOD, professeur de ciselure : La gravure et la frappe des médailles et monnaies, procédés artistiques et techniques (avec présentation de quelques travaux et pièces).

M. Ed. BROSSET : La vieille Genève pittoresque (exposition de quelques œuvres de Ed. Brosset, peintre).

M. A. MORERORD-TRIPHON : Exposition d'études de fleurs des champs, leur but décoratif.

M. Paul MÆRKY, maître graveur-ciseleur : La Bretagne, ses monuments mégalitiques, ses habitations, ses coutumes (avec projections lumineuses).

M. J. DOMPMARTIN, président : Rapport sur la course de printemps, récit sur les châteaux d'Aubonne et de Vuillens.

M. G. BERGER, peintre : Exposition de paysages.

Audition musicale, improvisation au piano et exposition de quelques œuvres, par M. J. GIANOLI, sculpteur-peintre.

Une heure de musique genevoise, chant et violoncelle, par MM. les professeurs L. PIANTONI et A. BRIQUET.

M. J. DOMPMARTIN, président : Rapport sur la sortie d'automne et récit historique sur le château de Merlinge.

En outre, la section a inauguré, dans la salle de l'Institut, sous le nom de « Salon de l'Institut », une exposition de peinture, sculpture et art décoratif, réunissant 43 exposants, avec 150 œuvres. Durant cette exposition, ouverte pendant six semaines, les musiciens de la section ont donné deux concerts : 1^o Quatuor à cordes, sous la direction de M. P. BERTHERAT, professeur de violon, avec M. A. LANG, 1^{er} violoncelle. 2^o Matinée par MM. A. BRIQUET, violoncelliste et L. PIANTONI, pianiste.

En outre, la section a fait deux sorties, l'une avec visite des châteaux d'Aubonne et de Vuflens, l'autre avec visite du château de Merlinge.

La section a eu le regret de perdre cinq membres : MM. Paul Millet, m. c., Joseph Mégard, Charles Bauquis, Almir Huguet, Marcel Mittey. Cinq nouveaux membres ont été reçus : MM. René Guinand, Emile Hornung, Henry Rey, Charles de Ziegler, Fernand Dorier. M. Eugène L'Huillier a été nommé membre effectif en remplacement de M. J. Mégard, décédé.

Année 1919

Il a été tenu une séance extraordinaire et onze séances du Bureau. Les séances générales, au nombre de huit, ont été rendues intéressantes par plusieurs conférences, auditions musicales et expositions d'œuvres des membres de la section :

Exposition d'aquarelles de M. Amédée HENCHOZ.

M. C. SCHULE, architecte : Les artères nouvelles dans le vieux Genève (avec plans et études).

Exposition de peinture : portraits et paysages, de M. Lorend DE ZUBRITZKI, peintre.

M. P. MÆRKY, maître graveur-ciseleur : Scènes et tableaux de la vie maritime (avec projections lumineuses).

M. Henri GALLAY, architecte : Les sentiers des rochers du Salève (avec projections lumineuses).

Une demi-heure de musique genevoise, par MM. Ami BRIQUET, professeur de violoncelle au Conservatoire, et L. PIANTONI, pianiste-compositeur.

Exposition d'aquarelles, paysages du Valais, de M. E. JUVET.

En outre, la section a fait deux sorties avec but artistique : 1^o Campagne genevoise et visite des châteaux d'Arare et de Compesières ; 2^o Visite du château d'Hermance.

La section a eu le regret de perdre deux membres : MM. François Chappuis et Francis Furet. En outre, quatre membres ont quitté la section.

Année 1920

Il a été tenu une séance extraordinaire, douze séances du Bureau et huit séances générales.

Les huit séances générales ont été accompagnées de plusieurs conférences, auditions musicales et d'expositions d'œuvres des membres de la section :

Scènes vécues à la montagne et carnaval à Salvan, par M. Albert GOS, artiste-peintre, avec interprétation sur le violon de danses et mélodies caractéristiques montagnardes.

La musique et les musiciens suisses, par M. le professeur L. PIANTONI, compositeur.

Sérénade de Beethoven, Trio pour alto, violon et violon-

celle, par MM. les professeurs Paul BERTHERAT, Aug. LANG et CORDIN.

Impressions d'un voyage sur le front d'Alsace-Lorraine, par M. François BOUVIER, professeur de sculpture.

Exposition de peintures à l'huile, de M. Lorend de ZUBRITZKY, artiste-peintre.

Exposition d'œuvres de vacances, par M. Emile JUVET, artiste-peintre.

La ville de La Roche-sur-Foron, par M. J. DOMPMARTIN, président.

La gravure à l'eau-forte et ses procédés, par M. Alfred JACOT-GUILLARMOD, professeur de ciselure.

En outre, la section a fait deux sorties avec but artistique : 1^o Les villages du pied du Salève ; 2^o Visite de la ville de La Roche et de Bénite Fontaine ; visite du château de Pers-Jussy.

La section a eu le regret de perdre trois membres : MM. Edouard Ravel, Barthélémy Caniez, le chanoine Pierre Bourbon. Quatre candidats ont été reçus membres de la section.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture

Année 1918

Il a été tenu quatre séances de membres effectifs. Au cours de six séances ordinaires, les communications suivantes ont été présentées :

M. Henri BESSON : Les moyens qu'offrent les richesses naturelles de la Suisse pour l'affranchir de la tutelle économique étrangère.

Le même : De la Suisse à la mer.

M. Joseph DUMONTHAY : Causerie sur la culture potagère.

Le même : La culture des porte-graines.

M. E. HUGON : Causerie sur le chamoisage des peaux.

M. Paul RUDHARDT : Comment se crée une industrie : l'industrie des fourrures en Suisse.

En outre, une septième séance a été consacrée à la distribution des prix du concours de culture de pommes de terre (1,500 francs de prix). Des subventions ont été accordées au comité du concours chevalin, au syndicat pour l'amélioration du petit bétail et au syndicat du bétail bovin.

La section a eu le regret d'enregistrer la démission d'un membre effectif. Elle a, en outre, perdu cinq membres honoraires. Par contre, six candidats à ce titre ont été admis.

Année 1919

La section a tenu quatre séances de membres effectifs et quatre séances ordinaires au cours desquelles ont été présentées les communications suivantes :

M. H. CHAPONNIÈRE : Une visite aux ateliers d'Erlikon (avec projections lumineuses).

Le même : Causerie sur « le fer » (avec projections lumineuses).

M. J. DUMONTHAY : Causerie sur la culture potagère. Les soins et l'entretien des différents légumes dans le courant de la saison.

M. Camille MARTIN, architecte : Genève, port de mer.

La section a élu MM. Furet, graveur, et Golay, agronome, membres effectifs, en remplacement de M. Rambal, décédé, et de M. Monnard, nommé membre émérite.

Année 1920

La section a tenu deux séances de membres effectifs et trois séances ordinaires. Les communications suivantes ont été présentées :

M. Henri BESSON : La reconstitution des usines de Lens.

M. Charles ODERLIN : Les machines agricoles rotatives.

M. Paul RUDHARDT : La prochaine foire d'horlogerie à Genève. — Rapports économiques entre la Suisse et le Maroc.

Des prix, destinés aux élèves méritants, ont été envoyés à l'Ecole d'horticulture de Châtelaine. La section a pris part à la réception, à Genève, de la Fédération des sociétés d'agriculture de la Suisse romande.

La section a perdu deux membres honoraires. Un candidat à ce titre a été admis.

ÉTAT DES MEMBRES

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

au 1^{er} novembre 1921

COMITÉ DE GESTION

Président de l'Institut : M. John BRIQUET.

Vice-Président : M. Bernard BOUVIER.

Secrétaire général : M. Albert ROUSSY.

MM. Jules DOMPMARTIN.

Georges FAZY.

B.-P.-G. HOCHREUTINER.

Jean NICODET.

Section des sciences naturelles et mathématiques

MEMBRES EFFECTIFS :

André, Emile, D^r ès sc., professeur à l'Université, rue des Délices, 10.

Briquet, John, D^r ès sc., directeur du Conservatoire et du Jardin botaniques, chemin du Bouchet, 10, Châtelaine.

Duparc, Louis, D^r ès sc., professeur à l'Université, Ecole de Chimie.

Fehr, Henri, D^r ès sc., professeur à l'Université, route de Florissant, 110.

Hochreutiner, B.-P.-G., D^r ès sc., conservateur au Conservatoire botanique, rue Saint-Victor, 10, *président*.

Kummer, Ernest, D^r méd., professeur à l'Université, plateau de Champel, 15.

Oltramare, Hugues, D^r méd., professeur à l'Université, *secrétaire adjoint*, quai des Bergues, 27.

Pittard, Eugène, D^r ès sc., professeur à l'Université, chemin des Cottages, 36.

Steinmann, Emile, D^r ès sc., professeur au Collège, rue St-Ours, 6, *secrétaire-trésorier*.

MEMBRES ÉMÉRITES :

Bard, Louis, D^r méd., professeur à l'Université de Strasbourg.

Bertrand, Louis, D^r phil., chemin du Gué, Petit-Lancy.

Prévost, Jean-Louis, D^r méd., professeur honoraire de l'Université, rue Eynard, 6.

Reverdin, Jacques-Louis, D^r méd., professeur honoraire de l'Université, La Poussière, Rives de Pregny.

MEMBRES HONORAIRES :

Albaret, John, ingénieur, Montalègre, route d'Hermance.

Askanazy, Max, D^r méd., professeur à l'Université, rue de Candolle, 6.

Audéoud, Georges, D^r méd., Chêne-Bourg.

Battelli, Frédéric, D^r méd., professeur à l'Université, boulevard des Tranchées, 14.

Beauverd, Gustave, botaniste, Voie-Creuse, 12

Bernoud, Alphonse, D^r ès sc., Arpillières, 10.

Brocher, Frank, D^r méd., Vandœuvres.

Bron, Antoine, D^r ès sc., villa Surville, Petit-Lancy.

Brun, Albert, D^r ès sc., rue des Moulins, 1.

Bujard Eugène, D^r méd., professeur à l'Université, rue Bergalonne, 6.

- Burmann, James, Dr méd., rue Merle-d'Aubigné, 23.
Camoletti, H., M^{me} Vve, rue Sénebier, 14.
Campiche, Louis, Dr méd., route d'Onex, 282 *bis*.
Carl, Jean, Dr ès sc., Museum d'histoire naturelle, Bastions.
Chaix, Emile, professeur à l'Université, chemin des Cottages, 28 *bis*.
Chavannes, Roger, professeur au Technicum, Les Cèdres, Chambésy-dessus.
Chodat, Robert, Dr ès sc., professeur à l'Université, Pinchat, Carouge.
Claparède, Edouard, Dr méd., professeur à l'Université, chemin de Champel, 11.
D'Espine, Adolphe, Dr méd., professeur honoraire de l'Université, rue Beauregard, 6.
Du Bois, Dr méd., privat-docent, rue Saint-Léger, 4.
Duboule, Emile, maître au Collège, rue Versonnex, 19.
Favre, Jules, géologue, Museum d'histoire naturelle, Bastions.
Graff, John, ingénieur, Villereuse, 18.
Grintzesko, Jean, Dr ès sc., Bucarest.
Grintzesko, Alice, M^{me}, Dr ès sc., Bucarest.
Guder, Ernest, Dr méd., chemin des Cottages, 21 *bis*.
Guye, Charles-Eugène, Dr ès sc., professeur à l'Université, Florissant, 4.
Guye, Philippe-Auguste, Dr ès sc., professeur à l'Université, chemin Bizot, 3, Florissant.
Guyénol, Emile, Dr ès sc., professeur à l'Université.
Hochreutiner, G.-F., chimiste, Pinchat, Carouge.
Humbert, Gustave, Dr méd., professeur à la Faculté de Médecine, rue de l'Université, 4.
Jacquerod, David, mécanicien, place du Lac, 1.
Jentzer, Albert, Dr méd., chirurgien en chef du second service de l'Hôpital cantonal, rue de l'Université, 8.
Joukowsky, Etienne, Dr ès sc., rue de Carouge, 116.

- Juge, Marc, D^r ès sc., maître à l'Ecole professionnelle, rue Pierre-Fatio, 14.
- Jullien, Alexandre, avenue du Mail, 8.
- Jullien, John, libraire, avenue du Mail, 8.
- Kennel, Pierre, D^r méd., rue Verte, 5.
- Ladame, Charles, D^r méd., Rosegg (Soleure).
- Lagotala, Henri, D^r ès sc., maître au Collège, Arsenal de Genève, rue de l'Ecole-de-Médecine.
- Le Coultre, Fridtjof, rue Etienne-Dumont, 14.
- Lendner, Alfred, D^r ès sc., professeur à l'Université, rue Ami-Lullin, 9.
- Marcelin, D^r ès sc., chemin de la Gradelle, 10, Chêne-Bougeries.
- Mazel, Antoine, D^r ès sc., chemin Liotard, 2.
- Mégevand, Louis, D^r méd., professeur à l'Université, rue de l'Ecole de Médecine, 16.
- Mercier, Pierre, D^r ès sc., quai du Mont-Blanc, 29.
- Mermod, D^r ès sc., avenue Ernest-Pictet, 11.
- Métral, Ernest, méd.-dentiste, professeur à l'Institut dentaire, quai de l'Île, 15.
- Müller, Charles, D^r méd., Gimel (Vaud).
- Naville, André, rue de la Pelouse, 4.
- Naville, François, D^r méd., privat-docent, rue St-Léger, 8.
- Nicolas, Georges, étudiant, rue de Berne, 29.
- Odier, Robert, D^r méd., rue Eynard, 8.
- Paulet, J.-C., D^r méd.-dent., rue du Mont-Blanc, 4.
- Perrenod, Adolphe, industriel, avenue Empeyta, 5.
- Pictet, Arnold, D^r ès sc., château Banquet, Sécheron.
- Piotrowski, Georges, D^r méd., rue Lévrier.
- Pugnat, Amédée, D^r méd., professeur à l'Université, rue Tappier, 11 *bis*.
- Raskin, Grégoire, D^r chim., chemin Sautter, 3.

- Reutter, D^r ès sc., boulevard Georges-Favon, 12.
Reverdin, Frédéric, D^r ès sc., rue Michel-Chauvet, 8.
Romilly, Th., D^r ès sc., privat-docent, avenue Pictet-de-Rochemont, 24.
Rosier, William, D^r ès sc., professeur à l'Université, Petit-Saconnex.
Rudhardt, Paul, directeur de l'Office de l'industrie, boulevard du Théâtre, 12.
Sabot, René, D^r ès sc., Genève.
Schær, Emile, méd.-dentiste, chemin du Bois-Gentil, 14.
Schær, H., astronome, avenue Ernest-Pictet, 14.
Schidlof, Arthur, D^r ès sc., professeur à l'Université, avenue du Mail, 26.
Stern, Lina, M^{lle}, D^r méd., professeur à l'Université, boulevard de la Tour, 8.
Tiercy, Georges, D^r ès sc., avenue Wendt, 40.
Tommasina, Thomas, D^r ès sc., chemin de la Tour de Champel, 5.
Veyrassat, Alfred, D^r méd., professeur à l'Université, quai du Mont-Blanc, 33.
Vulliétty, Marc, méd.-dentiste, rue de Hesse, 16.
Weber, J.-A., D^r méd., professeur à la Faculté de médecine, Genève.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

- Andrade, Jules, professeur à la Faculté des sciences de l'Université de Besançon.
Bonnier, Gaston, membre de l'Institut de France, professeur à la Sorbonne, Paris.
Bouvier, Eugène, professeur au Museum d'histoire naturelle, Paris.
Britton, N.-L., directeur du Jardin botanique de New-York, Bronx Park.

- Capellini, professeur à l'Université de Bologne.
- Engler, Adolphe, membre de l'Académie des sciences de Prusse, professeur à l'Université, directeur du Musée et du Jardin botaniques de Berlin, Dahlem.
- Ficheur, E., professeur à l'Ecole supérieure des sciences d'Alger.
- Fischer, Ed., Dr ès sc., professeur à l'Université de Berne.
- Francotte, professeur à l'Université de Bruxelles, rue Gillon, 72.
- Frédéricq, Léon, professeur à l'Université de Liège.
- Garrigou, Joseph-Louis-Félix, professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Toulouse.
- Gravier, Charles, professeur adjoint au Museum d'histoire naturelle, Paris.
- Guillaume, Ch.-Ed., directeur du Bureau international des poids et mesures, Sèvres, près Paris.
- Hervé, professeur à l'Ecole d'anthropologie de Paris, rue de Berlin, 8.
- Joubin, Louis, professeur au Museum d'histoire naturelle, Paris.
- Julin, professeur à l'Université de Liège, 159, rue de Fragnée.
- Lametz, Pierre-Victor, ancien président de l'Académie de Metz, rue Sainte-Marie, 76, Metz.
- Maiden, J.-H., directeur du Musée et du Jardin botaniques de Sydney, Australie.
- Manouvrier, Léonce, professeur à l'Ecole d'anthropologie de Paris, rue de l'Ecole-de-Médecine, 15.
- Marchal, Paul, professeur à l'Institut national d'agriculture de Paris, Villa du Cèdre, Fontenay-aux-Roses (Seine).
- Minet, Adolphe, directeur du journal *L'Electrochimie*, rue de Berne, 37, Paris.
- Perrier, Edmond, membre de l'Institut de France, professeur au Museum d'histoire naturelle, Paris.
- Plateau, Félix-Auguste-Joseph, professeur à l'Université de Gand, Chaussée de Courtray, 148, Gand.

Prain, sir David, directeur des Jardins botaniques de Kew (Angleterre).

Ramwetz, Fernand, professeur à l'Université de Louvain, rue de Tirlemont, 56.

Ræb, Emile, ancien professeur à l'Ecole de Pharmacie, rue Ste-Odile, 6, Strasbourg.

Retzius, Gustav-Magnus, professeur émérite à l'Université de Stockholm.

Schwendener, Simon, membre de l'Académie des sciences de Prusse, associé étranger de l'Institut de France, Matthäikirchstrasse, 28, Berlin.

Vallot, Joseph, directeur de l'Observatoire du Mont-Blanc, avenue des Champs-Élysées, 114, Paris.

Walden, Paul, professeur à l'Institut polytechnique de Riga.

Zograf, Nicolas, professeur à l'Université de Moscou.

Section des sciences morales et politiques,
d'archéologie et d'histoire

MEMBRES EFFECTIFS :

Combothecra, Xénocrate, D^r en droit, avocat, rue des Allobroges, 16, *vice-président*.

Fazy, George, D^r en Droit, professeur à l'Université, avocat, rue des Moulins, 1. *président*.

Hersch, Liebmann, professeur à l'Université, route de Chêne, 28 *bis*.

Milhaut, Edgard, professeur à l'Université, directeur des *Annales de la régie directe*, rue Saint-Victor, 8.

Reber, Burkhard, conservateur du Musée épigraphique, Cour Saint-Pierre, 3, *vice-secrétaire*.

Richard, Eugène, ancien conseiller aux Etats, professeur honoraire de l'Université, quai des Eaux-Vives, 4.

Rosier, William, ancien conseiller d'Etat, professeur à l'Université, Petit-Saconnex.

Wuarin, Louis, professeur honoraire de l'Université, La Chênaie, avenue Jacques-Martin, Chêne-Bougeries.

MEMBRES ÉMÉRITES :

Borgeaud, Charles, professeur à l'Université, Onex.

Ritter, Eugène, professeur honoraire de l'Université, chemin des Cottages, 3, Eaux-Vives.

MEMBRES HONORAIRES :

Adamidi, Georges, D^r méd., avenue G.-Valette, 7.

Aeschimann, Daniel, professeur, Versoix.

Art-Guigon, D., graveur, 6, route de Florissant.

Babel, Antony, D^r en sociologie, rue des Peupliers, 34.

- Bader, Paul-Louis, libraire-antiquaire, rue Diday, 4.
Balizer, Sigismond, D^r phil., professeur, rue Saint-Léger, 8.
Baffrey, Alfred, ingénieur, Genève.
Bard, Louis, pasteur, Carouge.
Barde, Charles, architecte, rue des Glacis-de-Rive, 16.
Basset, John, directeur du Bureau central de l'état-civil, rue Etienne-Dumont, 2.
Biéler, Rodolphe, régent, rue Saint-Léger, 8.
Birukoff, Paul, homme de lettres, Onex, 49.
Candolle (de), Lucien, Cour Saint-Pierre, 1.
Cellérier, Lucien, rue Massot, 7.
Chaix, Emile, professeur à l'Université, chemin des Cottages, 28 bis.
Chalumeau, Lucien, professeur, avenue de Champel, 32.
Charvoz, Maurice, D^r phil., homme de lettres, Le Châble, Valais.
Choisy, Albert, notaire, cours des Bastions, 15.
Choisy, Eugène, professeur à l'Université, président du Comité de l'Ecole d'études sociales pour femmes, avenue Calas, 4.
Corbaz, André, régent, Jussy.
Cuchet, Albert, mémorialiste du Grand Conseil, chemin de la Colombe, Conches.
Denkinger, Henri, pasteur, rue Veyrassat, 4, Servette.
Deonna, Waldemar, D^r ès-lettres, professeur à l'Université, avenue des Vollandes, 10.
Dreyfus, Paul, antiquaire, rue Tœpffer, 17.
Dubouloz, Marius, caissier-comptable, boulevard Carl-Vogt, 75.
Dunant, Albert, ancien conseiller d'Etat, Grand-Mézel, 4.
El-Ghaïaty, Aly, homme de lettres, rue Barthélemy-Menn, 8.
Erni, Alphonse-Louis, avocat, rue des Moulins, 1.
Favre, Louis, professeur, président de la Société genevoise de la Paix, rue de St-Jean, 37

- Fazy, Robert, juge fédéral, quai des Eaux-Vives, 36.
Ferrière, Louis, pasteur, rue Tœpfier, 8.
Ferrière, Frédéric, Dr méd., Florissant, 45.
Foëx, Théodore, régent, Grand-Lancy.
Folliet, Edouard, Dr en droit, professeur à l'Université, directeur de l'Institut des hautes études commerciales, rue du Stand, 62.
Frütiger, G., Dr ès sc., rue Pierre-Fatio, 1.
Gay, Nicolas, homme de lettres, Gingins (Vaud).
Gerard, César, avocat, rue Plantamour, 47.
Ghidionescu, Wladimir, Dr phil., Bucarest.
Gomberg, Léon, ancien professeur à l'Académie de commerce de Saint-Gall, quai des Bergues, 15, *trésorier*.
Gorlany, Victor, chemin des Charmilles, 9.
Goth, Charles, pasteur, rue Pierre-Fatio, 2.
Grunberg, J., directeur de l'*Argus suisse de la Presse*, rue du Rhône, 23.
Jacques, Henri, régent à la division supérieure de la Servette.
Jentzer, Ketty, M^{lle}, professeur à l'Ecole secondaire et supérieure des jeunes filles et à l'Institut J.-J. Rousseau, rue Tœpfier, 5.
Karmin, Jeanne, M^{me}, avenue des Arpillières, 11.
Kunz, Carl, Dr phil., professeur, chemin de Miremont, 35.
Lafendel, Adrienne, M^{lle}, rue Michel-Chauvet, 6.
Lombard, Frank, banquier, Contamines, 7.
Long, Pauline, M^{lle}, Dr ès lettres, chemin Liotard, 47.
Luchsinger, Federico, ingénieur E. P. Z., rue du Mont-Blanc, 4.
Maday (de), André, professeur à l'Université de Neuchâtel, Beaux-Arts, 16, Neuchâtel.
Masson, Edgard, Dr méd., place du Marché, 23, Carouge.
Méroz, Emile, Dr méd., boulevard des Philosophes, 14.
Monnerat, Eugénie, M^{lle}, professeur, rue Verte, 7.

Moriaud, Paul, professeur à l'Université, place Claparède, 7.
Naville, Adrien, professeur honoraire de l'Université, chemin
Dumas, 8.

Nicollier, Berthe, M^{me}, professeur, route de Chêne, 25.

Otlet, Paul, secrétaire général de l'Union des associations
internationales à Bruxelles.

Peter, Marc, ministre de la Confédération suisse, Washington.

Piot-Pasquier, Gustave, traducteur officiel du Conseil d'Etat,
rue du Rhône, 98.

Pittard, Eugène, professeur à l'Université, chemin des Cotta-
ges, 36.

Rabinovitch, Alexandre, licencié ès sciences, rue Verte, 9.

Rappard, William-E., professeur à l'Université, Valavran.

Riaz (de), Henri, licencié ès sciences sociales, Le Fief, Chése-
rex-sur-Nyon.

Roch, Charles, sous-archiviste d'Etat, route de Saint-Julien, 36.

Schæfer, J.-Frédéric, secrétaire de la Chambre de Travail, Ter-
reaux du Temple.

Scheffler, Hans, pharmacien, La Rosiaz, Lausanne.

Seitz, Charles, professeur à l'Université, directeur du Collège,
rue de l'Évêché, 7.

Senard, Marcelle, M^{lle}, femme de lettres, route de Floris-
sant, 72.

Stœssel, Marius, Conseiller national,, promenade St-Antoine, 16.

Strauss, Otto-R., représentant de commerce, route de Fron-
tenex, 35.

Tierque, Charles, conservateur du Bâtiment électoral, boule-
vard Georges-Favon, 31.

Timenovitch, K., pharmacien-chimiste, rue Grenus, 6.

Töndury, Hans, professeur à l'Université, chemin de l'Esca-
lade, 3.

Vincent, François, aide-chirurgien, rue du Mont-Blanc, 7.

Viollier, William, homme de lettres, Villereuse, 35.

- Vogt, Albert, abbé, professeur à l'Université de Fribourg, rue Bonivard, 6, Genève.
- Vuagnat, Eugène, avocat, rue Céard, 11.
- Wægeli, Charles, Dr méd., privat-docent à l'Université, avenue Pictet-de-Rochemont, 24
- Warynski, Thadé, Dr ès sciences, directeur d'usine, rue du Quatre-Août, 55, Villeurbanne près Lyon.
- Weber (von), Georges, Dr méd., « La Combette », route de Troinex.
- Werner, Charles, professeur à l'Université, Florissant, 4.
- Wilmot, Emile, licencié ès sciences sociales, boulevard Georges-Favon, 16.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

- Adriani, Giovanni-Battista, membre de la Députation pour l'histoire du Royaume, Cherasco.
- Aulard, Alphonse, professeur à la Faculté des lettres de Paris, place de l'Ecole, 1.
- Barbosa, Ruy, membre du Sénat brésilien, Rio-de-Janeiro.
- Barth, Hans, Dr phil., bibliothécaire de la Ville de Zurich.
- Bergson, Henri, professeur au Collège de France, membre de l'Institut de France, villa Montmorency, 18, avenue des Tilleuls, Paris
- Bourgeois, Léon, président du Sénat, Luxembourg, Paris.
- Boutroux, Emile, professeur à la Faculté des lettres de Paris, membre de l'Institut de France, directeur de la Fondation Thiers, Rond-Point Bugeaud, 5, Paris.
- Bovet, Ernest, professeur à l'Université de Zurich, directeur de *Wissen und Leben*, Bergstrasse, 29, Zurich.
- Bridel, Philippe, professeur à la Faculté libre de théologie de Lausanne, avenue de Morges, 15, Lausanne.

- Bryce, viscount James, P. C., F. R. S., O. M., ancien professeur à l'Université d'Oxford, Londres.
- Buisson, Ferdinand, professeur honoraire de la Faculté des lettres de Paris, président de la Ligue des droits de l'homme, rue Bobillot, 30, Paris.
- Capellini, Giovanni, professeur à l'Université et directeur de l'Institut géologique de Bologne, via Zamboni, 65, Bologne.
- Chevallier, Ulysse, professeur d'histoire à l'Institut catholique de Lyon, membre correspondant de l'Institut de France, Romans (Drôme).
- Cogels, baron Frédézand, sénateur, gouverneur honoraire de la province d'Anvers, rue de la Justice, 18, Anvers.
- Collebille, Méril de, ancien pasteur, Chathamplace, 24, Brighton (Angleterre).
- Darlu, A., inspecteur général au ministère de l'instruction publique, rue de Grenelle-Saint-Germain, Paris.
- Dognée, Engène, Dr en droit, rue des Rémontrés, 4, Liège.
- Dorner, August, professeur de théologie systématique à l'Université de Königsberg, Hardenbergstrasse, 7, Königsberg.
- Doumergue, Emile, doyen de la Faculté libre de théologie protestante à Montauban, avenue Saint-Michel, 22, Montauban (Tarn-et-Garonne).
- Emerton, Ephraïm, professeur d'histoire ecclésiastique à Harvard University, Cambridge (U. S. A.).
- Fried, Alfred-H., Dr phil. h. c., prix Nobel de la paix, directeur de *Friedenswarte*, Spitalgasse, 3, Berne.
- Georgov, Ivan-A., professeur de philosophie à l'Université de Sofia.
- Grand-Carteret, John, publiciste, rue de Rome, 1, Paris.
- Greef, Guillaume de, président de l'Institut des hautes Etudes de Belgique, membre effectif de l'Académie royale de Belgique, rue de la Concorde, 67, Bruxelles.
- Grelling, Richard, Dr jur., Bellerive, 7, Zurich.

Greppi, comte Giuseppe, sénateur du Royaume, Hôtel Excelsior, Rome.

Hauser, Henri, professeur à l'Université de Dijon, membre correspondant de l'Institut de France, boulevard Exelmans, 133, Paris (XVI).

Headlam, A.-Coyley, D. D., doyen de la Faculté de théologie de King's College, Londres.

Howard, L.-O., secrétaire permanent de l'Association américaine pour l'avancement des sciences, Smithsonian Institution, Washington (U. S. A.).

Jacoub Artim pacha, président de l'Institut égyptien, Le Caire.

Janowski, Louis, professeur à l'Université de Cracovie.

Kasasis, Néokles, professeur à l'Université d'Athènes.

Kirkpatrick, John, ancien professeur d'histoire et de droit constitutionnel à l'Université d'Edimbourg, Clarendon Villas, 53, Hove (Sussex).

Lallemand, Léon, correspondant de l'Institut de France, rue Bonaparte, 29, Paris.

Leonhard, Rudolf, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Breslau, Geheimer Justizrat, Gabitzstrasse, 188, Breslau.

Magalhães Lima, Sebastião de, Dr en droit, sénateur de la République portugaise, ancien ministre de l'instruction publique, Lisbonne.

Masaryk, Thomas-G., président de la République tchéco-slovaque, Hradcan, Prague.

Milliond, Maurice, professeur de philosophie à l'Université de Lausanne, directeur de la *Bibliothèque universelle*, Fleurettes, 12, Lausanne.

de Montenach, Georges, conseiller aux États, rue St-Pierre, 22, Fribourg.

Pantaleoni, Mafieo, professeur d'économie politique à l'Université de Rome, via del Babuino, 169, Rome.

- Peano, Giuseppe professeur de mathématiques à l'Université de Turin, membre de la Società italiana delle scienze, Cavoretto, Turin.
- Petrescu-Comnène, N., Dr en droit, avocat de l'Etat, Bucarest.
- Pingaud, Léonce, professeur honoraire à l'Université de Besançon, rue Saint-Vincent, 17, Besançon (Doubs).
- Ragaz, Leonhart, pasteur, directeur de *Neue Bahnen*, Zurich.
- Reay, baron, Donald James Mackay, P. C., ancien président de la British Academy et de la Royal Asiatic Society, Great Stanhope street, 6, Londres W.
- Rébelliau, Alfred, professeur honoraire à la Sorbonne, membre de l'Institut de France, 76 bis, rue des Saints-Pères, Paris.
- Revon, Michel, professeur à la Sorbonne, 5 bis, place du Panthéon, Paris.
- Robertson, John-M., P. C. homme de lettres, Knights Place, Pembury (Kent).
- Schubert, Rudolf, professeur d'histoire à l'Université de Königsberg, Lobeckstrasse, 14 B, Königsberg.
- Solvay, Ernest, président de l'Ecole des sciences politiques et sociales de Bruxelles, rue des Champs-Élysées, 43, Bruxelles.
- Stein, Ludwig, ancien professeur de philosophie à l'Université de Berne, directeur de l'*Archiv für Philosophie*, Lützowufer, 5 A, Berlin.
- Strong, professeur à Columbia University, New-York (U. S. A.).
- Vaihinger, Hans, professeur de philosophie à l'Université de Halle, directeur de *Kantstudien*, Reichardstrasse, 15, Halle a. S.
- van den Broeck, Ernest, géologue, place de l'Industrie, Bruxelles.
- Vandervelde, Emile, ministre d'Etat belge, Bruxelles.
- Vincent, J.-M., professeur à John Hopkins University, Baltimore (U. S. A.).
- Vruland, Williamson up Dike, ministre des Etats-Unis à la Haye.

Wartmann, Hermann, Dr phil., secrétaire du Directoire du commerce, Notkerstrasse, 15, Saint-Gall.

Wilson, Woodrow, ancien président de l'Université de Princeton, ancien président des Etats-Unis, Washington (U.S.A.).

Zitelmann, Ernst, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Bonn, Coblenzstrasse, 83, Bonn.

Zolla, Daniel, professeur à l'Ecole des sciences politiques, rue de Siam, 16, Paris.

Section de littérature

MEMBRES EFFECTIFS :

Bouvier, Bernard, professeur à l'Université, rue Charles-Bonnet, 4, *président*.

Chapuisat, Edouard, directeur du *Journal de Genève*, route de Malagnou, Le Nant, 39.

Cognard, Jules, Vert-Logis, Grange-Canal, *trésorier*.

Debargé, Louis, directeur de la *Semaine Littéraire*, Champel.

François, Alexis, professeur à l'Université, Florissant, 8.

Grandjean, Frank, professeur à l'Université, boulevard des Philosophes, 18, *secrétaire*.

Malche, Albert, professeur à l'Université, route de Frontenex, 66.

Mercier, Henri, maître au Collège, privat-docent, Cours de Rive, 20.

Roussy, Albert, secrétaire de l'Université, chemin de Roches, 2.

Spiess, Henri, Florissant, 6.

MEMBRES ÉMÉRITES :

Blanchard, Jules, Dr méd., rue d'Italie, 11.

Blondel, Auguste, rue Sénebier, 14.

Bonifas, Charles, Versoix.

Maystre, Henri, ancien pasteur, place de la Métropole, 2.

Oltramare, Paul, professeur à l'Université, avenue des Bosquets.

Ritter, Eugène, professeur honoraire de l'Université, chemin des Cottages, 3.

MEMBRES HONORAIRES :

Aubert, Théodore, avocat, Taconnerie, 7.

Avennier, Louis, rue de Candolle, 18.

Badel-Surville, M^{lle}, La Chauve-Souris, Drize.

- Barde, Edmond, rue Tœpffer, 17.
Baud-Bovy, Daniel, Aïre, 16.
Baudin, Henry, rue de l'Athénée, 4.
Bogey, Louis, rue des Alpes, 10.
Bohnenblust, Gottfried, professeur à l'Université, avenue des
Vollandes, 2.
Bovy, Adrien, Frontenex, 66.
Bressler, Jules, rue du Stand, 54.
Brunet, Paul, boulevard du Pont-d'Arve, 14.
Chantre, Ami, boulevard du Théâtre, 8.
Chenevière, Jacques, Bellerive.
Choisy, Louis-Frédéric, professeur à l'Université, rue Tœpf-
fer, 15.
Coppouex, John, maître au Collège, rue Versonnex, 19.
Courthion, Louis, homme de lettres, rue Necker, 17.
Courtois, Louis-J., Dr ès lettres, maître au Collège, Clos Joli-
mont, avenue Th.-Weber.
Cuchet-Albaret, Emilia, M^{me}, avenue de la Garance, Grange-
Canal.
Cuendet, Henri, maître à l'Ecole professionnelle, rue Liotard, 1.
Debrit, Jean, Genève.
De la Harpe, André, Malombré, 14.
Deonna, Waldemar, professeur à l'Université, La Gradelle,
Chêne.
Duboin, Ch.-G., rue Ami-Lullin, 11.
Duchosal, Henri, directeur de l'Ecole secondaire des jeunes fil-
les, route de Chêne, 13.
Dunand, E., Genève.
Gautier, Emilie, M^{me}, Bourg-de-Four, 24.
Girard, Pierre, place Edouard-Claparède, 5.
Grandjean, Valentin, rue des Eaux-Vives, 106.
Graz, Alfred, maître au Collège, rue Verte, 5.

- Guillermet, Fanny, M^{lle}, rue de la Prairie, 1.
Guinand, Marcel, avocat, rue Petitot, 10.
Jaques-Dalcroze, Emile, Terrassière, 44.
Jullien, Alexandre, Bourg-de-Four, 32.
Jörimann, Planta, Palais de Justice, Bourg-de-Four.
Kahn-Cartier, Julia, M^{me}, avenue Gambetta, 95, Paris XX^e.
Kircheisen, Friedrich, Genève.
Lambert-Brand, M^{me}, villa de la Béroche, Chêne.
Lemaître, Auguste, chemin des Caroubiers, Carouge.
Loriot (de), Lucien, Genève.
Maystre, Louis, pasteur, avenue de la Servette, 3.
Müller, Charles, rue de Lyon, 61 bis.
Mugnier, Henry, rue des Peupliers, 15.
Nicole, Georges, D^r ès lettres, Paris.
Odier, Henri, Champel, 23.
Piachaud, René-Louis, rue Tœpffer, 5.
Pilorget-Villibourg, M^{me}, Genève.
Pittard, Eugène, M^{me} (M^{me} Noëlle Roger) chemin des Cottages.
Pommier, Lily, M^{me}, route de Chêne, 8.
Raisin, Frédéric, rue Senébiér, 8.
Riedlinger, Albert, maître au Collège, Collonge-Bellerive.
Rudhardt, Paul, boulevard du Théâtre, 12.
Rueff, Marcelle (M^{lle} Marcelle Eyris), Genève.
Schenker, Manfred, maître au Collège, chemin de Beau-Séjour,
10 bis, Champel.
Tissot-Cerruti, M^{me} (Hautesource), rue de la Prairie, 25.
Séchehayé, Albert, D^r phil., privat-docent, rue de l'Université, 5.
Traz (de), Robert, rue des Granges, 8.
Vincent, François, rue du Mont-Blanc, 7.
Violette, Jean, Bibliothèque publique et universitaire.

Wuarin, Albert, avocat, rue du Stand, 53.

Wuillenmier, Paul, Genève.

Zbinden, Louis, maître au Collège, privat-docent, route de
Chêne, 23.

Ziégler (de), Henri, maître au Collège, rue de Candolle, 26.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

Barthélemy, Antonin, Consulat général de France à Southampton.

Bourgeois, Emile, professeur à la Faculté des Lettres, Sorbonne, Paris.

Bordeaux, H.-J., homme de lettres, rue du Ranelagh, 44, Paris.

Bovet, Ernest, professeur au Polytechnicum, Bergstrasse, 29, Zurich.

Buifenoir, Hippolyte, homme de lettres, rue des Apennins, 15, Paris.

Carrance, Evariste, homme de lettres, rue du Saumon, 6, Agen.

Chiesa, Francesco, homme de lettres, Lugano.

Cingria-Vaneyre, A., Haute-Belotte.

Desjardins, Paul, rue de Boulainvilliers, 27, Paris XVI.

Ducloz, François-Victor, Moûtiers en Tarentaise.

Dumur, Louis, rue Condé, 5, Paris VI.

Falke, Conrad, homme de lettres, Morgensame, Feldbach, Zurichsee.

Février, Raymond, pasteur à Saint-Hippolyte-du-Fort (Gard).

Fontaine, Léon, rue Molière, 53, Lyon.

Franzoni, François, Berne.

Fuster, Charles, homme de lettres, rue St-Jacques, 161, Paris.

Gielly, Louis, homme de lettres, Marseille.

Giraud, Victor-J., boulevard du Roi, 17, Versailles.

Godet, Philippe, professeur à l'Université de Neuchâtel, faubourg du Château, 7.

- Gross, Jules, chanoine du Grand-Saint-Bernard, Lens, Valais.
Halblützel, A., rédacteur en chef de la *Winterthurer Zeitung*, Winterthour.
Kohler, Pierre, rue des Gentilshommes, 29, Berne.
Le Coultre, Jules, professeur à l'Université de Neuchâtel, avenue de la Gare, 4, Neuchâtel.
Loyson, Paul-Hyacinthe, rue du Bac, 110, Paris.
Michaud, Eugène, professeur à l'Université de Berne, rue d'Erlach, 17, Berne.
Millien, Achille, Beaumont-la-Ferrière (Nièvre).
Morax, René, homme de lettres, Morges.
Möschlin, Félix, homme de lettres, Arosa.
Peschier, Eugène, 10, Schützenstrasse, Constance.
Platzhoff-Lejeune, Bullet, près Ste-Croix.
Ramuz, C.-F., l'Acacia, Cour, Lausanne.
Reinhart, Joseph, Kantonsschule, Soleure.
Relave, chanoine, Sury-le-Contat, Loire.
de Reynold, Gonzague, professeur à l'Université de Berne.
Rossel, Virgile, Palais du Tribunal fédéral, Lausanne.
Schuré, Edouard, homme de lettres, rue d'Assas, 90, Paris.
Seippel, Paul, professeur au Polytechnicum, Zürichbergstrasse, 4, Zurich.
Sigogne, Emile, professeur à l'Université de Liège, avenue de la Toison-d'Or, 72, Bruxelles.
Société italienne pour l'avancement des sciences, via del Collegio romano, Rome.
Spitteler, Carl, Lucerne.
Tissot, Ernest, homme de lettres, rue du Ranelagh, 129, Paris.
Vaillat, Léandre, rue César Franck, Paris.
Vallotton, Benjamin, Lausanne.
de Weck, René, Jolimont, 22, Fribourg.
Wittmer, Louis, Freiestrasse, 58, Zurich.
-

Section des Beaux-Arts

MEMBRES EFFECTIFS :

- Bertherat, Paul, violoniste, rue Etienne-Dumont, 16, *président*.
Bouvier, François, sculpteur, place des Grottes, 3.
Dériaz, Gédéon, architecte, rue de la Cité, 24.
Divorne, Théodore, dessinateur, route de Chêne, 57.
Dompmartin, Jules, professeur de dessin, quai des Eaux-Vives, 10, *secrétaire*.
Dufaux, Frédéric, peintre, rue de Lausanne, 62.
Jacot-Guillarmod, Alfred, professeur de ciselure, rue du Fort-Barreau, 21.
Hellé, Jean, peintre, rue Bernard-Dussard, 6.
L'Huillier, Eugène, peintre, rue Etienne-Dumont, 16, *archiviste*.
Mittey, Joseph, peintre, chemin du Gué, Petit-Lancy.

MEMBRES ÉMÉRITES :

- Becker, Georges, compositeur de musique, Lancy.
Dériaz, Louis, architecte, Florissant, 107.
Reymond, Henri, professeur de musique, boulevard Georges-Favon, 41.

MEMBRES HONORAIRES :

- Baudin, Henry, architecte, rue de l'Athénée, 4.
Beaumont (de), Gustave, peintre, cour St-Pierre, 1.
Berger, Guillaume, peintre, rue du Cendrier, 8.
Bolle, Alphonse, sculpteur, avenue Wendt, 66.
Bonët, Marc-Louis, architecte, chemin de Miremont, 4 bis.

- Brailard, Maurice, architecte, rue de l'Arquebuse, 8.
Briquet, Ami, professeur au Conservatoire, rue Etienne-Dumont, 22.
Brosset, Edouard, peintre, rue Saint-Ours, 5.
Brunner, Charles, peintre, rue de la Muse, 2.
Camoletti, Marc, architecte, rue Petitot, 4.
Castres, Edouard, peintre, boulevard Helvétique, 22.
Châtillon, Louis, professeur de dessin, clos Belmont, 4.
Cullaz, David, sculpteur, rue de la Pelouse, 10.
Darier, J.-M., violoniste, boulevard des Tranchées, 8.
Dauer, W., dessinateur, rue Pradier, 9.
Deluc, Henri, peintre, avenue de la Servette, 38.
Domenjoz, Henri, peintre, rue Liotard, 2.
Dorier, Fernand, architecte, Nyon.
Ducret, Arthur, sculpteur, boulevard de Saint-Georges, 72
Dumas, Emile, peintre décorateur, rue Cornavin, 2.
Dumont, Emile, professeur à l'Ecole des arts et métiers, rue du Conseil-Général, 11.
Dumont, Ernest, architecte, boulevard de St-Georges, 77.
Droguet, Maurice, professeur à l'Ecole des arts et métiers.
Elzingre, Edouard, peintre, rue des Eaux-Vives, 116.
Gallay, Henri, architecte, Pinchat.
Garcin, Henri, architecte, rue Versonnex, 11.
Gianoli, Jean, sculpteur-peintre, rue Maison Rouge, 3.
Gianoli, Louis, peintre, rue Maurice, 2.
Gillard, Eugène, peintre, Terrassière, 25.
Gos, Albert, peintre, Crêts de Champel, 4.
Goss, Henri, architecte, rue Pierre-Fatio, 7.
Guyonnet, Adolphe, architecte, rue du Rhône, 60.
Hainard, Philippe, sculpteur, rue Charles-Galland, 15.
Henchoz, Amédée, architecte, rue du Conseil Général, 20.
Henseler (de), Réginald, peintre, rue du Mont-Blanc, 5.

- Hornung, Emile, peintre, rue Général Dufour, 20.
Juvet, Emile, architecte, rue de Saint-Jean, 14, *trésorier*.
Ketten, Léopold, professeur de chant, boulevard des Philosophes, 17.
Lang, J.-A., violoncelliste, rue du Cloître, 1.
Lanz, Walther, dessinateur-lithographe, rue Bonivard, 4.
Mærky, Paul, graveur-ciseleur, Onex.
Mairet, Alexandre, peintre, rue du Pré-Jérôme, 13 *bis*.
Marshall, J., architecte, Rond-Point de Plainpalais, 2.
Martin, Frank, architecte cantonal, Hôtel de Ville, 6.
Martin, François, professeur de dessin, Servette, 43.
Meltzer, Charles, peintre, rue de l'Hôtel de Ville, 8.
Metton, Edouard, peintre, Corsier-Port.
Molina, Louis, peintre, rond-point de Plainpalais.
Morérod, Albert, peintre, quai des Bergues, 25.
Moriaud, Eugène, peintre, rue du Rhône, 19.
Périnet, H.-C., peintre-sculpteur, chemin des Clos, 34.
Piantoni, Louis, professeur de musique, rue de Carouge, 116.
Plojoux, John, sculpteur, professeur à l'Ecole des arts et métiers.
Portier, Francis, peintre, Sécheron.
Rey, Henri, peintre, rue de la Cloche, 7.
Rheiner, Louis, peintre, place de la Synagogue, 6.
Richard, Régis, céramiste, Fernex-Voltaire.
Roche, Amédée, architecte, rue du Stand, 57, *vice-trésorier*.
Roche, Henri, architecte, rue du Port-Franc, 7.
Ruegger, Henri, peintre, rue de l'Université, 6.
Sabon, Laurent, peintre, Glacis de Rive, 23.
Salzmann, Louis, dessinateur, Grands Philosophes, 21.
Schmidt, Albert, peintre, Bourg-de-Four, 7.
Schulé, Charles, architecte, rue de Saint-Jean, 64.
Siebenthal (de), Adolphe, peintre, rue Schaub, 12.

- Silvestre, Albert, peintre, rue du Rhône, 49.
Snell, E., professeur de musique, rue de Candolle, 16.
Trachsel, Albert, peintre, rue Petitot, 2, *vice-président*.
Turettini, Horace, violoniste, Rond-Point de Plainpalais, 1.
Uldry, Louis, peintre, rue des Pervenches, 2, Carouge.
Vibert, James, sculpteur, chemin de la Chapelle, sur Carouge.
Viollier, Edmond, peintre, rue des Chaudronniers, 1.
Ziégler (de), Charles, peintre, rue du Vieux-Billard, 6.
Zubritzki, Lorend, peintre, rue Prévost-Martin, 27.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

- Arrigo, Giuseppe, (chevalier), compositeur de musique, Turin, via Barolo, 29.
Camuzat, Claude, architecte en chef du Département de la Nièvre, Nevers, avenue St-Just, 4.
Charvet, Léon, architecte, inspecteur de l'enseignement du dessin et des musées, Paris.
Cozlan, Louis-Léon, compositeur de musique, Marseille, rue de la République, 16.
Grand-Carteret, John, publiciste, Paris, rue de Rome, 48.
Kraus, Alexandre, professeur de musique, Florence, via dei Terretani, 10.
Pedrell, Philippe, compositeur de musique, Aragon, 282, Barcelone.

Section d'industrie et d'agriculture

MEMBRES EFFECTIFS :

Chaponnière, H., Grand'Rue, 25.

Chatelan, Emile, rue Ami-Lullin, 3, *secrétaire*.

Dériaz, Gédéon, professeur d'architecture, Cité, 24.

Dumonthay, Joseph, chef de culture, Ecole de Châtelaine.

Furet, L., graveur, rue de l'Arquebuse, 8, *trésorier*.

Golay, H., agriculteur, Châtelaine.

Graizier, Jean, directeur du Service électrique, quai des Bergues, 11, *vice-président*.

Jaquet, Eugène, directeur de l'Ecole d'Horlogerie, rue Necker.

Lachenal, F., Plan-les-Ouates.

Nicodet, Jean, Troinex, *président*.

MEMBRES ÉMÉRITES :

Dériaz, Ami, Peney (Satigny).

Dufour, Auguste, rue Dancet, 12, Plainpalais.

Galé, Jules, place St-Gervais, 5,

Guillaumet-Vaucher, quai des Eaux-Vives, 10.

Neury, Elie, arboriculteur, rue des Promenades, Carouge.

Paschoud, Charles, chemin Evêque, Charmilles.

Romicux, Henri, Florissant, 5.

MEMBRES HONORAIRES :

Alméras, Conches-Genève.

Béatrix, François, campagne Debonneville, route de Chêne, 89.

Béné, Albert, rue du Stand, 57.

Bergin, Antoine, monteur de boîtes, rue Lissignol, 1.

Besson, Henri, ingénieur, quai des Eaux-Vives, 12.

Blanc, Henri, horloger, Grand-Quai, 18.

Blanc, Jean, Petit-Lancy.

Blanc, Léon, M^{me}, avenue du Mail, 26

Bornand-Britz, G., avenue Soret, 28.

Bovet, Louis, M^{me}, boulevard de la Tour, 6.

Bovet, Auguste (M^{me} Veuve), boulevard de la Tour, 6.

Bret, Théodore, chancelier, avenue de Florissant, 14.

Burkhardt, chemin Daubin, 16, route de Lyon.

Champendal, brasserie, rue Dalphin, 29, Carouge.

Charvoz, Maurice, D^r, Le Châble, Valais.

Chavaz, François, propriétaire, Onex.

Christin, Jules, arbitre de commerce, Florissant, 55.

Comte, François, marchand grainier, rue Ancienne, Carouge.

Courvoisier, Eugène, chemin Sautter, 13.

Crétenoud, Jeanne, M^{me}, avenue du Mail, 26.

Dalphin, E., avenue Industrielle, 12, Acacias.

Dompmartin, S., M^{lle}, quai des Eaux-Vives, 10.

Dubois, Henri, horticulteur, rue de Carouge, 65.

Dukszta, Miécislas, D^r, rue du 31-Décembre, 8.

Dunand, Denis, géomètre, rue J.-Dalphin, 31, Carouge.

Durand, A., rue Caroline, 2.

Durouvenoz, Marc-Auguste, rue Dalphin, 52, Carouge.

Ehrensperger, Charles, armurier, Corratierie.

Elmer, Charles, électricien, station centrale, en l'Île.

Fabre, Jules, négociant, rue du Mont-Blanc, 12.

Favre, Jules-W., électricien, ch. de la Chevillarde, 4, Grange-Canal.

Fazy, George, avocat, rue des Moulins, 1.

Fouchault, A., opticien, rue du Stand, 53.

Gaimard, Marie, M^{me}, rue de Candolle, 6

Gay, Charles, chaînes d'or, Glacis de Rive, 6.

Gay, Henri, ingénieur, Rond-Point de Plainpalais, 2.

Glitsch, W., ingénieur, rue de Lyon, 43.

- Gonin, Emile, pépiniériste, Onex.
Henchoz, Paul-Alfred, vétérinaire, Moillesulaz.
Hofmann, F., fondeur en cuivre, rue Richemont, 25.
Hoiler, Léon, curé, Petit-Lancy.
Hugon, E., Veyrier, 10.
Husson, Victor, papetier, rue Petitot, 10.
Keller, A., M^{me}, rue de Lyon, 23.
Koller, Robert, avenue Lucerna, 40, Servette.
Kündig, Albert, imprimeur, rue du Vieux-Collège.
Künzler-Mayer, Auguste, rue de Lyon, 84.
Leclerc, Joseph, rue de Carouge, 91.
Lehmann, Auguste, propriétaire, Troinex.
Lemaître, Louis, Acacias, Genève.
Lombard, Frank, chemin de Contamines, 7.
Matthey, denrées coloniales, Coutance.
Olivier, Louis, rue de Carouge, 23.
Perrelet, Lina, M^{me}, rue de Candolle, 6.
Pochon, Germain, graveur, Coutance, 30.
Privat, Jules, imprimeur, rue Petitot, 7.
Rey, Ch.-Emile, rue du Conseil-Général, 20.
Richard, Frédéric, libraire, rue du Rhône, 80.
Richter, Paul, imprimeur, rue des Voirons, 10.
Roussy, John, mécanicien, rue Général-Dufour, 12.
Rudhardt, Paul, directeur de l'Office de l'Industrie, boulevard du Théâtre, 12.
Ruffi, Guillaume, boulevard Saint-Georges, 52.
Rutishauser, Antoine, orfèvre, rue de la Confédération, 4.
Schaefer, Charles, entrepreneur, Montbrillant, 34.
Schaefer, Hélène, M^{me}, Montbrillant, 34.
Schiess, Adolphe, pension Bussillet, place du Lac, 1.
Scholl, F., fabricant de balances, rue du Cendrier, 13.
Stèche, M^{lle}, rue Beauregard, 3.

Stucker, M^{me}, Chambésy.

Studer, Jean, imprimeur, Rond-Point de Plainpalais.

Térond, Arnold, régisseur, boulevard Georges-Favon.

Tourelle, John, propriétaire, rue St-Jean, 25.

Tschumi, Arthur, rue d'Arve, 23, Carouge.

Vassali, Julia, M^{lle}, rue Bonivard, 8.

Vettiner, Antoine, chef de la Sûreté, Genève.

MEMBRES CORRESPONDANTS :

Baumann, Napoléon, pépiniériste, Bollwiller (Alsace).

Belot, Jean-Baptiste, Ecole nationale professionnelle de Voiron (Isère).

Bruzetto, Aloïs, Uccle, Belgique.

De Vevey, E., directeur de la Station laitière, Fribourg.

Exner, Guillaume-Fr., directeur du musée technologique de Vienne.

Grandeau, Louis-Nicolas, inspecteur-général des stations agromomiques, avenue de la Bourdonnais, 4, Paris.

Hæek, Ministère des finances, Belgique.

Laquierrière, Ansbert, vétérinaire de la Seine, rue du Lac, 11, St-Mandé (Seine).

Low, Hugh, horticulteur, Bush Hill Park, Enfield, Angleterre.

Nourrisson Bey, Albert, secrétaire de la Société d'agriculture, à Belbeïs, Egypte.

Oberty-Plasse, J.-A., photographe, rue Crudère, 9, Marseille.

Renoud, Jean, Lalande, 18, Bourg-en-Bresse.

Tournachon, Félix, photographe, rue de Mailles, 21, Marseille.

Van Geert, Charles, horticulteur, rue de la Province, 77, Anvers.

Vibert, Pierre-Eugène, xylographe, St-Nicolas, Montfort-Samaury (Seine et Oise).



SOCIÉTÉS

ET

INSTITUTIONS CORRESPONDANTES

DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Liste des publications reçues par voie d'échange

1. — SUISSE

- | | |
|--------|--|
| AARAU. | — Historische Gesellschaft. (<i>Taschenbuch der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau ; Argovia, Jahresbericht der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau</i>). |
| BALE. | — Naturforschende Gesellschaft. (<i>Verhandlungen der naturforschenden Gesellschaft in Basel</i>). |
| BERNE. | — Naturforschende Gesellschaft. (<i>Mitteilungen der naturforschenden Gesellschaft in Bern</i>). |
| » | — Antiquarische Gesellschaft. |
| » | — Historischer Verein. (<i>Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern</i>). |
| * » | — Société helvétique des Sciences naturelles. (<i>Matériaux pour la carte géologique suisse ; publications diverses</i>). |
| COIRE. | — Naturforschende Gesellschaft Graubündens. (<i>Jahresbericht der naturforschenden Gesellschaft Graubündens</i>). |

(*) Toutes les sociétés, institutions ou rédactions reçoivent le *Bulletin* ; celles désignées par un astérisque reçoivent, en outre, les *Mémoires*.

- COIRE. — Historisch-antiquarische Gesellschaft. (*Jahresbericht der historisch-antiquarischen Gesellschaft von Graubünden.*)
- FRAUENFELD. — Thurgauische naturforschende Gesellschaft. (*Mitteilungen der thurgauischen naturforschenden Gesellschaft.*)
- FRIBOURG. — Société d'histoire du canton de Fribourg. (*Annales fribourgeoises ; Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg.*)
- * » — Société fribourgeoise des Sciences naturelles. (*Bulletin et Mémoires de la Société d'histoire du canton de Fribourg.*)
- * GENÈVE. — Société des Arts. (*Revue polytechnique.*)
- » — Société d'utilité publique. (*Bulletin de la Société genevoise d'utilité publique.*)
- » — Société suisse de numismatique. (*Revue suisse de numismatique.*)
- » — Société d'histoire et d'archéologie.
- » — Société d'hygiène.
- » — Société d'horticulture et de viticulture.
- GLARIS. — Historischer Verein.
- * LAUSANNE. — Société vandoise des Sciences naturelles. (*Bulletin de la Société vandoise des Sciences naturelles.*)
- » — Société d'agriculture de la Suisse romande. (*La terre vandoise, journal agricole.*)
- * » — Société vandoise d'histoire et d'archéologie. (*Revue historique vandoise.*)
- * » — Société d'histoire de la Suisse romande. (*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande.*)

- LAUSANNE. — *Archives de l'imprimerie et des procédés modernes de l'illustration.*
- * NEUCHÂTEL. — Société neuchâteloise des Sciences naturelles. (*Bulletin et Mémoires de la Société neuchâteloise des Sciences naturelles.*)
- » — Société d'histoire.
- PORRENTROY. — Société jurassienne d'émulation. (*Actes de la Société jurassienne d'émulation.*)
- SAINT-GALL. — Historischer Verein. (*St-Galler Mitteilungen zur vaterländischen Geschichte.*)
- » — Naturwissenschaftliche Gesellschaft. (*Jahrbuch der St-Gallischen naturwissenschaftlichen Gesellschaft.*) (Pour adr. : Stadtbibliothek « Vadiana », St-Gall.)
- SCHWYZ. — Historischer Verein des Kantons Schwyz. (*Mitteilungen des historischen Vereins des Kantons Schwyz.*)
- SION. — Société Murithienne. (*Bulletin de la Société Murithienne.*)
- » — Société d'histoire du Valais romand. (*Annales valaisannes.* Rédacteur : M. Pierre Biolley, à Orbe, Vaud.)
- STANZ. — Historischer Verein der V Orte. (*Der Geschichtsfreund, Mitteilungen des historischen Vereins der fünf Orte.*)
- * ZÜRICH. — Naturforschende Gesellschaft. (*Vierteljahrsschrift der naturforschenden Gesellschaft in Zürich.*)
- * » — Antiquarische Gesellschaft. (*Mitteilungen der antiquarischen Gesellschaft in Zürich.*)
- * » — Allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz. (*Jahrbuch für schweizerische Geschichte.*)

- ZÜRICH. — Schweizerische Gesellschaft für Urgeschichte. (*Jahresberichte der schweizerischen Gesellschaft für Urgeschichte.*)
- — Geologische Kommission der Schweiz. Naturforschenden Gesellschaft. (Pour adr.: Bibliothèque de l'École polytechnique fédérale.)
- » — Bibliothèque de la Ville de Zurich.

2. — ALLEMAGNE

- GIESSEN. — Oberhessischer Geschichtsverein. (*Mitteilungen des Oberhessischen Geschichtsvereins.*)
- * GÖTTINGEN. — Gesellschaft der Wissenschaften. (*Nachrichten der Gesellschaft zu Göttingen: Philologisch-historische Klasse; math. phys. Klasse; Geschäftliche Mitteilungen.*)
- * HALLE. — Leopoldisch-Carolinische deutsche Akademie der Naturforscher. (*Nova Acta physico-medica et Leopoldina.*)
- * HAMBURG. — Zoologisches Museum. (*Mitteilungen aus dem zoologischen Museum in Hamburg.*)
- * HEIDELBERG. — Naturhistorisch-medizinischer Verein. (*Verhandlungen des naturhistorisch-medizinischen Vereins zu Heidelberg.*)
- JENA. — Verein für thüringische Geschichte und Altertumskunde. (*Zeitschrift des Vereins für thüringische Geschichte und Altertumskunde.*)
- * » — *Jenaische Zeitschrift für Naturwissenschaften.*
- * LEIPZIG. — Sächsische Gesellschaft der Naturwissenschaften. (*Bericht über die Verhandlungen et Abhandlungen der sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften: Philol.-historische Klasse.*)

- LEIPZIG. — Fürstlich Jablonowskische Gesellschaft. (*Jahresbericht der fürstlich Jablonowskischen Gesellschaft.*)
- LINDAU. — Verein für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung. (*Schriften des Vereins für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung.*)
- * MÜNCHEN. — Bayerische Akademie der Wissenschaften. (*Festreden, Jahresbericht, Abhandlungen et Sitzungsberichte der math.-phys. Klasse.*)
- NÜRNBERG. — Germanisches Nationalmuseum. (*Anzeiger et Mitteilungen des germanischen Nationalmuseums.*)
- ROSTOCK. — Naturforschende Gesellschaft. (*Sitzungsberichte der naturforschenden Gesellschaft in Rostock.*)
- STUTTGART. — Württembergische Jahrbücher für Statistik und geschichte.
- » — Württembergische Jahrbücher für Statistik und Landeskunde.
- TÜBINGEN. — Verein für Geschichte und Naturgeschichte der Baar. (*Schriften des Vereins für Geschichte und Naturgeschichte der Baar.*)

3. — AMÉRIQUE (Etats-Unis d')

- ALBANY. — New-York State Museum. (*Bulletin, Report et Memoirs of the New-York State Museum.*)
- * BALTIMORE. — National Academy of Sciences of the United States of America. (*Proceedings of the national Academy of the U. S. of America.*)
- * » — *The American Journal of Philology.* (J. Hopkins.)

- * BOSTON. — Society of Natural History. (*Occasional Papers, Memoirs et Proceedings of the Boston Society of Natural History.*)
- * CAMBRIDGE. — Museum of comparative Zoology at Harvard College. (*Bulletin of the Museum of comparative Zoology at Harvard College.*)
- CHAPEL-HILL. — Elisha Mitchell scientific Society. (*Journal of the Elisha Mitchell scientific Society.*)
- CHARLOTTEVILLE. — University of Virginia. (*Bulletin of the philosophical Society of Virginia.*)
- * CHICAGO. — University of Chicago. (*Classical Philology.*)
- * NEW-HAVEN. — Connecticut Academy of Arts and Sciences. (*Transactions of the Connecticut Academy of Arts and Sciences.*)
- NEW-ORLEANS. — Academy of Sciences.
- * NEW-YORK. — Academy of Sciences. (*Annals et Memoirs of the New-York Academy of Sciences.*)
- * NORWOOD. — Archæological Institute of America. (*American Journal of Archæology.*)
- PHILADELPHIA. — Academy of Natural Sciences. (*Journal et Proceedings of the Academy of Natural Sciences of Philadelphia.*)
- ROCHESTER. — Academy of Science. (*Proceedings of the Rochester Academy of Science.*)
- * SAINT-LOUIS. — Missouri Botanical Garden. (*Annals of the Missouri Botanical Garden.*)
- » — Academy of Science. (*Transactions of the Academy of Science of St-Louis.*)
- * S.-FRANCISCO. — California Academy of Sciences. (*Proceedings of the California Academy of Sciences.*)

- * WASHINGTON. — Smithsonian Institution. (*Bulletin et Annual report of the Bureau of American Ethnology ; Annual report of the Board of trustees of the Smithsonian Institution ; Yearbook of the U. S. National Museum ; et publications diverses.*)

- * » — Geological Survey of the U. S. of America. (*Publications diverses.*)

4. — ARGENTINE

- * CORDOBA. — Academia Nacional de Ciencias. (*Boletin de la Academia nacional de Ciencias en Cordoba.*)

5. — AUSTRALIE

- * ADELAIDE. — Royal Society of South Australia. (*Transactions, Proceedings et Reports of the Royal Society of South Australia.*)

- * SYDNEY. — Royal Society of New South Wales. (*Journal and Proceedings of the Royal Society of New South Wales.*)

6. — AUTRICHE

- VIENNE. — Gewerbe-Museum.

- * » — Académie des sciences. (*Akademie der Wissenschaften in Wien. Sitzungs-Berichte : Math.-naturw. Klasse ; Almanach.*)

- * » — Oesterreichisches archäologisches Institut. (*Jahreshefte des österr. archäologischen Instituts.*)

7. — BELGIQUE

- * BRUXELLES. — Académie royale des Sciences, des Lettres, des Sciences morales et politiques et des Beaux-

Arts de Belgique. (*Annuaire, Bulletin et Mémoires.*)

- * BRUXELLES. — Société malacologique de Bruxelles. (*Annales de la Société malacologique de Bruxelles.*)
- » — Société royale de botanique de Belgique. (*Bulletin de la Société royale de botanique de Belgique.*)
- LOUVAIN. — Musée belge.

8. — CANADA

- MONTREAL. — *Canadian Antiquarian and Numismatics Journal.*
- * OTTAWA. — Royal Society of Canada. (*Proceedings and Transactions of the Royal Society of Canada.*)
- * » — Geological Survey of Canada. Ministère des Mines. (*Publications diverses.*)
- TORONTO. — Canadian Institute. (*Proceedings et Transactions of the Canadian Institute.*)

9. — CEYLAN

- COLOMBO. — Marine Biological Station. (*Reports.*)

10. — DANEMARK

- COPENHAGUE. — Kongelige Danske Videnskaternes Selskab. (Vestre Boulevard, 35.)

11. — DANZIG

- DANZIG. — Naturforschende Gesellschaft. (*Schriften der naturforschenden Gesellschaft in Danzig.*)

12. — ESPAGNE

- * BARCELONE. — Junta de Ciencias naturales. (*Musei Barcinonensis scientiarum naturalium opera : ser. zoologica, botanica, geologica, biologico-oceanografica.*)
- » — Institutio catala d'Historia natural. (*Treballs et Butlletí de la Institutio catala d'Historia natural.*)
- * » — Institut d'Estudios Catalans. (*Anuario.*)
- » — Real Academia de ciencias y artes.
- MONTSERRAT. — *Analecta Montserratensia.* (Directeur : Dom Gregori M. Sunol, Abbadia de Montserrat.)
- SARAGOSSE. — Société arragonaise des sciences naturelles. (*Boletín de la Sociedad Aragonesa de Ciencias naturales.*)

13. — FRANCE

- ABBEVILLE. — Société d'émulation d'Abbeville. (*Bulletin de la société d'émulation d'Abbeville.*)
- AIX-EN-PROVENCE. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts. (*Rapports.*)
- ANNECY. — Société Florimontane. (*Revue savoissienne.*)
- » — Académie Salésienne. (*Mémoires et documents publiés par l'Académie Salésienne.*)
- AUTUN. — Société Eduenne des Lettres, Sciences et Arts. (*Mémoires de la Société Eduenne des Lettres, Sciences et Arts.*)
- BELFORT. — Société Belfortaine d'émulation. (*Bulletin de la Société Belfortaine d'émulation.*)

- BESANÇON. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts. (*Mémoires et Procès-verbaux de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon*).
- » — Société d'émulation du Doubs. (*Mémoires de la Société d'émulation du Doubs*.)
- * BORDEAUX. — Société Linnéenne. (*Procès-verbaux et Actes de la Société Linnéenne de Bordeaux*.)
- » — Faculté des Lettres de l'Université. (*Annales de la Faculté des Lettres de Bordeaux et des Universités du Midi*.)
- BOURG. — Société d'émulation et d'agriculture de l'Ain. (*Annales de la Société d'émulation et d'agriculture de l'Ain*.)
- BREST. — Société académique de Brest. (*Bulletin de la Société académique de Brest*.)
- CHAMBERY. — Société savoisienne d'Histoire et d'Archéologie. (*Mémoires et documents de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie*.)
- » — Société d'Histoire naturelle de la Savoie. (*Bulletin de la Société d'Histoire naturelle de la Savoie*.)
- » — Académie de Savoie. (*La Savoie littéraire et artistique ; Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie*.)
- CHERBOURG. — Société nationale des sciences naturelles et mathématiques. (*Mémoires de la Société nationale des sciences naturelles et mathématiques de Cherbourg*.)
- COLMAR. — Naturhistorische Gesellschaft. (*Mitteilungen der naturhistorischen Gesellschaft in Colmar*.)
- * CONCARNEAU. — Laboratoire de zoologie et physiologie maritime. (*Travaux scientifiques du Laboratoire de*

zoologie et physiologie maritime de Concarneau.)

- GAP. — Société d'Etudes des Hautes-Alpes. (*Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes.*)
- LYON. — Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon. (*Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon.*)
- » — Société d'agriculture, sciences et industrie. (*Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et industrie de Lyon.*)
- * » — Bibliothèque de l'Université de Lyon. (*Annales de l'Université de Lyon.*)
- MONTAUBAN. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne. (*Bulletin archéologique, historique et artistique de la Société archéologique de Tarn-et-Garonne.*)
- ORLÉANS. — Société archéologique et historique de l'Orléanais. (*Bulletin de la Société archéologique et historique de l'Orléanais.*)
- * PARIS. — Musée Guimet. (*Annales du Musée Guimet : Revue de l'histoire des religions.*)
- » — Société d'histoire du Protestantisme français. (*Bulletin de la Société d'histoire du Protestantisme français.*)
- » — Société de Biologie. (*Comptes rendus des séances de la Société de Biologie de Paris.*)
- » — Société Philomathique (Grands Augustins, 7). (*Bulletin de la Société philomathique de Paris.*)
- » — Société d'Hygiène.
- » — *Journal d'agriculture pratique.*
- » — Bibliothèque du Museum d'histoire naturelle.

- RENNES. — Société scientifique et médicale de l'Ouest. (*Bulletin de la Société scientifique et médicale de l'Ouest.*)
- ROUEN. — Société industrielle. (*Bulletin de la Société industrielle de Rouen.*)
- STRASBOURG. — Historisch-litterarischer Zweigverein des Vogesenklubs. (*Jahrbuch für Geschichte, Sprache und Litteratur Elsass-Lothringens.*)
- THONON. — Académie Chablaisienne. (*Mémoires et documents de l'Académie Chablaisienne.*)
- * TOULOUSE. — Société d'Histoire naturelle. (*Bulletin trimestriel de la Société d'Histoire naturelle de Toulouse.*)
- TOURS. — Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du Département d'Indre-et-Loire. (*Annales de la Société d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres du Département d'Indre-et-Loire.*)
- » — Société nationale d'Horticulture de France. (*Annales de la Société nationale d'horticulture de France.*)

14. — GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE

- * LONDRES. — Royal Society. (*Transactions et Proceedings of the Royal Society of London : A. Mathematical and physical sciences ; B. Biological sciences ; Yearbook.*)
- * » — Society for the promotion of Hellenic Studies (22 Albermarlbstreet, London W.).
- MANCHESTER. — Literary and philosophical Society. (*Memoirs and Proceedings of the Manchester literary and philosophical Society.*)
- * DUBLIN. — Royal Society. (*Transactions et Proceedings of the Royal Dublin Society.*)

15. — GRÈCE

- * ATHÈNES. — Société archéologique.
SMYRNE. — Museum et bibliothèque de l'Ecole Evangélique.

16. — HOLLANDE

- * LA HAYE. — Hollandsche Maatschappij der Wetenschappen.
(*Archives néerlandaises des Sciences exactes et naturelles.*)
* HAARLEM. — Musée Teyler. (*Archives du Musée Teyler.*)

17. — HONGRIE

- BUDAPEST. — Officium ornithologicum. (*Aquila, Zeitschrift für Ornithologie.*)
IGLO. — Ungarischer Karpathenverein. (*Jahrbuch des ungarischen Karpathenvereins.*)

18. — ITALIE

- * BOLOGNE. — Accademia delle Scienze dell'Istituto di Bologna. (*Rendiconto delle sessioni et Memoria della R. Accademia delle Scienze dell' Istituto di Bologna.*)
CATANE. — Accademia Gioenia di Scienze naturali. (*Bollettino delle sedute della Accademia Gioenia di Scienze naturali in Catania.*)
FLORENCE. — Società italiana per la diffusione e l'incoraggiamento degli studi classici. (*Atene e Roma.*)
» — Biblioteca nazionale centrale di Firenze (*Bollettino delle pubblicazioni italiane.*)
» — Musée académique de Florence. (Prof. Milani.)

- MANTOUE. — Accademia Virgiliana. (*Atti et Memorie della R. Accademia Virgiliana di Mantova.*)
- * MILAN. — Società italiana di Scienze naturali e del Museo di Storia naturale. (*Atti et Memorie della Società italiana di Scienze naturali e del Museo di Storia naturale in Milano.*)
- » — *Scientia*. (Dir.: Eug. Rignano, via Aurelio Saffi, 11, Milano.)
- * » — R. Istituto lombardo delle Scienze e lettere.
- MODÈNE. — Accademia di Scienze, Lettere et Arti. (*Memorie della R. Accademia di Scienze, Lettere et Arti in Modena.*)
- * NAPLES. — Accademia delle Scienze fisiche e matematiche. (*Rendiconti et Atti della R. Accademia delle Scienze fisiche e matematiche di Napoli.*)
- » — Società reale di Napoli. (*Rendiconti et Atti della Società reale di Napoli.*)
- * PALERME. — Accademia di Scienze, Lettere ed Arti. (*Bollettino et Atti della R. Accademia delle Scienze, Lettere ed Arti di Palermo.*)
- * PISE. — Società toscana di Scienze naturali. (*Proc.-verb. et Atti della Società toscana di Scienze naturali.*)
- * ROME. — Accademia di Lincei. (*Rendiconti et Memorie delle classe di Scienze fisiche, matematiche e naturali della R. Accademia dei Lincei.*)
- * » — Società italiana per il progresso delle Scienze. (*Bollettino della Società italiana per il progresso delle Scienze.*)
- * TURIN. — Accademia delle Scienze. (*Atti et Memorie della R. Accademia delle Scienze di Torino.*)
- » — R. Deputazione sovra gli studi di storia patria per le antiche Provinzie e la Lombardia. (*Miscellanea di Storia patria.*)

19. — JAPON

- * KYOTO. — Kyoto imperial University. College of Science and Engineering. (*Memoirs of the College of Science, Kyoto imperial University.*)
- * SENDAI. — Tohoku imperial University. (*Science Reports of the Tohoku imperial University.*)
- TOKYO. — Earthquake investigation Committee. (*Bulletin of the imperial earthquake investigation Committee.*)
- * » — Université impériale. (*Journal et Memoirs of the college of Science.*)

20. — LUXEMBOURG

- LUXEMBOURG. — Société des naturalistes. (*Bulletins mensuels de la Société des naturalistes luxembourgeois.*)

21. — MEXIQUE

- MEXICO. — Instituto geologico de Mexico. (*Anales del Instituto geologico de Mexico.*)

22. — NORVÈGE

- * BERGEN. — Bergens Museum (*Aarsberetning et Aarbog: Historisk-antiquarist Raekke et naturvidenskabelig Raekke.*)
- * CHRISTIANIA. — Université royale de Norvège. (*Publications diverses.*)

23. — POLOGNE

- CRACOVIE. — Académie des Sciences. (*Bulletin international de l'Académie des Sciences de Cracovie.*)
- POSEN. — Historische Gesellschaft. (*Historische Monatsblätter für die Provinz Posen.*)

24. — PORTUGAL

- LISBONNE. — Commission du service géologique. (*Publications géologiques diverses.*)
- » — Real Instituto bacteriologico Camara Pestana. (*Arquivos do Instituto bacteriologico Camara Pestana.*)
- * » — Museo ethnologico, Belem. (*O. Archeologo portugero.*)

25. — ROUMANIE

- BUCAREST. — Academia Roumana. (*Annales et Bulletin de la section scientifique de l'Académie roumaine.*)

26. — RUSSIE

- KIEW. — Société des naturalistes. (*Travaux et Mémoires de la Société des naturalistes de l'Université de Kiew.*)
- * MOSCOU. — Société des naturalistes de Moscou. (*Bulletin de la Société des naturalistes de Moscou.*)
- ODESSA. — Société russe d'Histoire et d'Antiquité.
- * PETROGRAD. — Société russe classique et orientale.
- * » — Société russe d'Archéologie.

27. — SUÈDE

- GÖTEBORG. — *Eranos, Acta philologica suecana.*
- * STOCKHOLM. — Académie royale d'Histoire et Antiquités. (*Antiquarisk Tidskrift for Sverige.*)
- * » — Académie royale des Sciences, Lettres et Arts. (*Aarsbog; Arkiv for Botanik; Arkiv for Zoologi; Arkiv for Kemi, Mineralogi och Geologi; Arkiv for Matematik, Astronomi och Physik; publications diverses.*)

- * UPSALA. — Université d'Upsala. (*Bulletin of the geological institution of the University of Upsala ; Zoologiska Bidrag han Upsala ; publications diverses.*)
- » — Bibliothèque de la Société royale.

28. — TURQUIE

- * CONSTANTINOPLE. — Institut archéologique russe de Constantinople.
— Sylloque hellénique, Péra au Topsilav.

29. — URUGUAY

- * MONTEVIDEO. — Museo Nacional. (*Anales del Museo nacional de Montevideo.*)



7



AS Institut national genevois
322 Bulletin
I55
t.43-44

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

